

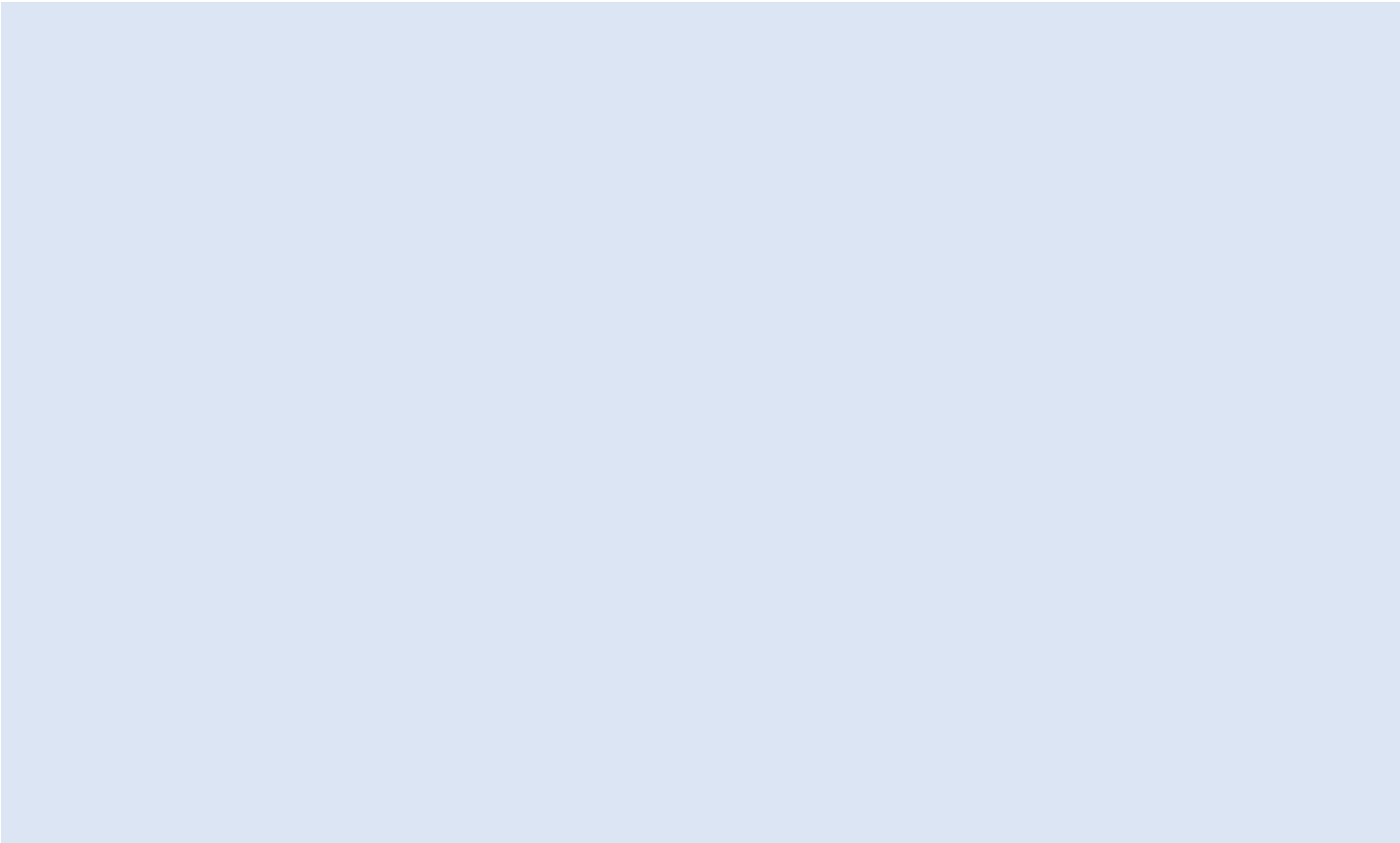


**Autorité  
des marchés  
financiers**

Volume 21 - Numéro 42

24 octobre 2024

# Bulletin



Bulletin de l'Autorité des marchés financiers

Autorité des marchés financiers

Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2024

ISSN 1710-4149

# Table des matières

1. <b>Gouvernance de l'Autorité des marchés financiers</b>	6	5.2 Réglementation et lignes directrices	
1.1 Avis et communiqués		5.3 Autres consultations	
1.2 Réglementation		5.4 Avis d'intention des assujettis et autres avis	
1.3 Autres décisions		5.5 Sanctions administratives	
2. <b>Tribunal administratif des marchés financiers</b>	10	5.6 Protection des dépôts	
2.1 Rôle des audiences, décisions et autres publications du TMF		5.7 Autres décisions	
2.2 Avis légaux de l'Autorité		6. <b>Marchés de valeurs et des instruments dérivés</b>	108
3. <b>Distribution de produits et services financiers</b>	41	6.1 Avis et communiqués	
3.1 Avis et communiqués		6.2 Réglementation et instructions générales	
3.2 Réglementation		6.3 Autres consultations	
3.3 Autres consultations		6.4 Sanctions administratives pécuniaires	
3.4 Retraits aux registres des représentants		6.5 Interdictions	
3.5 Modifications aux registres des inscrits		6.6 Placements	
3.6 Avis d'audiences		6.7 Agréments, autorisations et opérations sur dérivés de gré à gré	
3.7 Décisions administratives et disciplinaires		6.8 Offres publiques	
3.8 Autres décisions		6.9 Information sur les valeurs en circulation	
4. <b>Indemnisation</b>	76	6.10 Autres décisions	
4.1 Avis et communiqués		6.11 Annexes et autres renseignements	
4.2 Réglementation		7. <b>Bourses, chambres de compensation, organismes d'autorégulation et autres entités réglementées</b>	506
4.3 Autres consultations		7.1 Avis et communiqués	
4.4 Fonds d'indemnisation des services financiers		7.2 Réglementation de l'Autorité	
4.5 Autres décisions		7.3 Réglementation des bourses, des chambres de compensation, des OAR et d'autres entités réglementées	
5. <b>Institutions financières</b>	82	7.4 Autres consultations	
5.1 Avis et communiqués		7.5 Autres décisions	
		8. <b>Mesures de transparence dans les industries minière, pétrolière et gazière</b>	579
		8.1 Avis et communiqués	
		8.2 Réglementation	
		8.3 Sanctions administratives pécuniaires	
		8.4 Décisions de révision	
		8.5 Annexes et autres renseignements	
		9. <b>Régimes volontaires d'épargne-retraite</b>	585
		9.1 Avis et communiqués	
		9.2 Réglementation	
		9.3 Autorisation d'agir comme administrateur d'un régime volontaire d'épargne-retraite	
		9.4 Autres décisions	
		10. <b>Agents d'évaluation du crédit</b>	590
		10.1 Avis et communiqués	
		10.2 Réglementation et lignes directrices	
		10.3 Désignation à titre d'agent d'évaluation du crédit	
		10.4 Sanctions administratives	

## 10.5 Autres décisions

### **Liste des acronymes et abréviation :**

- Autorité : Autorité des marchés financiers  
instituée en vertu de la LESF
- TMF : Tribunal administratif des marchés financiers
- CSF : Chambre de la sécurité financière
- ChAD : Chambre de l'assurance de dommages  
instituée en vertu de la LDPSF
- OAR : Organismes d'autoréglementation et  
organismes dispensés de reconnaissance  
à titre d'OAR mais qui sont assujettis à la  
surveillance de l'Autorité
- OCRCVM : Organisme canadien de réglementation  
du commerce des valeurs mobilières

# 1.

## Gouvernance de l'Autorité des marchés financiers

---

- 1.1 Avis et communiqués
  - 1.2 Réglementation
  - 1.3 Autres décisions
-

## 1.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

## 1.2 RÉGLEMENTATION

Aucune information.



### 1.3 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

# 2.

## Tribunal administratif des marchés financiers

---

2.1 Rôle des audiences, décisions et autres publications du TMF

2.2 Avis légaux de l'Autorité

---

## 2.1 RÔLE DES AUDIENCES ET DÉCISIONS DU TMF

## 2.1.1 Rôle des audiences



## RÔLE DES AUDIENCES

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	JUGE(S) ADMINISTRATIF(S)	NATURE ET ÉTAPE
<b>24 octobre 2024 – 9 h 30</b>				
2021-026	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse  Vivianne Tremblay, Colette Tremblay Parties demanderesses / mises en cause  Roger Tremblay Partie intimée  Services financiers Groupe Investors inc. et Services d'assurances I.G. inc. Parties mises en cause  Curateur public du Québec Partie mise en cause  Chambre de la sécurité financière	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers   Jacques Lapointe, Avocat  Dentons Canada s.e.n.c.r.l.  Me Laurie Bernier (Le Curateur public du Québec)	Antonietta Melchiorre	- Demande de levée partielle des ordonnances de blocage - Demande de levée d'ordonnance de confidentialité  Conférence de gestion  Par visioconférence <a href="#">Salle d'audience virtuelle 4</a>  ID de réunion : 249 070 020 037 Code : d46xNc

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	JUGE(S) ADMINISTRATIF(S)	NATURE ET ÉTAPE
	Partie mise en cause	Me Julie Piché (Chambre de la sécurité financière)		
<b>24 octobre 2024 – 9 h 30</b>				
2021-026  <b>SUITE</b>	Banque Nationale du Canada Partie mise en cause  Louise Beaudoin Partie mise en cause  Valmond Santerre, Officier du bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Québec, Société de l'assurance automobile du Québec, FEUE H.D.B., F.S.A.B., Fondation de L'Université Laval, Œuvre du Cardinal Léger (Fondation Jules Et Paul-Émile Léger), Fondation Oratoire Saint-Joseph du Mont-Royal, Sanctuaire Sainte-Anne-De-Beaupré (Basilique De Sainte-Anne-De-Beaupré), Sanctuaire Notre-Dame-Du-Cap (Basilique Du Cap-De-La-Madeleine), Fondation Québécoise du cancer, Fondation de L'Institut de Cardiologie de Montréal, Fondation Action-Santé de la Matapédia (Fondation Hôpital Amqui), la Fondation de l'Institut de cardiologie et de pneumologie de Québec (Hôpital Laval) et Fondation Ste-Justine Parties mises en cause	Me Philippe Bergeron (Banque Nationale du Canada)  Dussault De Blois Lemay Beauchesne	Antonietta Melchiorre	- Demande de levée partielle des ordonnances de blocage - Demande de levée d'ordonnance de confidentialité  Conférence de gestion  Par visioconférence <a href="#">Salle d'audience virtuelle 4</a>  ID de réunion : 249 070 020 037 Code : d46xNc

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCTEURS	JUGE(S) ADMINISTRATIF(S)	NATURE ET ÉTAPE
<b>24 octobre 2024 – 9 h 30</b>				
2024-016	<p>Autorité des marchés financiers Partie demanderesse</p> <p>Roger Tremblay Partie intimée</p> <p>Curateur public du Québec Partie mise en cause</p> <p>Chambre de la sécurité financière Partie mise en cause</p> <p>Services d'assurance I.G. inc., Services financiers Groupe Investors inc. Parties mises en cause</p> <p>Valmond Santerre, Officier de la publicité foncière, Banque Nationale du Canada, Société de l'Assurance Automobile du Québec et Louise Beaudoin Parties mises en cause</p>	<p>Contentieux de l'Autorité des marchés financiers</p> <p>Jacques Lapointe, avocat</p> <p>Carrier &amp; Associés</p> <p>Me Julie Piché (Chambre de la sécurité financière)</p> <p>Dentons Canada s.e.n.c.r.l.</p>	Antonietta Melchiorre	<p>Demande d'ordonnances de confidentialité</p> <p>Conférence de gestion</p> <p>Par visioconférence <a href="#">Salle d'audience virtuelle 4</a></p> <p>ID de réunion : 249 070 020 037 Code : d46xNc</p>
<b>24 octobre 2024 – 14 h 00</b>				
2024-027	<p>Autorité des marchés financiers Partie demanderesse</p> <p>Société de gérance des fonds FMOQ inc., Société de gestion privée des fonds FMOQ inc. et Conseil et Investissement fonds FMOQ inc. Parties intimées</p>	<p>Contentieux de l'Autorité des marchés financiers</p> <p>Fasken Martineau DuMoulin S.E.N.C.R.L., s.r.l.</p>	Nicole Martineau	<p>Demande de pénalités administratives et d'entériner un accord</p> <p>Audience pro forma</p> <p>Par visioconférence <a href="#">Salle Chambre de pratique</a></p> <p>ID de réunion : 291 695 661 164 Code : swVijt</p>

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCEUREURS	JUGE(S) ADMINISTRATIF(S)	NATURE ET ÉTAPE
<b>25 octobre 2024 – 9 h 30</b>				
2023-003	<p>Autorité des marchés financiers Partie demanderesse</p> <p>Sandy Alteon Senat, Services Financiers Alteon inc. et Vasan et Savyan Gestion d'actifs inc. Parties intimées</p> <p>Maryse Morency, 9368-7457 Québec inc. fas One Viger Condomuniums inc. Banque Scotia, Banque Royale du Canada, Banque de Montréal et Desjardins Sécurité Financière Investissements inc. Parties mises en cause</p>	<p>Contentieux de l'Autorité des marchés financiers</p> <p>B.T.L.G. Groupe Avocat/Law Group</p>	Jean-Pierre Cristel	<p>Accord</p> <p>Audience au fond</p> <p>Par visioconférence <a href="#">Salle d'audience virtuelle 1</a></p> <p>ID de réunion : 294 031 450 148 Code : 2LSWE8</p>
<b>29 octobre 2024 – 9 h 30</b>				
2023-004	<p>Autorité des marchés financiers Partie demanderesse</p> <p>Stéphanie Dupuis Chabot inc., Stéphanie Dupuis-Chabot, Dave Leclerc et Gestion Force Consultant inc. Parties intimées</p>	<p>Contentieux de l'Autorité des marchés financiers</p> <p>Cain Lamarre s.e.n.c.r.l.</p>	<p>Christine Dubé Jean-Nicolas B. Wilkins</p> <p>Asseseurs : David Mayrand Claude Girard</p>	<p>Accord</p> <p>Audience au fond</p> <p>Par visioconférence <a href="#">Salle d'audience virtuelle 2</a></p> <p>ID de réunion : 256 724 440 690 Code : HdE8aV</p>
<b>30 octobre 2024 – 9 h 30</b>				
2020-032	<p>Autorité des marchés financiers Partie demanderesse</p> <p>Mihalis Kakogiannakis et Partie intimée</p> <p>Dubuc Motors inc. Partie intimée</p>	<p>Contentieux de l'Autorité des marchés financiers</p> <p>Desmarais Desvignes Nguyen</p> <p>Chiropoulos Avocats inc.</p>	Jean-Pierre Cristel	<p>Demande de de remise de l'intimé Mihalis Kakogiannakis</p> <p>Conférence de gestion</p> <p>Par visioconférence <a href="#">Salle d'audience virtuelle 1</a></p>

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	JUGE(S) ADMINISTRATIF(S)	NATURE ET ÉTAPE
	Mario Dubuc Partie intimée			ID de réunion : 294 031 450 148 Code : 2LSWE8
<b>30 octobre 2024 – 9 h 30</b>				
2023-019	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse  Michael Ferreira Partie intimée  Claude Veillette Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers  Woods s.e.n.c.r.l.  Delegatus Services Juridiques Inc.	Christine Dubé	Demande de pénalités administratives, d'interdiction d'opérations sur valeurs et d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant  Conférence de gestion  Par visioconférence <a href="#">Salle d'audience virtuelle 2</a>  ID de réunion : 256 724 440 690 Code : HdE8aV
<b>30 octobre 2024 – 14 h 00</b>				
2024-009	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse  Artéfacts Virtuels inc., Jean Dobey Ourega et Claude Lachance Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers  YULEX, Avocats et stratèges, s.e.n.c.r.l.	Antonietta Melchiorre	Demande de pénalités administratives, d'interdiction d'opérations sur valeurs, d'interdiction d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et de mesures propres au respect de la loi  Conférence préparatoire  Par visioconférence <a href="#">Salle d'audience virtuelle 4</a>  ID de réunion : 249 070 020 037 Code : d46xNc

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCTEURS	JUGE(S) ADMINISTRATIF(S)	NATURE ET ÉTAPE
<b>31 octobre 2024 – 9 h 30</b>				
2024-017	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse  Jean-François Soucy, Éric Asselin et Groupe Courtiers Experts inc. Parties intimées  Alexandre Giroux Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers  Pelletier-Quirion Avocats  Morin Webster, société d'avocats	Antonietta Melchiorre	Demande de pénalités administratives, de suspension de certificat, de conditions à l'inscription, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur, de dirigeant ou de dirigeant responsable, de mesures de redressement et de mesures propres au respect de la loi  Conférence de gestion  Par visioconférence <a href="#">Salle d'audience virtuelle 4</a>  ID de réunion : 249 070 020 037 Code : d46xNc
<b>31 octobre 2024 – 11 h 00</b>				
2023-012	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse  Jocelyn Grégoire et 9256-7619 Québec inc. (Cedma Finance) Parties intimées  François Bélanger Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers  FCA Légal S.E.N.C.R.L.  Langlois Avocats s.e.n.c.r.l.	Antonietta Melchiorre Christine Dubé	Accord François Bélanger  Audience au fond  Par visioconférence <a href="#">Salle d'audience virtuelle 4</a>  ID de réunion : 249 070 020 037 Code : d46xNc
<b>31 octobre 2024 – 14 h 00</b>				
2024-007	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse  Junaid Jamshaid Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers  Battista Turcot Israel, s.e.n.c.	Nicole Martineau	Demande de pénalités administratives, de suspension d'inscription, de conditions à l'inscription, de radiation d'inscription, de mesures de redressement et de mesures propres au respect de la loi  Audience pro forma



NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	JUGE(S) ADMINISTRATIF(S)	NATURE ET ÉTAPE
	Ahmed Aly Partie intimée	Ticket911.ca		Par visioconférence <a href="#">Salle Chambre de pratique</a>  ID de réunion : 291 695 661 164 Code : swVijt
2024-024	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse  Minh Anh Nguyen Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Nicole Martineau	Demande de pénalité administrative, interdiction d'opérations sur valeurs, révocation de certificat et retrait des droit conférés par l'inscription  Audience pro forma  Par visioconférence <a href="#">Salle Chambre de pratique</a>  ID de réunion : 291 695 661 164 Code : swVijt
2024-026	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse  iGenius Partie intimée  Sabrina Cyr-Vidal Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers  Gowling WLG S.E.N.C.R.L., s.r.l.	Nicole Martineau	Demande de pénalité administrative, d'interdiction d'opérations sur valeurs, d'interdiction d'exercer l'activité de conseiller en valeurs et de mesures propres au respect de la loi  Audience pro forma  Par visioconférence <a href="#">Salle Chambre de pratique</a>  ID de réunion : 291 695 661 164 Code : swVijt
<b>4 novembre 2024 – 9 h 30</b>				
2024-017	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers  Pelletier-Quirion Avocats	Antonietta Melchiorre  Assesseurs :	Accord Alexandre Giroux  Audience au fond

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	JUGE(S) ADMINISTRATIF(S)	NATURE ET ÉTAPE
	Jean-François Soucy, Éric Asselin et Groupe Courtiers Experts inc. Parties intimées  Alexandre Giroux Partie intimée	Morin Webster, société d'avocats	Jocelyne Charland Claude Girard	Par visioconférence <a href="#">Salle d'audience virtuelle 4</a>  ID de réunion : 249 070 020 037 Code : d46xNc
<b>5 novembre 2024 – 9 h 30</b>				
2024-012	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse  Mazen Haddad Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers  Hudon Avocat Inc.	Christine Dubé	Demande de pénalité administrative et d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant  Conférence de gestion  Par visioconférence <a href="#">Salle d'audience virtuelle 2</a>  ID de réunion : 256 724 440 690 Code : HdE8aV
<b>5 novembre 2024 – 14 h 00</b>				
2024-014	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse  Assurexperts Tina Ciambrone et associés inc. et Clementina Ciambrone Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers  Donati Maisonneuve, S.E.N.C.R.L.	Jean-Nicolas B. Wilkins	Accord  Audience au fond  Par visioconférence <a href="#">Salle d'audience virtuelle 7</a>  ID de réunion : 268 825 609 94 Code : Bu5baH
<b>6 novembre 2024 – 9 h 30</b>				
2023-021	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse  Photis Peter Pascali et Alan Curleigh	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers  Isabella Teolis Avocate Inc.	Christine Dubé Nicole Martineau Antonietta Melchiorre	- Demande de l'Autorité en communication de la pièce D-96 afin de faire statuer sur la confidentialité d'éléments de preuve et afin de lever les scellés

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	JUGE(S) ADMINISTRATIF(S)	NATURE ET ÉTAPE
	Parties intimées  PyroGenèse Canada inc. Partie intimée  KPMG S.R.L./S.E.N.C.R.L. Partie mise en cause  MNP S.E.N.C.R.L., S.R.L. Partie mise en cause  Procureur général du Québec Partie mise en cause	Osler, Hoskin & Harcourt, s.e.n.c.r.l./s.r.l.  Norton Rose Fulbright Canada S.E.N.C.R.L., s.r.l. / LLP  Bernard, Roy (Justice - Québec)		Audience au fond  - Demande visant à faire déclarer inconstitutionnels les articles 15.1 et 15.5 de la Loi sur l'encadrement du secteur financier, casser les assignations et ordonner la remise des documents saisis  Conférence de gestion  Par visioconférence <a href="#">Salle d'audience virtuelle 5</a>  ID de réunion : 214 908 756 741 Code : KQEEM4
<b>7 novembre 2024 – 9 h 30</b>				
2023-021	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse  Photis Peter Pascali et Alan Curleigh Parties intimées  PyroGenèse Canada inc. Partie intimée  KPMG S.R.L./S.E.N.C.R.L. Partie mise en cause  MNP S.E.N.C.R.L., S.R.L. Partie mise en cause  Procureur général du Québec	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers  Isabella Teolis Avocate Inc.  Osler, Hoskin & Harcourt, s.e.n.c.r.l./s.r.l.  Norton Rose Fulbright Canada S.E.N.C.R.L., s.r.l. / LLP	Christine Dubé Nicole Martineau Antonietta Melchiorre	- Demande de l'Autorité en communication de la pièce D-96 afin de faire statuer sur la confidentialité d'éléments de preuve et afin de lever les scellés  Audience au fond  - Demande visant à faire déclarer inconstitutionnels les articles 15.1 et 15.5 de la Loi sur l'encadrement du secteur financier, casser les assignations et ordonner la remise des documents saisis  Conférence de gestion  Par visioconférence <a href="#">Salle d'audience virtuelle 5</a>

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	JUGE(S) ADMINISTRATIF(S)	NATURE ET ÉTAPE
	Partie mise en cause	Bernard, Roy (Justice - Québec)		ID de réunion : 214 908 756 741 Code : KQEEM4
<b>7 novembre 2024 – 14 h 00</b>				
2024-015	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse  Les Assurances Robillard & Associés inc. et Simon Neveu Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers  Tassé Bertrand Barabé avocats inc. Fontaine Panneton Bourassa Avocats (avocat conseil)	Nicole Martineau	Demande de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant, de nomination d'un dirigeant responsable, de suspension d'inscription et de mesures propres au respect de la loi  Audience pro forma  Par visioconférence <a href="#">Salle Chambre de pratique</a>  ID de réunion : 291 695 661 164 Code : swVijt
<b>7 novembre 2024 – 14 h 00</b>				
2024-023	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse  Graphène Groupe financier inc. et Sacha Michaud Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers  Trivium Avocats inc.	Nicole Martineau	Demande de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre de dirigeant responsable, de nomination d'un dirigeant responsable, de suspension d'inscription, de conditions à l'inscription et de mesures propres au respect de la loi  Audience pro forma  Par visioconférence <a href="#">Salle Chambre de pratique</a>  ID de réunion : 291 695 661 164 Code : swVijt

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	JUGE(S) ADMINISTRATIF(S)	NATURE ET ÉTAPE
2024-020	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse  Joseph Dion Raymond Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Nicole Martineau	Demande de pénalité administrative, de mesures de redressement et des mesures propre au respect de la loi  Audience pro forma  Par visioconférence <a href="#">Salle Chambre de pratique</a>  ID de réunion : 291 695 661 164 Code : swVijt
<b>7 novembre 2024 – 14 h 00</b>				
2024-025	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse  Mica Capital inc. et Mica Services financiers inc. Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers  Mica Services financiers inc.	Nicole Martineau	Demande de pénalité administrative et de mesures propres au respect de la loi  Audience pro forma  Par visioconférence <a href="#">Salle Chambre de pratique</a>  ID de réunion : 291 695 661 164 Code : swVijt
2024-018	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse  Jacques Rajotte Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Nicole Martineau	Demande de pénalité administrative, d'interdiction d'opérations sur valeurs, d'interdiction d'opérations sur dérivés et d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant d'un émetteur assujetti, d'un conseiller et d'un gestionnaire de fonds d'investissement  Audience pro forma  Par visioconférence

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	JUGE(S) ADMINISTRATIF(S)	NATURE ET ÉTAPE
				<a href="#">Salle Chambre de pratique</a> ID de réunion : 291 695 661 164 Code : swVijt
<b>7 novembre 2024 – 14 h 00</b>				
2023-025	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse  Sébastien Courcelles Partie intimée  Marie-France Denis Partie mise en cause  Investia Services Financiers inc., Coaching Financier Trek inc., Caisse Desjardins de Saint-Martin de Laval et Caisse Populaire de l'Envolée- Centre de services Mirabel Parties mises en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers  Lanctot Avocats, S.A.  Lanctot Avocats, S.A.	Nicole Martineau	Demande de de prolongation des ordonnances de blocage  Audience pro forma  Par visioconférence <a href="#">Salle Chambre de pratique</a>  ID de réunion : 291 695 661 164 Code : swVijt
<b>8 novembre 2024 – 14 h 00</b>				
2023-012	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse  Jocelyn Grégoire et 9256-7619 Québec inc. (Cedma Finance) Parties intimées  François Bélanger Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers  FCA Légal S.E.N.C.R.L.  Langlois Avocats s.e.n.c.r.l.	Antonietta Melchiorre Christine Dubé	Demande d'ordonnance intérimaire ou de sauvegarde, de pénalités administratives, d'interdictions d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller en valeurs, d'interdictions d'opérations sur valeurs, de mesures de redressement et de mesures propres au respect de la loi  Conférence de gestion  Par visioconférence <a href="#">Salle d'audience virtuelle 4</a>

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	JUGE(S) ADMINISTRATIF(S)	NATURE ET ÉTAPE
				ID de réunion : 249 070 020 037 Code : d46xNc
<b>11 novembre 2024 – 9 h 30</b>				
2023-022	<p>Autorité des marchés financiers Partie demanderesse</p> <p>Jean-Bernard Massé, 8868760 Canada Inc. et 9332-0547 Québec Inc. Parties intimées</p> <p>Me Marie-Andrée Mallette Partie mise en cause</p> <p>Banque canadienne impériale de commerce, Trust Banque Nationale, Banque TD, Caisse Populaire Desjardins, Banque de Montréal, Gilles Bergeron et Gestion Segi Ltée Parties mises en cause</p>	<p>Contentieux de l'Autorité des marchés financiers</p> <p>Marie-Andrée Mallette, avocate</p> <p>Marie-Andrée Mallette, avocate</p>	Jean-Pierre Cristel	<p>Contestation de la demande de prolongation des ordonnances de blocage</p> <p>Conférence préparatoire</p> <p>Par visioconférence <a href="#">Salle d'audience virtuelle 1</a></p> <p>ID de réunion : 294 031 450 148 Code : 2LSWE8</p>
<b>12 novembre 2024 – 9 h 30</b>				
2020-033	<p>Autorité des marchés financiers Partie demanderesse</p> <p>Sandy Alteon Senat, Services financiers Alteon inc. et Vasan et Savyan Gestion d'actifs inc. Parties intimées</p> <p>Desjardins sécurité financière investissements inc. Partie mise en cause</p>	<p>Contentieux de l'Autorité des marchés financiers</p> <p>B.T.L.G. Groupe Avocat/Law Group</p> <p>Cholette Houle Avocats</p>	Jean-Pierre Cristel	<p>Contestation de la demande de prolongation des ordonnances de blocage</p> <p>Audience au fond</p> <p>Par visioconférence <a href="#">Salle d'audience virtuelle 1</a></p>

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	JUGE(S) ADMINISTRATIF(S)	NATURE ET ÉTAPE
	Banque Scotia, Banque Royale du Canada et Banque de Montréal Parties mises en cause			ID de réunion : 294 031 450 148 Code : 2LSWE8
<b>13 novembre 2024 – 9 h 30</b>				
2023-030	<p>Autorité des marchés financiers Partie demanderesse</p> <p>Élan Future inc., Éternelle Global inc., 9456-4416 Québec inc., 9400-5493 Québec inc. Parties intimées</p> <p>Jérôme-Olivier Malo et Marie-Soleil Baril Parties intimées</p> <p>Nicolas Maltais et Alexandre Cossette Parties intimées</p> <p>Dominik Bilodeau Partie intimée</p> <p>Elan Future LTD et Martin Isabelle Parties intimées</p> <p>Newton Crypto Ltd Partie mise en cause</p> <p>Caisse Desjardins des technologies, Caisse Desjardins de Granby-Haute-Yamaska, Banque de Montréal, Banque Toronto-Dominion, Coinsquare Capital Markets Ltd., Binance Canada Capital Markets inc.,</p>	<p>Contentieux de l'Autorité des marchés financiers</p> <p>Dentons Canada S.E.N.C.R.L.</p> <p>FCA Légal s.e.n.c.r.l.</p> <p>Langlois avocats, S.E.N.C.R.L.</p> <p>McCarthy Tétrault S.E.N.C.R.L., s.r.l.</p>	Christine Dubé	<p>Demande en déclaration d'inhabilité</p> <p>Conférence de gestion</p> <p>Par visioconférence <a href="#">Salle d'audience virtuelle 2</a></p> <p>ID de réunion : 256 724 440 690 Code : HdE8aV</p>



NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	JUGE(S) ADMINISTRATIF(S)	NATURE ET ÉTAPE
	Binance Holdings Ltd., Clear White Solutions Limited, Officier de la publicité foncière de Shefford et Officier de la publicité des droits personnels et réels mobiliers Parties mises en cause			
<b>13 novembre 2024 – 9 h 30</b>				
2023-030 <b>SUITE</b>	Ernst & Young inc. ès qualités d'administrateur provisoire des sociétés Élan Future inc., Éternelle Global inc., 9400-5493 Québec inc., 9456-4416 Québec inc. et 9456-4424 Québec inc. Partie mise en cause	Dentons Canada S.E.N.C.R.L.	Christine Dubé	Demande en déclaration d'inhabilité  Conférence de gestion  Par visioconférence <a href="#">Salle d'audience virtuelle 2</a>  ID de réunion : 256 724 440 690 Code : HdE8aV
<b>14 novembre 2024 – 9 h 30</b>				
2020-032	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse  Mihalis Kakogiannakis et Partie intimée  Dubuc Motors inc. Partie intimée  Mario Dubuc Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers  Desmarais Desvignes Nguyen  Chiropoulos Avocats inc.	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et mesures propres au respect de la loi  Audience au fond  Par visioconférence <a href="#">Salle d'audience virtuelle 1</a>  ID de réunion : 294 031 450 148 Code : 2LSWE8

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	JUGE(S) ADMINISTRATIF(S)	NATURE ET ÉTAPE
<b>14 novembre 2024 – 14 h 00</b>				
2024-029	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse  Olivier Simard Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Nicole Martineau	Demande de pénalité administrative, de suspension d'inscription, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant, de conditions à l'inscription et de mesure propre au respect de la loi  Audience pro forma  Par visioconférence <a href="#">Salle Chambre de pratique</a>  ID de réunion : 291 695 661 164 Code : swVijt
<b>18 novembre 2024 – 9 h 30</b>				
2020-032	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse  Mihalis Kakogiannakis et Partie intimée  Dubuc Motors inc. Partie intimée  Mario Dubuc Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers  Desmarais Desvignes Nguyen  Chiropoulos Avocats inc.	Jean-Pierre Cristel	Demande de de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et mesures propres au respect de la loi  Audience au fond  Par visioconférence <a href="#">Salle d'audience virtuelle 1</a>  ID de réunion : 294 031 450 148 Code : 2LSWE8
<b>19 novembre 2024 – 9 h 30</b>				
2020-032	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse  Mihalis Kakogiannakis et Partie intimée  Dubuc Motors inc. Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers  Desmarais Desvignes Nguyen  Chiropoulos Avocats inc.	Jean-Pierre Cristel	Demande de de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et mesures propres au respect de la loi  Audience au fond  Par visioconférence

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	JUGE(S) ADMINISTRATIF(S)	NATURE ET ÉTAPE
	Mario Dubuc Partie intimée			<a href="#">Salle d'audience virtuelle 1</a>  ID de réunion : 294 031 450 148 Code : 2LSWE8
<b>20 novembre 2024 – 9 h 30</b>				
2020-032	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse  Mihalis Kakogiannakis et Partie intimée  Dubuc Motors inc. Partie intimée  Mario Dubuc Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers  Desmarais Desvignes Nguyen  Chiropoulos Avocats inc.	Jean-Pierre Cristel	Demande de de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et mesures propres au respect de la loi  Audience au fond  Par visioconférence <a href="#">Salle d'audience virtuelle 1</a>  ID de réunion : 294 031 450 148 Code : 2LSWE8
<b>21 novembre 2024 – 9 h 30</b>				
2020-032	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse  Mihalis Kakogiannakis et Partie intimée  Dubuc Motors inc. Partie intimée  Mario Dubuc Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers  Desmarais Desvignes Nguyen  Chiropoulos Avocats inc.	Jean-Pierre Cristel	Demande de de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et mesures propres au respect de la loi  Audience au fond  Par visioconférence <a href="#">Salle d'audience virtuelle 1</a>  ID de réunion : 294 031 450 148 Code : 2LSWE8

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCEUREURS	JUGE(S) ADMINISTRATIF(S)	NATURE ET ÉTAPE
<b>25 novembre 2024 – 9 h 30</b>				
2020-032	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse  Mihalis Kakogiannakis et Partie intimée  Dubuc Motors inc. Partie intimée  Mario Dubuc Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers  Desmarais Desvignes Nguyen  Chiropoulos Avocats inc.	Jean-Pierre Cristel	Demande de de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et mesures propres au respect de la loi  Audience au fond  Par visioconférence <a href="#">Salle d'audience virtuelle 1</a>  ID de réunion : 294 031 450 148 Code : 2LSWE8
<b>26 novembre 2024 – 9 h 30</b>				
2023-012	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse  Jocelyn Grégoire et 9256-7619 Québec inc. (Cedma Finance) Parties intimées  François Bélanger Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers  FCA Légal S.E.N.C.R.L.  Langlois Avocats s.e.n.c.r.l.	Antonietta Melchiorre Christine Dubé	Demande d'ordonnance intérimaire ou de sauvegarde, de pénalités administratives, d'interdictions d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller en valeurs, d'interdictions d'opérations sur valeurs, de mesures de redressement et de mesures propres au respect de la loi  Audience au fond  Tenue de l'audience à déterminer
<b>27 novembre 2024 – 9 h 30</b>				
2023-012	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse  Jocelyn Grégoire et 9256-7619 Québec inc. (Cedma Finance) Parties intimées  François Bélanger Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers  FCA Légal S.E.N.C.R.L.  Langlois Avocats s.e.n.c.r.l.	Antonietta Melchiorre Christine Dubé	Demande d'ordonnance intérimaire ou de sauvegarde, de pénalités administratives, d'interdictions d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller en valeurs, d'interdictions d'opérations sur valeurs, de mesures de redressement et de mesures propres au respect de la loi

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	JUGE(S) ADMINISTRATIF(S)	NATURE ET ÉTAPE
				Audience au fond  Tenue de l'audience à déterminer
<b>28 novembre 2024 – 9 h 30</b>				
2023-012	<p>Autorité des marchés financiers Partie demanderesse</p> <p>Jocelyn Grégoire et 9256-7619 Québec inc. (Cedma Finance) Parties intimées</p> <p>François Bélanger Partie intimée</p>	<p>Contentieux de l'Autorité des marchés financiers</p> <p>FCA Légal S.E.N.C.R.L</p> <p>Langlois Avocats s.e.n.c.r.l..</p>	<p>Antonietta Melchiorre Christine Dubé</p>	<p>Demande d'ordonnance intérimaire ou de sauvegarde, de pénalités administratives, d'interdictions d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller en valeurs, d'interdictions d'opérations sur valeurs, de mesures de redressement et de mesures propres au respect de la loi</p> <p>Audience au fond</p> <p>Tenue de l'audience à déterminer</p>
<b>28 novembre 2024 – 14 h 00</b>				
2024-003	<p>Autorité des marchés financiers Partie demanderesse</p> <p>Gestion Itradecoins inc., Jésusel Alberhe et Sébastien Lambert Parties intimées</p> <p>Banque Nationale du Canada, Paypal Canada Co. et Bitbuy Technologies inc Parties mises en cause</p>	<p>Contentieux de l'Autorité des marchés financiers</p> <p>Levasseur &amp; Associés Avocats</p>	<p>Nicole Martineau</p>	<p>Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdiction d'exercer l'activité de conseillère en valeurs, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant d'un émetteur, d'un courtier, d'un conseiller et d'un gestionnaire de fonds d'investissement, de mesures de redressement et de mesures propres au respect de la loi</p> <p>Audience pro forma</p> <p>Par visioconférence <a href="#">Salle Chambre de pratique</a></p> <p>ID de réunion : 291 695 661 164 Code : swVijt</p>

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCEUREURS	JUGE(S) ADMINISTRATIF(S)	NATURE ET ÉTAPE
<b>29 novembre 2024 – 9 h 30</b>				
2017-008	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse  Michel Plante Partie intimée  SOLO International Inc. Partie intimée  Frederick Langford Sharp Partie intimée  Shawn Van Damme, Vincenzo Antonio Carnovale et Pasquale Antonio Rocca Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers  M <sup>e</sup> Marc R. Labrosse   M <sup>e</sup> Alexandre Giroux  LCM Avocats inc.	Jean-Pierre Cristel	Demande en arrêt des procédures de l'intimé Langford Sharp  Audience au fond  Par visioconférence <a href="#">Salle d'audience virtuelle 1</a>  ID de réunion : 294 031 450 148 Code : 2LSWE8
<b>29 novembre 2024 – 9 h 30</b>				
2023-012	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse  Jocelyn Grégoire et 9256-7619 Québec inc. (Cedma Finance) Parties intimées  François Bélanger Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers  FCA Légal S.E.N.C.R.L.  Langlois Avocats s.e.n.c.r.l..	Antonietta Melchiorre Christine Dubé	Demande d'ordonnance intérimaire ou de sauvegarde, de pénalités administratives, d'interdictions d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller en valeurs, d'interdictions d'opérations sur valeurs, de mesures de redressement et de mesures propres au respect de la loi  Audience au fond  Tenue de l'audience à déterminer
<b>2 décembre 2024 – 9 h 30</b>				
2023-012	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse  Jocelyn Grégoire et 9256-7619 Québec inc. (Cedma Finance)	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers  FCA Légal S.E.N.C.R.L.	Antonietta Melchiorre Christine Dubé	Demande d'ordonnance intérimaire ou de sauvegarde, de pénalités administratives, d'interdictions d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller en valeurs, d'interdictions d'opérations sur valeurs, de mesures de

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	JUGE(S) ADMINISTRATIF(S)	NATURE ET ÉTAPE
	Parties intimées François Bélanger Partie intimée	Langlois Avocats s.e.n.c.r.l.		redressement et de mesures propres au respect de la loi  Audience au fond  Tenue de l'audience à déterminer
<b>2 décembre 2024 – 9 h 30</b>				
2020-028	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse  Benoît Mercier Partie intimée  Claude Duhamel Partie intimée  Éric Marchant Partie intimée  David Cournoyer Partie intimée  Bertrand Lussier Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers  Lavoie avocat-e-s inc.  Pelletier & Cie Avocats inc.    Hackett Campbell Bouchard inc.	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalité administrative, d'interdiction d'opérations sur valeurs, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant  Conférence préparatoire  Par visioconférence <a href="#">Salle d'audience virtuelle 1</a>  ID de réunion : 294 031 450 148 Code : 2LSWE8
<b>3 décembre 2024 – 9 h 30</b>				
2023-012	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse  Jocelyn Grégoire et 9256-7619 Québec inc. (Cedma Finance) Parties intimées  François Bélanger Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers  FCA Légal S.E.N.C.R.L.    Langlois Avocats s.e.n.c.r.l. inc.	Antonietta Melchiorre Christine Dubé	Demande d'ordonnance intérimaire ou de sauvegarde, de pénalités administratives, d'interdictions d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller en valeurs, d'interdictions d'opérations sur valeurs, de mesures de redressement et de mesures propres au respect de la loi  Audience au fond

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	JUGE(S) ADMINISTRATIF(S)	NATURE ET ÉTAPE
				Tenue de l'audience à déterminer
<b>4 décembre 2024 – 9 h 30</b>				
2023-012	<p>Autorité des marchés financiers Partie demanderesse</p> <p>Jocelyn Grégoire et 9256-7619 Québec inc. (Cedma Finance) Parties intimées</p> <p>François Bélanger Partie intimée</p>	<p>Contentieux de l'Autorité des marchés financiers</p> <p>FCA Légal S.E.N.C.R.L</p> <p>Langlois Avocats s.e.n.c.r.l..</p>	<p>Antonietta Melchiorre Christine Dubé</p>	<p>Demande d'ordonnance intérimaire ou de sauvegarde, de pénalités administratives, d'interdictions d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller en valeurs, d'interdictions d'opérations sur valeurs, de mesures de redressement et de mesures propres au respect de la loi</p> <p>Audience au fond</p> <p>Tenue de l'audience à déterminer</p>
<b>5 décembre 2024 – 9 h 30</b>				
2023-012	<p>Autorité des marchés financiers Partie demanderesse</p> <p>Jocelyn Grégoire et 9256-7619 Québec inc. (Cedma Finance) Parties intimées</p> <p>François Bélanger Partie intimée</p>	<p>Contentieux de l'Autorité des marchés financiers</p> <p>FCA Légal S.E.N.C.R.L</p> <p>Langlois Avocats s.e.n.c.r.l..</p>	<p>Antonietta Melchiorre Christine Dubé</p>	<p>Demande d'ordonnance intérimaire ou de sauvegarde, de pénalités administratives, d'interdictions d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller en valeurs, d'interdictions d'opérations sur valeurs, de mesures de redressement et de mesures propres au respect de la loi</p> <p>Audience au fond</p> <p>Tenue de l'audience à déterminer</p>



NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	JUGE(S) ADMINISTRATIF(S)	NATURE ET ÉTAPE
<b>9 décembre 2024 – 9 h 30</b>				
2023-012	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse  Jocelyn Grégoire et 9256-7619 Québec inc. (Cedma Finance) Parties intimées  François Bélanger Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers  FCA Légal S.E.N.C.R.L.  Langlois Avocats s.e.n.c.r.l.	Antonietta Melchiorre Christine Dubé	Demande d'ordonnance intérimaire ou de sauvegarde, de pénalités administratives, d'interdictions d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller en valeurs, d'interdictions d'opérations sur valeurs, de mesures de redressement et de mesures propres au respect de la loi  Audience au fond  Tenue de l'audience à déterminer
<b>10 décembre 2024 – 9 h 30</b>				
2023-012	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse  Jocelyn Grégoire et 9256-7619 Québec inc. (Cedma Finance) Parties intimées  François Bélanger Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers  FCA Légal S.E.N.C.R.L.  Langlois Avocats s.e.n.c.r.l.	Antonietta Melchiorre Christine Dubé	Demande d'ordonnance intérimaire ou de sauvegarde, de pénalités administratives, d'interdictions d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller en valeurs, d'interdictions d'opérations sur valeurs, de mesures de redressement et de mesures propres au respect de la loi  Audience au fond  Tenue de l'audience à déterminer
<b>11 décembre 2024 – 9 h 30</b>				
2023-012	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse  Jocelyn Grégoire et 9256-7619 Québec inc. (Cedma Finance) Parties intimées  François Bélanger	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers  FCA Légal S.E.N.C.R.L.  Langlois Avocats s.e.n.c.r.l.	Antonietta Melchiorre Christine Dubé	Demande d'ordonnance intérimaire ou de sauvegarde, de pénalités administratives, d'interdictions d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller en valeurs, d'interdictions d'opérations sur valeurs, de mesures de redressement et de mesures propres au respect de la loi

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	JUGE(S) ADMINISTRATIF(S)	NATURE ET ÉTAPE
	Partie intimée			Audience au fond  Tenue de l'audience à déterminer
<b>12 décembre 2024 – 9 h 30</b>				
2023-012	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse  Jocelyn Grégoire et 9256-7619 Québec inc. (Cedma Finance) Parties intimées  François Bélanger Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers  FCA Légal S.E.N.C.R.L.  Langlois Avocats s.e.n.c.r.l.	Antonietta Melchiorre Christine Dubé	Demande d'ordonnance intérimaire ou de sauvegarde, de pénalités administratives, d'interdictions d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller en valeurs, d'interdictions d'opérations sur valeurs, de mesures de redressement et de mesures propres au respect de la loi  Audience au fond  Tenue de l'audience à déterminer
<b>12 décembre 2024 – 14 h 00</b>				
2024-019	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse  Intégra, cabinet d'assurances et services financiers inc., Anly Charles et Daniel Gauthier Parties intimées  Carmen Perez Partie mise en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers  Woods s.e.n.c.r.l.	Nicole Martineau	Demande de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant, de conditions à l'inscription, de suspension d'inscription et de mesures propres au respect de la loi  Audience pro forma  Par visioconférence <a href="#">Salle Chambre de pratique</a>  ID de réunion : 291 695 661 164 Code : swVijt

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCTEURS	JUGE(S) ADMINISTRATIF(S)	NATURE ET ÉTAPE
<b>13 décembre 2024 – 9 h 30</b>				
2024-016	<p>Autorité des marchés financiers Partie demanderesse</p> <p>Roger Tremblay Partie intimée</p> <p>Curateur public du Québec Partie mise en cause</p> <p>Chambre de la sécurité financière Partie mise en cause</p> <p>Services d'assurance I.G. inc., Services financiers Groupe Investors inc. Parties mises en cause</p> <p>Valmond Santerre, Officier de la publicité foncière, Banque Nationale du Canada, Société de l'Assurance Automobile du Québec et Louise Beaudoin Parties mises en cause</p>	<p>Contentieux de l'Autorité des marchés financiers</p> <p>Jacques Lapointe, avocat</p> <p>Carrier &amp; Associés</p> <p>Me Julie Piché (Chambre de la sécurité financière)</p> <p>Dentons Canada s.e.n.c.r.l.</p>	<p>Antonietta Melchiorre</p>	<p>Demande de pénalités administratives, de radiation d'inscription, de retrait des droits d'inscription, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur, dirigeant d'un courtier, d'un conseiller et d'un gestionnaire de fonds d'investissement, de mesures de redressement, et de mesures propres au respect de la loi</p> <p>Conférence préparatoire</p> <p>Par visioconférence <a href="#">Salle d'audience virtuelle 4</a></p> <p>ID de réunion : 249 070 020 037 Code : d46xNc</p>
<b>16 décembre 2024 – 9 h 30</b>				
2023-012	<p>Autorité des marchés financiers Partie demanderesse</p> <p>Jocelyn Grégoire et 9256-7619 Québec inc. (Cedma Finance) Parties intimées</p> <p>François Bélanger Partie intimée</p>	<p>Contentieux de l'Autorité des marchés financiers</p> <p>FCA Légal S.E.N.C.R.L.</p> <p>Langlois Avocats s.e.n.c.r.l.</p>	<p>Antonietta Melchiorre Christine Dubé</p>	<p>Demande d'ordonnance intérimaire ou de sauvegarde, de pénalités administratives, d'interdictions d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller en valeurs, d'interdictions d'opérations sur valeurs, de mesures de redressement et de mesures propres au respect de la loi</p> <p>Audience au fond</p>

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	JUGE(S) ADMINISTRATIF(S)	NATURE ET ÉTAPE
				Tenue de l'audience à déterminer
<b>17 décembre 2024 – 9 h 30</b>				
2023-012	<p>Autorité des marchés financiers Partie demanderesse</p> <p>Jocelyn Grégoire et 9256-7619 Québec inc. (Cedma Finance) Parties intimées</p> <p>François Bélanger Partie intimée</p>	<p>Contentieux de l'Autorité des marchés financiers</p> <p>FCA Légal S.E.N.C.R.L.</p> <p>Langlois Avocats s.e.n.c.r.l.</p>	<p>Antonietta Melchiorre Christine Dubé</p>	<p>Demande d'ordonnance intérimaire ou de sauvegarde, de pénalités administratives, d'interdictions d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller en valeurs, d'interdictions d'opérations sur valeurs, de mesures de redressement et de mesures propres au respect de la loi</p> <p>Audience au fond</p> <p>Tenue de l'audience à déterminer</p>
<b>18 décembre 2024 – 9 h 30</b>				
2023-012	<p>Autorité des marchés financiers Partie demanderesse</p> <p>Jocelyn Grégoire et 9256-7619 Québec inc. (Cedma Finance) Parties intimées</p> <p>François Bélanger Partie intimée</p>	<p>Contentieux de l'Autorité des marchés financiers</p> <p>FCA Légal S.E.N.C.R.L.</p> <p>Langlois Avocats s.e.n.c.r.l.</p>	<p>Antonietta Melchiorre Christine Dubé</p>	<p>Demande d'ordonnance intérimaire ou de sauvegarde, de pénalités administratives, d'interdictions d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller en valeurs, d'interdictions d'opérations sur valeurs, de mesures de redressement et de mesures propres au respect de la loi</p> <p>Audience au fond</p> <p>Tenue de l'audience à déterminer</p>

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	JUGE(S) ADMINISTRATIF(S)	NATURE ET ÉTAPE
<b>19 décembre 2024 – 9 h 30</b>				
2023-012	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse  Jocelyn Grégoire et 9256-7619 Québec inc. (Cedma Finance) Parties intimées  François Bélanger Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers  FCA Légal S.E.N.C.R.L.  Langlois Avocats s.e.n.c.r.l.	Antonietta Melchiorre Christine Dubé	Demande d'ordonnance intérimaire ou de sauvegarde, de pénalités administratives, d'interdictions d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller en valeurs, d'interdictions d'opérations sur valeurs, de mesures de redressement et de mesures propres au respect de la loi  Audience au fond  Tenue de l'audience à déterminer
<b>23 décembre 2024 – 9 h 30</b>				
2023-012	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse  Jocelyn Grégoire et 9256-7619 Québec inc. (Cedma Finance) Parties intimées  François Bélanger Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers  FCA Légal S.E.N.C.R.L.  Langlois Avocats s.e.n.c.r.l.	Antonietta Melchiorre Christine Dubé	Demande d'ordonnance intérimaire ou de sauvegarde, de pénalités administratives, d'interdictions d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller en valeurs, d'interdictions d'opérations sur valeurs, de mesures de redressement et de mesures propres au respect de la loi  Audience au fond  Tenue de l'audience à déterminer
<b>8 janvier 2025 – 9 h 30</b>				
2023-012	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse  Jocelyn Grégoire et 9256-7619 Québec inc. (Cedma Finance) Parties intimées  François Bélanger	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers  FCA Légal S.E.N.C.R.L.  Langlois Avocats s.e.n.c.r.l.	Antonietta Melchiorre Christine Dubé	Demande d'ordonnance intérimaire ou de sauvegarde, de pénalités administratives, d'interdictions d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller en valeurs, d'interdictions d'opérations sur valeurs, de mesures de redressement et de mesures propres au respect de la loi

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	JUGE(S) ADMINISTRATIF(S)	NATURE ET ÉTAPE
	Partie intimée			Audience au fond  Tenue de l'audience à déterminer
<b>9 janvier 2025 – 9 h 30</b>				
2023-012	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse  Jocelyn Grégoire et 9256-7619 Québec inc. (Cedma Finance) Parties intimées  François Bélanger Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers  FCA Légal S.E.N.C.R.L.  Langlois Avocats s.e.n.c.r.l.	Antonietta Melchiorre Christine Dubé	Demande d'ordonnance intérimaire ou de sauvegarde, de pénalités administratives, d'interdictions d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller en valeurs, d'interdictions d'opérations sur valeurs, de mesures de redressement et de mesures propres au respect de la loi  Audience au fond  Accord (François Bélanger)  Tenue de l'audience à déterminer
<b>21 janvier 2025 – 9 h 30</b>				
2021-007	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse  Gestion Financière Cape Cove inc. et Calixa Capital Partners inc. Parties intimées  Dany Bergeron et 9278-7381 Québec inc. Parties intimées  Efstratios Gavriil (Sean Gabriel) Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers  Pelletier & cie avocats inc.  Dominique Pion, avocat	Antonietta Melchiorre	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs et d'exercice de l'activité de conseiller, de retrait de droits d'inscription de la personne désignée responsable et du chef de la conformité, de nomination d'un dirigeant responsable et d'un chef de la conformité, de conditions à l'inscription, d'interdictions d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant, de suspension d'inscription et de mesures propres au respect de la loi  Conférence de gestion  Par visioconférence

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	JUGE(S) ADMINISTRATIF(S)	NATURE ET ÉTAPE
	Raymond Chabot administrateur provisoire inc. Partie mise en cause	Gowling WLG (Canada) s.e.n.c.r.l., s.r.l.		<a href="#">Salle d'audience virtuelle 4</a>  ID de réunion : 249 070 020 037 Code : d46xNc
<b>5 février 2025 – 9 h 30</b>				
2021-005	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse  Sébastien Cliche Partie intimée  Philippe Germain Partie intimée  Hiro Corporation Ltd Partie intimée  Porfirio Antonio Treminio Centeno et Tiger Gate Capital Ltd Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers  Langlois avocats, S.E.N.C.R.L.  Fréchette avocats	Christine Dubé	Demande en arrêt des procédures de l'intimé Philippe Germain  Audience au fond  Par visioconférence <a href="#">Salle d'audience virtuelle 2</a>  ID de réunion : 256 724 440 690 Code : HdE8aV

23 octobre 2024

## 2.2 AVIS LÉGAUX DE L'AUTORITÉ

Aucune information.



# 3.

## Distribution de produits et services financiers

---

- 3.1 Avis et communiqués
  - 3.2 Réglementation
  - 3.3 Autres consultations
  - 3.4 Retraits aux registres des représentants
  - 3.5 Modifications aux registres des inscrits
  - 3.6 Avis d'audiences
  - 3.7 Décisions administratives et disciplinaires
  - 3.8 Autres décisions
-

### 3.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

## 3.2 RÉGLEMENTATION

### 3.2.1 Consultation

#### Projet de règlement

Loi sur la distribution de produits et services financiers  
(chapitre D-9.2, a. 200, par. 10° et a. 223 par. 1°, 4°, 5°, 8°, 11° et 13.1°)

#### Consultation réglementaire relative au traitement des réclamations par des personnes non certifiées pour donner suite aux changements apportés à la Loi sur la distribution

Avis est donné par l'Autorité des marchés financiers (l'« **Autorité** ») que, conformément à l'article 217 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers*, RLRQ, c. D-9.2 (la « **Loi sur la distribution** »), les projets de règlement suivants, dont les textes sont publiés ci-dessous, pourront être pris par l'Autorité et ensuite soumis au ministre des Finances du Québec pour approbation, avec ou sans modification, à l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de sa publication au Bulletin de l'Autorité :

- *Règlement modifiant le Règlement sur le cabinet, le représentant autonome et la société autonome;*
- *Règlement modifiant le Règlement sur l'exercice des activités des représentants;*
- *Règlement modifiant le Règlement relatif à l'inscription d'un cabinet, d'un représentant autonome et d'une société autonome.*

Les projets de règlement sont également accessibles sur la [page d'accueil du site Internet de l'Autorité](#), à la section « [Consultations publiques](#) ». De plus, afin d'en faciliter la lecture, l'Autorité rend également disponible une version administrative du texte complet des règlements, incluant les modifications proposées.

#### Contexte

La *Loi modifiant diverses dispositions principalement dans le secteur financier, 2024*, chapitre 15 (le « projet de loi 30 ») a été sanctionnée le 9 mai dernier. Cette loi modifie entre autres la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (la « Loi sur la distribution ») et introduit de nouvelles dispositions concernant l'expertise en règlement de sinistres.

L'interdiction, prévue à l'article 45 de la Loi sur la distribution, pour un expert en sinistre d'agir dans une autre discipline a été abrogée. Ainsi, depuis le 9 mai 2024, un expert en sinistre peut, par exemple, être aussi agent ou courtier en assurance de dommages.

L'article 46 de la Loi sur la distribution, qui permettait à un agent ou un courtier en assurance de dommages d'agir comme expert en sinistre à l'égard des polices souscrites par le cabinet pour le compte

duquel il agit (mention E), a aussi été abrogé. Les représentants qui se prévalaient de cette possibilité<sup>1</sup> peuvent, s'ils le désirent, obtenir un certificat dans la discipline de l'expertise en règlement de sinistres.

Ces modifications permettront donc à plus de personnes d'obtenir leur certificat d'expert en sinistre et, pour les entreprises concernées, une gestion plus efficiente des réclamations.

L'article 10 de la Loi sur la distribution est aussi modifié pour permettre, à compter du 9 mai 2025, à certaines conditions, à des personnes non certifiées de régler certains sinistres sous la supervision d'un expert en sinistre (les personnes visées au paragraphe 3° du deuxième alinéa de l'article 10 de la Loi, ci-après « la (les) personne(s) visée(s) »).

Ainsi, une personne domiciliée au Canada et à l'emploi d'un cabinet, d'une société autonome ou d'un expert en sinistre inscrit comme représentant autonome (un « inscrit ») pourra, uniquement au moyen des technologies de l'information et sous la supervision d'un expert en sinistre, en exercer les fonctions dans 3 situations :

- pour un sinistre automobile qui découle d'un sinistre prévu par la Convention d'indemnisation directe visée à l'article 173 de la Loi sur l'assurance automobile (chapitre A-25);
- pour un sinistre automobile qui découle d'un bris de vitre; ou
- pour un sinistre d'un montant maximal de 5 000 \$.

Le projet de loi 30 prévoit qu'une personne visée « doit informer le sinistré du fait qu'elle agit sous la supervision d'un expert en sinistre et de l'identité de cet expert et, à la demande du sinistré, référer son dossier à cet expert. » Il a aussi été précisé, lors de l'[étude détaillée du projet de loi](#), que l'expert en sinistre superviseur « reste complètement responsable du dossier. »

Le projet de loi 30 prévoit aussi que la personne visée est tenue d'agir avec honnêteté et loyauté dans ses relations avec ses clients.

La Loi sur la distribution a aussi été modifiée afin de préciser que le Fonds d'indemnisation des services financiers (le « FISF ») s'applique en cas de fraude commise par les personnes visées et pour donner à l'Autorité un pouvoir d'adopter des règles sur les qualifications et les obligations du superviseur de ces personnes.

C'est en lien avec ces modifications, qui entreront en vigueur le 9 mai 2025, que portent les changements réglementaires qui font l'objet de la présente consultation.

#### **Traitement d'une réclamation au Fonds d'indemnisation des services financiers**

Afin de traiter une réclamation au FISF impliquant une personne visée, l'Autorité a besoin de certains renseignements pour identifier cette personne et connaître les périodes pendant lesquelles elle exerce des fonctions d'expert en sinistre.

Ainsi, le *Règlement relatif à l'inscription d'un cabinet, d'un représentant autonome et d'une société autonome* serait modifié (articles 2, 4, 6 et 10) pour que l'inscrit informe l'Autorité des nom, adresse et

---

<sup>1</sup> Les personnes intéressées ont jusqu'au 30 novembre 2025 pour manifester leur intérêt. Après cette date, cette possibilité s'éteint. D'ici cette date, l'Autorité communique avec les personnes visées pour leur expliquer la situation et les accompagner dans leurs démarches.

date de naissance des personnes visées et de la date à laquelle ces personnes ont commencé ou de celle à laquelle elles ont cessé d'agir conformément à l'article 10 de la Loi.

Ces renseignements devront être fournis 1) à l'entrée en vigueur des articles, pour le cabinet ou la société autonome qui emploie déjà de telles personnes (disposition transitoire, article 6 du Règlement modifiant), 2) une fois par année et 3) à chaque fois qu'un changement a lieu.

L'article 9 du *Règlement relatif à l'inscription d'un cabinet, d'un représentant autonome et d'une société autonome* prévoit déjà qu'un inscrit doit aviser l'Autorité par écrit dans un délai de 30 jours de tout changement de circonstances affectant la véracité des renseignements et documents fournis. Cet article serait ajusté pour préciser que l'inscrit devra également aviser l'Autorité, selon le cas, de la date à laquelle la personne visée a commencé ou de celle à laquelle elle a cessé d'agir conformément à l'article 10 de la Loi.

### **Supervision des personnes visées**

La supervision des personnes visées doit permettre une protection des consommateurs tout en favorisant l'efficacité du nouveau régime.

La supervision de la personne visée se distingue de façon importante de la supervision des stagiaires en période probatoire. Lors de sa période probatoire, le stagiaire prend progressivement en charge toutes les tâches réservées aux représentants afin de développer et de consolider ses compétences tout en étant accompagné et guidé par son superviseur. La période probatoire est une période d'intégration, relativement courte, étroitement encadrée, qui précède la délivrance du certificat. À la fin de cette période, le stagiaire devient un représentant autorisé à agir sans supervision.

La personne visée, quant à elle, agira toujours sous la supervision d'un expert en sinistre. Elle pourra néanmoins avoir acquis, au fil du temps, une solide expérience dans le traitement des réclamations qu'elle est autorisée à traiter qui sont, comme expliqué lors de l'[étude détaillée du projet de loi](#), des « dossiers simples » ou d'« un montant somme toute relativement faible ». Rappelons également que la personne visée exercera ses fonctions au moyen des technologies de l'information, ce qui limite les tâches qu'elle pourra accomplir. La supervision des personnes visées devrait donc prendre en compte cette réalité.

Le superviseur de la personne visée au paragraphe 3° du deuxième alinéa de l'article 10 de la Loi devrait avoir un minimum d'expérience, ne pas avoir fait l'objet de sanction dans les 5 dernières années et son certificat ne devrait pas être assorti de condition ni de restriction (articles 9.11 et 9.12 proposés dans le *Règlement sur l'exercice des activités des représentants*).

L'Autorité propose (article 9.13) que le superviseur soit disponible pour les personnes visées, qu'il révise des tâches accomplies et les étapes suivies par ces personnes, soit de façon aléatoire, soit systématiquement, si la proposition de règlement ne correspond pas à la demande du client, et qu'il documente cette révision. Le règlement prévoit en outre que le superviseur devrait systématiquement réviser chaque dossier de réclamation dans lequel l'indemnité demandée par le client ne lui serait pas accordée.

Compte tenu que la Loi prévoit que chaque dossier de sinistre est traité sous la supervision d'un expert à qui il peut être référé à tout moment à la demande du sinistré, l'expert en sinistre superviseur effectuera une révision adéquate pour assurer la qualité du travail de la personne visée.

L'inscrit qui emploie une personne visée devrait, conformément à l'article 28.4 du *Règlement sur le cabinet, le représentant autonome et la société autonome* suggéré, déterminer les tâches que cette personne peut effectuer, présenter par écrit les étapes à suivre pour le traitement d'une réclamation, s'assurer que le superviseur soit disponible en temps utile pour cette personne et qu'il documente sa révision.

Il est proposé que l'inscrit tienne un registre des personnes visées et de leurs superviseurs (article 28.1.1) et que chaque dossier client contienne, le cas échéant, une mention à l'effet qu'il est traité par une personne visée, le nom de cette personne et celui de son superviseur (article 17 (11°)).

Finalement, il est prévu (article 16) que les articles 13 à 15 de ce règlement s'appliquent à la documentation relative à la révision faite par le superviseur. L'objectif de ce changement est de permettre à l'inscrit, comme pour la documentation relative aux dossiers, livres et registres qu'il a l'obligation de colliger, de décider de la façon de conserver celle en lien avec le règlement des sinistres par des personnes visées, mais d'en assurer la sécurité et de la rendre disponible à l'Autorité sur demande.

### Consultation

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler au sujet de ces modifications réglementaires est priée de les faire parvenir par écrit au plus tard le **23 novembre 2024** en s'adressant à :

M<sup>e</sup> Philippe Lebel  
Secrétaire et directeur général du secrétariat et des affaires juridiques  
Autorité des marchés financiers  
Place de la Cité  
2640, boulevard Laurier, bureau 400  
Québec (Québec) G1V 5C1  
Télécopieur : 418 525-9512  
Courrier électronique : [consultation-en-cours@lautorite.qc.ca](mailto:consultation-en-cours@lautorite.qc.ca)

À défaut d'avis contraire à cet effet, tous les commentaires seront affichés sur le site Internet de l'Autorité, au [www.lautorite.qc.ca](http://www.lautorite.qc.ca). Par conséquent, nous invitons les intervenants à ne pas inclure de renseignements personnels directement dans les commentaires à publier. Il importe que les intervenants précisent en quel nom ils présentent leurs commentaires.

### Renseignements additionnels

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Geneviève Côté  
Direction des pratiques de distribution et des OAR  
Autorité des marchés financiers  
Téléphone : 418 525-0337, poste 4815  
Numéro sans frais : 1 877 525-0337  
[genevieve.cote@lautorite.qc.ca](mailto:genevieve.cote@lautorite.qc.ca)

**Le 24 octobre 2024**

## RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LE CABINET, LE REPRÉSENTANT AUTONOME ET LA SOCIÉTÉ AUTONOME

Loi sur la distribution de produits et services financiers  
(chapitre D-9.2, a. 223, par. 8°, 11° et 13.1°).

1. L'article 16 du Règlement sur le cabinet, le représentant autonome et la société autonome (chapitre D-9.2, r. 2) est remplacé par le suivant :

« 16. Les articles 13 à 15 s'appliquent compte tenu des adaptations nécessaires :

- 1° aux dossiers sur les activités externes des représentants visés à la sous-section 2.1;
- 2° au registre des commissions prévu à la sous-section 3;
- 3° à la documentation relative à la révision effectuée par le superviseur d'une personne visée au paragraphe 3° du deuxième alinéa de l'article 10 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers (chapitre D-9.2) conformément à l'article 9.13 du Règlement sur l'exercice des activités des représentants (chapitre D-9.2, r. 10). ».

2. L'article 17 de ce règlement est modifié par l'insertion, à la fin du premier alinéa, du paragraphe suivant :

« 11° dans le cas où le dossier est traité par une personne visée au paragraphe 3° du deuxième alinéa de l'article 10 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers (chapitre D-9.2), le nom de cette personne, une mention qu'elle est une personne visée à cet article et le nom de l'expert en sinistre qui la supervise. ».

3. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 28.1, de ce qui suit :

« § 8. — *Registre des personnes visées au paragraphe 3° du deuxième alinéa de l'article 10 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers*

**28.1.1.** Le cabinet, le représentant autonome ou la société autonome tient un registre des personnes agissant sous la supervision d'un expert en sinistre qui contient, pour chaque personne visée au paragraphe 3° du deuxième alinéa de l'article 10 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers (chapitre D-9.2), les renseignements suivants :

- 1° le nom, la date de naissance et l'adresse résidentielle de la personne;
- 2° le nom de l'expert en sinistre qui la supervise;
- 3° la date à laquelle elle commence et celle à laquelle elle cesse d'agir à ce titre. ».

4. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 28.3, de ce qui suit :

### « SECTION II.2 RÈGLES PARTICULIÈRES À L'EXPERTISE EN RÈGLEMENT DE SINISTRES

**28.4.** Le cabinet, le représentant autonome ou la société autonome qui emploie une personne visée au paragraphe 3° du deuxième alinéa de l'article 10 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers (chapitre D-9.2) doit :

- 1° déterminer les tâches que cette personne peut effectuer;

réclamation; 2° présenter, par écrit, les étapes à suivre pour le traitement d'une

personne; 3° s'assurer que le superviseur soit disponible en temps utile pour cette

4° s'assurer que le superviseur documente la révision des tâches effectuées par cette personne conformément à l'article 9.13 du Règlement sur l'exercice des activités des représentants (chapitre D-9.2, r. 10). ».

5. Le présent règlement entre en vigueur le 9 mai 2025.



**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR L'EXERCICE DES ACTIVITÉS DES REPRÉSENTANTS**

Loi sur la distribution de produits et services financiers  
(chapitre D-9.2, a. 200, par. 10°)

1. Le Règlement sur l'exercice des activités des représentants (chapitre D-9.2, r. 10) est modifié par l'insertion, après l'article 9.10, de ce qui suit :

« § 4. — *Règles particulières aux experts en sinistre*

**9.11.** Le superviseur d'une personne visée au paragraphe 3° du deuxième alinéa de l'article 10 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers (chapitre D-9.2) est un représentant autorisé à agir dans la discipline « expertise en règlement de sinistres » ou dans la catégorie « expertise en règlement de sinistres des particuliers » et qui, pendant au moins 24 mois dans les 36 derniers mois, a été titulaire d'un certificat et a agi comme représentant dans cette discipline ou catégorie de discipline.

**9.12.** Afin d'agir comme superviseur d'une personne visée au paragraphe 3° du deuxième alinéa de l'article 10 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers (chapitre D-9.2), le représentant doit satisfaire aux conditions suivantes :

1° ne pas, au cours des cinq années précédant la date à laquelle il doit commencer à agir comme superviseur, avoir fait l'objet d'une sanction disciplinaire imposée en vertu de la Loi sur la distribution de produits et services financiers (chapitre D-9.2) ni avoir été radié par le comité de discipline d'un ordre professionnel et ne pas faire l'objet d'une telle sanction ou d'une telle radiation pendant qu'il agit à ce titre;

2° ne pas être titulaire d'un certificat assorti de restrictions ou de conditions conformément aux articles 218, 219 ou 220 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers (chapitre D-9.2) affectant sa capacité d'agir à ce titre.

**9.13.** Le superviseur d'une personne visée au paragraphe 3° du deuxième alinéa de l'article 10 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers (chapitre D-9.2) révise les tâches accomplies et les étapes suivies par cette personne :

1° si la proposition de règlement correspond à la demande d'indemnisation du client, après la négociation du règlement, aléatoirement;

2° si la proposition de règlement ne correspond à la demande d'indemnisation du client, avant la négociation du règlement, pour chaque dossier de réclamation.

Il doit également consigner cette révision.

Dans tous les cas, le superviseur s'assure que le règlement proposé est conforme au contrat d'assurance. ».

2. Le présent règlement entre en vigueur le 9 mai 2025.

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT RELATIF À L'INSCRIPTION D'UN CABINET, D'UN REPRÉSENTANT AUTONOME ET D'UNE SOCIÉTÉ AUTONOME**

Loi sur la distribution de produits et services financiers  
(chapitre D-9.2, a. 223, par. 1<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup>)

1. L'article 2 du Règlement relatif à l'inscription d'un cabinet, d'un représentant autonome et d'une société autonome (chapitre D-9.2, r. 15) est modifié par l'insertion, après le paragraphe 6<sup>o</sup>, du suivant :

« 6.1<sup>o</sup> dans le cas d'une personne morale qui entend s'inscrire dans la discipline de l'expertise en règlement de sinistres, les nom, date de naissance et adresse résidentielle des personnes visées au paragraphe 3<sup>o</sup> du deuxième alinéa de l'article 10 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers (chapitre D-9.2) qui seront à son emploi; ».

2. L'article 4 de ce règlement est modifié par l'insertion, après le paragraphe 3<sup>o</sup>, du suivant :

« 3.1<sup>o</sup> dans le cas d'un représentant qui entend s'inscrire dans la discipline de l'expertise en règlement de sinistres, les nom, date de naissance et adresse résidentielle des personnes visées au paragraphe 3 du deuxième alinéa de l'article 10 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers (chapitre D-9.2) qui seront à son emploi; ».

3. L'article 6 de ce règlement est modifié par l'insertion, après le paragraphe 3<sup>o</sup>, du suivant :

« 3.1<sup>o</sup> dans le cas d'une société qui entend s'inscrire dans la discipline de l'expertise en règlement de sinistres, les nom, date de naissance et adresse résidentielle des personnes visées au paragraphe 3<sup>o</sup> du deuxième alinéa de l'article 10 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers (chapitre D-9.2) qui seront à son emploi; ».

4. L'article 9 de ce règlement est modifié par l'ajout, à la fin, de l'alinéa suivant :

« Lorsque ce changement concerne une personne visée au paragraphe 3<sup>o</sup> du deuxième alinéa de l'article 10 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers (chapitre D-9.2), le titulaire de l'inscription doit également aviser l'Autorité, selon le cas, de la date à laquelle cette personne a commencé ou de celle à laquelle elle a cessé d'agir conformément à cet article. ».

5. L'article 10 de règlement est modifié par l'ajout, après le sous-paragraphe *j* du paragraphe 2<sup>o</sup>, du sous-paragraphe suivant :

« *k*) le cas échéant, une liste à jour des nom, date de naissance et adresse résidentielle des personnes visées au paragraphe 3<sup>o</sup> du deuxième alinéa de l'article 10 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers (chapitre D-9.2) qui sont à son emploi; ».

6. Le cabinet ou la société autonome qui, au 9 mai 2025, emploie une personne visée au paragraphe 3 du deuxième alinéa de l'article 10 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers (chapitre D-9.2), doit transmettre à l'Autorité, au plus tard le 8 juin 2025, les nom, date de naissance et adresse résidentielle de cette personne.

7. Le présent règlement entre en vigueur le 9 mai 2025.

## Projet de règlement

Loi sur la distribution de produits et services financiers  
(chapitre D-9.2, a. 200, par. 10° et a. 223 par. 1°, 4°, 5°, 8°, 11° et 13.1°)

### Consultation réglementaire relative au traitement des réclamations par des personnes non certifiées pour donner suite aux changements apportés à la Loi sur la distribution

Avis est donné par l'Autorité des marchés financiers (l'« **Autorité** ») que, conformément à l'article 217 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers*, RLRQ, c. D-9.2 (la « **Loi sur la distribution** »), les projets de règlement suivants, dont les textes sont publiés ci-dessous, pourront être pris par l'Autorité et ensuite soumis au ministre des Finances du Québec pour approbation, avec ou sans modification, à l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de sa publication au Bulletin de l'Autorité :

- *Règlement modifiant le Règlement sur le cabinet, le représentant autonome et la société autonome;*
- *Règlement modifiant le Règlement sur l'exercice des activités des représentants;*
- *Règlement modifiant le Règlement relatif à l'inscription d'un cabinet, d'un représentant autonome et d'une société autonome.*

Les projets de règlement sont également accessibles sur la [page d'accueil du site Internet de l'Autorité](#), à la section « [Consultations publiques](#) ». De plus, afin d'en faciliter la lecture, l'Autorité rend également disponible une version administrative du texte complet des règlements, incluant les modifications proposées.

## Contexte

La *Loi modifiant diverses dispositions principalement dans le secteur financier, 2024*, chapitre 15 (le « projet de loi 30 ») a été sanctionnée le 9 mai dernier. Cette loi modifie entre autres la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (la « Loi sur la distribution ») et introduit de nouvelles dispositions concernant l'expertise en règlement de sinistres.

L'interdiction, prévue à l'article 45 de la Loi sur la distribution, pour un expert en sinistre d'agir dans une autre discipline a été abrogée. Ainsi, depuis le 9 mai 2024, un expert en sinistre peut, par exemple, être aussi agent ou courtier en assurance de dommages.

L'article 46 de la Loi sur la distribution, qui permettait à un agent ou un courtier en assurance de dommages d'agir comme expert en sinistre à l'égard des polices souscrites par le cabinet pour le compte duquel il agit (mention E), a aussi été abrogé. Les représentants qui se prévalaient de cette possibilité<sup>1</sup> peuvent, s'ils le désirent, obtenir un certificat dans la discipline de l'expertise en règlement de sinistres.

Ces modifications permettront donc à plus de personnes d'obtenir leur certificat d'expert en sinistre et, pour les entreprises concernées, une gestion plus efficiente des réclamations.

L'article 10 de la Loi sur la distribution est aussi modifié pour permettre, à compter du 9 mai 2025, à certaines conditions, à des personnes non certifiées de régler certains sinistres sous la supervision d'un

<sup>1</sup> Les personnes intéressées ont jusqu'au 30 novembre 2025 pour manifester leur intérêt. Après cette date, cette possibilité s'éteint. D'ici cette date, l'Autorité communique avec les personnes visées pour leur expliquer la situation et les accompagner dans leurs démarches.

expert en sinistre (les personnes visées au paragraphe 3° du deuxième alinéa de l'article 10 de la Loi, ci-après « la (les) personne(s) visée(s) »).

Ainsi, une personne domiciliée au Canada et à l'emploi d'un cabinet, d'une société autonome ou d'un expert en sinistre inscrit comme représentant autonome (un « inscrit ») pourra, uniquement au moyen des technologies de l'information et sous la supervision d'un expert en sinistre, en exercer les fonctions dans 3 situations :

- pour un sinistre automobile qui découle d'un sinistre prévu par la Convention d'indemnisation directe visée à l'article 173 de la Loi sur l'assurance automobile (chapitre A-25);
- pour un sinistre automobile qui découle d'un bris de vitre; ou
- pour un sinistre d'un montant maximal de 5 000 \$.

Le projet de loi 30 prévoit qu'une personne visée « doit informer le sinistré du fait qu'elle agit sous la supervision d'un expert en sinistre et de l'identité de cet expert et, à la demande du sinistré, référer son dossier à cet expert. » Il a aussi été précisé, lors de l'[étude détaillée du projet de loi](#), que l'expert en sinistre superviseur « reste complètement responsable du dossier. »

Le projet de loi 30 prévoit aussi que la personne visée est tenue d'agir avec honnêteté et loyauté dans ses relations avec ses clients.

La Loi sur la distribution a aussi été modifiée afin de préciser que le Fonds d'indemnisation des services financiers (le « FISF ») s'applique en cas de fraude commise par les personnes visées et pour donner à l'Autorité un pouvoir d'adopter des règles sur les qualifications et les obligations du superviseur de ces personnes.

C'est en lien avec ces modifications, qui entreront en vigueur le 9 mai 2025, que portent les changements réglementaires qui font l'objet de la présente consultation.

### **Traitement d'une réclamation au Fonds d'indemnisation des services financiers**

Afin de traiter une réclamation au FISF impliquant une personne visée, l'Autorité a besoin de certains renseignements pour identifier cette personne et connaître les périodes pendant lesquelles elle exerce des fonctions d'expert en sinistre.

Ainsi, le *Règlement relatif à l'inscription d'un cabinet, d'un représentant autonome et d'une société autonome* serait modifié (articles 2, 4, 6 et 10) pour que l'inscrit informe l'Autorité des nom, adresse et date de naissance des personnes visées et de la date à laquelle ces personnes ont commencé ou de celle à laquelle elles ont cessé d'agir conformément à l'article 10 de la Loi.

Ces renseignements devront être fournis 1) à l'entrée en vigueur des articles, pour le cabinet ou la société autonome qui emploie déjà de telles personnes (disposition transitoire, article 6 du Règlement modifiant), 2) une fois par année et 3) à chaque fois qu'un changement a lieu.

L'article 9 du *Règlement relatif à l'inscription d'un cabinet, d'un représentant autonome et d'une société autonome* prévoit déjà qu'un inscrit doit aviser l'Autorité par écrit dans un délai de 30 jours de tout changement de circonstances affectant la véracité des renseignements et documents fournis. Cet article serait ajusté pour préciser que l'inscrit devra également aviser l'Autorité, selon le cas, de la date à laquelle la personne visée a commencé ou de celle à laquelle elle a cessé d'agir conformément à l'article 10 de la Loi.

### **Supervision des personnes visées**

La supervision des personnes visées doit permettre une protection des consommateurs tout en favorisant l'efficacité du nouveau régime.

La supervision de la personne visée se distingue de façon importante de la supervision des stagiaires en période probatoire. Lors de sa période probatoire, le stagiaire prend progressivement en charge toutes les tâches réservées aux représentants afin de développer et de consolider ses compétences tout en étant accompagné et guidé par son superviseur. La période probatoire est une période d'intégration, relativement courte, étroitement encadrée, qui précède la délivrance du certificat. À la fin de cette période, le stagiaire devient un représentant autorisé à agir sans supervision.

La personne visée, quant à elle, agira toujours sous la supervision d'un expert en sinistre. Elle pourra néanmoins avoir acquis, au fil du temps, une solide expérience dans le traitement des réclamations qu'elle est autorisée à traiter qui sont, comme expliqué lors de l'[étude détaillée du projet de loi](#), des « dossiers simples » ou d'« un montant somme toute relativement faible ». Rappelons également que la personne visée exercera ses fonctions au moyen des technologies de l'information, ce qui limite les tâches qu'elle pourra accomplir. La supervision des personnes visées devrait donc prendre en compte cette réalité.

Le superviseur de la personne visée au paragraphe 3° du deuxième alinéa de l'article 10 de la Loi devrait avoir un minimum d'expérience, ne pas avoir fait l'objet de sanction dans les 5 dernières années et son certificat ne devrait pas être assorti de condition ni de restriction (articles 9.11 et 9.12 proposés dans le *Règlement sur l'exercice des activités des représentants*).

L'Autorité propose (article 9.13) que le superviseur soit disponible pour les personnes visées, qu'il révise des tâches accomplies et les étapes suivies par ces personnes, soit de façon aléatoire, soit systématiquement, si la proposition de règlement ne correspond pas à la demande du client, et qu'il documente cette révision. Le règlement prévoit en outre que le superviseur devrait systématiquement réviser chaque dossier de réclamation dans lequel l'indemnité demandée par le client ne lui serait pas accordée.

Compte tenu que la Loi prévoit que chaque dossier de sinistre est traité sous la supervision d'un expert à qui il peut être référé à tout moment à la demande du sinistré, l'expert en sinistre superviseur effectuera une révision adéquate pour assurer la qualité du travail de la personne visée.

L'inscrit qui emploie une personne visée devrait, conformément à l'article 28.4 du *Règlement sur le cabinet, le représentant autonome et la société autonome* suggéré, déterminer les tâches que cette personne peut effectuer, présenter par écrit les étapes à suivre pour le traitement d'une réclamation, s'assurer que le superviseur soit disponible en temps utile pour cette personne et qu'il documente sa révision.

Il est proposé que l'inscrit tienne un registre des personnes visées et de leurs superviseurs (article 28.1.1) et que chaque dossier client contienne, le cas échéant, une mention à l'effet qu'il est traité par une personne visée, le nom de cette personne et celui de son superviseur (article 17 (11°)).

Finalement, il est prévu (article 16) que les articles 13 à 15 de ce règlement s'appliquent à la documentation relative à la révision faite par le superviseur. L'objectif de ce changement est de permettre à l'inscrit, comme pour la documentation relative aux dossiers, livres et registres qu'il a l'obligation de colliger, de décider de la façon de conserver celle en lien avec le règlement des sinistres par des personnes visées, mais d'en assurer la sécurité et de la rendre disponible à l'Autorité sur demande.

### Consultation

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler au sujet de ces modifications réglementaires est priée de les faire parvenir par écrit au plus tard le **23 novembre 2024** en s'adressant à :

M<sup>e</sup> Philippe Lebel  
Secrétaire et directeur général du secrétariat et des affaires juridiques  
Autorité des marchés financiers  
Place de la Cité  
2640, boulevard Laurier, bureau 400  
Québec (Québec) G1V 5C1  
Télécopieur : 418 525-9512  
Courrier électronique : [consultation-en-cours@lautorite.qc.ca](mailto:consultation-en-cours@lautorite.qc.ca)

À défaut d'avis contraire à cet effet, tous les commentaires seront affichés sur le site Internet de l'Autorité, au [www.lautorite.qc.ca](http://www.lautorite.qc.ca). Par conséquent, nous invitons les intervenants à ne pas inclure de renseignements personnels directement dans les commentaires à publier. Il importe que les intervenants précisent en quel nom ils présentent leurs commentaires.

#### **Renseignements additionnels**

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Geneviève Côté  
Direction des pratiques de distribution et des OAR  
Autorité des marchés financiers  
Téléphone : 418 525-0337, poste 4815  
Numéro sans frais : 1 877 525-0337  
[genevieve.cote@lautorite.qc.ca](mailto:genevieve.cote@lautorite.qc.ca)

**Le 24 octobre 2024**

**REGULATION TO AMEND THE REGULATION RESPECTING FIRMS,  
INDEPENDENT REPRESENTATIVES AND INDEPENDENT PARTNERSHIPS**

Act respecting the distribution of financial products and services  
(chapter D-9.2, s. 223, pars. (8), (11) and (13.1))

**1.** Section 16 of the Regulation respecting firms, independent representatives and independent partnerships (chapter D-9.2, r. 2) is replaced by the following:

“**16.** Sections 13 to 15 apply, with the necessary modifications, to:

- (1) the records on representatives’ outside activities referred to in subdivision 2.1;
- (2) the commissions register prescribed in Subdivision 3;
- (3) the documentation relating to the review by a supervisor of a person referred to in subparagraph 3 of the second paragraph of section 10 of the Act respecting the distribution of financial products and services (chapter D-9.2) in accordance with section 9.13 of the Regulation respecting the pursuit of activities as a representative (chapter D-9.2, r. 10).”

**2.** Section 17 of the Regulation is amended by inserting the following after subparagraph 10:

“(11) where the record is processed by a person referred to in subparagraph 3 of the second paragraph of section 10 of the Act respecting the distribution of financial products and services (chapter D-9.2), the name of the person, an indication that he is a person referred to in that section and the name of the claims adjuster who is supervising him.”

**3.** The Regulation is amended by inserting the following after section 28.1:

“§ 8. — *Register of persons referred to in subparagraph 3 of the second paragraph of section 10 of the Act respecting the distribution of financial products and services*

**28.1.1.** A firm, independent representative or independent partnership must keep a register of the persons acting under the supervision of a claims adjuster and provide in such register the following information for each person referred to in subparagraph 3 of the second paragraph of section 10 of the Act respecting the distribution of financial products and services (chapter D-9.2):

- (1) the person’s name, date of birth and residential address;
- (2) the name of the claims adjuster who is supervising the person;
- (3) the date on which the person begins and ceases to act as such a person.”

**4.** The Regulation is amended by inserting the following after section 28.3:

“DIVISION II.2  
RULES SPECIFIC TO CLAIMS ADJUSTMENT

**28.4.** A firm, independent representative or independent partnership that employs a person referred to in subparagraph 3 of the second paragraph of section 10 of the Act respecting the distribution of financial products and services (chapter D-9.2) must:

- (1) determine which tasks the person may carry out;
- (2) present, in writing, the steps to follow to process a claim;

(3) ensure that the supervisor is available for the person in a timely manner;

(4) ensure that the supervisor documents the review of the tasks completed by the person in accordance with section 9.13 of the Regulation respecting the pursuit of activities as a representative (chapter D-9.2, r. 10).”

5. This Regulation comes into force on 9 May 2025.



## REGULATION TO AMEND THE REGULATION RESPECTING THE PURSUIT OF ACTIVITIES AS A REPRESENTATIVE

Act respecting the distribution of financial products and services  
(chapter D-9.2, s. 200, par. (10))

1. The Regulation respecting the pursuit of activities as a representative (chapter D-9.2, r. 10) is amended by inserting the following after section 9.10:

“§ 4. — *Rules specific to claims adjusters*

**9.11.** The supervisor of a person referred to in subparagraph 3 of the second paragraph of section 10 of the Act respecting the distribution of financial products and services (chapter D-9.2) must be a representative authorized to act in the “claims adjustment” sector or “personal-lines claims adjustment” sector class who, for at least 24 of the last 36 months, has held a certificate and acted as a representative in such sector or sector class.

**9.12.** To act as the supervisor of a person referred to in subparagraph 3 of the second paragraph of section 10 of the Act respecting the distribution of financial products and services (chapter D-9.2), a representative must satisfy the following conditions:

(1) in the five years preceding the date on which he must begin to act as a supervisor, he has not been the subject of a disciplinary sanction imposed under the Act respecting the distribution of financial products and services (chapter D-9.2) or been struck off the roll by a disciplinary committee of a professional order, and he is not the subject of such a sanction or striking off the roll while he acts as a supervisor;

(2) he does not hold a certificate carrying restrictions or conditions under section 218, 219 or 220 of the Act respecting the distribution of financial products and services (chapter D-9.2) that affect his ability to act as a supervisor.

**9.13.** The supervisor of a person referred to in subparagraph 3 of the second paragraph of section 10 of the Act respecting the distribution of financial products and services (chapter D-9.2) must review the tasks and steps completed by the person:

(1) At random, after negotiation of the settlement, for settlement proposals that match the client’s claim;

(2) For every file, prior to negotiation of the settlement, for settlement proposals that do not match the client's claim.

He must also document this review.

In all cases, the supervisor must ensure that the settlement proposal is consistent with the insurance contract.”

2. This Regulation comes into force on 9 May 2025.

## REGULATION TO AMEND THE REGULATION RESPECTING THE REGISTRATION OF FIRMS, REPRESENTATIVES AND INDEPENDENT PARTNERSHIPS

Act respecting the distribution of financial products and services  
(chapter D-9.2, s. 223, pars. (1), (4) and (5))

**1.** Section 2 of the Regulation respecting the registration of firms, representatives and independent partnerships (chapter D-9.2, r. 15) is amended by inserting the following after paragraph 6:

“(6.1) in the case of a legal person intending to register in the sector of claims adjustment, the names, dates of birth and residential addresses of the persons referred to in subparagraph 3 of the second paragraph of section 10 of the Act respecting the distribution of financial products and services (chapter D-9.2) who will be employed by it;”

**2.** Section 4 of the Regulation is amended by inserting the following after paragraph 3:

“(3.1) in the case of a representative intending to register in the sector of claims adjustment, the names, dates of birth and residential addresses of the persons referred to in subparagraph 3 of the second paragraph of section 10 of the Act respecting the distribution of financial products and services (chapter D-9.2) who will be employed by him;”

**3.** Section 6 of the Regulation is amended by inserting the following after paragraph 3:

“(3.1) in the case of a partnership intending to register in the sector of claims adjustment, the names, dates of birth and residential addresses of the persons referred to in subparagraph 3 of the second paragraph of section of the Act respecting the distribution of financial products and services (chapter D-9.2) who will be employed by it;”

**4.** Section 9 of the Regulation is amended by inserting the following paragraph at the end:

“When the change concerns a person referred to in paragraph 3 of the second paragraph of section 10 of the Act respecting the distribution of financial products and services (chapter D-9.2), the registration holder shall also notify the Authority of the date on which the person began or ceased, as the case may be, to act in accordance with that section.”

**5.** Section 10 of the Regulation is amended by inserting the following subparagraph after subparagraph *j* of paragraph 2:

“(*k*) where applicable, an updated list of the names, dates of birth and residential addresses of the persons referred to in subparagraph 3 of the second paragraph of section 10 of the Act respecting the distribution of financial products and services (chapter D-9.2) who are employed by it;”

**6.** A firm or independent partnership that, as at 9 May 2025, has in its employ a person referred to in subparagraph 3 of the second paragraph of section 10 of the Act respecting the distribution of financial products and services (chapter D-9.2) shall transmit the person’s name, date of birth and residential address to the Authority not later than 8 June 2025.

**7.** This Regulation comes into force on 9 May 2025.

### 3.2.2 Publication

Aucune information.

### 3.3 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

### 3.4 Retraits aux registres des représentants

#### Courtiers

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
ANNANE	LYDIA	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2024-07-12
ARSENAULT	ANNIE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2024-10-12
ASSI	ALEXANDRA	BLC SERVICES FINANCIERS INC.	2024-10-10
BABONNAUD	JOLINE	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2024-09-27
BAETA NGASSA	CHARLES	SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2024-10-04
BAHNI	PAMELA	SERVICES EN PLACEMENTS PEAK INC.	2024-10-18
BALDE	MAIMOUNA	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2024-10-11
BEAINE	MARIE-CHLOE	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2024-10-07
BEAUMONT	CHRISTINA	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2024-10-11
BERNARD	CLAIRE-GARDITHE	PLACEMENTS FINANCIERE SUN LIFE (CANADA) INC.	2024-10-15
BOISVERT	SABRINA	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2024-09-18
BOIVIN	MARIE-JOSÉE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2024-10-11
BOUCHER	ALEX	INVESTIA SERVICES FINANCIERS INC.	2024-10-16
BOUDREAU	MICHEL	INVESTIA SERVICES FINANCIERS INC.	2024-10-10
BOUDREAU	JANIE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2024-10-15
BOULAY	JEAN-PHILIPPE	SERVICES D'INVESTISSEMENT QUADRUS LTEE.	2024-09-27
BOURDIN	KARIM	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2024-10-11
BURGOS	MIRELA NOEMY	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2024-10-15
CARRIER	MARC-ANTOINE	ARCHER GESTION DE PORTEFEUILLE INC.	2024-10-18
CHAHID	FATIMA ZAHRA	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2024-10-11
CLOUTIER	DOMINIQUE	BMO NESBITT BURNS INC.	2024-09-26

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
CÔTÉ	EMILIE	DESJARDINS SÉCURITÉ FINANCIÈRE INVESTISSEMENTS INC.	2024-10-07
CROTEAU	STÉPHANIE ANNE	VALEURS MOBILIERES DESJARDINS INC.	2024-10-11
DARWICHE	RIDA	PLACEMENTS SCOTIA INC.	2024-10-17
DEMERS	JONATHAN	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2024-10-18
DI CESARE	LOREDANA	PLACEMENTS CIBC INC.	2024-10-18
DI GENOVA	JULIAN FRANCIS	TD WATERHOUSE CANADA INC.	2024-10-11
DIONG	AMADOU MOHAMADOU	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2024-10-10
DOUCET	NATHALIE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2024-10-11
DUCLOS	MARIE-ÈVE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2024-10-11
EATH	REMEDY	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2024-10-16
ESSAISSI EL HASSANI	ILHAM	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2024-10-16
FALL	YACINE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2024-10-11
FORTIER	CHARLES-ALEXANDRE	RBC DOMINION VALEURS MOBILIERES INC.	2024-10-07
GAGNON	MARIE-FRANCE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2024-10-11
GAGNON	ANDRÉANE	BLC SERVICES FINANCIERS INC.	2024-10-04
GAGNON	SANDRA	SERVICES D'INVESTISSEMENT QUADRUS LTEE.	2024-10-17
GALLANT	ANIK	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2024-10-11
GARCIA DURAN	ROSA	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2024-10-18
GARNENKOV	STAMEN	SERVICES D'INVESTISSEMENT FÉRIQUE	2024-10-17
GIANNOUMIS	NICHOLAS	RBC PLACEMENTS EN DIRECT INC.	2024-09-23
GOSELIN	VALÉRIE	VALEURS MOBILIERES DESJARDINS INC.	2024-10-11
HAFELIN MARAMBIO	MARIA	BMO INVESTISSEMENTS INC.	2024-10-18

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
HURTUBISE	PHILIPPE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2024-10-16
IAMONICO	MICHAEL	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2024-10-14
IBRAHIM	JAMAL	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2024-07-02
JAMAL	OMAR	BMO INVESTISSEMENTS INC.	2024-10-15
JAROUDI	ARAZ	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2024-10-11
JURICK	CAROLE	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2024-05-31
KAPANGA	TSHIBOLA	SERVICES D'INVESTISSEMENT BENEVA INC.	2024-10-11
KARROO	PREMNUTH	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2024-10-17
LAFONTAINE	LINDSAY	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2024-10-18
LARIBI	AROUSSIA	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2024-10-12
LAVOIE	CAROLINE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2024-10-11
LAZKANY	BRUNO	SERVICES INVESTISSEURS CIBC INC.	2024-10-11
LEBLANC	TYLER	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2024-10-07
LEBLANC	JAMIE	SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2024-10-18
LEE	PATRICK	BMO INVESTISSEMENTS INC.	2024-10-12
LESSARD	SANDY	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2024-10-10
LOHAITIS	EVANGELOS	SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2024-10-12
LOISELLE	ANNIE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2024-10-15
LUO	HAOYANG	BMO INVESTISSEMENTS INC.	2024-10-10
MASSON	PHILIPPE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2024-10-08
MATHIEU	LÉA	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2024-10-12
Mercier	JEAN-FRANCOIS	RBC DOMINION VALEURS MOBILIERES INC.	2024-10-07
MOULOT	MARIE CATHERINE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2024-10-18
MURRAY	FRANÇOIS	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2024-09-30
OJEDA CABRERA	JACKELINE	GESTION FINANCIERE ASSANTE LTEE	2024-10-09
PARENT	SAMUEL	GESTION FINANCIERE ASSANTE LTEE	2024-10-02

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
PLAMONDON	GINETTE	GROUPE CLOUTIER INVESTISSEMENTS INC.	2024-10-16
POULIN	HUGO	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2024-10-18
ROCHELEAU	SAMUEL	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2024-10-11
ROUSE	CATHERINE	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2024-10-09
SABBAGH	ELIAS	BMO INVESTISSEMENTS INC.	2024-10-18
SADIO	NDEYE	BMO INVESTISSEMENTS INC.	2024-10-18
SAHNOUN	NAHLA	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2024-09-03
SAWIRESS	CAROLINE	PLACEMENTS CIBC INC.	2024-10-15
SHARBO	YAHYA	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2024-10-14
SOODEEN	MARY	SERVICES D'INVESTISSEMENT QUADRUS LTEE.	2024-10-17
ST-LOUIS	CÉDRICK	GROUPE CLOUTIER INVESTISSEMENTS INC.	2024-10-18
TCHOKO	ANNABELLE EDWIGE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2024-10-11
TOMASIELLO	PETER-ANTHONY	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2024-10-11
VÉZINA-GIGUÈRE	FRÉDÉRIK	DESJARDINS SÉCURITÉ FINANCIÈRE INVESTISSEMENTS INC.	2024-10-15
ZAQUIRI	AMINE	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2024-10-11

### Conseillers

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
FORTIN	JEAN-FRANÇOIS	GESTION DE PLACEMENTS TD INC.	2024-10-15
LI	MENGYUN	GESTION DE PATRIMOINE PALOS INC.	2024-10-18



## Cabinets de services financiers

### Sans mode d'exercice

Liste des représentants qui ne sont plus autorisés à agir dans une ou plusieurs disciplines

Vous trouverez ci-dessous la liste des représentants dont au moins l'une des disciplines mentionnées à leur certificat de l'Autorité est sans mode d'exercice. Par conséquent, ces individus ne sont plus autorisés à exercer leurs activités dans la ou les disciplines mentionnées dans cette liste et ce, depuis la date qui y est indiquée.

Représentants ayant régularisé leur situation

Il se peut que certains représentants figurant sur cette liste aient régularisé leur situation depuis la date de sans mode d'exercice de leur droit de pratique pour la ou les disciplines mentionnées. En effet, certains pourraient avoir procédé à une demande de rattachement et avoir récupéré leur droit de pratique dans l'une ou l'autre de ces disciplines. Dans de tels cas, il est possible de vérifier ces renseignements auprès d'un agent du centre de renseignements au :

Québec : (418) 525-0337  
 Montréal : (514) 395-0337  
 Sans frais : 1 877 525-0337.

Veillez-vous référer à la légende suivante pour consulter la liste de représentants. Cette légende indique les disciplines et catégories identifiées de 1a à 6a, la discipline 16a et les mentions spéciales C et E.

Disciplines et catégories de disciplines	Mentions spéciales
1a Assurance de personnes	C Courtage spécial
1b Assurance contre les accidents ou la maladie	E Expertise en règlement de sinistre à l'égard des polices souscrites par l'entremise du cabinet auquel il rattaché
2a Assurance collective de personnes	
2b Régime d'assurance collective	
2c Régime de rentes collectives	
3a Assurance de dommages (Agent)	
3b Assurance de dommages des particuliers (Agent)	
3c Assurance de dommages des entreprises (Agent)	
4a Assurance de dommages (Courtier)	
4b Assurance de dommages des particuliers (Courtier)	
4c Assurance de dommages des entreprises (Courtier)	
5a Expertise en règlement de sinistres	

5b Expertise en règlement de sinistres en assurance de dommages des particuliers

5c Expertise en règlement de sinistres en assurance de dommages des entreprises

6a Planification financière

16a Courtage hypothécaire

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date de sans mode d'exercice
104472	BOUDREAU, JANIE	6A	2024-10-21
108983	DASTOUS, PIERRE	6A	2024-10-22
108983	DASTOUS, PIERRE	1A	2024-10-22
109581	DESBIENS, STÉPHANE	4B	2024-10-18
112003	FAUCHER, JACINTHE	6A	2024-10-17
131903	TANGUAY, ANDRÉ	1A	2024-10-21
132954	TREMBLAY, JACQUES	1A	2024-10-18
133393	TRUDEL, SÉBASTIEN	1A	2024-08-07
136989	PARENT, MIREILLE	5A	2024-10-21
138592	BONIN, DIANE	2A	2024-10-18
157680	SAUVÉ, FRANCE	3B	2024-10-17
158884	MÉTHOT, JOËLLE	4C	2024-10-16
164814	JEAN, SONIA	3B	2024-10-21
165735	DUBOIS, FRANÇOIS	4B	2024-10-22
167631	IMBRIGLIO, FRANCO	5A	2024-10-22
176509	CROTEAU, ALEXANDRE	5A	2024-10-22
184418	GUELLATI, WAHIDA	1A	2024-10-18
186911	JAROUDI, ARAZ	6A	2024-10-21
187001	FERLAND, LUC	4A	2024-10-22
190719	CAMPOS-ALVARADO, JOSE GUILLERMO	3B	2024-10-18
202173	MICHAUD, MAXIME	4B	2024-10-16
202218	DISTEFANO, STEFANO	1A	2024-10-16
203172	THEBERGE, GAETAN	1A	2024-05-27
204125	BABONNAUD, JOLINE	6A	2024-10-21
207781	BOUTROS, DIANA	4B	2024-10-18
209978	CHAHID, AMINA	5A	2024-10-16
210329	ROBERGE, MARIE-PIER	3B	2024-10-21

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date de sans mode d'exercice
218572	LECAULT, MATHIEU	4B	2024-10-21
220566	DESROSIERS, ISABELLE	4A	2024-10-18
220655	VÉZINA-GIGUÈRE, FRÉDÉRIK	2A	2024-10-16
220655	VÉZINA-GIGUÈRE, FRÉDÉRIK	1A	2024-10-16
221087	VERRET, ANDREANNE	3B	2024-10-17
221380	AUCLAIR, LOUIS	5A	2024-10-21
224731	GOUTHRO, KIMBERLEY	3B	2024-10-17
226315	SY, ELHADJ	4B	2024-10-16
229554	LAVOIE, CAROLINE	6A	2024-10-16
230803	ROCHELEAU, SAMUEL	6A	2024-10-17
231763	SIMARD, NICOLAS	4A	2024-10-20
231830	HURTUBISE, PHILIPPE	6A	2024-10-17
235772	CHARLAND, FRANCE	16A	2024-10-21
238516	CLICHE, ANNE MARIE	16A	2024-10-21
240921	THERIAULT, VICKY	4A	2024-10-17
243099	L. ROCHEFORT, JULIEN	5B	2024-10-17
243816	TREMBLAY, CATHERINE	3B	2024-10-17
244353	MECHAALANY, CHRIS	4A	2024-10-16
245733	BOUSEHABA, MERYEM	5B	2024-10-22
245878	PORTILLO-DEMERS, ARIANNA	3B	2024-10-17
249716	TROTTIER, BENJAMIN	1A	2024-10-21
250583	SOUR-SANON, MAIKA	1A	2024-10-18
251009	SONG, HAI DONG	1A	2024-07-03
251397	BARRIAULT, KIM	3B	2024-10-22
251473	CHAMPAGNE, ALEXANDRA	4B	2024-10-22
252844	LACROIX, MYLÈNE	3B	2024-10-17
253522	LAFORME, WILLIAM	1A	2024-10-21
256900	CATTO, JOEY	1A	2024-10-21
257138	FRANCOEUR, FLÉCHELLE	1A	2024-10-21
257257	TANGUAY, ROSALIE	16A	2024-07-23
257323	CONSTANTIN, GIORGIANA	3B	2024-10-21
257458	GAUDREAU-DAUPHIN, LAURENCE	1B	2024-10-21
258352	BRETON, RAPHAEL	1A	2024-10-21
258929	DRAPEAU, YVES	5B	2024-10-18
259086	THORAVAL, AURORE	16A	2024-10-16
259218	CLÉMENT, MORGANE	3B	2024-10-22
259661	BOILY, ALEXANDRE	4C	2024-10-21
260070	OUSSEINI ABDOULAYE, OUSMANE	4B	2024-10-21

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date de sans mode d'exercice
260583	CARRIER, EMERY	1A	2024-10-21
260672	LAFLAMME, KYLE	3B	2024-10-17
260850	ST-JACQUES, LANÉA	3B	2024-10-21
260856	JUTEAU LAPIERRE, EVAN	1A	2024-10-22
261206	TAMBA, SARAH	5A	2024-10-16
261474	LEPAGE, SARAH	1A	2024-10-17
261764	GIRARD, ALEXIS	3B	2024-10-17
262583	RAZA, UBAID	1A	2024-10-18
262705	THIBEAULT, LAURENCE	16A	2024-05-14
263477	BEAULIEU, MAXIME	3B	2024-10-17
263699	ROUX, YANNICK	16A	2024-10-17
264062	HARVEY, SIMON	1A	2024-10-17
264155	THIBEAULT, ANDREW JERRY	1B	2024-10-17
264612	MORENO, PAULA ANDREA	1B	2024-10-16
264891	ROUILLARD, MARIO	5B	2024-10-21
265217	MARTIN, CAMYLLE	1A	2024-10-21

### 3.5 MODIFICATIONS AUX REGISTRES DES INSCRITS

Aucune information.

**3.6 AVIS D'AUDIENCES**

## RÔLES DES AUDIENCES DE LA CHAMBRE DE L'ASSURANCE DE DOMMAGES (ChAD) – NOVEMBRE 2024

Partie intimée	N° du dossier	Membres	Date / heure	Lieu	Nature de la plainte	Type d'audition
Mario Touzin	2024-03-02(E)	M <sup>e</sup> Patrick de Niverville Président  Mme Julie Lessard Membre  M <sup>e</sup> Benoit Loyer Membre	4,5 et 6 novembre 2024 À 9 h 30	Visioconférence  Pour le lien de connexion, contacter le greffe au :  <a href="mailto:greffe@chad.qc.ca">greffe@chad.qc.ca</a>	Exercer ses activités de manière négligente et/ou faire preuve d'un manque de contrôle de la réclamation	Culpabilité

Partie intimée	N° du dossier	Membres	Date / heure	Lieu	Nature de la plainte	Type d'audition
Mario Deschênes 109651	CD00-1548	Me Madeleine Lemieux, présidente M <sup>me</sup> Linda Lamarche M <sup>me</sup> Sonia Comeau	7 novembre 2024 à 9h30 8 novembre 2024 à 9h30	Visioconférence	Défaut d'exercer ses activités avec compétence et professionnalisme	Culpabilité
Nicholas Paradis 136956	CD00-1543	Me Marie-Josée Bélainy, présidente M. Jasmin Lapointe M. Louis Giguère, A.V.C.	11 novembre 2024 à 10h00	Visioconférence	Ne pas chercher à avoir une connaissance complète des faits; Non convenance	Culpabilité
Réjean Dion 138796	CD00-1551	Me Claude Mageau, président M. Louis-André Gagnon M. Frédéric Blouin, A.V.A., Pl. Fin.	26 novembre 2024 à 9h30	Visioconférence	Défaut d'exercer ses activités avec compétence et professionnalisme; Absence d'ABF ou analyse des besoins financiers non conforme	Culpabilité et sanction
David Mercier 239854	CD00-1541	Me Marie-Josée Bélainy, présidente M. Philippe-Antoine Truchon-Poliard M <sup>me</sup> Isabelle Provost, Pl. Fin.	27 novembre 2024 à 9h30	Visioconférence	Appropriation de fonds pour fins personnelles	Culpabilité et sanction





### 3.7 DÉCISIONS ADMINISTRATIVES ET DISCIPLINAIRES

Aucune information.

### 3.8 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

# 4.

## Indemnisation

---

- 4.1 Avis et communiqués
  - 4.2 Réglementation
  - 4.3 Autres consultations
  - 4.4 Fonds d'indemnisation des services financiers
  - 4.5 Autres décisions
-

## 4.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

## 4.2 RÉGLEMENTATION

Aucune information.

### 4.3 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

#### 4.4 FONDS D'INDEMNISATION DES SERVICES FINANCIERS

Aucune information.



## 4.5 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

# 5.

## Institutions financières

---

- 5.1 Avis et communiqués
  - 5.2 Réglementation et lignes directrices
  - 5.3 Autres consultations
  - 5.4 Avis d'intention des assujettis et autres avis
  - 5.5 Sanctions administratives
  - 5.6 Protection des dépôts
  - 5.7 Autres décisions
-

## 5.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

### **Avis relatif au dépôt de l'état annuel et autres documents pour l'exercice financier se terminant le 31 octobre 2024 – Assureurs de dommages autorisés à exercer leurs activités au Québec**

En vertu des dispositions de la *Loi sur les assureurs*, RLRQ, c. A-32.1 (la «Loi»), tout assureur autorisé doit préparer et transmettre à l'Autorité des marchés financiers (l'«Autorité»), en la forme, la teneur et à la date que celle-ci détermine, les documents et les renseignements prévus à la Loi ou requis par l'Autorité (les «documents et renseignements exigés»).

Le dépôt électronique par l'entremise des Services en ligne (les «SEL») de l'Autorité est obligatoire pour tous les documents et renseignements exigés.

Les annexes du présent avis contiennent les exigences spécifiques de l'Autorité relatives au dépôt des documents pour l'exercice financier se terminant le 31 octobre 2024.

La version complète des documents portant signatures devra être conservée au bureau de l'assureur, pour fins d'examen par l'Autorité, le cas échéant.

#### **Sanctions administratives pécuniaires**

Nous vous rappelons qu'il est de la responsabilité de chaque assureur de s'assurer que l'Autorité reçoive, aux dates déterminées, les documents et renseignements exigés.

Des sanctions administratives pécuniaires peuvent être imposées à un assureur autorisé en cas de défaut de transmettre à l'Autorité les documents ou renseignements exigés ou lorsque ceux-ci sont incomplets ou ne sont pas transmis avant l'échéance prévue ou s'il refuse de les communiquer ou d'en donner accès à l'Autorité, conformément aux articles 491 et suivants de la Loi.

#### **Transmission électronique des données financières et autres documents**

Le *Guide d'instructions pour la transmission des divulgations (Assureurs)* explique la procédure à suivre pour le dépôt de fichiers sur les SEL de l'Autorité et fournit des instructions spécifiques, entre autres, les noms des fichiers à utiliser. Il est disponible sur le site Web de l'Autorité à l'adresse :

<https://lautorite.qc.ca/professionnels/assureurs/divulgations/assurance-de-dommages/>

Veuillez noter que le *Guide d'instructions pour la transmission des divulgations (Assureurs)* concernant l'utilisation des SEL ne dresse pas la liste de tous les documents et renseignements exigés ni la date d'échéance pour leur dépôt à l'Autorité.

#### **Renseignements additionnels :**

Si des renseignements s'avéraient nécessaires, veuillez adresser vos questions par courriel à l'adresse : [Info-Divulgations@lautorite.qc.ca](mailto:Info-Divulgations@lautorite.qc.ca)

Le 24 octobre 2024

**ASSUREURS ET RÉASSUREURS DE DOMMAGES  
AUTORISÉS À EXERCER LEURS ACTIVITÉS AU QUÉBEC  
DOCUMENTS REQUIS POUR L'EXERCICE FINANCIER SE TERMINANT LE 31 OCTOBRE 2024**

ANNEXE 1

CHARTRE DU QUÉBEC			
Société par actions, Société mutuelle membre d'une fédération, Société mutuelle et Union Réciproque	Code du relevé	Format du fichier	Échéance Nombre de jours suivant la date de fin d'exercice / Date fixe
• Relevé annuel P&C (PC1/PC2/PC3/PCPROV)	-	Excel	60 jours
• Relevé annuel P&C (PC1/PC2/PCPROV), dûment <b>signé</b> . - Renseignements annuels sur l'assureur (page 10.10 à 10.17) - si applicable - Organigramme (page 10.30) - État des flux de trésorerie (page 20.52) - Notes afférentes aux états financiers audités (page 20.60) - Attestation portant sur le relevé annuel - Président/Chef de la direction, dûment <b>signée</b> (page 99.10) - Attestation portant sur le relevé annuel - Administrateurs, dûment <b>signée</b> (page 99.20)	-	PDF	60 jours
• Rapport de l'auditeur indépendant adressé à l'Autorité portant sur les pages 20.10, 20.11 et 20.22 à 20.60 (excluant les pages sur la conciliation des passifs), dûment <b>signé</b> .	-	PDF	60 jours
• Attestation de conformité des versions - Relevé P&C, dûment <b>signée</b> . <a href="https://lautorite.qc.ca/professionnels/assureurs/divulgations/assurance-de-dommages/">https://lautorite.qc.ca/professionnels/assureurs/divulgations/assurance-de-dommages/</a> (Formulaires et instructions)	110	PDF	60 jours
• Relevé relatif au test du capital minimal - TCM (PC4) / Test de suffisance de l'actif des succursales - TSAS (PC4).	-	Excel	60 jours
• Relevé relatif au test du capital minimal - TCM (PC4) / Test de suffisance de l'actif des succursales - TSAS (PC4), dûment <b>signé</b> . <b>Il doit inclure le rapport de l'auditeur indépendant**</b>	-	PDF	90 jours
• Attestation de conformité des versions - Relevé TCM/TSAS, dûment <b>signée</b> . <a href="https://lautorite.qc.ca/professionnels/assureurs/divulgations/assurance-de-dommages/">https://lautorite.qc.ca/professionnels/assureurs/divulgations/assurance-de-dommages/</a> (Formulaires et instructions)	710	PDF	90 jours
• Copie des principales lettres de crédit et des confirmations des fiduciaires concernant les dépôts reçus au bénéfice de l'assureur inscrits à la p.70.60 du relevé annuel. Cette confirmation doit inclure le texte suivant ou l'équivalent: « Nous confirmons détenir au 31 octobre 2024, au bénéfice de (nom de l'assureur), la somme de _____ \$ déposée par (nom du réassureur). » (si applicable)	180	PDF	60 jours
• Plan d'affaires pour l'année 2025, incluant une prévision du bilan, de l'état des résultats et du Test sur le capital minimal (TCM).	190	PDF	60 jours
• États financiers audités présentés aux actionnaires ou aux membres, dûment <b>signés</b> . (version « officielle »)	200	PDF intelligent*	60 jours
• Rapport annuel présenté aux actionnaires ou aux membres, dès que disponible. (si applicable)	200	PDF	
• États financiers non consolidés de l'assureur, des filiales, des entreprises associées et coentreprises dans lesquelles l'assureur a une participation. (si applicable)	300	PDF	60 jours
• Rapport de l'actuaire désigné sur le passif, incluant le certificat, dûment <b>signé</b> .	400	PDF intelligent*	60 jours
• Tableaux supplémentaires - Rapport de l'actuaire désigné. (Le fichier est disponible sur le site Web de l'Autorité.) <a href="https://lautorite.qc.ca/professionnels/assureurs/divulgations/assurance-de-dommages/">https://lautorite.qc.ca/professionnels/assureurs/divulgations/assurance-de-dommages/</a>	410	Excel	60 jours
• Tableaux d'analyse sur les sinistres non payés et le rapport sinistres-primés.	-	Excel	60 jours
• Examen par des pairs - Rapport de l'actuaire désigné. (si applicable)	440	PDF	<b>Note 1</b>
• Rapport sur l'Examen de la santé financière - ESF, dûment <b>signé</b> . (Les instructions seront disponibles sur le site Web de l'Autorité.) <a href="https://lautorite.qc.ca/professionnels/assureurs/divulgations/assurance-de-dommages/">https://lautorite.qc.ca/professionnels/assureurs/divulgations/assurance-de-dommages/</a>	500	PDF intelligent*	<b>31 octobre 2025</b>
• Fichier Excel - Rapport sur l'Examen de la santé financière - ESF. (Le fichier sera disponible sur le site Web de l'Autorité.) <a href="https://lautorite.qc.ca/professionnels/assureurs/divulgations/assurance-de-dommages/">https://lautorite.qc.ca/professionnels/assureurs/divulgations/assurance-de-dommages/</a>	510	Excel	<b>31 octobre 2025</b>
• Examen par des pairs - ESF. (si applicable)	520	PDF	<b>Note 2</b>
• Notes de couverture de réassurance, incluant celles afférentes à tous les traités ou ententes de réassurance qui seront en vigueur en 2025. (si applicable)	590	PDF	60 jours
• Rapport du Comité d'éthique, dûment <b>signé</b> .	760	PDF	60 jours

**Note 1 : dans les 30 jours suivant la diffusion du rapport de l'actuaire désigné.**

**Note 2 : au plus tard le 31 décembre.**

\* PDF intelligent : permet d'effectuer des recherches.

\*\*Le ratio du TCM doit être audité annuellement par un auditeur. Le rapport d'audit portant sur le ratio du TCM doit être distinct de celui de l'auditeur qui accompagne le relevé annuel P&C déposé à l'Autorité. L'audit doit être effectué conformément aux normes relatives aux missions d'audit établies par le Conseil des normes d'audit et de certification du Canada. L'opinion de l'auditeur doit porter sur le respect de la Ligne directrice TCM lors de l'établissement du ratio TCM présenté à la page 10.00 du relevé du TCM.

**ASSUREURS ET RÉASSUREURS DE DOMMAGES  
AUTORISÉS À EXERCER LEURS ACTIVITÉS AU QUÉBEC  
DOCUMENTS REQUIS POUR L'EXERCICE FINANCIER SE TERMINANT LE 31 OCTOBRE 2024**

ANNEXE 2

<b>CHARTE DU CANADA CHARTE EXTRA-PROVINCIALE</b>			
<b>Société par actions, Société mutuelle et Union réciproque</b>	<b>Code du relevé</b>	<b>Format du fichier</b>	<b>Échéance Nombre de jours suivant la date de fin d'exercice / Date fixe</b>
• Relevé annuel P&C (PC1/PC2/PC3/PCPROV).	-	Excel	60 jours
• Relevé annuel P&C (PC1/PC2/PC3/PCPROV), dûment <b>signé</b> . - Renseignements annuels sur l'assureur (pages 10.10 à 10.15) - Organigramme (page 10.30) - État des flux de trésorerie (page 20.52) - Notes afférentes aux états financiers audités (page 20.60) - Attestation portant sur le relevé annuel - Président/Chef de la direction, dûment <b>signée</b> (page 99.10) - Attestation portant sur le relevé annuel - Administrateurs, dûment <b>signée</b> (page 99.20)	-	PDF	60 jours
• Rapport de l'auditeur indépendant adressé à l'Autorité portant sur les pages 20.10, 20.11 et 20.22 à 20.60 (excluant les pages sur la conciliation des passifs), dûment <b>signé</b> .	-	PDF	60 jours
• Attestation de conformité des versions - Relevé P&C, dûment <b>signée</b> . <a href="https://lautorite.qc.ca/professionnels/assureurs/divulgations/assurance-de-dommages/">https://lautorite.qc.ca/professionnels/assureurs/divulgations/assurance-de-dommages/</a> (Formulaires et instructions)	110	PDF	60 jours
• Relevé relatif au test du capital minimal - TCM (PC4) / Test de suffisance de l'actif des succursales - TSAS (PC4).	-	Excel	60 jours
• Relevé relatif au test du capital minimal - TCM (PC4) / Test de suffisance de l'actif des succursales - TSAS (PC4), dûment <b>signé</b> . <b>Il doit inclure le rapport de l'auditeur indépendant.**</b>	-	PDF	90 jours
• Attestation de conformité des versions - Relevé TCM/TSAS, dûment <b>signée</b> . <a href="https://lautorite.qc.ca/professionnels/assureurs/divulgations/assurance-de-dommages/">https://lautorite.qc.ca/professionnels/assureurs/divulgations/assurance-de-dommages/</a> (Formulaires et instructions)	710	PDF	90 jours
• Copie des principales lettres de crédit et des confirmations des fiduciaires concernant les dépôts reçus au bénéfice de l'assureur inscrits à la p.70.60 de l'état annuel. Cette confirmation doit inclure le texte suivant ou l'équivalent: « Nous confirmons détenir au 31 octobre 2024, au bénéfice de (nom de l'assureur), la somme de _____ \$ déposée par (nom du réassureur). » (si applicable)	180	PDF	60 jours
• États financiers audités présentés aux actionnaires, aux membres ou aux personnes formant l'Union, dûment <b>signés</b> . (version « officielle »)	200	PDF intelligent*	60 jours
• Rapport annuel présenté aux actionnaires ou aux membres, dès que disponible. (si applicable)	200	PDF	
• Rapport de l'actuaire désigné sur le passif, incluant le certificat, dûment <b>signé</b> .	400	PDF intelligent*	60 jours
• Rapport de l'actuaire désigné – Tableaux supplémentaires qui sont déposés auprès de votre régulateur principal.	410	Excel	60 jours
• Tableaux d'analyse sur les sinistres non payés et le rapport sinistres-primés.	-	Excel	60 jours
• Examen par des pairs - Rapport de l'actuaire désigné. (si applicable)	440	PDF	<b>Note 1</b>
• Rapport sur l'Examen de la santé financière - ESF, dûment <b>signé</b> .	500	PDF intelligent*	<b>31 octobre 2025</b>
• Fichier Excel - Rapport sur l'Examen de la santé financière - ESF. (Le fichier sera disponible sur le site Web de l'Autorité.) <a href="https://lautorite.qc.ca/professionnels/assureurs/divulgations/assurance-de-dommages/">https://lautorite.qc.ca/professionnels/assureurs/divulgations/assurance-de-dommages/</a>	510	Excel	<b>31 octobre 2025</b>
• Examen par des pairs - ESF. (si applicable)	520	PDF	<b>Note 2</b>

**Note 1 : dans les 30 jours suivant la diffusion du rapport de l'actuaire désigné.**

**Note 2 : au plus tard le 31 décembre.**

\* PDF intelligent : permet d'effectuer des recherches.

\*\* Seulement les sociétés d'assurance hypothécaire sont tenues de déposer le Relevé financier annuel AH ainsi que leur test de suffisance du capital au moyen du Relevé sur le test de suffisance du capital (TSAH).

**Avis relatif au dépôt de l'état annuel et autres documents pour l'exercice financier se terminant le 31 octobre 2024 – Assureurs de personnes autorisés à exercer leurs activités au Québec**

En vertu des dispositions de la *Loi sur les assureurs*, RLRQ, c. A-32.1 (la «Loi»), tout assureur autorisé doit préparer et transmettre à l'Autorité des marchés financiers (l'«Autorité»), en la forme, la teneur et à la date que celle-ci détermine, les documents et les renseignements prévus à la Loi ou requis par l'Autorité (les «documents et renseignements exigés»).

Le dépôt électronique par l'entremise des Services en ligne (les «SEL») de l'Autorité est obligatoire pour tous les documents et renseignements exigés.

Les annexes du présent avis contiennent les exigences spécifiques de l'Autorité relatives au dépôt des documents pour l'exercice financier se terminant le 31 octobre 2024.

La version complète des documents portant signatures devra être conservée au bureau de l'assureur, pour fins d'examen par l'Autorité, le cas échéant.

**Sanctions administratives pécuniaires**

Nous vous rappelons qu'il est de la responsabilité de chaque assureur de s'assurer que l'Autorité reçoive, aux dates déterminées, les documents et renseignements exigés.

Des sanctions administratives pécuniaires peuvent être imposées à un assureur autorisé en cas de défaut de transmettre à l'Autorité les documents ou renseignements exigés ou lorsque ceux-ci sont incomplets ou ne sont pas transmis avant l'échéance prévue ou le refus de les communiquer ou d'en donner accès à l'Autorité, conformément aux articles 491 et suivants de la Loi.

**Transmission électronique des données financières et autres documents**

Le *Guide d'instructions pour la transmission des divulgations (Assureurs)* explique la procédure à suivre pour le dépôt de fichiers sur les SEL de l'Autorité et fournit des instructions spécifiques, entre autres, les noms des fichiers à utiliser. Il est disponible sur le site Web de l'Autorité à l'adresse :

<https://lautorite.qc.ca/professionnels/assureurs/divulgations/assurance-de-personnes/>

Veuillez noter que le *Guide d'instructions pour la transmission des divulgations (Assureurs)* concernant l'utilisation des SEL ne dresse pas la liste de tous les documents et renseignements exigés ni la date d'échéance pour leur dépôt à l'Autorité.

**Renseignements additionnels :**

Si des renseignements s'avéraient nécessaires, veuillez adresser vos questions par courriel à l'adresse : [Info-Divulgations@lautorite.qc.ca](mailto:Info-Divulgations@lautorite.qc.ca)

Le 24 octobre 2024

**ASSUREURS ET RÉASSUREURS DE PERSONNES  
AUTORISÉS À EXERCER LEURS ACTIVITÉS AU QUÉBEC  
DOCUMENTS REQUIS POUR L'EXERCICE FINANCIER SE TERMINANT LE 31 OCTOBRE 2024**

ANNEXE 1

<b>CHARTRE DU QUÉBEC</b>			
<b>Société par actions, Société mutuelle et Société de secours mutuels</b>	<b>Code du relevé</b>	<b>Format du fichier</b>	<b>Échéance Nombre de jours suivant la date de fin d'exercice / Date fixe</b>
• Relevé annuel Vie (LF1/LF2/LF3/LFPROV).	-	Excel	60 jours
• Relevé annuel Vie (LF1/LF2/LF3/LFPROV), dûment <b>signé</b> . - Attestation portant sur l'état annuel - Administrateurs, dûment <b>signée</b> (page 10.005) - Renseignements annuels sur l'assureur (pages 10.010 à 10.013) - Organigramme (page 10.040) - État des flux de trésorerie (page 20.050) - Notes afférentes aux états financiers audités (page 20.060)	-	PDF	60 jours
• Rapport de l'auditeur indépendant adressé à l'Autorité portant sur les pages 20.002, 20.004 et 20.022 à 20.060 (excluant les pages sur la conciliation des passifs), dûment <b>signé</b> .	-	PDF	60 jours
• Attestation de conformité des versions - Relevé Vie, dûment <b>signé</b> . <a href="https://lautorite.qc.ca/professionnels/assureurs/divulgations/assurance-de-personnes/">https://lautorite.qc.ca/professionnels/assureurs/divulgations/assurance-de-personnes/</a> (Formulaires et instructions)	110	PDF	60 jours
• Plan d'affaires pour l'année 2025, incluant une prévision du bilan et de l'état des résultats.	190	PDF	60 jours
• États financiers audités présentés aux actionnaires ou aux membres, dûment <b>signés</b> . (version « officielle »)	200	PDF intelligent*	60 jours
• Rapport annuel présenté aux actionnaires ou aux membres, dès que disponible. (si applicable)	200	PDF	
• États financiers non consolidés de l'assureur, des filiales, des entreprises associées et coentreprises dans lesquelles l'assureur a une participation. (si applicable)	300	PDF	60 jours
• Rapport de l'actuaire désigné sur le passif, incluant le certificat, dûment <b>signé</b> . (Le Guide de l'actuaire est disponible sur le site Web de l'Autorité.) <a href="https://lautorite.qc.ca/professionnels/assureurs/divulgations/assurance-de-personnes/">https://lautorite.qc.ca/professionnels/assureurs/divulgations/assurance-de-personnes/</a>	400	PDF intelligent*	60 jours
• Fichier Excel – Rapport sur le passif (Le fichier est disponible sur le site Web de l'Autorité.) <a href="https://lautorite.qc.ca/professionnels/assureurs/divulgations/assurance-de-personnes/">https://lautorite.qc.ca/professionnels/assureurs/divulgations/assurance-de-personnes/</a>	420	Excel	60 jours
• Examen par des pairs - Rapport de l'actuaire désigné. (si applicable)	440	PDF	<b>Note 1</b>
• Rapport sur l'Examen de la santé financière - ESF, dûment <b>signé</b> . (Le Guide de l'actuaire sera disponible sur le site Web de l'Autorité d'ici mars 2025.) <a href="https://lautorite.qc.ca/professionnels/assureurs/divulgations/assurance-de-personnes/">https://lautorite.qc.ca/professionnels/assureurs/divulgations/assurance-de-personnes/</a>	500	PDF intelligent*	<b>31 octobre 2025</b>
• Fichier Excel - Rapport sur l'Examen de la santé financière - ESF. (Le fichier sera disponible sur le site Web de l'Autorité d'ici mars 2025.) <a href="https://lautorite.qc.ca/professionnels/assureurs/divulgations/assurance-de-personnes/">https://lautorite.qc.ca/professionnels/assureurs/divulgations/assurance-de-personnes/</a>	510	Excel	<b>31 octobre 2025</b>
• Examen par des pairs - ESF. (si applicable)	520	PDF	<b>Note 2</b>
• Relevé annuel ESCAP, Exigences de suffisance du capital en assurance de personnes.	-	Excel	60 jours
• Relevé annuel ESCAP, Exigences de suffisance du capital en assurance de personnes, dûment <b>signé</b> . <b>Il doit inclure le rapport de l'auditeur indépendant.**</b>	-	PDF	90 jours
• Attestation de conformité des versions - Relevé ESCAP, dûment <b>signée</b> . (L'attestation doit être datée et signée suite à la production du rapport de l'auditeur.) <a href="https://lautorite.qc.ca/professionnels/assureurs/divulgations/assurance-de-personnes/">https://lautorite.qc.ca/professionnels/assureurs/divulgations/assurance-de-personnes/</a> (Formulaires et instructions)	710	PDF	90 jours
• Rapport de l'actuaire désigné sur l'attestation de la ligne directrice ESCAP, dûment <b>signé</b> .	720	PDF	60 jours
• Examen par des pairs - ESCAP. (si applicable)	735	PDF	<b>Note 1</b>
• Rapport du Comité d'éthique, dûment <b>signé</b> .	760	PDF	60 jours

Note 1 : dans les 30 jours suivant la diffusion du rapport de l'actuaire désigné.

Note 2 : au plus tard le 31 décembre.

\* PDF intelligent : permet d'effectuer des recherches.

\*\* Les ratios ESCAP doivent être audités annuellement par l'auditeur chargé des fonctions prévues au chapitre VII du titre II de la *Loi sur les assureurs*, RLRQ, c A-32.1. Le rapport d'audit portant sur les ratios ESCAP doit être distinct de celui de l'auditeur qui accompagne le Relevé annuel VIE déposé à l'Autorité. L'audit doit être effectué conformément aux normes relatives aux missions d'audit établies par le Conseil des normes d'audit et de certification du Canada. L'opinion de l'auditeur doit porter sur le respect de la Ligne directrice ESCAP lors de l'établissement des ratios ESCAP présentés à la page 10.100 du Relevé ESCAP.

**ASSUREURS ET RÉASSUREURS DE PERSONNES  
AUTORISÉS À EXERCER LEURS ACTIVITÉS AU QUÉBEC  
DOCUMENTS REQUIS POUR L'EXERCICE FINANCIER SE TERMINANT LE 31 OCTOBRE 2024**

ANNEXE 1

<b>CHARTRE DU QUÉBEC</b>			
<b>Compagnie d'assurance funéraire</b>	<b>Code du relevé</b>	<b>Format du fichier</b>	<b>Échéance Nombre de jours suivant la date de fin d'exercice / Date fixe</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• État annuel du S-20. Hyperliens pour les modifications au formulaire et aux instructions: <a href="https://lautorite.qc.ca/professionnels/assureurs/divulgations/assurance-de-personnes/">https://lautorite.qc.ca/professionnels/assureurs/divulgations/assurance-de-personnes/</a> (Formulaires et instructions)</li> </ul>	-	Excel	60 jours
<ul style="list-style-type: none"> <li>• État annuel du S-20, dûment <b>signé</b>.               <ul style="list-style-type: none"> <li>- Renseignements annuels sur l'assureur (pages 0100 à 0140)</li> <li>- Rapport de l'auditeur indépendant adressé à l'Autorité, dûment <b>signé</b> (page 0600)</li> <li>- Rapport de l'actuaire désigné, dûment <b>signé</b> (page 0900)</li> <li>- Attestation des administrateurs, dûment <b>signée</b> (page 1000)</li> </ul> </li> </ul>	-	PDF	60 jours
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Attestation de conformité des versions - Formulaire S-20, dûment <b>signée</b>. <a href="https://lautorite.qc.ca/professionnels/assureurs/divulgations/assurance-de-personnes/">https://lautorite.qc.ca/professionnels/assureurs/divulgations/assurance-de-personnes/</a> (Formulaires et instructions)</li> </ul>	110	PDF	60 jours
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rapport annuel ou états financiers audités présentés aux membres, dûment <b>signés</b>. (version « officielle »)</li> </ul>	200	PDF intelligent*	60 jours
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rapport de l'actuaire désigné sur le passif, incluant le certificat, dûment <b>signé</b>.</li> </ul>	400	PDF intelligent*	60 jours
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Toutes les modifications ou nouvelles ententes de réassurance.</li> </ul>	580	PDF	60 jours

\* PDF intelligent : permet d'effectuer des recherches.



**ASSUREURS ET RÉASSUREURS DE PERSONNES  
AUTORISÉS À EXERCER LEURS ACTIVITÉS AU QUÉBEC  
DOCUMENTS REQUIS POUR L'EXERCICE FINANCIER SE TERMINANT LE 31 OCTOBRE 2024**

ANNEXE 2

<b>CHARTRE DU CANADA CHARTRE EXTRA-PROVINCIALE</b>			
<b>Société par actions, Société mutuelle et Société de secours mutuels</b>	<b>Code du relevé</b>	<b>Format du fichier</b>	<b>Échéance Nombre de jours suivant la date de fin d'exercice / Date fixe</b>
• Relevé annuel Vie (LF1/LF2/LF3/LFPROV).	-	Excel	60 jours
• Relevé annuel Vie (LF1/LF2/LF3/LFPROV), dûment <b>signé</b> . - Attestation portant sur l'état annuel - Dirigeants, dûment <b>signée</b> (page 10.000) - Attestation portant sur l'état annuel - Administrateurs, dûment <b>signée</b> (page 10.005) - Renseignements annuels sur l'assureur (pages 10.010 et 10.013) *charte extra-provinciale seulement - Renseignements annuels sur l'assureur (page 10.012) - Organigramme (page 10.040) - État des flux de trésorerie (page 20.050) - Notes afférentes aux états financiers audités (page 20.060)	-	PDF	60 jours
• Relevé trimestriel supplémentaire Vie (LF4)	-	Excel	60 jours <b>(Nouveau)</b>
• Rapport de l'auditeur indépendant adressé à l'Autorité portant sur les pages 20.002, 20.004 et 20.022 à 20.060 (excluant les pages sur la conciliation des passifs), dûment <b>signé</b> .	-	PDF	60 jours
• Attestation de conformité des versions - Relevé Vie, dûment <b>signée</b> . <a href="https://lautorite.qc.ca/professionnels/assureurs/divulgations/assurance-de-personnes/">https://lautorite.qc.ca/professionnels/assureurs/divulgations/assurance-de-personnes/</a> (Formulaires et instructions)	110	PDF	60 jours
• États financiers audités présentés aux actionnaires ou aux membres, dûment <b>signés</b> . (version « officielle »)	200	PDF intelligent*	60 jours
• Rapport annuel présenté aux actionnaires ou aux membres, dès que disponible. (si applicable)	200	PDF	
• Rapport de l'actuaire désigné sur le passif, incluant le certificat, dûment <b>signé</b> .	400	PDF intelligent*	60 jours
• Fichier Excel contenant certaines données du rapport de l'actuaire désigné sur le passif. (Vous devez fournir le document qui est déposé auprès de votre régulateur principal.)	420	Excel	60 jours
• Examen par des pairs - Rapport de l'actuaire désigné. (si applicable)	440	PDF	<b>Note 1</b>
• Rapport sur l'Examen de la santé financière - ESF, dûment <b>signé</b> .	500	PDF intelligent*	<b>31 octobre 2025</b>
• Fichier Excel - Rapport sur l'Examen de la santé financière - ESF. (Le fichier sera disponible sur le site Web de l'Autorité d'ici mars 2025.) <a href="https://lautorite.qc.ca/professionnels/assureurs/divulgations/assurance-de-personnes/">https://lautorite.qc.ca/professionnels/assureurs/divulgations/assurance-de-personnes/</a>	510	Excel	<b>31 octobre 2025</b>
• Examen par des pairs - ESF. (si applicable)	520	PDF	<b>Note 2</b>
• Relevé annuel - Test de suffisance du capital des sociétés d'assurance-vie (TSAV/TSMVA).	-	Excel	60 jours
• Relevé annuel - Test de suffisance du capital des sociétés d'assurance-vie (TSAV/TSMVA), dûment <b>signé</b> . <b>Il doit inclure le rapport de l'auditeur indépendant.</b>	-	PDF	90 jours
• Attestation de conformité des versions - Relevé TSAV, dûment <b>signée</b> . (L'Attestation doit être datée et signée suite à la production du rapport de l'auditeur.) <a href="https://lautorite.qc.ca/professionnels/assureurs/divulgations/assurance-de-personnes/">https://lautorite.qc.ca/professionnels/assureurs/divulgations/assurance-de-personnes/</a> (Formulaires et instructions)	710	PDF	90 jours
• Rapport de l'actuaire désigné sur l'attestation de la norme de capital réglementaire, dûment <b>signé</b> .	720	PDF	60 jours
• Examen par des pairs - TSAV. (si applicable)	735	PDF	<b>Note 1</b>

**Note 1 : dans les 30 jours suivant la diffusion du rapport de l'actuaire désigné.**

**Note 2 : au plus tard le 31 décembre.**

\* PDF intelligent : permet d'effectuer des recherches.

**Avis relatif au dépôt des avenants auprès de l'Autorité en vertu de l'article 71 de la Loi sur les assureurs**

En vertu de l'article 71 de la *Loi sur les assureurs*, RLRQ, c. A-32.1 (la « Loi »), la forme et les conditions des polices d'assurance relatives à la propriété des véhicules automobiles ou à leur utilisation sont déterminées par l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité »). Il en est de même des avenants qui peuvent être joints à ces polices.

Cela étant dit, un assureur autorisé peut joindre à une telle police, un avenant dont la forme et les conditions n'ont pas été déterminées par l'Autorité, dans la mesure où les conditions prévues à cet avenant sont stipulées exclusivement à l'avantage des assurés et que cet avenant a été transmis à l'Autorité.

L'Autorité approuve chacun de ces avenants, incluant leurs modalités d'application, dans une lettre transmise à l'assureur. Jusqu'à maintenant, l'Autorité demandait aux assureurs dans cette lettre de lui transmettre une copie de tels avenants deux fois par année, soit le 1<sup>er</sup> juin et le 1<sup>er</sup> décembre afin de valider leur conformité.

En réponse à ses initiatives stratégiques visant l'optimisation de la charge de conformité, lesquelles s'inscrivaient dans le *Plan stratégique 2021-2025* ainsi qu'en réponse aux commentaires des assureurs, l'Autorité avise les assureurs concernés qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, ces avenants ne devront lui être transmis qu'une seule fois par année, soit le 1<sup>er</sup> décembre.

**Renseignements additionnels**

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus auprès du Centre d'information de l'Autorité aux coordonnées suivantes :

Québec : 418.525.0337  
Montréal : 514.395.0337  
Autres régions : 1.877.525.0337  
[www.lautorite.qc.ca](http://www.lautorite.qc.ca)

Le 24 octobre 2024

## 5.2 RÉGLEMENTATION ET LIGNES DIRECTRICES

### 5.2.1 Consultation

Aucune information.

### 5.2.2 Publication

#### DÉCISION N° 2024-PDG-0043

##### ***Règlement sur la gestion et le signalement des incidents de sécurité de l'information de certaines institutions financières et des agents d'évaluation du crédit***

Vu le pouvoir de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») de prendre le *Règlement sur la gestion et le signalement des incidents de sécurité de l'information de certaines institutions financières et des agents d'évaluation du crédit* (le « Règlement »), conformément aux articles 66 et 73 de la *Loi sur les assureurs*, RLRQ, c. A-32.1 (la « LA »), aux articles 601.1 et 601.9 de la *Loi sur les coopératives de service financiers*, RLRQ, c. C-67.3 (la « LCSF »), au paragraphe *u* de l'article 43 et à l'article 45.9 de la *Loi sur les institutions de dépôts et la protection des dépôts*, RLRQ, c. I-13.2.2 (la « LIDPD ») et conformément aux articles 277 et 286 de la *Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne*, RLRQ, c. S-29.02 (la « LSFSE »);

Vu le pouvoir de l'Autorité prévu à la LAEC, à la LA, à la LCSF, à la LIDPD et à la LSFSE, de prendre un règlement, qui appartient exclusivement à son président-directeur général, conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'encadrement du secteur financier*, RLRQ, c. E-6.1;

Vu la publication pour consultation au Bulletin de l'Autorité le 7 décembre 2023 [(2023) B.A.M.F., vol. 20, n° 48, section 5.2.1] du projet de Règlement accompagné de l'avis prévu à l'article 10 de la *Loi sur les règlements*, RLRQ, c. R-18.1, conformément au troisième alinéa de l'article 67 de la LAEC, au troisième alinéa de l'article 486 de la LA, au troisième alinéa de l'article 601.2 de la LCSF, au troisième alinéa de l'article 45 de la LIDPD et au troisième alinéa de l'article 278 de la LSFSE;

Vu les modifications apportées au projet de Règlement à la suite de cette consultation;

Vu l'obligation de soumettre un règlement pris en vertu des articles 66 et 73 de la LAEC, des articles 485 et 496 de la LA, des articles 601.1 et 601.9 de la LCSF, du paragraphe *u* de l'article 43 et de l'article 45.9 de LIDPD, des articles 277 et 286 de la LSFSE au ministre des Finances (le « Ministre »), qui peut l'approuver avec ou sans modification, conformément au premier alinéa de l'article 67 de la LAEC, au premier alinéa de l'article 486 de la LA, au premier alinéa de l'article 601.2 de la LCSF, au premier alinéa de l'article 45 de la LIDPD, et conformément au premier alinéa de l'article 278 de la LSFSE;

Vu le projet de Règlement présenté par la Direction principale de l'encadrement et de la résolution ainsi que la recommandation du surintendant des institutions financières de prendre le Règlement et d'autoriser sa transmission au Ministre pour approbation;

En conséquence :

L'Autorité prend le *Règlement sur la gestion et le signalement des incidents de sécurité de l'information de certaines institutions financières et des agents d'évaluation du crédit*, dans ses versions française et

anglaise, dont les textes sont annexés à la présente décision, et en autorise la transmission au Ministre pour approbation.

Fait le 16 septembre 2024.

Yves Ouellet  
Président-directeur général

---

**Règlement sur la gestion et le signalement des incidents de sécurité de l'information de certaines institutions financières et des agents d'évaluation du crédit<sup>i</sup>**

L'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») publie, en version française et anglaise, le règlement suivant :

- *Règlement sur la gestion et le signalement des incidents de sécurité de l'information de certaines institutions financières et des agents d'évaluation du crédit*

**Avis de publication**

Le règlement a été pris par l'Autorité le 16 septembre 2024, a reçu l'approbation ministérielle requise et entrera en vigueur le 23 avril 2025.

L'arrêté ministériel approuvant le règlement a été publié dans la *Gazette officielle du Québec*, en date du 23 octobre 2024 et est reproduit ci-dessous.

**Le 24 octobre 2024**

---

<sup>i</sup> Diffusion autorisée par Les Publications du Québec

**A.M., 2024-13****Arrêté numéro 2024-13 du ministre des Finances en date du 7 octobre 2024**

Loi sur les agents d'évaluation du crédit  
(chapitre A-8.2)

Loi sur les assureurs  
(chapitre A-32.1)

Loi sur les coopératives de services financiers  
(chapitre C-67.3)

Loi sur les institutions de dépôts et la protection des dépôts  
(chapitre I-13.2.2)

Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne  
(chapitre S-29.02)

CONCERNANT le Règlement sur la gestion et le signalement des incidents de sécurité de l'information de certaines institutions financières et des agents d'évaluation du crédit

VU que l'article 66 de la Loi sur les agents d'évaluation du crédit (chapitre A-8.2) prévoit qu'en plus des autres règlements qu'elle peut prendre en vertu de cette loi, l'Autorité des marchés financiers peut, par règlement, déterminer les normes applicables aux agents d'évaluation du crédit relativement à leurs pratiques commerciales et à leurs pratiques de gestion;

VU que le premier alinéa de l'article 67 de cette loi prévoit que tout règlement pris en vertu de la présente loi par l'Autorité des marchés financiers est approuvé, avec ou sans modification, par le ministre des Finances;

VU que les troisième et quatrième alinéas de cet article prévoient qu'un projet de règlement est publié au Bulletin de l'Autorité des marchés financiers, que l'avis prévu à l'article 10 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1) y est joint et qu'un projet de règlement ne peut être soumis pour approbation avant l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de sa publication;

VU que le cinquième alinéa de cet article prévoit qu'un tel règlement entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure qu'il indique, qu'il est aussi publié au Bulletin de l'Autorité des marchés financiers et qu'en cas de différence entre le règlement publié au Bulletin de l'Autorité des marchés financiers et celui publié à la *Gazette officielle du Québec*, ce dernier prévaut;

VU que l'article 73 de cette loi prévoit qu'un règlement pris en vertu de cette loi peut prévoir qu'un manquement à l'une de ses dispositions peut donner lieu à une sanction administrative pécuniaire et que ce règlement peut prévoir des conditions d'application de la sanction et déterminer les montants ou leur mode de calcul, lesquels peuvent notamment varier selon la gravité du manquement, sans toutefois excéder les montants maximaux prévus à l'article 72 de cette loi;

VU que l'article 485 de la Loi sur les assureurs (chapitre A-32.1) prévoit qu'en plus des autres règlements qu'elle peut prendre en vertu de cette loi, l'Autorité des marchés financiers peut, par règlement, déterminer les normes applicables aux assureurs autorisés relativement à leurs pratiques commerciales et à leurs pratiques de gestion et aux fédérations de sociétés mutuelles relativement à leurs pratiques de gestion;

VU que le premier alinéa de l'article 486 de cette loi prévoit que tout règlement pris en vertu de la présente loi par l'Autorité des marchés financiers est approuvé, avec ou sans modification, par le ministre des Finances;

VU que les troisième et quatrième alinéas de cet article prévoient qu'un projet de règlement est publié au Bulletin de l'Autorité des marchés financiers, que l'avis prévu à l'article 10 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1) y est joint et qu'un projet de règlement ne peut être soumis pour approbation avant l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de sa publication;

VU que le cinquième alinéa de cet article prévoit qu'un tel règlement entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure qu'il indique. Il est aussi publié au Bulletin de l'Autorité des marchés financiers. En cas de différence entre le règlement publié au Bulletin de l'Autorité des marchés financiers et celui publié à la *Gazette officielle du Québec*, ce dernier prévaut;

VU que l'article 496 de cette loi prévoit que l'Autorité des marchés financiers peut, dans un règlement pris en vertu de cette loi, prévoir qu'un manquement à l'une de ses dispositions peut donner lieu à une sanction administrative pécuniaire et que ce règlement peut prévoir des conditions d'application de la sanction et déterminer les montants ou leur mode de calcul, lesquels peuvent notamment varier selon la gravité du manquement, sans toutefois excéder les montants maximums prévus à l'article 494;

VU que l'article 601.1 de la Loi sur les coopératives de services financiers (chapitre C-67.3) prévoit que l'Autorité des marchés financiers peut, par règlement, déterminer les

normes applicables aux coopératives de services financiers relativement à leurs pratiques commerciales et à leurs pratiques de gestion;

VU que le premier alinéa de l'article 601.2 de cette loi prévoit que tout règlement pris en vertu de l'article 601.1 par l'Autorité des marchés financiers est approuvé, avec ou sans modification, par le ministre des Finances;

VU que les troisième et quatrième alinéas de cet article prévoient qu'un projet de règlement est publié au Bulletin de l'Autorité des marchés financiers, que l'avis prévu à l'article 10 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1) y est joint et qu'un projet de règlement ne peut être soumis pour approbation avant l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de sa publication;

VU que le cinquième alinéa de cet article prévoit qu'un tel règlement entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure qu'il indique, qu'il est aussi publié au Bulletin de l'Autorité des marchés financiers et qu'en cas de différence entre le règlement publié au Bulletin de l'Autorité des marchés financiers et celui publié à la *Gazette officielle du Québec*, ce dernier prévaut;

VU que l'article 601.9 de cette loi prévoit que le ministre des Finances ou l'Autorité des marchés financiers peut, dans un règlement pris en vertu de la cette loi, prévoir qu'un manquement à l'une de ses dispositions peut donner lieu à une sanction administrative pécuniaire et que ce règlement peut prévoir des conditions d'application de la sanction et déterminer les montants ou leur mode de calcul, lesquels peuvent notamment varier selon la gravité du manquement, sans toutefois excéder les montants maximums prévus par l'article 601.7;

VU que le paragraphe *u* de l'article 43 de la Loi sur les institutions de dépôts et la protection des dépôts (chapitre I-13.2.2) prévoit qu'en outre des pouvoirs de réglementation qui lui sont conférés par cette loi, l'Autorité des marchés financiers peut faire des règlements pour déterminer les normes applicables aux institutions de dépôts autorisées relativement à leurs pratiques commerciales et à leurs pratiques de gestion;

VU que le premier alinéa de l'article 45 de cette loi prévoit qu'un règlement pris par l'Autorité des marchés financiers en application de cette loi est soumis à l'approbation du ministre des Finances, qui peut l'approuver avec ou sans modification;

VU que le troisième alinéa de cet article prévoit qu'un projet de règlement visé au premier alinéa de cet article ne peut être soumis pour approbation avant l'expiration

d'un délai de 30 jours à compter de sa publication et qu'il entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à toute autre date ultérieure qui y est déterminée;

VU que l'article 45.9 de cette loi prévoit que l'Autorité des marchés financiers peut, dans un règlement pris en vertu de cette loi, prévoir qu'un manquement à l'une de ses dispositions peut donner lieu à une sanction administrative pécuniaire et que ce règlement peut prévoir des conditions d'application de la sanction et déterminer les montants ou leur mode de calcul, lesquels peuvent notamment varier selon la gravité du manquement, sans toutefois excéder les montants maximums prévus à l'article 45.7;

VU que l'article 277 de la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne (chapitre S-29.02) prévoit qu'en plus des autres règlements qu'elle peut prendre en vertu de cette loi, l'Autorité des marchés financiers peut, par règlement, déterminer les normes applicables aux sociétés de fiducie autorisées relativement à leurs pratiques commerciales et leurs pratiques de gestion;

VU que le premier alinéa de l'article 278 de cette loi prévoit que tout règlement pris en vertu de cette loi par l'Autorité des marchés financiers est approuvé, avec ou sans modification, par le ministre des Finances;

VU que les troisième et quatrième alinéas de cet article prévoient qu'un projet de règlement est publié au Bulletin de l'Autorité des marchés financiers, que l'avis prévu à l'article 10 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1) y est joint et qu'un projet de règlement ne peut être soumis pour approbation avant l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de sa publication;

VU que le cinquième alinéa de cet article prévoit qu'un tel règlement entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure qu'il indique, qu'il est aussi publié au Bulletin de l'Autorité des marchés financiers et qu'en cas de différence entre le règlement publié au Bulletin et celui publié à la *Gazette officielle du Québec*, ce dernier prévaut;

VU que l'article 286 de cette loi prévoit que l'Autorité des marchés financiers peut, dans un règlement pris en vertu de cette loi, prévoir qu'un manquement à l'une des dispositions peut donner lieu à une sanction administrative pécuniaire et que ce règlement peut prévoir des conditions d'application de la sanction et déterminer les montants ou leur mode de calcul, lesquels peuvent notamment varier selon la gravité du manquement, sans toutefois excéder les montants maximums prévus à l'article 284;

VU que le projet de règlement sur la gestion et le signalement des incidents de sécurité de l'information de certaines institutions financières et des agents d'évaluation du crédit a été publié au Bulletin de l'Autorité des marchés financiers, volume 20, n° 48 du 7 décembre 2023;

VU que l'Autorité des marchés financiers a adopté le 16 septembre 2024, par la décision n° 2024-PDG-0043, le Règlement sur la gestion et le signalement des incidents de sécurité de l'information de certaines institutions financières et des agents d'évaluation du crédit;

VU qu'il y a lieu d'approuver ce règlement sans modification;

EN CONSÉQUENCE, le ministre des Finances approuve sans modification le Règlement sur la gestion et le signalement des incidents de sécurité de l'information de certaines institutions financières et des agents d'évaluation du crédit, dont le texte est annexé au présent arrêté.

Le 7 octobre 2024

*Le ministre des Finances,*  
ERIC GIRARD

## Règlement sur la gestion et le signalement des incidents de sécurité de l'information de certaines institutions financières et des agents d'évaluation du crédit

Loi sur les agents d'évaluation du crédit (chapitre A-8.2, a. 66 et 73).

Loi sur les assureurs (chapitre A-32.1, a. 485 et 496).

Loi sur les coopératives de services financiers (chapitre C-67.3, a. 601.1 et 601.9).

Loi sur les institutions de dépôts et la protection des dépôts (chapitre I-13.2.2, a. 43, par. *u* et a. 45.9).

Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne (chapitre S-29.02, a. 277 et 286).

### CHAPITRE I CHAMP D'APPLICATION ET INTERPRÉTATION

**1.** Le présent règlement s'applique aux institutions financières suivantes :

1° un assureur autorisé en vertu de la Loi sur les assureurs (chapitre A-32.1) et une fédération de sociétés mutuelles visée par cette loi;

2° une fédération et une caisse qui n'est pas membre d'une fédération visées à la Loi sur les coopératives de services financiers (chapitre C-67.3);

3° une institution de dépôts autorisée en vertu de la Loi sur les institutions de dépôts et la protection des dépôts (chapitre I-13.2.2);

4° une société de fiducie autorisée en vertu de la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne (chapitre S-29.02).

Il s'applique également à un agent d'évaluation du crédit désigné en vertu de la Loi sur les agents d'évaluation du crédit (chapitre A-8.2).

**2.** Pour l'application du présent règlement, on entend par « incident de sécurité de l'information » une atteinte à la disponibilité, à l'intégrité ou à la confidentialité des systèmes d'information ou aux informations qu'ils contiennent.

### CHAPITRE II GESTION DES INCIDENTS DE SÉCURITÉ DE L'INFORMATION

#### SECTION I POLITIQUE DE GESTION DES INCIDENTS DE SÉCURITÉ DE L'INFORMATION

**3.** Une institution financière ou un agent d'évaluation du crédit doit établir et mettre en œuvre une politique de gestion des incidents de sécurité de l'information qui comporte, notamment, des procédures et des mécanismes permettant de détecter, d'évaluer et de répondre aux incidents de sécurité de l'information pouvant survenir au sein de l'institution, d'une caisse membre d'une fédération, de l'agent d'évaluation du crédit, ou d'un tiers à qui cette institution, cette caisse ou cet agent a confié l'exercice de toute partie d'une activité, dans la mesure où l'incident affecte l'activité qui lui a été confiée.

La politique de gestion des incidents de sécurité de l'information comporte également une procédure de signalement des incidents de sécurité de l'information aux dirigeants ou, selon le cas, aux gestionnaires de l'institution financière ou de l'agent d'évaluation du crédit, y compris une procédure de signalement à ceux-ci lorsque cet incident survient au sein d'une caisse membre d'une fédération ou d'un tiers visé au premier alinéa.

En outre, la politique doit prévoir une procédure de signalement à toute autre partie prenante, notamment aux clients, aux tiers à qui cette institution ou cet agent a confié l'exercice de toute partie d'une activité, aux consommateurs, à l'Autorité des marchés financiers de même qu'aux autres organismes de réglementation.

**4.** Une institution financière ou un agent d'évaluation du crédit doit désigner, par écrit, un de ses dirigeants ou, dans le cas d'une coopérative de services financiers, un de ses gestionnaires, responsable de surveiller la gestion et le signalement des incidents de sécurité de l'information.

## SECTION II SIGNALEMENT À L'AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

**5.** Une institution financière ou un agent d'évaluation du crédit doit aviser l'Autorité de tout incident de sécurité de l'information ayant un risque d'occasionner des répercussions négatives qui a été signalé à ses dirigeants ou, selon le cas, à ses gestionnaires au plus tard 24 heures suivant le moment auquel il a été signalé.

L'institution financière ou l'agent d'évaluation du crédit doit aussi aviser l'Autorité, dans ce même délai, de tout incident de sécurité de l'information qui a été signalé ou qui fait l'objet d'un avis à un organisme de réglementation, à une personne ou à un organisme qui, en vertu de la loi, est chargé de prévenir, détecter ou réprimer le crime ou les infractions aux lois, ou, contractuellement, est chargé de dédommager le préjudice qui aurait pu être causé par cet incident.

**6.** Une institution financière ou un agent d'évaluation du crédit doit, lorsqu'il avise la Commission d'accès à l'information, instituée par l'article 103 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), d'un incident de confidentialité visé au deuxième alinéa de l'article 3.5 de la Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé (chapitre P-39.1), aviser au même moment l'Autorité.

**7.** Une institution financière ou un agent d'évaluation du crédit avise l'Autorité d'un incident de sécurité de l'information en remplissant le formulaire disponible sur le site Web de l'Autorité.

**8.** Une institution financière ou un agent d'évaluation du crédit doit aviser l'Autorité de l'évolution de la situation au plus tard 3 jours suivant l'avis qui lui a été donné en vertu de l'article 5 et au plus tard tous les 3 jours suivant

l'avis précédent jusqu'à la transmission à l'Autorité d'un avis confirmant que l'incident est maîtrisé et que les activités ont repris leur cours normal.

**9.** Une institution financière ou un agent d'évaluation du crédit transmet à l'Autorité un rapport dans un délai de 30 jours suivant la transmission à l'Autorité de l'avis confirmant qu'un incident est maîtrisé et que les activités ont repris leur cours normal. Le rapport contient, notamment, les éléments suivants :

1° l'identification de la source et du type d'incident;

2° l'appréciation de l'institution financière ou de l'agent d'évaluation du crédit quant à la récurrence potentielle de l'incident;

3° les moyens pris pour réduire la probabilité que de nouveaux incidents de même nature ne se produisent.

## SECTION III REGISTRE DES INCIDENTS DE SÉCURITÉ DE L'INFORMATION

**10.** Une institution financière ou un agent d'évaluation du crédit doit tenir à jour un registre des incidents de sécurité de l'information qui comprend, pour chaque incident :

1° la date et l'heure de celui-ci;

2° sa localisation;

3° sa nature;

4° une description détaillée de celui-ci, incluant les renseignements contenus au paragraphe 2° de l'article 9;

5° les préjudices engendrés par celui-ci;

6° les tiers concernés par l'incident;

7° les actions prises;

8° l'acceptation ou non du risque résiduel et les justificatifs afférents;

9° les actions prévues;

10° la date de sa clôture.

**11.** Une institution financière ou un agent d'évaluation du crédit doit conserver les renseignements consignés au registre de manière sécurisée et confidentielle, afin d'en maintenir l'intégrité pour une période minimale de 5 ans à compter de la date du rapport visé à l'article 9.



**CHAPITRE III**  
SANCTIONS ADMINISTRATIVES PÉCUNIAIRES

**12.** Une sanction administrative pécuniaire d'un montant de 250 \$ dans le cas d'une personne physique ou de 1 000 \$ dans les autres cas peut être imposée à une institution financière ou à un agent d'évaluation du crédit visé à l'article 1 :

1° qui, en contravention à l'article 4, n'a pas désigné, par écrit, un de ses dirigeants ou, selon le cas, un de ses gestionnaires, responsable de surveiller la gestion et le signalement des incidents de sécurité de l'information;

2° qui, en contravention de l'article 5, n'a pas avisé l'Autorité d'un incident au plus tard 24 heures suivant le moment auquel il a été signalé à ses dirigeants ou, selon le cas, à ses gestionnaires;

3° qui, en contravention à l'article 6, n'a pas avisé l'Autorité au moment où un avis est transmis à la Commission d'accès à l'information;

4° qui, en contravention à l'article 8, n'a pas avisé l'Autorité de l'évolution de la situation, au plus tard 3 jours suivant l'avis visé à l'article 5 et au plus tard tous les 3 jours suivant l'avis précédent, jusqu'à la transmission d'un avis confirmant que l'incident est maîtrisé et que les activités ont repris leur cours normal.

**13.** Une sanction administrative pécuniaire d'un montant de 500 \$ dans le cas d'une personne physique ou de 2 500 \$ dans les autres cas peut être imposée à une institution financière ou à un agent d'évaluation du crédit visé à l'article 1 :

1° qui, en contravention à l'article 3, n'établit pas ou ne met pas en œuvre une politique de gestion des incidents de sécurité de l'information;

2° qui, en contravention à l'article 10, ne tient pas à jour un registre des incidents de sécurité de l'information;

3° qui, en contravention à l'article 11, ne conserve pas les renseignements au registre des incidents de sécurité de l'information pour une période minimale de 5 ans à compter de la date du rapport visé à l'article 9.

**CHAPITRE IV**  
DISPOSITION FINALE

**14.** Le présent règlement entre en vigueur le (*indiquer ici la date qui suit de 6 mois la date de la publication du présent règlement à la Gazette officielle du Québec*).

84264



**M.O., 2024-13****Order number 2024-13 of the Minister of Finance,  
7 October 2024**

Credit Assessment Agents Act  
(chapter A-8.2)

Insurers Act  
(chapter A-32.1)

Act respecting financial services cooperatives  
(chapter C-67.3)

Deposit Institutions and Deposit Protection Act  
(chapter I-13.2.2)

Trust Companies and Savings Companies Act  
(chapter S-29.02)

CONCERNING the Regulation respecting the management and reporting of information security incidents by certain financial institutions and by credit assessment agents

WHEREAS section 66 of the Credit Assessment Agents Act (chapter A-8.2) stipulates that, in addition to the other regulations it may make under this Act, the *Autorité des marchés financiers* may, by regulation, determine the standards that apply to credit assessment agents as regards their commercial practices and management practices;

WHEREAS the first paragraph of section 67 of the said Act stipulates that a regulation made under this Act by the *Autorité des marchés financiers* is approved by the Minister of Finance with or without amendment;

WHEREAS the third and fourth paragraphs of the said section stipulate that a draft of a regulation must be published in the *Bulletin de l'Autorité des marchés financiers* with the notice required under section 10 of the Regulations Act (chapter R-18.1) and that the draft of the regulation may not be submitted for approval before 30 days have elapsed since the publication of the draft;

WHEREAS the fifth paragraph of the said section stipulates that a regulation under this section comes into force on the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec* or on any later date specified in it, that it must also be published in the *Bulletin de l'Autorité des marchés financiers* and that, if the regulation published in the *Bulletin de l'Autorité des marchés financiers* differs from the one published in the *Gazette officielle du Québec*, the latter prevails;

WHEREAS section 73 de of the said Act stipulates that a regulation made under this Act may specify that a failure to comply with the regulation may give rise to a monetary administrative penalty, that the regulation may define the conditions for applying the penalty and set forth the amounts or the methods for determining them and that the amounts may vary according to the seriousness of the failure to comply, without exceeding the maximum amounts provided for in section 72;

WHEREAS section 485 of the Insurers Act (chapter A-32.1) stipulates that, in addition to other regulations that it may make under this Act, the *Autorité des marchés financiers* may, by regulation, determine the standards applicable to authorized insurers in relation to their commercial practices and their management practices and to federations of mutual companies in relation to their management practices;

WHEREAS the first paragraph of section 486 of the said Act stipulates that a regulation made under this Act by the *Autorité des marchés financiers* is approved by the Minister of Finance with or without amendment;

WHEREAS the third and fourth paragraphs of the said section stipulate that a draft of a regulation must be published in the *Bulletin de l'Autorité des marchés financiers* with the notice required under section 10 of the Regulations Act (chapter R-18.1) and that the draft of the regulation may not be submitted for approval and the regulation may not be made before 30 days have elapsed since the publication of the draft;

WHEREAS the fifth paragraph of the said section stipulates that a regulation under this section comes into force on the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec* or on any later date specified in it, that it must also be published in the *Bulletin de l'Autorité des marchés financiers* and that, if the regulation published in the *Bulletin de l'Autorité des marchés financiers* differs from the one published in the *Gazette officielle du Québec*, the latter prevails;

WHEREAS section 496 of the said Act stipulates that the *Autorité des marchés financiers* may, in a regulation made under this Act, specify that a failure to comply with the regulation may give rise to a monetary administrative penalty, that the regulation may define the conditions for applying the penalty and set forth the amounts or the methods for determining them and that the amounts may vary according to the seriousness of the failure to comply, without exceeding the maximum amounts provided for in section 494;

WHEREAS section 601.1 of the Act respecting financial services cooperatives (chapter C-67.3) stipulates that the *Autorité des marchés financiers* may, by regulation, determine the standards applicable to financial services cooperatives in relation to their business and management practices;

WHEREAS the first paragraph of section 601.2 of the said Act stipulates that a regulation made under section 601.1 by the *Autorité des marchés financiers* is approved by the Minister of Finance with or without amendment;

WHEREAS the third and fourth paragraphs of the said section stipulate that a draft of a regulation must be published in the *Bulletin de l'Autorité des marchés financiers* with the notice required under section 10 of the Regulations Act (chapter R-18.1) and that the draft of the regulation may not be submitted for approval and the regulation may not be made before 30 days have elapsed since the publication of the draft;

WHEREAS the fifth paragraph of the said section stipulates that a regulation under this section comes into force on the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec* or on any later date specified in it, that it must also be published in the *Bulletin de l'Autorité des marchés financiers* and that, if the regulation published in the *Bulletin de l'Autorité des marchés financiers* differs from the one published in the *Gazette officielle du Québec*, the latter prevails;

WHEREAS section 601.9 of the said Act stipulates that the *Autorité des marchés financiers* may, in a regulation made under this Act, specify that a failure to comply with the regulation may give rise to a monetary administrative penalty, that the regulation may define the conditions for applying the penalty and set forth the amounts or the methods for determining them and that the amounts may vary according to the seriousness of the failure to comply, without exceeding the maximum amounts provided for in section 601.7;

WHEREAS the paragraph *u* of section 43 of the Deposit Institutions and Deposit Protection Act (chapter I-13.2.2) stipulates that, in addition to the regulatory powers assigned to it by this Act, the *Autorité des marchés financiers* may make regulations for determining the standards applicable to authorized deposit institutions in relation to their commercial practices and their management practices;

WHEREAS the first paragraph of section 45 of the said Act stipulates that a regulation of the *Autorité des marchés financiers* under this Act must be submitted for approval to the Minister of Finance, who may approve it with or without amendment;

WHEREAS the third paragraph of the said section stipulates that a draft of a regulation referred to in the first paragraph may not be submitted for approval and the regulation may not be made before the expiry of 30 days after the publication of the draft regulation and that the regulation comes into force on the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec* or on any later date determined in the regulation;

WHEREAS section 45.9 of the said Act stipulates that the *Autorité des marchés financiers* may, in a regulation made under this Act, specify that a failure to comply with the regulation may give rise to a monetary administrative penalty, that the regulation may define the conditions for applying the penalty and set forth the amounts or the methods for determining them and that the amounts may vary according to the seriousness of the failure to comply, without exceeding the maximum amounts provided for in section 45.7;

WHEREAS section 277 of the Trust Companies and Savings Companies Act (chapter S-29.02) stipulates that in addition to other regulations that it may make under this Act, the *Autorité des marchés financiers* may, by regulation, determine the standards applicable to authorized trust companies in relation to their commercial and management practices;

WHEREAS the first paragraph of section 278 of the said Act stipulates that a regulation made under this Act by the *Autorité des marchés financiers* is approved by the Minister of Finance with or without amendment;

WHEREAS the third and fourth paragraphs of the said section stipulate that a draft of a regulation must be published in the *Bulletin de l'Autorité des marchés financiers* with the notice required under section 10 of the Regulations Act (chapter R-18.1) and that the draft of the regulation may not be submitted for approval and the regulation may not be made before 30 days have elapsed since the publication of the draft;

WHEREAS the fifth paragraph of the said section stipulates that a regulation under this section comes into force on the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec* or on any later date specified in it, that it must also be published in the *Bulletin de l'Autorité des marchés financiers* and that, if the regulation published

in the *Bulletin de l'Autorité des marchés financiers* differs from the one published in the *Gazette officielle du Québec*, the latter prevails;

WHEREAS section 286 of the said Act stipulates that the *Autorité des marchés financiers* may, in a regulation made under this Act, specify that a failure to comply with the regulation may give rise to a monetary administrative penalty, that the regulation may define the conditions for applying the penalty and set forth the amounts or the methods for determining them and that the amounts may vary according to the seriousness of the failure to comply, without exceeding the maximum amounts provided for in section 284;

WHEREAS the draft Regulation respecting the management and reporting of information security incidents by certain financial institutions and by credit assessment agents was published in the *Bulletin de l'Autorité des marchés financiers*, volume 20, no. 48 of December 7, 2023;

WHEREAS the *Autorité des marchés financiers* made, on September 16, 2024, by the decision no. 2024-PDG-0043, Regulation respecting the management and reporting of information security incidents by certain financial institutions and by credit assessment agents;

WHEREAS there is cause to approve this regulation without amendment;

CONSEQUENTLY, the Minister of Finance approves without amendment Regulation respecting the management and reporting of information security incidents by certain financial institutions and by credit assessment agents appended hereto.

October 7, 2024

ERIC GIRARD  
*Minister of Finance*

## Regulation respecting the management and reporting of information security incidents by certain financial institutions and by credit assessment agents

Credit Assessment Agents Act  
(chapter A-8.2, ss. 66 and 73).

Insurers Act  
(chapter A-32.1, ss. 485 and 496).

Act respecting financial services cooperatives  
(chapter C-67.3, ss. 601.1 and 601.9).

Deposit Institutions and Deposit Protection Act  
(chapter I-13.2.2, s. 43, par. *u* and s. 45.9).

Trust Companies and Savings Companies Act  
(chapter S-29.02, ss. 277 and 286).

### CHAPTER I SCOPE AND INTERPRETATION

**1.** This Regulation applies to the following financial institutions:

(1) insurers authorized under the Insurers Act (chapter A-32.1) and federations of mutual companies that are subject thereto;

(2) federations and credit unions not members of a federation that are subject to the Act respecting financial services cooperatives (chapter C-67.3);

(3) deposit institutions authorized under the Deposit Institutions and Deposit Protection Act (chapter I-13.2.2); and

(4) trust companies authorized under the Trust Companies and Savings Companies Act (chapter S-29.02).

This Regulation also applies to credit assessment agents designated under the Credit Assessment Agents Act (chapter A-8.2).

**2.** For purposes of this Regulation, “information security incident” means an attack on the availability, integrity or confidentiality of information systems or the information they contain.

## CHAPTER II MANAGEMENT OF INFORMATION SECURITY INCIDENTS

### DIVISION I INFORMATION SECURITY INCIDENT MANAGEMENT POLICY

**3.** A financial institution or a credit assessment agent must develop and implement an information security incident management policy that includes, without limitation, procedures and mechanisms for detecting, assessing and responding to information security incidents that may occur within the institution, a credit union that is a member of a federation, the credit assessment agent, or a third party to which such institution, credit union that is a member of a federation, or credit assessment agent has entrusted the performance of any part of an activity, if the incident affects the activity entrusted to such third party.

The information security incident management policy shall also contain a procedure for the reporting of information security incidents to the officers or, where applicable, the managers of the financial institution or the credit assessment agent, including a procedure for the reporting of such incidents thereto when they occur within a credit union that is a member of a federation or a third party referred to in the first paragraph.

Furthermore, the policy must include a procedure for the reporting of incidents to any other stakeholders, including clients, third parties to which the institution or agent has entrusted the performance of any part of an activity, consumers, the Autorité des marchés financiers, and any other regulatory bodies.

**4.** A financial institution or a credit assessment must assign, in writing, responsibility for monitoring the management and reporting of information security incidents to one of its officers or, in the case of a financial services cooperative, one of its managers.

### DIVISION II REPORTING TO THE AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

**5.** Where an information security incident with potentially adverse impacts is reported to the officers or, where applicable, the managers of a financial institution or a credit assessment agent, the financial institution or the credit assessment agent must, not later than 24 hours from the time the incident is so reported, notify the Authority of the incident.

The financial institution or the credit assessment agent must, within that same period, also notify the Authority of any information security incident that has been reported or been the subject of a notice to a regulatory body, a person or a body responsible under law for the prevention, detection or repression of crime or statutory offences or contractually responsible for providing compensation for injury that may have been caused by the incident.

**6.** Where a financial institution or a credit assessment agent notifies the Commission d'accès à l'information, established under section 103 of the Act respecting Access to documents held by public bodies and the Protection of personal information (chapter A-2.1), of a confidentiality incident referred to in paragraph 2 of section 3.5 of the Act respecting the protection of personal information in the private sector (chapter P-39.1), it must notify the Authority of the incident at the same time.

**7.** A financial institution or a credit assessment agent shall notify the Authority of an information security incident by completing the form available on the Authority's website.

**8.** A financial institution or a credit assessment agent must notify the Authority of developments in the situation not later than three days after notice is given to the Authority pursuant to section 5 and not later than every three days thereafter, until a notice is sent to the Authority confirming that the incident is under control and that operations have returned to normal.

**9.** A financial institution or a credit assessment agent shall send a report to the Authority within 30 days following the date the notice is sent to the Authority confirming that the incident is under control and that operations have returned to normal. The report shall, in particular:

- (1) identify the source of the incident and the type of incident;
- (2) provide the financial institution's or credit assessment agent's assessment regarding a potential recurrence of the incident; and
- (3) describe the actions taken to reduce the likelihood of incidents of a similar nature occurring in the future.

### DIVISION III INFORMATION SECURITY INCIDENT REGISTER

**10.** A financial institution or a credit assessment agent must maintain a current information security incident register that shall include, for each incident:

- (1) the date and time of the incident;
- (2) the location of the incident;
- (3) the nature of the incident;
- (4) a detailed description of the incident, including the information specified in subparagraph 2 of section 9;
- (5) any injury caused by the incident;
- (6) any third parties involved in the incident;
- (7) actions taken;
- (8) whether the residual risk is accepted or not accepted and the rationale for accepting or not accepting it;
- (9) planned actions; and
- (10) the incident close date.

**11.** A financial institution or a credit assessment agent must keep the information recorded in the register in a secure and confidential manner so as to maintain the information's integrity for a minimum period of five years from the date of the report referred to in section 9.

### CHAPTER III MONETARY ADMINISTRATIVE PENALTIES

**12.** A monetary administrative penalty of \$250 in the case of a natural person and \$1,000 in any other case may be imposed on a financial institution or a credit assessment agent contemplated in section 1 that:

- (1) in contravention of section 4, fails to assign, in writing, responsibility for monitoring the management and reporting of information security incidents to one of its officers or, where applicable, one of its managers;
- (2) in contravention of section 5, fails to notify the Authority of an incident not later than 24 hours after the time the incident is reported to its officers or, where applicable, its managers;
- (3) in contravention of section 6, when notifying the Commission d'accès à l'information of an incident, fails to notify the Authority of the incident at the same time; or
- (4) in contravention of section 8, fails to notify the Authority of developments in the situation not later than three days following the notice referred to in section 7 and not later than every three days thereafter, until a notice is sent to the Authority confirming that the incident is under control and operations have returned to normal.

**13.** A monetary administrative penalty of \$500 in the case of a natural person and \$2,500 in any other case may be imposed on a financial institution or a credit assessment agent referred to in section 1 that:

- (1) in contravention of section 3, fails to develop or implement an information security incident management policy;
- (2) in contravention of section 10, fails to maintain a current information security incident register; or
- (3) in contravention of section 11, fails to keep the information in the information security incident register for a minimum period of five years from the date of the report contemplated in section 9.

### CHAPTER IV FINAL PROVISION

**14.** This Regulation comes into force on (*indicate the date that is six months after the date of its publication in the Gazette officielle du Québec*).

107061



### 5.3 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

#### 5.4 AVIS D'INTENTION DES ASSUJETTIS ET AUTRES AVIS

Aucune information.



## 5.5 SANCTIONS ADMINISTRATIVES

Aucune information.

## 5.6 PROTECTION DES DÉPÔTS

Aucune information.

## 5.7 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

# 6.

## Marchés de valeurs et des instruments dérivés

---

- 6.1 Avis et communiqués
  - 6.2 Réglementation et instructions générales
  - 6.3 Autres consultations
  - 6.4 Sanctions administratives pécuniaires
  - 6.5 Interdictions
  - 6.6 Placements
  - 6.7 Agréments, autorisations et opérations sur dérivés de gré à gré
  - 6.8 Offres publiques
  - 6.9 Information sur les valeurs en circulation
  - 6.10 Autres décisions
  - 6.11 Annexes et autres renseignements
-

## 6.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

## 6.2 RÉGLEMENTATION ET INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

### 6.2.1 Consultation

Aucune information.

### 6.2.2 Publication

#### DÉCISION N° 2024-PDG-0046

##### ***Règlement modifiant le Règlement 91-507 sur les référentiels centraux et la déclaration de données sur les dérivés***

Vu le pouvoir de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») de prendre le *Règlement modifiant le Règlement 91-507 sur les référentiels centraux et la déclaration de données* (le « Règlement »), conformément aux paragraphes par. 2°, 3°, 9°, 11°, 12°, 26°, 27° et 29° du premier alinéa de l'article 175 de la *Loi sur les instruments dérivés*, RLRQ, c. I-14.01 (la « LID »);

Vu le pouvoir de l'Autorité prévu à la LID, de prendre un règlement, qui appartient exclusivement à son président-directeur général, conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'encadrement du secteur financier*, RLRQ, c. E-6.1;

Vu la publication pour consultation au Bulletin de l'Autorité (le « Bulletin ») le 9 juin 2022 [(2022) B.A.M.F., vol. 19, n° 22, section 6.2.1] du projet de Règlement accompagné de l'avis prévu à l'article 10 de la *Loi sur les règlements*, RLRQ, c. R-18.1, conformément au quatrième alinéa de l'article 175 de la LID;

Vu les modifications apportées au projet de Règlement à la suite de cette consultation;

Vu la publication pour information au Bulletin le 25 juillet 2024 [(2024) B.A.M.F., vol. 21, n° 29, section 6.2.2] du projet de Règlement;

Vu l'obligation de soumettre un règlement pris en vertu de l'article 175 de la LID au ministre des Finances (le « Ministre »), qui peut l'approuver avec ou sans modification, conformément au deuxième alinéa de l'article 175 de la LID;

Vu le projet de Règlement présenté par la Direction principale de l'encadrement des activités de marché et des dérivés ainsi que la recommandation du surintendant des marchés de valeurs et de la distribution de prendre le Règlement et d'autoriser sa transmission au Ministre pour approbation;

En conséquence :

L'Autorité prend le *Règlement modifiant le Règlement 91-507 sur les référentiels centraux et la déclaration de données*, dans ses versions française et anglaise, dont les textes sont annexés à la présente décision, et en autorise la transmission au Ministre pour approbation.

Fait le 25 septembre 2024.

Yves Ouellet  
Président-directeur général

**DÉCISION N° 2024-PDG-0047*****Instruction générale relative au Règlement 91-507 sur les référentiels centraux et la déclaration de données sur les dérivés***

Vu le pouvoir de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité »), prévu à l'article 96 de la *Loi sur les instruments dérivés*, RLRQ, c. I-14.01 (la « LID »), d'établir des instructions générales qui indiquent comment l'Autorité entend exercer ses pouvoirs discrétionnaires aux fins de l'administration de la LID;

Vu le pouvoir de l'Autorité d'établir une instruction générale prévu à la LID, qui appartient exclusivement à son président-directeur général, conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'encadrement du secteur financier*, RLRQ, c. E-6.1;

Vu la publication pour consultation au Bulletin de l'Autorité (le « Bulletin ») le 9 juin 2022 [(2022) B.A.M.F., vol. 19, n° 22, section 6.2.1] du projet d'*Instruction générale relative au Règlement 91-507 sur les référentiels centraux et la déclaration de données sur les dérivés* (l'« Instruction générale »);

Vu les modifications apportées au projet d'Instruction générale à la suite de cette consultation;

Vu la publication pour information au Bulletin le 25 juillet 2024 [(2024) B.A.M.F., vol. 21, n° 29, section 6.2.2] du texte révisé du projet d'Instruction générale;

Vu la décision n° 2024-PDG-0046 en date du 25 septembre 2024, par laquelle l'Autorité a pris le *Règlement modifiant le Règlement 91-507 sur les référentiels centraux et la déclaration de données sur les dérivés* et a autorisé sa transmission au ministre des Finances pour approbation, conformément au deuxième alinéa de l'article 175 de la LID;

Vu le projet d'Instruction générale présenté par la Direction principale de l'encadrement des activités de marché et des dérivés ainsi que la recommandation du surintendant des marchés de valeurs et de la distribution de l'approuver et d'autoriser sa publication;

En conséquence :

L'Autorité établit l'*Instruction générale relative au Règlement 91-507 sur les référentiels centraux et la déclaration de données sur les dérivés*, dans ses versions française et anglaise, dont les textes sont annexés à la présente décision, et autorise sa publication au Bulletin.

L'*Instruction générale relative au Règlement 91-507 sur les référentiels centraux et la déclaration de données sur les dérivés* prend effet le 25 juillet 2025.

Fait le 25 septembre 2024.

Yves Ouellet  
Président-directeur général

---

**DÉCISION N° 2024-PDG-0048*****Instruction générale relative au Règlement 91-506 sur la détermination des dérivés***

Vu le pouvoir de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité »), prévu à l'article 96 de la *Loi sur les instruments dérivés*, RLRQ, c. I-14.01 (la « LID »), d'établir des instructions générales qui indiquent comment l'Autorité entend exercer ses pouvoirs discrétionnaires aux fins de l'administration de la LID;

Vu le pouvoir de l'Autorité d'établir une instruction générale prévu à la LID, qui appartient exclusivement à son président-directeur général, conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'encadrement du secteur financier*, RLRQ, c. E-6.1;

Vu la publication pour consultation au Bulletin de l'Autorité (le « Bulletin ») le 9 juin 2022 [(2022) B.A.M.F., vol. 19, n° 22, section 6.2.1] du projet d'*Instruction générale relative au Règlement 91-506 sur la détermination des dérivés* (l'« Instruction générale »);

Vu la publication pour information au Bulletin le 25 juillet 2024 [(2024) B.A.M.F., vol. 21, n° 29, section 6.2.2] du projet d'Instruction générale;

Vu la décision n° 2024-PDG-0046 en date du 25 septembre 2024, par laquelle l'Autorité a pris le *Règlement modifiant le Règlement 91-507 sur les référentiels centraux et la déclaration de données sur les dérivés* et a autorisé sa transmission au ministre des Finances pour approbation, conformément au deuxième alinéa de l'article 175 de la LID;

Vu le projet d'Instruction générale présenté par la Direction principale de l'encadrement des activités de marché et des dérivés ainsi que la recommandation du surintendant des marchés de valeurs et de la distribution de l'approuver et d'autoriser sa publication;

En conséquence :

L'Autorité établit l'*Instruction générale relative au Règlement 91-506 sur la détermination des dérivés*, dans ses versions française et anglaise, dont les textes sont annexés à la présente décision, et autorise sa publication au Bulletin.

L'*Instruction générale relative au Règlement 91-506 sur la détermination des dérivés* prend effet le 25 juillet 2025.

Fait le 25 septembre 2024.

Yves Ouellet  
Président-directeur général

---

### **Règlement modifiant le Règlement 91-507 sur les référentiels centraux et la déclaration de données sur les dérivés et ses concordants<sup>1</sup>**

L'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») publie, en versions française et anglaise, le règlement suivant :

- *Règlement modifiant le Règlement 91-507 sur les référentiels centraux et la déclaration de données sur les dérivés.*

Vous trouverez également ci-joint au présent bulletin, les textes révisés, en versions française et anglaise, des instructions générales suivantes :

- *Instruction générale relative au Règlement 91-507 sur les référentiels centraux et la déclaration de données sur les dérivés;*

- *Modification de l'Instruction générale relative au Règlement 91-506 sur la détermination des dérivés.*



**Avis de publication**

Le règlement a été pris par l'Autorité le 25 septembre 2024, a reçu l'approbation ministérielle requise et entrera en vigueur le **25 juillet 2025**.

L'arrêté ministériel approuvant le règlement a été publié dans la *Gazette officielle du Québec*, en date du 23 octobre 2024 et est reproduit ci-dessous. Les instructions générales prendront effet de façon concomitante à l'entrée en vigueur du règlement.

**Le 24 octobre 2024**

---

<sup>i</sup> Diffusion autorisée par Les Publications du Québec

**A.M., 2024-15**

**Arrêté numéro 2024-15 du ministre des Finances  
en date du 11 octobre 2024**

Loi sur les instruments dérivés  
(chapitre I-14.01)

CONCERNANT le Règlement modifiant le  
Règlement 91-507 sur les référentiels centraux et la  
déclaration de données sur les dérivés

VU que les paragraphes 2°, 3°, 9°, 11°, 12°, 26°, 27°  
et 29° du premier alinéa de l'article 175 de la Loi sur  
les instruments dérivés (chapitre I-14.01) prévoient que  
l'Autorité des marchés financiers peut adopter des règle-  
ments concernant les matières visées à ces paragraphes;

VU que les quatrième et cinquième alinéas de l'arti-  
cle 175 de cette loi prévoient qu'un projet de règlement est  
publié au Bulletin de l'Autorité des marchés financiers,  
qu'il est accompagné de l'avis prévu à l'article 10 de la  
Loi sur les règlements (chapitre R-18.1) et qu'il ne peut être  
soumis pour approbation ou être édicté avant l'expiration  
d'un délai de 30 jours à compter de sa publication;

VU que les deuxième et sixième alinéas de cet article  
prévoient que tout règlement pris en vertu de l'article 175  
est soumis à l'approbation du ministre des Finances, qui  
peut l'approuver avec ou sans modification et qu'il entre en  
vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du  
Québec* ou à une date ultérieure qu'indique le règlement;

VU que le Règlement 91-507 sur les référentiels cen-  
traux et la déclaration de données sur les dérivés a été  
approuvé par l'arrêté ministériel n° 2013-21 du 6 décembre  
2013 (2013, G.O. 2, 5581);

VU qu'il y a lieu de modifier ce règlement;

VU que le projet de règlement modifiant le  
Règlement 91-507 sur les référentiels centraux et la déclé-  
ration de données sur les dérivés a été publié au Bulletin  
de l'Autorité des marchés financiers, volume 19, n° 22  
du 9 juin 2022;

VU que l'Autorité des marchés financiers a adopté  
le 25 septembre 2024, par la décision n° 2024-PDG-  
0046, le Règlement modifiant le Règlement 91-507 sur  
les référentiels centraux et la déclaration de données sur  
les dérivés;

VU qu'il y a lieu d'approuver ce règlement sans  
modification;

EN CONSÉQUENCE, le ministre des Finances  
approuve sans modification le Règlement modifiant le  
Règlement 91-507 sur les référentiels centraux et la déclé-  
ration de données sur les dérivés dont le texte est annexé  
au présent arrêté.

Le 11 octobre 2024,

*Le ministre des Finances,*  
ERIC GIRARD

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 91-507 SUR LES RÉFÉRENTIELS CENTRAUX ET LA DÉCLARATION DE DONNÉES SUR LES DÉRIVÉS**

Loi sur les instruments dérivés

(chapitre I-14.01, a. 175, al. 1, par. 2°, 3°, 9°, 11°, 12°, 26°, 27° et 29°)

1. L'article 1 du Règlement 91-507 sur les référentiels centraux et la déclaration de données sur les dérivés (chapitre I-14.01, r. 1.1) est modifié :

1° dans le paragraphe 1 :

*a)* par le remplacement, dans la définition de « catégorie d'actifs », de « d'actifs sous-jacente à un » par « de l'élément sous-jacent du »;

*b)* par le remplacement, dans le texte anglais de la définition de « Comité de surveillance réglementaire du Système d'identifiant international pour les entités juridiques », de « Finance Ministers » par « finance ministers » et de « Central Bank Governors » par « central bank governors »;

*c)* par le remplacement, dans la définition de « contrepartie déclarante », de « une opération visée » par « un dérivé visé »;

*d)* par l'insertion, après la définition de « contrepartie déclarante », de la suivante :

« contrepartie déclarante agréée » : les contreparties déclarantes suivantes :

*a)* une personne assujettie à l'obligation d'inscription à titre de courtier en vertu de la Loi;

*b)* une institution financière canadienne;

*c)* une chambre de compensation déclarante;

*d)* une entité du même groupe qu'une personne visée au paragraphe *a* ou *b*; »;

*e)* dans la définition de « contrepartie locale » :

*i)* par le remplacement, dans ce qui précède le paragraphe *a*, de « une opération qui, au moment de l'opération, » par « un dérivé qui, au moment d'une transaction, »;

*ii)* par le remplacement des sous-paragraphes *b* et *c* par les suivants :

« *b* ) une personne assujettie à l'obligation d'inscription à titre de courtier en vertu de la Loi;

« *c* ) une entité du même groupe qu'une personne à laquelle le paragraphe *a* s'applique, cette personne étant responsable de la totalité ou de la quasi-totalité des passifs de la contrepartie; »;

*f*) par l'insertion, après la définition de « contrepartie locale », des suivantes :

« « courtier en dérivés visé par le seuil de montant notionnel » : la personne assujettie à l'obligation d'inscription à titre de courtier en vertu de la Loi à laquelle le paragraphe 1 ou 2 de l'article 44 du Règlement 93-101 sur la conduite commerciale en dérivés approuvé par l'arrêté ministériel numéro I-14.01-2023-21 du ministre des Finances en date du 5 décembre 2023 (2023), 51 G.O. II s'applique;

« « Derivatives Service Bureau » : la filiale de l'Association of National Numbering Agencies constituée sous le nom The Derivatives Service Bureau (DSB) Limited et reconnue par le Conseil de stabilité financière comme le prestataire de services à l'égard du système d'identifiants uniques de produit pour les dérivés et comme l'exploitant de la bibliothèque de données de référence sur ces identifiants, ou encore ses remplaçants;

« « dérivé sur marchandises » : un dérivé dont l'élément sous-jacent est une marchandise autre que de la trésorerie ou une monnaie; »;

*g*) par le remplacement des définitions de « données à communiquer à l'exécution » et de « données de valorisation », par les suivantes :

« « données à communiquer à l'exécution » : les données relatives aux éléments figurant à l'Annexe A, sauf celles des rubriques « Éléments de données relatifs aux sûretés et aux marges » et « Éléments de données relatifs à la valorisation »;

« « données de valorisation » : les données relatives aux éléments figurant aux rubriques « Éléments de données relatifs à la valorisation » et « Éléments de données relatifs aux actions et aux événements » de l'Annexe A;

*h*) par le remplacement de la définition de « données sur les événements du cycle de vie » par la suivante :

« « données sur les événements du cycle de vie » : les modifications des données à communiquer à l'exécution qui résultent d'un événement du cycle de vie ainsi que des données relatives aux éléments figurant à la rubrique « Éléments de données relatifs aux actions et aux événements » de l'Annexe A;

*i*) par la suppression, dans la définition de « données sur les dérivés », de « relatives à une opération »;

*j)* par l'insertion, après la définition de « données sur les dérivés », des suivantes :

« « données sur les positions » : les données sur les événements du cycle de vie, les données de valorisation et les données sur les sûretés et les marges, présentées respectivement de façon agrégée;

« « données sur les sûretés et les marges » : les données relatives aux sûretés et aux marges déposées ou collectées à la date de la déclaration qui se rapportent aux éléments de données des rubriques « Éléments de données relatifs aux sûretés et aux marges » et « Éléments de données relatifs aux actions et aux événements » de l'Annexe A; »;

*k)* par le remplacement, dans la définition de « événement du cycle de vie », de « d'une opération » par « d'un dérivé »;

*l)* par l'insertion, après la définition de « événement du cycle de vie », de la suivante :

« « fonds d'investissement » : un fonds d'investissement au sens du Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement (chapitre V-1.1, r. 42); »;

*m)* par le remplacement dans la définition de « opération », de « opération » par « transaction »;

*n)* par l'insertion, après la définition de « participant », de la suivante :

« « procédure de validation » : toute règle, politique ou procédure écrite raisonnablement conçue pour valider le fait que les données sur les dérivés déclarées en vertu du présent règlement satisfont aux éléments de données figurant à l'Annexe A; »;

*o)* par le remplacement, dans la définition de « Système d'identifiant international pour les entités juridiques », de « opérations » par « transactions »;

*p)* par l'insertion, après la définition de « Système d'identifiant international pour les entités juridiques », de la suivante :

« « UTI » : un identifiant unique de transaction; »;

*q)* par le remplacement, dans la définition de « utilisateur », de « une opération déclarée » par « un dérivé déclaré »;

2° par le remplacement, dans le paragraphe 3, de « considérées comme membres » par « des entités » et de « ou si » par « ou qu'elles »;

3° par le remplacement, dans le paragraphe 4, des sous-paragraphes *c* et *d* par les suivants :

« c) les conditions suivantes sont réunies :

- i) l'autre personne est une société en commandite;
- ii) elle est le commandité de la société en commandite visée à la disposition *i*;
- iii) elle a le pouvoir de diriger cette autre personne et d'appliquer ses politiques du fait de sa qualité de commandité;

« d) les conditions suivantes sont réunies :

- i) l'autre personne est une fiduciaire;
- ii) elle est le fiduciaire de la fiducie visée à la disposition *i*;
- iii) elle a le pouvoir de diriger cette autre personne et d'appliquer ses politiques du fait de sa qualité de fiduciaire. »;

4° par l'insertion, après le paragraphe 5, du suivant :

« 5.1) Malgré les paragraphes 3 et 4, un fonds d'investissement n'est pas une entité du même groupe qu'une autre personne pour l'application du présent règlement. ».

**2.** L'article 3 de ce règlement est modifié par le remplacement du paragraphe 3 par le suivant :

« 3) En cas de changement touchant l'information fournie au formulaire prévu à l'Annexe 91-507A1, à l'exception d'un changement visé au paragraphe 1 ou 2, le référentiel central reconnu dépose une modification de ce formulaire de la façon qui y est indiquée au moins une fois par année. ».

**3.** L'article 7 de ce règlement est modifié par le remplacement du sous-paragraphe *a* du paragraphe 2 par le suivant :

« *a*) les règles, politiques et procédures ainsi que ses contrats sont conformes aux lois auxquelles ils sont soumis, et tout risque important découlant d'un conflit entre les lois du Québec et celles d'un autre territoire du Canada ou d'un territoire étranger applicables à un contrat conclu avec ses participants est raisonnablement atténué; ».

**4.** L'article 8 de ce règlement est modifié, dans le paragraphe 1 :

1° par le remplacement du sous-paragraphe *a* par le suivant :

« *a*) ils établissent une structure organisationnelle claire avec des responsabilités et des chaînes de reddition de comptes directes, dont les rôles et responsabilités en matière de détermination, de mesure, de surveillance et de gestion des risques; »;

2° par l'insertion, après le sous-paragraphe *a*, des suivants :

« *a.1*) ils établissent un cadre de gestion du risque clair qui comprend le niveau de tolérance aux risques propres au référentiel central reconnu;

« *a.2*) ils établissent des processus décisionnels, notamment en situation de crise ou d'urgence, et des règles de reddition de comptes sur les décisions prises relativement aux risques; »;

3° par l'insertion, dans le sous-paragraphe *c* et après « son efficience », de « et permettent aux participants d'accéder efficacement à ses services de déclaration des données sur les dérivés ».

5. L'article 9 de ce règlement est modifié par l'ajout, après le paragraphe 4, du suivant :

« 5) Le référentiel central reconnu établit, met en œuvre et maintient des politiques et des procédures d'évaluation régulière de la performance globale du conseil d'administration et de chacun de ses membres. ».

6. L'article 11 de ce règlement est modifié par le remplacement, dans le texte anglais des sous-paragraphes *d* et *e* du paragraphe 3, de « upon » par « after ».

7. L'article 12 de ce règlement est modifié :

1° par le remplacement, dans ce qui précède le paragraphe *a*, de « Tous les » par « Les »;

2° par la suppression, dans le texte anglais du paragraphe *a*, de « and equitably », et après « participants », de « and »;

3° par l'insertion, dans le paragraphe *b* et après « publiés », de « en tout temps »;

4° par l'ajout, après le paragraphe *b*, du suivant :

« *c*) ils sont régulièrement révisés, au moins à deux années civiles d'intervalle. ».

8. L'article 14 de ce règlement est remplacé par le suivant :

**« Réception des données sur les dérivés**

« 14. Le référentiel central reconnu ne peut refuser de recevoir des données sur les dérivés que lui déclarent les participants à l'égard de tous les dérivés d'une catégorie d'actifs visée dans sa décision de reconnaissance et de tous les éléments de données figurant à l'Annexe A. ».

9. L'article 15 de ce règlement est modifié par le remplacement de l'intitulé par le suivant :

« **Procédures et normes de communication** ».

10. L'article 16 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **Application régulière**

« 16. 1) Avant de prendre une décision ayant un effet défavorable direct sur un participant ou sur un candidat à la qualité de participant, le référentiel central reconnu lui donne l'occasion d'être entendu.

2) Le référentiel central reconnu consigne ses décisions, les motive et en permet la consultation, notamment, pour chaque candidat ou participant, les raisons pour lesquelles l'accès est accordé, limité ou refusé. ».

11. L'article 17 de ce règlement est modifié par le remplacement, dans le sous-paragraphe *b* du paragraphe 1, de « sur les opérations réalisées » par « relatifs à un dérivé ».

12. L'article 18 de ce règlement est modifié :

1° par le remplacement, dans le paragraphe 1, de « de façon exacte et complète » par « sans erreur ni omission »;

2° par la suppression, dans le paragraphe 2, de « la durée de l'opération et pendant une période de » et par le remplacement de « celle-ci » par « du dérivé ».

13. L'article 21 de ce règlement est modifié :

1° par le remplacement de l'intitulé par le suivant :

« **Risques liés aux systèmes et autres risques opérationnels** »;

2° dans le paragraphe 3 :

*a)* par le remplacement, dans le sous-paragraphe *ii* du sous-paragraphe *b*, de « opérations » par « données sur les dérivés »;

*b)* par l'insertion, dans le sous-paragraphe *c* et après « d'incident », de « écrit » et par l'ajout, à la fin, de « et toute mesure correctrice qu'il a prise ou qu'il compte prendre ».

14. L'article 22 de ce règlement est modifié par le remplacement, dans le sous-paragraphe *b* du paragraphe 2, de « à l'opération » par « au dérivé ».



15. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 22, des suivants :

**« Transactions exécutées anonymement sur une plateforme de négociation de dérivés**

« 22.1. Le référentiel central reconnu ne divulgue l'identité ou l'identifiant pour les entités juridiques d'aucune contrepartie à une autre à l'égard d'une transaction avec une contrepartie locale qui est exécutée anonymement sur une plateforme de négociation de dérivés et qui donne lieu à un dérivé compensé par l'entremise d'une chambre de compensation déclarante.

**« Validation des données**

« 22.2. 1) Le référentiel central reconnu établit, met en œuvre, maintient et applique une procédure de validation.

2) Dès que technologiquement possible après la réception des données sur les dérivés, le référentiel central reconnu indique à la contrepartie déclarante, y compris le mandataire agissant en son nom, si elles satisfont à sa procédure de validation.

3) Le référentiel central reconnu accepte les données sur les dérivés qui satisfont à sa procédure de validation.

4) Le référentiel central reconnu crée et conserve des dossiers de toutes les données sur les dérivés déclarées n'ayant pas satisfait à sa procédure de validation.

5) Pour tous les dérivés à déclarer en vertu du présent règlement, y compris ceux ayant expiré ou auxquels il est mis fin, le référentiel central reconnu accepte de tout participant la correction de toute erreur ou omission dans les données sur les dérivés déclarées par ce dernier si celles corrigées satisfont à sa procédure de validation. ».

16. L'article 23 de ce règlement est remplacé par le suivant :

**« Vérification des données**

« 23. 1) Pour l'application du présent article, on entend par :

« obligations de vérification » : les obligations prévues au paragraphe *b* ou *c* de l'article 26.1; »;

« participant à la vérification » : un participant qui est une contrepartie déclarante à l'égard d'un dérivé ou qui agit pour le compte de celle-ci, et qui est tenu aux obligations de vérification.

2) Le référentiel central reconnu établit, met en œuvre, maintient et applique des règles, politiques et procédures écrites conformément auxquelles un participant à la vérification est autorisé et habilité à s'acquitter de ses obligations de vérification. ».

**17.** L'article 25 de ce règlement est modifié :

1° par le remplacement, partout où ceci se trouve dans les paragraphes 1 et 2, de « Lorsqu'une opération » par « Lorsqu'un dérivé » et de « l'opération » par « le dérivé », compte tenu des adaptations nécessaires;

2° par le remplacement, dans le paragraphe 3, de « ne s'appliquent pas à une opération avec une contrepartie locale, la contrepartie déclarante pour l'opération est, si les 2 contreparties ont convenu par écrit au moment de l'opération » par « ne s'appliquent pas à un dérivé avec une contrepartie locale, la contrepartie déclarante pour le dérivé est, si les deux contreparties ont convenu par écrit au moment de la transaction »;

3° par le remplacement, dans le paragraphe 4, de « une opération » par « un dérivé » et de « l'opération » par « le dérivé »;

4° par l'ajout, après le paragraphe 4, des suivants :

« 5) La contrepartie locale à un dérivé auquel le paragraphe 3 s'applique a les obligations suivantes :

a) elle tient un dossier sur la convention écrite visée à ce paragraphe pendant une période de sept ans suivant la date d'expiration ou de fin du dérivé;

b) elle conserve le dossier visé au sous-paragraphe a en lieu sûr et sous une forme durable.

« 6) Malgré l'article 40, est obligée de déclarer les données sur les dérivés conformément au présent règlement la contrepartie locale qui accepte en vertu du paragraphe 3 d'être la contrepartie déclarante pour un dérivé auquel l'article 40 s'applique. ».

**18.** L'article 26 de ce règlement est modifié :

1° par le remplacement, dans le paragraphe 1, de « à une opération » par « à l'égard d'un dérivé conclu »;

2° par le remplacement, dans le paragraphe 2, de « d'une opération » par « d'un dérivé » et de « cette opération » par « ce dérivé »;

3° par la suppression, dans le paragraphe 3, de « de façon exacte et en temps opportun »;

4° par le remplacement des paragraphes 5 à 7 par les suivants :

« 5) La contrepartie déclarante remplit l'obligation de déclaration relativement à un dérivé à déclarer en vertu du paragraphe 1 lorsque les conditions suivantes sont réunies :

a) le dérivé n'est déclaré que parce qu'une contrepartie au dérivé est une contrepartie locale en vertu du paragraphe c de la définition de « contrepartie locale »;

b) le dérivé est déclaré à un référentiel central reconnu en vertu des lois suivantes, selon le cas :

i) la législation en valeurs mobilières d'une province ou d'un territoire du Canada autre que le Québec;

ii) les lois d'un territoire étranger figurant sur la liste établie par l'Autorité;

c) la contrepartie déclarante demande au référentiel central reconnu visé au sous-paragraphe b de donner à l'Autorité accès aux données qui sont déclarées conformément à ce sous-paragraphe et fait de son mieux pour y donner accès à l'Autorité.

« 6) La contrepartie déclarante veille à ce que toutes les données sur les dérivés déclarées relativement à un dérivé satisfassent à la procédure de validation du référentiel central reconnu auquel est déclaré le dérivé.

« 7) La contrepartie déclarante veille à ce que toutes les données sur les dérivés déclarées relativement à un dérivé soient déclarées au même référentiel central reconnu ou, si la déclaration a été faite conformément au paragraphe 4, à l'Autorité. »;

6° par la suppression du paragraphe 8;

7° par le remplacement du paragraphe 9 par le suivant :

« 9) Lorsqu'une contrepartie locale, autre qu'une chambre de compensation déclarante, à un dérivé qui est à déclarer en vertu du présent règlement et compensé par une chambre de compensation déclarante désigne un référentiel central reconnu auquel déclarer les données sur les dérivés qui s'y rapportent, la chambre de compensation est tenue aux obligations suivantes :

a) déclarer ces données au référentiel central reconnu désigné;

b) ne pas déclarer ces données à un autre référentiel central, sauf si la contrepartie locale y consent. ».

**19.** Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 26, des suivants :

**« Vérification des données**

« **26.1.** La contrepartie déclarante prend les mesures suivantes :

a) elle veille à ce que les données sur les dérivés déclarées ne comportent aucune erreur ni n'omettent aucun élément;

b) si elle est un courtier en dérivés visé par le seuil de montant notionnel, elle vérifie que les données sur les dérivés déclarées ne comportent aucune erreur ni n'omettent aucun élément, au moins une fois par trimestre civil, mais au moins à deux mois civils d'intervalle;

c) si elle est une chambre de compensation déclarante, une institution financière canadienne ou une personne tenue à l'obligation d'inscription à titre de courtier en vertu de la Loi qui n'est pas un courtier en dérivés visé par le seuil de montant notionnel, elle vérifie que les données sur les dérivés déclarées ne comportent aucune erreur ni n'omettent aucun élément, au moins tous les 30 jours.

#### « Dérivés déclarés par erreur

« 26.2. La contrepartie déclarante qui déclare un dérivé par erreur le signale au référentiel central reconnu ou, si la déclaration de ces données a été faite conformément au paragraphe 4 de l'article 26, à l'Autorité dès qu'il est possible de le faire, mais en aucun cas après la fin du jour ouvrable suivant le jour de sa découverte.

#### « Notification des erreurs et des omissions dans les données sur les dérivés

« 26.3. 1) La contrepartie locale qui n'est pas la contrepartie déclarante notifie à cette dernière toute erreur ou omission dans les données sur les dérivés relatives au dérivé auquel elle est contrepartie dès qu'il est possible de le faire, mais en aucun cas après la fin du jour ouvrable suivant le jour de sa découverte.

2) La contrepartie déclarante notifie à l'Autorité toute erreur ou omission importante dans les données sur les dérivés dès qu'il est possible de le faire suivant sa découverte.

#### « Transfert d'un dérivé à un autre référentiel central reconnu

« 26.4. 1) La contrepartie déclarante ne peut, à l'égard d'un dérivé, changer de référentiel central reconnu auquel déclarer les données sur les dérivés, sauf si elle se conforme aux paragraphes 2 et 3.

2) Au moins cinq jours ouvrables avant d'effectuer le changement visé au paragraphe 1, la contrepartie déclarante en avise les entités suivantes :

- a) l'autre contrepartie au dérivé;
- b) l'ancien référentiel central reconnu;
- c) le nouveau référentiel central reconnu.

3) La contrepartie déclarante inclut dans l'avis visé au paragraphe 2 l'UTI du dérivé ainsi que la date à laquelle elle commencera à déclarer les données sur les dérivés au référentiel central reconnu visé au sous-paragraphe c de ce paragraphe.

4) Après la transmission de l'avis visé au paragraphe 2, la contrepartie déclarante déclare le changement de référentiel central reconnu comme s'il s'agissait d'un événement du cycle de vie en vertu de l'article 32 aux référentiels visés aux sous-paragraphes *b* et *c* de ce paragraphe le même jour et déclare le dérivé à chacun en l'identifiant au moyen du même UTI.

5) Après le changement de référentiel central reconnu, la contrepartie déclarante déclare au référentiel visé au sous-paragraphe *c* du paragraphe 2 toutes les données sur les dérivés relatives au dérivé, à moins de changer subséquemment de référentiel conformément au présent article. ».

**20.** L'article 27 de ce règlement est modifié par le remplacement, dans le paragraphe *c*, de « l'identifiant unique d'opération » par « l'UTI ».

**21.** L'article 28 de ce règlement est modifié :

1<sup>o</sup> par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant :

« 1) Le référentiel central reconnu et la contrepartie déclarante identifient chaque contrepartie à un dérivé par un identifiant unique pour les entités juridiques dans l'ensemble des dossiers et des déclarations prévus par le présent règlement. »;

2<sup>o</sup> par l'insertion, dans le sous-paragraphe *b* du paragraphe 2 et après « locale », de « à un dérivé à déclarer en vertu du présent règlement »;

3<sup>o</sup> par la suppression du paragraphe 3;

4<sup>o</sup> par le remplacement du paragraphe 4 par le suivant :

« 4) Malgré le paragraphe 1, si une contrepartie à un dérivé est une personne physique ou n'est pas admissible à l'attribution d'un identifiant pour les entités juridiques conformément au Système d'identifiant international pour les entités juridiques, la contrepartie déclarante et le référentiel central reconnu l'identifient au moyen d'un seul autre identifiant unique. »;

5<sup>o</sup> par la suppression du paragraphe 5.

**22.** L'article 28.1 de ce règlement est modifié :

1<sup>o</sup> par l'insertion de l'intitulé suivant :

« **Maintien et renouvellement des identifiants pour les entités juridiques** »;

2<sup>o</sup> par le remplacement de « une opération » par « un dérivé ».

23. L'article 29 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **Identifiants uniques de transaction**

« 29. 1) Le référentiel central reconnu et la contrepartie déclarante identifient chaque dérivé et chaque position visés à l'article 33.1 par un seul UTI dans l'ensemble des dossiers et déclarations prévus par le présent règlement.

2) Les personnes suivantes attribuent un seul UTI à chaque dérivé à déclarer en vertu du présent règlement :

*a)* lorsque le dérivé doit aussi être déclaré en vertu de la législation en valeurs mobilières d'un territoire du Canada autre que le Québec, ou en vertu des lois d'un territoire étranger dans un délai plus court que celui prévu par le présent règlement, la personne tenue d'attribuer l'UTI conformément à cette législation ou ces lois;

*b)* lorsque le sous-paragraphe *a* ne s'applique pas au dérivé et que celui-ci est compensé par l'entremise d'une chambre de compensation déclarante, cette chambre de compensation;

*c)* lorsque les sous-paragraphes *a* et *b* ne s'appliquent pas au dérivé et que la plateforme de négociation de dérivés sur laquelle la transaction relative à ce dérivé a été exécutée lui a attribué un UTI, cette plateforme de négociation;

*d)* lorsque les sous-paragraphes *a* à *c* ne s'appliquent pas au dérivé, la contrepartie déclarante ou, s'il y en a deux, celle arrivant en tête du classement alphanumérique des identifiants uniques pour les entités juridiques après inversion de leurs caractères.

3) Malgré le sous-paragraphe *d* du paragraphe 2, si les sous-paragraphes *a* à *c* de ce paragraphe ne s'appliquent pas au dérivé et que les contreparties ont convenu par écrit que l'une d'elles sera la personne chargée de lui attribuer l'UTI, cette contrepartie attribue l'UTI.

4) Malgré le paragraphe 2, la personne tenue d'attribuer un UTI conformément à ce paragraphe peut demander à un référentiel central reconnu de le faire si elle remplit l'une des conditions suivantes :

*a)* elle est un courtier en dérivés visé par le seuil de montant notionnel;

*b)* elle n'est pas une chambre de compensation déclarante, une plateforme de négociation de dérivés, une institution financière canadienne ou une personne assujettie à l'obligation d'inscription à titre de courtier en vertu de la Loi.

5) Le référentiel central reconnu qui reçoit une demande conformément au paragraphe 4 attribue un UTI dès qu'il est technologiquement possible de le faire.

6) La personne visée au paragraphe 2 attribue un UTI dès qu'il est possible de le faire après l'exécution de la transaction relative au dérivé, mais en aucun cas après le moment auquel il faut déclarer ce dernier à un référentiel central reconnu en vertu du présent règlement.

7) La plateforme de négociation de dérivés qui est tenue d'attribuer un UTI conformément au paragraphe 2 le fournit dès qu'il est technologiquement possible de le faire aux entités suivantes :

a) chaque contrepartie au dérivé;

b) si le dérivé est soumis pour compensation, la chambre de compensation déclarante à laquelle il est soumis à cette fin.

8) Sous réserve du paragraphe 4, si l'une des contreparties à un dérivé non compensé est tenue d'attribuer un UTI conformément au paragraphe 2 ou 3, elle le fournit dès qu'il est possible de le faire aux entités suivantes :

a) l'autre contrepartie au dérivé;

b) si le dérivé est soumis pour compensation, la chambre de compensation déclarante à laquelle il est soumis à cette fin.

9) Le référentiel central reconnu qui attribue un UTI conformément au paragraphe 4 le fournit dès qu'il est technologiquement possible de le faire aux entités suivantes :

a) chaque contrepartie au dérivé;

b) si le dérivé est soumis pour compensation, la chambre de compensation déclarante à laquelle il est soumis à cette fin. ».

**24.** L'article 30 de ce règlement est modifié :

1° par le remplacement, dans le paragraphe 1, de « conformément aux normes internationales ou sectorielles » par « par le Derivatives Service Bureau »;

2° par le remplacement du paragraphe 2 par le suivant :

« 2) Le référentiel central reconnu et la contrepartie déclarante identifient chaque type de dérivé par un seul identifiant unique de produit dans l'ensemble des dossiers et déclarations prévus par le présent règlement. »;

3° par la suppression des paragraphes 3 et 4.

25. L'article 31 de ce règlement est modifié :

1° par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant :

« 1) Dès l'exécution d'une transaction relative à un dérivé à déclarer conformément au présent règlement, la contrepartie déclarante déclare à un référentiel central reconnu les données à communiquer à l'exécution relativement à ce dérivé. »;

2° dans le paragraphe 2, par l'insertion, après « déclarante », de « agréée » et par le remplacement de « une opération » par « un dérivé »;

3° dans le paragraphe 3, par le remplacement de « La » par « Malgré le paragraphe 2, la » et par l'insertion, après « déclarante », de « agréée »;

4° par l'ajout, après le paragraphe 4, du suivant :

« 5) La contrepartie déclarante qui n'est pas agréée à l'égard d'un dérivé déclare les données à communiquer à l'exécution au plus tard à la fin du deuxième jour ouvrable suivant la date d'exécution de la transaction. ».

26. L'article 32 de ce règlement est remplacé par le suivant :

**« Données sur les événements du cycle de vie**

« 32. 1) Pour chaque dérivé à déclarer conformément au présent règlement, la contrepartie déclarante agréée déclare à un référentiel central reconnu toutes les données sur les événements du cycle de vie avant la fin du jour ouvrable où ils se sont produits.

2) Malgré le paragraphe 1, la contrepartie déclarante agréée qui ne peut technologiquement pas déclarer les données sur les événements du cycle de vie avant la fin du jour ouvrable où ils se sont produits les déclare à un référentiel central reconnu au plus tard à la fin du jour ouvrable suivant.

3) La contrepartie déclarante qui n'est pas agréée à l'égard d'un dérivé déclare à un référentiel central reconnu toutes les données sur les événements du cycle de vie au plus tard à la fin du deuxième jour ouvrable suivant celui où ils se sont produits.

4) Malgré les paragraphes 1 à 3, la chambre de compensation déclarante par l'entremise de laquelle le dérivé est compensé déclare la fin du dérivé initial au référentiel central reconnu auquel les données sur les dérivés s'y rapportant ont été déclarées, avant la fin du jour ouvrable suivant celui où il y est mis fin. ».



27. L'article 33 de ce règlement est remplacé par le suivant :

**« Données de valorisation et données sur les sûretés et les marges**

« 33. 1) La contrepartie déclarante qui est une personne assujettie à l'obligation d'inscription à titre de courtier en vertu de la Loi, une chambre de compensation déclarante ou une institution financière canadienne déclare chaque jour ouvrable à un référentiel central reconnu les données suivantes à l'égard de tout dérivé à déclarer conformément au présent règlement :

- a) les données de valorisation;
- b) les données sur les sûretés et les marges.

2) Si des données sur les positions à l'égard de dérivés ont été déclarées en vertu de l'article 33.1, la contrepartie déclarante calcule et déclare la valeur nette de l'ensemble des achats et des ventes déclarés en tant que données sur les positions des dérivés. ».

28. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 33, du suivant :

**« Données sur les positions**

« 33.1. 1) Pour l'application de l'article 32, la contrepartie déclarante peut déclarer les données sur les événements du cycle de vie comme des données sur les positions si chaque dérivé pour lequel ces données sont agrégées remplit les conditions suivantes :

- a) il appartient à une catégorie dans laquelle chaque dérivé est fongible avec tous les autres de cette catégorie;
- b) soit il ne comporte pas de date d'expiration fixe, soit il est un dérivé sur marchandises.

2) Pour l'application du paragraphe 1 de l'article 33, la contrepartie déclarante qui est une personne assujettie à l'obligation d'inscription à titre de courtier en vertu de la Loi, une chambre de compensation déclarante ou une institution financière canadienne peut déclarer les données de valorisation et les données sur les sûretés et les marges comme des données sur les positions si chaque dérivé pour lequel ces données sont agrégées remplit les conditions suivantes :

- a) il appartient à une catégorie dans laquelle chaque dérivé est fongible avec tous les autres de cette catégorie;
- b) soit il ne comporte pas de date d'expiration fixe, soit il est un dérivé sur marchandises. ».

**29.** L'article 35 de ce règlement est modifié par l'insertion, après « Malgré », de « le paragraphe 7 de l'article 26 et ».

**30.** L'article 36 de ce règlement est modifié par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant :

« 1) La contrepartie déclarante conserve des dossiers sur le dérivé à déclarer conformément au présent règlement, y compris des dossiers sur les transactions, pendant une période de sept ans suivant la date d'expiration ou de fin du dérivé. ».

**31.** Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 36, du suivant :

**« Plateforme de négociation de dérivés »**

« **36.1.** 1) Dans le présent article, on entend par « dérivé anonyme » tout dérivé pour lequel la transaction est exécutée anonymement sur une plateforme de négociation de dérivés et qui, au moment de l'exécution, est destiné à être compensé.

2) L'article 25 ne s'applique pas aux dérivés anonymes.

3) Malgré le paragraphe 2, les dispositions suivantes s'appliquent relativement aux dérivés anonymes :

*a)* la mention de la « contrepartie déclarante » au paragraphe 2 de l'article 22.2, aux paragraphes 1 à 4, 6 et 7 de l'article 26, au paragraphe *a* de l'article 26.1, aux articles 26.2, 26.3, 26.4 et 27, aux paragraphes 1 et 4 de l'article 28, au paragraphe 1 de l'article 29, au paragraphe 2 de l'article 30, au paragraphe 1 de l'article 31, aux articles 35 et 36, au paragraphe 3 de l'article 37 et à l'article 41.2 s'entend d'une « plateforme de négociation de dérivés »;

*b)* la mention de la « contrepartie déclarante agréée » aux paragraphes 2 et 3 de l'article 31 s'entend d'une « plateforme de négociation de dérivés ».

4) Malgré le paragraphe 2, la plateforme de négociation de dérivés peut prendre les mesures suivantes relativement à un dérivé anonyme :

*a)* déclarer l'identifiant pour les entités juridiques d'un mandataire d'une contrepartie à l'égard des éléments de données n°1 « Contrepartie 1 (contrepartie déclarante) » et n°2 « Contrepartie 2 (contrepartie non déclarante) » indiqués à l'Annexe A si la transaction relative au dérivé est exécutée avant que celui-ci soit réparti entre les contreparties pour le compte desquelles le mandataire agit;

*b)* ne pas déclarer les éléments de données suivants indiqués à l'Annexe A :

*i)* l'élément de données n°20 « Indicateur intragroupe »;

*ii)* l'élément de données n°24 « Type d'accord-cadre »;

- iii) l'élément de données n°25 « Version de l'accord-cadre »;
- iv) l'élément de données n°77 « Exceptions et dispenses de compensation – contrepartie 1 »;
- v) l'élément de données n°78 « Exceptions et dispenses de compensation – contrepartie 2 »;
- vi) l'élément de données n°96 « Niveau »;
- vii) l'élément de données n°121 « Indicateur de cryptoactif sous-jacent ».

5) Malgré le paragraphe 2, à l'égard d'un dérivé anonyme, lorsque la plateforme de négociation de dérivés, en dépit de ses efforts diligents et raisonnablement fréquents, n'a pas encore déterminé si l'un de ses participants, ou le client de celui-ci, est une contrepartie locale conformément au paragraphe *c* de la définition de cette expression dans tout territoire du Canada, le participant, ou son client, n'est pas une contrepartie locale au sens de ce paragraphe aux fins de déclaration par la plateforme de négociation de dérivés en vertu du présent règlement jusqu'à la première des dates suivantes :

- a) la date à laquelle la plateforme de négociation de dérivés détermine que le participant, ou son client, est une contrepartie locale conformément à ce paragraphe;
- b) le 31 juillet 2029. ».

**32.** L'article 37 de ce règlement est modifié, dans le paragraphe 1 :

- 1° par le remplacement, dans le sous-paragraphe *b*, de « globales » par « agrégées »;
- 2° par le remplacement, dans le sous-paragraphe *c*, de « regroupées » par « agrégées ».

**33.** L'article 38 de ce règlement est modifié :

- 1° par le remplacement, dans l'intitulé, de « **contreparties** » par « **participants** »;
- 2° par le remplacement des paragraphes 1 et 2 par les suivants :
  - « 1) Sous réserve de l'article 22.1, le référentiel central reconnu fournit en temps opportun au participant qui est une contrepartie à un dérivé ou qui agit au nom de celle-ci l'accès à toutes les données sur les dérivés s'y rapportant qui lui sont communiquées.
  - « 2) Le référentiel central reconnu se dote de procédures adéquates d'autorisation pour permettre l'accès accordé en application du paragraphe 1 au participant qui est une contrepartie non déclarante ou qui agit au nom de celle-ci. »;

3° par le remplacement, dans le paragraphe 3, de « Chaque » par « Sous réserve de l'article 22.1, chaque » et de « une opération » par « un dérivé »;

4° par le remplacement, dans le paragraphe 4, de « à une opération » par « à un dérivé ».

**34.** L'article 39 de ce règlement est modifié :

1° par le remplacement, dans le paragraphe 1, de « globales » par « agrégées » et de « le nombre et, s'il y a lieu, le prix relativement aux opérations qui lui sont déclarées » par « et le nombre relativement aux dérivés qui lui sont déclarés »;

2° dans le paragraphe 2, par le remplacement de « globales » par « agrégées », par la suppression de « du territoire de l'entité ou de l'actif de référence », et par le remplacement de « d'échéance » par « d'expiration » et de « l'opération est compensée » par « le dérivé est compensé »;

3° dans le paragraphe 3, par le remplacement de « des rapports sur les données relativement à chaque opération déclarée » par « les déclarations des données relativement à chaque dérivé déclaré » et par l'ajout, à la fin, de « pendant au moins un an après leur première mise à la disposition du public »;

4° par le remplacement du paragraphe 4 par le suivant :

« 4) Le référentiel central reconnu qui met les déclarations à la disposition du public pour l'application du paragraphe 3 ne peut divulguer l'identité des contreparties au dérivé. »;

5° par le remplacement du paragraphe 6 par le suivant :

« 6) Malgré les paragraphes 1 à 5, le référentiel central reconnu ne peut rendre publiques les données sur les dérivés relativement à un dérivé conclu entre des entités du même groupe que s'il y est obligé par la loi. ».

**35.** L'article 40 de ce règlement est remplacé par le suivant :

**« Dérivés sur marchandises »**

« 40. 1) Malgré le chapitre 3 et sous réserve du paragraphe 5 de l'article 25 et du paragraphe 2 du présent article, la contrepartie locale n'est pas tenue de déclarer les données sur les dérivés relativement à un dérivé sur marchandises si les conditions suivantes sont réunies :

a) cette contrepartie n'est pas une contrepartie déclarante agréée;

b) le montant notionnel brut global de l'ensemble des dérivés sur marchandises de la contrepartie locale et de ceux de chaque entité du même groupe qui est une contrepartie locale dans tout territoire du Canada, sauf conformément au paragraphe b

de la définition de « contrepartie locale », qui étaient en cours à la fin du mois, à l'exclusion de ceux conclus avec des entités du même groupe, n'a pas excédé 250 000 000 \$ au cours des 12 mois civils précédents.

2) La contrepartie locale qui cesse de remplir la condition prévue au sous-paragraphe *a* ou *b* du paragraphe 1 commence à déclarer les données sur les dérivés 180 jours après la date à laquelle elle ne la remplit plus, sauf si elle y satisfait de nouveau pendant cette période. ».

**36.** L'article 41 de ce règlement est modifié par la suppression, dans le texte anglais du paragraphe *e*, de « , or the Corporation d'hébergement du Québec ».

**37.** Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 41, des suivants :

**« Dérivés entre entités du même groupe »**

« **41.1.** Malgré le chapitre 3, la contrepartie déclarante n'est pas tenue de déclarer les données sur les dérivés relativement à un dérivé si, au moment de l'exécution de la transaction, les conditions suivantes sont réunies :

*a)* les contreparties sont des entités du même groupe, et leurs états financiers sont consolidés conformément aux principes comptables, au sens du Règlement 52-107 sur les principes comptables et normes d'audit acceptables (chapitre V-1.1, r. 25);

*b)* aucune contrepartie n'est une contrepartie déclarante agréée;

*c)* le dérivé est soumis à des procédures centralisées d'évaluation, de mesure et de contrôle des risques raisonnablement conçues pour relever et gérer les risques;

*d)* une entente écrite prévoyant les modalités de la transaction lie les contreparties;

*e)* les contreparties conservent des dossiers relativement au dérivé et les mettent à la disposition de l'Autorité, sur demande.

**« Dérivés entre une personne non résidente assujettie à l'obligation d'inscription à titre de courtier en vertu de la Loi et une contrepartie non locale »**

« **41.2.** 1) Malgré le chapitre 3, la contrepartie déclarante n'est pas tenue de déclarer des données sur les dérivés relativement à un dérivé à déclarer du seul fait qu'au moins une des deux contreparties est une contrepartie locale conformément au paragraphe *b* de la définition de cette expression.

2) Le paragraphe 1 ne s'applique pas si le dérivé engage une contrepartie qui est l'une des personnes suivantes :

a) la contrepartie qui est une contrepartie locale conformément au paragraphe *b* de la définition de cette expression et une personne agréée en vertu de l'article 82 de la Loi;

b) une personne physique résidant au Québec. ».

38. L'annexe A de règlement est remplacée par la suivante :

**« ANNEXE A  
ÉLÉMENTS DE DONNÉES MINIMAUX À DÉCLARER AU RÉFÉRENTIEL  
CENTRAL RECONNU**

Conformément au chapitre 3 du présent règlement, la contrepartie déclarante est tenue de fournir tous les éléments de données, sauf ceux qui ne sont pas pertinents.

La présente annexe renferme tous les éléments de données et leur description et indique s'ils doivent être rendus publics ou non, conformément au chapitre 4 et à l'Annexe C du règlement.

Dans la présente annexe, on entend par « règlements sur la déclaration de données sur les dérivés de tout territoire du Canada » la *Rul 91-507 Derivatives: Trade Reporting* de la Commission des valeurs mobilières du Manitoba, la *Rule 91-507 Derivatives: Trade Reporting* de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario, le Règlement 91-507 sur les référentiels centraux et la déclaration de données sur les dérivés (chapitre I-14.01, r. 1.1) ou la Norme multilatérale 96-101 sur la déclaration des opérations sur dérivés.

**Éléments de données relatifs aux contreparties**

Numéro de l'élément de données	Nom de l'élément de données	Description de l'élément de données	Mis à la disposition du public
1	Contrepartie 1 (contrepartie déclarante)	L'identifiant de la contrepartie déclarante.	N
2	Contrepartie 2 (contrepartie non déclarante)	L'identifiant de la contrepartie non déclarante.	N
3	Source de l'identifiant de la contrepartie 2	Le type d'identifiant de la contrepartie 2.	N
4	Identifiant de l'acheteur	L'identifiant de la contrepartie qui est l'acheteur.	N
5	Identifiant du vendeur	L'identifiant de la contrepartie qui est le vendeur.	N
6	Identifiant du payeur	L'identifiant de la contrepartie de la branche du payeur.	N
7	Identifiant du receveur	L'identifiant de la contrepartie de la branche receveuse.	N

8	Identifiant du courtier	L'identifiant d'un courtier qui agit comme intermédiaire pour la contrepartie 1 sans devenir lui-même une contrepartie.	N
9	Pays et province ou territoire de la personne physique (contrepartie non déclarante)	Si la personne physique est une contrepartie non déclarante, son pays de résidence, et si elle réside au Canada, la province ou le territoire.	N
10	Territoire de la contrepartie 1	Chaque territoire dans lequel la contrepartie 1 est : <ul style="list-style-type: none"> <li>• une contrepartie locale conformément au paragraphe <i>a</i> ou <i>c</i> de la définition de cette expression dans les règlements sur la déclaration des données sur les dérivés de tout territoire du Canada;</li> <li>• une contrepartie locale conformément au paragraphe <i>b</i> de la définition de cette expression dans les règlements sur la déclaration des données sur les dérivés de tout territoire du Canada, si la contrepartie non déclarante est une personne physique résidant dans le territoire en question; et/ou</li> <li>• une contrepartie locale conformément au paragraphe <i>b</i> de la définition de cette expression qui est une personne agréée en vertu de l'article 82 de la Loi.</li> </ul>	N
11	Territoire de la contrepartie 2	Chaque territoire dans lequel la contrepartie 2 est : <ul style="list-style-type: none"> <li>• une contrepartie locale conformément au paragraphe <i>a</i> ou <i>c</i> de la définition de cette expression dans les règlements sur la déclaration des données sur les dérivés de tout territoire du Canada;</li> <li>• une contrepartie locale conformément au paragraphe <i>b</i> de la définition de cette expression qui est une personne agréée en vertu de l'article 82 de la Loi.</li> </ul>	N

### Éléments de données relatifs aux dérivés

Numéro de l'élément de données	Nom de l'élément de données	Description de l'élément de données	Mis à la disposition du public
12	Date d'entrée en vigueur	La date non ajustée, indiquée dans la confirmation, à laquelle les obligations relatives au dérivé entrent en vigueur.	O
13	Date d'expiration	La date non ajustée, indiquée dans la confirmation, à laquelle les obligations relatives au dérivé cessent d'avoir effet.	O
14	Horodatage de l'exécution	La date et l'heure de l'exécution d'une transaction.	O
15	Horodatage de la déclaration	La date et l'heure de soumission de la déclaration au référentiel central.	N

16	Identifiant unique de transaction (UTI)	L'identifiant unique qui identifie un dérivé ou une position pendant tout son cycle de vie.	N
17	UTI antérieur (pour les relations d'une à une et d'une à plusieurs entre les transactions)	L'UTI attribué à un dérivé avant la survenance d'un événement du cycle de vie ayant donné lieu au dérivé actuel.	N
18	UTI de la position subséquente	L'UTI de la position dans laquelle le dérivé est inclus.	N
19	USI antérieur (pour les relations d'une à une et d'une à plusieurs entre les transactions)	L'identifiant unique de swap (USI) attribué à un dérivé avant la survenance d'un événement du cycle de vie ayant donné lieu au dérivé actuel.	N
20	Indicateur intragroupe	L'indication que le dérivé est conclu ou non entre deux entités du même groupe.	N
21	Identifiant de l'initiateur	L'identifiant de l'entité soumettant les données sur les dérivés au référentiel central.	N
22	Identifiant de la plateforme	L'identifiant de la plateforme de négociation sur laquelle la transaction a été exécutée.	O
23	Indicateur d'exécution anonyme sur une plateforme	L'indication que la transaction a été exécutée anonymement ou non sur une plateforme de négociation.	N
24	Type d'accord-cadre	Le type d'accord-cadre.	N
25	Version de l'accord-cadre	L'année de la version de l'accord-cadre.	N

### Éléments de données relatifs aux montants et quantités notionnels

Numéro de l'élément de données	Nom de l'élément de données	Description de l'élément de données	Mis à la disposition du public
26	Montant notionnel	Montant notionnel à l'égard de chaque branche d'un dérivé : • si le dérivé est négocié en montant monétaire, le montant qui y est stipulé; • si le dérivé est négocié en montant non monétaire, le convertir en montant monétaire.	O
27	Monnaie notionnelle	À l'égard de chaque branche d'un dérivé, la monnaie du montant notionnel.	O
28	Montant d'achat	Le montant monétaire qu'une personne a le droit d'acheter en vertu d'une option.	N
29	Monnaie d'achat	La monnaie du montant d'achat d'une option.	N
30	Montant de vente	Le montant monétaire qu'une personne a le droit de vendre en vertu d'une option.	N



31	Monnaie de vente	La monnaie du montant de vente d'une option.	N
32	Quantité notionnelle	À l'égard de chaque branche d'un dérivé négocié en montant non monétaire, la quantité notionnelle fixe pour chaque période du tableau.	N
33	Fréquence de cotation de la quantité	La période pour laquelle la quantité est cotée.	N
34	Fréquence de cotation de la quantité – multiplicateur	Le nombre de périodes de fréquence de cotation de la quantité.	N
35	Unité de mesure de la quantité	À l'égard de chaque branche d'un dérivé, l'unité de mesure de la quantité notionnelle totale et de la quantité notionnelle.	N
36	Quantité notionnelle totale	À l'égard de chaque branche d'un dérivé, la quantité notionnelle globale de l'élément sous-jacent pendant la durée du dérivé.	N
37	Tableau de la quantité notionnelle – Date non ajustée de prise d'effet de la quantité notionnelle associée	Pour chaque quantité notionnelle indiquée dans le tableau, la date de prise d'effet (non ajustée pour la convention relative aux jours ouvrables) de la quantité notionnelle.	N
38	Tableau de la quantité notionnelle – Date de fin non ajustée de la quantité notionnelle	Pour chaque quantité notionnelle indiquée dans le tableau, la date de fin (non ajustée pour la convention relative aux jours ouvrables) de la quantité notionnelle.	N
39	Tableau de la quantité notionnelle – Quantité notionnelle en vigueur à la date de prise d'effet associée	Chaque quantité notionnelle, indiquée dans un tableau, à compter de la date précisée dans l'élément de données 37 jusqu'à celle stipulée dans l'élément de données 38.	N
40	Tableau de montants notionnels – montant notionnel en vigueur à la date de prise d'effet associée	Chaque montant notionnel, indiqué dans un tableau, en vigueur à compter de la date précisée dans l'élément de données 41 jusqu'à celle stipulée dans l'élément de données 42.	N
41	Tableau de montants notionnels – date de prise d'effet non ajustée du montant notionnel	Pour chaque montant notionnel indiqué dans un tableau, la date de prise d'effet (non ajustée pour la convention relative aux jours ouvrables) du montant notionnel.	N
42	Tableau de montants notionnels – date de fin non ajustée du montant notionnel	Pour chaque montant notionnel indiqué dans le tableau, la date de fin (non ajustée pour la convention relative aux jours ouvrables) du montant notionnel.	N

**Éléments de données relatifs aux prix**

Numéro de l'élément de données	Nom de l'élément de données	Description de l'élément de données	Mis à la disposition du public
43	Taux de change	Le taux de change de deux monnaies stipulées au dérivé.	N
44	Base du taux de change	La paire et l'ordre des monnaies dans lesquelles le taux de change est libellé.	N
45	Taux fixe	À l'égard de chaque branche d'un dérivé prévoyant des paiements périodiques, le taux annuel de la branche fixe.	O
46	Prix	Le prix indiqué dans le dérivé.	O
47	Monnaie du prix	La monnaie dans laquelle le prix est libellé.	O
48	Notation du prix	La manière dont le prix est exprimé.	O
49	Unité de mesure du prix	L'unité de mesure dans laquelle le prix est exprimé.	N
50	Tableau de prix – date de prise d'effet non ajustée du prix	Pour chaque prix indiqué dans un tableau, la date de prise d'effet (non ajustée pour la convention relative aux jours ouvrables) du prix.	N
51	Tableau de prix – date de fin non ajustée du prix	Pour chaque prix indiqué dans un tableau, la date de fin (non ajustée pour la convention relative aux jours ouvrables) du prix.	N
52	Tableau de prix – prix	Chaque prix, indiqué dans un tableau, en vigueur à compter de la date précisée dans l'élément de données 50 jusqu'à celle stipulée dans l'élément de données 51.	
53	Écart	À l'égard de chaque branche d'un dérivé, l'écart précisé sur le prix de référence.	O
54	Monnaie de l'écart	À l'égard de chaque branche d'un dérivé, la monnaie dans laquelle un écart est libellé.	O
55	Notation de l'écart	À l'égard de chaque branche d'un dérivé, la manière dont est exprimé un écart.	O
56	Prix d'exercice	Pour le dérivé qui est une option, le prix auquel son titulaire peut acheter ou vendre l'élément sous-jacent.	O
57	Monnaie du prix d'exercice/de la paire de monnaies	La monnaie ou la paire et l'ordre des monnaies dans lesquelles le prix d'exercice est libellé.	N
58	Notation du prix d'exercice	La manière dont le prix d'exercice est exprimé.	O
59	Date de prise d'effet non ajustée du prix	La date de prise d'effet (non ajustée pour la convention relative aux jours ouvrables) du prix.	N

60	Date de fin non ajustée du prix	La date de fin (non ajustée pour la convention relative aux jours ouvrables) du prix.	N
61	Prix en vigueur entre la date de prise d'effet non ajustée et la date de fin non ajustée	Le prix en vigueur à compter de la date indiquée dans l'élément de données 59 jusqu'à celle stipulée dans l'élément de données 60.	N
62	Date de prise d'effet du prix d'exercice	La date de prise d'effet (non ajustée pour la convention relative aux jours ouvrables) du prix d'exercice.	N
63	Date de fin du prix d'exercice	La date de fin (non ajustée pour la convention relative aux jours ouvrables) du prix d'exercice.	N
64	Prix d'exercice en vigueur à la date de prise d'effet associée	Le prix d'exercice en vigueur à compter de la date indiquée dans l'élément de données 62 jusqu'à celle stipulée dans l'élément de données 63.	N
65	Tableau de prix d'exercice – date de prise d'effet non ajustée du prix d'exercice	Pour chaque prix d'exercice indiqué dans un tableau, la date de prise d'effet (non ajustée pour la convention relative aux jours ouvrables) du prix d'exercice.	N
66	Tableau de prix d'exercice – date de fin non ajustée du prix d'exercice	Pour chaque prix d'exercice indiqué dans un tableau, la date de fin (non ajustée pour la convention relative aux jours ouvrables) du prix d'exercice.	N
67	Tableau de prix d'exercice – prix d'exercice	Chaque prix d'exercice, indiqué dans un tableau, en vigueur à compter de la date précisée dans l'élément de données 65 jusqu'à celle stipulée dans l'élément de données 66.	
68	Indicateur de modalités non normalisées	L'indication que le dérivé comporte ou non au moins une disposition qui influe considérablement sur son prix, et qu'elle n'a pas été diffusée dans le public.	O
69	Convention de calcul des jours	À l'égard de chaque branche d'un dérivé, la convention de calcul des jours utilisée pour établir le mode de calcul des paiements d'intérêts.	O
70	Fréquence de révision du taux variable – unité de temps	À l'égard de chaque branche variable d'un dérivé, l'unité de temps de la fréquence des révisions.	O
71	Fréquence de révision du taux variable – multiplicateur	À l'égard de chaque branche variable d'un dérivé, le nombre par lequel est multiplié l'unité de temps de la fréquence de révision du taux variable afin de déterminer la fréquence des dates de révision du taux des paiements périodiques.	O

**Éléments de données relatifs à la compensation**

Numéro de l'élément de données	Nom de l'élément de données	Description de l'élément de données	Mis à la disposition du public
72	Compensé	Indique si un dérivé a été ou sera compensé par une chambre de compensation.	O
73	Identifiant de la contrepartie centrale	Identifie la chambre de compensation qui a compensé le dérivé.	N
74	Origine du compte de compensation	Indique si le membre compensateur agit comme contrepartiste ou comme mandataire.	N
75	Identifiant du membre compensateur	Identifie le membre compensateur qui fait compenser le dérivé auprès d'une chambre de compensation.	N
76	Horodatage de la réception pour compensation	La date et l'heure, exprimées en temps universel coordonné, auxquelles le dérivé initial a été enregistré comme reçu par la chambre de compensation aux fins de compensation.	N
77	Exceptions et dispenses de compensation – contrepartie 1	Le type de dispense ou d'exception de compensation applicable à la contrepartie 1.	N
78	Exceptions et dispenses de compensation – contrepartie 2	Le type de dispense ou d'exception de compensation applicable à la contrepartie 2.	N

**Éléments de données relatifs aux sûretés et aux marges**

Numéro de l'élément de données	Nom de l'élément de données	Description de l'élément de données	Mis à la disposition du public
79	Catégorie de sûreté	Indique s'il existe une convention de sûreté entre les contreparties et précise la nature de la sûreté.	N
80	Portefeuille contenant un indicateur de composante à ne pas déclarer	Dans le cas où les sûretés sont déclarées au niveau du portefeuille, indique si ce portefeuille inclut des dérivés visés par une dispense ou une exception de déclaration	N
81	Marge initiale déposée par la contrepartie déclarante (avant décote)	La valeur monétaire de la marge initiale déposée par la contrepartie déclarante avant l'application d'une décote.	N
82	Marge initiale déposée par la contrepartie déclarante (après décote)	La valeur monétaire de la marge initiale déposée par la contrepartie déclarante après l'application d'une décote.	N

83	Monnaie de la marge initiale déposée	La monnaie dans laquelle la marge initiale déposée est libellée.	N
84	Marge initiale collectée par la contrepartie déclarante (avant décote)	La valeur monétaire de la marge initiale collectée par la contrepartie déclarante avant l'application d'une décote.	N
85	Marge initiale collectée par la contrepartie déclarante (après décote)	La valeur monétaire de la marge initiale collectée par la contrepartie déclarante après l'application d'une décote.	N
86	Monnaie de la marge initiale collectée	La monnaie dans laquelle la marge initiale collectée est libellée.	N
87	Marge de variation déposée par la contrepartie déclarante (avant décote)	La valeur monétaire de la marge de variation déposée par la contrepartie déclarante avant l'application d'une décote.	N
88	Marge de variation déposée par la contrepartie déclarante (après décote)	La valeur monétaire de la marge de variation déposée par la contrepartie déclarante après l'application d'une décote.	N
89	Monnaie de la marge de variation déposée	La monnaie dans laquelle la marge de variation déposée est libellée.	N
90	Marge de variation collectée par la contrepartie déclarante (avant décote)	La valeur monétaire de la marge de variation collectée par la contrepartie déclarante avant l'application d'une décote.	N
91	Marge de variation collectée par la contrepartie déclarante (après décote)	La valeur monétaire de la marge de variation collectée par la contrepartie déclarante après l'application d'une décote.	N
92	Monnaie de la marge de variation collectée	La monnaie dans laquelle la marge de variation collectée est libellée.	N
93	Code du portefeuille de sûretés – marge de variation	Si les sûretés sont déclarées au niveau du portefeuille, le code unique attribué par la contrepartie déclarante qui identifie la marge de variation relative aux transactions ouvertes incluses dans le portefeuille.	N
94	Code du portefeuille de sûretés – marge initiale	Si les sûretés sont déclarées au niveau du portefeuille, le code unique attribué par la contrepartie déclarante qui identifie la marge initiale relative aux transactions ouvertes incluses dans le portefeuille.	N

**Éléments de données relatifs aux actions et aux événements**

Numéro de l'élément de données	Nom de l'élément de données	Description de l'élément de données	Mis à la disposition du public
95	Horodatage de l'événement	La date et l'heure de l'événement relatif à un dérivé.	O
96	Niveau	Indique si la déclaration se rapporte au dérivé ou à la position.	N
97	Identifiant d'événement	L'identifiant unique qui lie les dérivés se rapportant à un événement.	N
98	Type d'action	Indique le type d'action ou de déclaration qui se rapporte au dérivé ou à la position.	O
99	Type d'événement	Indique le type d'événement du cycle de vie ou le motif de l'action dont il est question à l'élément de données 98.	O
100	Indicateur de modification	Indique si une modification du dérivé se rapporte à un événement.	O

**Éléments de données relatifs à la valorisation**

Numéro de l'élément de données	Nom de l'élément de données	Description de l'élément de données	Mis à la disposition du public
101	Montant de valorisation	La valeur du dérivé.	N
102	Monnaie de valorisation	La monnaie dans laquelle le montant de valorisation est libellé.	N
103	Méthode de valorisation	La source et la méthode utilisées pour valoriser le dérivé.	N
104	Horodatage de la valorisation	La date et l'heure auxquelles a été établie la valeur du dérivé visé dans l'élément de données 101.	N
105	Prochaine date de révision du taux variable de référence	La prochaine date à laquelle le taux variable de référence sera révisé.	N
106	Dernière valeur du taux variable de référence	La valeur du taux variable de référence à la date visée dans l'élément de données 107.	N
107	Dernière date de révision du taux variable de référence	La date la plus récente de la révision du taux variable de référence.	N
108	Delta	Le coefficient exprimant le rapport entre la variation du prix du dérivé et la variation du prix de l'élément sous-jacent du dérivé.	N

**Éléments de données relatifs aux paquets**

Numéro de l'élément de données	Nom de l'élément de données	Description de l'élément de données	Mis à la disposition du public
109	Indicateur de paquet de dérivés	L'indication que le dérivé est ou non une composante d'un paquet qui inclut l'un des éléments suivants : a) au moins deux dérivés déclarés séparément par la contrepartie déclarante sont conclus en vertu d'une seule entente; b) au moins deux déclarations relatives au même dérivé si une seule ne peut suffire en raison des obligations de déclaration d'au moins un territoire du Canada ou étranger.	N
110	Identifiant de paquet de dérivés	Identifie le paquet visé à l'élément de données 109.	N
111	Prix du paquet de dérivés	Le prix du paquet visé à l'élément de données 109.	N
112	Monnaie du prix du paquet de dérivés	La monnaie dans laquelle le prix du paquet de dérivés est libellé.	N
113	Écart du paquet de dérivés	Le prix du paquet visé à l'élément de données 109, exprimé sous forme d'écart.	N
114	Monnaie de l'écart du paquet de dérivés	La monnaie dans laquelle l'écart du paquet de dérivés est libellé.	N
115	Notation de l'écart du paquet de dérivés	La manière dont l'écart du paquet de dérivés est exprimé.	N
116	Notation du prix du paquet de dérivés	La manière dont le prix du paquet de dérivés est exprimé.	N

**Éléments de données relatifs au produit**

Numéro de l'élément de données	Nom de l'élément de données	Description de l'élément de données	Mis à la disposition du public
117	Identifiant unique de produit	Un code unique attribué par le Derivatives Service Bureau qui identifie un type de dérivé.	O
118	Point d'attachement de l'indice de swaps sur défaillance	Le point auquel le niveau de pertes du portefeuille sous-jacent d'un swap sur défaillance réduit le notionnel d'une tranche.	N
119	Point de détachement de l'indice de swaps sur défaillance	Le point au-delà duquel les pertes du portefeuille sous-jacent d'un swap sur défaillance ne réduisent plus le notionnel d'une tranche.	N

120	Facteur d'indice	Le facteur de la version de l'indice ou le pourcentage utilisé pour établir le montant notionnel d'un swap sur défaillance.	O
121	Indicateur de cryptoactif sous-jacent	L'indication que l'élément sous-jacent du dérivé est ou non un cryptoactif.	N
122	Code du panier sur mesure	Un identifiant unique pour le panier sur mesure de l'actif de référence.	N
123	Indicateur de panier sur mesure	L'indication que l'élément sous-jacent du dérivé est ou non un panier sur mesure.	N
124	Identifiant des composantes du panier	Identifie un actif de référence composant le panier sur mesure.	N
125	Source de l'identifiant des composantes du panier	La source de l'identifiant des composantes du panier visé à l'élément de données 124.	N
126	Nombre d'unités des composantes du panier	Le nombre d'unités de chaque actif de référence composant le panier sur mesure.	N
127	Unité de mesure des composantes du panier	L'unité de mesure dans laquelle est exprimé le nombre d'unités visé dans l'élément de données 126.	N
128	Identifiant du sous-jacent (Autre)	Identifie chaque élément sous-jacent du dérivé.	N
129	Source de l'identifiant du sous-jacent (Autre)	La source de l'identifiant du sous-jacent (Autre) visé dans l'élément de données 128.	N
130	Identifiant de la plateforme de négociation de l'actif sous-jacent	Identifie la plateforme sur laquelle est négocié l'élément sous-jacent visé dans l'élément de données 128.	N
131	Source du prix de l'actif sous-jacent	La source du prix utilisé pour établir la valeur ou le niveau de l'élément sous-jacent visé dans l'élément de données 128.	N
132	Type d'option incorporée	Le type de disposition facultative dans un dérivé.	O

### Éléments de données relatifs aux paiements et au règlement

Numéro de l'élément de données	Nom de l'élément de données	Description de l'élément de données	Mis à la disposition du public
133	Date contractuelle de règlement définitif	La date précisée dans la convention à laquelle il faut avoir rempli toutes les obligations prévues par le dérivé.	N
134	Lieu de règlement	Le lieu de règlement du dérivé.	N



135	Monnaie de règlement	À l'égard de chaque branche du dérivé, la monnaie dans laquelle le règlement en espèces est libellé.	O
136	Montant de l'autre paiement	Le montant de chaque paiement prévu par un dérivé, à l'exception du montant de la prime de l'option visé dans l'élément de données 144.	O
137	Monnaie de l'autre paiement	La monnaie dans laquelle le montant de l'autre paiement visé dans l'élément de données 136 est libellé.	O
138	Date de l'autre paiement	La date à laquelle le montant de l'autre paiement visé dans l'élément de données 136 sera payé.	N
139	Payeur de l'autre paiement	Identifie le payeur du montant de l'autre paiement visé dans l'élément de données 136.	N
140	Receveur de l'autre paiement	Identifie le receveur du montant de l'autre paiement visé dans l'élément de données 136.	N
141	Type de l'autre paiement	Le motif du paiement visé dans l'élément de données 136.	O
142	Fréquence des paiements – unité de temps	À l'égard de chaque branche d'un dérivé, l'unité de temps de la fréquence des paiements.	O
143	Fréquence des paiements – multiplicateur	À l'égard de chaque branche d'un dérivé, le nombre par lequel les unités de temps de la fréquence des paiements sont multipliées afin d'établir la fréquence des dates des paiements périodiques.	O
144	Montant de la prime de l'option	La prime payée par l'acheteur d'une option ou d'une swaption.	O
145	Monnaie de la prime de l'option	La monnaie dans laquelle la prime visée dans l'élément de données 144 est libellée.	O
146	Date de paiement de la prime de l'option	La date à laquelle la prime visée dans l'élément de données 144 est payée.	N
147	Première date d'exercice	La première date à laquelle une option peut être exercée.	O
148	Date de fixation	À l'égard de chaque branche d'un dérivé, la date à laquelle le taux de référence est établi.	N

».

39. L'annexe C de ce règlement est modifiée :

- 1° par la suppression de l'intitulé « **Instructions** »;
- 2° par le remplacement de la rubrique 1 par la suivante :

« 1. Sous réserve des rubriques 2 à 6, le référentiel central reconnu met à la disposition du public, sans frais, pour chaque élément de données figurant à l'Annexe A vis-à-vis duquel apparaît un « O » dans la colonne intitulée « Mis à la disposition du public », les éléments de données compris dans le Tableau 1 relatifs à chaque catégorie d'actifs et identifiant de l'actif sous-jacent indiqué dans le Tableau 2 dans les cas suivants :

a) tout dérivé déclaré au référentiel central reconnu en vertu du présent règlement;

b) tout événement du cycle de vie qui modifie le prix d'un dérivé existant déclaré au référentiel central reconnu en vertu du présent règlement;

c) toute annulation d'une transaction déclarée ou toute correction de données relatives à une transaction déjà mises à la disposition du public, dans chaque cas découlant d'un dérivé visé au paragraphe a ou d'un événement du cycle de vie visé au paragraphe b. »;

3° par le remplacement des tableaux 1 et 2 par les suivants :

« **Tableau 1**

#	Nom de l'élément de données	Description de l'élément de données	Format de l'élément de données	Valeurs admissibles pour l'élément de données
D1	Identifiant de diffusion	L'identifiant unique et aléatoire attribué par un référentiel central reconnu pour chaque message de données mis à la disposition du public.	Varchar(52)	Jusqu'à 52 caractères alphanumériques
D2	Identifiant de diffusion initiale	Pour les types d'actions suivants déclarés au référentiel central reconnu conformément à l'élément de données 98 de l'Annexe A, l'Identifiant de diffusion attribué conformément à l'élément de données D1 : a) Corriger b) Mettre fin c) Erreur d) Relancer e) Modifier, si l'indicateur de modification de l'élément de données 100 dans l'Annexe A est déclaré au référentiel central reconnu comme étant True.	Varchar(52)	Jusqu'à 52 caractères alphanumériques

D3	Horodatage de la diffusion	La date et l'heure, à la seconde près, à laquelle un référentiel central reconnu met les données à la disposition du public.	YYYY-MM-DDThh:mm:ssZ, exprimé en temps universel coordonné	Toute représentation valide de la date et de l'heure selon le format de la norme ISO 8601.
D4	Nom abrégé de l'identifiant unique de produit	Une description lisible par l'humain que fournit le Derivatives Service Bureau et qui correspond à l'identifiant unique de produit.	Une liste contenant les valeurs admissibles et leur format sera publiée par le Derivatives Service Bureau.	Une liste contenant les valeurs admissibles et leur format sera publiée par le Derivatives Service Bureau.

« Tableau 2

Catégorie d'actifs	Identifiant de l'actif sous-jacent
Taux d'intérêt	CAD-BA-CDOR
Taux d'intérêt	USD-LIBOR-BBA
Taux d'intérêt	EUR-EURIBOR-Reuters
Taux d'intérêt	GBP-LIBOR-BBA
Crédit	Tous les indices
Capitaux propres	Tous les indices

»;

4° par le remplacement de la rubrique 2 par la suivante :

« **Dispenses**

2. La rubrique 1 ne s'applique pas à ce qui suit :

- a) un dérivé qui nécessite plusieurs opérations de change;
- b) un dérivé résultant d'un exercice bilatéral ou multilatéral de compression de portefeuille;
- c) un dérivé résultant d'une novation par une chambre de compensation. »;

5° par le remplacement de la rubrique 3 par la suivante :

« **Arrondissement**

3. Le référentiel central reconnu arrondit le montant notionnel de chaque dérivé sur lequel il met des données à la disposition du public en vertu du présent règlement et de la rubrique 1 de la présente annexe conformément aux conventions d'arrondissement énoncées dans le Tableau 3. »;

6° par le remplacement des rubriques 4 à 6 par les suivantes :

« **Plafonnement**

4. Si le montant notionnel arrondi conformément à la rubrique 3 concernant un dérivé visé à la rubrique 1 excède le montant notionnel arrondi plafonné, en dollars canadiens, en fonction de la catégorie d'actifs et de la date d'expiration moins la date de prise d'effet indiquée au Tableau 4, le référentiel central reconnu met à la disposition du public le montant notionnel arrondi plafonné au lieu du montant notionnel arrondi.

5. Le référentiel central reconnu qui met à la disposition du public des données sur un dérivé auquel la rubrique 4 s'applique indique que le montant notionnel du dérivé a été plafonné.

6. Pour chaque dérivé visé à la rubrique 1 dont le montant notionnel arrondi plafonné est mis à la disposition du public, si les données devant être mises à la disposition du public incluent la prime d'une option, le référentiel central reconnu ajuste la prime d'une manière qui soit conforme et proportionnée à l'arrondissement et au plafonnement du montant notionnel déclaré. »;

7° par le remplacement, dans le tableau 4, de « **d'échéance** » par « **d'expiration** »;

8° par le remplacement de la rubrique 7 par la suivante :

« **Délais de diffusion**

7. Le référentiel central reconnu met l'information visée à la rubrique 1 à la disposition du public 48 heures après l'heure à laquelle l'élément de données 14 indiqué à l'Annexe A est déclaré pour le dérivé. »;

9° par l'ajout, après la rubrique 7, de la suivante :

« 8. S'il est technologiquement impossible au référentiel central reconnu de diffuser l'information requise 48 heures après l'heure et la date indiquées dans le champ « Horodatage de l'exécution » du dérivé en raison des périodes d'interruption nécessaires pour la maintenance opérationnelle, les mises à niveau et réparations des systèmes, les exercices de reprise après sinistre ou tout autre exercice relatif à son exploitation conformément au présent règlement et à sa décision de reconnaissance, il la diffuse dès que technologiquement possible après la conclusion de la période d'interruption. ».

40. L'annexe 91-507A1 de ce règlement est modifiée par le remplacement, partout où ceci se trouve, de « livres et dossiers » par « dossiers ».

41. L'annexe 91-507A2 de ce règlement est modifiée :
- 1° par le remplacement, dans l'intitulé, de « **RECONNAISSANCE** » par « **DE DÉSIGNATION** »;
  - 2° par le remplacement, dans les rubriques 8, 9 et 10, de « et de reconnaissance » par « et de désignation »;
  - 3° par le remplacement, partout où ceci se trouve dans l'alinéa sous l'intitulé « **CONSENTEMENT À AGIR COMME MANDATAIRE AUX FINS DE SIGNIFICATION** », de « reconnaissance » par « désignation ».
42. L'annexe 91-507A3 de ce règlement est modifiée par le remplacement, dans l'alinéa sous l'intitulé « **Annexe C** », de « opérations » par « transactions ».
43. Le présent règlement entre en vigueur le 25 juillet 2025.

84292



## **INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 91-507 SUR LES RÉFÉRENTIELS CENTRAUX ET LA DÉCLARATION DE DONNÉES SUR LES DÉRIVÉS**

### **OBSERVATIONS GÉNÉRALES**

#### **Introduction**

La présente instruction générale expose l'avis de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité » ou « nous ») sur divers points relatifs au *Règlement 91-507 sur les référentiels centraux et la déclaration de données sur les dérivés* (chapitre I-14-01, r. 1.1) (le « règlement ») et à la législation en valeurs mobilières connexe.

À l'exception du chapitre I, la numérotation des chapitres, des articles et des paragraphes de la présente instruction générale correspond à celle du règlement. Toute indication générale concernant un chapitre ou un article figure immédiatement après son intitulé. Les indications particulières à un article ou à un paragraphe suivent les indications générales, s'il y a lieu. En l'absence d'indications sur un chapitre, un article ou un paragraphe, la numérotation passe à la disposition suivante qui fait l'objet d'indications.

#### **Définitions et interprétation**

Les expressions utilisées mais non définies dans le règlement ou dans la présente instruction générale s'entendent au sens prévu par la *Loi sur les instruments dérivés* (chapitre I-14.01), le *Règlement 14-101 sur les définitions* (chapitre V-1.1, r. 3) et le *Règlement 14-501Q sur les définitions* (chapitre V-1.1, r. 4).

Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente instruction générale:

« CPIM » : le Comité sur les paiements et les infrastructures de marché<sup>1</sup>;

« dérivé compensé » : un dérivé qui est créé en vertu des règles d'une chambre de compensation et auquel elle est une contrepartie, y compris celui qui résulte de la novation du dérivé initial dès son acceptation pour compensation;

« dérivé non compensé » : un dérivé qui n'est pas compensé, y compris *i*) tout dérivé initial, et *ii*) tout dérivé non destiné à être compensé (par exemple, en vertu d'un accord-cadre de l'ISDA);

« LEI » : un identifiant pour les entités juridiques (*legal entity identifier*);

« OICV » : le Comité technique de l'Organisation internationale des commissions de valeurs;

« partie à un dérivé »<sup>2</sup> : dans le cas d'une personne assujettie à l'obligation d'inscription à titre de courtier en vertu de la Loi, l'une des personnes suivantes :

*a)* la personne à l'égard de laquelle cette personne agit ou se propose d'agir comme mandataire relativement à une transaction;

*b)* la personne qui est ou se propose d'être une partie à un dérivé dont cette personne est la contrepartie;

« principe » : un principe énoncé dans le rapport PFMI, à moins que le contexte n'exige un sens différent;

<sup>1</sup> Avant le 1<sup>er</sup> septembre 2014, le Comité sur les systèmes de paiement et de règlement.

<sup>2</sup> L'expression « partie à un dérivé » est similaire à celle de « client » dans le *Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites* (chapitre V-1.1, r. 10). Nous avons cependant opté pour la première expression afin de tenir compte des cas où la personne assujettie à l'obligation d'inscription à titre de courtier en vertu de la Loi ne considère pas que sa contrepartie est son « client ».

« rapport PFMI » : le rapport final intitulé *Principles for financial market infrastructures* publié en avril 2012 par le CPIM et par l'OICV, avec ses modifications<sup>3</sup>;

« ROC » : le Comité de surveillance réglementaire (*Regulatory Oversight Committee*) du Système d'identifiant international pour les entités juridiques;

« Système LEI international » : le Système d'identifiant international pour les entités juridiques;

« UPI » : l'identifiant unique de produit.

## **CHAPITRE 1 DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION**

### **Article 1 – Définitions et interprétation**

Les définitions des expressions « données sur les sûretés et les marges », « données à communiquer à l'exécution » et « données de valorisation » se rapportent aux éléments de données prévus à l'Annexe A du règlement. Le Manuel technique des données sur les dérivés des ACVM figurant à l'Annexe A de la présente instruction générale fournit des indications supplémentaires sur ces éléments, lesquelles précisent les aspects techniques des données à inclure dans les « données sur les sûretés et les marges », dans les « données à communiquer à l'exécution » ainsi que dans les « données de valorisation ».

### **Article 1 – Définition de l'expression « événement du cycle de vie »**

Un « événement du cycle de vie » s'entend, au sens du règlement, d'un événement qui entraîne un changement dans les données sur les dérivés déclarées antérieurement au référentiel central reconnu. Lorsqu'un tel événement se produit, les données sur les événements du cycle de vie correspondantes doivent être déclarées conformément à l'article 32 du règlement. Il n'est pas nécessaire de déclarer de nouveau les données sur les dérivés qui n'ont pas changé, mais seulement les nouvelles données et les changements dans les données déclarées antérieurement. Voici des exemples d'événements du cycle de vie :

- une modification de la date de fin d'un dérivé;
- un changement dans les flux de trésorerie, la fréquence de paiement, la monnaie, la convention de numérotation, l'écart, les indicateurs de référence, l'entité de référence ou les taux initialement déclarés;
- la disponibilité d'un LEI pour une contrepartie qui était auparavant identifiée par un autre identifiant;
- toute opération touchant un ou plusieurs titres sous-jacents (par exemple une fusion, un versement de dividende, un fractionnement d'actions ou une faillite);
- un changement dans la valeur notionnelle d'un dérivé, notamment un changement convenu par contrat (par exemple, un tableau d'amortissement);
- l'exercice d'un droit ou d'une option qui est un élément du dérivé;
- l'atteinte d'un niveau ou d'un seuil ou la réalisation d'une condition ou d'un événement prévu dans le dérivé.

### **Article 1 – Définition de l'expression « contrepartie locale »**

La définition de l'expression « contrepartie locale » inclut un certain nombre de facteurs qui diffèrent des adresses associées au LEI de la contrepartie. Selon l'Autorité, l'information

<sup>3</sup> On peut le consulter sur le site Web de la Banque des règlements internationaux ([www.bis.org](http://www.bis.org)) et sur celui de l'OICV ([www.iosco.org](http://www.iosco.org)).

relative à l'adresse du LEI ne constitue donc pas un substitut acceptable pour établir s'il s'agit d'une contrepartie locale au Québec.

S'agissant de la mention d'une « personne assujettie à l'obligation d'inscription à titre de courtier en vertu de la Loi » au paragraphe *b*, il n'est pas obligatoire que la personne ait des locaux, du personnel ou une autre forme de présence au Québec pour être considérée comme assujettie à l'obligation d'inscription à titre de courtier en vertu de la Loi. La personne assujettie à cette obligation est celle qui exerce les activités en question au Québec. Par exemple, elle pourrait être située au Québec et exercer des activités de courtage au Québec ou dans un territoire étranger, ou encore située dans un territoire étranger et exercer de telles activités avec une partie à un dérivé située au Québec. Se reporter à l'article 41.2 plus loin concernant l'exclusion de l'application de l'obligation de déclaration qui peut être pertinente en lien avec le paragraphe *b* de cette définition.

Bien que la définition de l'expression « contrepartie locale » ne vise pas les personnes physiques résidant au Québec, la personne assujettie à l'obligation d'inscription à titre de courtier en vertu de la Loi est tenue, en qualité de contrepartie locale, de déclarer les transactions réalisées avec de telles personnes. Les contreparties déclarantes doivent indiquer « [le] pays et [la] province ou [le] territoire de la personne physique » dans l'élément de données 9 de l'Annexe A du règlement, que cette personne physique possède un LEI ou non.

*Personne assujettie à l'obligation d'inscription à titre de courtier en vertu de la Loi – Facteurs de détermination de l'exercice de l'activité*

Les obligations qu'impose le règlement aux personnes assujetties à l'obligation d'inscription à titre de courtier en vertu de la Loi s'appliquent à toute personne qui exerce ou se présente comme exerçant l'activité consistant à effectuer des opérations sur dérivés, qu'elle soit inscrite ou dispensée de l'obligation d'inscription à titre de courtier en vertu de la Loi.

Sont exposés ci-après des facteurs que nous prenons en considération pour déterminer si une personne exerce ou se présente comme exerçant l'activité de courtier en dérivés. Il ne s'agit pas d'une liste exhaustive et il pourrait aussi être tenu compte d'autres facteurs.

- *Le fait d'agir à titre de teneur de marché* – L'activité de tenue de marché s'entend en général de la pratique consistant à se tenir ordinairement prêt à effectuer des transactions sur dérivés en accomplissant les actes suivants :

- répondre aux demandes de cotations de dérivés;
- mettre les cotations à la disposition d'autres personnes souhaitant effectuer des transactions sur dérivés soit pour couvrir un risque, soit pour spéculer sur les fluctuations de la valeur de marché du dérivé.

Les teneurs de marché perçoivent généralement leur rémunération, pour l'apport de liquidité, sur les écarts, les frais et les autres formes de rétribution, y compris les frais versés par les bourses et les plateformes de négociation qui ne sont pas liés à la fluctuation de la valeur de marché du dérivé faisant l'objet de la transaction. La personne qui en contacte une autre relativement à une transaction pour répondre à ses besoins en matière de gestion du risque ou pour spéculer sur la valeur de marché d'un dérivé n'est habituellement pas considérée comme agissant à titre de teneur de marché.

On considère que la personne « se tient ordinairement prête » à effectuer des transactions sur dérivés si elle répond aux demandes de cotations ou qu'elle met les cotations à la disposition des personnes intéressées à une certaine fréquence, même de façon non continue. Les personnes qui ne le font qu'occasionnellement ne se tiennent « ordinairement pas prêtes ».

Serait aussi considérée habituellement comme un teneur de marché la personne qui se présente comme exerçant les activités d'un teneur de marché.

Les discussions bilatérales sur les modalités d'une transaction ne sont pas à elles seules considérées comme une activité de tenue de marché.



- *Le fait d'exercer l'activité, directement ou indirectement, de façon répétitive, régulière ou continue* – La fréquence ou la régularité des transactions est un indicateur courant de l'exercice de l'activité de courtier. Il n'est pas nécessaire qu'il s'agisse de l'unique activité ou de l'activité principale de la personne pour qu'il y ait exercice de l'activité. Nous considérons que la personne qui se livre régulièrement à des activités de courtage de manière à générer des bénéfices ou à tenter d'en générer exerce l'activité.
- *Le fait de faciliter ou d'intermédiaire des transactions* – La personne offre des services visant à faciliter la négociation de dérivés ou à intermédiaire des transactions entre des tierces contreparties à des contrats dérivés.
- *Le fait d'effectuer des transactions dans l'intention d'être rémunéré* – La personne reçoit ou s'attend à recevoir une forme de rémunération pour exercer l'activité consistant à effectuer des transactions, qu'elle soit établie par transaction ou en fonction de la valeur, y compris celle fondée sur les écarts ou les frais intégrés. Le fait que la rémunération soit effectivement versée ainsi que la forme qu'elle prend n'importent pas. En revanche, une personne ne serait pas considérée comme assujettie à l'obligation d'inscription à titre de courtier en vertu de la Loi du simple fait qu'elle réalise un gain découlant de la variation du cours du dérivé (ou de son actif de référence sous-jacent), que le dérivé serve ou non à des fins de couverture ou de spéculation.
- *Le fait d'effectuer directement ou indirectement du démarchage relativement à des transactions* – La personne démarche directement des contreparties éventuelles pour leur proposer des transactions. Le démarchage consiste à entrer en communication avec d'autres personnes par un moyen quelconque pour leur proposer notamment *i)* des transactions, *ii)* une participation à des transactions ou *iii)* des services rattachés à des transactions. Il comprend la fourniture, à des parties à un dérivé actuelles ou éventuelles, de cotations autrement qu'en réponse à une demande. Il comprend en outre la publicité sur Internet en vue d'encourager des personnes dans le territoire intéressé à effectuer des transactions sur dérivés. Une personne ne serait pas nécessairement considérée comme faisant du démarchage uniquement parce qu'elle communique avec une éventuelle contrepartie ou qu'une éventuelle contrepartie communique avec elle pour s'enquérir d'une transaction sur un dérivé, à moins qu'elle ne s'attende à être rémunérée pour être entrée en contact avec la contrepartie. Par exemple, la personne qui souhaite couvrir un risque donné ne fait pas nécessairement du démarchage pour l'application du règlement si elle communique avec plusieurs éventuelles contreparties à un dérivé afin de se renseigner au sujet de possibles transactions pour couvrir ce risque.
- *Le fait d'exercer des activités analogues à celles d'un courtier* – La personne exerce des activités relativement à des transactions sur dérivés qui, pour un tiers, pourraient raisonnablement paraître analogues à celles dont il est question ci-dessus. En sont exclus les exploitants de bourses ou de chambres de compensation.
- *Le fait de fournir des services de compensation de dérivés* – La personne fournit des services permettant à des tiers, notamment des parties à un dérivé, de compenser les dérivés par l'entremise d'une chambre de compensation. Ces services constituent des actes visant la conclusion d'un dérivé posés par une personne qui jouerait généralement un rôle d'intermédiaire sur le marché des dérivés.

Pour établir si elle est, pour l'application du règlement, une personne assujettie à l'obligation d'inscription à titre de courtier en vertu de la Loi, la personne devrait évaluer ses activités dans leur ensemble. Les facteurs susmentionnés n'ont pas nécessairement tous la même importance et aucun d'eux n'est déterminant à lui seul.

#### *Facteurs de détermination de l'exercice de l'activité – indications générales*

De façon générale, la personne qui exerce ou se présente comme exerçant les activités dont il est question ci-dessus de façon organisée et répétitive serait considérée comme assujettie à l'obligation d'inscription à titre de courtier en vertu de la Loi. En revanche, ce ne serait pas nécessairement le cas de celle exerçant ces activités de manière ponctuelle ou isolée. De même, en l'absence des autres facteurs décrits ci-dessus, les négociations pour compte propre réalisées

de façon organisée et répétitive ne font pas en soi qu'une personne est assujettie à cette obligation pour l'application du règlement.

Comme il est mentionné plus haut, il n'est pas obligatoire que la personne ait des locaux, du personnel ou une autre forme de présence au Québec pour y être considérée comme assujettie à l'obligation d'inscription à titre de courtier en vertu de la Loi. La personne assujettie à cette obligation au Québec est celle qui y exerce les activités susmentionnées. Cela inclurait la personne située dans un territoire étranger qui exerce des activités de courtage avec une partie à un dérivé située au Québec, ou encore la personne située au Québec qui exerce de telles activités dans un territoire étranger.

Autrement dit, la personne qui exerce des activités de courtage auprès d'une partie à un dérivé située au Québec, ou qui en exerce au Québec sans égard à l'emplacement de la partie à un dérivé, est généralement considérée comme assujettie à l'obligation d'inscription à titre de courtier en vertu de la Loi.

#### **Article 1 – Définition de l'expression « transaction »**

La définition de l'expression « transaction » au sens du règlement traduit le fait que certains types d'activités ou d'événements doivent être déclarés comme des dérivés uniques. En sont exclues la modification importante et la fin d'un dérivé.

Une modification importante d'un dérivé ne constitue pas une « transaction » et doit être déclarée en tant qu'événement du cycle de vie relativement à un dérivé existant en vertu de l'article 32. La fin d'un dérivé n'en constitue pas une non plus, car l'expiration ou la fin d'un dérivé doit être déclarée en tant qu'événement du cycle de vie en vertu de cet article.

En outre, la définition de cette expression englobe la novation par l'intermédiaire d'une chambre de compensation. Tout dérivé résultant de la novation d'un dérivé bilatéral par l'intermédiaire d'une chambre de compensation doit être déclaré comme un dérivé distinct et accompagné de liens vers le dérivé initial.

## **CHAPITRE 2 RECONNAISSANCE D'UN RÉFÉRENTIEL CENTRAL ET OBLIGATIONS CONTINUES**

### **Introduction**

Le chapitre 2 prévoit les règles de reconnaissance d'un référentiel central et ses obligations continues. Pour obtenir la reconnaissance à titre de référentiel central et la maintenir, la personne concernée doit respecter ces règles et obligations, outre les modalités de la décision de reconnaissance rendue par l'Autorité. Pour remplir les obligations de déclaration en vertu du chapitre 3, la contrepartie déclarante doit déclarer ses dérivés à un référentiel central reconnu. Même s'il n'est pas interdit à un référentiel central non reconnu d'exercer des activités au Québec, la contrepartie qui l'utiliserait pour déclarer un dérivé ne respecterait pas ses obligations de déclaration prévues par le règlement à l'égard de ce dérivé.

En général, c'est l'entité juridique qui demande à devenir référentiel central reconnu qui exploite les installations, rassemble les données et tient les dossiers sur les données sur les dérivés qui lui sont déclarées par d'autres personnes. Le candidat peut parfois exploiter plus d'une installation. En pareil cas, le référentiel central peut déposer des formulaires distincts pour chaque installation ou un seul pour toutes les installations. Il doit alors indiquer clairement à quelles installations l'information ou les changements présentés en vertu du chapitre 2 se rapportent.

#### **Article 2 – Reconnaissance et premier dépôt d'information d'un référentiel central**

Pour déterminer s'il convient de reconnaître un candidat à titre de référentiel central en vertu des articles 12 et 15 de la Loi, il est prévu que l'Autorité tiendra notamment compte des facteurs suivants :

- s'il est dans l'intérêt public de reconnaître le candidat;

- la manière dont le référentiel central se propose de se conformer au règlement;
- si le référentiel central a une représentation significative, telle qu'elle est décrite au paragraphe 2 de l'article 9, au sein de son conseil d'administration;
- si le référentiel central possède des ressources financières et opérationnelles suffisantes pour bien remplir ses fonctions;
- si les règles et les procédures du référentiel central font que ses activités sont menées de façon ordonnée, de manière à favoriser l'équité, l'efficacité et la compétitivité des marchés des capitaux et à améliorer la transparence des marchés des dérivés;
- si le référentiel central s'est doté de politiques et de procédures conçues pour repérer et gérer efficacement les conflits d'intérêts découlant de son fonctionnement ou des services qu'il offre;
- si les règles d'accès aux services du référentiel central sont équitables et raisonnables;
- si le processus d'établissement de la tarification du référentiel central est équitable, transparent et approprié;
- si les droits exigés par le référentiel central sont répartis de façon inéquitable entre les participants, créent des barrières à l'accès ou font peser un fardeau indu sur certains participants ou une catégorie de participants;
- la façon dont l'Autorité et les autres organismes de réglementation compétents reçoivent les données sur les dérivés et y accèdent ainsi que la procédure suivie, les délais, le type de déclarations et les éventuelles restrictions en matière de confidentialité;
- si le référentiel central est doté de politiques, de procédures, de processus et de systèmes rigoureux et complets pour garantir la sécurité et la confidentialité des données sur les dérivés;
- si le référentiel central a conclu un protocole d'entente avec son autorité locale de réglementation des valeurs mobilières ou des dérivés.

L'Autorité juge si le référentiel central se conforme ou se conformera à la législation en valeurs mobilières, notamment s'il respecte le règlement et, dans le cas où il est reconnu, les modalités de la décision de reconnaissance rendue par l'Autorité.

À cette fin, le référentiel central qui demande la reconnaissance doit démontrer qu'il a établi, mis en œuvre, maintenu et appliqué les règles, politiques et procédures écrites appropriées qui répondent aux normes applicables aux référentiels centraux, comme l'exige le règlement. Parmi ces règles, politiques et procédures figurent notamment les principes, les principales considérations et les notes explicatives applicables aux référentiels centraux exposées dans le rapport PFMI. Le tableau suivant présente les principes applicables, qui ont été incorporés dans le règlement et dont nous estimons l'interprétation compatible avec ce rapport, et indique, en regard de chacun, les articles correspondants du règlement.

<i><b>Principe applicable aux référentiels centraux énoncé dans le rapport PFMI</b></i>	<i><b>Articles pertinents du règlement</b></i>
Principe 1 : Base juridique	Article 7 – Cadre juridique Article 17 – Règles, politiques et procédures (en partie)
Principe 2 : Gouvernance	Article 8 – Gouvernance Article 9 – Conseil d'administration Article 10 – Direction

<b>Principe applicable aux référentiels centraux énoncé dans le rapport PFMI</b>	<b>Articles pertinents du règlement</b>
Principe 3 : Cadre de gestion intégrée des risques	Article 19 – Cadre de gestion globale des risques Article 20 – Risque d'activité (en partie)
Principe 15 : Risque d'activité	Article 20 – Risque d'activité
Principe 17 : Risque opérationnel	Article 21 – Risques liés aux systèmes et autres risques opérationnels Article 22 – Sécurité et confidentialité des données Article 24 – Impartition
Principe 18 : Conditions d'accès et de participation	Article 13 – Accès aux services du référentiel central reconnu Article 16 – Application régulière (en partie) Article 17 – Règles, politiques et procédures (en partie)
Principe 19 : Dispositifs à plusieurs niveaux de participation	Article 7 – Cadre juridique Article 19 – Cadre de gestion globale des risques Article 21 – Risques liés aux systèmes et autres risques opérationnels
Principe 20 : Liens entre infrastructures de marchés financiers	Article 7 – Cadre juridique Article 19 – Cadre de gestion globale des risques Article 21 – Risques liés aux systèmes et autres risques opérationnels Article 24 – Impartition
Principe 21 : Efficience et efficacité	Article 7 – Cadre juridique Article 8 – Gouvernance Article 11 – Chef de la conformité Article 12 – Tarification Article 21 – Risques liés aux systèmes et autres risques opérationnels
Principe 22 : Procédures et normes de communication	Article 15 – Politiques, procédures et normes de communication
Principe 23 : Communication des règles, procédures clés et données de marché	Article 17 – Règles, politiques et procédures (en partie)
Principe 24 : Communication des données de marché par les référentiels centraux	Articles du chapitre 4 – Diffusion des données et accès aux données

Il est prévu que l'Autorité appliquera les principes à ses activités de surveillance des référentiels centraux reconnus. Par conséquent, on s'attend à ce que, dans l'application du règlement, les référentiels centraux reconnus respectent les principes.

Les formulaires déposés par le candidat ou par le référentiel central reconnu conformément au règlement restent confidentiels en vertu de la législation applicable. L'Autorité estime que les formulaires contiennent généralement de l'information exclusive de nature financière, commerciale et technique et que le coût et les risques potentiels pour les déposants l'emportent sur le principe de l'accès public. Toutefois, elle s'attend à ce que le référentiel central reconnu rende publiques ses réponses au rapport consultatif du CPIM-OICV intitulé *Disclosure framework for financial market infrastructures*, qui est un complément au rapport PFMI<sup>4</sup>. En outre, la majeure partie de l'information figurant dans les formulaires déposés devra être rendue publique par le référentiel central reconnu conformément au règlement ou aux conditions de la décision de reconnaissance rendue par l'Autorité.

<sup>4</sup> Publication disponible sur le site Web de la BRI ([www.bis.org](http://www.bis.org)) et celui de l'OICV ([www.iosco.org](http://www.iosco.org)).

En règle générale, tout formulaire établi selon l'Annexe 91-507A1, *Demande de reconnaissance à titre de référentiel central – Fiche d'information*, et toute modification qui y est apportée restent confidentiels, mais l'Autorité pourrait, si elle estime que cette décision est conforme à l'intérêt public, exiger que le candidat ou le référentiel central reconnu rende public un résumé de l'information contenue dans le formulaire ou ses modifications.

Malgré la nature confidentielle des formulaires, la demande de reconnaissance (à l'exception des annexes) sera publiée pour consultation conformément à l'article 14 de la Loi.

### Article 3 – Modification de l'information

#### *Changements significatifs*

En vertu du paragraphe 1 de l'article 3, le référentiel central reconnu ne peut mettre en œuvre un changement significatif que s'il a déposé une modification de l'information fournie dans le formulaire établi selon l'Annexe 91-507A1 au moins 45 jours avant la mise en œuvre du changement. Selon l'Autorité, un changement serait significatif s'il pouvait avoir une incidence significative sur le référentiel central reconnu, ses systèmes, ses utilisateurs ou participants, les participants au marché ou les marchés des capitaux (y compris les marchés des dérivés et des sous-jacents). Un changement peut avoir une incidence significative sur le référentiel central reconnu s'il risque de donner lieu à des conflits d'intérêts potentiels, de limiter l'accès à ses services, d'introduire des changements à sa structure qui ont un effet direct sur les utilisateurs, de nuire à l'accès aux données par les autorités en valeurs mobilières ou de donner lieu à des coûts supplémentaires.

L'Autorité estime généralement que les changements suivants, notamment, constitueraient des changements significatifs :

- un changement touchant la structure du référentiel central reconnu, notamment les procédures régissant les modalités de la collecte et du maintien des données sur les dérivés (y compris dans tout site de secours), qui a ou pourrait avoir une incidence directe et importante sur les utilisateurs au Québec;
- un changement des services offerts par le référentiel central reconnu ou un changement touchant les services, notamment les heures de fonctionnement, qui a ou pourrait avoir une incidence directe et importante sur les utilisateurs au Québec;
- un changement touchant les modes d'accès aux installations du référentiel central reconnu et à ses services, y compris les formats ou les protocoles de données, qui a ou pourrait avoir une incidence directe et importante sur les utilisateurs au Québec;
- un changement touchant les types de catégories de dérivés ou les catégories de dérivés pouvant être déclarés au référentiel central reconnu;
- un changement touchant les systèmes et la technologie utilisés par le référentiel central reconnu pour la collecte, le maintien et la diffusion des données sur les dérivés, y compris un changement ayant une incidence sur la capacité;
- un changement touchant la gouvernance du référentiel central reconnu qui comporte une modification importante de la structure de son conseil d'administration ou des comités de celui-ci, et les changements touchant leur mandat;
- un changement touchant le contrôle du référentiel central reconnu;
- un changement touchant les entités qui offrent des services ou des systèmes clés au référentiel central reconnu ou pour son compte, et ce changement peut avoir une incidence significative sur son fonctionnement;
- un changement touchant les conventions d'impartition de services ou de systèmes clés du référentiel central reconnu, et ce changement peut avoir une incidence significative sur son fonctionnement;

- un changement touchant les droits ou le barème de droits du référentiel central reconnu;
- un changement touchant les politiques et procédures du référentiel central reconnu en matière de gestion du risque, y compris les politiques et procédures concernant la continuité des activités et la sécurité des données, qui a ou pourrait avoir une incidence directe et significative sur la fourniture des services du référentiel central reconnu à ses participants;
- le commencement d'un nouveau type d'activité, directement ou indirectement par l'intermédiaire d'une entité du même groupe;
- le déménagement du siège ou de l'établissement principal du référentiel central reconnu ou encore de ses serveurs principaux ou de ses sites de secours, et ce déménagement s'effectue dans une province, un territoire ou un pays différent.

L'Autorité considère généralement qu'un changement touchant les droits ou le barème des droits du référentiel central reconnu constitue un changement significatif. Toutefois, elle n'ignore pas que les référentiels centraux reconnus peuvent devoir modifier fréquemment leurs droits ou leur barème et avoir à apporter ces modifications dans des délais plus courts que le délai de notification de 45 jours prévu au paragraphe 1. Pour faciliter ce processus, le paragraphe 2 de l'article 3 prévoit que les référentiels centraux reconnus peuvent fournir l'information décrivant le changement apporté aux droits ou au barème dans un délai plus court, soit au moins 15 jours avant la date de la mise en œuvre du changement. On trouvera à l'article 12 ci-après des indications sur les obligations relatives aux droits qui s'appliqueront aux référentiels centraux reconnus.

L'Autorité s'efforce d'examiner les modifications apportées à l'information fournie dans le formulaire établi selon l'Annexe 91-507A1 et déposé conformément aux paragraphes 1 et 2 de l'article 3 avant la date de mise en œuvre prévue. Toutefois, si les changements sont complexes ou soulèvent des questions d'ordre réglementaire, ou si d'autres renseignements sont nécessaires, l'examen de l'Autorité pourrait se prolonger au-delà de ces délais.

#### *Changements non significatifs*

Le paragraphe 3 de l'article 3 énonce les obligations de dépôt des changements apportés aux renseignements fournis dans le formulaire établi selon l'Annexe 91-507A1 qui ne sont pas visés aux paragraphes 1 et 2 de l'article 3. Sont exclus des changements significatifs les suivants :

- ceux n'ayant aucune incidence directe et significative sur la structure du référentiel central reconnu ou les participants, ni sur les participants au marché ou les marchés des capitaux en général;
- ceux touchant les processus, les politiques, les pratiques ou l'administration courants du référentiel central reconnu qui n'auraient pas d'incidence sur les participants;
- ceux dus à la normalisation de la terminologie;
- ceux touchant les catégories de participants du référentiel central reconnu situés au Québec;
- ceux qui sont nécessaires au respect des obligations réglementaires ou légales applicables dans un territoire du Canada;
- ceux mineurs apportés au système ou à la technologie qui n'ont pas d'incidence significative sur le système ou sa capacité.

En ce qui concerne les modifications visées au paragraphe 3 de l'article 3, l'Autorité peut examiner les documents déposés pour vérifier si leur classification est appropriée. Elle avisera le référentiel central reconnu par écrit de tout désaccord sur la classification. Si elle

établit que les modifications déclarées conformément au paragraphe 3 de l'article 3 sont en fait des changements significatifs, le référentiel central reconnu devra déposer auprès d'elle, pour examen, un formulaire établi selon l'Annexe 91-507A1 modifié.

#### **Article 6 – Cessation d'activité**

Outre le rapport prévu à l'Annexe 91-507A3, *Rapport de cessation d'activité du référentiel central*, visé au paragraphe 1 de l'article 6 et dûment rempli, le référentiel central reconnu qui entend cesser son activité au Québec doit présenter à l'Autorité une demande de renonciation volontaire à sa reconnaissance conformément à l'article 53 de la Loi. L'Autorité peut accepter la renonciation sous réserve des conditions qu'elle détermine<sup>5</sup>.

#### **Article 7 – Cadre juridique**

En vertu du paragraphe 1 de l'article 7, nous nous attendrions généralement à ce que les référentiels centraux reconnus se dotent de règles, de politiques et de procédures qui fournissent un fondement juridique à leurs activités dans tous les territoires concernés où ils en exercent, que ce soit au Canada ou dans des territoires étrangers.

La mention de « contrats » au sous-paragraphe *a* du paragraphe 2 de l'article 7 inclut les contrats qui comportent des « liens », au sens du rapport PFMI.

Les règles, politiques et procédures d'un référentiel central reconnu peuvent gérer les risques découlant de tout conflit de lois de diverses façons, notamment en prévoyant qu'ils le soient par contrat.

#### **Article 8 – Gouvernance**

Les référentiels centraux reconnus doivent se doter de mécanismes de gouvernance qui respectent les conditions minimales et répondent aux objets établis aux paragraphes 1 et 2 de l'article 8.

Le paragraphe 1 de cet article dispose qu'il revient au conseil d'administration du référentiel central reconnu d'établir des mécanismes de gouvernance bien définis, clairs et transparents qui devraient permettre aux fonctions de gestion des risques et de contrôle interne d'avoir un pouvoir, une indépendance, des ressources et un accès au conseil d'administration qui soient suffisants.

En vertu du paragraphe 3 de l'article 8, le référentiel central reconnu doit mettre à la disposition du public sur son site Web les mécanismes écrits de gouvernance qu'il est tenu d'établir conformément aux paragraphes 1 et 2 de l'article 8. L'Autorité s'attend à ce que cette information soit affichée sur le site Web public du référentiel central reconnu et que les personnes intéressées puissent la trouver au moyen d'une recherche sur le Web ou en cliquant sur un lien clairement indiqué sur le site Web. Malgré le sous-paragraphe *a* du paragraphe 3, l'Autorité ne s'attend pas à ce que le référentiel central reconnu mette cette information à la disposition du public s'il estime qu'elle serait préjudiciable à ses intérêts ou qu'elle pourrait compromettre sa sécurité, celle de son personnel ou des données sur les dérivés.

#### **Article 9 – Conseil d'administration**

Le conseil d'administration du référentiel central reconnu doit remplir diverses conditions, notamment en ce qui a trait à sa composition et aux conflits d'intérêts. Si le référentiel central reconnu n'est pas constitué en société par actions, les obligations du conseil d'administration peuvent être assumées par un organe qui remplit des fonctions équivalentes.

En vertu du sous-paragraphe *a* du paragraphe 2 de l'article 9, le conseil d'administration du référentiel central reconnu doit se composer de personnes physiques qui ont les compétences et l'expérience nécessaires pour surveiller efficacement et avec efficience la gestion de ses activités, ce qui comprend des personnes physiques qui ont de l'expérience et des compétences,

<sup>5</sup> Le transfert des données ou de l'information sur les dérivés peut faire l'objet de ces conditions.

par exemple, en matière d'élaboration et d'application de plans d'urgence, de reprise des activités après sinistre et de gestion de données et systèmes de marchés financiers.

En vertu du sous-paragraphe *b* du paragraphe 2 de l'article 9, le conseil d'administration d'un référentiel central reconnu doit comporter des personnes physiques qui sont indépendantes de celui-ci. L'Autorité considère comme indépendantes les personnes physiques qui n'ont aucune relation importante directe ou indirecte avec le référentiel central reconnu. Elle s'attend à ce que les administrateurs indépendants représentent l'intérêt public en veillant à ce que les objectifs de transparence réglementaire et publique soient atteints, et à ce que les intérêts des participants qui ne sont pas des personnes assujetties à l'obligation d'inscription à titre de courtier en vertu de la Loi soient pris en compte.

Les paragraphes 3 et 5 de l'article 9 supposent que, dans ses mécanismes de gouvernance, le référentiel central reconnu précise les rôles et responsabilités de son conseil d'administration, y compris les procédures relatives à son fonctionnement. Nous comptons que ces procédures, entre autres choses, permettront de déterminer, de traiter et de gérer les conflits d'intérêts éventuels des administrateurs. Le conseil d'administration devrait en outre évaluer régulièrement sa performance globale et celle de chacun de ses membres.

#### **Article 11 – Chef de la conformité**

Le préjudice causé aux marchés des capitaux qui est mentionné au paragraphe 3 de l'article 11 peut concerner les marchés des capitaux canadiens ou étrangers.

#### **Article 12 – Tarification**

Il incombe au référentiel central reconnu de fixer des droits conformes à l'article 12. Pour évaluer si ses droits et ses coûts sont répartis équitablement entre les participants conformément au paragraphe *a* de l'article 12, l'Autorité tient notamment compte des facteurs suivants :

- le nombre de dérivés déclarés et leur complexité;
- le rapport entre le montant des droits et des coûts exigés et le coût lié à la fourniture des services;
- les droits ou les coûts exigés par les autres référentiels centraux comparables, s'il y a lieu, pour déclarer des dérivés similaires;
- en ce qui concerne les droits et les coûts relatifs aux données de marché, le rapport entre le montant des droits exigés et la part de marché du référentiel central reconnu;
- le cas échéant, le fait que les droits et les coûts constituent une barrière à l'accès aux services du référentiel central reconnu pour une catégorie de participants.

Le référentiel central reconnu devrait fournir une description claire de ses services payants à des fins de comparaison. Outre les droits facturés pour des services individuels, il devrait faire connaître ses autres droits et coûts de connexion ou d'accès. Par exemple, il devrait communiquer de l'information sur la conception de son système, ainsi que sur la technologie qu'il emploie et ses procédures de communication, lorsqu'elles influent sur ses coûts d'utilisation. On s'attend également à ce que le référentiel central reconnu informe en temps utile les participants et le public de tout changement qu'il apporte à ses services et à sa tarification. Il devrait régulièrement réviser sa tarification, dont les frais indirectement imputés aux clients, pour assurer la répartition équitable, l'efficacité et l'efficience de ses services, au moins à deux années civiles d'intervalle.

#### **Article 13 – Accès aux services du référentiel central reconnu**

Les critères de participation qu'établit le référentiel central reconnu en vertu du paragraphe 1 de l'article 13 ne devraient limiter l'accès à ses services que dans les rares cas où il estime raisonnablement qu'il en résulterait des risques pour lui, ses systèmes de technologie



ou encore l'exactitude ou l'intégrité des données qu'il fournit à l'Autorité ou diffuse dans le public. Par ailleurs, ces critères pourraient restreindre l'accès de quiconque omet de lui payer, en totalité ou en partie, les frais établis conformément à l'article 12 du règlement.

En vertu du paragraphe 3 de l'article 13, le référentiel central reconnu ne peut interdire sans motif valable l'accès à ses services, permettre une discrimination déraisonnable entre ses participants, imposer à la concurrence un fardeau qui n'est pas raisonnablement nécessaire ou exiger qu'une personne utilise ou acquière un autre service pour pouvoir utiliser son service de déclaration d'opérations. Par exemple, il ne devrait pas se livrer à des pratiques anticoncurrentielles consistant notamment à établir des conditions d'utilisation exagérément restrictives ou opérer une discrimination anticoncurrentielle par les prix. Il ne devrait pas élaborer d'interface fermée et exclusive conduisant à un enfermement propriétaire ou créant une barrière à l'entrée pour les fournisseurs de services en concurrence qui comptent sur les données qu'il maintient. En guise d'exemple, le référentiel central reconnu qui est une entité du même groupe qu'une chambre de compensation ne peut ériger de barrières qui rendraient ardue, pour une chambre de compensation concurrente, la tâche de lui déclarer des données sur les dérivés.

#### **Article 14 – Réception des données sur les dérivés**

L'article 14 dispose que le référentiel central reconnu ne peut, à l'égard de tous les dérivés de la ou des catégories d'actifs visées dans la décision de reconnaissance, refuser de recevoir les données sur les dérivés. Par exemple, si sa décision de reconnaissance inclut les dérivés sur taux d'intérêt, le référentiel central reconnu est tenu d'accepter ces données sur tous les types de dérivés sur taux d'intérêt conclus par une contrepartie locale. Il est possible qu'il n'accepte de données sur les dérivés que pour un sous-ensemble d'une catégorie de dérivés si sa décision de reconnaissance le précise. Par exemple, certains référentiels centraux reconnus pourraient n'en accepter que pour certains types de dérivés sur marchandises comme les dérivés énergétiques.

Toujours selon cette disposition, le référentiel central reconnu ne peut pas non plus refuser de recevoir des données sur les dérivés relativement à tous les éléments figurant à l'Annexe A. Par exemple, il ne peut choisir de recevoir des données sur les dérivés uniquement à l'égard de certains d'entre eux.

Conformément à l'article 22.2, les données sur les dérivés que reçoit le référentiel central reconnu sont soumises à sa procédure de validation.

#### **Article 15 – Procédures et normes de communication**

L'article 15 établit les normes de communication qu'un référentiel central reconnu doit appliquer dans ses communications avec certaines entités. La mention des « autres fournisseurs de services » au paragraphe *d* de cet article peut renvoyer aux personnes qui offrent des services technologiques, des services de traitement des transactions ou des services postérieurs aux transactions.

#### **Article 16 – Application régulière**

Conformément à l'article 16, le référentiel central reconnu doit donner au participant ou au candidat l'occasion d'être entendu avant de prendre une décision ayant un effet défavorable direct sur lui. De façon générale, nous nous attendons à ce qu'il se conforme à cette obligation en permettant au participant ou au candidat de faire des déclarations sous quelque forme que ce soit.

#### **Article 17 – Règles, politiques et procédures**

En vertu de l'article 17, les règles et les procédures écrites rendues publiques par le référentiel central reconnu doivent être claires et complètes et comprendre du texte explicatif rédigé en langage simple qui permet aux participants de connaître la conception et le fonctionnement du système, leurs droits et leurs obligations, ainsi que les risques inhérents à la participation au système. De plus, le référentiel central reconnu doit fournir à ses participants

et au public des renseignements opérationnels de base et produire des réponses au rapport consultatif du CPIM-OICV intitulé *Disclosure framework for financial market infrastructures*.

Le paragraphe 2 de l'article 17 dispose que le référentiel central reconnu doit surveiller la conformité à ses règles et à ses procédures. La méthode de surveillance devrait être documentée de façon détaillée.

Le paragraphe 3 de l'article 17 du règlement prévoit que le référentiel central reconnu doit se doter de procédures de sanction du non-respect de ses règles et procédures et les rendre publique. Il n'exclut l'intervention d'aucune autre personne en vue de faire respecter la législation, notamment l'Autorité ou tout autre organisme de réglementation.

#### **Article 18 – Dossiers des données déclarées**

Selon l'interprétation que nous en faisons, l'expression « erreur ou omission » utilisée dans le règlement désigne, relativement aux données sur les dérivés, le fait que celles-ci ne soient pas exactes ni complètes.

Conformément à la législation en valeurs mobilières, le référentiel central reconnu est un participant au marché; il est donc assujéti aux obligations de tenue de dossiers qui y sont prévues. S'y ajoutent les obligations en la matière énoncées à l'article 18.

Le paragraphe 2 de l'article 18 prévoit que les dossiers doivent être conservés pendant une période de sept ans suivant la date d'expiration ou de fin du dérivé. Cette obligation ne nuit pas à la date de conclusion du dérivé parce que les dérivés entraînent des obligations continues et que l'information peut changer pendant leur durée. Par exemple, le paragraphe 5 de l'article 22.2 impose au référentiel central reconnu l'obligation continue d'accepter les corrections touchant les données relatives à un dérivé pendant une période de sept ans suivant l'expiration ou la fin du dérivé.

Dans le cadre des obligations de tenue de dossiers prévues à l'article 18, nous comptons que le référentiel central reconnu tiendra des dossiers des erreurs ou omissions dans les données sur les dérivés, y compris des corrections de celles diffusées précédemment en vertu du chapitre 4. Nous nous attendons en outre à ce qu'il tienne des dossiers des données ne satisfaisant pas à sa procédure de validation qui incluent les erreurs, les messages et les horodatages de validation.

Aucune correction apportée aux données sur les dérivés, qu'elle le soit avant ou après l'expiration ou la fin du dérivé, ne prolonge ou n'abrège la période de conservation fixée au paragraphe 2 de l'article 18, à moins qu'elle ne porte sur la date d'expiration ou de fin. Par exemple, dans le cas d'un dérivé ayant expiré le 31 décembre 2020 et dont le montant notionnel a été subséquentement corrigé le 31 décembre 2021, la correction n'aurait aucune incidence sur la période de conservation des dossiers. En revanche, si la correction visait la date d'expiration du dérivé, laquelle étant réellement le 31 décembre 2019, cette période devrait refléter la date corrigée.

#### **Article 19 – Cadre de gestion globale des risques**

L'article 19 établit les obligations relatives au cadre de gestion global des risques du référentiel central reconnu.

##### *Caractéristiques du cadre*

Le référentiel central reconnu devrait avoir un cadre écrit de gestion globale des risques (notamment des politiques, des procédures et des systèmes) lui permettant de relever, mesurer, surveiller et gérer efficacement tous les risques auxquels il est exposé ou qu'il prend en charge. Le cadre devrait relever et gérer les risques susceptibles de nuire de façon importante à sa capacité à exécuter ou à fournir les services de la façon prévue, comme les interdépendances.

*Établissement du cadre*

Le référentiel central reconnu devrait établir des procédures internes complètes visant à aider son conseil d'administration et sa haute direction à surveiller et à évaluer l'adéquation et l'efficacité de ses politiques, procédures, systèmes et contrôles de gestion des risques. Ces processus devraient être documentés de façon détaillée et facilement accessibles aux membres du personnel du référentiel central reconnu qui sont chargés de leur mise en œuvre.

*Maintien du cadre*

Le référentiel central reconnu devrait examiner régulièrement les risques importants que lui posent d'autres entités ou qu'elle pose à d'autres entités (comme les autres infrastructures du marché financier, les banques de règlement, les fournisseurs de liquidités et les fournisseurs de services) du fait de leur interdépendance, le cas échéant, et élaborer des outils appropriés de gestion du risque. Ces outils devraient comprendre des mécanismes de continuité des activités qui permettent un rétablissement et une reprise rapide des activités et services essentiels en cas d'interruption et prévoient des plans viables de reprise ou de cessation ordonnée des activités dans l'éventualité où le référentiel central devenait non viable.

*Dispositifs à plusieurs niveaux de participation et liens*

Le référentiel central reconnu devrait relever, surveiller, gérer et évaluer régulièrement ce qui suit :

- les risques importants associés aux dispositifs à plusieurs niveaux de participation (au sens du rapport PFMI), le cas échéant;
- les risques associés aux liens, le cas échéant.

**Article 20 – Risque économique général**

Le paragraphe 1 de l'article 20 prévoit que le référentiel central reconnu doit gérer efficacement son risque économique général. Le risque économique général s'étend à toute dégradation éventuelle de la situation financière du référentiel central reconnu (en tant qu'entreprise) imputable à une baisse de ses produits ou à une hausse de ses charges, de sorte que les charges excèdent les produits et qu'une perte doit être portée en diminution du capital ou que les ressources nécessaires à la poursuite des activités du référentiel central reconnu sont inadéquates.

Pour l'application du paragraphe 2 de l'article 20, le montant des actifs nets liquides financés par capitaux propres du référentiel central reconnu devrait être établi en fonction de son profil de risque économique général et du temps nécessaire pour procéder à la reprise ou à la cessation ordonnée, selon le cas, de ses activités et services essentiels si une telle mesure est prise.

En vertu du paragraphe 3 de l'article 20, le référentiel central reconnu doit, pour l'application du paragraphe 2, maintenir au minimum des actifs nets liquides financés par capitaux propres représentant au moins six mois de charges opérationnelles courantes. Nous nous attendons à ce que lui ou son conseil d'administration prenne les mesures nécessaires pour injecter des capitaux propres supplémentaires dans l'éventualité où ils tomberaient à proximité ou en deçà du montant exigé en vertu de ce paragraphe.

Pour l'application des paragraphes 4 et 5 de l'article 20, et en vue d'élaborer un cadre de gestion globale des risques conformément à l'article 19, le référentiel central reconnu devrait définir les scénarios qui pourraient empêcher la continuité de ses activités et ses services essentiels et évaluer l'efficacité d'une grande variété d'options de reprise ou de cessation ordonnée de ses activités. Ces scénarios devraient prendre en considération les divers risques indépendants et liés auxquels le référentiel central reconnu est exposé.

En se fondant sur l'évaluation des scénarios qu'il est tenu d'effectuer en vertu du paragraphe 4 de l'article 20 (et en prenant compte des contraintes éventuellement imposées par la législation), le référentiel central reconnu devrait mettre par écrit un plan approprié de reprise ou de cessation ordonnée des activités. Ce plan devrait notamment comporter un résumé substantiel des principales stratégies de reprise ou de cessation ordonnée des activités, préciser les activités et les services essentiels du référentiel central reconnu et décrire les mesures à prendre pour appliquer ses principales stratégies. Le référentiel central reconnu devrait maintenir ce plan de façon continue, afin d'assurer la reprise ou la cessation ordonnée des activités, et conserver suffisamment d'actifs nets liquides financés par capitaux propres pour les mettre en œuvre (se reporter aux alinéas 2 et 3 ci-dessus). Il devrait également tenir compte

des obligations opérationnelles, technologiques et juridiques des participants pour établir et adopter un autre mécanisme en cas de cessation ordonnée des activités.

#### **Article 21 – Risques liés aux systèmes et autres risques opérationnels**

Le paragraphe 1 de l'article 21 énonce le principe général qui régit la gestion du risque opérationnel. Il y a lieu de prendre en considération les éléments clés suivants dans son interprétation :

- le référentiel central reconnu devrait instaurer un cadre solide de gestion du risque opérationnel assorti des systèmes, politiques, procédures et contrôles appropriés pour repérer, surveiller et gérer les risques opérationnels;
- il devrait examiner, auditer et mettre à l'essai les systèmes, les politiques opérationnelles, les procédures et les contrôles périodiquement et après tout changement significatif;
- il devrait adopter des objectifs clairement définis en matière de fiabilité opérationnelle et des politiques conçues pour les atteindre.

En vertu du paragraphe 2 de l'article 21, le conseil d'administration du référentiel central reconnu devrait approuver le cadre de gestion du risque opérationnel de celui-ci, lequel devrait comprendre la définition claire des rôles et responsabilités en matière de gestion du risque opérationnel.

Le sous-paragraphe *a* du paragraphe 3 de l'article 21 exige que le référentiel central reconnu élabore et maintienne un système adéquat de contrôle interne de ses systèmes ainsi que des contrôles généraux adéquats en matière de technologie de l'information. Ces derniers sont des contrôles mis en œuvre en appui de la planification, de l'acquisition, du développement et de l'entretien des technologies de l'information, de l'exploitation informatique, du soutien des systèmes d'information et de la sécurité. Le COBIT<sup>6</sup> de l'ISACA peut contenir des indications sur ce en quoi consistent des contrôles adéquats en technologie de l'information. Le référentiel central reconnu devrait veiller à ce que ses contrôles en matière de technologie de l'information prennent en considération l'intégrité des données qu'il maintient, en protégeant toutes les données sur les dérivés contre les risques liés à leur traitement, tels que les risques de corruption, de perte, de fuite ou d'accès non autorisé.

Le sous-paragraphe *b* du paragraphe 3 de l'article 21 prévoit que le référentiel central reconnu est tenu, au moins une fois par année, d'évaluer rigoureusement ses besoins futurs et d'effectuer des estimations de la capacité et de la performance des systèmes selon une méthode conforme aux pratiques commerciales prudentes. Ce sous-paragraphe prévoit également une obligation d'effectuer des simulations de crise une fois par année. Cependant, en raison de l'évolution constante de la technologie, des obligations de gestion des risques et des pressions concurrentielles, ces activités et ces simulations pourraient devoir être effectuées plus fréquemment.

En vertu du sous-paragraphe *c* du paragraphe 3 de l'article 21, le référentiel central reconnu doit aviser l'Autorité des pannes importantes des systèmes. L'Autorité considère qu'une panne, un défaut de fonctionnement, un retard ou toute autre perturbation est important si, dans le cours normal des activités, le référentiel central reconnu en informe les membres de la haute direction responsables de la technologie ou s'il a une incidence sur les participants. Elle s'attend également à ce que, pour remplir son obligation de notification, il fasse rapport sur l'état de la panne, la reprise du service et les résultats de l'examen interne. En outre, il devrait disposer de procédures exhaustives et bien documentées pour enregistrer, analyser et résoudre toutes les pannes ainsi que tous les défauts de fonctionnement, retards et événements touchant les systèmes. À cet égard, il devrait mener un examen rétrospectif afin de déterminer les causes et toute amélioration nécessaire au fonctionnement normal d'un système ou aux dispositifs de continuité des activités, lequel devrait comprendre, s'il y a lieu, une analyse des

<sup>6</sup> Control Objectives for Information and related Technology (objectif de contrôle dans les domaines de l'information et des technologiques connexes).

répercussions sur ses participants. Les résultats de ces examens internes doivent être communiqués à l'Autorité dès que possible.

Selon le paragraphe 4 de l'article 21, le référentiel central reconnu est tenu d'établir, de mettre en œuvre, de maintenir et d'appliquer des plans de continuité des activités, notamment des plans de reprise après sinistre. L'Autorité considère que ces plans devraient permettre au référentiel central reconnu de maintenir le service sans interruption, car, normalement, les systèmes de secours devraient se mettre en marche immédiatement. S'il est impossible d'éviter une interruption, le référentiel central reconnu est censé reprendre rapidement ses activités, c'est-à-dire dans un délai de 2 heures. Les cas d'urgence visés au sous-paragraphe c du paragraphe 4 s'entendent notamment de toute source externe de risque opérationnel, comme la défaillance de fournisseurs de services ou de services publics essentiels ou les événements touchant une grande région métropolitaine, tels que les catastrophes naturelles, les actes terroristes et les pandémies. La planification de la continuité des activités devrait viser l'ensemble des politiques et des procédures pour garantir la prestation ininterrompue de services clés, sans égard à la cause de l'interruption potentielle.

En vertu du paragraphe 5 de l'article 21, le référentiel central reconnu est tenu de mettre à l'essai et d'auditer ses plans de continuité des activités au moins une fois par année. On s'attend à ce qu'il engage des intervenants compétents du secteur, au besoin, dans le cadre de la mise à l'essai des plans, notamment de ses propres installations de secours et celles de ses participants.

En vertu du paragraphe 6 de l'article 21, le référentiel central reconnu est tenu d'engager une partie compétente pour effectuer un audit annuel indépendant des contrôles internes visés aux sous-paragraphe a et b du paragraphe 3 et aux paragraphes 4 et 5 de cet article. Une partie compétente est une personne ou un groupe de personnes expérimentées en matière de technologies de l'information et d'évaluation des contrôles internes connexes dans un environnement informatique complexe, comme des auditeurs externes ou des tiers consultants en systèmes d'information. L'Autorité estime qu'il est également possible de remplir cette obligation au moyen d'une évaluation indépendante effectuée par un service d'audit interne conformément aux Normes internationales pour la pratique professionnelle de l'audit publiées par l'Institut des auditeurs internes. Avant d'engager une partie compétente, le référentiel central reconnu devrait en aviser l'Autorité.

En vertu du paragraphe 8 de l'article 21, le référentiel central reconnu doit rendre publics tous les changements importants des prescriptions techniques afin de donner aux participants un délai raisonnable pour modifier leurs systèmes et procéder à des essais. Pour fixer un délai raisonnable, le référentiel central reconnu devrait, de l'avis de l'Autorité, consulter les participants. Un délai raisonnable leur donnerait à tous la possibilité de développer et de mettre en œuvre les changements à leurs systèmes puis de les soumettre à des essais. Nous nous attendons à ce que les besoins de tous les types de participants soient pris en considération, y compris ceux des petits participants et des participants technologiquement moins avancés.

En vertu du paragraphe 9 de l'article 21, le référentiel central reconnu doit mettre des installations d'essai à la disposition des intéressés avant d'apporter des changements importants à ses prescriptions techniques afin de donner aux participants un délai raisonnable pour modifier leurs systèmes et leurs interfaces et de procéder à des essais avec lui. Pour fixer un délai raisonnable, le référentiel central reconnu devrait, de l'avis de l'Autorité, consulter les participants. Un délai raisonnable leur donnerait à tous la possibilité de développer et de mettre en œuvre les changements à leurs systèmes puis de les soumettre à des essais. Nous nous attendons à ce que les besoins de tous les types de participants soient pris en considération, y compris ceux des petits participants et des participants technologiquement moins avancés.

## **Article 22 – Sécurité et confidentialité des données**

En vertu du paragraphe 1 de l'article 22, le référentiel central reconnu est tenu d'établir des politiques et des procédures assurant la sécurité et la confidentialité des données sur les dérivés qui lui sont déclarées conformément au règlement. Les politiques doivent prévoir des restrictions à l'accès aux données confidentielles contenues dans le référentiel central ainsi que des mesures de protection contre l'utilisation de ces données par des entités du même groupe que lui pour leur propre compte ou celui d'autrui.

Le paragraphe 2 de l'article 22 interdit au référentiel central reconnu de communiquer, à des fins commerciales ou d'affaires, des données sur les dérivés déclarées qu'il n'est pas obligatoire de rendre publiques en vertu de l'article 39, sauf si les contreparties au dérivé y ont expressément consenti par écrit. L'objectif de cette disposition est de conférer aux utilisateurs du référentiel central reconnu un certain contrôle sur leurs données sur les dérivés.

#### **Article 22.1– Transactions exécutées anonymement sur une plateforme de négociation de dérivés**

L'article 22.1 vise à ne pas dévoiler l'identité des contreparties à un dérivé initial aux utilisateurs du référentiel central reconnu après l'exécution lorsque la transaction s'effectue anonymement sur une plateforme de négociation de dérivés et qu'il en découle un dérivé compensé. Il ne protège que le dérivé dont une contrepartie ignore l'identité de l'autre avant l'exécution ou au moment de la transaction, et ne s'applique pas aux données fournies ou rendues disponibles à l'Autorité en vertu du règlement ou conformément à une décision de reconnaissance du référentiel central reconnu.

L'expression « plateforme de négociation de dérivés » désigne une personne qui établit, tient ou offre un marché ou un mécanisme permettant aux acheteurs et aux vendeurs de dérivés de gré à gré de se rencontrer, qui réunit les ordres de nombreux acheteurs et vendeurs et qui utilise des méthodes selon lesquelles les ordres interagissent et les acheteurs et les vendeurs s'entendent sur les conditions des opérations. En voici des exemples : une *swap execution facility* au sens du paragraphe (1a)(50) du *Commodity Exchange Act, 7 U.S.C.*; une *security-based swap execution facility* au sens du paragraphe 78c(a)(77) du *Securities Exchange Act of 1934, 15 U.S.C.*; un « système multilatéral de négociation » au sens du sous-paragraphe 22 du paragraphe 1 de l'article 4 de la *Directive 2004/39/UE du Parlement européen et du Conseil*; et un « système organisé de négociation » au sens du sous-paragraphe 23 du même paragraphe de cette directive.

#### **Article 22.2 – Validation des données**

Conformément au paragraphe 1 de l'article 22.2 et à toute autre condition de validation énoncée dans sa décision de reconnaissance, le référentiel central reconnu doit valider que les données sur les dérivés reçues d'une contrepartie déclarante satisfont aux éléments de données sur les dérivés prévus à l'Annexe A du règlement ainsi qu'aux spécifications techniques administratives du Manuel technique des données sur les dérivés des ACVM, lequel figure à l'Annexe A de la présente instruction générale.

En vertu du paragraphe 2 de l'article 22.2, le référentiel central reconnu doit, dès qu'il est technologiquement possible de le faire après la réception des données sur les dérivés d'une contrepartie déclarante, confirmer ou infirmer à la contrepartie déclarante (ou au mandataire agissant pour son compte) qu'elles satisfont à sa procédure de validation des données sur les dérivés et rejettera celles ne la respectant pas. Pour évaluer ce qui est considéré comme « technologiquement possible », l'Autorité tient compte de la prévalence, de la mise en œuvre et de l'utilisation de la technologie par des référentiels centraux comparables. Elle peut également réaliser des examens indépendants pour déterminer l'état de la technologie.

Conformément au paragraphe 3 de cet article, le référentiel central reconnu doit accepter les données sur les dérivés qui satisfont à sa procédure de validation. Seules les données sur les dérivés qui sont conformes aux éléments prévus à l'Annexe A du règlement ainsi qu'aux spécifications techniques administratives contenues dans le Manuel technique de données sur les dérivés des ACVM doivent être acceptées.

L'obligation prévue au paragraphe 4 de créer et de conserver des dossiers des données sur les dérivés n'ayant pas satisfait à la procédure de validation s'applique tant avant qu'après l'expiration ou la fin d'un dérivé, sous réserve de la période de conservation des dossiers fixée à l'article 18.

Le paragraphe 5 de l'article 22.2 oblige le référentiel central reconnu à accepter les corrections des erreurs et omissions dans les données sur les dérivés si celles corrigées satisfont à sa procédure de validation. Cette obligation s'applique tant avant qu'après l'expiration ou la

fin du dérivé, sous réserve de la période de conservation des dossiers prévue à l'article 18. Nous considérons que l'expression « participant » utilisée dans ce paragraphe est réservée aux contreparties au dérivé ainsi qu'à leurs mandataires ou fournisseurs de services.

#### **Article 23 – Vérification des données**

Le paragraphe *b* de l'article 26.1 dispose que la contrepartie déclarante qui est un courtier en dérivés visé par le seuil de montant notionnel doit vérifier que les données sur les dérivés déclarées ne comportent aucune erreur ni n'omettent aucun élément, au moins une fois par trimestre civil, mais au moins à deux mois civils d'intervalle. Conformément au paragraphe *c* de cet article, la contrepartie déclarante qui est une chambre de compensation déclarante ou une personne assujettie à l'obligation d'inscription à titre de courtier en vertu de la Loi et qui n'est pas un courtier en dérivés visé par le seuil de montant notionnel doit le faire au moins tous les 30 jours. Le paragraphe 2 de l'article 23 exige que le référentiel central reconnu maintienne et applique des politiques et procédures écrites conçues pour permettre à cette contrepartie déclarante de remplir ses obligations en vertu du paragraphe applicable.

Le référentiel central reconnu peut s'acquitter de cette obligation en donnant à la contrepartie déclarante ou au tiers représentant auquel l'obligation a été déléguée, selon le cas, les moyens d'accéder aux données sur les dérivés dont il dispose relativement aux dérivés auxquels participe cette contrepartie au moment où celle-ci y accède. L'accès du tiers représentant se veut un complément et non un substitut à celui accordé à la contrepartie concernée.

#### **Article 24 – Impartition**

L'article 24 énonce les obligations que doit respecter le référentiel central reconnu qui impartit l'un de ses services ou systèmes clés à un fournisseur de services. En règle générale, le référentiel central reconnu doit établir des politiques et des procédures d'évaluation et d'approbation des conventions d'impartition. Ces politiques et procédures comprennent l'évaluation des fournisseurs de services potentiels et de l'aptitude du référentiel central reconnu à continuer de se conformer à la législation en valeurs mobilières dans l'éventualité où le fournisseur de services ferait faillite, deviendrait insolvable ou mettrait fin à ses activités. Le référentiel central reconnu doit également surveiller la performance de tout fournisseur à qui il a impartit un service, un système ou une installation clés. Les obligations prévues à l'article 24 s'appliquent, que les conventions d'impartition aient été conclues avec des tiers fournisseurs de services ou avec des membres du même groupe que le référentiel central reconnu. Le référentiel central reconnu qui impartit des services ou des systèmes demeure responsable de ces services ou systèmes et du respect de la législation en valeurs mobilières.

### **CHAPITRE 3 DÉCLARATION DES DONNÉES**

#### **Introduction**

Le chapitre 3 traite des obligations de déclaration des dérivés avec une contrepartie locale, y compris de la détermination de la contrepartie tenue de déclarer les données sur les dérivés, des circonstances dans lesquelles des données sur les dérivés doivent être déclarées, des différents types de données sur les dérivés à déclarer ainsi que d'autres obligations en lien avec la vérification de l'exactitude des données et le signalement des erreurs et omissions.

#### **Article 25 – Contrepartie déclarante**

##### *Introduction*

L'article 25 prévoit une hiérarchie afin de déterminer la contrepartie à un dérivé qui est tenue de déclarer les données sur les dérivés, selon laquelle il s'agit d'imposer cette obligation à celle la mieux placée pour la remplir.

Aux termes de la définition de l'expression « transaction » prévue par le règlement, constitue une transaction distincte à déclarer comme un dérivé unique la conclusion, la cession, la vente ou toute autre forme d'acquisition ou d'aliénation d'un dérivé ou la novation d'un



dérivé. Les participants au marché devraient tenir compte de la hiérarchie établie à l'article 25 de façon distincte pour chaque dérivé.

Cette hiérarchie ne s'applique pas aux dérivés initiaux qui sont exécutés anonymement sur une plateforme de négociation de dérivés et qui sont destinés à être soumis pour compensation au moment de l'exécution. Dans ce cas, comme le prévoit l'article 36.1, l'obligation de déclaration incombe à la plateforme en question et non à la contrepartie déclarante conformément au paragraphe 1 de l'article 25. Toutefois, la hiérarchie vaut pour tous les autres dérivés auxquels participe une contrepartie locale qui y sont exécutés ou non.

Se reporter au chapitre 1 ci-dessus pour des indications sur l'expression « personne assujettie à l'obligation d'inscription à titre de courtier en vertu de la Loi » et ses variations, de même sur les facteurs permettant d'établir si la personne exerce ou se présente comme exerçant l'activité consistant à effectuer des opérations sur dérivés.

L'obligation de déclaration à l'égard d'un dérivé avec une contrepartie locale vise la personne assujettie à l'obligation d'inscription à titre de courtier en vertu de la Loi selon la hiérarchie. Si la personne est également une institution financière canadienne, sa qualité de courtier prime pour l'application de l'article 25.

#### *Dérivés compensés*

Le paragraphe 1 de l'article 25 dispose que les données sur les dérivés relatives à un dérivé compensé doivent être déclarées par la chambre de compensation déclarante. Cette dernière est tenue de déclarer tout dérivé compensé résultant de la novation d'un dérivé initial à la chambre de compensation comme un nouveau dérivé distinct comportant des liens vers le dérivé initial, et elle doit également déclarer qu'il a été mis fin au dérivé initial en vertu du paragraphe 4 de l'article 32. Précisons que la chambre de compensation déclarante n'est pas la contrepartie déclarante pour le dérivé initial.

Le tableau suivant illustre les responsabilités de déclaration des dérivés qui sont compensés :

<b>Dérivé</b>	<b>Contrepartie déclarante</b>
Dérivé initial entre la partie A et la partie B (parfois appelé transaction « alpha »)	Si la transaction est exécutée anonymement sur une plateforme de négociation de dérivés, la plateforme en question doit respecter l'obligation de déclaration prévue à l'article 36.1.  Si elle n'est pas exécutée anonymement sur une plateforme de négociation de dérivés, la contrepartie déclarante est déterminée en vertu de l'article 25. Par exemple, si la partie A était une personne assujettie à l'obligation d'inscription à titre de courtier en vertu de la Loi, mais non la partie B, c'est la partie A qui serait la contrepartie déclarante.
Dérivé auquel participe la partie A compensé par la chambre de compensation déclarante (parfois appelé transaction « bêta »)	Chambre de compensation déclarante
Dérivé auquel participe la partie B compensé par la chambre de compensation déclarante (parfois appelé transaction « gamma »)	Chambre de compensation déclarante

Fin du dérivé initial entre la partie A et la partie B	Chambre de compensation déclarante
--	------------------------------------

#### *Convention entre les contreparties*

Le paragraphe 3 de l'article 25 permet aux contreparties de convenir de celle d'entre elles qui agira à titre de contrepartie déclarante dans les cas où ni le paragraphe 1 ni le paragraphe 2 ne s'applique. Elles peuvent le faire sous la forme d'une convention multilatérale, par exemple celle intitulée *ISDA 2015 Multilateral Non-Dealer Canadian Reporting Party Agreement* et publiée au [www.isda.org](http://www.isda.org), qui a été élaborée pour le Canada afin de faciliter la déclaration unilatérale des dérivés et de fournir une méthode uniforme de détermination de la partie tenue d'agir à titre de contrepartie déclarante.

Pour que les contreparties puissent invoquer le paragraphe 3 de l'article 25, la convention doit remplir les conditions qui y sont prévues, à savoir être mise par écrit et conclue au plus tard au moment de la transaction, et identifier la contrepartie déclarante à l'égard du dérivé. Sa forme n'est pas prescrite; par exemple, un courriel entre les contreparties suffit. La contrepartie locale à un dérivé dont la contrepartie déclarante est déterminée par une telle convention doit conserver un dossier sur celle-ci en lieu sûr et sous une forme durable pendant une période de sept ans suivant l'expiration ou la fin du dérivé et ce, même si elle n'est pas la contrepartie déclarante selon la convention.

En vertu du paragraphe 4 de l'article 25, si aucun des paragraphes 1 à 3 de cet article ne s'applique à un dérivé conclu avec une contrepartie locale, chacune des contreparties locales a l'obligation de déclaration en vertu du règlement. Dans pareille circonstance, une contrepartie locale peut déléguer cette obligation à un tiers fournisseur de services. Se reporter ci-après au paragraphe 3 de l'article 26 pour en apprendre davantage à ce sujet. Il y a lieu de préciser que le paragraphe 4 de l'article 25 s'applique aux dérivés non compensés conclus entre deux courtiers assujettis à l'obligation d'inscription en vertu de la Loi et n'ayant pas conclu de convention écrite. Dans pareil cas, puisque les courtiers étant assujettis à cette obligation sont des contreparties locales, ils sont tous deux tenus à l'obligation de déclaration.

Le paragraphe 5 de l'article 25 dispose que la contrepartie locale à une transaction dont la contrepartie déclarante est déterminée dans une convention écrite est tenue de conserver un dossier écrit sur la convention en lieu sûr et sous une forme durable pendant une période de sept ans suivant la date d'expiration ou de fin du dérivé, et ce, même si elle n'est pas la contrepartie déclarante selon la convention.

Le paragraphe 6 de l'article 25 exige de la contrepartie locale qui accepte d'être la contrepartie déclarante pour un dérivé en vertu du paragraphe 3 du même article de remplir toutes ses obligations de déclaration à l'égard du dérivé même si elle n'y est pas tenue en application de l'article 40.

#### **Article 26 – Obligation de déclaration**

L'article 26 prévoit l'obligation de déclaration des données sur les dérivés. Il est entendu que cette obligation ne s'applique pas aux contrats ni aux instruments qui ne sont pas considérés comme des dérivés précisés dans le *Règlement 91-506 sur la détermination des dérivés* (chapitre I-14.01, r. 0.1).

En vertu du paragraphe 1 de l'article 26, sous réserve de certaines exclusions limitées en vertu du règlement, les données sur les dérivés relatives à chaque dérivé auquel au moins une contrepartie est une contrepartie locale doivent être déclarées à un référentiel central reconnu conformément au règlement. La contrepartie tenue de déclarer ces données est la contrepartie déclarante en vertu de l'article 25.

Selon le paragraphe 2 de l'article 26, la contrepartie déclarante d'un dérivé doit veiller à ce que toutes les obligations de déclaration soient remplies, y compris les obligations continues comme la déclaration des données sur les événements du cycle de vie, des données de valorisation, des données sur les sûretés et les marges et des données sur les positions.

Le paragraphe 3 de l'article 26 autorise la contrepartie déclarante à déléguer toutes ses obligations de déclaration. Ces obligations comprennent notamment la déclaration des données à communiquer à l'exécution, des données sur les événements du cycle de vie, des données de valorisation, des données sur les sûretés et les marges ainsi que des données sur les positions. À titre d'exemple, tout ou partie des obligations de déclaration peut être délégué à l'une des contreparties ou à un tiers fournisseur de services.

La délégation des obligations de déclaration ne modifie en rien l'obligation de déclaration incombant à la contrepartie déclarante en vertu de l'article 25. En effet, cette dernière demeure responsable de veiller à ce que les données sur les dérivés ne comportent aucune erreur ni n'omettent aucun élément et qu'elles soient déclarées dans les délais prescrits par le règlement. Si le personnel de l'Autorité a connaissance d'une délégation entre les contreparties à un dérivé, il pourrait néanmoins tenter de faire corriger toute erreur ou toute omission dans la déclaration auprès de la partie délégataire avant de le faire auprès de la partie délégante. Les contreparties devraient établir des contrats, des systèmes et des pratiques mettant en œuvre de la délégation visée au paragraphe 3 de l'article 26 avant de conclure un dérivé à déclarer.

En ce qui concerne le paragraphe 4 de l'article 26, dans cette situation, les participants au marché devraient communiquer au préalable avec l'Autorité afin de prendre des dispositions en vue de lui transmettre électroniquement les données.

Le paragraphe 5 de l'article 26 permet à la contrepartie déclarante de se conformer autrement au règlement lorsqu'elle déclare un dérivé à un référentiel central reconnu en vertu de la législation en valeurs mobilières d'une province ou d'un territoire du Canada autre que le Québec ou encore des lois d'un territoire étranger figurant sur la liste établie par l'Autorité, pour autant qu'elle remplisse les conditions supplémentaires prévues aux paragraphes *a* et *c*. L'Autorité publie sur son site Web la liste des lois et des règlements des territoires autres que le Québec qui sont équivalents pour l'application de la présomption de conformité prévue au paragraphe 5 de l'article 26. Les données sur les dérivés déclarées à un référentiel central reconnu en vertu du paragraphe *b* peuvent être fournies à l'Autorité en vertu du paragraphe *c* dans la même forme que celles à fournir conformément aux obligations de déclaration des données applicables dans le territoire étranger.

En vertu du paragraphe 6 de l'article 26, la contrepartie déclarante à l'égard d'un dérivé ne s'est acquittée de ses obligations de déclaration conformément au règlement que si toutes les données sur les dérivés qu'elle a déclarées satisfont à la procédure de validation du référentiel central reconnu, qu'il s'agisse du moment de la déclaration, de la méthode utilisée, des normes de données à l'égard des éléments prévus à l'Annexe A du règlement ou encore des spécifications techniques exposées dans le Manuel technique des données sur les dérivés des ACVM figurant à l'Annexe A de la présente instruction générale. Conformément au paragraphe 2 de l'article 22.2, le référentiel central reconnu est tenu de le confirmer ou de l'infirmer à la contrepartie déclarante ou au mandataire agissant en son nom, et il rejettera les données sur les dérivés ne respectant pas pareille procédure.

Le paragraphe 7 de l'article 26 vise à assurer à l'Autorité un accès à toutes les données sur les dérivés déclarées à un référentiel central reconnu relativement à un dérivé particulier (depuis la déclaration initiale et pour tous les événements du cycle de vie jusqu'à la fin ou à l'expiration) auprès d'un référentiel central reconnu. Cette disposition ne vise pas à restreindre la capacité des contreparties à déclarer différents dérivés à divers référentiels centraux ou à changer de référentiel central reconnu auquel déclarer les données sur les dérivés (se reporter plus loin à l'article 26.4). Si l'entité à laquelle le dérivé a été déclaré n'est plus référentiel central reconnu, toutes les données sur les dérivés qui s'y rapportent devraient être déclarées à un autre référentiel central reconnu conformément au règlement.

Nous nous attendons que la chambre de compensation déclarante déclare toutes les données sur les dérivés concernant un dérivé compensé au référentiel central reconnu auquel ont été déclarées celles sur le dérivé initial, sauf si les contreparties locales à celui-ci consentent à leur déclaration à un autre référentiel central reconnu ou que la contrepartie locale au dérivé compensé en désigne un différent conformément au paragraphe 9 de l'article 26.

#### **Article 26.1 – Vérification des données**

Le paragraphe *a* de l'article 26.1 dispose que la contrepartie déclarante à l'égard d'un dérivé est responsable de veiller à ce que les données sur les dérivés déclarés ne comportent aucune erreur ni n'omettent aucun élément. D'où l'obligation, au paragraphe 1 de l'article 38, que le référentiel central reconnu fournisse aux contreparties un accès rapide aux données. Précisons que le paragraphe *a* de l'article 26.1 s'applique tant aux dérivés ouverts qu'à ceux ayant expiré ou auxquels il est mis fin (sauf en cas de caducité des obligations de conservation de dossiers prévues à l'article 36 au moment de la découverte de l'erreur ou de l'omission).

La contrepartie déclarante qui est une personne assujettie à l'obligation d'inscription à titre de courtier en vertu de la Loi ou une chambre de compensation déclarante est également tenue par le paragraphe *c* de l'article 26.1 de vérifier au moins tous les 30 jours que les données sur les dérivés déclarés ne comportent aucune erreur ni n'omettent aucun élément. Pour le courtier en dérivés visé par le seuil de montant notionnel, la vérification doit, conformément au paragraphe *b* de cet article, être effectuée au moins une fois par trimestre civil, mais à des intervalles d'au moins deux mois civils. Cette obligation implique que la contrepartie déclarante suive les règles, politiques et procédures du référentiel central reconnu (établies en vertu de l'article 23) afin de comparer toutes les données sur les dérivés pour chaque dérivé dont elle est la contrepartie déclarante avec toutes celles contenues dans ses dossiers internes de manière à s'assurer de l'absence d'erreurs ou d'omissions. À noter que ces paragraphes ne s'appliquent pas aux dérivés ayant expiré ou auxquels il est mis fin.

La vérification entreprise par les contreparties déclarantes devrait être raisonnablement efficace pour veiller à ce que les données ne comportent aucune erreur ni n'omettent aucun élément, par exemple par la comparaison des données du référentiel central reconnu avec celles des systèmes sources de la contrepartie déclarante.

À l'instar des obligations de déclaration prévues à l'article 26, celles introduites par l'article 26.1 peuvent aussi être déléguées à un tiers en vertu du paragraphe 3 de l'article 26.

On trouvera à l'article 18 de la présente instruction générale l'interprétation donnée par l'Autorité à l'expression « erreur ou omission ».

#### **Article 26.2 – Dérivés déclarés par erreur**

L'article 26.2 traite des situations où une contrepartie déclarante déclare un dérivé par erreur, notamment lorsque la transaction visant le dérivé n'a jamais eu lieu ou que la déclaration a été faite en double. Le cas échéant, la contrepartie déclarante doit déclarer l'erreur au référentiel central reconnu dès qu'il est possible de le faire après sa découverte, mais en aucun cas après la fin du jour ouvrable suivant celle-ci. Cette obligation est remplie en déclarant un type d'action « erreur ». L'article 26.2 ne vise pas les autres erreurs, notamment celles touchant certains éléments de données. Cette obligation s'applique tant aux dérivés ouverts qu'à ceux ayant expiré ou auxquels il est mis fin, sous réserve de la période de conservation des données prévue à l'article 36.

#### **Article 26.3 – Notification des erreurs et des omissions dans les données sur les dérivés**

##### *Introduction*

Pour l'application de cet article, nous entendons notamment par erreur ou omission un dérivé non déclaré, la déclaration d'une transaction qui n'a jamais eu lieu, un dérivé déclaré en double ou un dérivé qui a été déclaré mais dont les données sont erronées ou manquantes.

##### *Déclaration des erreurs et des omissions par la contrepartie non déclarante*

En vertu du paragraphe 1 de l'article 26.3, la contrepartie locale qui n'est pas une contrepartie déclarante et qui découvre une erreur ou une omission dans les données sur les dérivés déclarés à un référentiel central reconnu est tenue d'en aviser la contrepartie déclarante dès qu'il est possible de le faire, mais en aucun cas après la fin du jour ouvrable suivant celui de sa découverte.

##### *Notification des erreurs ou des omissions importantes à l'Autorité*

Le paragraphe 2 de l'article 26.3 prévoit que la contrepartie déclarante doit notifier à l'Autorité toute erreur ou omission importante dès qu'il est possible de le faire suivant sa découverte. Nous entendons notamment par erreur ou omission importante celle qui, de par sa portée, son type ou sa durée, ou pour toute autre raison, peut empêcher l'Autorité de s'acquitter de son mandat. Ces facteurs agissent de façon indépendante et la présence d'un seul peut nuire à la capacité de l'Autorité d'accomplir son mandat.

- **Portée** – Ce facteur s'entend du nombre de dérivés visés par une erreur ou une omission. De façon générale, nous considérons que la portée est importante lorsqu'elle touche, à tout moment pendant la durée de l'erreur ou de l'omission, plus de 10 % des dérivés d'une contrepartie déclarante pour lesquels elle agit à ce titre et qui sont à déclarer en vertu du règlement. Ce facteur s'applique aux erreurs découvertes dans les données sur les dérivés déclarés et dans les dérivés non déclarés.

Exception à ce facteur :

- o Si l'erreur consiste à omettre une déclaration, nous considérons que ce facteur est important uniquement si la déclaration est effectuée plus de 24 heures après le délai prescrit, à condition qu'il n'y ait pas d'autres facteurs.

- **Type** – Ce facteur concerne la nature de l'erreur ou de l'omission. En général, nous estimons que ce facteur est important s'il a trait à l'un des éléments suivants et qu'il dure plus de sept jours ouvrables :

- o Contrepartie 1 (élément de données 1);
- o Contrepartie 2 (élément de données 2);
- o Territoire de la contrepartie 1 (élément de données 10);
- o Territoire de la contrepartie 2 (élément de données 11);
- o Montant notionnel (élément de données 26);
- o Monnaie notionnelle (élément de données 27);
- o Quantité notionnelle (élément de données 32);
- o Prix (élément de données 46);
- o Montant de valorisation (élément de données 101);
- o Monnaie de valorisation (élément de données 102);
- o Éléments de données relatifs aux sûretés et aux marges (éléments de données 79 à 94);
- o Identifiant unique de produit (élément de données 117);

- **Durée** – Ce facteur se rapporte au temps pendant lequel l'erreur ou l'omission persiste. Nous sommes généralement d'avis que la durée est importante lorsqu'elle dépasse trois mois. Il s'agit de la durée totale de l'erreur ou de l'omission, qu'importe le moment de sa découverte.

- **Autres raisons** – Ce facteur a trait à une erreur ou à une omission relative à un dérivé comportant l'un ou l'autre des éléments suivants :

- o une contrepartie qui, au moment de l'erreur ou de l'omission, ne se conformait pas aux modalités du dérivé;

o une contrepartie ou un actif sous-jacent qui, au moment de l'erreur ou de l'omission, faisait l'objet d'un événement de crédit en vertu des modalités du dérivé.

Exception à ce facteur :

o Si l'erreur ou l'omission est survenue plus de trois ans avant sa découverte, nous ne la considérons pas comme importante, à condition qu'il n'y ait pas d'autres facteurs.

L'obligation prévue au paragraphe 2 de l'article 26.3 s'applique tant aux dérivés ouverts qu'à ceux qui ont expiré ou auxquels il a été mis fin, sous réserve de la période de conservation des dossiers fixée à l'article 36, et même si la contrepartie déclarante a déjà corrigé l'erreur avant sa notification à l'Autorité.

Si les erreurs ou les omissions sont raisonnablement liées et qu'elles ont été découvertes environ au même moment, la contrepartie déclarante peut transmettre une seule notification à l'égard de toutes.

La contrepartie déclarante devrait décrire la nature générale de l'erreur ou de l'omission et la raison de son importance, et indiquer le nombre de dérivés touchés, la date et la durée de l'erreur, de même que les mesures correctives prises ou planifiées, dont les dates de leur application. Dans le cas d'erreurs qui touchent un dérivé à déclarer en vertu des règlements d'au moins deux territoires, la contrepartie déclarante devrait les notifier à chaque autorité de réglementation concernée ou peut lui demander de transmettre les détails pertinents ainsi que ses coordonnées aux autres autorités en valeurs mobilières concernées.

S'agissant de la mention de « dès qu'il est possible de le faire suivant sa découverte » au paragraphe 2 de l'article 26.3, nous sommes conscients de ce qui suit :

- au moment de la découverte de l'erreur ou de l'omission, il se peut que la contrepartie déclarante ne soit pas en mesure d'en établir l'importance, auquel cas nous nous attendons à ce qu'elle détermine diligemment si l'erreur ou l'omission fait intervenir l'un des facteurs susmentionnés et nous avise dès que possible si c'est le cas;
- la contrepartie déclarante peut avoir déterminé qu'une erreur ou une omission est importante, mais ne pas en avoir encore le portrait complet; ainsi, elle peut avoir conclu que l'erreur est importante en raison de son incidence sur les éléments de données relatifs aux montants et quantités notionnels de certains dérivés, mais ne pas avoir fini de dresser la liste précise des dérivés touchés, le cas échéant, nous nous attendons à ce qu'elle nous avise de l'information dont elle dispose dès que possible après la découverte de l'erreur ou de l'omission importante, et à ce qu'elle nous tienne informés au fur et à mesure qu'elle évalue avec soin la pleine portée de la violation et élabore un plan de correction.

Conformément au règlement, la contrepartie déclarante doit déclarer des données qui ne comportent aucune erreur ni n'omettent aucun élément. Nous comptons qu'elle corrigera toutes les erreurs et omissions relatives aux données sur les dérivés qu'elle déclare, ou omet de déclarer, et qu'elle se conforme ainsi aux obligations de déclaration dès que possible. Pareilles obligations s'appliquent tant aux dérivés ouverts qu'à ceux ayant expiré ou auxquels il est mis fin, sous réserve de la période de conservation des dossiers prévue à l'article 36.

#### **Article 26.4 – Transfert d'un dérivé à un autre référentiel central reconnu**

La contrepartie déclarante qui souhaite déclarer des données sur les dérivés à un autre référentiel central reconnu doit suivre le processus prévu dans cet article.

#### **Article 28 – Identifiants pour les entités juridiques**

Le paragraphe 1 de l'article 28 vise à faire en sorte que le référentiel central reconnu, la contrepartie déclarante et la plateforme de négociation de dérivés ayant l'obligation de déclaration en vertu de l'article 36.1 identifient toutes les contreparties à un dérivé par un LEI établi selon le Système LEI international. Ce système, une initiative appuyée par le G20, attribue un code d'identification unique à chacune des parties à un dérivé. Le ROC, organe de gouvernance sous l'égide du G20, en supervise la conception et la mise en œuvre.

Le « Système d'identifiant international pour les entités juridiques » visé au paragraphe 2 de l'article 28 désigne le système établi sous l'égide du G20 qui est le service public chargé de superviser l'attribution à l'échelle mondiale des LEI aux contreparties à des dérivés. Les identifiants uniques pour les entités juridiques ne peuvent être obtenus que de l'une des unités opérationnelles locales (UOL) agréées par le ROC<sup>7</sup>.

Certaines contreparties à un dérivé à déclarer ne sont pas admissibles à l'attribution d'un LEI. En pareil cas, un autre identifiant doit être utilisé pour identifier chacune des contreparties non admissibles. Chacune de ces contreparties doit avoir un identifiant de remplacement qui lui est propre et elle doit utiliser le même identifiant pour tous les dérivés auxquels elle participe.

Les personnes physiques n'ont pas à obtenir un LEI; si elles sont des contreparties, elles doivent utiliser un identifiant de remplacement.

#### **Article 28.1 – Maintien et renouvellement des identifiants pour les entités juridiques**

L'article 28.1 prévoit qu'une contrepartie locale (autre qu'une personne physique) qui est partie à un dérivé à déclarer à un référentiel central reconnu doit obtenir, maintenir et renouveler un LEI, qu'elle soit la contrepartie déclarante ou non. Précisons que cette obligation s'applique à toute personne assujettie à l'obligation d'inscription à titre de courtier en vertu de la Loi conformément au paragraphe *b* de la définition de l'expression « contrepartie locale », et qu'il n'est pas possible de se prévaloir de l'exclusion prévue à l'article 41.2 à son égard.

Cette obligation s'applique tant que la contrepartie possède des dérivés ouverts. À l'expiration ou à la fin de l'ensemble de ses dérivés à déclarer en vertu du règlement, la contrepartie ne sera plus tenue de maintenir ou de renouveler son LEI jusqu'à ce qu'elle conclue un nouveau dérivé.

Le maintien du LEI consiste à veiller à mettre à jour les données de référence liées au LEI attribué à la contrepartie en fonction de l'information exacte et pertinente en temps utile.

Le renouvellement du LEI consiste à confirmer à l'unité opérationnelle locale associée l'exactitude des données de référence liées au LEI attribué à la contrepartie.

Bien que la contrepartie déclarante doive maintenir et renouveler son propre LEI, le règlement ne l'oblige pas à vérifier que ses contreparties à chaque dérivé qu'elle déclare l'aient fait.

#### **Article 29 – Identifiants uniques de transaction**

##### *Introduction*

Le paragraphe 1 de l'article 29 vise à ce que le référentiel central reconnu, la contrepartie déclarante et la plateforme de négociation de dérivés ayant l'obligation de déclaration en vertu

<sup>7</sup> On trouvera la liste des UOL agréées par le LEI ROC et leurs coordonnées au <https://www.gleif.org/> ou au <https://www.leiroc.org>.

de l'article 36.1 identifient chaque dérivé et chaque position visés à l'article 33.1 par un seul UTI, dont la forme est établie par le Manuel technique des données sur les dérivés des ACVM (élément de données 16).

Le paragraphe 2 de l'article 29 prévoit une hiérarchie afin de déterminer la personne qui est tenue d'attribuer un UTI à un dérivé à déclarer. Dans la foulée de la publication, en février 2017, du rapport intitulé *Technical Guidance on the Harmonisation of the Unique Transaction Identifier* par le groupe de travail du CPIM et de l'OICV sur l'harmonisation des principaux éléments de données des dérivés de gré à gré, l'article 29 se veut un moyen d'atteindre un résultat commun en matière de génération d'UTI à l'international, tout en s'alignant globalement sur le cadre du règlement.

#### *Dérivés répartis*

Lorsqu'un mandataire facilite et exécute une transaction pour le compte de plusieurs contrepartistes puis en répartit une tranche entre eux, chaque dérivé entre un contrepartiste et sa contrepartie constitue un dérivé distinct qui doit posséder son propre UTI. Par exemple, si un gestionnaire de fonds exécute, à titre de mandataire, une transaction avec une contrepartie pour le compte de plusieurs des fonds qu'il gère, chaque dérivé réparti entre un fonds et sa contrepartie doit avoir son propre UTI.

#### *Générateur d'UTI antérieur*

Le sous-paragraphe *a* du paragraphe 2 de l'article 29 dispose que, lorsque le dérivé doit être déclaré en vertu de la législation en valeurs mobilières d'un territoire du Canada autre que le Québec, ou en vertu des lois d'un territoire étranger dans un délai plus court, la personne tenue d'attribuer l'UTI en vertu de cette législation ou de ces lois doit attribuer l'UTI. On veut ainsi que le dérivé porte le même UTI pour l'application de toutes les obligations de déclaration des opérations à l'échelle internationale.

#### *Dérivés compensés*

En vertu du sous-paragraphe *b* du paragraphe 2 de l'article 29, lorsque les dérivés sont compensés par l'entremise d'une chambre de compensation déclarante, cette chambre doit attribuer l'UTI. Il est entendu que la chambre de compensation n'attribue pas d'UTI à l'égard d'un dérivé initial destiné à être compensé dont elle n'est pas une contrepartie.

#### *Transactions exécutées sur une plateforme de négociation de dérivés*

Une contrepartie ne peut attribuer aucun autre UTI à un dérivé à l'égard d'une transaction qui est exécutée sur une plateforme de négociation de dérivés auquel celle-ci (que l'obligation de déclaration lui incombe ou non en vertu de l'article 36.1) a déjà attribué un UTI. Le but est que le dérivé ne soit identifié que par un seul UTI. Se reporter plus haut à l'article 22.1 pour connaître l'interprétation que l'Autorité donne à l'expression « plateforme de négociation de dérivés ».

#### *Détermination de dernier ressort*

Le sous-paragraphe *d* du paragraphe 2 de l'article 29 prévoit que si aucune autre disposition ne s'applique, il incombe à la contrepartie déclarante d'attribuer l'UTI, et introduit un mode de détermination de dernier ressort advenant le cas où il y en a deux. En l'occurrence, la contrepartie tenue d'attribuer l'UTI est déterminée en inversant l'ordre de tri des LEI des contreparties. Comme le montrent les exemples qui suivent, il s'agira de la contrepartie arrivant en tête du classement alphanumérique (ASCII) des LEI après inversion de leurs caractères, si les chiffres sont triés avant les lettres et que le « 0 » est trié avant le « 1 » :

	<b>Exemple 1</b>	<b>Exemple 2</b>
LEI de la contrepartie 1	1111ABCDEABCDEABC123	ABCDEABCDEABCDE12345
LEI de la contrepartie 2	1111AAAAABBBBBCCC23	ABCDEABCDEAAAAA12344
Caractères inversés du LEI de la contrepartie 1	321CBAEDCBAEDCBA1111	54321EDCBAEDCBAEDCBA



Caractères inversés du LEI de la contrepartie 2	32CCBBBBBAAAAA1111	44321AAAAAEDCBAEDCBA
Contrepartie en tête après le tri par caractères dans l'ordre ASCII	321CBAEDCBAEDCBA1111 le chiffre « 1 » vient avant la lettre « C »	44321AAAAAEDCBAEDCBA le chiffre « 4 » vient avant le « 5 »
Entité qui attribue l'UTI conformément au sous-paragraphe <i>d</i> du paragraphe 2 de l'article 29	Contrepartie 1	Contrepartie 2

*Convention*

Conformément au paragraphe 3 de l'article 29, si les contreparties au dérivé ont convenu par écrit que l'une d'elles sera la personne chargée de lui attribuer l'UTI, ce sera cette contrepartie, plutôt que la contrepartie déclarante, qui le fera. Cette disposition ne peut être invoquée si le sous-paragraphe *a*, *b* ou *c* du paragraphe 2 de cet article s'applique.

*UTI généré par un référentiel central reconnu*

Le paragraphe 4 de l'article 29 s'applique à la personne qui remplit l'une ou l'autre des conditions suivantes : *a)* elle un courtier en dérivés visé par le seuil de montant notionnel, *b)* elle n'est pas une chambre de compensation, une plateforme de négociation de dérivés ou une personne assujettie à l'obligation d'inscription à titre de courtier en vertu de la Loi. Plutôt que d'attribuer un UTI en application du paragraphe 2 de cet article, ces entités peuvent choisir, à leur gré, de demander à un référentiel central reconnu de le faire. Le cas échéant, il est possible que ce dernier doive s'informer auprès de la personne ayant fait cette demande pour savoir si le dérivé est destiné ou non à être compensé, et dans l'affirmative, connaître la chambre de compensation à laquelle il est soumis à cette fin. En effet, cette information doit, conformément au sous-paragraphe *b* du paragraphe 9 de cet article, être transmise par le référentiel central reconnu à la chambre de compensation. Nous nous attendons à ce que la personne la transmette si elle est requise, et à ce que le référentiel central reconnu établisse un processus de transmission de la demande pour ces participants.

*Délai*

Pour évaluer ce qui est considéré comme « technologiquement possible » en lien avec l'attribution et la transmission de l'UTI, l'Autorité tient compte de la prévalence, de la mise en œuvre et de l'utilisation de la technologie par des personnes comparables situées au Canada et dans des territoires étrangers comparables. Elle peut également réaliser des examens indépendants pour déterminer l'état de la technologie. Elle souligne par ailleurs que les délais de déclaration reposent sur la rapidité d'attribution et de fourniture des UTI.

*Fourniture de l'UTI à autrui*

Les paragraphes 7, 8 et 9 de l'article 29 traitent des obligations de fournir l'UTI aux autres parties qui pourraient devoir le déclarer. Si la contrepartie déclarante est la personne tenue d'attribuer l'UTI, il lui revient de le fournir au référentiel central reconnu avec les données sur les dérivés qu'elle doit déclarer en vertu du règlement (élément de données 16 à l'Annexe A du règlement).

*Délégation*

À l'instar des obligations de déclaration figurant à l'article 26, les obligations d'attribution et de fourniture de l'UTI prévues à l'article 29 peuvent être déléguées à des tiers, mais la personne tenue de l'attribuer et de le fournir conserve néanmoins la responsabilité finale de veiller au respect de cet article.

**Article 30 – Identifiants uniques de produit**

L'article 30 vise à ce que le référentiel central reconnu, la contrepartie déclarante et la plateforme de négociation des dérivés à qui incombe l'obligation de déclaration en vertu de l'article 36.1 identifient chaque type de dérivé à déclarer par un seul UPI. Ce dernier doit être obtenu auprès du Derivatives Service Bureau.

**Article 31 – Données à communiquer à l'exécution**

Pour les contreparties déclarantes agréées, l'article 31 oblige à déclarer en temps réel les données à communiquer à l'exécution. Par « temps réel », on entend immédiatement après l'exécution de la transaction. S'il n'est pas technologiquement possible de le faire, elles doivent être déclarées dès que la technologie le permet, mais au plus tard à la fin du jour ouvrable suivant l'exécution de la transaction. Pour évaluer ce qui est considéré comme « technologiquement possible », l'Autorité tient compte de la prévalence, de la mise en œuvre et de l'utilisation de la technologie par des contreparties comparables situées au Canada et dans des territoires étrangers comparables. Elle peut également réaliser des examens indépendants pour déterminer l'état de la technologie.

À notre avis, il n'est pas technologiquement possible pour une contrepartie déclarante de déclarer les données à communiquer à l'exécution relativement à un dérivé conclu par le mandataire d'une contrepartie si la transaction est exécutée avant la répartition du dérivé entre

les contreparties pour le compte desquelles ce mandataire agit, tant que la contrepartie déclarante n'a pas reçu de lui et, dès que technologiquement possible, traité cette répartition. Nous nous attendons à ce que le mandataire informe la contrepartie déclarante de l'identité de ses contreparties qui découle de la répartition dès qu'il est technologiquement possible de le faire après l'exécution. Par exemple, si un gestionnaire de fonds exécute une transaction pour le compte de plusieurs fonds qu'il gère sans répartir le dérivé entre ces fonds, il ne serait pas technologiquement possible pour la contrepartie déclarante de déclarer chaque dérivé conclu entre elle et chacun de ces fonds tant qu'elle n'a pas reçu et, dès que technologiquement possible, traité cette répartition. Toutefois, dans tous les cas, l'échéance ultime de déclaration imposée aux contreparties déclarantes agréées est la fin du jour ouvrable suivant l'exécution de la transaction.

Conformément au paragraphe 5 de l'article 31, la contrepartie déclarante qui n'est pas agréée doit déclarer les données à communiquer à l'exécution au plus tard à la fin du deuxième jour ouvrable suivant la date d'exécution de la transaction.

### **Article 32 – Données sur les événements du cycle de vie**

Pour les contreparties déclarantes agréées, il est obligatoire de déclarer les données sur les événements du cycle de vie non pas en temps réel, mais plutôt à la fin du jour ouvrable où l'événement se produit. La déclaration peut se rapporter à plusieurs événements survenus au cours de cette journée. S'il n'est pas technologiquement possible de les déclarer à ce moment-là, elles doivent l'être au plus tard à la fin du jour ouvrable suivant. Pour évaluer ce qui est considéré comme « technologiquement possible », l'Autorité tient compte de la prévalence, de la mise en œuvre et de l'utilisation de la technologie par des contreparties comparables situées au Canada et dans des territoires étrangers comparables. Elle peut également réaliser des examens indépendants pour déterminer l'état de la technologie.

Le paragraphe 3 de l'article 32 exige que la contrepartie déclarante qui n'est pas agréée déclare les données sur les événements du cycle de vie au plus tard à la fin du deuxième jour ouvrable suivant celui où ils se sont produits. La déclaration peut comprendre les multiples événements du cycle de vie survenus le même jour.

L'Autorité fait remarquer qu'en vertu du paragraphe 7 de l'article 26, il faut déclarer toutes les données sur les dérivés relativement à un dérivé donné au même référentiel central reconnu, ou encore à l'Autorité si ces données lui ont été déclarées conformément au paragraphe 4 de cet article.

La chambre de compensation déclarante est tenue, en vertu du paragraphe 4 de l'article 32, de déclarer qu'il est mis fin au dérivé initial à l'égard d'un dérivé compensé. Cette déclaration doit être faite au référentiel central reconnu auquel le dérivé initial a été déclaré avant la fin du jour ouvrable suivant celui où il y est mis fin. Nous insistons sur le fait que la contrepartie déclarante du dérivé initial doit le déclarer fidèlement et corriger toute erreur ou omission le concernant, et elle et la chambre de compensation devraient veiller à ce que les données déclarées soient exactes, de sorte qu'il soit possible de déclarer qu'il y est mis fin.

### **Article 33 – Données de valorisation et données sur les sûretés et les marges**

En vertu du paragraphe 1 de l'article 33, la contrepartie déclarante qui est une personne assujettie à l'obligation d'inscription à titre de courtier en vertu de la Loi ou une chambre de compensation doit déclarer les données de valorisation ainsi que les données sur les sûretés et les marges à l'égard d'un dérivé à déclarer en vertu du règlement chaque jour ouvrable jusqu'à ce que le dérivé ait expiré ou qu'il y soit mis fin. L'Autorité signale que le paragraphe 7 de l'article 26 impose la déclaration de toutes les données sur les dérivés concernant un dérivé au même référentiel central reconnu.

Le paragraphe 2 de l'article 33 oblige la contrepartie déclarante qui déclare des données sur les positions à l'égard de certains dérivés en vertu de l'article 33.1 à calculer et à déclarer les données de valorisation ainsi que les données sur les sûretés et les marges sur la valeur nette de l'ensemble des achats et des ventes déclarés en tant que données sur les positions pour ces dérivés.

### Article 33.1 – Données sur les positions

En lieu et place des données sur les événements du cycle de vie relatives à chaque dérivé, la contrepartie déclarante peut, à son gré, déclarer les données agrégées sur les positions. De la même façon, en lieu et place des données de valorisation et des données sur les sûretés et les marges relatives à chaque dérivé, la contrepartie déclarante qui est une personne assujettie à l'obligation d'inscription à titre de courtier en vertu de la Loi ou une chambre de compensation peut, à son gré, déclarer les données agrégées sur les positions. Ces options ne sont offertes que dans le cas des dérivés répondant aux critères prévus à l'article 33.1.

L'article 33.1 autorise la déclaration des positions dans les situations suivantes :

- les dérivés sont communément appelés « contrats sur différence », où chaque dérivé inclus dans la position déclarée est fongible avec tous les autres dérivés de cette position et ne comporte pas de date d'expiration fixe;
- les dérivés dont le seul élément sous-jacent est une marchandise autre que de la trésorerie ou une monnaie, où chaque dérivé inclus dans la position déclarée est fongible avec tous les autres dérivés de cette position.

Le règlement ne s'applique pas au dérivé sur marchandises qui est un dérivé exclu en vertu du paragraphe *d* de l'article 2 du *Règlement 91-506 sur la détermination des dérivés* (chapitre I-14.01, r. 0.1). Le dérivé fongible lié à une marchandise physique qui permet le règlement en espèces plutôt que par livraison est un exemple de dérivé sur marchandises auquel l'article 33.1 pourrait s'appliquer. Nous sommes d'avis que les marchandises comprennent des biens tels que les produits agricoles, les produits forestiers, les produits marins, les minéraux, les métaux, les hydrocarbures, les pierres précieuses ou autres gemmes, l'électricité, le pétrole et le gaz naturel (les sous-produits et les raffinés en découlant) ainsi que l'eau. Par ailleurs, nous considérons certaines marchandises intangibles, notamment les crédits de carbone et les quotas d'émission, comme des marchandises. En revanche, cette disposition ne s'applique pas aux instruments financiers, tels que les monnaies, les taux d'intérêt, les valeurs mobilières et les indices, ni aux cryptoactifs qui pourraient être assimilés à des instruments financiers.

Pour l'application de l'article 33.1, l'expression « fongible » s'entend, selon nous, des dérivés dont certaines stipulations contractuelles sont identiques et interchangeables, ou peuvent être vendus ou achetés afin de compenser un dérivé antérieur assorti des mêmes stipulations. Ces stipulations seront censément l'identité des contreparties, la date d'échéance, l'actif sous-jacent et le lieu de livraison. Nous ne nous attendons toutefois pas à ce que les autres stipulations contractuelles, comme la date d'exécution, le montant notionnel, le prix ou la quantité notionnelle, soient les mêmes. Les dérivés composant chaque position déclarée doivent être fongibles avec tous les autres dérivés de cette même position.

La contrepartie déclarante pour des dérivés répondant à ce critère et pour d'autres n'y répondant pas ne peut déclarer de données sur les positions qu'à l'égard des dérivés du premier type et doit, relativement aux autres, déclarer les événements du cycle de vie conformément à l'article 32 et, s'il y a lieu, les données de valorisation et les données sur les sûretés conformément à l'article 33.

Les contrats sur différence et les dérivés sur marchandises ne peuvent être déclarés dans la même position.

Si la contrepartie déclarante choisit ne pas déclarer de données sur les positions, il lui faut plutôt déclarer les événements du cycle de vie en vertu de l'article 32, et s'il y a lieu, les données de valorisation et les données sur les sûretés et les marges conformément au paragraphe 1 de l'article 33, relativement à chaque dérivé.

La contrepartie déclarante qui n'est pas une personne assujettie à l'obligation d'inscription à titre de courtier en vertu de la Loi ou la chambre de compensation qui choisit de déclarer les données sur les positions doit uniquement déclarer les données sur les événements du cycle de vie comme s'il s'agissait de données sur les positions, et n'a pas à déclarer les données de valorisation ni les données sur les sûretés et les marges.

Conformément à l'article 33.1, les données à communiquer à l'exécution ne peuvent être déclarées comme des données agrégées sur les positions. Le Manuel technique des données sur les dérivés des ACVM comprend des spécifications techniques pour la déclaration de ces dernières.

#### Article 36 – Dossiers des données déclarées

La contrepartie déclarante est tenue de conserver des dossiers sur les dérivés à déclarer en vertu du règlement, notamment des dossiers des transactions, pendant une période de sept ans suivant la date d'expiration ou de fin du dérivé. Cette obligation ne naît pas à la date de conclusion du dérivé parce que les dérivés entraînent des obligations continues et que l'information peut changer pendant leur durée.

Dans le cadre des obligations de tenue de dossiers prévues à l'article 36, nous nous attendons à ce que la contrepartie déclarante tienne des dossiers de chaque vérification qu'elle effectue afin de confirmer l'exactitude des données sur les dérivés déclarées et consigne les erreurs ou omissions découvertes dans les données sur les dérivés et toute correction qui y est apportée.

Aucune correction apportée aux données sur les dérivés, qu'elle le soit avant ou après l'expiration ou la fin du dérivé, ne prolonge ou n'abrège la période de conservation fixée à l'article 36, à moins qu'elle ne porte sur la date d'expiration ou de fin de celui-ci. Par exemple, dans le cas d'un dérivé ayant expiré le 31 décembre 2020 et dont le montant notionnel a été subséquemment corrigé le 31 décembre 2021, la correction n'aurait aucune incidence sur la période de conservation des dossiers. En revanche, si la correction visait la date d'expiration du dérivé, laquelle étant réellement le 31 décembre 2019, cette période devrait refléter la date corrigée.

#### Article 36.1 – Plateforme de négociation de dérivés

En vertu du paragraphe 2 de l'article 36.1, lorsqu'une transaction est exécutée anonymement sur une plateforme de négociation de dérivés et qu'au moment de l'exécution, elle est destinée à être compensée, la hiérarchie de déclaration prévue à l'article 25 ne s'applique pas à l'égard du dérivé. En lieu et place, conformément au paragraphe 3 de l'article 36.1, certaines dispositions du règlement qui visent la « contrepartie déclarante » et la « contrepartie déclarante agréée » visent la « plateforme de négociation de dérivés ». En voici un résumé :

Disposition	Résumé
Paragraphe 2 de l'article 22.2	Dès que technologiquement possible après la réception des données sur les dérivés d'une plateforme de négociation de dérivés, ou d'une partie à qui celle-ci a délégué son obligation de déclaration prévue par le règlement, le référentiel central reconnu indique à la plateforme de négociation de dérivés (y compris le mandataire agissant en son nom) si elles satisfont à sa procédure de validation.
Paragraphe 1 de l'article 26	La plateforme de négociation de dérivés déclare ou fait déclarer à un référentiel central reconnu les données à déclarer conformément au chapitre 3; or, cette obligation ne s'applique qu'aux données à communiquer à l'exécution.
Paragraphe 2 de l'article 26	La plateforme de négociation de dérivés a la responsabilité de veiller à ce que toutes les obligations de déclaration relatives au dérivé soient respectées.
Paragraphe 3 de l'article 26	La plateforme de négociation de dérivés peut déléguer ses obligations de déclaration en vertu du présent règlement mais elle conserve la responsabilité de veiller à ce que les données sur les dérivés soient déclarées de façon exacte et en temps opportun conformément au règlement.

Paragraphe 4 de l'article 26	Si aucun référentiel central reconnu n'accepte les données à déclarer conformément au chapitre 3, la plateforme de négociation de dérivés les transmet électroniquement à l'Autorité.
Paragraphe 6 de l'article 26	La plateforme de négociation de dérivés veille à ce que toutes les données sur les dérivés déclarées relativement à un dérivé satisfassent à la procédure de validation du référentiel central reconnu auquel est déclaré le dérivé.
Paragraphe 7 de l'article 26	La plateforme de négociation de dérivés veille à ce que toutes les données sur les dérivés déclarées relativement à un dérivé soient déclarées au même référentiel central reconnu ou, si la déclaration a été faite conformément au paragraphe 4 de l'article 26, à l'Autorité.
Paragraphe a de l'article 26.1	La plateforme de négociation de dérivés veille à ce que toutes les données sur les dérivés déclarées ne comportent aucune erreur ni n'omettent aucun élément.
Article 26.2	La plateforme de négociation de dérivés qui déclare un dérivé par erreur le signale au référentiel central reconnu ou, si la déclaration de ces données a été faite conformément au paragraphe 4 de l'article 26, à l'Autorité dès qu'il est possible de le faire, mais en aucun cas après la fin du jour ouvrable suivant le jour de sa découverte.
Paragraphe 1 de l'article 26.3	Lorsque l'obligation de déclaration incombe à la plateforme de négociation de dérivés, la contrepartie locale notifie à cette dernière toute erreur ou omission dans les données sur les dérivés relatives au dérivé auquel elle est contrepartie dès qu'il est possible de le faire, mais en aucun cas après la fin du jour ouvrable suivant le jour de sa découverte.
Paragraphe 2 de l'article 26.3	La plateforme de négociation de dérivés avise l'Autorité de toute erreur ou omission importante dès qu'il est possible de le faire suivant sa découverte.
Article 26.4	La plateforme de négociation de dérivés peut changer de référentiel central reconnu auquel déclarer les données sur les dérivés en suivant les procédures énoncées dans cet article (même si, dans les faits, nous ne nous attendons pas à ce qu'elle les applique puisqu'elle ne doit déclarer que les données à communiquer à l'exécution pour les dérivés initiaux auxquels il devrait être mis fin dès leur compensation).
Article 27	La plateforme de négociation de dérivés inclut les éléments suivants dans chaque déclaration exigée au chapitre 3 : a) le LEI de chaque contrepartie tel qu'il est prévu à l'article 28; b) l'identifiant unique de produit pour le dérivé tel qu'il est prévu à l'article 29; et c) l'identifiant unique de produit pour le type de dérivé tel qu'il est prévu à l'article 30.
Paragraphe 1 de l'article 28	La plateforme de négociation de dérivés identifie chaque contrepartie à un dérivé par un identifiant unique pour les entités juridiques dans l'ensemble des dossiers et déclarations prévus par le règlement.
Paragraphe 4 de l'article 28	Si une contrepartie à un dérivé est une personne physique ou n'est pas admissible à l'attribution d'un LEI conformément au Système d'identifiant international pour les entités juridiques, la plateforme de négociation de dérivés l'identifie au moyen d'un seul autre identifiant unique.
Paragraphe 1 de l'article 29	La plateforme de négociation de dérivés identifie chaque dérivé par un seul UTI dans l'ensemble des dossiers et déclarations prévus par le règlement.
Paragraphe 7 de l'article 29	La plateforme de négociation de dérivés est tenue de fournir l'UTI qu'elle a attribué, tel qu'il est prévu à ce paragraphe.
Paragraphe 2 de l'article 30	La plateforme de négociation de dérivés identifie chaque type de dérivé par un seul identifiant unique de produit dans l'ensemble des dossiers et déclarations prévus par le règlement.

Paragraphe 1, 2 et 3 de l'article 31	Dès l'exécution d'une transaction relative à un dérivé à déclarer conformément au règlement, la plateforme de négociation de dérivés déclare à un référentiel central reconnu et en temps réel les données à communiquer à l'exécution relativement à ce dérivé. Celle qui ne peut technologiquement pas le faire les déclare dès que technologiquement possible, et au plus tard à la fin du jour ouvrable suivant.
Article 35	Dans le cas où le référentiel central reconnu cesse son activité ou cesse d'accepter les données sur les dérivés relatives à une certaine catégorie d'actifs, la plateforme de négociation de dérivés peut remplir ses obligations de déclaration en vertu du règlement en déclarant les données sur les dérivés à un autre référentiel central reconnu ou, à défaut de référentiel central reconnu, à l'Autorité dans un délai raisonnable.
Article 36	La plateforme de négociation de dérivés conserve des dossiers sur le dérivé qu'elle a l'obligation de déclarer, y compris des dossiers sur les transactions, pendant une période de sept ans suivant sa date d'expiration ou de fin. Elle conserve les dossiers en lieu sûr et sous une forme durable.
Paragraphe 3 de l'article 37	La plateforme de négociation de dérivés fait de son mieux pour donner à l'Autorité accès à toutes les données sur les dérivés qu'elle est tenue de déclarer conformément au règlement, y compris en demandant à tout référentiel central d'y donner accès à l'Autorité.
Article 41.2	La plateforme de négociation de dérivés n'est pas tenue de déclarer des données sur les dérivés relativement à un dérivé à déclarer du seul fait qu'au moins une des deux contreparties est une contrepartie locale conformément au paragraphe <i>b</i> de la définition de l'expression « contrepartie locale ». Cette exclusion ne s'applique pas si l'une des personnes qui l'a conclu est une personne physique résidant au Québec ou une personne qui est à la fois une contrepartie locale conformément au paragraphe <i>b</i> de la définition de cette expression et une personne agréée en vertu de l'article 82 de la Loi.

On trouvera à l'article 22.1 de la présente instruction générale l'interprétation donnée par l'Autorité à l'expression « plateforme de négociation de dérivés ».

Cet article ne vise à s'appliquer qu'aux dérivés initiaux (parfois appelés transaction « alpha ») et à en exclure ceux ayant été compensés, et pour lesquels la chambre de compensation est la contrepartie déclarante. Le tableau à l'article 25 ci-dessus présente la distinction entre le dérivé initial et le dérivé compensé.

Le paragraphe 2 de l'article 36.1 ne s'applique que lorsqu'il est impossible pour la contrepartie d'établir l'identité de l'autre contrepartie avant l'exécution de la transaction.

Le paragraphe 4 de cet article prévoit certaines exception pour le dérivé anonyme qui est destiné à être compensé. Il s'appliquerait, par exemple, au gestionnaire de fonds qui répartit un dérivé entre des fonds dont il assure la gestion.

Son paragraphe 5 accorde un délai afin de permettre à la plateforme de négociation de dérivés de déterminer si ses participants, et leurs clients, sont des contreparties locales en vertu du paragraphe *c* de la définition de cette expression au sens des règlements sur la déclaration des données sur les dérivés de tout territoire du Canada. Le délai ne s'applique que si la plateforme de négociation de dérivés déploie des efforts diligents et raisonnablement fréquents à cette fin.

## **CHAPITRE 4 DIFFUSION DES DONNÉES ET ACCÈS AUX DONNÉES**

### **Introduction**

Le chapitre 4 impose aux référentiels centraux reconnus des obligations de mettre les données à la disposition de l'Autorité, des contreparties et du public.

### Article 37 – Données mises à la disposition des organismes de réglementation

Les données sur les dérivés concernées sont celles qui sont nécessaires à l'Autorité pour réaliser son mandat. Cela s'étend aux données sur les dérivés relatives à tout dérivé susceptible d'avoir une incidence sur le marché des capitaux québécois.

Les dérivés dont le sous-jacent est un actif ou une catégorie d'actifs ayant un lien avec le Québec ou le Canada sont susceptibles d'avoir une incidence sur le marché des capitaux québécois, même si les contreparties ne sont pas des contreparties locales. Par conséquent, pour des motifs réglementaires, l'Autorité s'intéresse à ces dérivés, même si les données s'y rapportant n'ont pas à être déclarées selon le règlement, mais sont détenues par un référentiel central reconnu.

L'accès électronique prévu au sous-paragraphe *a* du paragraphe 1 de l'article 37 doit permettre à l'Autorité d'accéder aux données maintenues par le référentiel central reconnu, de les télécharger ou de les recevoir en temps réel.

Lorsqu'un participant corrige une erreur ou une omission dans les données sur les dérivés, l'Autorité ne s'attend pas à ce que les référentiels centraux reconnus lui renvoient des déclarations statiques corrigées, mais toute nouvelle déclaration statique qui lui est transmise dès qu'il est technologiquement possible de le faire après l'enregistrement de la correction devrait la refléter, le cas échéant. De même, l'Autorité s'attend à ce que les données auxquelles elle a accès électroniquement soient mises à jour en conséquence. Pour évaluer ce qui est considéré comme « technologiquement possible », elle tient compte de la prévalence, de la mise en œuvre et de l'utilisation de la technologie par des référentiels centraux comparables. Elle peut également réaliser des examens indépendants pour déterminer l'état de la technologie.

En vertu du paragraphe 2 de l'article 37, le référentiel central reconnu est tenu de respecter les normes internationalement reconnues qui sont applicables aux référentiels centraux en matière d'accès des organismes de réglementation. Ces normes ont été élaborées par le CPIM et par l'OICV. On s'attend à ce que l'ensemble des référentiels centraux reconnus se conforment aux recommandations qui seront énoncées dans le rapport final du CPIM-OICV en matière d'accès<sup>8</sup>.

Selon l'interprétation de l'Autorité, l'obligation, prévue au paragraphe 3 de l'article 37, que la contrepartie déclarante fasse de son mieux pour donner à l'Autorité accès aux données sur les dérivés signifie qu'elle doit à tout le moins demander au référentiel central reconnu de fournir ces données à l'Autorité.

### Article 38 – Données mises à la disposition des participants

Les paragraphes 1 et 2 de l'article 38 ont pour objet de garantir que chaque contrepartie, ainsi que toute personne agissant en son nom, a accès aux données sur les dérivés relatives à ses dérivés en temps opportun et que les référentiels centraux reconnus ont en place des procédures d'autorisation appropriées à cette fin. L'Autorité estime que le référentiel central reconnu devrait donner accès aux données à tout fournisseur tiers selon les modalités sur lesquelles il s'est entendu avec la contrepartie.

À noter que les contreparties déclarantes doivent avoir accès aux données sur les dérivés ayant trait à leurs dérivés afin de remplir leur obligation de s'assurer de l'exactitude des données déclarées en vertu du paragraphe *a* de l'article 26.1.

Nous comptons que les données mises à la disposition des contreparties et des personnes agissant en leur nom ne comprendront pas l'identité ou le LEI de l'autre contrepartie en ce qui concerne les transactions exécutées anonymement sur une plateforme de négociation de dérivés, conformément à l'article 22.1.

<sup>8</sup> Se reporter au rapport intitulé *Authorities' Access to TR Data* à l'adresse <http://www.bis.org/publ/cpss108.pdf>.



### Article 39 – Données mises à la disposition du public

Selon le paragraphe 1 de l'article 39, le référentiel central reconnu est tenu de mettre à la disposition du public, sans frais, certaines données agrégées sur tous les dérivés qui lui sont déclarés en vertu du règlement, dont les positions ouvertes (à savoir, les dérivés n'ayant pas expiré ou pris fin), le volume et le nombre de dérivés. On s'attend à ce qu'il les ventile par montant notionnel en cours et niveau d'activité et qu'il les affiche sur son site Web.

Lorsqu'un participant corrige une erreur ou une omission dans les données sur les dérivés, l'Autorité ne s'attend pas à ce que les référentiels centraux reconnus republient des données agrégées corrigées, mais toutes nouvelles données agrégées publiées dès qu'il est technologiquement possible de le faire après l'enregistrement de la correction devraient refléter la correction, le cas échéant. Pour évaluer ce qui est considéré comme « technologiquement possible », l'Autorité tient compte la prévalence, de la mise en œuvre et de l'utilisation de la technologie par des référentiels centraux comparables. Elle peut également réaliser des examens indépendants pour déterminer l'état de la technologie.

Selon le paragraphe 2 de l'article 39, les données agrégées communiquées en vertu du paragraphe 1 de cet article doivent être ventilées en plusieurs catégories d'information. Voici des exemples de ces données:

- la monnaie de libellé (soit la monnaie dans laquelle le dérivé est libellé);
- la catégorie d'actifs du sous-jacent (par exemple, titres à revenu fixe, de créance ou de capitaux propres);
- le type de produit (par exemple, options, contrats à terme ou swaps);
- le fait que le dérivé a été compensé ou non;
- la date d'expiration (par fourchettes d'échéances).

Le paragraphe 3 de l'article 39 exige du référentiel central reconnu de mettre à la disposition du public, sans frais et relativement à chaque transaction déclarée, des données qui sont conformes aux dispositions de l'Annexe C du règlement. Il devrait les afficher sur son site Web pendant au moins un an après la diffusion publique initiale. Nous comptons également qu'il diffuse publiquement la correction aux données sur les dérivés apportée par un participant, dès qu'il est technologiquement possible de le faire après son enregistrement, conformément au sous-paragraphe c du paragraphe 1 de l'Annexe C. Bien que la correction doive être diffusée publiquement, le référentiel central reconnu n'est pas tenu de modifier les déclarations publiées précédemment pour tenir compte de la donnée corrigée. Pour évaluer ce qui est considéré comme « technologiquement possible », l'Autorité tient compte de la prévalence, de la mise en œuvre et de l'utilisation de la technologie par des référentiels centraux comparables. Elle peut également réaliser des examens indépendants pour déterminer l'état de la technologie.

En vertu du paragraphe 4 de l'article 39, le référentiel central reconnu ne doit pas divulguer l'identité des contreparties au dérivé. Par conséquent, les données publiées doivent être anonymisées, et les noms ou les LEI des contreparties ne doivent pas y apparaître. Cette disposition n'a pas pour objet d'obliger le référentiel central reconnu à déterminer si les modalités d'un dérivé dont les données publiées ont été anonymisées sont susceptibles de permettre d'identifier une contrepartie.

## CHAPITRE 5 EXCLUSIONS

### Introduction

Le chapitre 5 prévoit diverses exclusions des obligations de déclaration introduites par le règlement.

#### **Article 40 – Dérivés sur marchandises**

L'article 40 prévoit une exclusion à l'égard du dérivé dont le seul élément sous-jacent est une marchandise autre que de la trésorerie ou une monnaie. Le règlement ne s'applique pas au dérivé sur marchandises qui est exclu conformément au paragraphe *d* de l'article 2 du *Règlement 91-506 sur la détermination des dérivés*.

Un dérivé se rapportant à une marchandise physique qui permet le règlement en espèces plutôt que par livraison est un exemple de dérivé sur marchandises auquel l'article 40 pourrait s'appliquer (sous réserve des autres modalités qui y sont énoncées). Nous sommes d'avis que les marchandises comprennent des biens tels que les produits agricoles, les produits forestiers, les produits marins, les minéraux, les métaux, les hydrocarbures, les pierres précieuses ou autres gemmes, l'électricité, le pétrole et le gaz naturel (les sous-produits et les raffinés en découlant) ainsi que l'eau. Par ailleurs, nous considérons certaines marchandises intangibles, notamment les crédits de carbone et les quotas d'émission, comme des marchandises. En revanche, cette exclusion ne s'applique pas aux instruments financiers, tels que les monnaies, les taux d'intérêt, les valeurs mobilières et les indices, ni aux cryptoactifs qui pourraient être assimilés à des instruments financiers.

L'exclusion ne s'applique pas à la contrepartie locale qui est une contrepartie déclarante agréée.

Dans le calcul du montant notionnel en cours à la fin d'un mois donné, il y a lieu de prendre en compte le montant notionnel de l'ensemble des dérivés en cours avec toutes les contreparties, sauf les entités du même groupe, qu'elles soient canadiennes ou étrangères, qui sont à déclarer en vertu du règlement et qui visent une marchandise autre que de la trésorerie ou une monnaie. Tout montant notionnel qui n'est pas exprimé en montant monétaire devrait être ainsi converti selon la méthode établie à l'annexe 3.1 du Manuel technique des données sur les dérivés des ACVM.

La contrepartie locale admissible à cette exclusion est tenue de déclarer les dérivés dont la catégorie d'actifs est autre qu'une marchandise ou qui visent de la trésorerie ou une monnaie, si elle est la contrepartie déclarante pour le dérivé en vertu de l'article 25.

Conformément au paragraphe 6 de l'article 25, la contrepartie locale qui accepte d'être la contrepartie déclarante pour un dérivé en vertu du paragraphe 3 de cet article doit remplir toutes ses obligations de déclaration à ce titre relativement à ce dérivé en dépit du fait qu'elle n'y serait sinon pas tenue en application de l'article 40.

Cette exclusion ne s'applique pas au dérivé initial lorsque la transaction est exécutée anonymement sur une plateforme de négociation de dérivés. Dans cette situation, même si les deux contreparties locales au dérivé ont par ailleurs droit à cette exclusion, il revient à la plateforme de déclarer le dérivé initial en vertu de l'article 36.1.

Dans un dérivé conclu entre deux contreparties locales, lorsque la contrepartie déclarante est déterminée conformément au paragraphe 4 de l'article 25 et que l'article 36.1 ne s'applique pas, chaque contrepartie locale devrait établir si cette exclusion lui est ouverte. Si elle n'est ouverte qu'à l'une d'elles, l'autre doit quand même déclarer le dérivé. Si elle l'est aux deux, le dérivé n'a pas à être déclaré en vertu du règlement.

Il n'y a pas d'obligation de déclarer, en vertu du règlement, les dérivés conclus entre une contrepartie locale admissible à cette exclusion et une contrepartie non locale, lorsque la contrepartie déclarante est déterminée selon le paragraphe 4 de l'article 25 et que l'article 36.1 ne s'applique pas.

#### **Article 41.1 – Dérivés entre entités du même groupe**

L'article 41.1 prévoit une exclusion de l'application de l'obligation de déclaration pour les dérivés conclus entre des contreparties déclarantes qui ne sont pas agréées. Ainsi, l'exclusion ne s'applique pas si une entité du même groupe qu'une contrepartie locale assujettie à l'obligation d'inscription à titre de courtier en vertu de la Loi conclut un dérivé avec cette contrepartie locale ou avec une autre entité du même groupe que celle-ci.

Par ailleurs, l'exclusion ne s'applique pas à la plateforme de négociation de dérivés relativement aux données sur les dérivés dans le cas d'une transaction qui y est exécutée anonymement et qui est destinée à être compensée.

**Article 41.2 – Dérivés entre une personne non résidente assujettie à l'obligation d'inscription à titre de courtier en vertu de la Loi et une contrepartie non locale**

L'article 41.2 établit une exclusion de l'obligation de déclaration relativement aux dérivés qui doivent être déclarés du seul fait qu'au moins une des deux contreparties est une contrepartie locale conformément au paragraphe *b* de la définition de cette expression. Cette exclusion s'applique à la personne étrangère assujettie à l'obligation d'inscription à titre de courtier en vertu de la Loi qui est une contrepartie locale au sens de la disposition susmentionnée, à l'égard des dérivés conclus avec une autre personne étrangère qui est assujettie à l'obligation d'inscription à titre de courtier en vertu de la Loi, ou une personne étrangère qui n'est pas assujettie à l'obligation d'inscription à titre de courtier en vertu de la Loi.

Or, cette exclusion ne peut être invoquée si le dérivé engage l'une des personnes suivantes :

- une personne qui est à la fois une contrepartie locale conformément au paragraphe *b* de la définition de cette expression et une personne agréée en vertu de l'article 82 de la Loi;
- une personne physique résidant au Québec; une personne qui est assujettie à l'obligation d'inscription à titre de courtier en vertu de la Loi doit déclarer les dérivés conclus avec cette personne, même si elle n'est pas une « contrepartie locale ».

Voici des exemples d'application de l'exclusion :

Contrepartie A	Contrepartie A qui est une « contrepartie locale »	Contrepartie B	Contrepartie B qui est une « contrepartie locale »	Conclusion
Une banque européenne qui est une personne assujettie à l'obligation d'inscription à titre de courtier en vertu de la Loi et n'est pas une « personne agréée » en vertu de l'article 82 de la Loi	Une « contrepartie locale » uniquement en vertu du paragraphe <i>b</i> de la définition de cette expression	Une banque européenne	Une contrepartie non locale ou une « contrepartie locale » uniquement en vertu du paragraphe <i>b</i> de la définition de cette expression	L'exclusion s'applique
Une banque américaine qui est une personne assujettie à l'obligation d'inscription à titre de courtier en vertu de la Loi et n'est pas une « personne agréée » en vertu de l'article	Une « contrepartie locale » uniquement en vertu du paragraphe <i>b</i> de la définition de cette expression	Une contrepartie américaine (non garantie par une contrepartie locale)	Une contrepartie non locale	L'exclusion s'applique

82 de la Loi				
Une banque japonaise qui est une personne assujettie à l'obligation d'inscription à titre de courtier en vertu de la Loi	Une « contrepartie locale » uniquement en vertu du paragraphe <i>b</i> de la définition de cette expression	Une caisse de retraite québécoise	Une contrepartie locale en vertu du paragraphe <i>a</i> de la définition de cette expression	L'exclusion ne s'applique pas – le dérivé doit être déclaré
Une banque du Royaume-Uni qui est une personne assujettie à l'obligation d'inscription à titre de courtier en vertu de la Loi	Une « contrepartie locale » uniquement en vertu du paragraphe <i>b</i> de la définition de cette expression	Une personne physique résidant au Québec	Une contrepartie non locale	L'exclusion ne s'applique pas – le dérivé doit être déclaré
Une banque canadienne qui est une personne assujettie à l'obligation d'inscription à titre de courtier en vertu de la Loi	Une « contrepartie locale » uniquement en vertu des paragraphes <i>a</i> et <i>b</i> de la définition de cette expression	Non pertinent	Non pertinent	L'exclusion ne s'applique pas – le dérivé doit être déclaré

**ANNEXE A  
CHAMPS DE DONNÉES MINIMALES À DÉCLARER AU RÉFÉRENTIEL  
CENTRAL RECONNU**

L'Annexe A du règlement devrait être lue conjointement avec le Manuel technique des données sur les dérivés des ACVM figurant à l'Annexe A de la présente instruction générale, qui présente les formes et les valeurs admissibles pour les spécifications des données sur les dérivés à déclarer par la contrepartie déclarante en vertu du chapitre 3 du règlement.

# Manuel technique des données sur les dérivés

---

Spécifications techniques concernant la déclaration des données sur les dérivés de gré à gré

25 juillet 2024

Version 1.0

# Sommaire

---

<b>1</b>	<b>INTRODUCTION</b>	<b>4</b>
1.1	Contexte	4
1.1.1	Format des spécifications techniques	4
1.2	Explication de certains éléments de données ou catégories de données	6
1.2.1	Sens de la transaction	6
1.2.2	Éléments de données répétés ou produits à branches multiples	6
1.2.3	Tableaux	6
1.2.4	Événements du cycle de vie	6
1.2.5	Validations	7
1.2.6	Identifiant unique de produit	7
1.2.7	Champs relatifs aux autres paiements	8
1.2.8	Paquets de dérivés	8
1.2.9	Déclaration des positions	8
1.2.10	UTI antérieur	8
1.3	Dérivés préalablement existants	9
<b>2</b>	<b>SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES</b>	<b>10</b>
2.1	Lignes directrices pour la déclaration des positions	57
<b>3</b>	<b>ANNEXE</b>	<b>62</b>
3.1	Montant notionnel	62
3.2	Mise en correspondance des valeurs autorisées par la convention de calcul des jours avec les valeurs ISO 20022, FpML et FIX/FIXML	63
3.3	Méthode de valorisation	71
3.4	Catégorie de sûreté	72
3.5	Déclaration des événements du cycle de vie	72

3.6	Séquence autorisée des actions du cycle de vie	74
3.7	Définitions des valeurs autorisées pour les types d'événement	75
3.8	Définitions des valeurs autorisées pour les types d'action	76
<b>4</b>	<b>EXEMPLES</b>	<b>77</b>
4.1	Transactions sur plateforme d'exécution de swaps – anonymes et compensées	77
4.2	Paquet – prix/écart	77
4.3	Résiliation/modification partielle, correction	78
4.4	Affectation (ALOC)	78
4.5	Position	78
4.6	Erreur et relance	79
4.7	Dérivé sur cryptoactifs	79
4.8	Mise à niveau	80



# 1 Introduction

## 1.1 Contexte

Le présent manuel (*Manuel technique des données sur les dérivés* des ACVM, appelé ci-après le **Manuel technique**) énonce les spécifications relatives à la définition, au format et aux valeurs autorisées pour chaque élément de données dont la déclaration est obligatoire en vertu de la *Rule 91-507 Derivatives: Trade Reporting* de la Commission des valeurs mobilières du Manitoba, de la *Rule 91-507 Derivatives: Trade Reporting* de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario, du *Règlement 91-507 sur les référentiels centraux et la déclaration de données sur les dérivés* du Québec et, dans les provinces et territoires non mentionnés ici, de la *Norme multilatérale 96-101 sur la déclaration des opérations sur dérivés* (collectivement appelés ci-après les **règlements sur la déclaration des opérations**). Ces spécifications sont principalement tirées du document *Revised CDE Technical Guidance – version 3: Harmonisation of critical OTC derivatives data elements (other than UTI and UPI)*<sup>1</sup> (appelé ci-après les **orientations techniques CDE**).

Le *Manuel technique* est destiné à aider les intervenants sur le marché à déclarer leurs données conformément aux règlements sur la déclaration des opérations dont l'entrée en vigueur est attendue pour le 25 juillet 2025.

À moins d'indication contraire dans le *Manuel technique* ou que la situation ne s'y prête pas, tout terme employé dans le *Manuel technique* et défini dans l'une ou l'autre des règlements sur la déclaration des opérations s'entend au sens de cette règle.

En général, lorsqu'un élément de données correspond aux prescriptions de la Commodity Futures Trading Commission (la **CFTC**), le *Manuel technique* emploie le même nom, la même définition, le même format et les mêmes valeurs autorisées que la CFTC.

Il est prévu que le *Manuel technique* soit périodiquement actualisé en fonction des mises à jour apportées par les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (**ACVM**) et les instances internationales.

### 1.1.1 Format des spécifications techniques

- 1) **#** : un numéro est attribué à tous les éléments de données pour faciliter la consultation. Il est fait référence à ce numéro dans l'ensemble du *Manuel technique* et dans l'annexe A de chacun des règlements sur la déclaration des opérations.
- 2) **Source** : cette colonne contient la mention « CDE », « ACVM », « CFTC » ou « AEMF ». « CDE » indique un élément de données tiré des orientations techniques CDE, « CFTC », un élément de données provenant de la Commodity Futures Trading Commission et « AEMF », un élément de données provenant de l'Autorité européenne des marchés financiers.
- 3) **Catégorie** : les éléments de données sont regroupés par thème ou catégorie.
- 4) **Description de l'élément de données** : la brève description de l'élément de données qui est fournie dans l'annexe A de chacun des règlements sur la déclaration des opérations est reproduite dans le *Manuel technique* pour des raisons de commodité. Les descriptions sont rédigées de manière à respecter les normes de rédaction des règlements des ACVM tout en concordant en substance avec l'explication détaillée correspondante.
- 5) **Explication détaillée de l'élément de données** : pour les éléments de données « CDE », les explications proviennent des orientations techniques CDE, et des notes de bas de page ont été ajoutées pour donner des éclaircissements en fonction des règlements de la CFTC. Pour les éléments de données CFTC, les explications proviennent des spécifications techniques de la CFTC, et de notes de bas de page ont été ajoutées pour donner des éclaircissements. Pour les éléments de données « AEMF », les explications proviennent des règles de validation REFIT de l'AEMF. Les éléments de données dont la source est la CFTC ou l'AEMF valent sans égard aux obligations de déclaration américaines ou européennes. Par exemple, les éléments de données de source CFTC ne valent pas

<sup>1</sup> Voir *Revised CDE Technical Guidance – version 3 - Harmonisation of critical OTC derivative data elements (other than UTI and UPI)*, septembre 2023, [https://www.leiroc.org/publications/gls/roc\\_20230929.pdf](https://www.leiroc.org/publications/gls/roc_20230929.pdf).

uniquement pour les swaps visés par les règles de la CFTC, mais bien pour tous les dérivés devant être déclarés selon les règlements sur la déclaration des opérations, qu'ils le soient ou non selon les règles de la CFTC.

6) **Format** : voir le tableau ci-dessous pour la signification des formats utilisés dans le présent document.

Format	Contenu en bref	Explication complémentaire	Exemple(s)
<b>AAAA-MM-JJ</b>	<b>Date</b>	AAAA = quatre chiffres représentant l'année. MM = deux chiffres représentant le mois. JJ = deux chiffres représentant le jour.	2015-07-06 (Désigne le 6 juillet 2015)
<b>AAAA-MM-JJThh:mm:ssZ</b>	<b>Date et heure</b>	AAAA, MM, JJ comme ci-dessus. hh = deux chiffres représentant l'heure (00 à 23) (le format AM/PM n'est PAS autorisé). mm = deux chiffres représentant les minutes (00 à 59). ss = deux chiffres représentant les secondes (00 à 59). T est une constante et indique le début de l'élément « heure ». Z est une constante et indique que les heures sont exprimées en UTC (temps universel coordonné) et non en heure locale.	2014-11-05T13:15:30Z (désigne le 5 novembre 2014, 13 h 15 min 30 s, UTC, ou le 5 novembre 2014, 8 h 15 min 30 s, heure normale de l'est des États-Unis)
<b>Num(25,5)</b>	<b>Jusqu'à 25 caractères numériques comprenant jusqu'à cinq décimales.</b>	La longueur n'est pas fixe, mais elle est limitée à 25 caractères numériques, dont jusqu'à cinq caractères numériques après la virgule. Si la valeur comporte plus de cinq chiffres après la virgule, les contreparties déclarantes doivent arrondir à la moitié supérieure.	1352,67 12345678901234567890,12345 1234567890123456789012345 0 - 20000,25 - 0,257
<b>Num(5)<sup>2</sup></b>	<b>Jusqu'à cinq caractères numériques; les décimales ne sont pas autorisées.</b>	La longueur n'est pas fixe, mais elle est limitée à cinq caractères numériques	12345 123 20
<b>Char(3)</b>	<b>Trois caractères alphanumériques</b>	La longueur est fixée à trois caractères alphanumériques.	USD X1X 999
<b>Varchar(25)</b>	<b>Jusqu'à 25 caractères alphanumériques</b>	La longueur n'est pas fixe, mais elle est limitée à 25 caractères alphanumériques. Aucun caractère spécial n'est autorisé. S'ils sont autorisés, cela sera explicitement indiqué dans le format de l'élément de données.	asgaGEH3268EFdsagtTRCF543 aaaaaaaaa x
<b>Booléen</b>	<b>Caractères booléens</b>	« Vrai » ou « Faux » ou encore « vrai » ou « faux » <sup>3</sup>	Vrai/vrai Faux/faux

Tableau 1 – Explication des formats utilisés dans les spécifications techniques

<sup>2</sup> Le format Num(5) est équivalent au format Num(5,0) utilisé dans le présent manuel, mais ne permet pas l'emploi de décimales.

<sup>3</sup> Les majuscules comme les minuscules sont acceptées tant que les ACVM n'ont pas adopté la norme de messagerie ISO 20022.

## 1.2 Explication de certains éléments de données ou catégories de données

### 1.2.1 Sens de la transaction

Le *Manuel technique* exige la déclaration de l'acheteur/du vendeur ou du payeur/du receveur pour cet élément de données. Il s'agit d'une approche légèrement différente de celle des orientations techniques CDE, qui prévoient deux options de déclaration du sens de la transaction. La contrepartie déclarante n'a pas à déclarer à la fois l'acheteur/le vendeur et le payeur/le receveur pour une transaction donnée; elle emploie la méthode de déclaration appropriée au type d'instrument déclaré.

### 1.2.2 Éléments de données répétés ou produits à branches multiples

Un produit à branches ou flux multiples pourrait être déclaré plus d'une fois au moyen d'un même élément de données; cela dépend du produit déclaré et de la convention de marché qui s'y rattache. Pour qu'un produit puisse être déclaré plus d'une fois au moyen d'un même élément de données, il doit être coté à titre de branche. Si le concept de branches ou flux multiples ne s'applique pas au produit, déclarer les valeurs dans l'élément de données correspondant à la première branche (branche 1) pour tous les champs spécifiés comme se rapportant aux produits à branches multiples. Pour les produits comportant deux branches dont l'une fait référence à une valeur fixe et l'autre, à une valeur variable, les éléments relatifs à la branche 1 doivent concerner la branche qui fait référence à la valeur fixe et les éléments relatifs à la branche 2 doivent concerner la branche qui fait référence à la valeur variable. Pour les produits comportant deux branches faisant référence chacune à une valeur variable différente, l'ordre des branches doit correspondre à l'ordre alphabétique de leurs sous-jacents respectifs. Si les sous-jacents en question portent un même nom, mais se différencient par leur durée, les éléments relatifs à la branche 1 doivent concerner le sous-jacent qui a la durée la plus courte.

### 1.2.3 Tableaux

Les données relatives aux dérivés auxquels sont associés des tableaux spécifiant des renseignements connus au moment de l'exécution de la transaction doivent être déclarées en tant que données à communiquer à l'exécution. Lorsque plusieurs valeurs doivent être déclarées dans un même champ, il est possible de placer un délimiteur entre ces valeurs. Le choix du délimiteur est laissé à la discrétion du référentiel central, mais ce délimiteur doit être le même pour tous les champs. Les champs qui permettent l'inscription de multiples valeurs sont tous d'une longueur variable d'un maximum de 500 caractères pour ce qui est du type de donnée, quelle que soit la forme sous laquelle le référentiel central collecte les données de ses participants. La diffusion publique est obligatoire pour les 10 premières valeurs des champs de tableau.

### 1.2.4 Actions et événements

L'Annexe 3.5 montre comment présenter les différents événements dans les déclarations de transactions, de positions et de fin de journée (valorisation et sûretés) est illustrée sous la rubrique 3.5.

Il faut au moins déclarer tout élément de données touché par des actions ou des événements. Il revient au référentiel central de juger de la pertinence d'inclure d'autres éléments dans les messages qui se rapportent aux événements.

Les corrections portant sur la valorisation et les sûretés sont permises. Elles doivent être déclarées au moyen des types d'action « VALU » et « MARU ».

## 1.2.5 Validations

De manière générale, les validations sont censées être les mêmes que celles prévues par la CFTC dans ses obligations de déclaration des données à la Partie 45 dans le cas où l'élément de données du *Manuel technique* serait également requis par la CFTC. Il est loisible au référentiel central de limiter le nombre d'éléments de données à transmettre pour les types d'action « TERM », « PRTO » et « EROR ».

### Types de déclarations

Transaction = données à communiquer à l'exécution et données sur les événements du cycle de vie. On entend par « transaction » la conclusion, la cession, la vente ou toute autre forme d'acquisition ou d'aliénation d'un dérivé ou la novation d'un dérivé. D'après les règlements sur la déclaration des opérations, chaque transaction est à déclarer comme un dérivé unique.

Valorisation = données de valorisation. On entend par « données de valorisation » les données qui indiquent la valeur actuelle du dérivé et qui comprennent les données visées dans les éléments de la rubrique «Éléments de données relatifs à la valorisation» de l'annexe A.

Sûretés = données sur les marges. On entend par « données sur les sûretés et les marges » les données correspondant aux montants actuels de sûreté et de marge déposées ou collectées qui sont visés dans les éléments de la rubrique « Éléments de données relatifs aux sûretés et aux marges » de l'annexe.

### Valeurs

O = obligatoire (L'élément de données est obligatoire et les règles de validation supplémentaires, s'il en est de spécifiées, doivent aussi être suivies.)

C = conditionnel (L'élément de données est requis si les conditions énoncées dans les règles de validation sont réunies. Les règles de validation supplémentaires, s'il en est de spécifiées, doivent aussi être suivies.)

NR = non requis (L'élément de données n'est pas requis dans la déclaration.)

F = facultatif (L'élément de données est à inclure s'il est pertinent. Son utilisation peut être soumise à l'application de règles de validation supplémentaires, s'il en est de spécifiées.)

### Éléments de données par branche

Les validations contenues dans le *Manuel technique* en ce qui concerne les éléments de données par branche sont censées s'appliquer à la première branche (branche 1). On ne peut présumer qu'elles s'appliquent de la même manière à la seconde branche (branche 2), en grande partie en raison de la conditionnalité qui existe entre les champs qui concernent les branches et du fait que les éléments de données propres à un référentiel central peuvent exercer sur l'application des validations publiées des effets qui ne sont pas prévus dans le *Manuel technique*. C'est pourquoi les référentiels centraux peuvent incorporer d'autres validations à l'égard des éléments de données par branche s'ils l'estiment nécessaire.

Il est possible d'inscrire une valeur lorsque l'instruction « sinon » est « {champ vide} », ce qui s'interprète comme un « sinon » optionnel.

## 1.2.6 Identifiant unique de produit

### Éléments de données relatifs à l'actif sous-jacent

Les éléments de données de cette série servent à communiquer les informations relatives aux sous-jacents lorsqu'elles ne peuvent être dérivées de l'UPI. Ces éléments de données s'appliquent aux actifs de toute catégorie et doivent être fournis à l'appui de tout sous-jacent.

- Les éléments de données 128 et 129 sont à utiliser lorsque le fournisseur de services UPI ne reçoit pas d'identifiant ni de source pour un sous-jacent en particulier (c'est-à-dire que la valeur transmise au fournisseur de services UPI pour les champs « Identifiant du sous-jacent » et « Source de l'identifiant du sous-jacent » est « AUTRE » dans les deux cas).

- Les éléments de données 130 et 131 sont nécessaires à la détermination du prix d'un actif ou indice sous-jacent qui ne peut être dérivé de l'UPI.
- L'élément de données 121 sert à faciliter le repérage des transactions sur dérivés fondées sur des cryptoactifs lorsqu'il n'est pas possible de le faire d'après l'UPI.

### 1.2.7 Champs relatifs aux autres paiements

Les éléments de données de la série qui concerne les autres paiements peuvent être déclarés plusieurs fois dans le cas de multiples paiements.

### 1.2.8 Paquets de dérivés

Lorsqu'un paquet de dérivés est constitué d'une combinaison de contrats dérivés négociés ensemble en tant que produit d'une seule entente économique et que le tableau des champs ne permet pas de fournir tous les renseignements dans une seule déclaration, la contrepartie déclarante ou l'entité chargée de la déclaration se sert de l'identifiant de paquet de dérivés comme unique lien entre les déclarations relatives à un même contrat dérivé.

Si un dérivé cesse d'exister, mais donne naissance à un autre dérivé, ces deux contrats sont à déclarer individuellement et non comme un paquet de dérivés. Il ne convient donc pas de lier leurs déclarations au moyen d'un identifiant de paquet de dérivés, mais il faut utiliser le champ « UTI antérieur ».

Les champs de déclaration « Prix du paquet de dérivés » et « Monnaie du prix du paquet de dérivés » doivent contenir le prix et la monnaie qui s'applique au paquet de dérivés dans sa totalité et non ceux de ses composants. Si les composants ont des prix individuels, il faut inscrire ces prix et leur monnaie dans les champs « Prix » et « Monnaie du prix » des déclarations pertinentes en plus d'utiliser le « Prix du paquet de dérivés ».

### 1.2.9 Déclaration des positions

La déclaration des positions est une méthode facultative de déclaration des dérivés qui est conforme aux obligations énoncées à l'article 33.1 des règlements sur la déclaration des opérations. La manière de déclarer les événements du cycle de vie en lien avec certains éléments de données est précisée sous la rubrique 2.1, « Lignes directrices pour la déclaration des positions ». La déclaration des événements du cycle de vie au niveau des positions est possible pour tous les éléments de données pertinents lorsque le dérivé répond aux conditions énoncées. Pour un exemple, voir la rubrique 4.5.

La déclaration des positions n'est possible que si les dérivés ont d'abord été déclarés séparément au niveau des transactions. L'état des dérivés doit être mis à jour au niveau des transactions de manière à ce qu'il soit évident que les dérivés ne sont plus ouverts et ainsi prévenir la double déclaration des dérivés inclus dans les positions. La contrepartie déclarante doit déclarer au niveau des transactions la fin de tout dérivé qui entre dans une position. Pour les nouveaux dérivés inclus dans la position le même jour, elle utilise le type d'action « POSC » sans type d'événement. Pour les dérivés inclus dans la position un autre jour, elle utilise le type d'action « TERM » et le type d'événement « INCP ».

Lorsque la valorisation d'une position devient nulle, il n'y a que deux façons possibles de procéder :

- Mettre fin à la position et déclarer ultérieurement une nouvelle position au moyen d'un UTI différent. Ne déclarer aucune valorisation entre la fin de la première position et la création de la nouvelle.
- Garder la position ouverte et déclarer quotidiennement une valeur nulle.

### 1.2.10 UTI antérieur

L'UTI antérieur doit être attribué au dérivé qui est le prédécesseur de celui auquel il a donné naissance en raison d'un événement du cycle de vie, lorsque la relation entre les dérivés est d'un à un. Cet élément de données ne s'utilise pas lorsque la relation entre les dérivés est de plusieurs à un ou de plusieurs à plusieurs (par exemple dans le cas d'une compression). Il s'utilise particulièrement à l'occasion des événements suivants :

- a. Novation complète ou partielle (déclaration avec le type d'action « NEWT » et le type d'événement « NOVA », inclusion de l'UTI antérieur);
- b. Compensation;
- c. Exercice (dans le cas des swaptions);
- d. Répartition (déclaration avec le type d'action « NEWT » et le type d'événement « ALOC », inclusion de l'UTI antérieur);
- e. Événement d'entreprise (dans le cas d'un fractionnement).

### 1.3 Dérivés préalablement existants

Les contreparties ne doivent pas créer de nouveaux UTI pour les dérivés en cours, même si l'UTI d'origine n'est pas entièrement conforme, par exemple, avec les nouveaux formats prescrits par le *Manuel technique*. Dans le cas des IUS (identifiants uniques de swap) utilisés pour des dérivés existants, le référentiel central peut permettre que ces IUS soient transmis comme éléments de données distincts.

Tous les dérivés existants devront ultimement être mis à niveau en fonction des nouvelles exigences et déclarés au moyen du type d'action « Modifier » (MODI) et du type d'événement « Mise à niveau » (UPDT).

## 2 Spécifications techniques

### Éléments de données relatifs aux contreparties

Numéro de l'élément de données	Source	Nom de l'élément de données	Description de l'élément de données <i>(de l'annexe A des règlements sur la déclaration des opérations)</i>	Explication détaillée de l'élément de données	Format	Valeurs	Mis à la disposition du public	Validations
1	CDE	Contrepartie 1 (contrepartie déclarante)	Identifiant de la contrepartie déclarante	<p>L'identifiant de la contrepartie à une transaction sur dérivé de gré à gré<sup>4</sup> qui remplit son obligation de déclaration par la déclaration en question.</p> <p>Dans les territoires où les deux parties doivent déclarer la transaction, l'identifiant de la contrepartie 1 identifie toujours la contrepartie déclarante.</p> <p>Dans le cas d'une transaction sur dérivés attribuée qu'un gestionnaire de fonds exécute pour le compte d'un fonds, c'est le fonds, et non pas le gestionnaire, qui est déclaré en tant que contrepartie. Ce gestionnaire peut toutefois être déclaré en tant que contrepartie si l'attribution de l'opération de bloc à des fonds particuliers n'a pas encore eu lieu avant la date limite de déclaration.</p> <p>Lorsque l'obligation de déclaration est acquittée par une plateforme de négociation, l'identifiant de la contrepartie 1 identifie l'une des contreparties à la transaction.</p>	Char(20) pour un code LEI	<ul style="list-style-type: none"> <li>Code LEI ISO 17442 qui est inclus dans les données LEI publiées par la Global LEI Foundation (GLEIF, <a href="http://www.gleif.org/">www.gleif.org/</a>).</li> </ul>	N	Transaction – O Sûretés – O Valorisation – O
2	CDE	Contrepartie 2 (contrepartie non déclarante)	Identifiant de la contrepartie non déclarante	<p>L'identifiant de la deuxième contrepartie<sup>5</sup> à une transaction sur dérivé de gré à gré.</p> <p>Dans le cas d'une transaction sur dérivés attribuée qu'un gestionnaire de fonds exécute pour le compte d'un fonds, c'est le fonds, et non pas le gestionnaire, qui est déclaré en tant que contrepartie. Ce gestionnaire peut toutefois être déclaré en tant que contrepartie si l'attribution de l'opération de bloc à des fonds particuliers n'a pas encore eu lieu avant la date limite de déclaration.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Char(20) pour un code LEI ou</li> <li>Varchar(72), pour les personnes physiques qui agissent en tant que particuliers et qui ne sont pas admissibles à un code LEI selon la politique du ROC – Individuals Acting in a Business Capacity (particuliers agissant dans le cadre d'une activité commerciale) ou</li> <li>Varchar(72), code d'identification interne d'une contrepartie non déclarante soumise à une loi de blocage.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Code LEI ISO 17442 qui est inclus dans les données LEI publiées par la Global LEI Foundation (GLEIF, <a href="http://www.gleif.org/">www.gleif.org/</a>).</li> <li>Pour les personnes physiques qui agissent en tant que particuliers (non admissibles à un code LEI selon la politique du ROC – Individuals Acting in a Business Capacity) : code LEI de la contrepartie déclarante suivi d'un identifiant unique attribué et utilisé systématiquement par la contrepartie déclarante pour cette ou ces personnes physiques aux fins de déclaration réglementaire.</li> <li>Un code d'identification interne comme identifiant de la contrepartie non déclarante si cette contrepartie ou cette transaction est soumise à une loi de blocage et que la contrepartie déclarante bénéficie d'une dispense de ces obligations de déclaration des données sur les dérivés.</li> </ul>	N	Transaction – O Sûretés – O Valorisation – O

<sup>4</sup> Dans les explications des éléments de données du CDE et les annexes du *Manuel technique*, les expressions « dérivé de gré à gré » et « opération » s'entendent d'un dérivé.

<sup>5</sup> On ne doit déclarer qu'une seule contrepartie. Si plusieurs contreparties se partagent la responsabilité en droit incombant à la seconde contrepartie (par exemple, sont responsables solidairement), ne déclarer qu'une seule de ces contreparties et toujours utiliser cette même contrepartie pour la déclaration des données de continuité et des événements du cycle de vie.

Numéro de l'élément de données	Source	Nom de l'élément de données	Description de l'élément de données <i>(de l'annexe A des règlements sur la déclaration des opérations)</i>	Explication détaillée de l'élément de données	Format	Valeurs	Mis à la disposition du public	Validations
3	CFTC	Source de l'identifiant de la contrepartie 2	Type d'identifiant de la contrepartie 2.	La source servant à identifier la contrepartie 2.	Char(4)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• LEID = identifiant pour les entités juridiques</li> <li>• NPID = identifiant de personne physique, pour identifier les personnes qui agissent en tant que particuliers, et non en tant qu'entités commerciales</li> <li>• PLID = un identifiant interne seulement si : 1) la contrepartie 2 est soumise à une loi de blocage ou à une exigence de consentement; 2) l'autorité de réglementation compétente membre des ACVM a rendu une décision de dispense relativement aux lois de blocage et exigences de consentement; et 3) la contrepartie déclarante est en conformité avec les conditions de la décision de dispense.</li> </ul>	N	Transaction – O Sûretés – O Valorisation – O
4	CDE	Identifiant de l'acheteur	L'identifiant de la contrepartie qui est l'acheteur.	<p>L'identifiant de la contrepartie qui est l'acheteur au moment de la transaction.</p> <p>Voici une liste non exhaustive d'exemples d'instruments auxquels cet élément de données pourrait s'appliquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la plupart des contrats à terme de gré à gré et des contrats semblables (à l'exception des contrats de change à terme et des contrats de change à terme non livrables);</li> <li>• la plupart des contrats d'option et des contrats semblables, y compris les swaptions, les plafonds et les planchers;</li> <li>• les swaps sur défaillance (acheteur/vendeur de protection);</li> <li>• les swaps de variance, de volatilité et de corrélation;</li> <li>• les contrats sur différence et les spreadbets (paris sur écart).</li> </ul> <p>Cet élément de données ne s'applique pas aux types d'instruments couverts par les éléments de données Identifiant du payeur et Identifiant du receveur.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Char(20) pour un code LEI ou</li> <li>• Varchar(72), pour les personnes physiques qui agissent en tant que particuliers et qui ne sont pas admissibles à un code LEI selon la politique du ROC – Individuals Acting in a Business Capacity (particuliers agissant dans le cadre d'une activité commerciale) ou</li> <li>• Varchar(72), code d'identification interne d'une contrepartie non déclarante soumise à une loi de blocage.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Code LEI ISO 17442 qui est inclus dans les données LEI publiées par la Global LEI Foundation (GLEIF, <a href="http://www.gleif.org">www.gleif.org</a>).</li> <li>• Pour les personnes physiques qui agissent en tant que particuliers (non admissibles à un code LEI selon la politique du ROC – Individuals Acting in a Business Capacity) : code LEI de la contrepartie déclarante suivi d'un identifiant unique attribué et utilisé systématiquement par la contrepartie déclarante pour cette ou ces personnes physiques aux fins de déclaration réglementaire.</li> <li>• Un code d'identification interne comme identifiant de la contrepartie non déclarante si cette contrepartie ou cette transaction est soumise à une loi de blocage et que la contrepartie déclarante bénéficie d'une dispense de ces obligations de déclaration des données sur les dérivés.</li> </ul>	N	Transaction – C si [Identifiant du payeur] et [Identifiant du receveur] ne sont pas utilisés, sinon (champ vide); lorsqu'ils sont utilisés, la valeur doit correspondre à la valeur de [Contrepartie 1 (contrepartie déclarante)] ou [Contrepartie 2]. Sûretés – NR Valorisation – NR
5	CDE	Identifiant du vendeur	L'identifiant de la contrepartie qui est le vendeur.	<p>L'identifiant de la contrepartie qui est le vendeur au moment de la transaction.</p> <p>Voici une liste non exhaustive d'exemples d'instruments auxquels cet élément de données pourrait s'appliquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la plupart des contrats à terme de gré à gré et des contrats semblables (à l'exception des contrats de change à terme et des contrats de change à terme non livrables);</li> <li>• la plupart des contrats d'option et des contrats semblables, y compris les swaptions, les plafonds et les planchers;</li> <li>• les swaps sur défaillance (acheteur/vendeur de protection);</li> <li>• les swaps de variance, de volatilité et de corrélation;</li> <li>• les contrats sur différence et les spreadbets (paris sur écart).</li> </ul> <p>Cet élément de données ne s'applique pas aux types d'instruments couverts par les éléments de données Identifiant du payeur et Identifiant du receveur.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Char(20) pour un code LEI ou</li> <li>• Varchar(72), pour les personnes physiques qui agissent en tant que particuliers et qui ne sont pas admissibles à un code LEI selon la politique du ROC – Individuals Acting in a Business Capacity (particuliers agissant dans le cadre d'une activité commerciale) ou</li> <li>• Varchar(72), code d'identification interne d'une contrepartie non déclarante soumise à une loi de blocage.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Code LEI ISO 17442 qui est inclus dans les données LEI publiées par la Global LEI Foundation (GLEIF, <a href="http://www.gleif.org">www.gleif.org</a>).</li> <li>• Pour les personnes physiques qui agissent en tant que particuliers (non admissibles à un code LEI selon la politique du ROC – Individuals Acting in a Business Capacity) : code LEI de la contrepartie déclarante suivi d'un identifiant unique attribué et utilisé systématiquement par la contrepartie déclarante pour cette ou ces personnes physiques aux fins de déclaration réglementaire.</li> <li>• Un identifiant interne comme identifiant de la contrepartie non déclarante si cette contrepartie ou cette transaction est soumise à une loi de blocage et que la contrepartie déclarante bénéficie d'une dispense de ces obligations de déclaration des données sur les dérivés.</li> </ul>	N	Transaction – C si [Identifiant du payeur] et [Identifiant du receveur] ne sont pas utilisés, sinon (champ vide); lorsqu'ils sont utilisés, la valeur doit correspondre à la valeur de [Contrepartie 1 (contrepartie déclarante)] ou [Contrepartie 2]. Sûretés – NR Valorisation – NR



Numéro de l'élément de données	Source	Nom de l'élément de données	Description de l'élément de données <i>(de l'annexe A des règlements sur la déclaration des opérations)</i>	Explication détaillée de l'élément de données	Format	Valeurs	Mis à la disposition du public	Validations
6	CDE	Identifiant du payeur [identifiant du payeur – branche 1] [identifiant du payeur – branche 2]	L'identifiant de la contrepartie de la branche du payeur.	L'identifiant de la contrepartie de la branche du payeur au moment de la transaction.  Voici une liste non exhaustive d'exemples d'instruments auxquels cet élément de données pourrait s'appliquer : • la plupart des swaps et des contrats assimilables à des swaps, y compris les swaps sur taux d'intérêt <sup>6</sup> , les swaps sur rendement total de crédit et les swaps d'actions (à l'exception des swaps sur défaillance et des swaps de variance, de volatilité et de corrélation); • les swaps sur devises, les contrats à terme de gré à gré, les contrats à terme de gré à gré non livrables.  Cet élément de données ne s'applique pas aux types d'instruments couverts par les éléments de données Identifiant de l'acheteur et Identifiant du vendeur.	• Char(20) pour un code LEI ou  • Varchar(72), pour les personnes physiques qui agissent en tant que particuliers et qui ne sont pas admissibles à un code LEI selon la politique du ROC – Individuals Acting in a Business Capacity (particuliers agissant dans le cadre d'une activité commerciale) ou  • Varchar(72), code d'identification interne d'une contrepartie non déclarante soumise à une loi de blocage.	• Code LEI ISO 17442 qui est inclus dans les données LEI publiées par la Global LEI Foundation (GLEIF, <a href="http://www.gleif.org/">www.gleif.org/</a> ).  • Pour les personnes physiques qui agissent en tant que particuliers (non admissibles à un code LEI selon la politique du ROC – Individuals Acting in a Business Capacity) : code LEI de la contrepartie déclarante suivi d'un identifiant unique attribué et utilisé systématiquement par la contrepartie déclarante pour cette ou ces personnes physiques aux fins de déclaration réglementaire.  • Un identifiant interne comme identifiant de la contrepartie non déclarante si cette contrepartie ou cette transaction est soumise à une loi de blocage et que la contrepartie déclarante bénéficie d'une dispense de ces obligations de déclaration.	N	Transaction – C si [Identifiant de l'acheteur] et [Identifiant du vendeur] ne sont pas utilisés, sinon {champ vide}; lorsqu'ils sont utilisés, la valeur doit correspondre à la valeur de [Contrepartie 1 (contrepartie déclarante)] ou [Contrepartie 2].  Sûretés – NR  Valorisation – NR
7	CDE	Identifiant du receveur [identifiant du receveur – branche 1] [identifiant du receveur – branche 2]	L'identifiant de la contrepartie de la branche receveuse.	L'identifiant de la contrepartie de la branche receveuse au moment de la transaction.  Voici une liste non exhaustive d'exemples d'instruments auxquels cet élément de données pourrait s'appliquer : • la plupart des swaps et des contrats assimilables à des swaps, y compris les swaps sur taux d'intérêt <sup>7</sup> , les swaps sur rendement total de crédit et les swaps d'actions (à l'exception des swaps sur défaillance et des swaps de variance, de volatilité et de corrélation); • les swaps sur devises, les contrats à terme de gré à gré, les contrats à terme de gré à gré non livrables.  Cet élément de données ne s'applique pas aux types d'instruments couverts par les éléments de données Identifiant de l'acheteur et Identifiant du vendeur.	• Char(20) pour un code LEI ou  • Varchar(72), pour les personnes physiques qui agissent en tant que particuliers et qui ne sont pas admissibles à un code LEI selon la politique du ROC – Individuals Acting in a Business Capacity (particuliers agissant dans le cadre d'une activité commerciale) ou  • Varchar(72), code d'identification interne d'une contrepartie non déclarante soumise à une loi de blocage.	• Code LEI ISO 17442 qui est inclus dans les données LEI publiées par la Global LEI Foundation (GLEIF, <a href="http://www.gleif.org/">www.gleif.org/</a> ).  • Pour les personnes physiques qui agissent en tant que particuliers (non admissibles à un code LEI selon la politique du ROC – Individuals Acting in a Business Capacity) : code LEI de la contrepartie déclarante suivi d'un identifiant unique attribué et utilisé systématiquement par la contrepartie déclarante pour cette ou ces personnes physiques aux fins de déclaration réglementaire.  • Un code d'identification interne comme identifiant de la contrepartie non déclarante si cette contrepartie ou cette transaction est soumise à une loi de blocage et que la contrepartie déclarante bénéficie d'une dispense de ces obligations de déclaration.	N	Transaction – C si [Identifiant de l'acheteur] et [Identifiant du vendeur] ne sont pas utilisés, sinon {champ vide}; lorsqu'ils sont utilisés, la valeur doit correspondre à la valeur de [Contrepartie 1 (contrepartie déclarante)] ou [Contrepartie 2].  Sûretés – NR  Valorisation – NR
8	ESMA	Identifiant du courtier <sup>8</sup>	Identifiant d'un courtier qui agit comme intermédiaire pour la contrepartie 1 sans devenir lui-même une contrepartie.	Lorsque le courtier agit comme intermédiaire pour la contrepartie 1 sans devenir lui-même une contrepartie, la contrepartie 1 doit désigner ce courtier par un identifiant pour les entités juridiques.	Char(20)	• Code LEI qui est inclus dans les données LEI publiées par la Global LEI Foundation (GLEIF, <a href="http://www.gleif.org/">www.gleif.org/</a> ).	N	Transaction – F Sûretés – NR Valorisation – NR

<sup>6</sup> Dans un swap fixe-variable, le payeur est la contrepartie qui paie le taux fixe.

<sup>7</sup> Dans un swap fixe-variable, le receveur est la contrepartie qui reçoit le taux fixe.

<sup>8</sup> En anglais, le nom de cet élément de données selon l'ESMA est « Broker ID » (au lieu de « Broker identifier » selon le *Manuel technique*).

Numéro de l'élément de données	Source	Nom de l'élément de données	Description de l'élément de données <i>(de l'annexe A des règlements sur la déclaration des opérations)</i>	Explication détaillée de l'élément de données	Format	Valeurs	Mis à la disposition du public	Validations
9	ACVM	Pays et province ou territoire de la personne physique (contrepartie non déclarante)	Si la personne physique est une contrepartie non déclarante, le pays de résidence de celle-ci et, si elle réside au Canada, la province ou le territoire.	Si la contrepartie non déclarante est une personne physique, le pays de résidence de celle-ci et, si elle réside au Canada, la province ou le territoire.	Char(5)	Toute valeur valide selon la norme ISO 3166-2.	N	Transaction – F Sûretés – NR Valorisation – NR
10	ACVM	Territoire de la contrepartie 1	Chaque territoire dans lequel la contrepartie 1 est : <ul style="list-style-type: none"> <li>une contrepartie locale conformément au paragraphe a ou c de la définition de cette expression dans les règlements sur la déclaration des données sur les dérivés de tout territoire du Canada;</li> <li>une contrepartie locale conformément au paragraphe b de la définition de cette expression dans les règlements sur la déclaration des données sur les dérivés de tout territoire du Canada, uniquement si la contrepartie non déclarante est une personne physique résidant dans le territoire en question, et/ou</li> <li>une contrepartie locale conformément au paragraphe b de la définition de cette expression dans le <i>Règlement 91-507 sur les référentiels centraux et la déclaration de données sur les dérivés</i> (chapitre I-14.01, r. 1.1) qui est une personne agréée en vertu de l'article 82 de la <i>Loi sur les instruments dérivés</i> (chapitre I-14.01)<sup>9</sup>.</li> </ul>	Chaque territoire dans lequel la contrepartie 1 est : <ul style="list-style-type: none"> <li>une contrepartie locale conformément au paragraphe a ou c de la définition de cette expression dans les règlements sur la déclaration des données sur les dérivés de tout territoire du Canada;</li> <li>une contrepartie locale conformément au paragraphe b de la définition de cette expression dans les règlements sur la déclaration des données sur les dérivés de tout territoire du Canada, si la contrepartie non déclarante est une personne physique résidant dans le territoire en question, et/ou</li> <li>une contrepartie locale conformément au paragraphe b de la définition de cette expression dans le <i>Règlement 91-507 sur les référentiels centraux et la déclaration de données sur les dérivés</i> (chapitre I-14.01, r. 1.1) qui est une personne agréée en vertu de l'article 82 de la <i>Loi sur les instruments dérivés</i> (chapitre I-14.01)<sup>9</sup>.</li> </ul>	À déterminer par le référentiel central désigné/reconnu, de concert avec les ACVM.	À déterminer par le référentiel central désigné/reconnu, de concert avec les ACVM.	N	Transaction – O Sûretés – NR Valorisation – NR

<sup>9</sup> Une liste des personnes agréées se trouve à l'adresse <https://lautorite.qc.ca/professionnels/valeurs-mobilieres-et-derivees/encadrement-des-marches-des-derivees-au-quebec>.

Numéro de l'élément de données	Source	Nom de l'élément de données	Description de l'élément de données <i>(de l'annexe A des règlements sur la déclaration des opérations)</i>	Explication détaillée de l'élément de données	Format	Valeurs	Mis à la disposition du public	Validations
			<i>les instruments dérivés (chapitre I-14.01).</i>					
11	ACVM	Territoire de la contrepartie 2	<p>Chaque territoire dans lequel la contrepartie 2 est :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>une contrepartie locale conformément au paragraphe a ou c de la définition de cette expression dans les règlements sur la déclaration des données sur les dérivés de tout territoire du Canada;</li> <li>une contrepartie locale conformément au paragraphe b de la définition de cette expression dans le <i>Règlement 91-507 sur les référentiels centraux et la déclaration de données sur les dérivés</i> qui est une personne agréée en vertu de l'article 82 de la <i>Loi sur les instruments dérivés</i>.</li> </ul>	<p>Chaque territoire dans lequel la contrepartie 2 est :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>une contrepartie locale conformément au paragraphe a ou c de la définition de cette expression dans les règlements sur les dérivés de tout territoire du Canada, et/ou</li> <li>une contrepartie locale conformément au paragraphe b de la définition de cette expression dans le <i>Règlement 91-507 sur les référentiels centraux et la déclaration de données sur les dérivés</i> qui est une personne agréée en vertu de l'article 82 de la <i>Loi sur les instruments dérivés</i>.</li> </ul>	À déterminer par le référentiel central désigné/reconnu, de concert avec les ACVM.	À déterminer par le référentiel central désigné/reconnu, de concert avec les ACVM.	N	Transaction – O Sûretés – NR Valorisation – NR

## Éléments de données relatifs aux dérivés

Numéro de l'élément de données	Source	Nom de l'élément de données	Description de l'élément de données <i>(de l'annexe A des règlements sur la déclaration des opérations)</i>	Explication détaillée de l'élément de données	Format	Valeurs	Mis à la disposition du public	Validations
12	CDE	Date d'entrée en vigueur <sup>10</sup>	La date non ajustée, indiquée dans la confirmation, à laquelle les obligations relatives au dérivé entrent en vigueur.	La date non ajustée, indiquée dans la confirmation, à laquelle les obligations relatives à la transaction sur un dérivé de gré à gré entrent en vigueur.	AAAA-MM-JJ, exprimée en UTC.	Toute date valide basée sur le format de date et d'heure de la norme ISO 8601.	O	Transaction – O Sûretés – NR Valorisation – NR
13	CDE	Date d'expiration <sup>11</sup>	La date non ajustée, indiquée dans la confirmation, à laquelle les obligations relatives au dérivé cessent d'avoir effet.	La date non ajustée, indiquée dans la confirmation, à laquelle les obligations relatives à la transaction sur un dérivé de gré à gré cessent d'avoir effet. Cet élément n'est pas modifié s'il est mis fin à la transaction par anticipation.	AAAA-MM-JJ, exprimée en UTC.	Toute date valide basée sur le format de date et d'heure de la norme ISO 8601.	O	Transaction – C si l'UPI [Retour ou paiement] n'est pas un contrat sur différence (CFD), sinon (champ vide). Lorsque cet élément est utilisé, la valeur sera égale ou postérieure à la valeur de l'élément [Date d'entrée en vigueur] Sûretés – NR Valorisation – NR
14	CDE	Horodatage de l'exécution	La date et l'heure de l'exécution de la transaction.	La date et l'heure de l'exécution initiale de la transaction ayant généré un nouvel UTI. Cet élément demeure inchangé pendant la durée de validité de l'UTI <sup>12</sup> .	AAAA-MM-DDThh:mm:ssZ, exprimée en UTC <sup>13</sup> . Si l'élément temporel n'est pas requis dans une province, un territoire ou un État en particulier, l'heure peut être omise étant donné que, dans le cas de représentations à précision réduite, la norme ISO 8601 permet d'omettre des éléments de la représentation de la date/heure, l'omission commençant par l'extrême droite (dans l'ordre, à partir de l'élément le moins significatif).	Toute date/heure valide.	O	Transaction – O Sûretés – NR Valorisation – NR
15	CDE	Horodatage de la déclaration <sup>14</sup>	La date et l'heure de soumission de la déclaration au référentiel central.	La date et l'heure auxquelles la déclaration est effectivement transmise au référentiel central.	AAAA-MM-DDThh:mm:ssZ, exprimée en UTC.	Toute date/heure valide.	N	Transaction – O; la valeur sera égale ou postérieure à la valeur de l'élément [Horodatage de l'exécution] Sûretés – O Valorisation – O

<sup>10</sup> Pour les swaps de marchandises, déclarer la date de début des prix.

<sup>11</sup> Pour les swaps de marchandises, déclarer la date de fin des prix.

<sup>12</sup> Pour les dérivés compensés, l'horodatage de l'exécution est la date et l'heure auxquelles la chambre de compensation accepte le dérivé d'origine pour compensation.

<sup>13</sup> La déclaration doit inclure la partie date et la partie heure.

<sup>14</sup> L'horodatage de la déclaration (#15) est exécuté et déclaré par l'initiateur.

Numéro de l'élément de données	Source	Nom de l'élément de données	Description de l'élément de données <i>(de l'annexe A des règlements sur la déclaration des opérations)</i>	Explication détaillée de l'élément de données	Format	Valeurs	Mis à la disposition du public	Validations
16	CDE	Identifiant unique de transaction (UTI)	L'identifiant unique qui identifie un dérivé ou une position pendant tout son cycle de vie.	L'identifiant unique attribué à la transaction ou à la position qui sert à les identifier de manière unique pendant tout leur cycle de vie dans l'ensemble des dossiers et déclarations.	Varchar(52)	Identifiant unique de transaction ISO 23897, jusqu'à 52 caractères alphanumériques. Les nouveaux UTI doivent être construits uniquement à partir des lettres majuscules de A à Z ou des chiffres de 0 à 9 inclusivement. L'UTI est constitué du LEI de l'entité qui le crée et d'un code alphanumérique unique.	N	Transaction – O Sûretés – C si [Code du portefeuille de sûretés – marge initiale] = « TRANSACTION-LEVEL », sinon {champ vide} Valorisation – O
17	CDE	UTI antérieur (pour les relations d'une à une et d'une à plusieurs entre les transactions)	L'UTI attribué à un dérivé avant la survenance d'un événement du cycle de vie ayant donné lieu au dérivé actuel.	L'UTI attribué à la transaction antérieure ayant donné lieu à la transaction déclarée en raison d'un événement du cycle de vie dans une relation entre les transactions qui est d'une à une (par exemple, dans le cas d'une novation, lorsqu'une transaction est résiliée et qu'une nouvelle est générée) ou d'une à plusieurs (par exemple, lors de la compensation ou lorsqu'une transaction est scindée en plusieurs différentes). Cet élément de données ne s'applique pas lors de la déclaration de relations de plusieurs à une et de plusieurs à plusieurs entre des transactions (par exemple, dans le cas d'une compression).	Varchar(52)	Identifiant unique de transaction ISO 23897, jusqu'à 52 caractères alphanumériques. Les nouveaux UTI doivent être construits uniquement à partir des lettres majuscules de A à Z ou des chiffres de 0 à 9, inclusivement.	N	Transaction – C si [Type d'action] = « NEWT » et si ([Type d'événement] = « NOVAT » ou « CLRG » ou « EXER » ou « ALOC » ou « CLAL ») et si [USI antérieur (pour les relations d'une à une et d'une à plusieurs entre les transactions)] n'est pas utilisé, sinon {champ vide} Sûretés – NR Valorisation – NR
18	ESMA	UTI de la position subséquente	L'UTI de la position dans laquelle le dérivé est inclus.	L'UTI de la position dans laquelle le dérivé est inclus. Ce champ ne s'applique qu'aux déclarations relatives à la fin d'une transaction sur dérivé du fait de son inclusion dans une position.	Jusqu'à 52 caractères alphanumériques. Seuls les lettres majuscules de A à Z et les chiffres de 0 à 9 sont autorisés.	Lettres majuscules A-Z et chiffres 0-9 autorisés	N	Transaction – C si ([Type d'action] = « POSC ») ou ([Type d'action] = « TERM » et [Type d'événement] = « INCP »), sinon {champ vide} Sûretés – NR Valorisation – NR
19	CFTC	USI antérieur (pour les relations d'une à une et d'une à plusieurs entre les transactions)	L'identifiant unique de swap (USI) attribué au dérivé avant la survenance d'un événement du cycle de vie ayant donné lieu au dérivé actuel.	L'identifiant unique de swap (USI) attribué à la transaction antérieure ayant donné lieu à la transaction déclarée en raison d'un événement du cycle de vie, dans une relation entre les transactions qui est d'une à une (par exemple, dans le cas d'une novation, lorsqu'il est mis fin à une transaction et qu'une nouvelle est générée) ou d'une à plusieurs (par exemple, lors de la compensation ou lorsqu'une transaction est scindée en plusieurs différentes). Cet élément de données ne s'applique pas lors de la déclaration de relations de plusieurs à une et de plusieurs à plusieurs entre des transactions (par exemple, dans le cas d'une compression).	Varchar(42)	Se reporter à : CFTC USI Data Standard Jusqu'à 42 caractères alphanumériques	N	Transaction – C si ([Type d'action] = « NEWT » et si ([Type d'événement] = « NOVAT » ou « CLRG » ou « EXER » ou « ALOC » ou « CLAL ») et si [UTI antérieur (pour les relations d'une à une et d'une à plusieurs entre les transactions)] n'est pas utilisé, sinon {champ vide} Sûretés – NR Valorisation – NR

Numéro de l'élément de données	Source	Nom de l'élément de données	Description de l'élément de données <i>(de l'annexe A des règlements sur la déclaration des opérations)</i>	Explication détaillée de l'élément de données	Format	Valeurs	Mis à la disposition du public	Validations
20	ACVM	Indicateur intragroupe	L'indication que le dérivé est conclu ou non entre deux entités du même groupe.	Indique si le dérivé est conclu entre deux entités du même groupe.	Booléen	•VRAI = contrat conclu dans le cadre d'une transaction intragroupe •FAUX = contrat non conclu dans le cadre d'une transaction intragroupe	N	Transaction – O Sûretés – NR Valorisation – NR
21	CFTC	Identifiant de l'initiateur	L'identifiant de l'entité soumettant les données sur les dérivés au référentiel central.	L'identifiant de l'entité transmettant les données au référentiel central de swaps <sup>15</sup> . Cet identifiant est le même que celui de la contrepartie déclarante ou de la plateforme d'exécution de swaps <sup>16</sup> , à moins que ceux-ci aient recours à un tiers fournisseur de services pour la transmission des données au référentiel central, auquel cas l'identifiant à déclarer est celui de ce tiers fournisseur de services.	Char(20)	Code LEI qui est inclus dans les données LEI publiées par la Global LEI Foundation (GLEIF, <a href="http://www.gleif.org/">www.gleif.org/</a> ).	N	Transaction – O Sûretés – O Valorisation – O
22	CDE	Identifiant de la plateforme	L'identifiant de la plateforme de négociation sur laquelle la transaction a été exécutée.	L'identifiant de la plateforme de négociation (par exemple, une bourse, une plateforme de négociation multilatérale, une plateforme d'exécution de swaps) sur laquelle la transaction a été exécutée.	Char(4)	Code d'identification de marché (MIC) de segment ISO 10383 <sup>17</sup> . Si aucun système de négociation n'a été utilisé pour la transaction : • XOFF pour les transactions portant sur des instruments cotés; • XXXX pour les transactions portant sur des instruments non cotés; • BILT si la contrepartie déclarante n'est pas en mesure de déterminer d'après les obligations imposées par les autorités compétentes si l'instrument est coté ou non.	O	Transaction – C si [Compensé] = « N » ou « I », NR si [Compensé] = « Y » Sûretés – NR Valorisation – NR
23	ACVM	Indicateur d'exécution anonyme sur une plateforme	L'indication que la transaction a été exécutée anonymement sur une plateforme de négociation.	Indique si la transaction a été exécutée anonymement sur une plateforme de négociation.	Booléen	• Vrai = la transaction a été exécutée anonymement sur une plateforme • Faux = la transaction n'a pas été exécutée anonymement sur une plateforme ou sans objet	N	Transaction – O Sûretés – NR Valorisation – NR

<sup>15</sup> Dans les explications des éléments de données de la CFTC, « référentiel central de swaps » (expression abrégée en anglais par « SDR ») s'entend d'un référentiel central désigné/reconnu.

<sup>16</sup> Dans les explications des éléments de données de la CFTC, « plateforme d'exécution de swaps » (expression abrégée en anglais par « SEF ») s'entend d'une plateforme de négociation de dérivés.

<sup>17</sup> S'il n'existe pas de MIC de segment, utiliser le MIC d'exploitation.

Numéro de l'élément de données	Source	Nom de l'élément de données	Description de l'élément de données <i>(de l'annexe A des règlements sur la déclaration des opérations)</i>	Explication détaillée de l'élément de données	Format	Valeurs	Mis à la disposition du public	Validations
24	ESMA	Type d'accord-cadre	Type d'accord-cadre.	Mention du type d'accord-cadre selon lequel les contreparties ont conclu un dérivé.	Char(4)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• « ISDA » – ISDA</li> <li>• « CDEA » – Accord d'exécution de produits dérivés compensés FIA-ISDA</li> <li>• « EUMA » – Accord-cadre européen</li> <li>• « FPCA » – Accord de clientèle professionnelle de la FOA</li> <li>• « FMAT » – Accord-cadre de la FBF concernant des transactions portant sur des instruments financiers pour contrat à terme de gré à gré</li> <li>• « DERV » – Accord-cadre allemand concernant les transactions portant sur des instruments financiers pour contrat à terme de gré à gré (DRV)</li> <li>• « CMOP » – Accord-cadre pour les transactions financières</li> <li>• « CHMA » – Accord-cadre suisse</li> <li>• « IDMA » – Accord-cadre sur les produits dérivés islamiques</li> <li>• « EFMA » – Accord-cadre de l'EFET</li> <li>• « GMRA » – Accord-cadre mondial de rachat</li> <li>• « GMSL » – Accord-cadre mondial de prêt de valeurs mobilières</li> <li>• « BIAG » – Accord bilatéral</li> <li>• Ou « OTHR » si le type d'accord-cadre ne figure pas dans la liste ci-dessus</li> </ul>	N	Transaction – O Sûretés – NR Valorisation – NR
25	ESMA	Version de l'accord-cadre	Année de la version de l'accord-cadre.	Mention de l'année de l'accord-cadre (p. ex. 1992, 2002) s'appliquant, le cas échéant, au dérivé déclaré.	AAAA	Date ISO 8601 en format AAAA	N	Transaction – C si [Type d'accord-cadre] est utilisé pour une valeur différente de « BIAG » ou de « OTHR », ce champ-ci doit être utilisé. Sûretés – NR Valorisation – NR

## Éléments de données relatifs aux montants et quantités notionnels

Numéro de l'élément de données	Source	Nom de l'élément de données	Description de l'élément de données <i>(de l'annexe A des règlements sur la déclaration des opérations)</i>	Explication détaillée de l'élément de données	Format	Valeurs	Mis à la disposition du public	Validations
26	CDE	Montant notionnel <sup>18</sup> [montant notionnel – branche 1] [montant notionnel – branche 2]	Montant notionnel à l'égard de chaque branche d'un dérivé :  • si le dérivé est négocié en montant monétaire, le montant qui y est stipulé;  • si le dérivé est négocié en montant non monétaire, le convertir en montant monétaire.	À l'égard de chaque branche de la transaction, s'il y a lieu : - pour les transactions sur dérivés de gré à gré négociées en montants monétaires, le montant stipulé dans le contrat; - pour les transactions sur dérivés de gré à gré non négociées en montants monétaires, se reporter à l'annexe 3.1 pour la conversion des montants notionnels en des montants non monétaires.  • Pour les transactions sur dérivés de gré à gré prévoyant un tableau de montants notionnels, le montant déclaré sous cet élément de données est le montant notionnel initial convenu par les contreparties au début de la transaction; • pour les options sur devises de gré à gré, outre cet élément de données, les montants sont déclarés au moyen des éléments de données Montant d'achat et Montant de vente; • pour les modifications ou les événements du cycle de vie <sup>19</sup> , on déclare le montant notionnel en cours qui en résulte (les réalisations des étapes des tableaux des montants notionnels ne sont pas considérées comme des modifications ou des événements du cycle de vie); • si le montant notionnel est inconnu lors de la déclaration d'une nouvelle transaction, il doit être mis à jour dès qu'il est connu.	Num(25,5)	Toute valeur (les valeurs négatives ne sont permises que lorsqu'elles s'appliquent à un dérivé sur marchandises, p. ex. pour la prise en compte du coût de stockage) <sup>20</sup> .	O	Transaction – FX – O si UPI.[Type d'instrument] = « Option », la valeur devra correspondre à celle de [Montant d'achat] ou de [Montant de vente]  Transaction – CR/FX/CO/EQ – O  Sûretés – NR  Valorisation – NR
27	CDE	Monnaie notionnelle [monnaie notionnelle – branche 1] [monnaie notionnelle – branche 2]	À l'égard de chaque branche d'un dérivé, la monnaie du montant notionnel.	À l'égard de chaque branche de la transaction, s'il y a lieu, la monnaie dans laquelle le montant notionnel est libellé.	Char(3)	Monnaies incluses dans les codes de monnaie ISO 4217.	O	Transaction – O si UPI.[Type d'instrument] = « Option », la valeur devra correspondre à celle de [Monnaie d'achat] ou de [Monnaie de vente]  Sûretés – NR  Valorisation – NR
28	CDE	Montant d'achat	Montant monétaire qu'une personne a le droit d'acheter en vertu d'une option.	Pour les options sur devises, le montant monétaire que l'option donne le droit d'acheter.	Num(25,5)	Toute valeur supérieure ou égale à zéro.	N	Transaction – FX – C si UPI.[Type d'instrument] = « Option », au moins un de ces éléments est requis : ([Montant d'achat] ou [Montant de vente])  Transaction – CR/EQ/IR/CO – NR  Sûretés – NR  Valorisation – NR

<sup>18</sup> Pour les swaps sur défaillance de crédit, il s'agit du montant brut et non du montant net après incrément de version dû à un événement de crédit.

<sup>19</sup> Si l'événement du cycle de vie est une résiliation complète avant la date d'échéance, la pleine valeur résiliée est à déclarer dans l'élément de données Montant notionnel.

<sup>20</sup> Si la valeur n'est pas disponible, on peut utiliser « 99999999999999999999,99999 » (25 caractères numériques, décimales comprises).



Numéro de l'élément de données	Source	Nom de l'élément de données	Description de l'élément de données <i>(de l'annexe A des règlements sur la déclaration des opérations)</i>	Explication détaillée de l'élément de données	Format	Valeurs	Mis à la disposition du public	Validations
29	CDE	Monnaie d'achat	Monnaie du montant d'achat d'une option.	Pour les options sur devises, la monnaie dans laquelle le Montant d'achat est libellé.	Char(3)	Monnaies incluses dans les codes de monnaie ISO 4217.	N	Transaction – FX – C si [Montant d'achat] est utilisé, sinon (champ vide) Transaction – CR/EQ/IR/CO – NR Sûretés – NR Valorisation – NR
30	CDE	Montant de vente	Montant monétaire qu'une personne a le droit de vendre en vertu d'une option.	Pour les options sur devises, le montant monétaire que l'option donne le droit de vendre.	Num(25,5)	Toute valeur supérieure ou égale à zéro.	N	Transaction – FX – C si UPI.[Type d'instrument] = « Option », au moins un de ces éléments est requis : ([Montant d'achat] ou [Montant de vente]) Transaction – CR/EQ/IR/CO – NR Sûretés – NR Valorisation – NR
31	CDE	Monnaie de vente	Monnaie du montant de vente d'une option.	Pour les options sur devises, la monnaie dans laquelle le Montant de vente est libellé.	Char(3)	Monnaies incluses dans les codes de monnaie ISO 4217.	N	Transaction – FX – C si [Montant de vente] est utilisé, sinon (champ vide) Transaction – CR/EQ/IR/CO – NR Sûretés – NR Valorisation – NR
32	CFTC	Quantité notionnelle [quantité notionnelle – branche 1] [quantité notionnelle – branche 2]	À l'égard de chaque branche d'un dérivé négocié en montant non monétaire, la quantité notionnelle fixe pour chaque période du tableau.	À l'égard de chaque branche d'une transaction de swap <sup>21</sup> , s'il y a lieu, relativement aux transactions de swap négociées en montants non monétaires, quantité notionnelle fixe pour chaque période du tableau (par exemple, 50 barils par mois).  La fréquence est déclarée dans la Fréquence de cotation de la quantité, et l'unité de mesure l'est dans l'Unité de mesure de la quantité.	Num(25,5)	Toute valeur supérieure ou égale à zéro.	N	Transaction – CO – F Transaction – IR/FX/CR/EQ – NR Sûretés – NR Valorisation – NR

<sup>21</sup> Dans les explications des éléments de données de la CFTC, « swap » et « opération de swap » s'entendent d'un dérivé.

Numéro de l'élément de données	Source	Nom de l'élément de données	Description de l'élément de données <i>(de l'annexe A des règlements sur la déclaration des opérations)</i>	Explication détaillée de l'élément de données	Format	Valeurs	Mis à la disposition du public	Validations
33	CFTC	Fréquence de cotation de la quantité <sup>22</sup>  [fréquence de cotation de la quantité – branche 1]  [fréquence de cotation de la quantité – branche 2]	Période pour laquelle la quantité est cotée.	À l'égard de chaque branche d'une transaction de swap, s'il y a lieu, la cadence à laquelle la quantité est cotée à l'égard de la transaction (par exemple aux heures, quotidiennement, hebdomadairement ou mensuellement).	Char(4)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• HOUL = Horaire</li> <li>• DAIL = Quotidienne</li> <li>• WEEK = Hebdomadaire</li> <li>• MNTH = Mensuelle</li> <li>• ONDE = Sur demande</li> <li>• YEAR = Annuelle</li> <li>• EXPI = Fin du contrat</li> <li>• ADHO = Ad hoc (s'applique lorsque les paiements sont irréguliers)</li> </ul>	N	Transaction – CO – C si [Quantité notionnelle] est utilisée, sinon {champ vide}  Transaction – IR/FX/CR/EQ – NR  Sûretés – NR  Valorisation – NR
34	CFTC	Fréquence de cotation de la quantité – multiplicateur  [fréquence de cotation de la quantité – multiplicateur – branche 1]  [fréquence de cotation de la quantité – multiplicateur – branche 2]	Nombre de périodes de fréquence de cotation de la quantité.	À l'égard de chaque branche de la transaction de swap, s'il y a lieu, le nombre d'unités de temps de la fréquence de cotation de la quantité.	Num(3,0)	Toute valeur supérieure ou égale à zéro.	N	Transaction – CO – C si [Fréquence de cotation de la quantité] ≠ « ONDE » ou « ADHO », sinon {champ vide}  Transaction – IR/FX/CR/EQ – NR  Sûretés – NR  Valorisation – NR
35	CDE	Unité de mesure de la quantité  [unité de mesure de la quantité – branche 1]  [unité de mesure de la quantité – branche 2]	À l'égard de chaque branche d'un dérivé, l'unité de mesure de la quantité notionnelle totale et de la quantité notionnelle.	À l'égard de chaque branche de la transaction, s'il y a lieu : l'unité de mesure dans laquelle la Quantité notionnelle totale et la Quantité notionnelle sont exprimées.	Char(4)	Jeu de codes d'unités de mesure ISO 20022 ou autre jeu de codes d'UDM approuvé pour la DD	N	Transaction – EQ/CO – O  Transaction – IR/FX/CR – NR  Sûretés – NR  Valorisation – NR
36	CDE	Quantité notionnelle totale  [quantité notionnelle totale – branche 1]  [quantité notionnelle totale – branche 2]	À l'égard de chaque branche d'un dérivé, la quantité notionnelle globale de l'élément sous-jacent pendant la durée du dérivé.	À l'égard de chaque branche de la transaction, s'il y a lieu : la Quantité notionnelle globale de l'actif sous-jacent pendant la durée de la transaction.  Lorsque la Quantité notionnelle totale est inconnue au moment de la déclaration de la nouvelle transaction, elle doit être mise à jour dès qu'elle est connue.	Num(25,5)	Toute valeur supérieure ou égale à zéro <sup>23</sup> .	N	Transaction – EQ/CO – O  Transaction – IR/FX/CR – NR  Sûretés – NR  Valorisation – NR

<sup>22</sup> Pour représenter une fréquence trimestrielle, déclarer [Fréquence de cotation de la quantité] = « MNTH » et [Fréquence de cotation de la quantité – multiplicateur] = « 3 ». Pour une fréquence semestrielle, déclarer [Fréquence de cotation de la quantité] = « MNTH » et [Fréquence de cotation de la quantité – multiplicateur] = « 6 ».

<sup>23</sup> Si la valeur n'est pas disponible, on peut utiliser « 99999999999999999999999999999999 » (25 caractères numériques, décimales comprises).

Numéro de l'élément de données	Source	Nom de l'élément de données	Description de l'élément de données <i>(de l'annexe A des règlements sur la déclaration des opérations)</i>	Explication détaillée de l'élément de données	Format	Valeurs	Mis à la disposition du public	Validations
37	CDE	Tableau de la quantité notionnelle – date non ajustée de prise d'effet de la quantité notionnelle  [date de prise d'effet de la quantité notionnelle – branche 1]  [date de prise d'effet de la quantité notionnelle – branche 2]	Pour chaque quantité notionnelle indiquée dans le tableau :  - la date de prise d'effet (non ajustée pour la convention relative aux jours ouvrables) de la quantité notionnelle.	À l'égard de chaque branche de la transaction, s'il y a lieu, pour les transactions sur dérivés de gré à gré non négociées en montants monétaires prévoyant un tableau de quantités notionnelles.  La quantité notionnelle initiale et les dates de prise d'effet et de fin non ajustées correspondantes sont à déclarer en tant que premières valeurs du tableau.  Cet élément de données ne s'applique pas aux transactions sur dérivés de gré à gré dont les quantités notionnelles dépendent d'une condition ou d'un événement. L'unité de mesure de la quantité pour les différentes quantités notionnelles dans le tableau est indiquée par la valeur Unité de mesure de la quantité.	AAAA-MM-JJ, exprimée en UTC.	Toute date valide basée sur le format de date et d'heure de la norme ISO 8601.	N	Transaction – C si [Tableau de quantités notionnelles – quantité notionnelle en vigueur à la date de prise d'effet associée] est utilisé, sinon (champ vide)  Sûretés – NR  Valorisation – NR
38	CDE	Tableau de la quantité notionnelle – date de fin non ajustée de la quantité notionnelle  [date de fin de la quantité notionnelle – branche 1]  [date de fin de la quantité notionnelle – branche 2]	Pour chaque quantité notionnelle indiquée dans le tableau :  - la date de fin (non ajustée pour la convention relative aux jours ouvrables) de la quantité notionnelle.	À l'égard de chaque branche de la transaction, s'il y a lieu, pour les transactions sur dérivés de gré à gré non négociées en montants monétaires prévoyant un tableau de quantités notionnelles.  La quantité notionnelle initiale et les dates de prise d'effet et de fin non ajustées correspondantes sont à déclarer en tant que premières valeurs du tableau.  Cet élément de données ne s'applique pas aux transactions sur dérivés de gré à gré dont les quantités notionnelles dépendent d'une condition ou d'un événement. L'unité de mesure de la quantité pour les différentes quantités notionnelles dans le tableau est indiquée par la valeur Unité de mesure de la quantité.	AAAA-MM-JJ, exprimée en UTC.	Toute date valide basée sur le format de date et d'heure de la norme ISO 8601.	N	Transaction – CO – C si [Tableau de quantités notionnelles – quantité notionnelle en vigueur à la date de prise d'effet associée] est utilisé, sinon (champ vide)  Sûretés – NR  Valorisation – NR
39	CDE	Tableau de la quantité notionnelle – quantité notionnelle en vigueur à la date de prise d'effet associée  [quantité notionnelle en vigueur à la date de prise d'effet associée – branche 1]  [quantité notionnelle en vigueur à la date de prise d'effet associée – branche 2]	Chaque quantité notionnelle, indiquée dans un tableau, en vigueur à compter de la date précisée dans l'élément de données 37 jusqu'à celle stipulée dans l'élément de données 38.	À l'égard de chaque branche de la transaction, s'il y a lieu, pour les transactions sur dérivés de gré à gré non négociées en montants monétaires prévoyant un tableau de quantités notionnelles : • La quantité notionnelle qui prend effet à la date de prise d'effet non ajustée associée.  La quantité notionnelle initiale et les dates de prise d'effet et de fin non ajustées correspondantes sont à déclarer en tant que premières valeurs du tableau.  Cet élément de données ne s'applique pas aux transactions sur dérivés de gré à gré dont les quantités notionnelles dépendent d'une condition ou d'un événement. L'unité de mesure de la quantité pour les différentes quantités notionnelles dans le tableau est indiquée par la valeur Unité de mesure de la quantité.	Num(25,5)	Toute valeur supérieure ou égale à zéro.	N	Transaction – CO – F  Transaction – CR/IR/FX/EQ – NR  Sûretés – NR  Valorisation – NR
40	CDE	Tableau de montants notionnels – montant notionnel en vigueur à la date de prise d'effet associée  [montant notionnel en vigueur à la date de	Chaque montant notionnel, indiqué dans un tableau, en vigueur à compter de la date précisée dans l'élément de données 41 jusqu'à celle stipulée dans l'élément de données 42.	À l'égard de chaque branche de la transaction, s'il y a lieu, pour les transactions sur dérivés de gré à gré négociées en montants monétaires prévoyant un tableau de montants notionnels : • Le montant notionnel qui prend effet à la date de prise d'effet non ajustée associée.	Num(25,5)	Toute valeur établie selon ISO 20022 : Derivative/NotionalCurrencyAndAmount	N	Transaction – IR – C si UPI, [Tableau des montants notionnels] ≠ « Constant », sinon (champ vide)  Le nombre de valeurs de montant notionnel doit évaluer le nombre

Numéro de l'élément de données	Source	Nom de l'élément de données	Description de l'élément de données <i>(de l'annexe A des règlements sur la déclaration des opérations)</i>	Explication détaillée de l'élément de données	Format	Valeurs	Mis à la disposition du public	Validations
		prise d'effet associée – branche 1]  [montant notionnel en vigueur à la date de prise d'effet associée – branche 2]		Le montant notionnel initial et les dates de prise d'effet et de fin non ajustées correspondantes sont déclarés en tant que premières valeurs du tableau.  Cet élément de données ne s'applique pas aux transactions sur dérivés de gré à gré dont les montants notionnels dépendent d'une condition ou d'un événement. La monnaie des différents montants notionnels dans le tableau est indiquée par la valeur Monnaie notionnelle.				d'intervalles entre date de début et date de fin.  Transaction – CR/FX/CO/EQ – F  Sûretés – NR  Valorisation – NR
41	CDE	Tableau de montants notionnels – date de prise d'effet non ajustée du montant notionnel  [date de prise d'effet du montant notionnel – branche 1]  [date de prise d'effet du montant notionnel – branche 2]	Pour chaque montant notionnel indiqué dans un tableau :  • la date de prise d'effet (non ajustée pour la convention relative aux jours ouvrables) du montant notionnel.	À l'égard de chaque branche de la transaction, s'il y a lieu, pour les transactions sur dérivés de gré à gré négociées en montants monétaires prévoyant un tableau de montants notionnels. • la date non ajustée à laquelle le montant notionnel associé prend effet.  Cet élément de données ne s'applique pas aux transactions sur dérivés de gré à gré dont les montants notionnels dépendent d'une condition ou d'un événement. La monnaie des différents montants notionnels dans le tableau est indiquée par la valeur Monnaie notionnelle.	AAAA-MM-JJ, exprimée en UTC.	Toute date valide basée sur le format de date et d'heure de la norme ISO 8601.	N	Transaction – C si [Tableau de montants notionnels – montant notionnel en vigueur à la date de prise d'effet associée] est utilisé, sinon (champ vide)  Le nombre de valeurs de date doit évaluer le nombre de valeurs de montant notionnel.  Sûretés – NR  Valorisation – NR
42	CDE	Tableau de montants notionnels – date de fin non ajustée du montant notionnel  [date de fin du montant notionnel – branche 1]  [date de fin du montant notionnel – branche 2]	Pour chaque montant notionnel indiqué dans un tableau :  • la date de fin (non ajustée pour la convention relative aux jours ouvrables) du montant notionnel.	À l'égard de chaque branche de la transaction, s'il y a lieu, pour les transactions sur dérivés de gré à gré négociées en montants monétaires prévoyant un tableau de montants notionnels : • la date non ajustée à laquelle le montant notionnel associé prend fin (sans objet si la date de fin non ajustée de la période d'un tableau donné est consécutive à la date d'effet non ajustée de la période subséquente).  Cet élément de données ne s'applique pas aux transactions sur dérivés de gré à gré dont les montants notionnels dépendent d'une condition ou d'un événement. La monnaie des différents montants notionnels dans le tableau est indiquée par la valeur Monnaie notionnelle.	AAAA-MM-JJ, exprimée en UTC.	Toute date valide basée sur le format de date et d'heure de la norme ISO 8601.	N	Transaction – C si [Tableau de montants notionnels – montant notionnel en vigueur à la date de prise d'effet associée] est utilisé, sinon (champ vide)  Le nombre de valeurs de date doit évaluer le nombre de valeurs de montant notionnel.  Sûretés – NR  Valorisation – NR

## Éléments de données relatifs aux prix

Numéro de l'élément de données	Source	Nom de l'élément de données	Description de l'élément de données <i>(de l'annexe A des règlements sur la déclaration des opérations)</i>	Explication détaillée de l'élément de données	Format	Valeurs	Mis à la disposition du public	Validations
43	CDE	Taux de change <sup>24</sup>	Le taux de change des deux monnaies du dérivé.	Le taux de change des deux monnaies de la transaction sur dérivé de gré à gré dont les contreparties ont convenu au début de la transaction, exprimé en taux de conversion de l'unité monétaire en monnaie cotée. Dans l'exemple 0,9426 USD/EUR, USD est l'unité monétaire et EUR est la monnaie cotée; 1 USD = 0,9426 EUR. Le taux de change à déclarer est le taux de change à terme.	Num(18,13)	Toute valeur supérieure à zéro.	N	Transaction – FX – O Transaction – IR/FX/CO/EQ – NR Sûretés – NR Valorisation – NR
44	CDE	Base du taux de change [base du taux de change – branche 1] [base du taux de change – branche 2]	La paire et l'ordre des monnaies dans lesquelles le taux de change est libellé.	La paire et l'ordre des monnaies dans lesquelles le taux de change est libellé. Cet élément est exprimé en unité monétaire/monnaie cotée. Dans l'exemple 0,9426 USD/EUR, USD est l'unité monétaire et EUR est la monnaie cotée; 1 USD = 0,9426 EUR.	Char(3)/Char(3); [unité monétaire/monnaie cotée], sans restreindre l'ordre de la paire de monnaies (c'est-à-dire que la base du taux de change peut être USD/EUR ou EUR/USD).	Toute paire de monnaies incluse dans la norme ISO 4217.	N	Transaction – FX – O Transaction – IR/CR/CO/EQ – NR Sûretés – NR Valorisation – NR
45	CDE	Taux fixe [taux fixe – branche 1] [taux fixe – branche 2]	À l'égard de chaque branche d'un dérivé prévoyant des paiements périodiques, le taux annuel de la branche fixe.	À l'égard de chaque branche de la transaction, s'il y a lieu : pour les transactions sur dérivés de gré à gré qui prévoient des paiements périodiques, le taux annuel de la ou des branches fixes.	Nul (11,10)	Valeurs positives et négatives exprimées en décimales (par exemple, 0,0257 au lieu de 2,57 %)	O	Transaction – CR – C si [Écart] n'est pas utilisé et [Type d'autre paiement] ≠ « UFRO » et UPI.[Type d'instrument] ≠ « Option », sinon {champ vide} Transaction – IR C si [Écart] n'est pas utilisé et UPI.[Type d'instrument] ≠ « Option », sinon {champ vide} Transaction – CO C si [Prix] ou [Écart] n'est pas utilisé et UPI.[Type d'instrument] ≠ « Option », sinon {champ vide} Transaction – FX/EQ - NR Sûretés – NR Valorisation – NR

<sup>24</sup> Pour les opérations sur devises, il s'agit du taux de change à terme.

Numéro de l'élément de données	Source	Nom de l'élément de données	Description de l'élément de données <i>(de l'annexe A des règlements sur la déclaration des opérations)</i>	Explication détaillée de l'élément de données	Format	Valeurs	Mis à la disposition du public	Validations
46	CDE	Prix <sup>25</sup>	Le prix indiqué dans le dérivé.	<p>Le prix spécifié de la transaction sur dérivé de gré à gré, les frais, droits, taxes et commissions étant exclus.</p> <p>Pour les swaps sur marchandises à taux fixe ou variable et les produits semblables<sup>26</sup> avec paiements périodiques, cet élément de données renvoie au prix fixe de la ou des branches fixes.</p> <p>Pour les contrats à terme de gré à gré sur marchandises et sur actions et les produits semblables, il renvoie au prix à terme de l'actif sous-jacent ou de référence.</p> <p>Pour les swaps d'actions, les swaps de portefeuilles et les produits semblables, il renvoie au prix initial de l'actif sous-jacent ou de référence.</p> <p>Pour les contrats sur différence et les produits semblables, il renvoie au prix initial de l'actif sous-jacent.</p> <p>Cet élément de données ne s'applique pas dans les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les swaps de taux d'intérêt et les contrats de garantie de taux de gré à gré, car il est entendu que les renseignements inclus dans les éléments de données Taux fixe et Écart peuvent être interprétés comme le prix de la transaction;</li> <li>• Les options sur taux d'intérêt et les swaptions sur taux d'intérêt, car il est entendu que les renseignements inclus dans les éléments de données Prix d'exercice et Prime de l'option peuvent être interprétés comme le prix de la transaction;</li> <li>• Les swaps de référence sur marchandises, car il est entendu que les renseignements inclus dans l'élément de données Écart peuvent être interprétés comme le prix de la transaction;</li> <li>• Les swaps, contrats à terme de gré à gré et contrats d'option sur devises, car il est entendu que les renseignements inclus dans les éléments de données Taux de change, Prix d'exercice et Prime de l'option peuvent être interprétés comme le prix de la transaction;</li> <li>• Les options sur actions, car il est entendu que les renseignements inclus dans les éléments de données Prix d'exercice et Prime de l'option peuvent être interprétés comme le prix de la transaction;</li> <li>• Les swaps sur défaillance et les swaps sur rendement total de crédit, car il est entendu que les renseignements inclus dans les éléments de données Taux fixe, Écart et Paiement forfaitaire unique (Type d'autre paiement : Paiement forfaitaire unique) peuvent être interprétés comme le prix de la transaction;</li> <li>• Les options sur marchandises, car il est entendu que les renseignements inclus dans les éléments de données Prix d'exercice et Prime de l'option peuvent être interprétés comme le prix de la transaction.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Num(18,13) si la Notation du prix = 1</li> <li>• Num(11,10) si la Notation du prix = 3</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• N'importe quelle valeur si la Notation du prix = 1</li> <li>• N'importe quelle valeur exprimée en décimales (par exemple, 0,0257 au lieu de 2,57 %), si la Notation du prix = 3</li> </ul>	0	<p>Transaction – EQ – C si [Écart] n'est pas utilisé et UPI.[Type d'instrument] ≠ « Option », sinon (champ vide)</p> <p>Transaction – CO C si ((Taux fixe) ou [Écart] n'est pas utilisé) et UPI.[Type d'instrument] ≠ « Option », sinon (champ vide)</p> <p>Transaction – IR/FX/CR – NR</p> <p>Sûretés – NR</p> <p>Valorisation – NR</p>

<sup>25</sup> Le Prix (#46) rend compte du prix auquel les parties ont négocié le contrat, tandis que le prix pratiqué sur le marché est représenté par le montant de la valorisation.

<sup>26</sup> Dans les explications des éléments de données du CDE, « produit » s'entend d'un dérivé.

Numéro de l'élément de données	Source	Nom de l'élément de données	Description de l'élément de données <i>(de l'annexe A des règlements sur la déclaration des opérations)</i>	Explication détaillée de l'élément de données	Format	Valeurs	Mis à la disposition du public	Validations
				Si le prix est inconnu lors de la déclaration d'une nouvelle transaction, il doit être mis à jour dès qu'il est connu.  Pour les transactions qui font partie d'un paquet, cet élément de données contient le prix de la transaction qui en est une composante, le cas échéant.				
47	CDE	Monnaie du prix	La monnaie dans laquelle le prix est libellé.	La monnaie dans laquelle le prix est libellé.  La monnaie du prix ne s'applique que si la Notation du prix = 1.	Char(3)	Monnaies incluses dans la norme ISO 4217.	O	Transaction – EQ/CO – C si [Notation du prix] = « 1 », sinon (champ vide)  Transaction – IR/FX/CR – NR  Sûretés – NR  Valorisation – NR
48	CDE	Notation du prix	La manière dont le prix est exprimé.	La manière dont le prix est exprimé.	Char(1)	• 1 = Montant monétaire • 3 = Décimales	O	Transaction – EQ/CO – C si [Prix] est utilisé, sinon (champ vide)  Transaction – IR/FX/CR – NR  Sûretés – NR  Valorisation – NR
49	CDE	Unité de mesure du prix	L'unité de mesure dans laquelle le prix est exprimé.	L'unité de mesure dans laquelle le prix est exprimé.	Char(4)	Jeu de codes d'unités de mesure ISO 20022 ou autre jeu de codes d'UDM approuvé pour la DD	N	Transaction – EQ/CO – C si [Prix] est utilisé, sinon (champ vide)  Transaction – IR/FX/CR – NR  Sûretés – NR  Valorisation – NR
50	CDE	Tableau de prix – date de prise d'effet non ajustée du prix	Pour chaque prix indiqué dans un tableau, la date de prise d'effet (non ajustée pour la convention relative aux jours ouvrables) du prix.	Pour les transactions sur dérivé de gré à gré dont le prix varie pendant la durée de la transaction :  • La date de prise d'effet non ajustée du prix.  Le tableau de prix ne s'applique que si le prix varie suivant le tableau en question. La monnaie, la notation et l'unité de mesure des prix variables figurant dans le tableau sont à déclarer respectivement dans les éléments de donnée Monnaie du prix, Notation du prix et Unité de mesure du prix.	AAAA-MM-JJ, exprimée en UTC.	Toute date valide basée sur le format de date et d'heure de la norme ISO 8601.	N	Transaction – EQ/CO – C si [Tableau de prix – prix] est utilisé, sinon (champ vide)  Transaction – CR/IR/FX – NR  Sûretés – NR  Valorisation – NR

Numéro de l'élément de données	Source	Nom de l'élément de données	Description de l'élément de données <i>(de l'annexe A des règlements sur la déclaration des opérations)</i>	Explication détaillée de l'élément de données	Format	Valeurs	Mis à la disposition du public	Validations
51	CDE	Tableau de prix – date de fin non ajustée du prix	Pour chaque prix indiqué dans un tableau, la date de fin (non ajustée pour la convention relative aux jours ouvrables) du prix.	Pour les transactions sur dérivé de gré à gré dont le prix varie pendant la durée de la transaction : <ul style="list-style-type: none"> <li>la date non ajustée à laquelle le prix prend fin (sans objet si la date de fin non ajustée de la période d'un tableau donné est consécutive à la date de prise d'effet non ajustée de la période subséquente).</li> </ul> Le tableau de prix ne s'applique que si le prix varie suivant le tableau en question. La monnaie, la notation et l'unité de mesure des prix variables figurant dans le tableau sont à déclarer respectivement dans les éléments de donnée Monnaie du prix, Notation du prix et Unité de mesure du prix.	AAAA-MM-JJ, exprimée en UTC.	Toute date valide basée sur le format de date et d'heure de la norme ISO 8601.	N	Transaction – EQ/CO – C si [Tableau de prix – prix] est utilisé, sinon (champ vide)  Transaction – CR/IR/FX – NR  Sûretés – NR  Valorisation – NR
52	CDE	Tableau de prix – prix	Chaque prix, indiqué dans un tableau, en vigueur à compter de la date précisée dans l'élément de données 50 jusqu'à celle stipulée dans l'élément de données 51.	Pour les transactions sur dérivé de gré à gré dont le prix varie pendant la durée de la transaction : <ul style="list-style-type: none"> <li>Le prix en vigueur entre la date de prise d'effet non ajustée et la date de fin non ajustée, inclusivement.</li> </ul> Le tableau de prix ne s'applique que si le prix varie suivant le tableau en question. La monnaie, la notation et l'unité de mesure des prix variables figurant dans le tableau sont à déclarer respectivement dans les éléments de donnée Monnaie du prix, Notation du prix et Unité de mesure du prix.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Num(18,13) si la Notation du prix = 1</li> <li>Num(11,10) si la Notation du prix = 3</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>N'importe quelle valeur supérieure à zéro, si la Notation du prix = 1</li> <li>N'importe quelle valeur exprimée en décimales (par exemple, 0,0257 au lieu de 2,57 %), si la Notation du prix = 3</li> </ul>	N	Transaction – EQ – C si [Prix] ou [Écart] n'est pas utilisé et UPI.[Type d'instrument] ≠ « Option », sinon (champ vide)  Transaction – CO C si ([Prix], [Taux fixe] ou [Écart] n'est pas utilisé) et UPI.[Type d'instrument] ≠ « Option », sinon (champ vide)  Transaction – CR/IR/FX – NR  Sûretés – NR  Valorisation – NR
53	CDE	Écart <sup>27</sup> [écart – branche 1] [écart – branche 2]	À l'égard de chaque branche d'un dérivé, l'écart précisé sur le prix de référence.	À l'égard de chaque branche de la transaction, s'il y a lieu. Pour les transactions sur dérivés de gré à gré qui prévoient des paiements périodiques (par exemple, swaps fixe-variable, swaps variable-variable, swaps sur marchandises) : <ul style="list-style-type: none"> <li>soit, lorsqu'il existe un écart pour une ou plusieurs branches variables, l'écart sur le prix établi par référence à un indice de la ou des branches variables (par exemple, USD-LIBOR-BBA plus 0,03 ou WTI moins 14,65 USD)</li> <li>soit la différence entre les prix établis par référence à un indice de chacune des branches variables (par exemple, l'écart de 9,00 USD pour un swap de référence WCS-WTI lorsque le WCS est évalué à 43 USD et le WTI à 52 USD).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Num(18,13) si la Notation de l'écart = 1</li> <li>Num(11,10) si la Notation de l'écart = 3</li> <li>Num(5) si la Notation de l'écart = 4</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>N'importe quelle valeur si la Notation de l'écart = 1</li> <li>N'importe quelle valeur exprimée en décimales (par exemple, 0,0257 au lieu de 2,57 %), si la Notation de l'écart = 3</li> <li>N'importe quel nombre entier exprimé en points de base (par exemple, 257 au lieu de 2,57 %), si la Notation de l'écart = 4</li> </ul>	O	Transaction – CR – C si [Taux fixe] n'est pas utilisé et [Type d'autre paiement] ≠ « UFRO » et UPI.[Type d'instrument] ≠ « Option », sinon (champ vide)  Transaction – IR C si [Taux fixe] n'est pas utilisé et UPI.[Type d'instrument] ≠ « Option », sinon (champ vide)  Transaction – EQ – C si [Prix] n'est pas utilisé et UPI.[Type d'instrument] ≠

<sup>27</sup> Pour les swaps d'actions, les swaps de portefeuilles et les contrats sur différence, déclarer l'écart moyen pondéré pour le panier et non pour chacune des branches.



Numéro de l'élément de données	Source	Nom de l'élément de données	Description de l'élément de données <i>(de l'annexe A des règlements sur la déclaration des opérations)</i>	Explication détaillée de l'élément de données	Format	Valeurs	Mis à la disposition du public	Validations
								« Option », sinon {champ vide}  Transaction – CO C si [Prix] ou [Taux fixe] n'est pas utilisé et UPI.[Type d'instrument] ≠ « Option », sinon {champ vide}  Transaction – FX – NR  Sûretés – NR  Valorisation – NR
54	CDE	Monnaie de l'écart [monnaie de l'écart – branche 1] [monnaie de l'écart – branche 2]	À l'égard de chaque branche d'un dérivé, la monnaie dans laquelle l'écart est libellé.	À l'égard de chaque branche de la transaction, s'il y a lieu : la monnaie dans laquelle l'écart est libellé.  Cet élément de données ne s'applique que si la Notation de l'écart = 1.	Char(3)	Monnaies incluses dans la norme ISO 4217.	0	Transaction – CR/IR/EQ/CO C si [Notation de l'écart] = « 1 », sinon {champ vide}  Transaction – FX – NR  Sûretés – NR  Valorisation – NR
55	CDE	Notation de l'écart [écart – branche 1] [écart – branche 2]	À l'égard de chaque branche d'un dérivé, la manière dont est exprimé l'écart.	À l'égard de chaque branche de la transaction, s'il y a lieu : la manière dont est exprimé l'écart.	Char(1)	• 1 = Montant monétaire • 3 = Décimales • 4 = Points de base	0	Transaction – CR/IR/EQ/CO C si [Écart] est utilisé, sinon {champ vide}  Transaction – FX – NR  Sûretés – NR Valorisation – NR
56	CDE	Prix d'exercice	Pour le dérivé qui est une option, le prix auquel son titulaire peut acheter ou vendre l'élément sous-jacent.	• Pour les options autres que celles sur devises <sup>28</sup> , les swaptions et les produits semblables, le prix auquel le titulaire de l'option peut acheter ou vendre l'actif sous-jacent. • Pour les options sur devises, le taux de change auquel l'option peut être exercée, exprimé en taux de conversion de l'unité monétaire en monnaie cotée. Dans l'exemple 0,9426 USD/EUR, USD est l'unité monétaire et EUR est la monnaie cotée; 1 USD = 0,9426 EUR. Si le prix d'exercice est inconnu lors de la déclaration d'une nouvelle transaction, il doit être mis à jour dès qu'il est connu; • Pour les swaps de volatilité et de variance et les produits semblables, la volatilité/variance d'exercice.	• Num(18,13) si la Notation du prix d'exercice = 1 • Num(11,10) si la Notation du prix d'exercice = 3	• Toute valeur (par exemple, 6,39 USD) exprimée sous la forme 6,39, pour les options sur actions, les options sur marchandises, les options sur devises et les produits semblables, si la Notation du prix d'exercice = 1. • Toute valeur exprimée en décimales (par exemple, 0,021 au lieu de 2,1 %) pour les options sur taux d'intérêt, les swaptions de taux d'intérêt et les swaptions de crédit cotées en fonction de l'écart, et les produits semblables, si la Notation du prix d'exercice = 3.	0	Transaction – C si UPI.[Type d'instrument] = « Option », sinon {champ vide}  Sûretés – NR  Valorisation – NR

<sup>28</sup> Dans le texte anglais des explications des éléments de données du CDE, « FX » s'entend des devises et du change.

Numéro de l'élément de données	Source	Nom de l'élément de données	Description de l'élément de données <i>(de l'annexe A des règlements sur la déclaration des opérations)</i>	Explication détaillée de l'élément de données	Format	Valeurs	Mis à la disposition du public	Validations
57	CDE	Monnaie du prix d'exercice/de la paire de monnaies	Monnaie ou la paire et l'ordre des monnaies dans lesquels le prix d'exercice est libellé.	Pour les options sur actions, les options sur marchandises et les produits semblables, la monnaie dans laquelle le prix d'exercice est libellé. Pour les options sur devises : la paire et l'ordre des monnaies dans lesquelles le prix d'exercice est libellé. Le prix d'exercice s'exprime en unité monétaire/monnaie cotée. Dans l'exemple 0,9426 USD/EUR, USD est l'unité monétaire et EUR est la monnaie cotée; 1 USD = 0,9426 EUR. L'élément Monnaie du prix d'exercice/de la paire de monnaies ne s'applique que si la Notation du prix d'exercice = 1.	• Char(3) • Pour les options sur devises : Char(3)/Char(3); [unité monétaire/monnaie cotée] sans restreindre l'ordre de la paire de monnaies (c'est-à-dire que la paire de monnaies du prix d'exercice peut être USD/EUR ou EUR/USD).	Monnaies incluses dans la norme ISO 4217.	N	Transaction – C si [Notation du prix d'exercice] = « 1 », sinon (champ vide)  Sûretés – NR  Valorisation – NR
58	CDE	Notation du prix d'exercice	Manière dont le prix d'exercice est exprimé.	La manière dont le prix d'exercice est exprimé.	Char(1)	• 1 = Montant monétaire • 3 = Décimales	O	Transaction – C si [Prix d'exercice] est utilisé, sinon (champ vide)  Sûretés – NR  Valorisation – NR
59	CDE	Date de prise d'effet non ajustée du prix	La date de prise d'effet (non ajustée pour la convention relative aux jours ouvrables) du prix.	Date de prise d'effet non ajustée du prix	AAAA-MM-JJ, exprimée en UTC.	Toute date valide basée sur le format de date et d'heure de la norme ISO 8601.	N	Transaction – C si [Tableau de prix – prix en vigueur entre les dates de prise d'effet et de fin non ajustées] est utilisé, sinon (champ vide)  Sûretés – NR  Valorisation – NR
60	CDE	Date de fin non ajustée du prix	La date de fin (non ajustée pour la convention relative aux jours ouvrables) du prix.	Date de fin non ajustée du prix (sans objet si la date de fin non ajustée de la période d'un tableau donné est consécutive à la date d'effet non ajustée de la période subséquente).	AAAA-MM-JJ, exprimée en UTC.	Toute date valide basée sur le format de date et d'heure de la norme ISO 8601.	N	Transaction – C si [Tableau de prix – prix en vigueur entre les dates de prise d'effet et de fin non ajustées] est utilisé, sinon (champ vide)  Sûretés – NR  Valorisation – NR
61	CDE	Prix en vigueur entre la date de prise d'effet non ajustée et la date de fin non ajustée	Prix en vigueur à compter de la date indiquée dans l'élément de données 59 et celle stipulée dans l'élément de données 60.	Le prix en vigueur de la date de prise d'effet non ajustée à la date de fin non ajustée, inclusivement. Le tableau de prix ne s'applique que si le prix varie suivant le tableau en question.	• Num(18,13) si la Notation du prix = 1 • Num(11,10) si la Notation du prix = 3	• N'importe quelle valeur supérieure à zéro, si la Notation du prix = 1  • N'importe quelle valeur exprimée en décimales (par exemple, 0,0257 au lieu de 2,57 %) si la Notation du prix = 3	N	Transaction – F Sûretés – NR  Valorisation – NR

Numéro de l'élément de données	Source	Nom de l'élément de données	Description de l'élément de données <i>(de l'annexe A des règlements sur la déclaration des opérations)</i>	Explication détaillée de l'élément de données	Format	Valeurs	Mis à la disposition du public	Validations
62	CDE	Date de prise d'effet du prix d'exercice	La date de prise d'effet (non ajustée pour la convention relative aux jours ouvrables) du prix d'exercice.	La date de prise d'effet non ajustée du prix d'exercice.	AAAA-MM-JJ, exprimée en UTC.	Toute date valide basée sur le format de date et d'heure de la norme ISO 8601.	N	Transaction – C si [Tableau de prix d'exercice – prix d'exercice en vigueur à la date de prise d'effet associée] est utilisé, sinon (champ vide)  Sûretés – NR Valorisation – NR
63	CDE	Date de fin du prix d'exercice	La date de fin (non ajustée pour la convention relative aux jours ouvrables) du prix d'exercice.	La date non ajustée à laquelle le prix prend fin (sans objet si la date de fin non ajustée de la période d'un tableau donné est consécutive à la date de prise d'effet non ajustée de la période subséquente).	AAAA-MM-JJ, exprimée en UTC.	Toute date valide basée sur le format de date et d'heure de la norme ISO 8601.	N	Transaction – C si [Tableau de prix d'exercice – prix d'exercice en vigueur à la date de prise d'effet associée] est utilisé, sinon (champ vide)  Sûretés – NR Valorisation – NR
64	CDE	Prix d'exercice en vigueur à la date de prise d'effet associée	Prix d'exercice en vigueur à compter de la date indiquée dans l'élément de données 62 et celle stipulée dans l'élément de données 63.	Le prix d'exercice en vigueur entre la date de prise d'effet non ajustée et la date de fin non ajustée, inclusivement. Le tableau de prix d'exercice ne s'applique que si le prix d'exercice varie suivant le tableau en question.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Num(18,13) si la Notation du prix d'exercice = 1</li> <li>• Num(11,10) si la Notation du prix d'exercice = 2</li> <li>• Num(11,10) si la Notation du prix d'exercice = 3</li> </ul>	<p>N'importe quelle valeur supérieure à zéro :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Pour les options sur actions, les options sur marchandises, les options sur devises et les produits semblables, toute valeur (par exemple, 6,39 USD) exprimée sous la forme 6,39, si la Notation du prix d'exercice = 1;</li> <li>• Pour les options sur taux d'intérêt, les swaptions de taux d'intérêt et les swaptions de crédit cotées en fonction de l'écart et les produits semblables, toute valeur exprimée sous forme de pourcentage (par exemple, 2,1 au lieu de 2,1 %), si la Notation du prix d'exercice = 2;</li> <li>• Pour les options sur taux d'intérêt, les swaptions de taux d'intérêt et les swaptions de crédit cotées en fonction de l'écart et les produits semblables, toute valeur exprimée en décimales (par exemple, 0,021 au lieu de 2,1 %), si la Notation du prix d'exercice = 3.</li> </ul>	N	Transaction – F Sûretés – NR Valorisation – NR
65	CDE	Tableau de prix d'exercice – date de prise d'effet non ajustée du prix d'exercice	Pour chaque prix d'exercice indiqué dans un tableau, la date de prise d'effet (non ajustée pour la convention relative aux jours ouvrables) du prix d'exercice.	<p>Pour les options, les swaptions et les produits semblables dont le prix d'exercice varie pendant la durée de la transaction :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La date de prise d'effet non ajustée du prix d'exercice.</li> </ul> <p>Le tableau de prix d'exercice ne s'applique que si le prix d'exercice varie suivant le tableau en question. La monnaie des prix d'exercice variables figurant dans le tableau est à déclarer dans l'élément de donnée Prix d'exercice.</p>	AAAA-MM-JJ, exprimée en UTC.	Toute date valide basée sur le format de date et d'heure de la norme ISO 8601.	N	Transaction – C si [Tableau de prix d'exercice – prix d'exercice] est utilisé, sinon (champ vide)  Sûretés – NR Valorisation – NR

Numéro de l'élément de données	Source	Nom de l'élément de données	Description de l'élément de données <i>(de l'annexe A des règlements sur la déclaration des opérations)</i>	Explication détaillée de l'élément de données	Format	Valeurs	Mis à la disposition du public	Validations
66	CDE	Tableau de prix d'exercice – date de fin non ajustée du prix d'exercice	Pour chaque prix d'exercice indiqué dans un tableau, la date de fin (non ajustée pour la convention relative aux jours ouvrables) du prix d'exercice.	Pour les options, les swaptions et les produits semblables dont le prix d'exercice varie pendant la durée de la transaction : <ul style="list-style-type: none"> <li>• la date non ajustée à laquelle le prix prend fin (sans objet si la date de fin non ajustée de la période d'un tableau donné est consécutive à la date de prise d'effet non ajustée de la période subséquente).</li> </ul> Le tableau de prix d'exercice ne s'applique que si le prix d'exercice varie suivant le tableau en question. La monnaie des prix d'exercice variables figurant dans le tableau est à déclarer dans l'élément de donnée Prix d'exercice.	AAAA-MM-JJ, exprimée en UTC.	Toute date valide basée sur le format de date et d'heure de la norme ISO 8601.	N	Transaction – C si [Tableau de prix d'exercice – prix d'exercice] est utilisé, sinon {champ vide}  Sûretés – NR  Valorisation – NR
67	CDE	Tableau de prix d'exercice – prix d'exercice	Chaque prix d'exercice, indiqué dans un tableau, en vigueur à compter de la date précisée dans l'élément de données 65 et celle stipulée dans l'élément de données 66.	Pour les options, les swaptions et les produits semblables dont le prix d'exercice varie pendant la durée de la transaction : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le prix d'exercice en vigueur entre la date de prise d'effet non ajustée et la date de fin non ajustée, inclusivement.</li> </ul> Le tableau de prix d'exercice ne s'applique que si le prix d'exercice varie suivant le tableau en question. La monnaie des prix d'exercice variables figurant dans le tableau est à déclarer dans l'élément de donnée Prix d'exercice.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Num(18,13) si la Notation du prix d'exercice = 1</li> <li>• Num(11,10) si la Notation du prix d'exercice = 3</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pour les options sur actions, les options sur marchandises, les options sur devises et les produits semblables, toute valeur (par exemple, 6,39 USD) exprimée sous la forme 6,39, si la Notation du prix d'exercice = 1;</li> <li>• Pour les options sur taux d'intérêt, les swaptions de taux d'intérêt et les swaptions de crédit cotées en fonction de l'écart et les produits semblables, toute valeur exprimée en décimales (par exemple, 0,021 au lieu de 2,1 %), si la Notation du prix d'exercice = 3.</li> </ul>	N	Transaction – C si [Prix d'exercice] n'est pas utilisé et UPI.[Type d'instrument] = « Option », sinon {champ vide}  Sûretés – NR  Valorisation – NR
68	CFTC	Indicateur de modalités non normalisées	Indication que le dérivé comporte ou non au moins une disposition qui influe considérablement sur son prix, et qui n'a pas été diffusée dans le public.	Indique si la transaction de swap comporte au moins une modalité ou disposition, outre celles diffusées dans le public suivant la partie 43 <sup>29</sup> , qui influe considérablement sur son prix.	Booléen	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Vrai</li> <li>• Faux</li> </ul>	O	Transaction – C si [Compensé] = « N »; NR si [Compensé] = « Y » ou « I »  Sûretés – NR  Valorisation – NR
69	CDE	Convention de calcul des jours  [convention de calcul des jours à taux fixe – branche 1]  [convention de calcul des jours à taux fixe – branche 2]  [convention de calcul des jours à taux variable – branche 1]	À l'égard de chaque branche d'un dérivé, la convention de calcul des jours utilisée pour établir le mode de calcul des paiements d'intérêts.	À l'égard de chaque branche de la transaction, s'il y a lieu : la convention de calcul des jours (souvent aussi appelée fraction de compte de jours, base de décompte des jours ou méthode de décompte des jours) qui établit le mode de calcul des paiements d'intérêts. Cet élément sert à déterminer la fraction représentée par la période de calcul dans l'année et correspond au nombre de jours compris dans cette période divisé par le nombre de jours dans l'année. Voir l'annexe 3.2 pour les définitions des valeurs.	Char(4)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• A001 = IC30360ISDAor30360AmericanBasicRule</li> <li>• A002 = IC30365</li> <li>• A003 = IC30Actual</li> <li>• A004 = Actual360</li> <li>• A005 = Actual365Fixed</li> <li>• A006 = ActualActualICMA</li> <li>• A007 = IC30E360orEuroBondBasismodel1</li> <li>• A008 = ActualActualISDA</li> <li>• A009 = Actual365LorActuActubasisRule</li> <li>• A010 = ActualActualAFB</li> <li>• A011 = IC30360ICMAor30360basicrule</li> <li>• A012 = IC30E2360orEurobondbasismodel2</li> <li>• A013 = IC30E3360orEurobondbasismodel3</li> <li>• A014 = Actual365NL</li> <li>• A015 = ActualActualUltimo</li> <li>• A016 = IC30EPlus360</li> </ul>	O	Transaction – CR/IR/FX – F  Transaction – CO/EQ C si [Fréquence des paiements – unité de temps] est utilisé, sinon {champ vide}  Sûretés – NR  Valorisation – NR

<sup>29</sup> La contrepartie déclarante peut déclarer l'élément de données d'une manière qui reflète la diffusion publique suivant les exigences d'une quelconque autorité de réglementation (par exemple, la partie 43 de la CFTC ou les règlements sur la déclaration des opérations).

Numéro de l'élément de données	Source	Nom de l'élément de données	Description de l'élément de données <i>(de l'annexe A des règlements sur la déclaration des opérations)</i>	Explication détaillée de l'élément de données	Format	Valeurs	Mis à la disposition du public	Validations
		[convention de calcul des jours à taux variable – branche 2]				<ul style="list-style-type: none"> <li>• A017 = Actual364</li> <li>• A018 = Business252</li> <li>• A019 = Actual360NL</li> <li>• A020 = 1/1</li> <li>• NARR = Narrative</li> </ul>		
70	CFTC	<p>Fréquence de révision du taux variable – unité de temps</p> <p>[fréquence de révision du taux variable – unité de temps – branche 1]</p> <p>[fréquence de révision du taux variable – unité de temps – branche 2]</p>	À l'égard de chaque branche variable d'un dérivé, l'unité de temps qui détermine la fréquence des révisions.	Pour chaque branche variable de la transaction de swap, s'il y a lieu, l'unité de temps associée à la fréquence des révisions (par exemple, jour, mois, année ou durée du flux).	Char(4)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• DAIL = Quotidienne</li> <li>• WEEK = Hebdomadaire</li> <li>• MNTH = Mensuelle</li> <li>• YEAR = Annuelle</li> <li>• ADHO = Ad hoc (s'applique lorsque les paiements sont irréguliers)</li> <li>• EXPI = Paiement à l'échéance</li> </ul>	O	<p>Transaction – IR C si UPI.[Type d'instrument] = « Swap » et UPI.[Type de sous-jacent] ≠ « Fixe - fixe », sinon (champ vide) Lorsque cet élément contient la valeur « EXPI », [Fréquence de révision du taux variable – multiplicateur] doit contenir la valeur « 1 ».</p> <p>Transaction – CR/FX/EQ/CO - NR</p> <p>Sûretés – NR</p> <p>Valorisation – NR</p>
71	CFTC	<p>Fréquence de révision du taux variable – multiplicateur</p> <p>[fréquence de révision du taux variable – multiplicateur – branche 1]</p> <p>[fréquence de révision du taux variable – multiplicateur – branche 2]</p>	À l'égard de chaque branche variable d'un dérivé, le nombre par lequel est multipliée l'unité de temps de la fréquence de révision du taux variable afin de déterminer la fréquence des dates de révision du taux des paiements périodiques.	<p>À l'égard de chaque branche variable de la transaction de swap, s'il y a lieu, le nombre d'unités de temps (indiqué par la Fréquence de révision du taux variable – unité de temps) qui détermine la fréquence à laquelle les dates de révision du taux des paiements périodiques surviennent. Par exemple, une transaction dont les paiements révisables ont lieu tous les deux mois est représentée par une fréquence de révision du taux variable de « MNTH » (mensuelle) et une fréquence de révision du taux variable – multiplicateur de « 2 ».</p> <p>Cet élément de données ne s'applique pas si la fréquence de révision du taux variable est « ADHO ». Si elle est « EXPI », la fréquence de révision du taux variable – multiplicateur est « 1 ». Si elle est intrajournalière, la fréquence de révision du taux variable est « DAIL » et la fréquence de révision du taux variable – multiplicateur est « 0 ».</p>	Num(3,0)	Toute valeur supérieure ou égale à zéro.	O	<p>Transaction – C si [Fréquence de révision du taux variable – unité de temps] ≠ « ADHO », sinon (champ vide)</p> <p>Sûretés – NR</p> <p>Valorisation – NR</p>

## Éléments de données relatifs à la compensation

Numéro de l'élément de données	Source	Nom de l'élément de données	Description de l'élément de données <i>(de l'annexe A des règlements sur la déclaration des opérations)</i>	Explication détaillée de l'élément de données	Format	Valeurs	Mis à la disposition du public	Validations
72	CDE	Compensé	Indique si un dérivé a été ou sera compensé par une chambre de compensation.	Indique si la transaction a été ou sera compensée par une contrepartie centrale. <sup>30</sup>	Char(1)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Y = Oui, compensé par une contrepartie centrale, pour les transactions de types bêta et gamma.</li> <li>• N = Non, pas compensé par une contrepartie centrale.</li> <li>• I = Compensation prévue, pour les transactions de type alpha qu'il est prévu de soumettre aux fins de compensation.</li> </ul>	O	Transaction – O Sûretés – NR Valorisation – NR
73	CDE	Identifiant de la contrepartie centrale	Identifie la chambre de compensation qui a compensé le dérivé.	L'identifiant de la contrepartie centrale qui a compensé la transaction. Cet élément de données ne s'applique pas si la valeur de l'élément de données « Compensé » est « N » (non compensé par une contrepartie centrale) ou « I » (compensation prévue).	Char(20)	Code LEI ISO 17442 qui est inclus dans les données LEI publiées par la Global LEI Foundation (GLEIF, <a href="http://www.gleif.org/">www.gleif.org/</a> ).	N	Transaction – C si [Compensé] = « Y » – Lorsque cet élément est utilisé, la valeur doit correspondre à celle de [Contrepartie 1 (contrepartie déclarante)]; NR si [Compensé] = « N »; F si [Compensé] = « I » Sûretés – NR Valorisation – NR
74	CFTC	Origine du compte de compensation	Indique si le membre compensateur agit comme contrepartiste ou mandataire.	Indique si un membre compensateur a agi comme contrepartiste pour une chambre de compensation ou comme mandataire pour un client.	Char(4)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• HOUS = Chambre de compensation</li> <li>• CLIE = Client</li> </ul>	N	Transaction – C si Compensé = « N »; NR si [Compensé] = « N » ou « I » Sûretés – NR Valorisation – NR
75	CDE	Identifiant du membre compensateur	Identifie le membre compensateur qui fait compenser le dérivé auprès d'une chambre de compensation.	L'identifiant du membre compensateur par l'entremise duquel la transaction sur dérivé a été compensée auprès d'une contrepartie centrale.  Cet élément de données s'applique aux transactions compensées dans le cadre du modèle de la transaction pour compte de tiers et du modèle de la transaction de contrepartie <sup>31</sup> . <ul style="list-style-type: none"> <li>• Dans le cas du modèle de la transaction de contrepartie, le membre compensateur est identifié en tant que membre compensateur et également en tant que contrepartie dans les deux transactions résultant de la compensation : i) dans la transaction entre la contrepartie centrale et le membre compensateur ; et ii) dans la transaction entre le membre compensateur et la contrepartie à la transaction alpha initiale.</li> </ul>	Char(20) pour un code LEI	Code LEI ISO 17442 qui est inclus dans les données LEI publiées par la Global LEI Foundation (GLEIF, <a href="http://www.gleif.org/">www.gleif.org/</a> ).	N	Transaction – C si [Compensé] = « Y »; NR si [Compensé] = « N » ou « I » Sûretés – NR Valorisation – NR

<sup>30</sup> Dans les explications des éléments de données du CDE, « contrepartie centrale » s'entend d'une chambre de compensation.

<sup>31</sup> Les swaps compensés (« clearing swaps ») doivent être déclarés par la contrepartie déclarante selon le modèle de l'opération pour compte de tiers.

Numéro de l'élément de données	Source	Nom de l'élément de données	Description de l'élément de données <i>(de l'annexe A des règlements sur la déclaration des opérations)</i>	Explication détaillée de l'élément de données	Format	Valeurs	Mis à la disposition du public	Validations
				<ul style="list-style-type: none"> <li>Dans le cas du modèle de la transaction pour compte de tiers, le membre compensateur est identifié en tant que membre de la chambre de compensation, mais non comme contrepartie aux transactions résultant de la compensation. Dans ce modèle, les contreparties sont la contrepartie centrale et le client. Cet élément de données ne s'applique pas si la valeur de l'élément de données « Compensé » est « N » (non compensé par une contrepartie centrale) ou « I » (compensation prévue).</li> </ul>				
76	CFTC	Horodatage de la réception pour compensation	Date et heure, exprimées en temps universel coordonné, auxquelles le dérivé initial a été enregistré comme reçu par la chambre de compensation aux fins de compensation.	La date et l'heure, exprimées en temps universel coordonné (UTC), auxquelles l'organisme de compensation de dérivés reçoit pour compensation le swap conclu à l'origine et l'enregistre dans son système <sup>32</sup> .	AAAA-MM-DDThh:mm:ssZ, exprimée en UTC.	Toute date valide basée sur le format de date et d'heure de la norme ISO 8601.	N	Transaction – C si ([Compensé] = « Y » ou ([Compensé] = « I » et [Type d'action] = « TERM »)) et [Type d'événement] = « CLRG », sinon (champ vide); NR si [Compensé] = « N »  Sûretés – NR Valorisation – NR
77	CFTC	Exceptions et dispenses de compensation – contrepartie 1	Type de dispense ou d'exception de compensation applicable à la contrepartie 1.	Indique le type d'exception ou de dispense dont la contrepartie 1 a choisi de se prévaloir ou qui lui est par ailleurs ouvert <sup>33</sup> .  Toutes les exceptions et dispenses applicables doivent être sélectionnées.  Les valeurs peuvent être répétées, s'il y a lieu.	Char(4)	<ul style="list-style-type: none"> <li>AFFL = Dispense intragroupe</li> <li>OTHR = Autres exceptions ou dispenses</li> </ul> Valeurs supplémentaires, pertinentes uniquement pour la CFTC : <ul style="list-style-type: none"> <li>ENDU = exception relative à l'utilisateur final;</li> <li>SMBK = exemption pour les petites banques;</li> <li>COOP = exemption pour les coopératives;</li> <li>NOAL = lettre de non-intervention.</li> </ul>	N	Transaction – F si [Compensé] = « N »; NR si [Compensé] = « Y » ou « I »  Sûretés – NR Valorisation – NR
78	CFTC	Exceptions et dispenses de compensation – contrepartie 2	Type de dispense ou d'exception de compensation applicable à la contrepartie 2.	Indique le type d'exception ou de dispense dont la contrepartie 2 a choisi de se prévaloir ou qui lui est par ailleurs ouvert.  Toutes les exceptions et dispenses applicables doivent être sélectionnées.  Les valeurs peuvent être répétées, s'il y a lieu.	Char(4)	<ul style="list-style-type: none"> <li>AFFL = Dispense intragroupe</li> <li>OTHR = Autres exceptions ou dispenses</li> </ul> Valeurs supplémentaires, pertinentes uniquement pour la CFTC : <ul style="list-style-type: none"> <li>ENDU = exception relative à l'utilisateur final;</li> <li>SMBK = exemption pour les petites banques;</li> <li>COOP = exemption pour les coopératives;</li> <li>NOAL = lettre de non-intervention.</li> </ul>	N	Transaction – F si [Compensé] = « N »; NR si [Compensé] = « Y » ou « I »  Sûretés – NR Valorisation – NR

<sup>32</sup> Dans les explications des éléments de données de la CFTC, « organisme de compensation de dérivés » (expression abrégée en anglais par « DCO ») s'entend d'une chambre de compensation.

<sup>33</sup> Voir les chapitres 3 et 5 de la norme nationale 94-101 *Compensation obligatoire des dérivés par contrepartie centrale*. Par ailleurs, la contrepartie déclarante peut présenter, pour les éléments de données 77 et 78, des exceptions à la compensation qui sont pertinentes pour la CFTC. Elle peut donc déclarer ces éléments de données selon les règlements sur la déclaration des opérations de la même manière qu'elle les déclare à la CFTC.

## Éléments de données relatifs aux sûretés et aux marges

Numéro de l'élément de données	Source	Nom de l'élément de données	Description de l'élément de données <i>(de l'annexe A des règlements sur la déclaration des opérations)</i>	Explication détaillée de l'élément de données	Format	Valeurs	Mis à la disposition du public	Validations
79	CDE	Catégorie de sûreté	Indique s'il existe une convention de sûreté entre les contreparties et précise la nature de la sûreté.	Indique s'il existe une ou plusieurs conventions de sûreté entre les contreparties (sans sûreté/couverture partielle/couverture à sens unique/couverture entière). Cet élément de données est fourni pour chaque transaction ou chaque portefeuille, selon que la constitution de sûreté est faite au niveau de la transaction ou du portefeuille, et est applicable aux transactions compensées ou non.	Char(4)	<ul style="list-style-type: none"> <li>•UNCL</li> <li>•PRC1</li> <li>•PRC2</li> <li>•PRCL</li> <li>•OWC1</li> <li>•OWC2</li> <li>•OWP1</li> <li>•OWP2</li> <li>•FLCL</li> </ul>	N	Transaction – NR Sûretés – O Valorisation – NR
80	CFTC	Portefeuille contenant un indicateur de composante à ne pas déclarer	Dans le cas où les sûretés sont déclarées au niveau du portefeuille, indique si le portefeuille inclut des dérivés visés par une dispense ou une exception de déclaration.	Si les sûretés sont déclarées au niveau du portefeuille, indique si ce portefeuille inclut des transactions de swap dispensées de déclaration.	Booléen	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Vrai</li> <li>• Faux</li> </ul>	N	Transaction – NR Sûretés – O Valorisation – NR
81	CDE	Marge initiale déposée par la contrepartie déclarante (avant décote)	La valeur monétaire de la marge initiale déposée par la contrepartie déclarante avant l'application de la décote.	La valeur monétaire de la marge initiale qui a été déposée par la contrepartie déclarante, y compris toute marge en transit et en attente de règlement, à moins que l'inclusion de cette marge ne soit pas autorisée en vertu des obligations des autorités compétentes. Si la constitution de sûretés est faite au niveau du portefeuille, la marge initiale déposée se rapporte à l'ensemble de ce dernier; si elle l'est au niveau de chaque transaction, elle se rapporte à la transaction en particulier. Il s'agit de la valeur actuelle totale de la marge initiale, plutôt que de sa variation quotidienne. L'élément de données concerne les transactions non compensées et celles compensées par contrepartie centrale. Dans le cas de ces dernières, il n'inclut pas les contributions à un fonds de défaillance ni les sûretés couvrant les apports de liquidité à la contrepartie centrale, c'est-à-dire les lignes de crédit à première demande. Si la marge initiale déposée est libellée dans plus d'une monnaie, ces montants sont convertis en une seule monnaie choisie par la contrepartie déclarante et présentés sous forme de valeur totale.	Num(25,5)	Toute valeur supérieure ou égale à zéro.	N	Transaction – NR Sûretés – C si ([Catégorie de sûreté = « OWC1 » ou « OWP1 » ou « FLCL »], sinon [champ vide] <sup>34</sup> ) Valorisation – NR

<sup>34</sup> Si, pour un portefeuille donné, il existe une ou des conventions de sûreté, mais qu'aucune marge initiale n'est d'abord échangée entre les contreparties (p. ex. parce que l'exposition n'atteint pas le seuil négocié), déclarer zéro jusqu'à ce qu'un échange/transfert ait lieu.



Numéro de l'élément de données	Source	Nom de l'élément de données	Description de l'élément de données <i>(de l'annexe A des règlements sur la déclaration des opérations)</i>	Explication détaillée de l'élément de données	Format	Valeurs	Mis à la disposition du public	Validations
82	CDE	Marge initiale déposée par la contrepartie déclarante (après décote)	La valeur monétaire de la marge initiale déposée par la contrepartie déclarante après l'application de la décote.	La valeur monétaire de la marge initiale qui a été déposée par la contrepartie déclarante, y compris toute marge en transit et en attente de règlement, à moins que l'inclusion de cette marge ne soit pas autorisée en vertu des obligations des autorités compétentes. Si la constitution de sûretés est faite au niveau du portefeuille, la marge initiale déposée se rapporte à l'ensemble de ce dernier; si elle l'est au niveau de chaque transaction, elle se rapporte à la transaction en particulier. Il s'agit de la valeur actuelle totale de la marge initiale après application de la décote (s'il y a lieu), plutôt que de sa variation quotidienne. L'élément de données concerne les transactions non compensées et celles compensées par contrepartie centrale. Dans le cas de ces dernières, il n'inclut pas les contributions à un fonds de défaillance ni les sûretés couvrant les apports de liquidité à la contrepartie centrale, c'est-à-dire les lignes de crédit à première demande. Si la marge initiale déposée est libellée dans plus d'une monnaie, ces montants sont convertis en une seule monnaie choisie par la contrepartie déclarante et présentés sous forme de valeur totale.	Num(25,5)	Toute valeur supérieure ou égale à zéro.	N	Transaction – NR  Sûretés – C si ([Catégorie de sûreté = « OWC1 » ou « OWP1 » ou « FLCL »], sinon {champ vide}) <sup>35</sup>  Valorisation – NR
83	CDE	Monnaie de la marge initiale déposée <sup>36</sup>	La monnaie dans laquelle la marge initiale déposée est libellée.	La monnaie dans laquelle la marge initiale déposée est libellée. Si elle est libellée dans plus d'une monnaie, cet élément de données reflète l'une de ces monnaies en lesquelles la contrepartie déclarante a choisi de convertir toutes les valeurs des marges initiales déposées.	Char(3)	Monnaies incluses dans la norme ISO 4217.	N	Transaction – NR Sûretés C si ([Marge initiale déposée par la contrepartie déclarante (après décote)] ou [Marge initiale déposée par la contrepartie déclarante (avant décote)]) est utilisé, sinon {champ vide} Valorisation – NR
84	CDE	Marge initiale collectée par la contrepartie déclarante (avant décote)	La valeur monétaire de la marge initiale collectée par la contrepartie déclarante avant l'application de la décote.	La valeur monétaire de la marge initiale qui a été collectée par la contrepartie déclarante, y compris toute marge en transit et en attente de règlement, à moins que l'inclusion de cette marge ne soit pas autorisée aux termes des exigences des autorités compétentes. Si la constitution de sûretés est faite au niveau du portefeuille, la marge initiale collectée se rapporte à l'ensemble de ce dernier; si elle l'est au niveau de chaque transaction, elle se rapporte à la transaction en particulier. Il s'agit de la valeur actuelle totale de la marge initiale, plutôt que de sa variation quotidienne. L'élément de données concerne les transactions non compensées et celles compensées par contrepartie centrale. Dans le cas de ces dernières, il n'inclut pas les sûretés collectées par la contrepartie centrale dans le cadre de son activité d'investissement. Si la marge initiale collectée est libellée dans plus d'une monnaie,	Num(25,5)	Toute valeur supérieure ou égale à zéro.	N	Transaction – NR  Sûretés C si ([Catégorie de sûreté] = « OWC2 » ou « OWP2 » ou « FLCL »), sinon {champ vide}) <sup>37</sup>  Valorisation – NR

<sup>35</sup> Si, pour un portefeuille donné, il existe une ou des conventions de sûreté, mais qu'aucune marge initiale n'est d'abord échangée entre les contreparties (p. ex. parce que l'exposition n'atteint pas le seuil négocié), déclarer zéro jusqu'à ce qu'un échange/transfert ait lieu.

<sup>36</sup> Dans le cas d'un portefeuille comptant plusieurs monnaies, il faut le convertir en une monnaie unique choisie par la contrepartie déclarante et déclarer une seule valeur totale.

<sup>37</sup> Si, pour un portefeuille donné, il existe une ou des conventions de sûreté, mais qu'aucune marge initiale n'est d'abord échangée entre les contreparties (p. ex. parce que l'exposition n'atteint pas le seuil négocié), déclarer zéro jusqu'à ce qu'un échange/transfert ait lieu.

Numéro de l'élément de données	Source	Nom de l'élément de données	Description de l'élément de données <i>(de l'annexe A des règlements sur la déclaration des opérations)</i>	Explication détaillée de l'élément de données	Format	Valeurs	Mis à la disposition du public	Validations
				ces montants sont convertis en une seule monnaie choisie par la contrepartie déclarante et présentés sous forme d'une valeur totale.				
85	CDE	Marge initiale collectée par la contrepartie déclarante (après décote)	La valeur monétaire de la marge initiale collectée par la contrepartie déclarante après l'application d'une décote.	La valeur monétaire de la marge initiale qui a été collectée par la contrepartie déclarante, y compris toute marge en transit et en attente de règlement, à moins que l'inclusion de cette marge ne soit pas autorisée aux termes des exigences des autorités compétentes. Si la constitution de sûretés est faite au niveau du portefeuille, la marge initiale collectée se rapporte à l'ensemble de ce dernier; si elle l'est au niveau de chaque transaction, elle se rapporte à la transaction en particulier. Il s'agit de la valeur actuelle totale de la marge initiale après application de la décote (s'il y a lieu), plutôt que de sa variation quotidienne. L'élément de données concerne les transactions non compensées et celles compensées par contrepartie centrale. Dans le cas de ces dernières, il n'inclut pas les sûretés collectées par la contrepartie centrale dans le cadre de son activité d'investissement. Si la marge initiale collectée est libellée dans plus d'une monnaie, ces montants sont convertis en une seule monnaie choisie par la contrepartie déclarante et présentés sous forme d'une valeur totale.	Num(25,5)	Toute valeur supérieure ou égale à zéro.	N	Transaction – NR  Sûretés C si ([Catégorie de sûreté] = « OWC2 » ou « OWP2 » ou « FLCL »), sinon {champ vide} <sup>38</sup>  Valorisation – NR
86	CDE	Monnaie de la marge initiale collectée <sup>39</sup>	La monnaie dans laquelle la marge initiale collectée est libellée.	La monnaie dans laquelle la marge initiale collectée est libellée. Si elle est libellée dans plus d'une monnaie, cet élément de données reflète l'une de ces monnaies en lesquelles la contrepartie déclarante a choisi de convertir toutes les valeurs des marges initiales collectées.	Char(3)	Monnaies incluses dans la norme ISO 4217.	N	Transaction – NR Sûretés C si ([Marge initiale collectée par la contrepartie déclarante (après décote)] ou [Marge initiale collectée par la contrepartie déclarante (avant décote)]) est utilisé, sinon {champ vide} Valorisation – NR

<sup>38</sup> Si, pour un portefeuille donné, il existe une ou des conventions de sûreté, mais qu'aucune marge initiale n'est d'abord échangée entre les contreparties (p. ex. parce que l'exposition n'atteint pas le seuil négocié), déclarer zéro jusqu'à ce qu'un échange/transfert ait lieu.

<sup>39</sup> Dans le cas d'un portefeuille comptant plusieurs monnaies, il faut le convertir en une monnaie unique choisie par la contrepartie déclarante et déclarer une seule valeur totale.

Numéro de l'élément de données	Source	Nom de l'élément de données	Description de l'élément de données <i>(de l'annexe A des règlements sur la déclaration des opérations)</i>	Explication détaillée de l'élément de données	Format	Valeurs	Mis à la disposition du public	Validations
87	CDE	Marge de variation déposée par la contrepartie déclarante (avant décote) <sup>40</sup>	La valeur monétaire de la marge de variation déposée par la contrepartie déclarante avant l'application d'une décote.	La valeur monétaire de la marge de variation déposée par la contrepartie déclarante (dont celle réglée en espèces), y compris toute marge en transit et en attente de règlement, à moins que l'inclusion de cette marge ne soit pas autorisée aux termes des exigences des autorités compétentes. La marge de variation pour éventualités est exclue. Si la constitution de sûretés est faite au niveau du portefeuille, la marge de variation déposée se rapporte à l'ensemble de ce dernier; si elle l'est au niveau de chaque transaction, elle se rapporte à la transaction en particulier. L'élément de données concerne la valeur actuelle totale de la marge de variation, établie sur une base cumulative depuis la première déclaration des marges de variation déposées pour le portefeuille ou la transaction. Si la marge de variation déposée est libellée dans plus d'une monnaie, ces montants sont convertis en une seule monnaie choisie par la contrepartie déclarante et présentés sous forme d'une valeur totale.	Num(25,5)	Toute valeur supérieure ou égale à zéro.	N	Transaction – NR  Sûretés C si ([Catégorie de sûreté] = « PRC1 » ou « PRCL » ou « OWC1 » ou « OWP1 » ou « OWP2 » ou « FLCL »), sinon {champ vide} <sup>41</sup>  Valorisation – NR
88	CDE	Marge de variation déposée par la contrepartie déclarante (après décote)	La valeur monétaire de la marge de variation déposée par la contrepartie déclarante après l'application d'une décote.	La valeur monétaire de la marge de variation déposée par la contrepartie déclarante (dont celle réglée en espèces), y compris toute marge en transit et en attente de règlement, à moins que l'inclusion de cette marge ne soit pas autorisée aux termes des exigences des autorités compétentes. La marge de variation pour éventualités est exclue. Si la constitution de sûretés est faite au niveau du portefeuille, la marge de variation déposée se rapporte à l'ensemble de ce dernier; si elle l'est au niveau de chaque transaction, elle se rapporte à la transaction en particulier. L'élément de données concerne la valeur actuelle totale de la marge de variation après application de la décote (s'il y a lieu), établie sur une base cumulative depuis la première déclaration des marges de variation déposées pour le portefeuille ou la transaction. Si la marge de variation déposée est libellée dans plus d'une monnaie, ces montants sont convertis en une seule monnaie choisie par la contrepartie 1 et présentés sous forme d'une valeur totale.	Num(25,5)	Toute valeur supérieure ou égale à zéro.	N	Transaction – NR  Sûretés C si ([Catégorie de sûreté] = « PRC1 » ou « PRCL » ou « OWC1 » ou « OWP1 » ou « OWP2 » ou « FLCL »), sinon {champ vide} <sup>42</sup>  Valorisation – NR

<sup>40</sup> Il est obligatoire de déclarer cet élément de données quotidiennement, qu'il ait varié ou non depuis la dernière déclaration.

<sup>41</sup> Si, pour un portefeuille donné, il existe une ou des conventions de sûreté, mais qu'aucune marge de variation n'est d'abord échangée entre les contreparties (p. ex. parce que l'exposition n'atteint pas le seuil négocié), déclarer zéro jusqu'à ce qu'un échange/transfert ait lieu.

<sup>42</sup> Si, pour un portefeuille donné, il existe une ou des conventions de sûreté, mais qu'aucune marge de variation n'est d'abord échangée entre les contreparties (p. ex. parce que l'exposition n'atteint pas le seuil négocié), déclarer zéro jusqu'à ce qu'un échange/transfert ait lieu.

Numéro de l'élément de données	Source	Nom de l'élément de données	Description de l'élément de données <i>(de l'annexe A des règlements sur la déclaration des opérations)</i>	Explication détaillée de l'élément de données	Format	Valeurs	Mis à la disposition du public	Validations
89	CDE	Monnaie de la marge de variation déposée	La monnaie dans laquelle la marge de variation déposée est libellée.	La monnaie dans laquelle la marge de variation déposée est libellée. Si elle est libellée dans plus d'une monnaie, cet élément de données reflète l'une de ces monnaies en lesquelles la contrepartie déclarante a choisi de convertir toutes les valeurs des marges de variation déposées.	Char(3)	Monnaies incluses dans la norme ISO 4217.	N	Transaction – NR  Sûretés C si [Marge de variation déposée par la contrepartie déclarante (avant décote)] est utilisé, sinon {champ vide}  Valorisation – NR
90	CDE	Marge de variation collectée par la contrepartie déclarante (avant décote) <sup>43</sup>	La valeur monétaire de la marge de variation collectée par la contrepartie déclarante avant l'application d'une décote.	La valeur monétaire de la marge de variation collectée par la contrepartie déclarante (dont celle réglée en espèces), y compris toute marge en transit et en attente de règlement, à moins que l'inclusion de cette marge ne soit pas autorisée aux termes des exigences des autorités compétentes. La marge de variation pour éventualités est exclue. Si la constitution de sûretés est faite au niveau du portefeuille, la marge de variation collectée se rapporte à l'ensemble de ce dernier ; si elle l'est au niveau de chaque transaction, elle se rapporte à la transaction en particulier. Il s'agit de la valeur actuelle totale de la marge de variation, établie sur une base cumulative depuis la première déclaration des marges de variation collectées pour le portefeuille ou la transaction. Si la marge de variation collectée est libellée dans plus d'une monnaie, ces montants sont convertis en une seule monnaie choisie par la contrepartie déclarante et présentés sous forme d'une valeur totale.	Num(25,5)	Toute valeur supérieure ou égale à zéro.	N	Transaction – NR  Sûretés C si ([Catégorie de sûreté] = « PRC2 » ou « PRCL » ou « OWC2 » ou « OWP1 » ou « OWP2 » ou « FLCL »), sinon {champ vide} <sup>44</sup>  Valorisation – NR
91	CDE	Marge de variation collectée par la contrepartie déclarante (après décote)	La valeur monétaire de la marge de variation collectée par la contrepartie déclarante après l'application d'une décote.	La valeur monétaire de la marge de variation collectée par la contrepartie déclarante (dont celle réglée en espèces), y compris toute marge en transit et en attente de règlement, à moins que l'inclusion de cette marge ne soit pas autorisée aux termes des exigences des autorités compétentes. La marge de variation pour éventualités est exclue. Si la constitution de sûretés est faite au niveau du portefeuille, la marge de variation collectée se rapporte à l'ensemble de ce dernier ; si elle l'est au niveau de chaque transaction, elle se rapporte à la transaction en particulier. Il s'agit de la valeur actuelle totale de la marge de variation collectée après application de la décote (s'il y a lieu), établie sur une base cumulative depuis la première déclaration des marges de variation déposées pour le portefeuille ou la transaction. Si la marge de variation collectée est libellée dans plus d'une monnaie, ces montants sont convertis en une seule monnaie	Num(25,5)	Toute valeur supérieure ou égale à zéro.	N	Transaction – NR  Sûretés C si ([Catégorie de sûreté] = « PRC2 » ou « PRCL » ou « OWC2 » ou « OWP1 » ou « OWP2 » ou « FLCL »), sinon {champ vide} <sup>45</sup>  Valorisation – NR

<sup>43</sup> Il est obligatoire de déclarer cet élément de données quotidiennement, qu'il ait varié ou non depuis la dernière déclaration.

<sup>44</sup> Si, pour un portefeuille donné, il existe une ou des conventions de sûreté, mais qu'aucune marge de variation n'est d'abord échangée entre les contreparties (p. ex. parce que l'exposition n'atteint pas le seuil négocié), déclarer zéro jusqu'à ce qu'un échange/transfert ait lieu.

<sup>45</sup> Si, pour un portefeuille donné, il existe une ou des conventions de sûreté, mais qu'aucune marge de variation n'est d'abord échangée entre les contreparties (p. ex. parce que l'exposition n'atteint pas le seuil négocié), déclarer zéro jusqu'à ce qu'un échange/transfert ait lieu.

Numéro de l'élément de données	Source	Nom de l'élément de données	Description de l'élément de données <i>(de l'annexe A des règlements sur la déclaration des opérations)</i>	Explication détaillée de l'élément de données	Format	Valeurs	Mis à la disposition du public	Validations
				choisie par la contrepartie 1 et présentée sous forme d'une valeur totale.				
92	CDE	Monnaie de la marge de variation collectée	La monnaie dans laquelle la marge de variation collectée est libellée.	La monnaie dans laquelle la marge de variation collectée est libellée.  Si elle est libellée dans plus d'une monnaie, cet élément de données reflète l'une de ces monnaies en lesquelles la contrepartie déclarante a choisi de convertir toutes les valeurs des marges de variation collectées.	Char(3)	Monnaies incluses dans la norme ISO 4217.	N	Transaction – NR  Sûretés C si [Marge de variation collectée par la contrepartie déclarante (avant décote)] est utilisé, sinon (champ vide)  Valorisation – NR
93	CFTC	Code du portefeuille de sûretés – marge de variation	Si les sûretés sont déclarées au niveau du portefeuille, le code unique attribué par la contrepartie déclarante qui identifie la marge de variation relative aux transactions ouvertes incluses dans le portefeuille.	Si les sûretés sont déclarées au niveau du portefeuille, le code unique attribué par la contrepartie déclarante au portefeuille qui suit la marge de variation globale relative à un ensemble de transactions ouvertes. Cet élément de données ne s'applique pas si la constitution de sûretés a été effectuée au niveau de la transaction, ou s'il n'y a pas de convention de sûreté, ou si aucune sûreté n'est déposée ou reçue. Le code du portefeuille est requis à la fois pour la déclaration des sûretés et pour la déclaration de la valorisation afin de relier les deux ensembles de données.	Varchar(52)	Jusqu'à 52 caractères alphanumériques <sup>46</sup>	N	Transaction – F  Sûretés – O  Valorisation – O
94	CFTC	Code du portefeuille de sûretés – marge initiale	Si les sûretés sont déclarées au niveau du portefeuille, le code unique attribué par la contrepartie déclarante qui identifie la marge initiale relative aux transactions ouvertes incluses dans le portefeuille.	Si les sûretés sont déclarées au niveau du portefeuille, le code unique attribué par la contrepartie déclarante au portefeuille qui suit la marge initiale globale relative à un ensemble de transactions ouvertes. Cet élément de données ne s'applique pas si la constitution de sûretés a été effectuée au niveau de la transaction, ou s'il n'y a pas de convention de sûreté, ou si aucune sûreté n'est déposée ou reçue.  Le code du portefeuille est requis à la fois pour la déclaration des sûretés et pour la déclaration de la valorisation afin de relier les deux ensembles de données.	Varchar(52)	Jusqu'à 52 caractères alphanumériques <sup>47</sup>	N	Transaction – F  Sûretés – O  Valorisation – O

<sup>46</sup> Si les sûretés ont été constituées au niveau de l'opération, « TRANSACTIONLEVEL » est accepté. « NOTAPPLICABLE » est accepté si : i) les sûretés ont été constituées au niveau du portefeuille et il n'existe pas de code du portefeuille de sûretés pour la marge de variation; ou ii) la déclaration est transmise par un organisme de compensation de dérivés.

<sup>47</sup> Si les sûretés ont été constituées au niveau de l'opération, « TRANSACTIONLEVEL » est accepté. « NOTAPPLICABLE » est accepté si : i) les sûretés ont été constituées au niveau du portefeuille et il n'existe pas de code du portefeuille de sûretés pour la marge initiale; ou ii) la déclaration est transmise par un organisme de compensation de dérivés.

## Éléments de données relatifs aux actions et aux événements

Numéro de l'élément de données	Source	Nom de l'élément de données	Description de l'élément de données <i>(de l'annexe A des règlements sur la déclaration des opérations)</i>	Explication détaillée de l'élément de données	Format	Valeurs	Mis à la disposition du public	Validations
95	CDE	Horodatage de l'événement	La date et l'heure de l'événement relatif à un dérivé.	La date et l'heure de l'événement. Dans le cas d'une modification convenue pour une date future, cet élément de données doit correspondre à la date où la modification a lieu (prend effet) et non à celle où elle est négociée. Dans le cas d'une correction, cet élément de données doit correspondre à la date et à l'heure auxquelles la correction s'applique. Dans le cas d'un événement de compensation, cet élément de données doit correspondre à la date et à l'heure auxquelles la transaction alpha est acceptée pour compensation par la contrepartie centrale. Dans le cas d'une mise à jour des sûretés, la date et l'heure sont celles pour lesquelles les renseignements contenus dans le rapport sont fournis.	AAAA-MM-DDThh:mm:ssZ, exprimée en UTC <sup>48</sup> .	Toute date ou heure valide basée sur le format de date et d'heure de la norme ISO 8601.	O	Transaction – O La valeur sera égale ou postérieure à la valeur de [Horodatage de l'exécution].  Sûretés – O  Valorisation – NR
96	CDE	Niveau	Indique si la déclaration se rapporte au dérivé ou à la position.	Indique si la déclaration s'effectue au niveau de l'opération ou à celui de la position. La déclaration au niveau de la position peut être faite en complément de celle au niveau de l'opération pour rendre compte d'événements postérieurs à l'opération et lorsque des opérations considérées individuellement sont remplacées par la position.	Char(4)	<ul style="list-style-type: none"> <li>TCTN = Opération</li> <li>PSTN = Position</li> </ul>	N	Transaction – O Sûretés – NR Valorisation – NR
97	CDE	Identifiant d'événement	L'identifiant unique qui lie les dérivés se rapportant à un événement.	L'identifiant unique permettant de lier les transactions constituant un événement et en résultant, cet événement pouvant notamment être une compression ou autre mesure de réduction du risque postérieure à l'opération ou encore un événement de crédit. Cet identifiant unique peut être attribué par la contrepartie déclarante, un fournisseur de service ou la contrepartie centrale qui fournit le service <sup>49</sup> .	Varchar(52)	Code LEI ISO 17442 de l'entité qui attribue l'identifiant de l'événement, suivi d'un identifiant unique d'un maximum de 32 caractères.	N	Transaction – C si [Type d'événement] = « COMP » ou « CREV », sinon (champ vide) Sûretés – NR Valorisation – NR
98	CDE	Type d'action <sup>50</sup>	Précise le type d'action ou de déclaration qui se rapporte au dérivé ou à la position.	Type d'action réalisée à l'égard de la transaction ou type de déclaration de fin de journée. Voir l'annexe 3.8 pour la description des valeurs permises.	Char(4)	<ul style="list-style-type: none"> <li>NEWT = Nouveau</li> <li>MODI = Modifier</li> <li>CORR = Corriger</li> <li>EROR = Erreur</li> <li>REVI = Relancer</li> <li>TERM = Mettre fin</li> <li>PRTO = Transférer</li> <li>VALU = Valorisation</li> </ul>	O	Transaction – O – Pour les types d'action ou les types d'événement valides, voir l'annexe 3.5. Sûretés – O, doit correspondre à 'MARU' Valorisation – M doit correspondre à 'VALU'

<sup>48</sup> La déclaration doit inclure la partie date et la partie heure. Cet élément temporel est aussi précis qu'il est technologiquement possible de le faire. Si la partie heure n'est pas disponible, déclarer « 00:00:00 » à cet égard.

<sup>49</sup> L'identifiant qui se rapporte à un événement donné doit être le même dans tous les cas.

<sup>50</sup> Une seule valeur de type d'action par transmission; ne pas transmettre plusieurs valeurs de type d'action en une seule déclaration de transaction. Par exemple, s'il se trouve un élément de données à corriger dans une opération transmise précédemment qui prend fin, la valeur Corriger (CORR) est à transmettre séparément avant l'opération Mettre fin (TERM).

Numéro de l'élément de données	Source	Nom de l'élément de données	Description de l'élément de données <i>(de l'annexe A des règlements sur la déclaration des opérations)</i>	Explication détaillée de l'élément de données	Format	Valeurs	Mis à la disposition du public	Validations
						<ul style="list-style-type: none"> <li>MARU = Mise à jour de sûreté/marge</li> <li>POSC = Élément de position</li> </ul>		
99	CDE	Type d'événement	Précise le type d'événement du cycle de vie ou le motif de l'action dont il est question à l'élément de données 98.	Explication ou motif de l'action réalisée à l'égard de la transaction. Voir l'annexe 3.7 pour la description des valeurs permises.	Char(4)	<ul style="list-style-type: none"> <li>TRAD = Opération</li> <li>NOVA = Novation/intervention</li> <li>COMP = Mesure de réduction du risque postérieure à l'opération</li> <li>ETRM = Fin par anticipation</li> <li>CLRG = Compensation</li> <li>EXER = Exercice</li> <li>ALOC = Affectation</li> <li>CLAL = Compensation et affectation</li> <li>CREV = Événement de crédit</li> <li>PTNG = Transfert</li> <li>INCP = Inclusion dans une position</li> <li>CORP = Événement d'entreprise</li> <li>UPDT = Mise à jour</li> </ul>	O	Transaction – C – Pour les types d'action ou les types d'événement valides, voir l'annexe 3.5.  Sûretés – NR  Valorisation – NR
100	CFTC	Indicateur de modification	Indique si une modification du dérivé se rapporte à un événement.	Indique si la modification de la transaction rend compte de la nouvelle version convenue des modalités négociées antérieurement.	Booléen	<ul style="list-style-type: none"> <li>Vrai</li> <li>Faux</li> </ul>	O	Transaction – C si [Type d'action] = « MOD1 », sinon (champ vide)  Sûretés – NR  Valorisation – NR

## Éléments de données relatifs à la valorisation

Numéro de l'élément de données	Source	Nom de l'élément de données	Description de l'élément de données <i>(de l'annexe A des règlements sur la déclaration des opérations)</i>	Explication détaillée de l'élément de données	Format	Valeurs	Mis à la disposition du public	Validations
101	CDE	Montant de valorisation <sup>51</sup>	Valeur du dérivé.	La valeur actuelle du contrat en cours sans aucun ajustement d'évaluation (il pourrait s'agir, par exemple, des XVA tels que le CVA, le DVA, etc.). Le montant de valorisation est exprimé en coût de sortie du contrat ou de ses composantes, c'est-à-dire le prix auquel il serait vendu (sur le marché dans le cadre d'une transaction en règle à la date de valorisation).	Num(25,5)	Toute valeur numérique.	N	Transaction – NR Sûretés – NR Valorisation – O
102	CDE	Monnaie de valorisation	La monnaie dans laquelle le montant de valorisation est libellé.	La monnaie dans laquelle le montant de valorisation est libellé.	Char(3)	Monnaies incluses dans la norme ISO 4217.	N	Transaction – NR Sûretés – NR Valorisation – O
103	CDE	Méthode de valorisation	La source et la méthode utilisées pour valoriser le dérivé.	La source et la méthode utilisées pour la valorisation de la transaction par la contrepartie déclarante. S'il est utilisé au moins une donnée de valorisation classée sous la catégorie « selon un modèle » (mark-to-model) à l'annexe 3.3, alors toute la valorisation entre dans cette catégorie. Si seules sont utilisées des données de valorisation classées dans la catégorie « à la valeur de marché » à l'annexe 3.3, alors toute la valorisation entre dans cette catégorie.	Char(1)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• MTMA = Valorisation à la valeur de marché</li> <li>• MTMO = Valorisation selon un modèle</li> <li>• CCPV = Valorisation par la chambre de compensation</li> </ul> (La classification des données de valorisation figure à l'annexe 3.3.)	N	Transaction – NR Sûretés – NR Valorisation – O, lorsque cet élément contient la valeur « CCPV », [Compensé] doit contenir la valeur « Y »
104	CDE	Horodatage de la valorisation	La date et l'heure auxquelles a été établie la valeur du dérivé visé dans l'élément de données 101.	La date et l'heure de la dernière valorisation à la valeur de marché, fournie par la contrepartie centrale <sup>52</sup> ou calculée à l'aide du prix du marché en vigueur ou du dernier prix du marché des données d'entrée. Si, par exemple, le taux de change d'une monnaie est à la base de la valorisation d'une transaction, alors l'horodatage de la valorisation indique le moment où ce taux était en vigueur.	AAAA-MM-DDThh:mm:ssZ, exprimée en UTC <sup>53</sup> . Si l'élément temporel n'est pas requis dans une province, un territoire ou un État en particulier, l'heure peut être omise étant donné que, dans le cas de représentations à précision réduite, la norme ISO 8601 permet d'omettre des éléments de la représentation de la date/heure, l'omission commençant par l'extrême droite (dans l'ordre, à partir de l'élément le moins significatif).	Toute date ou heure valide basée sur le format de date et d'heure de la norme ISO 8601.	N	Transaction – NR Sûretés – NR Valorisation – O

<sup>51</sup> Il est obligatoire de déclarer le montant de valorisation quotidiennement, qu'il ait varié ou non depuis la dernière déclaration.

<sup>52</sup> Déclarée par la chambre de compensation pour les dérivés compensés et par le courtier en dérivés pour les dérivés non compensés.

<sup>53</sup> Il n'est pas nécessaire que l'horodatage de la valorisation comprenne l'heure. Le format exigé est AAAA-MM-JJ.



Numéro de l'élément de données	Source	Nom de l'élément de données	Description de l'élément de données <i>(de l'annexe A des règlements sur la déclaration des opérations)</i>	Explication détaillée de l'élément de données	Format	Valeurs	Mis à la disposition du public	Validations
105	CFTC	Prochaine date de révision du taux variable de référence  [prochaine date de révision du taux variable de référence – branche 1]  [prochaine date de révision du taux variable de référence – branche 2]	Prochaine date à laquelle le taux variable de référence sera révisé.	La prochaine date à laquelle le taux variable de référence est révisé.	AAAA-MM-JJ	Toute date valide basée sur le format de date et d'heure de la norme ISO 8601.	N	Transaction – NR Sûretés – NR Valorisation – F
106	CFTC	Dernière valeur du taux variable de référence  [dernière valeur du taux variable de référence – branche 1]  [dernière valeur du taux variable de référence – branche 2]	Valeur du taux variable de référence à la date visée dans l'élément de données 107.	L'échantillonnage le plus récent de la valeur du taux variable servant au calcul des flux de trésorerie. Se rapporte à l'élément de données Dernière date de révision du taux variable de référence.	Num(11,10)	Valeurs positives et négatives exprimées en décimales (par exemple, 0,0257 au lieu de 2,57 %)	N	Transaction – NR Sûretés – NR Valorisation – F
107	CFTC	Dernière date de révision du taux variable de référence  [dernière date de révision du taux variable de référence – branche 1]  [dernière date de révision du taux variable de référence – branche 2]	Date la plus récente de la révision du taux variable de référence.	La date de l'échantillonnage le plus récent de la valeur du taux variable servant au calcul des flux de trésorerie. Se rapporte à l'élément de données Dernière valeur du taux variable de référence.	AAAA-MM-JJ	Toute date valide basée sur le format de date et d'heure de la norme ISO 8601.	N	Transaction – NR Sûretés – NR Valorisation – F
108	CDE	Delta <sup>54</sup>	Coefficient exprimant le rapport entre la variation du prix du dérivé et la variation du prix du sous-jacent du dérivé.	Le coefficient exprimant le rapport entre la variation du prix d'une transaction sur dérivé de gré à gré et la variation du prix du sous-jacent.	Num(25,5)	Toute valeur.	N	Transaction – NR Sûretés – NR Valorisation – C si UPL.[Type d'instrument] = « Option », sinon {champ vide}

<sup>54</sup> Il est obligatoire de déclarer le delta quotidiennement, qu'il ait varié ou non depuis la dernière déclaration.

## Éléments de données relatifs aux paquets

Numéro de l'élément de données	Source	Nom de l'élément de données	Description de l'élément de données <i>(de l'annexe A des règlements sur la déclaration des opérations)</i>	Explication détaillée de l'élément de données	Format	Valeurs	Mis à la disposition du public	Validations
109	CFTC	Indicateur de paquet de dérivés	Indication que le dérivé est ou non une composante d'un paquet qui inclut l'un des éléments suivants : a) au moins deux dérivés déclarés séparément par la contrepartie déclarante mais conclus en vertu d'une seule entente; b) au moins deux déclarations relatives au même dérivé si une seule ne peut suffire en raison des obligations de déclaration d'au moins un territoire du Canada ou étranger.	Indique si la transaction de swap fait partie d'un paquet de dérivés.	Booléen	• Vrai • Faux	0	Transaction – 0 Sûretés – NR Valorisation – NR
110	CDE	Identifiant de paquet de dérivés <sup>55</sup>	Identifie le paquet visé à l'élément de données 109.	L'identifiant (établi par la contrepartie déclarante) visant à lier :  • au moins deux transactions qui sont déclarées séparément par la contrepartie déclarante, mais négociées ensemble en tant que produit d'une seule entente économique;  • au moins deux rapports relatifs à la même transaction dès lors que l'obligation de déclaration dans un territoire ne permet pas sa déclaration dans un seul rapport aux référentiels centraux.  Un paquet <sup>56</sup> peut contenir des transactions à déclarer et d'autres n'ayant pas à l'être.  Cet élément de données ne s'applique pas : • si aucun paquet de dérivés n'est concerné; ou • aux affectations.  Si l'identifiant du paquet de dérivés est inconnu lors de la déclaration d'une nouvelle transaction, il doit être mis à jour dès qu'il est connu.	Varchar(100)	Jusqu'à 100 caractères alphanumériques. <sup>57</sup>	N	Transaction – C si [Indicateur de paquet] = « True », sinon (champ vide) Sûretés – NR Valorisation – NR

<sup>55</sup> La déclaration d'une fourchette de taux nécessite l'utilisation de ce champ pour lier les branches plafond et plancher. La déclaration d'un stellage nécessite l'utilisation de ce champ pour lier les branches swaption payeuse et swaption receveuse.

<sup>56</sup> Un « paquet de dérivés » peut aussi être constitué d'une opération impliquant deux instruments ou plus : 1) conclus entre deux contreparties ou plus; 2) évalués ou cotés comme une seule opération économique comportant l'exécution simultanée ou quasi simultanée de tous ses composants; 3) dont l'exécution de chaque composant est conditionnelle à celle des autres composants; 4) dont chaque composant porte un identifiant unique de swap (IUS) ou un identifiant unique de transaction (UTI); et 5) dont chaque composant est déclaré séparément.

<sup>57</sup> Si la valeur n'est pas disponible, on peut utiliser « UNKNOWN ».

Numéro de l'élément de données	Source	Nom de l'élément de données	Description de l'élément de données <i>(de l'annexe A des règlements sur la déclaration des opérations)</i>	Explication détaillée de l'élément de données	Format	Valeurs	Mis à la disposition du public	Validations
111	CDE	Prix du paquet de dérivés	Prix du paquet visé à l'élément de données 109.	Le prix négocié de l'ensemble du paquet dont la transaction sur dérivé déclarée est une composante. Cet élément de données ne s'applique pas : • si aucun paquet de dérivés n'est concerné; • si l'écart du paquet de dérivés est utilisé. Les prix et les éléments de données connexes des transactions (Monnaie du prix, Notation du prix, Unité de mesure du prix) qui représentent les composantes individuelles du paquet sont à déclarer lorsqu'ils sont disponibles.  Le Prix du paquet de dérivés peut être inconnu lors de la déclaration d'une nouvelle transaction, mais il est possible de l'actualiser plus tard.	• Num(18,13) si la Notation du prix du paquet de dérivés = 1 • Num(11,10) si la Notation du prix du paquet de dérivés = 3	• N'importe quelle valeur si la Notation du prix du paquet de dérivés = 1 • N'importe quelle valeur exprimée en décimales (par exemple, 0,0257 au lieu de 2,57 %), si la Notation du prix du paquet de dérivés = 3 <sup>58</sup>	N	Transaction – C si [Indicateur de paquet] = « True » et si [Écart du paquet de dérivés] n'est pas utilisé, sinon (champ vide)  Sûretés – NR Valorisation – NR
112	CDE	Monnaie du prix du paquet de dérivés	La monnaie dans laquelle le prix du paquet de dérivés est libellé.	La monnaie dans laquelle le prix du paquet de dérivés est libellé. Cet élément de données ne s'applique pas aux situations suivantes : • lorsqu'aucun paquet de dérivés n'est concerné; • lorsque l'écart du paquet de dérivés est utilisé; • lorsque la Notation du prix du paquet de dérivés = 3	Char(3)	Monnaies incluses dans la norme ISO 4217.	N	Transaction – C si [Notation du prix du paquet de dérivés] = « 1 », sinon (champ vide)  Sûretés – NR Valorisation – NR
113	CDE	Écart du paquet de dérivés	Prix du paquet visé à l'élément de données 109, exprimé sous forme d'écart.	Le prix négocié de l'ensemble du paquet dont la transaction sur dérivé déclarée est une composante. Le Prix du paquet de dérivés lorsque le prix est exprimé en écart, soit la différence entre deux prix de référence. Cet élément de données ne s'applique pas : aucun paquet de dérivés n'est concerné; le prix du paquet de dérivés est utilisé. L'écart et les éléments de données connexes des transactions (monnaie de l'écart) qui représentent les composantes individuelles du paquet sont déclarés quand ils sont disponibles. L'Écart du paquet de dérivés peut être inconnu lors de la déclaration d'une nouvelle transaction, mais il est possible de l'actualiser plus tard <sup>59</sup> .	• Num(18,13) si la Notation de l'écart du paquet de dérivés = 1 • Num(11,10) si la Notation de l'écart du paquet de dérivés = 3 • Num(5) si la Notation de l'écart du paquet de dérivés = 4	• N'importe quelle valeur si la Notation de l'écart du paquet de dérivés = 1 • N'importe quelle valeur exprimée en décimales (par exemple, 0,0257 au lieu de 2,57 %), si la Notation de l'écart du paquet de dérivés = 3 • N'importe quelle valeur entière exprimée en points de base (par exemple, 257 au lieu de 2,57 %), si la Notation de l'écart du paquet de dérivés = 4	N	Transaction – C si [Indicateur de paquet] = « True » et si [Prix du paquet de dérivés] n'est pas utilisé, sinon (champ vide)  Sûretés – NR Valorisation – NR

<sup>58</sup> Si la valeur est inconnue, on peut utiliser la valeur par défaut en inscrivant seulement des 9 en tout format autorisé. Lorsque [Notation du prix du paquet de dérivés] = « 1 », utiliser « 99999,999999999999 » (18 caractères numériques, dont 13 décimales). Lorsque [Notation du prix du paquet de dérivés] = « 3 », utiliser « 9,999999999 » (11 caractères numériques, dont 10 décimales).

<sup>59</sup> Si la valeur est inconnue, on peut utiliser la valeur par défaut en inscrivant seulement des 9 en tout format autorisé. Lorsque [Notation du prix du paquet de dérivés] = « 1 », utiliser « 99999,999999999999 » (18 caractères numériques, dont 13 décimales). Lorsque [Notation du prix du paquet de dérivés] = « 3 », utiliser « 9,999999999 » (11 caractères numériques, dont 10 décimales). Lorsque [Notation de l'écart du paquet de dérivés] = « 4 », utiliser « 99999 » (5 caractères numériques, sans décimales).

Numéro de l'élément de données	Source	Nom de l'élément de données	Description de l'élément de données <i>(de l'annexe A des règlements sur la déclaration des opérations)</i>	Explication détaillée de l'élément de données	Format	Valeurs	Mis à la disposition du public	Validations
114	CDE	Monnaie de l'écart du paquet de dérivés	Monnaie dans laquelle l'écart du paquet de dérivés est libellé.	La monnaie dans laquelle l'Écart du paquet de dérivés est libellé. Cet élément de données ne s'applique pas aux situations suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>• lorsqu'aucun paquet de dérivés n'est concerné;</li> <li>• lorsque le prix du paquet de dérivés est utilisé;</li> <li>• lorsque l'écart du paquet de dérivés est exprimé en décimales ou en points de base.</li> </ul>	Char(3)	Monnaies incluses dans les codes de monnaie ISO 4217.	N	Transaction – C si [Notation du prix du paquet de dérivés] = « 1 », sinon (champ vide)  Sûretés – NR  Valorisation – NR
115	CDE	Notation de l'écart du paquet de dérivés	Manière dont l'écart du paquet de dérivés est exprimé.	La manière dont l'écart du paquet de dérivés est exprimé. Cet élément de données ne s'applique pas aux situations suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>• lorsqu'aucun paquet de dérivés n'est concerné;</li> <li>• lorsque le prix du paquet de dérivés est utilisé.</li> </ul>	Char(1)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 = Montant monétaire</li> <li>• 3 = Décimales</li> <li>• 4 = Points de base</li> </ul>	N	Transaction – C si [Écart du paquet de dérivés] est utilisé, sinon (champ vide)  Sûretés – NR  Valorisation – NR
116	CDE	Notation du prix du paquet de dérivés	Manière dont le prix du paquet de dérivés est exprimé.	La manière dont le Prix du paquet de dérivés est exprimé. Cet élément de données ne s'applique pas si aucun paquet de dérivés n'est concerné.	Char(1)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 = Montant monétaire</li> <li>• 3 = Décimales</li> </ul>	N	Transaction – C si [Prix du paquet de dérivés] est utilisé, sinon (champ vide)  Sûretés – NR  Valorisation – NR

## Éléments de données relatifs au produit

Numéro de l'élément de données	Source	Nom de l'élément de données	Description de l'élément de données <i>(de l'annexe A des règlements sur la déclaration des opérations)</i>	Explication détaillée de l'élément de données	Format	Valeurs	Mis à la disposition du public	Validations
117	CDE	Identifiant unique de produit <sup>60</sup>	Un code unique attribué par le Derivatives Service Bureau qui identifie un type de dérivé.	Un ensemble unique de caractères qui représente le dérivé de gré à gré.	Char(12)	<p>Une liste des valeurs autorisées et de leur format sera publiée par le Derivatives Service Bureau (émetteur de l'Identifiant unique de produit).</p> <p>Jusqu'à ce que ces identifiants uniques de produit soient disponibles, les contreparties déclarantes continueront d'utiliser comme éléments de données relatifs aux produits ceux qui sont uniques à chaque référentiel central.</p>	O	Transaction – O  Sûretés – NR  Valorisation – NR

<sup>60</sup> Pour une explication des identifiants uniques de produit, voir sous 1.2.6, « Utilisation des types d'instrument UPI ».

Numéro de l'élément de données	Source	Nom de l'élément de données	Description de l'élément de données <i>(de l'annexe A des règlements sur la déclaration des opérations)</i>	Explication détaillée de l'élément de données	Format	Valeurs	Mis à la disposition du public	Validations
118	CDE	Point d'attachement de l'indice de swaps sur défaillance	Point auquel le niveau de pertes du portefeuille sous-jacent d'un swap sur défaillance réduit le notionnel d'une tranche.	Le point inférieur défini auquel le niveau de pertes du portefeuille sous-jacent réduit le notionnel d'une tranche. Par exemple, le notionnel d'une tranche avec un point d'attachement de 3 % sera réduit après que le portefeuille aura subi des pertes de 3 %. Cet élément de données ne s'applique pas si la transaction ne porte pas sur une tranche du swap sur défaillance (indice ou panier sur mesure).	Num(11,10)	Toute valeur comprise entre 0 et 1 (y compris 0 et 1), exprimée sous forme décimale (par exemple, 0,05 au lieu de 5 %).	N	Transaction – CR – C si UPI.[Type de sous-jacent] = « Index tranche », sinon {champ vide}; Lorsque cet élément est utilisé, la valeur doit être inférieure à celle de l'élément [Point de détachement de l'indice de swaps sur défaillance];  Transaction – IR/FX/CR – NR  Sûretés – NR  Valorisation – NR
119	CDE	Point de détachement de l'indice de swaps sur défaillance	Point au-delà duquel les pertes du portefeuille sous-jacent d'un swap sur défaillance ne réduisent plus le notionnel d'une tranche.	Le point défini au-delà duquel les pertes du portefeuille sous-jacent ne réduisent plus le notionnel d'une tranche. Par exemple, le notionnel d'une tranche avec un point d'attachement de 3 % et un point de détachement de 6 % sera réduit après que le portefeuille aura subi des pertes de 3 %. Des pertes de 6 % dans le portefeuille épuiseront le notionnel de la tranche. Cet élément de données ne s'applique pas si la transaction ne porte pas sur une tranche du swap sur défaillance (indice ou panier sur mesure).	Num(11,10)	Toute valeur comprise entre 0 et 1 (y compris 0 et 1), exprimée sous forme décimale (par exemple, 0,05 au lieu de 5 %).	N	Transaction – CR – C si UPI.[Type de sous-jacent] = « Index tranche », sinon {champ vide}; Lorsque cet élément est utilisé, la valeur doit être supérieure à celle de l'élément [Point d'attachement de l'indice de swaps sur défaillance];  Transaction – IR/FX/CR – NR  Sûretés – NR  Valorisation – NR
120	CFTC	Facteur d'indice	Facteur de la version de l'indice ou le pourcentage utilisé pour établir le montant notionnel d'un swap sur défaillance.	Le facteur ou pourcentage de la version de l'indice, exprimé en valeur décimale, qui, multiplié par le Montant notionnel, donne le montant notionnel couvert par le vendeur de la protection du swap sur défaillance.	Num(11,10)	Toute valeur comprise entre 0 et 1 (y compris 0 et 1), exprimée sous forme décimale (par exemple, 0,05 au lieu de 5 %).	O	Transaction – CR – C si UPI.[Type de sous-jacent] = « Index » ou « Index tranche », sinon {champ vide};  Transaction – IR/FX/CR – NR  Sûretés – NR  Valorisation – NR

Numéro de l'élément de données	Source	Nom de l'élément de données	Description de l'élément de données <i>(de l'annexe A des règlements sur la déclaration des opérations)</i>	Explication détaillée de l'élément de données	Format	Valeurs	Mis à la disposition du public	Validations
121	CDE	Indicateur de cryptoactif sous-jacent [indicateur de cryptoactif sous-jacent – branche 1] [indicateur de cryptoactif sous-jacent – branche 2]	Indication que le sous-jacent du dérivé est ou non un cryptoactif.	Indique si le sous-jacent du dérivé est un cryptoactif. Cet élément est à déclarer comme « vrai » si l'un ou l'autre des sous-jacents (le sous-jacent immédiat ou le sous-jacent ultime) est un cryptoactif ou encore lorsque le dérivé repose sur un mélange de cryptoactifs et d'autres sous-jacents.	Booléen	<ul style="list-style-type: none"> <li>vrai si le sous-jacent est un cryptoactif</li> <li>faux si le sous-jacent n'est pas un cryptoactif</li> </ul>	N	Transaction – CO – F Sûretés – NR Valorisation – NR
122	CDE	Code du panier sur mesure	Identifiant unique pour le panier sur mesure de l'actif de référence.	Si la transaction sur dérivé de gré à gré repose sur un panier sur mesure, le code unique attribué par le structureur du panier afin d'en lier les composants.  Cet élément de données ne s'applique pas lorsqu'aucun panier sur mesure n'est en cause ou qu'aucun code unique n'a été attribué au panier.	Varchar(72)	L'identifiant pour les entités juridiques (code LEI) ISO 17442 du structureur du panier <sup>61</sup> , suivi d'un identifiant unique d'un maximum de 52 caractères alphanumériques.	N	Transaction – C si [Indicateur de panier sur mesure] = « Vrai », sinon {champ vide} Sûretés – NR Valorisation – NR
123	CFTC	Indicateur de panier sur mesure	Indication que l'élément sous-jacent du dérivé est ou non un panier sur mesure.	Indique si la transaction de swap repose sur un panier sur mesure.	Booléen	<ul style="list-style-type: none"> <li>Vrai</li> <li>Faux</li> </ul>	O	Transaction – O Sûretés – NR Valorisation – NR
124	CDE	Identifiant des composantes du panier	Identifie un actif de référence composant le panier sur mesure.	L'identifiant qui représente un composant d'un panier sur mesure sous-jacent en phase avec l'identifiant du sous-jacent dans les éléments de données de référence des UPI ISO 4914 maintenus par le fournisseur de services UPI ou avec un identifiant qui serait à déclarer comme l'identifiant du sous-jacent (Autre) si l'UPI l'identifiant du sous-jacent était « AUTRE ».  Cet élément de données ne s'applique pas si aucun panier sur mesure n'est concerné.	Varchar(350)	Tout identifiant pouvant être utilisé pour désigner un actif, un indice ou une référence compris dans un panier <sup>62</sup> .  Jusqu'à 350 caractères alphanumériques.	N	Transaction – C si [Indicateur de panier sur mesure] = « Vrai », sinon {champ vide} Sûretés – NR Valorisation – NR

<sup>61</sup> Le code LEI doit correspondre à celui de l'entité qui attribue le code du panier sur mesure.

<sup>62</sup> En phase avec l'identifiant du sous-jacent dans les éléments de données de référence de l'identifiant unique de produit maintenus par le fournisseur de services UPI, ou en conformité avec l'article 5.2 du document CPIM-OICV *Technical Guidance : Harmonization of the Unique Product Identifier*.

Numéro de l'élément de données	Source	Nom de l'élément de données	Description de l'élément de données <i>(de l'annexe A des règlements sur la déclaration des opérations)</i>	Explication détaillée de l'élément de données	Format	Valeurs	Mis à la disposition du public	Validations
125	CDE	Source de l'identifiant des composantes du panier	Source de l'identifiant des composantes du panier visé à l'élément de données 124.	L'origine ou l'éditeur de l'identifiant de composant du panier associé, en phase avec l'identifiant du sous-jacent dans les éléments de données de référence des UPI ISO 4914 maintenus par le fournisseur de services UPI ou avec la valeur permise qui serait à déclarer comme l'identifiant du sous-jacent (Autre) si l'UPI l'identifiant du sous-jacent était « AUTRE ».  Cet élément de données ne s'applique pas si aucun panier sur mesure n'est concerné.	Varchar(350)	L'origine ou l'éditeur <sup>63</sup> de l'identifiant de composant du panier associé.  Jusqu'à 350 caractères alphanumériques.	N	Transaction – C si [l'identifiant de composant du panier] est utilisé, sinon (champ vide)  Sûretés – NR  Valorisation – NR
126	CDE	Nombre d'unités des composantes du panier	Nombre d'unités de chaque actif de référence composant le panier sur mesure.	Le nombre d'unités d'un composant particulier d'un panier sur mesure.  Cet élément de données ne s'applique pas si aucun panier sur mesure n'est concerné.	Num(18,13)	Toute valeur supérieure à zéro <sup>64</sup> .	N	Transaction – C si [l'identifiant de composant du panier] est utilisé, sinon (champ vide)  Le nombre de valeurs du nombre d'unités de composant du panier doit évaluer le nombre de valeurs de l'identifiant de composant, de l'unité de mesure et de la source de l'identifiant.  Sûretés – NR  Valorisation – NR
127	CDE	Unité de mesure des composantes du panier	Unité de mesure dans laquelle est exprimé le nombre d'unités visé dans l'élément de données 126.	Unité de mesure dans laquelle est exprimé le nombre d'unités d'un composant particulier d'un panier sur mesure.  Cet élément de données ne s'applique pas si aucun panier sur mesure n'est concerné.	Char(4)	Jeu de codes d'unités de mesure externe conforme à ISO 20022	N	Transaction – C si [l'identifiant de composant du panier] est utilisé, sinon (champ vide)  Le nombre de valeurs de l'unité de mesure de composant du panier doit évaluer le nombre de valeurs de l'identifiant de composant, du nombre d'unités et de la source de l'identifiant.  Sûretés – NR  Valorisation – NR

<sup>63</sup> En phase avec l'identifiant du sous-jacent dans les éléments de données de référence de l'identifiant unique de produit maintenus par le fournisseur de services UPI, ou en conformité avec l'article 5.2 du document CPIM-OICV *Technical Guidance : Harmonization of the Unique Product Identifier*.

<sup>64</sup> Dans le cas d'un panier de marchandises qui comporte une formule de calcul utilisant différentes pondérations d'indices, fournir les valeurs sans le symbole de pourcentage. Par exemple, pour 10 %, déclarer « 10 ».

Numéro de l'élément de données	Source	Nom de l'élément de données	Description de l'élément de données <i>(de l'annexe A des règlements sur la déclaration des opérations)</i>	Explication détaillée de l'élément de données	Format	Valeurs	Mis à la disposition du public	Validations
128	CDE	Identifiant du sous-jacent (Autre)  [identifiant du sous-jacent (Autre) – branche 1]  [identifiant du sous-jacent (Autre) – branche 2]	Identifie chaque élément sous-jacent du dérivé.	Les actifs, indices ou références sous-jacents au contrat ou, dans le cas d'un dérivé de change, l'identifiant de l'indice <sup>65</sup> . Cet élément de données ne s'utilise que lorsque la valeur de l'identifiant du sous-jacent transmise au fournisseur de service UPI est « AUTRE » <sup>66</sup> .	Varchar(350)	Tout identifiant <sup>67</sup> pouvant être utilisé pour désigner les actifs, indices ou références sous-jacents à un contrat. Jusqu'à 350 caractères alphanumériques.	N	Transaction – C si [Identifiant du sous-jacent <sup>68</sup> ] = « Autre », sinon (champ vide)  Sûretés – NR  Valorisation – NR
129	CDE	Source de l'identifiant du sous-jacent (Autre)  [source de l'identifiant du sous-jacent (Autre) - branche 1]  [source de l'identifiant du sous-jacent (Autre) - branche 2]	Source de l'identifiant du sous-jacent (Autre) visé dans l'élément de données 128.	L'origine ou l'éditeur de l'identifiant du sous-jacent (autre) associé. Cet élément de données ne s'utilise que lorsque la valeur de la source de l'identifiant du sous-jacent transmise au fournisseur de service UPI est « AUTRE »	Varchar(350)	L'origine ou l'éditeur <sup>69</sup> de l'identifiant du sous-jacent associé. Jusqu'à 350 caractères alphanumériques.	N	Transaction – C si [Identifiant du sous-jacent (autre)] est utilisé, sinon (champ vide)  Sûretés – NR  Valorisation – NR
130	CDE	Identifiant de la plateforme de négociation de l'actif sous-jacent  [identifiant de la plateforme de négociation de l'actif sous-jacent - branche 1]  [identifiant de la plateforme de négociation de l'actif sous-jacent - branche 2]	Identifie la plateforme sur laquelle est négocié le sous-jacent visé dans l'élément de données 128.	Pour un actif sous-jacent négocié sur une plateforme (p. ex., une bourse), la plateforme sur laquelle cet actif se négocie <sup>70</sup> . Cet élément de données ne s'applique pas aux transactions sur dérivés de gré à gré qui portent sur les composants d'un panier sur mesure.	Char(4)	Code d'identification de marché de segment ISO 10383	N	Transaction – EQ/CR F Sûretés – NR Valorisation – NR

<sup>65</sup> S'il existe plus d'un sous-jacent, le dérivé est considéré comme un panier; il faut alors utiliser les champs de panier correspondants.

<sup>66</sup> Lorsqu'un identifiant de sous-jacent particulier n'est pas pris en charge par le fournisseur de services UPI (cet identifiant du sous-jacent est « Autre »), c'est dans ce champ qu'on le déclare au référentiel central.

<sup>67</sup> En phase avec l'identifiant du sous-jacent dans les éléments de données de référence de l'identifiant unique de produit maintenus par le fournisseur de services UPI, ou en conformité avec l'article 5.2 du document CPIM-OICV *Technical Guidance : Harmonization of the Unique Product Identifier*.

<sup>68</sup> Dépendamment du produit, il se peut que le DSB utilise, pour désigner l'actif ou l'indice sous-jacent au dérivé, des attributs portant des noms tels que Taux de référence, Indice de l'instrument sous-jacent, ISIN de l'instrument sous-jacent, LEI de l'instrument sous-jacent ou autres.

<sup>69</sup> En phase avec l'identifiant du sous-jacent dans les éléments de données de référence de l'identifiant unique de produit maintenus par le fournisseur de services UPI, ou en conformité avec l'article 5.2 du document CPIM-OICV *Technical Guidance : Harmonization of the Unique Product Identifier*.

<sup>70</sup> La plateforme déclarée doit être celle d'où provient le prix de l'actif sous-jacent.



Numéro de l'élément de données	Source	Nom de l'élément de données	Description de l'élément de données <i>(de l'annexe A des règlements sur la déclaration des opérations)</i>	Explication détaillée de l'élément de données	Format	Valeurs	Mis à la disposition du public	Validations
131	CDE	Source du prix de l'actif sous-jacent  [source du prix de l'actif sous-jacent – branche 1]  [source du prix de l'actif sous-jacent – branche 2]	Source du prix utilisé pour établir la valeur ou le niveau du sous-jacent visé dans l'élément de données 128.	Pour un actif sous-jacent ou une référence qui ne sont pas négociés sur une plateforme, la source de prix ayant servi à déterminer la valeur ou le niveau de l'actif ou de la référence. Cet élément de données ne s'applique pas aux transactions sur dérivés de gré à gré qui portent sur les composants d'un panier sur mesure.	Varchar(50)	Jusqu'à 50 caractères alphanumériques.	N	Transaction – F Sûretés – NR Valorisation – NR
132	CFTC	Type d'option incorporée	Type de disposition facultative dans un dérivé.	Le type d'option ou de disposition facultative incorporée dans un contrat.	Char(4)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• MDET = Fin par anticipation obligatoire</li> <li>• OPET = Fin par anticipation facultative</li> <li>• CANC = Annulable</li> <li>• EXTD = Renégociable</li> <li>• OTHR = Autre</li> </ul>	O	Transaction – F Sûretés – NR Valorisation – NR

## Éléments de données relatifs aux paiements et au règlement

Numéro de l'élément de données	Source	Nom de l'élément de données	Description de l'élément de données <i>(de l'annexe A des règlements sur la déclaration des opérations)</i>	Explication détaillée de l'élément de données	Format	Valeurs	Mis à la disposition du public	Validations
133	CDE	Date contractuelle de règlement définitif	Date précisée dans la convention à laquelle il faut avoir rempli toutes les obligations prévues par le dérivé.	Date non ajustée prévue par le contrat à laquelle tous les transferts d'espèces ou d'actifs devraient avoir lieu et les contreparties ne devraient plus avoir d'obligations réciproques impayées en vertu du contrat.  Pour les produits qui peuvent ne pas avoir de date contractuelle de règlement définitif (par exemple, les options américaines), cet élément de données reflète la date à laquelle le transfert d'espèces ou d'actifs s'effectuerait si la fin avait lieu à la date d'expiration.	AAAA-MM-JJ, exprimée en UTC.	N'importe quelle date valide.	N	Transaction – C si l'UPI [Retour ou paiement] n'est pas un contrat sur différence (CFD), sinon (champ vide). Lorsque cet élément est utilisé, la valeur sera égale ou postérieure à la valeur de l'élément [Date d'expiration]  Sûretés – NR Valorisation – NR
134	CDE	Lieu de règlement	Lieu de règlement du dérivé.	Le lieu de règlement de la transaction prévu dans le contrat. Cet élément de données ne s'applique qu'aux transactions visant une monnaie étrangère (soit une monnaie ne figurant pas sur la liste de monnaies de la norme ISO 4217, par exemple le CNH).	Char(2)	Codes de pays de la norme ISO 3166 utilisant un code à deux lettres (alpha-2)	N	Transaction – F Sûretés – NR Valorisation – NR

Numéro de l'élément de données	Source	Nom de l'élément de données	Description de l'élément de données <i>(de l'annexe A des règlements sur la déclaration des opérations)</i>	Explication détaillée de l'élément de données	Format	Valeurs	Mis à la disposition du public	Validations
135	CDE	Monnaie de règlement [monnaie de règlement – branche 1] [monnaie de règlement – branche 2]	À l'égard de chaque branche du dérivé, la monnaie dans laquelle le règlement en espèces est libellé.	La monnaie du règlement en espèces, le cas échéant.  Pour les produits en plusieurs monnaies qui ne sont pas compensés, la monnaie de règlement de chaque branche.  Cet élément de données ne s'applique pas aux produits compensés par la livraison physique de marchandises (par exemple, les swaps compensés par la livraison physique de marchandises).	Char(3)	Monnaies incluses dans les codes de monnaie ISO 4217.	O	Transaction – C si UPI.[Type de remise] = « Cash », sinon (champ vide)  Sûretés – NR  Valorisation – NR
136	CDE	Montant de l'autre paiement <sup>71</sup>	Montant de chaque paiement prévu par un dérivé, à l'exception du montant de la prime de l'option visé dans l'élément de données 144.	Les montants de paiement avec les types de paiements correspondants afin de tenir compte des obligations relatives aux descriptions des transactions pour différentes catégories d'actifs.	Num(25,5)	Toute valeur supérieure ou égale à zéro.	O	Transaction – C si [Type d'autre paiement] est utilisé, sinon (champ vide) Sûretés – NR Valorisation – NR
137	CDE	Monnaie de l'autre paiement	Monnaie dans laquelle le montant de l'autre paiement visé dans l'élément de données 136 est libellé.	La monnaie dans laquelle le Montant de l'autre paiement est libellé.	Char(3)	Monnaies incluses dans la norme ISO 4217.	O	Transaction – C si [Montant de l'autre paiement] est utilisé, sinon (champ vide) Sûretés – NR Valorisation – NR
138	CDE	Date de l'autre paiement	Date à laquelle le montant de l'autre paiement visé dans l'élément de données 136 sera payé.	La date non ajustée à laquelle le Montant de l'autre paiement est versé.	AAAA-MM-JJ, exprimée en UTC.	N'importe quelle date valide.	N	Transaction – C si [Montant de l'autre paiement] est utilisé, sinon (champ vide) Sûretés – NR Valorisation – NR
139	CDE	Payeur de l'autre paiement	Identifie le payeur du montant de l'autre paiement visé dans l'élément de données 136.	L'identifiant du payeur du Montant de l'autre paiement.	• Char(20) pour un code LEI ou • Varchar(72), pour les personnes physiques qui agissent en tant que particuliers et qui ne sont pas admissibles à un code LEI selon la politique du ROC – Individuals Acting in a Business Capacity (particuliers agissant dans le cadre d'une activité commerciale) ou	Code LEI ISO 17442 qui est inclus dans les données LEI publiées par la Global LEI Foundation (GLEIF, <a href="http://www.gleif.org/">www.gleif.org/</a> ).  Pour les personnes physiques qui agissent en tant que particuliers (non admissibles à un code LEI selon la politique du ROC – Individuals Acting in a Business Capacity) : code LEI de la contrepartie déclarante suivi d'un identifiant unique attribué et utilisé systématiquement	N	Transaction – C si [Montant de l'autre paiement] est utilisé, sinon (champ vide)  Sûretés – NR  Valorisation – NR

<sup>71</sup> Dans le cas de paiements multiples, la série d'éléments de données se rattachant aux autres paiements (Type d'autre paiement [#141], Montant de l'autre paiement [#136], Date de l'autre paiement [#138], Payeur de l'autre paiement [#139], Receveur de l'autre paiement [#140]) peuvent être déclarée plusieurs fois.

Numéro de l'élément de données	Source	Nom de l'élément de données	Description de l'élément de données <i>(de l'annexe A des règlements sur la déclaration des opérations)</i>	Explication détaillée de l'élément de données	Format	Valeurs	Mis à la disposition du public	Validations
						<ul style="list-style-type: none"> <li>• Varchar(72), code d'identification interne d'une contrepartie non déclarante soumise à une loi de blocage.</li> </ul>		<p>par la contrepartie déclarante pour cette ou ces personnes physiques aux fins de déclaration réglementaire.</p> <p>Un code d'identification interne comme identifiant de la contrepartie non déclarante si cette contrepartie ou cette transaction est soumise à une loi de blocage et que la contrepartie déclarante bénéficie d'une dispense de ces obligations de déclaration des données sur les dérivés.</p>
140	CDE	Receveur de l'autre paiement	Identifie le receveur du montant de l'autre paiement visé dans l'élément de données 136.	Identifiant du receveur du montant de l'autre paiement.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Char(20) pour un code LEI ou</li> <li>• Varchar(72), pour les personnes physiques qui agissent en tant que particuliers et qui ne sont pas admissibles à un code LEI selon la politique du ROC – Individuals Acting in a Business Capacity (particuliers agissant dans le cadre d'une activité commerciale) ou</li> <li>• Varchar(72), code d'identification interne d'une contrepartie non déclarante soumise à une loi de blocage.</li> </ul>	<p>Code LEI ISO 17442 qui est inclus dans les données LEI publiées par la Global LEI Foundation (GLEIF, <a href="http://www.gleif.org">www.gleif.org</a>).</p> <p>Pour les personnes physiques qui agissent en tant que particuliers (non admissibles à un code LEI selon la politique du ROC – Individuals Acting in a Business Capacity) : code LEI de la contrepartie déclarante suivi d'un identifiant unique attribué et utilisé systématiquement par la contrepartie déclarante pour cette ou ces personnes physiques aux fins de déclaration réglementaire.</p> <p>Un code d'identification interne comme identifiant de la contrepartie non déclarante si cette contrepartie ou cette transaction est soumise à une loi de blocage et que la contrepartie déclarante bénéficie d'une dispense de ces obligations de déclaration des données sur les dérivés.</p>	N	<p>Transaction – C si [Montant de l'autre paiement] est utilisé, sinon (champ vide)</p> <p>Sûretés – NR</p> <p>Valorisation – NR</p>
141	CDE	Type de l'autre paiement	Motif du paiement visé dans l'élément de données 136.	<p>Le type de Montant de l'autre paiement.</p> <p>Le paiement de la prime de l'option n'est pas inclus en tant que type de paiement, car les primes de la sorte sont déclarées à l'aide de l'élément de données qui y est consacré.</p>	Char(4)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• UFRO = Paiement forfaitaire unique, c'est-à-dire le paiement initial effectué par l'une des contreparties pour ramener une transaction à sa juste valeur ou pour toute autre raison pouvant être à l'origine d'une transaction hors marché.</li> <li>• UWIN = Rétrocession ou fin complète, c'est-à-dire le paiement de règlement définitif effectué lorsqu'une transaction fait l'objet d'une rétrocession avant sa date de fin; paiements pouvant résulter de la fin complète d'une ou de plusieurs transactions sur dérivés.</li> <li>• PEXH = Échange de notionnel, c'est-à-dire un échange des valeurs notionnelles pour des swaps sur devises.</li> </ul>	O	<p>Transaction – CR C, au moins un de ces éléments est requis : ([Taux fixe] ou [Écart] ou [Type d'autre paiement] = « UFRO »).</p> <p>Les valeurs autorisées UWIN et PEXH sont facultatives et indépendantes de la condition ci-dessus.</p> <p>Transaction – IR/FX/EQ/CO F</p> <p>Sûretés – NR</p> <p>Valorisation – NR</p>

Numéro de l'élément de données	Source	Nom de l'élément de données	Description de l'élément de données <i>(de l'annexe A des règlements sur la déclaration des opérations)</i>	Explication détaillée de l'élément de données	Format	Valeurs	Mis à la disposition du public	Validations
142	CDE	Fréquence des paiements – unité de temps <sup>72</sup>  [fréquence des paiements – unité de temps – taux fixe – branche 1]  [fréquence des paiements – unité de temps – taux fixe – branche 2]  [fréquence des paiements – unité de temps – taux variable – branche 1]  [fréquence des paiements – unité de temps – taux variable – branche 2]	À l'égard de chaque branche d'un dérivé, l'unité de temps de la fréquence des paiements.	À l'égard de chaque branche de la transaction, s'il y a lieu : l'unité de temps associée à la fréquence des paiements, par exemple, jour, mois, année ou durée du flux.	Char(4)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• DAIL = Quotidienne</li> <li>• WEEK = Hebdomadaire</li> <li>• MNTH = Mensuelle</li> <li>• YEAR = Annuelle</li> <li>• ADHO = Ad hoc (s'applique lorsque les paiements sont irréguliers)</li> <li>• EXPI<sup>73</sup> = Paiement à l'échéance</li> </ul>	0	Transaction – CR/IR/EQ/CO F lorsque cet élément contient la valeur « EXPI », [Fréquence de révision du taux variable – multiplicateur] doit être « 1 »  Transaction – FX – NR  Sûretés – NR  Valorisation – NR
143	CDE	Fréquence des paiements – multiplicateur  [fréquence des paiements – multiplicateur – taux fixe – branche 1]  [fréquence des paiements – multiplicateur – taux fixe – branche 2]  [fréquence des paiements – multiplicateur – taux variable – branche 1]  [fréquence des paiements – multiplicateur – taux variable – branche 2]	À l'égard de chaque branche d'un dérivé, le nombre par lequel les unités de temps de la fréquence des paiements sont multipliées afin d'établir la fréquence des dates des paiements périodiques.	À l'égard de chaque branche de la transaction, s'il y a lieu : le nombre d'unités de temps (exprimé par la Fréquence des paiements – unité de temps) qui détermine la fréquence à laquelle les dates des paiements périodiques surviennent. Par exemple, une transaction dont les paiements ont lieu tous les deux mois est représentée par une Fréquence des paiements – unité de temps de « MNTH » (mensuelle) et une Fréquence des paiements – multiplicateur de « 2 ».  Cet élément de données ne s'applique pas si la Fréquence des paiements – unité de temps est « ADHO ». Si elle est « EXPI », la Fréquence des paiements – multiplicateur est « 1 ». Si elle est intrajournalière, la Fréquence des paiements – unité de temps est « DAIL » et la Fréquence des paiements – multiplicateur est « 0 ».	Num(3,0)	Toute valeur supérieure ou égale à zéro.	0	Transaction – CR/IR/EQ/CO C si [Fréquence des paiements – unité de temps] ≠ « ADHO », sinon (champ vide)  Transaction – FX – NR  Sûretés – NR  Valorisation – NR

<sup>72</sup> Pour représenter un paiement trimestriel, déclarer [Fréquence des paiements – unité de temps] = « MNTH » et [Fréquence des paiements – multiplicateur] = « 3 ». Pour un paiement semestriel, déclarer [Fréquence des paiements – unité de temps] = « MNTH » et [Fréquence des paiements – multiplicateur] = « 6 ».

<sup>73</sup> Pour la valeur autorisée « EXPI » des éléments qui concernent l'unité de temps, on trouve dans le *Manuel technique* deux descriptions différentes, « Paiement à l'échéance » et « Fin du contrat », qui signifient essentiellement la même chose et représentent la fréquence/le taux de paiement/quantité.

Numéro de l'élément de données	Source	Nom de l'élément de données	Description de l'élément de données <i>(de l'annexe A des règlements sur la déclaration des opérations)</i>	Explication détaillée de l'élément de données	Format	Valeurs	Mis à la disposition du public	Validations
144	CDE	Montant de la prime de l'option	Prime payée par l'acheteur d'une option ou d'une swaption.	Pour les options et les swaptions de toutes les catégories d'actifs, le montant monétaire payé par l'acheteur de l'option.  Cet élément de données ne s'applique pas si l'instrument n'est pas une option ou qu'aucune option n'y est incorporée.	Num(25,5)	Toute valeur supérieure ou égale à zéro.	O	Transaction – C si UPI.[Type d'instrument] = « Option », sinon (champ vide)  Sûretés – NR  Valorisation – NR
145	CDE	Monnaie de la prime de l'option	Monnaie dans laquelle la prime visée dans l'élément de données 144 est libellée.	Pour les options et les swaptions de toutes les catégories d'actifs, la monnaie dans laquelle la prime de l'option est libellée. Cet élément de données ne s'applique pas si l'instrument n'est pas une option ou qu'aucune option n'y est incorporée.	Char(3)	Monnaies incluses dans la norme ISO 4217.	O	Transaction – C si [Montant de la prime de l'option] > 0, sinon (champ vide)  Sûretés – NR  Valorisation – NR
146	CDE	Date de paiement de la prime de l'option	Date à laquelle la prime visée dans l'élément de données 144 est payée.	La date non ajustée à laquelle la prime de l'option est payée.	AAAA-MM-JJ, exprimée en UTC.	Toute date valide basée sur le format de date et d'heure de la norme ISO 8601.	N	Transaction – C si [Montant de la prime de l'option] > 0, sinon (champ vide)  Sûretés – NR  Valorisation – NR
147	CDE	Première date d'exercice	Première date à laquelle une option peut être exercée.	La première date non ajustée à laquelle une option peut être exercée durant la période d'exercice.  Pour les options de type européen, cette date correspond à la Date d'expiration. Pour celles de type américain, la première date d'exercice possible est la date non ajustée indiquée dans l'Horodatage de l'exécution.  Dans le cas des options barrières activantes, lorsque la première date d'exercice est inconnue au moment de la déclaration d'une nouvelle transaction, cet élément de données est actualisé lorsqu'elle devient disponible.  Cet élément de données ne s'applique pas si l'instrument n'est pas une option ou qu'aucune option n'y est incorporée.	AAAA-MM-JJ, exprimée en UTC.	Toute date valide basée sur le format de date et d'heure de la norme ISO 8601.	O	Transaction – C si UPI.[Type d'instrument] = « Option », sinon (champ vide)  Sûretés – NR  Valorisation – NR

Numéro de l'élément de données	Source	Nom de l'élément de données	Description de l'élément de données <i>(de l'annexe A des règlements sur la déclaration des opérations)</i>	Explication détaillée de l'élément de données	Format	Valeurs	Mis à la disposition du public	Validations
148	CFTC	Date de fixation  [date de fixation – branche 1]  [date de fixation – branche 2]	À l'égard de chaque branche d'un dérivé, la date à laquelle le taux de référence est établi.	La date précise à laquelle est « fixé » à un contrat à terme de gré à gré non livrable, ainsi qu'à divers types d'options sur devises de gré à gré comme les options réglées en espèces, un taux de change particulier, qui servira à calculer le règlement en espèces ultime.	AAAA-MM-JJ	Toute date valide basée sur le format de date et d'heure de la norme ISO 8601.	N	Transaction – CRI/IR/EQ/CO F Transaction – FX C si UPI.[Type d'instrument] = « Forward » ou « Option » et si UPI.[Type de remise] = « Cash », sinon (champ vide)  Sûretés – NR  Valorisation – NR

## 2.1 Lignes directrices pour la déclaration des positions

Nom de l'élément de données	Explication détaillée de l'élément de données	Déclaration de positions
Identifiant de l'acheteur	L'identifiant de la contrepartie qui est l'acheteur au moment de la transaction.  Voici une liste non exhaustive d'exemples d'instruments auxquels cet élément de données pourrait s'appliquer : <ul style="list-style-type: none"> <li>• la plupart des contrats à terme de gré à gré et des contrats semblables (à l'exception des contrats de change à terme et des contrats de change à terme non livrables);</li> <li>• la plupart des contrats d'option et des contrats semblables, y compris les swaptions, les plafonds et les planchers;</li> <li>• les swaps sur défaillance (acheteur/vendeur de protection);</li> <li>• les swaps de variance, de volatilité et de corrélation;</li> <li>• les contrats sur différence et les spreadbets (paris sur écart).</li> </ul> Cet élément de données ne s'applique pas aux types d'instruments couverts par les éléments de données Identifiant du payeur et Identifiant du receveur.	Lorsque l'identifiant de l'acheteur est pertinent, la détermination de l'acheteur/du vendeur est effectuée en fonction du résultat net de tous les éléments de la position.
Identifiant du vendeur	L'identifiant de la contrepartie qui est le vendeur au moment de la transaction.  Voici une liste non exhaustive d'exemples d'instruments auxquels cet élément de données pourrait s'appliquer : <ul style="list-style-type: none"> <li>• la plupart des contrats à terme de gré à gré et des contrats semblables (à l'exception des contrats de change à terme et des contrats de change à terme non livrables);</li> <li>• la plupart des contrats d'option et des contrats semblables, y compris les swaptions, les plafonds et les planchers;</li> <li>• les swaps sur défaillance (acheteur/vendeur de protection);</li> <li>• les swaps de variance, de volatilité et de corrélation;</li> <li>• les contrats sur différence et les spreadbets (paris sur écart).</li> </ul> Cet élément de données ne s'applique pas aux types d'instruments couverts par les éléments de données Identifiant du payeur et Identifiant du receveur.	Lorsque l'identifiant du vendeur est pertinent, la détermination de l'acheteur/du vendeur est effectuée en fonction du résultat net de tous les éléments de la position.
Identifiant du payeur  [identifiant du payeur – branche 1]	L'identifiant de la contrepartie de la branche du payeur au moment de la transaction.  Voici une liste non exhaustive d'exemples d'instruments auxquels cet élément de données pourrait s'appliquer : <ul style="list-style-type: none"> <li>• la plupart des swaps et des contrats assimilables à des swaps, y compris les swaps sur taux d'intérêt, les swaps sur rendement total de crédit et les swaps d'actions (à l'exception des swaps sur défaillance et des swaps de variance, de volatilité et de corrélation);</li> </ul>	Lorsque l'identifiant du payeur est pertinent, la détermination du payeur/receveur est effectuée en fonction du résultat net de tous les éléments de la position.

[identifiant du payeur – branche 2]	<ul style="list-style-type: none"> <li>• les swaps sur devises, les contrats à terme de gré à gré, les contrats à terme de gré à gré non livrables.</li> </ul> <p>Cet élément de données ne s'applique pas aux types d'instruments couverts par les éléments de données Identifiant de l'acheteur et Identifiant du vendeur.</p>	
Identifiant du receveur	L'identifiant de la contrepartie de la branche receveuse au moment de la transaction.	Lorsque l'identifiant du receveur est pertinent, la détermination du payeur/du receveur est effectuée en fonction du résultat net de tous les éléments de la position.
[identifiant du receveur – branche 1]	Voici une liste non exhaustive d'exemples d'instruments auxquels cet élément de données pourrait s'appliquer : <ul style="list-style-type: none"> <li>• la plupart des swaps et des contrats assimilables à des swaps, y compris les swaps sur taux d'intérêt, les swaps sur rendement total de crédit et les swaps d'actions (à l'exception des swaps sur défaillance et des swaps de variance, de volatilité et de corrélation);</li> <li>• les swaps sur devises, les contrats à terme de gré à gré, les contrats à terme de gré à gré non livrables.</li> </ul>	
[identifiant du receveur – branche 2]	Cet élément de données ne s'applique pas aux types d'instruments couverts par les éléments de données Identifiant de l'acheteur et Identifiant du vendeur.	
Date d'entrée en vigueur	La date non ajustée, indiquée dans la confirmation, à laquelle les obligations relatives à la transaction sur un dérivé de gré à gré entrent en vigueur.	Date d'entrée en vigueur initialement déclarée lorsque la position a été acquise.
Identifiant unique de transaction (UTI)	Un identifiant unique attribué à tous les dérivés déclarés au niveau de la transaction ou de la position, qui sert à les identifier de manière unique pendant tout leur cycle de vie dans l'ensemble des dossiers.	Nouvel UTI créé pour la position
Montant notionnel	À l'égard de chaque branche de la transaction, s'il y a lieu : <ul style="list-style-type: none"> <li>• pour les transactions sur dérivés de gré à gré négociées en montants monétaires, le montant stipulé dans le contrat;</li> <li>• pour les transactions sur dérivés de gré à gré non négociées en montants monétaires, se reporter à l'annexe 3.1 pour la conversion des montants notionnels en des montants non monétaires.</li> </ul> De plus : <ul style="list-style-type: none"> <li>• pour les transactions sur dérivés de gré à gré prévoyant un tableau de montants notionnels, le montant notionnel initial convenu par les contreparties au début de la transaction est déclaré sous cet élément de données; • pour les options sur devises de gré à gré, outre cet élément de données, les montants sont déclarés au moyen des éléments de données Montant d'achat et Montant de vente; • pour les modifications ou les événements du cycle de vie, le montant notionnel en cours qui en résulte est déclaré (les réalisations des étapes des tableaux des montants notionnels ne sont pas considérées comme des modifications ou des événements du cycle de vie); • si le montant notionnel est inconnu lors de la déclaration d'une nouvelle transaction, cet élément de données est actualisé dès qu'il devient disponible.</li> </ul>	Le montant notionnel correspond au résultat net des éléments de la position acheteur/vendeur ou payeur/receveur.
[montant notionnel – branche 1]		
[montant notionnel – branche 2]		
Montant d'achat	Pour les options sur devises, le montant monétaire que l'option donne le droit d'acheter.	Le montant d'achat correspond à la somme de tous les montants d'achat inclus dans la position.
[montant d'achat – branche 1]		
[montant d'achat – branche 2]		
Montant de vente	Pour les options sur devises, le montant monétaire que l'option donne le droit de vendre.	Le montant de vente correspond à la somme de tous les montants de vente inclus dans la position.
[montant de vente – branche 1]		
[montant de vente – branche 2]		
Quantité notionnelle	À l'égard de chaque branche de la transaction, s'il y a lieu : relativement aux transactions sur dérivés négociées en montants non monétaires prévoyant une quantité notionnelle fixe pour chaque période du tableau (par exemple, 50 barils par mois).	La quantité notionnelle correspond à la quantité notionnelle nette des éléments de la position acheteur/vendeur.
[quantité notionnelle – branche 1]		
[quantité notionnelle – branche 2]	La fréquence est déclarée dans la Fréquence de cotation de la quantité, et l'unité de mesure est l'Unité de mesure de la quantité.	
Quantité notionnelle totale	À l'égard de chaque branche de la transaction, s'il y a lieu : la Quantité notionnelle globale de l'actif sous-jacent pendant la durée de la transaction. Lorsque la Quantité notionnelle totale est inconnue au moment de la déclaration de la nouvelle transaction, elle doit être mise à jour dès qu'elle est connue.	La quantité notionnelle totale correspond à la quantité notionnelle totale nette des éléments de la position acheteur/vendeur.
[quantité notionnelle totale – branche 1]		
[quantité notionnelle totale – branche 2]		
Prix	Le prix spécifié de la transaction sur dérivé de gré à gré, les frais, droits, taxes et commissions étant exclus. Pour les swaps sur marchandises à taux fixe ou variable et les produits semblables avec paiements périodiques, cet élément de données renvoie au prix fixe de la ou des branches fixes.  Pour les contrats à terme sur marchandises et sur actions de gré à gré et les produits semblables, il renvoie au prix à terme de l'actif sous-jacent ou de référence.  Pour les swaps d'actions, les swaps de portefeuilles et les produits semblables, il renvoie au prix initial de l'actif sous-jacent ou de référence. Pour les contrats sur différence et les produits semblables, il renvoie au prix initial de l'actif sous-jacent.	Prix moyen pondéré en fonction du volume.

	<p>Cet élément de données ne s'applique pas dans les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les swaps de taux d'intérêt et les contrats de garantie de taux de gré à gré, car il est entendu que les renseignements inclus dans les éléments de données Taux fixe et Écart peuvent être interprétés comme le prix de la transaction.</li> <li>• Les options sur taux d'intérêt et les swaptions sur taux d'intérêt, car il est entendu que les renseignements inclus dans les éléments de données Prix d'exercice et Prime de l'option peuvent être interprétés comme le prix de la transaction.</li> <li>• Les swaps de référence sur marchandises et la branche variable des swaps sur marchandises à taux fixe-variable, car il est entendu que les renseignements inclus dans l'élément de données Écart peuvent être interprétés comme le prix de la transaction.</li> <li>• Les swaps, contrats à terme de gré à gré et contrats d'option sur devises, car il est entendu que les renseignements inclus dans les éléments de données Taux de change, Prix d'exercice et Prime de l'option peuvent être interprétés comme le prix de la transaction.</li> <li>• Les options sur actions, car il est entendu que les renseignements inclus dans les éléments de données Prix d'exercice et Prime de l'option peuvent être interprétés comme le prix de la transaction.</li> <li>• Les swaps sur défaillance et les swaps sur rendement total de crédit, car il est entendu que les renseignements inclus dans les éléments de données Taux fixe, Écart et Paiement forfaitaire unique (Type d'autre paiement : Paiement forfaitaire unique) peuvent être interprétés comme le prix de la transaction.</li> <li>• Les options sur marchandises, car il est entendu que les renseignements inclus dans les éléments de données Prix d'exercice et Prime de l'option peuvent être interprétés comme le prix de la transaction.</li> </ul> <p>Si le prix est inconnu lors de la déclaration d'une nouvelle transaction, il doit être mis à jour dès qu'il est connu.</p> <p>Pour les transactions qui font partie d'un paquet, cet élément de données contient le prix de la transaction qui en est une composante, le cas échéant.</p>	
Écart  [écart – branche 1]  [écart – branche 2]	<p>À l'égard de chaque branche de la transaction, s'il y a lieu, pour les transactions sur dérivés de gré à gré qui prévoient des paiements périodiques (par exemple, swaps fixe-variable, swaps variable-variable, swaps sur marchandises) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• soit l'écart sur le prix établi par référence à un indice de la ou des branches variables, lorsqu'il existe un écart pour une ou plusieurs branches variables (par exemple, USD-LIBOR-BBA plus 0,03 ou WTI moins 14,65 USD)</li> <li>• soit la différence entre les prix établis par référence à un indice de chacune des branches variables (par exemple, l'écart de 9,00 USD pour un swap de référence WCS-WTI lorsque le WCS est évalué à 43 USD et le WTI à 52 USD).</li> </ul>	Écart moyen pondéré en fonction du volume.
Marge initiale déposée par la contrepartie déclarante (après décote)	<p>La valeur monétaire de la marge initiale qui a été déposée par la contrepartie déclarante, y compris toute marge en transit et en attente de règlement, à moins que l'inclusion de cette marge ne soit pas autorisée en vertu des obligations des autorités compétentes.</p> <p>Si la constitution de sûretés est faite au niveau du portefeuille, la marge initiale déposée se rapporte à l'ensemble de ce dernier; si elle l'est au niveau des transactions individuelles, elle se rapporte à elles.</p> <p>Il s'agit de la valeur actuelle totale de la marge initiale après application de la décote (s'il y a lieu), plutôt que de sa variation quotidienne.</p> <p>L'élément de données concerne les transactions non compensées et celles compensées par contrepartie centrale. Dans le cas de ces dernières, il n'inclut pas les contributions à un fonds de défaillance ni les sûretés couvrant les apports de liquidité fournie à la chambre de compensation, c'est-à-dire les lignes de crédit à première demande.</p> <p>Si la marge initiale déposée est libellée dans plus d'une monnaie, ces montants sont convertis en une seule monnaie choisie par la contrepartie déclarante et présentés sous forme de valeur totale.</p>	Somme des marges initiales déposées pour tous les dérivés de la même position.
Marge initiale déposée par la contrepartie déclarante (avant décote)	<p>La valeur monétaire de la marge initiale qui a été déposée par la contrepartie déclarante, y compris toute marge en transit et en attente de règlement, à moins que l'inclusion de cette marge ne soit pas autorisée en vertu des obligations des autorités compétentes.</p> <p>Si la constitution de sûretés est faite au niveau du portefeuille, la marge initiale déposée se rapporte à l'ensemble de ce dernier; si elle l'est au niveau des transactions individuelles, elle se rapporte à elles. Il s'agit de la valeur actuelle totale de la marge initiale, plutôt que de sa variation quotidienne.</p> <p>L'élément de données concerne les transactions non compensées et celles compensées par contrepartie centrale. Dans le cas de ces dernières, il n'inclut pas les contributions à un fonds de défaillance ni les sûretés couvrant les apports de liquidité fournie à la chambre de compensation, c'est-à-dire les lignes de crédit à première demande.</p> <p>Si la marge initiale déposée est libellée dans plus d'une monnaie, ces montants sont convertis en une seule monnaie choisie par la contrepartie déclarante et présentés sous forme de valeur totale.</p>	Somme des marges initiales déposées pour tous les dérivés de la même position.
Marge initiale collectée par la contrepartie déclarante (après décote)	<p>La valeur monétaire de la marge initiale qui a été collectée par la contrepartie déclarante, y compris toute marge en transit et en attente de règlement, à moins que l'inclusion de cette marge ne soit pas autorisée aux termes des exigences des autorités compétentes.</p> <p>Si la constitution de sûretés est faite au niveau du portefeuille, la marge initiale collectée se rapporte à l'ensemble de ce dernier; si elle l'est au niveau des transactions individuelles, elle se</p>	Somme des marges initiales collectées pour tous les dérivés de la même position.



	<p>rapporte à elles. Il s'agit de la valeur actuelle totale de la marge initiale après application de la décote (s'il y a lieu), plutôt que de sa variation quotidienne.</p> <p>L'élément de données concerne les transactions non compensées et celles compensées par contrepartie centrale. Dans le cas de ces dernières, il n'inclut pas les sûretés collectées par la chambre de compensation dans le cadre de son activité d'investissement.</p> <p>Si la marge initiale collectée est libellée dans plus d'une monnaie, ces montants sont convertis en une seule monnaie choisie par la contrepartie déclarante et présentés sous forme d'une valeur totale.</p>	
Marge initiale collectée par la contrepartie déclarante (avant décote)	<p>La valeur monétaire de la marge initiale qui a été collectée par la contrepartie déclarante, y compris toute marge en transit et en attente de règlement, à moins que l'inclusion de cette marge ne soit pas autorisée aux termes des exigences des autorités compétentes.</p> <p>Si la constitution de sûretés est faite au niveau du portefeuille, la marge initiale collectée se rapporte à l'ensemble de ce dernier; si elle l'est au niveau des transactions individuelles, elle se rapporte à elles. Il s'agit de la valeur actuelle totale de la marge initiale, plutôt que de sa variation quotidienne.</p> <p>L'élément de données concerne les transactions non compensées et celles compensées par contrepartie centrale. Dans le cas de ces dernières, il n'inclut pas les sûretés collectées par la chambre de compensation dans le cadre de son activité d'investissement.</p> <p>Si la marge initiale collectée est libellée dans plus d'une monnaie, ces montants sont convertis en une seule monnaie choisie par la contrepartie déclarante et présentés sous forme d'une valeur totale.</p>	Somme des marges initiales collectées pour tous les dérivés de la même position.
Marge de variation déposée par la contrepartie déclarante (après décote)	<p>La valeur monétaire de la marge de variation déposée par la contrepartie 1 (dont celle réglée en espèces), y compris toute marge en transit et en attente de règlement. La marge de variation pour éventualités est exclue.</p> <p>Si la constitution de sûretés est faite au niveau du portefeuille, la marge de variation déposée se rapporte à l'ensemble de ce dernier; si elle l'est au niveau des transactions individuelles, elle se rapporte à elles.</p> <p>L'élément de données concerne la valeur actuelle totale de la marge de variation après application de la décote (s'il y a lieu), établie sur une base cumulative depuis la première déclaration des marges de variation déposées pour le portefeuille ou la transaction.</p> <p>Si la marge de variation déposée est libellée dans plus d'une monnaie, ces montants sont convertis en une seule monnaie choisie par la contrepartie 1 et présentés sous forme d'une valeur totale.</p>	Somme des marges de variation déposées pour tous les dérivés de la même position.
Marge de variation déposée par la contrepartie déclarante (avant décote)	<p>La valeur monétaire de la marge de variation déposée par la contrepartie déclarante (dont celle réglée en espèces), y compris toute marge en transit et en attente de règlement, à moins que l'inclusion de cette marge ne soit pas autorisée aux termes des exigences des autorités compétentes. La marge de variation pour éventualités est exclue.</p> <p>Si la constitution de sûretés est faite au niveau du portefeuille, la marge de variation déposée se rapporte à l'ensemble de ce dernier; si elle l'est au niveau des transactions individuelles, elle se rapporte à elles.</p> <p>L'élément de données concerne la valeur actuelle totale de la marge de variation, établie sur une base cumulative depuis la première déclaration des marges de variation déposées pour le portefeuille ou la transaction.</p> <p>Si la marge de variation déposée est libellée dans plus d'une monnaie, ces montants sont convertis en une seule monnaie choisie par la contrepartie déclarante et présentés sous forme d'une valeur totale.</p>	Somme des marges de variation déposées pour tous les dérivés de la même position.
Marge de variation collectée par la contrepartie déclarante (après décote)	<p>La valeur monétaire de la marge de variation qui a été collectée par la contrepartie 1 (dont celle réglée en espèces), y compris toute marge en transit et en attente de règlement. La marge de variation pour éventualités est exclue. Si la constitution de sûretés est faite au niveau du portefeuille, la marge de variation collectée se rapporte à l'ensemble de ce dernier; si elle l'est au niveau des transactions individuelles, elle se rapporte à elles.</p> <p>Il s'agit de la valeur actuelle totale de la marge de variation collectée après application de la décote (s'il y a lieu), établie sur une base cumulative depuis la première déclaration des marges de variation déposées pour le portefeuille ou la transaction.</p> <p>Si la marge de variation collectée est libellée dans plus d'une monnaie, ces montants sont convertis en une seule monnaie choisie par la contrepartie 1 et présentée sous forme d'une valeur totale.</p>	Somme des marges de variation collectées pour tous les dérivés de la même position.
Marge de variation collectée par la contrepartie déclarante (avant décote)	<p>La valeur monétaire de la marge de variation collectée par la contrepartie déclarante (dont celle réglée en espèces), y compris toute marge en transit et en attente de règlement, à moins que l'inclusion de cette marge ne soit pas autorisée aux termes des exigences des autorités compétentes. La marge de variation pour éventualités est exclue.</p> <p>Si la constitution de sûretés est faite au niveau du portefeuille, la marge de variation collectée se rapporte à l'ensemble de ce dernier; si elle l'est au niveau des transactions individuelles, elle se rapporte à elles.</p>	Somme des marges de variation collectées pour tous les dérivés de la même position.

	<p>Il s'agit de la valeur actuelle totale de la marge de variation, établie sur une base cumulative depuis la première déclaration des marges de variation collectées pour le portefeuille ou la transaction.</p> <p>Si la marge de variation collectée est libellée dans plus d'une monnaie, ces montants sont convertis en une seule monnaie choisie par la contrepartie déclarante et présentés sous forme d'une valeur totale.</p>	
Montant de valorisation	<p>La valeur actuelle du contrat en cours.</p> <p>Le montant de valorisation est exprimé en coût de sortie du contrat ou de ses composantes, c'est-à-dire le prix auquel il serait vendu (sur le marché dans le cadre d'une transaction en règle à la date de valorisation).</p>	La somme des montants de valorisation de tous les dérivés de la position ou la valorisation de la position même si elle est évaluée comme un seul élément.
Date contractuelle de règlement définitif	<p>Date non ajustée prévue par le contrat à laquelle tous les transferts d'espèces ou d'actifs devraient avoir lieu et les contreparties ne devraient plus avoir d'obligations réciproques impayées en vertu du contrat.</p> <p>Pour les produits qui peuvent ne pas avoir de date contractuelle de règlement définitif (par exemple, les options américaines), cet élément de données reflète la date à laquelle le transfert d'espèces ou d'actifs s'effectuerait si la fin avait lieu à la date d'expiration.</p>	Date la plus éloignée parmi toutes les dates contractuelles de règlement définitif pour tous les dérivés de la position.

## 3 Annexe

Tirée de la version 3 des orientations techniques CDE, *Harmonisation of critical OTC derivatives data elements (other than UTI and UPI)*<sup>74</sup>.

### 3.1 Montant notionnel

Produit	Montant converti
Options sur actions et produits semblables	Résultat de la multiplication du prix d'exercice par le nombre d'actions ou de parts indicielles
Contrats à terme sur actions de gré à gré et produits semblables	Résultat de la multiplication du prix du contrat à terme de gré à gré par le nombre d'actions ou de parts indicielles
Swaps sur dividendes d'actions et produits semblables	Résultat de la multiplication du prix d'exercice fixé pour la période par le nombre d'actions ou de parts indicielles
Swaps d'actions, swaps de portefeuille et produits semblables	Résultat de la multiplication du prix initial par le nombre d'actions ou de parts indicielles
Swaps de variance d'actions et produits semblables	Montant de la variance
Swaps de volatilité d'actions et produits semblables	Montant notionnel du véga
CFD sur actions et produits semblables	Résultat de la multiplication du prix initial par le nombre d'actions ou de parts indicielles
Options sur marchandises et produits semblables	Résultat de la multiplication du prix d'exercice par la quantité notionnelle totale
Contrats à terme sur marchandises de gré à gré et produits semblables	Résultat de la multiplication du prix du contrat à terme de gré à gré par la quantité notionnelle totale
Swaps sur marchandises à taux fixe ou variable et produits semblables	Résultat de la multiplication du prix fixe par la quantité notionnelle totale
Swaps variable-variable sur marchandises et produits semblables	Résultat de la multiplication du dernier prix au comptant disponible au moment de la transaction comportant l'actif sous-jacent de la branche sans écart par la quantité notionnelle totale de la branche sans écart
Swaptions sur marchandises et produits semblables	Montant notionnel du contrat sous-jacent
CFD sur marchandises et produits semblables	Résultat de la multiplication du prix initial par la quantité notionnelle totale

Notes afférentes au tableau de conversion pour les dérivés négociés en montants non monétaires

**Note 1 :** pour les dérivés dont l'unité de mesure de la quantité diffère de l'unité de mesure du prix, on convertit le prix ou la quantité totale en une unité de mesure unifiée.

<sup>74</sup> Version 3 des orientations techniques CDE, *Harmonisation of critical OTC derivatives data elements (other than UTI and UPI)*, [https://www.leiroc.org/publications/gls/roc\\_20220829.pdf](https://www.leiroc.org/publications/gls/roc_20220829.pdf).

**Note 2 :** si cela s'applique au dérivé, le montant notionnel tient compte des multiplicateurs et des droits d'option.

**Note 3 :** pour les contrats de type panier, le montant notionnel du dérivé est la somme des montants notionnels de chaque composant du panier.

## 3.2 Mise en correspondance des valeurs autorisées par la convention de calcul des jours avec les valeurs ISO 2002, FpML et FIX/FIXML

Valeur autorisée	Nom ISO 2002	Définition ISO 2002 <sup>75</sup>	Valeur du code FIX/FIXML <sup>L 76</sup>	Description de la valeur du code FIX/FIXML	Définition FIX/FIXML	Code FpML <sup>77</sup>	Définition FpML
A001	IC30360ISDAor30360AmericanBasicRule	Méthode par laquelle les intérêts sont calculés sur la base d'un mois de 30 jours et d'une année de 360 jours. Les intérêts courus jusqu'à une date de règlement du dernier jour d'un mois sont les mêmes que ceux courus jusqu'au 30 <sup>e</sup> jour civil du même mois, sauf pour le mois de février, et à condition que la période d'intérêts ait commencé le 30 <sup>e</sup> ou le 31 <sup>e</sup> jour d'un mois donné. Cela signifie qu'un 31 <sup>e</sup> jour est considéré comme étant le 30 <sup>e</sup> jour si la période a commencé le 30 ou le 31 d'un mois donné et que le 28 février (ou le 29 février pour une année bissextile) est considéré comme étant le 28 <sup>e</sup> jour (ou le 29 <sup>e</sup> ). Il s'agit de la méthode 30/360 la plus couramment utilisée pour les obligations américaines classiques et convertibles.	1	30/360 (30U/360 Bond Basis)	Principalement utilisé aux États-Unis avec les règles d'ajustement de date suivantes : 1) si l'investissement est en fin de mois et la Date1 est le dernier jour de février et la Date2 est le dernier jour de février, alors il faut remplacer la Date2 par 30; 2) si l'investissement est en fin de mois et la Date1 est le dernier jour de février, alors il faut remplacer la Date1 par 30; 3) si la Date2 est le 31 et la Date1 est le 30 ou le 31, alors il faut remplacer la Date2 par 30; 4) si la Date1 est le 31, alors il faut remplacer la Date1 par 30. Voir également le document 2006 ISDA Definitions, article 4.16. Day Count Fraction, paragraphe (f). [Nom symbolique : ThirtyThreeSixtyUS]	30/360	Selon le document 2006 ISDA Definitions, article 4.16. Day Count Fraction, paragraphe (f) ou le document Annex to the 2000 ISDA Definitions (June 2000 Version), article 4.16. Day Count Fraction, paragraphe (e). Le nombre de jours de la période de calcul ou de la période de capitalisation au titre de laquelle le paiement est effectué, divisé par 360, calculé selon la formule suivante : base de calcul = $[360 \cdot (A2 - A1) + 30 \cdot (M2 - M1) + (J2 - J1)] / 360$ . « J1 » est le premier jour civil, exprimé par une valeur numérique, de la période de calcul ou de la période de capitalisation, sauf si ce nombre est 31, auquel cas J1 aura la valeur 30; et « J2 » est le jour civil, exprimé par une valeur numérique, qui suit immédiatement le dernier jour inclus dans la période de calcul ou la période de capitalisation, sauf si ce nombre est 31 et si J1 est supérieur à 29, auquel cas J2 aura la valeur 30 <sup>78</sup> .

<sup>75</sup> Les informations contenues dans cette colonne renvoient au dictionnaire de données ISO 2002.

<sup>76</sup> La source des informations contenues dans cette chronique est la FIX Trading Community, <http://fiximate.fixtrading.org/latestEP/>.

<sup>77</sup> Les définitions contenues dans le présent document sont protégées par le droit d'auteur de 2006 de l'International Swaps and Derivatives Association, Inc. (ISDA) et sont reproduites avec l'autorisation de l'ISDA. Tous droits réservés.

<sup>78</sup> Notez que l'algorithme défini pour cette fraction du nombre de jours a changé entre les Définitions ISDA 2000 et les Définitions ISDA 2006. Voir le document Introduction to the 2006 ISDA Definitions pour plus d'informations concernant ce changement.

Valeur autorisée	Nom ISO 20022	Définition ISO 20022 <sup>75</sup>	Valeur du code FIX/FIXML L <sup>76</sup>	Description de la valeur du code FIX/FIXML	Définition FIX/FIXML	Code FpML <sup>77</sup>	Définition FpML
A002	IC30365	Méthode par laquelle les intérêts sont calculés sur la base d'un mois de 30 jours, d'une manière similaire à la méthode 30/360 (basic rule), et d'une année de 365 jours. Les intérêts courus jusqu'à une date de règlement du dernier jour d'un mois sont les mêmes que ceux courus jusqu'au 30 <sup>e</sup> jour civil du même mois, sauf pour le mois de février. Cela signifie qu'un 31 <sup>e</sup> jour est considéré comme étant le 30 <sup>e</sup> jour et que le 28 février (ou le 29 février pour une année bissextile) est considéré comme étant le 28 <sup>e</sup> jour (ou le 29 <sup>e</sup> ).					
A003	IC30Actual	Méthode par laquelle les intérêts sont calculés sur la base d'un mois de 30 jours d'une manière similaire à la méthode 30/360 (basic rule) et le nombre supposé de jours dans une année est calculé d'une manière similaire à la règle Actual/Actual (ICMA). Les intérêts courus jusqu'à une date de règlement du dernier jour d'un mois sont les mêmes que ceux courus jusqu'au 30 <sup>e</sup> jour civil du même mois, sauf pour le mois de février. Cela signifie qu'un 31 <sup>e</sup> jour est considéré comme étant le 30 <sup>e</sup> jour et que le 28 février (ou le 29 février pour une année bissextile) est considéré comme étant le 28 <sup>e</sup> jour (ou le 29 <sup>e</sup> ). Le nombre supposé de jours dans une année est calculé comme le nombre réel de jours dans la période du coupon multiplié par le nombre de paiements d'intérêts dans l'année.					
A004	Actual360	Méthode par laquelle les intérêts sont calculés sur la base du nombre réel de jours courus dans la période d'intérêt et dans une année de 360 jours.	6	Act/360	Le nombre réel de jours entre la Date1 et la Date2, divisé par 360. Voir également le document 2006 ISDA Definitions, article 4.16. Day Count Fraction, paragraphe (e). [Nom symbolique : ActThreeSixty]	ACT/360	Selon le document 2006 ISDA Definitions, article 4.16. Day Count Fraction, paragraphe (e) ou le document Annex to the 2000 ISDA Definitions (June 2000 Version), article 4.16. Day Count Fraction, paragraphe (d). Le nombre réel de jours de la période de calcul ou de la période de capitalisation au titre de laquelle le paiement est effectué, divisé par 360.

Valeur autorisée	Nom ISO 20022	Définition ISO 20022 <sup>75</sup>	Valeur du code FIX/FIXML L <sup>76</sup>	Description de la valeur du code FIX/FIXML	Définition FIX/FIXML	Code FpML <sup>77</sup>	Définition FpML
A005	Actual365Fixed	Méthode par laquelle les intérêts sont calculés sur la base du nombre réel de jours courus dans la période d'intérêt et dans une année de 365 jours.	7	Act/365 (FIXED)	Le nombre réel de jours entre la Date1 et la Date2, divisé par 365. Voir également le document 2006 ISDA Definitions, article 4.16. Day Count Fraction, paragraphe (d). [Nom symbolique : ActThreeSixtyFiveFixed]	ACT/365. FIXED	Selon le document 2006 ISDA Definitions, article 4.16. Day Count Fraction, paragraphe (d) ou le document Annex to the 2000 ISDA Definitions (June 2000 Version), article 4.16. Day Count Fraction, paragraphe (c). Le nombre réel de jours de la période de calcul ou de la période de capitalisation au titre de laquelle le paiement est effectué, divisé par 365.
A006	ActualActualICMA	Méthode par laquelle les intérêts sont calculés sur la base du nombre réel de jours courus et du nombre supposé de jours dans une année, c'est-à-dire le nombre réel de jours dans la période de coupon multiplié par le nombre de paiements d'intérêts dans l'année. Si la période de coupon est irrégulière (premier ou dernier coupon), elle est prolongée ou divisée en périodes de quasi-intérêts qui ont la durée d'une période de coupon régulière. Le calcul est alors effectué séparément sur chaque période de quasi-intérêts et les résultats intermédiaires sont additionnés.	9	Act/Act (ICMA)	Le dénominateur est le nombre réel de jours de la période de coupon multiplié par le nombre de périodes de coupon dans l'année. Cette méthode suppose que les coupons réguliers tombent toujours le même jour du mois, lorsque cela est possible. Voir également le document 2006 ISDA Definitions, article 4.16. Day Count Fraction, paragraphe (c). [Nom symbolique : ActActICMA]	ACT/ACT. ICMA	Selon le document 2006 ISDA Definitions, article 4.16. Day Count Fraction, paragraphe (c). Ce code de fractionnement du nombre de jours est applicable aux transactions comptabilisées conformément aux définitions de 2006 de l'ISDA. Les transactions effectuées aux termes des définitions de 2000 de l'ISDA doivent plutôt utiliser le code ACT/ACT.ISMA. Une fraction égale au « nombre de jours courus/nombre de jours dans l'année » au sens de la Règle 251 des statuts, règlements, règles et recommandations de l'International Capital Markets Association (le « Livre des Règles de l'ICMA »), calculée conformément à la Règle 251 du Livre des Règles de l'ICMA telle qu'elle s'applique aux obligations classiques et convertibles non libellées en dollars américains émises après le 31 décembre 1998, comme si le coupon d'intérêt d'une obligation était calculé pour une période de coupon correspondant à la période de calcul ou à la période de capitalisation au titre de laquelle le paiement est

Valeur autorisée	Nom ISO 20022	Définition ISO 20022 <sup>75</sup>	Valeur du code FIX/FIXML L <sup>76</sup>	Description de la valeur du code FIX/FIXML	Définition FIX/FIXML	Code FpML <sup>77</sup>	Définition FpML
A007	IC30E360orEuroBondBasismodel1	Méthode par laquelle les intérêts sont calculés sur la base d'un mois de 30 jours et d'une année de 360 jours. Les intérêts courus jusqu'à une date de règlement du dernier jour d'un mois sont les mêmes que ceux courus jusqu'au 30 <sup>e</sup> jour civil du même mois. Cela signifie que le 31 <sup>e</sup> jour est considéré comme le 30 <sup>e</sup> jour et que le 28 février (ou le 29 février pour une année bissextile) est considéré comme étant équivalent au 30 février. Toutefois, si le dernier jour de la période du coupon d'échéance est le dernier jour de février, ce jour ne sera pas considéré comme étant équivalent au 30 février. Il s'agit d'une variante de la méthode 30/360 (ICMA) couramment utilisée pour les euro-obligations. L'utilisation de cette variante n'est pertinente que lorsque la fin des périodes de coupon est prévue pour le dernier jour du mois.	5	30E/360 (ISDA)	Les règles d'ajustement des dates sont les suivantes : 1) si Date1 est le dernier jour du mois, il faut remplacer la Date1 par 30; 2) si J2 est le dernier jour du mois (sauf si Date2 est la date d'échéance et si Date2 est en février), il faut remplacer la Date2 par 30. Voir également le document 2006 ISDA Definitions, article 4.16. Day Count Fraction, paragraphe (h). [Nom symbolique : ThirtyEThreeSixtyISDA]	30E/360.1 SDA	Selon le document 2006 ISDA Definitions, article 4.16. Day Count Fraction, paragraphe (h). Il convient de noter que l'algorithme de cette fraction du nombre de jours aux termes des définitions de 2006 de l'ISDA est conçu pour donner les mêmes résultats en pratique que la version de la fraction du nombre de jours 30E/360 présentée dans les définitions de 2000 de l'ISDA. Voir le document Introduction to the 2006 ISDA Definitions pour plus d'informations concernant ce changement. Le nombre de jours de la période de calcul ou de la période de capitalisation pour laquelle le paiement est effectué, divisé par 360, calculé sur la base d'une formule comme suit : base de calcul = $[360*(A2-A1) + 30*(M2-M1) + (J2-J1)]/360$ . « J1 » est le premier jour civil, exprimé par une valeur numérique, de la période de calcul ou de la période de capitalisation, sauf si ce nombre est 31, auquel cas J1 aura la valeur 30; « J2 » est le jour civil, exprimé par une valeur numérique, qui suit immédiatement le dernier jour inclus dans la période de calcul ou la période de capitalisation, sauf si ce nombre est 31, auquel cas J2 aura la valeur 30.
A008	ActualActualISDA	Méthode par laquelle l'intérêt est calculé sur la base du nombre réel de jours courus dans la période d'intérêt qui tombent dans une année normale, divisé par 365, ajouté au nombre réel de jours dans la période d'intérêt qui tombent dans une année bissextile, divisé par 366.	11	Act/Act (ISDA)	Le dénominateur varie selon qu'une partie de la période de calcul concernée tombe dans une année bissextile. Pour la partie de la période de calcul qui tombe dans une année bissextile, le dénominateur est 366 et pour la partie qui ne tombe pas dans une année bissextile, le dénominateur est 365. Voir également le document 2006 ISDA Definitions, article 4.16. Day Count Fraction, paragraphe (b). [Nom symbolique : ActActISDA]	ACT/ACT. ISDA	Selon le document 2006 ISDA Definitions, article 4.16. Day Count Fraction, paragraphe (b) ou le document Annex to the 2000 ISDA Definitions (June 2000 Version), article 4.16. Day Count Fraction, paragraphe (b). À noter qu'en passant de la recommandation FpML 2.0 à la recommandation provisoire FpML 3.0, le code « ACT/365.ISDA » est devenu « ACT/ACT.ISDA ». Le nombre réel de jours de la période de calcul ou de la période de capitalisation pour laquelle le paiement est effectué divisé par 365 (ou, si une partie de cette période de calcul ou de cette période de capitalisation tombe dans une année bissextile, la somme : i) du nombre réel de jours de cette partie de la période de calcul ou de la période de capitalisation tombant dans une année bissextile, divisé par 366; et ii) du nombre réel de jours de cette partie de la période de calcul ou de la période de capitalisation tombant dans une année non bissextile, divisé par 365).

Valeur autorisée	Nom ISO 20022	Définition ISO 20022 <sup>75</sup>	Valeur du code FIX/FIXML L <sup>76</sup>	Description de la valeur du code FIX/FIXML	Définition FIX/FIXML	Code FpML <sup>77</sup>	Définition FpML
A009	Actual365LorActuActubasisRule	Méthode par laquelle l'intérêt est calculé sur la base du nombre réel de jours courus et d'une année de 365 jours (si la date de paiement du coupon ne tombe PAS dans une année bissextile) ou d'une année de 366 jours (si la date de paiement du coupon tombe dans une année bissextile).	14	Act/365L	Le nombre de jours dans une période est égal au nombre réel de jours. Le nombre de jours dans une année est 365, ou 366 si la période se termine dans une année bissextile. Utilisée pour les billets à taux variable en livres sterling. Peut également être appelée Année ISMA. Voir également le document 2006 ISDA Definitions, article 4.16. Day Count Fraction, paragraphe (i). [Nom symbolique : ActThreeSixtyFiveL]	ACT/365L	Selon le document 2006 ISDA Definitions, article 4.16. Day Count Fraction, paragraphe (i). Le nombre réel de jours de la période de calcul ou de la période de capitalisation au titre de laquelle le paiement est effectué, divisé par 365 (ou si la dernière date de fin de la période de calcul ou de la période de capitalisation tombe dans une année bissextile, divisé par 366).
A010	ActualActualAFB	Méthode par laquelle les intérêts sont calculés sur la base du nombre réel de jours courus et d'une année de 366 jours (si le 29 février tombe dans la période de coupon) ou d'une année de 365 jours (si le 29 février ne tombe pas dans la période de coupon). Si une période de coupon est supérieure à un an, elle est divisée en séparant de manière répétitive des sous-périodes d'une année complète en comptant à rebours à partir de la fin de la période de coupon (une année à rebours à partir du 28 février étant le 29 février, le cas échéant). La première des sous-périodes commence à la date de début de la période d'intérêts courus et peut donc être inférieure à un an. Ensuite, le calcul des intérêts est effectué séparément pour chaque sous-période et les résultats intermédiaires sont additionnés.	8	Act/Act (AFB)	Le nombre réel de jours entre la Date1 et la Date2; le dénominateur est soit 365 (si la période de calcul n'inclut pas le 29 février), soit 366 (si la période de calcul inclut le 29 février). Voir également la Convention-cadre de l'AFB relative aux opérations sur instruments financiers – opérations sur taux d'intérêt (2004), article 4, « Calcul des montants fixes et des montants variables », paragraphe 7, « Base de calcul », alinéa (i). [Nom symbolique : ActActAFB]	ACT/ACT.AFB	Le montant fixe/variable sera calculé selon la fraction du nombre de jours « BASE EXACT/EXACT », comme définie dans les « Définitions communes à plusieurs additifs techniques » publiées par l'Association Française des Banques en septembre 1994. Le dénominateur est soit 365 (si la période de calcul n'inclut pas un 29 février), soit 366 (si la période de calcul inclut un 29 février) – lorsqu'il s'agit d'une période de plus d'un an, deux calculs ou plus sont effectués : les intérêts sont calculés pour chaque année complète, en comptant à rebours à partir de la fin de la période de calcul, et la période initiale restante du talon est traitée conformément à la règle habituelle. Lors du décompte à rebours à cette fin, si le dernier jour de la période concernée est un 28 février, l'année complète doit être décomptée à partir du 28 février précédent, à moins qu'il n'existe un 29 février, auquel cas le 29 février doit être utilisé.
A011	IC30360ICMAor30360basicrule	Méthode par laquelle les intérêts sont calculés sur la base d'un mois de 30 jours et d'une année de 360 jours. Les intérêts courus jusqu'à une date de règlement du dernier jour d'un mois sont les mêmes que ceux courus jusqu'au 30 <sup>e</sup> jour civil du même mois, sauf pour le mois de février. Cela signifie qu'un 31 <sup>e</sup> jour est considéré comme étant le 30 <sup>e</sup> jour et que le 28 février (ou le 29 février pour une année bissextile) est considéré comme étant le 28 <sup>e</sup> jour (ou le 29 <sup>e</sup> ). Il s'agit de la méthode 30/360 la plus couramment utilisée pour les obligations classiques et convertibles autres qu'américaines émises avant le 1 <sup>er</sup> janvier 1999.	4	30E/360 (Eurobond basis)	Également connue sous le nom de 30/360. ISMA, 30S/360, ou méthode allemande spéciale. Les règles d'ajustement des dates sont les suivantes : 1) si la Date1 tombe le 31 <sup>e</sup> jour du mois, elle devient le 30; 2) si la Date2 tombe le 31 <sup>e</sup> jour du mois, elle devient le 30. Voir également le document 2006 ISDA Definitions, article 4.16. Day Count Fraction, paragraphe (g). [Nom symbolique : ThirtyETHreeSixty]	30E/360	Selon le document 2006 ISDA Definitions, article 4.16. Day Count Fraction, paragraphe (g) ou le document Annex to the 2000 ISDA Definitions (June 2000 Version), article 4.16. Day Count Fraction, paragraphe (f). Notez que l'algorithme défini pour cette fraction du nombre de jours a changé entre les Définitions ISDA 2000 et les Définitions ISDA 2006. Voir le document Introduction to the 2006 ISDA Definitions pour plus d'informations concernant ce changement.



Valeur autorisée	Nom ISO 20022	Définition ISO 20022 <sup>75</sup>	Valeur du code FIX/FIXML L <sup>76</sup>	Description de la valeur du code FIX/FIXML	Définition FIX/FIXML	Code FpML <sup>77</sup>	Définition FpML
A012	IC30E2360orEurobondbasimodel2	<p>Méthode par laquelle les intérêts sont calculés sur la base d'un mois de 30 jours et d'une année de 360 jours. Les intérêts courus jusqu'à une date de règlement correspondant au dernier jour d'un mois sont les mêmes que ceux courus jusqu'au 30<sup>e</sup> jour civil du même mois, à l'exception du dernier jour de février dont la valeur du jour du mois est adaptée à la valeur du premier jour de la période d'intérêt si cette dernière est plus élevée et si la période fait partie d'un calendrier régulier. Cela signifie que le 31<sup>e</sup> jour est considéré comme étant le 30<sup>e</sup> jour et que le 28 février d'une année non bissextile est considéré comme étant équivalent au 29 février lorsque le premier jour de la période d'intérêt est le 29, ou au 30 février lorsque le premier jour de la période d'intérêt est le 30<sup>e</sup> ou le 31<sup>e</sup> jour du mois. Le 29 février d'une année bissextile est considéré comme étant équivalent au 30 février lorsque le premier jour de la période d'intérêt est le 30<sup>e</sup> ou le 31<sup>e</sup> jour du mois. De même si la période de coupon commence le dernier jour de février, elle est supposée produire un seul jour d'intérêt en février comme si elle commençait le 30 février lorsque la fin de la période est le 30<sup>e</sup> ou le 31<sup>e</sup> jour du mois, ou deux jours d'intérêt en février lorsque la fin de la période est le 29 février, ou trois jours d'intérêt en février lorsqu'il s'agit du 28 février d'une année non bissextile et que la fin de la période est antérieure au 29.</p>					

Valeur autorisée	Nom ISO 20022	Définition ISO 20022 <sup>75</sup>	Valeur du code FIX/FIXML L <sup>76</sup>	Description de la valeur du code FIX/FIXML	Définition FIX/FIXML	Code FpML <sup>77</sup>	Définition FpML
A013	IC30E3360orEurobondbasimodel3	Méthode par laquelle les intérêts sont calculés sur la base d'un mois de 30 jours et d'une année de 360 jours. Les intérêts courus jusqu'à une date de règlement du dernier jour d'un mois sont les mêmes que ceux courus jusqu'au 30 <sup>e</sup> jour civil du même mois. Cela signifie que le 31 <sup>e</sup> jour est considéré comme étant le 30 <sup>e</sup> jour et que le 28 février (ou le 29 février pour une année bissextile) est considéré comme étant équivalent au 30 février. Il s'agit d'une variante de la méthode 30E/360 (Eurobond basis) selon laquelle le dernier jour de février est toujours considéré comme étant équivalent au 30 février, même s'il s'agit du dernier jour de la période du coupon à l'échéance.					
A014	Actual365NL	Méthode par laquelle les intérêts sont calculés sur la base du nombre réel de jours courus dans la période d'intérêt, en excluant tout jour intercalaire du décompte, et d'une année de 365 jours.	15	NL365	Le nombre de jours d'une période est égal au nombre réel de jours, à l'exception des jours intercalaires (29 février) qui ne sont pas pris en compte. Le nombre de jours d'une année est de 365, même en cas d'année bissextile. [Nom symbolique : NLThreeSixtyFive]		
A015	ActualActualUltimo	Méthode par laquelle les intérêts sont calculés sur la base du nombre réel de jours dans la période du coupon divisé par le nombre réel de jours de l'année. Cette méthode est une variante de la méthode ActualActualICMA, à l'exception du fait qu'elle suppose que l'échéance du coupon tombe toujours le dernier jour du mois. Méthode qui correspond à la méthode ACT/ACT.ISMA dans le modèle FpML et à la méthode Act/Act (ICMA Ultimo) dans le modèle FIX/FIXML.	10	Act/Act (ICMA Ultimo)	La méthode Act/Act (ICMA Ultimo) ne diffère de la méthode Act/Act (ICMA) que par le fait qu'elle suppose que l'échéance des coupons réguliers tombe toujours le dernier jour du mois. [Nom symbolique : ActActISMAUltimo]	ACT/ACT. ISMA	Le montant fixe/variable sera calculé conformément à la Règle 251 des statuts, règlements, règles et recommandations de l'International Capital Markets Association, comme publiés en avril 1999 et appliqués aux obligations classiques et convertibles émises après le 31 décembre 1998, comme si le montant fixe/variable était le coupon d'intérêt d'une telle obligation. Ce code de fractionnement du nombre de jours est applicable aux transactions comptabilisées conformément aux définitions de 2000 de l'ISDA. Les transactions effectuées aux termes des définitions de 2006 de l'ISDA doivent plutôt utiliser le code ACT/ACT.ISMA.

Valeur autorisée	Nom ISO 20022	Définition ISO 20022 <sup>75</sup>	Valeur du code FIX/FIXML L <sup>76</sup>	Description de la valeur du code FIX/FIXML	Définition FIX/FIXML	Code FpML <sup>77</sup>	Définition FpML
A016	IC30EPlus360	Méthode par laquelle les intérêts sont calculés sur la base d'un mois de 30 jours et d'une année de 360 jours. Les intérêts courus jusqu'à une date de règlement du dernier jour d'un mois sont les mêmes que ceux courus jusqu'au 30 <sup>e</sup> jour civil du même mois. Cela signifie que le 31 <sup>e</sup> jour est considéré comme étant le 30 <sup>e</sup> jour et que le 28 février (ou le 29 février pour une année bissextile) est considéré comme étant équivalent au 30 février. Cette méthode est une variante de la méthode 30E360, à ceci près que si l'échéance du coupon tombe le dernier jour du mois, il faut remplacer la valeur de ce jour par « 1 » et augmenter de « 1 » la valeur du mois (c'est-à-dire passer au mois suivant). Cette méthode correspond à la méthode <u>ThirtyEPlusThreeSixty</u> du modèle FIX/FIXML.	13	30E+/360	Variante de la méthode 30E/360. Règles d'ajustement des dates : 1) si la Date1 tombe le 31 <sup>e</sup> jour du mois, il faut la remplacer par le 30; 2) si la Date2 tombe le 31 <sup>e</sup> jour du mois, il faut la remplacer par le 1 <sup>er</sup> et augmenter de « 1 » la valeur du Mois2 (Month2), c'est-à-dire passer au mois suivant. [Nom symbolique : ThirtyEPlusThreeSixty]		
A017	Actual364	Méthode par laquelle les intérêts sont calculés sur la base du nombre réel de jours courus dans la période d'intérêt, divisé par 364. Cette méthode correspond à la méthode Act364 du modèle FIX/FIXML.	17	Act/364	Le nombre réel de jours entre la Date1 et la Date2, divisé par 364. [Nom symbolique : Act364]		
A018	Business252	Méthode par laquelle les intérêts sont calculés sur la base du nombre réel de jours ouvrables dans la période d'intérêt, divisé par 252. Usage : swaps de devises brésiliens. Cette méthode correspond à la méthode BUS/252 dans le modèle FpML et à la méthode BusTwoFiftyTwo dans le modèle FIX/FIXML.	12	BUS/252	Utilisé pour les swaps libellés en réal brésilien, qui sont basés sur les jours ouvrables au lieu des jours civils. Le nombre de jours ouvrables est divisé par 252. [Nom symbolique : BusTwoFiftyTwo]	BUS/252	Le nombre de jours ouvrables de la période de calcul ou de la période de capitalisation au titre de laquelle le paiement est effectué, divisé par 252.
A019	Actual360NL	Méthode par laquelle les intérêts sont calculés sur la base du nombre réel de jours courus dans la période d'intérêt, en excluant tout jour intercalaire du décompte, et d'une année de 360 jours.	16	NL360	Méthode identique à la méthode Act/360, à ceci près que les jours intercalaires (29 février) ne sont pas pris en compte. [Nom symbolique : NLThreeSixty]		
A020	1/1	Si les parties précisent que la base de calcul est 1/1, alors pour calculer le montant applicable, la valeur « 1 » est simplement introduite dans le calcul comme la base de calcul pertinente. Voir également le document 2006 ISDA Definitions, article 4.16. Day Count Fraction, paragraphe (a).	0	1/1	Si les parties précisent que la base de calcul est 1/1, alors pour calculer le montant applicable, la valeur « 1 » est simplement introduite dans le calcul comme la base de calcul pertinente. Voir également le document 2006 ISDA Definitions, article 4.16. Day Count Fraction, paragraphe (a). [Nom symbolique : OneOne]	1/1	Selon le document 2006 ISDA Definitions, article 4.16. Day Count Fraction, paragraphe (a) ou le document Annex to the 2000 ISDA Definitions (June 2000 Version), article 4.16. Day Count Fraction, paragraphe (a).

Valeur autorisée	Nom ISO 20022	Définition ISO 20022 <sup>75</sup>	Valeur du code FIX/FIXML L <sup>76</sup>	Description de la valeur du code FIX/FIXML	Définition FIX/FIXML	Code FpML <sup>77</sup>	Définition FpML
NARR	Narrative	Autre méthode			Autres valeurs de code FIX/FIXML non énumérées ci-dessus et valeurs de code FIX/FIXML qui sont réservées aux extensions de l'utilisateur, dans la gamme des valeurs entières de 100 et plus.		

### 3.3 Méthode de valorisation

#### Classification des données de valorisation

Catégorie	Données utilisées	Méthode de valorisation <sup>79</sup>
1	Prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation [IFRS 13:76/ASC 820-10-35-40]. Un prix coté sur un marché actif fournit la preuve la plus fiable de la juste valeur et est utilisé sans ajustement pour évaluer la juste valeur lorsqu'il est disponible, sauf pour quelques cas d'exception. [IFRS 13:77/ASC 820-10-35-41]  Un marché actif est un marché sur lequel des transactions portant sur l'actif ou le passif ont lieu avec une fréquence et un volume suffisants pour fournir des informations sur les prix de manière continue. [IFRS 13 : Annexe A/ASC 820-10-20]	Valorisation au prix du marché
2	Prix cotés d'actifs ou de passifs similaires sur des marchés actifs [IFRS 13:81/ASC 820-10-35-47] (autres que les prix cotés du marché inclus dans la catégorie 1 qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement ou indirectement).	Valorisation au prix du marché
3	Prix cotés d'actifs ou de passifs identiques ou similaires sur des marchés qui ne sont pas actifs [IFRS 13:81/ASC 820-10-35-48(b)] (autres que les prix cotés du marché inclus dans la catégorie 1 qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement ou indirectement).	Valorisation selon un modèle – les prix historiques provenant de marchés inactifs ne doivent pas être utilisés directement.
4	Données autres que les prix cotés qui sont observables pour l'actif ou le passif, par exemple les taux d'intérêt et les courbes de rendement observables à des intervalles de cotation courants, les volatilités implicites, les écarts de taux [IFRS 13:81/ASC 820-10-35-48(c)] (autres que les prix cotés du marché inclus dans la catégorie 1 qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement ou indirectement).	Valorisation au prix du marché
5	Les données qui sont principalement dérivées ou corroborées au moyen de données de marché observables par corrélation ou par d'autres moyens (« données corroborées par le marché ») [IFRS 13:81/ASC 820-10-35-48(d)] (autres que les prix cotés du marché inclus dans la catégorie 1 qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement ou indirectement).	Valorisation selon un modèle – les données peuvent être dérivées « principalement » de données de marché observables, ce qui signifie que des données non observables peuvent être utilisées.
6	Données non observables pour l'actif ou le passif. [IFRS 13:86/ASC 820-10-35-52] Les données non observables sont utilisées pour évaluer la juste valeur dans la mesure où des données observables pertinentes ne sont pas disponibles, ce qui permet de tenir compte des situations dans lesquelles le marché de l'actif ou du passif est peu actif, sinon inactif, à la date d'évaluation. Une entité développe des données non observables en utilisant les meilleures informations disponibles dans les	Valorisation selon un modèle – des données non observables sont utilisées

<sup>79</sup> La classification fournie dans cette colonne est indépendante des normes IFRS 13 et ASC 820 et est utilisée dans le seul but de déclarer les éléments de données critiques des opérations sur dérivés de gré à gré.

circonstances, renseignements qui peuvent inclure les propres données de l'entité, en tenant compte de toutes les informations sur les hypothèses des participants au marché qui sont raisonnablement disponibles. [IFRS 13:87-89/ASC 820-10-35-53 - 35-54A]

### 3.4 Catégorie de sûreté

Valeur	Nom	Définition
UNCL	Sans sûreté	Il n'y a pas de convention de sûretés entre les contreparties ou la ou les conventions de sûretés entre les contreparties stipulent qu'aucun dépôt de sûreté (ni marge initiale ni marge de variation) n'est requis en ce qui a trait à la transaction sur dérivé.
PRC1	Couverture partielle : contrepartie 1 seulement	La ou les conventions de sûretés entre les contreparties stipulent que la contrepartie déclarante ne dépose régulièrement qu'une marge de variation et que l'autre contrepartie ne dépose aucune marge au titre de la transaction sur dérivé.
PRC2	Couverture partielle : contrepartie 2 seulement	La ou les conventions de sûretés entre les contreparties stipulent que l'autre contrepartie ne dépose régulièrement qu'une marge de variation et que la contrepartie déclarante ne dépose aucune marge au titre de la transaction sur dérivé.
PRCL	Couverture partielle	La ou les conventions de sûretés entre les contreparties stipulent que les deux contreparties ne déposent régulièrement qu'une marge de variation au titre de la transaction sur dérivé.
OWC1	Couverture à sens unique : contrepartie 1 seulement	La ou les conventions de sûretés entre les contreparties stipulent que la contrepartie déclarante effectue le dépôt de la marge initiale et dépose régulièrement une marge de variation et que l'autre contrepartie ne dépose aucune marge au titre de la transaction sur dérivé.
OWC2	Couverture à sens unique : contrepartie 2 seulement	La ou les conventions de sûretés entre les contreparties stipulent que l'autre contrepartie effectue le dépôt de la marge initiale et dépose régulièrement une marge de variation et que la contrepartie déclarante ne dépose aucune marge au titre de la transaction sur dérivé.
OWP1	Couverture à sens unique/partielle : contrepartie 1	La ou les conventions de sûretés entre les contreparties stipulent que la contrepartie déclarante effectue le dépôt de la marge initiale et dépose régulièrement une marge de variation et que l'autre contrepartie ne dépose régulièrement qu'une marge de variation.
OWP2	Couverture à sens unique/partielle : contrepartie 2	La ou les conventions de sûretés entre les contreparties stipulent que l'autre contrepartie effectue le dépôt de la marge initiale et dépose régulièrement une marge de variation et que la contrepartie déclarante ne dépose régulièrement qu'une marge de variation.
FLCL	Couverture entière	La ou les conventions de sûretés entre les contreparties stipulent que les deux contreparties doivent effectuer le dépôt d'une marge initiale et déposer régulièrement une marge de variation au titre de la transaction sur dérivé.

### 3.5 Déclaration des actions et des événements

On trouve dans le tableau ci-dessous les combinaisons permises de [Type d'action] et de [Type d'événement]. Il y est aussi indiqué si elles s'appliquent au niveau de la transaction, au niveau de la position ou au deux. La dernière colonne du tableau permet de savoir, pour chaque [Type d'action], s'il peut être déclaré sans être accompagné d'un [Type d'événement].

## Type d'événement

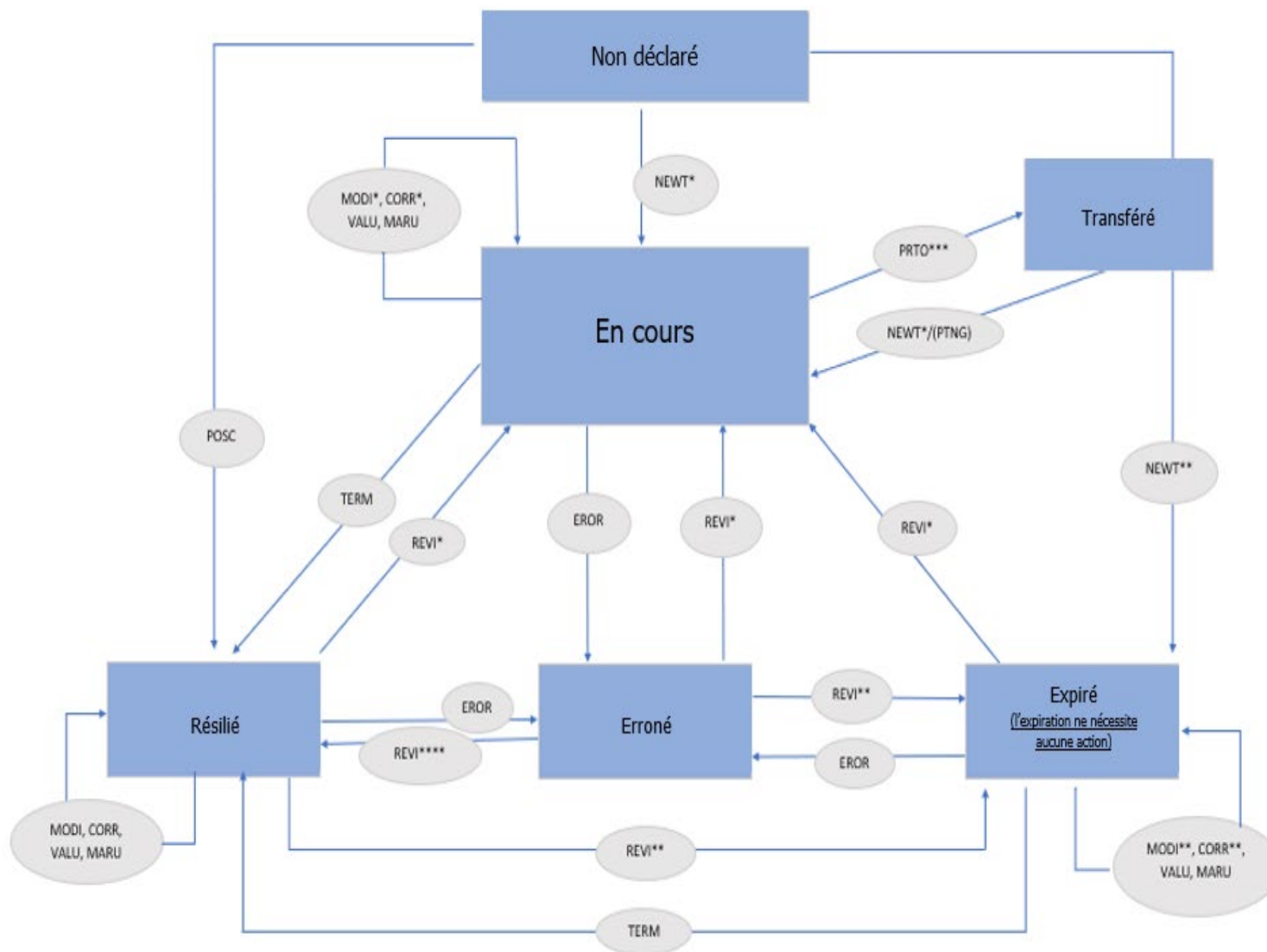
	Combinaisons de Type d'action et de Type d'événement	Opération (TRAD)	Novation (NOVA)	Compression ou Mesure de réduction du risque (COMP)	Fin par anticipation (ETRM)	Compensation (CLRG)	Exercice (EXER)	Affectation (ALOC)	Compensation et affectation (CLAL)	Événement de crédit (CREV)	Transfert (PTNG)	Événement d'entreprise (CORP)	Mise à niveau (UPDT)	Inclusion dans une position (INCP)	Type d'événement non requis
Type d'action	Nouveau (NEWT)	O	O, P	O		O	O	O	O		O, P	O, P	O <sup>80</sup>	P	
	Modifier (MODI)	O, P	O, P	O	O, P		O	O		O		O, P	O, P	P	
	Corriger (CORR)														O, P
	Mettre fin (TERM)		O, P	O	O, P	O	O	O	O	O		O, P		O, P <sup>81</sup>	
	Erreur (EROR)														O, P
	Relancer (REVI)														O, P
	Transférer (PRTO) <sup>82</sup>										O, P				
	Valorisation (VALU)														O, P
	Sûretés (MARU)														O, P
	Élément de position (POSC)														O

<sup>80</sup> NEWT-UPDT s'utilise pour la mise à niveau de swaps « exotiques », « complexes » ou « non génériques » de manière à ce que leur déclaration soit fidèle et conforme au *Manuel technique*.

<sup>81</sup> Un dérivé qui est ajouté à une position dès qu'il est négocié doit être déclaré au moyen du type d'action « POSC ». En revanche, un dérivé déclaré comme une nouvelle opération qui est ajouté plus tard à une position doit être déclaré au moyen du type d'action « TERM » et du type d'événement « INCP ».

<sup>82</sup> Toute opération active ou inactive (résiliée ou expirée) peut être transférée, sauf si elle a auparavant été déclarée comme une erreur. Une fois qu'une opération est déclarée comme « transférée » à un référentiel central, elle ne peut plus être transmise de nouveau à ce référentiel central, à moins d'être retransférée au même référentiel central. Il faut alors utiliser la combinaison « NEWT-PTNG ».

### 3.6 Séquence autorisée des actions du cycle de vie



Notes : L'état du dérivé relancé dépend de la date d'échéance  
 \* date d'expiration >= aujourd'hui;  
 \*\* date d'expiration < aujourd'hui.  
 \*\*\* PRTO est aussi accepté (mais non souhaité) pour la résiliation ou l'expiration.  
 \*\*\*\* Date de résiliation anticipée déclarée et < aujourd'hui

## 3.7 Définitions des valeurs autorisées pour les types d'événement

Type d'événement	Valeur autorisée	Définition
Opération	TRAD	Création ou modification d'une opération.
Novation/intervention	NOVA	Déplacement sur le plan juridique d'une partie ou de la totalité des risques financiers associés à une transaction, qui passent d'un cédant à un cessionnaire, ce qui a pour effet la fin ou la modification de la transaction initiale de manière à la résilier ou à en modifier le notionnel.
Mesure de réduction du risque postérieure à la transaction	COMP	Compression ou autre mesure de réduction du risque postérieure à l'opération, ayant généralement pour effet la fin ou la modification (c'est-à-dire la réduction de la valeur notionnelle) d'un ensemble de transactions existantes et la création d'un ensemble de transactions nouvelles, et aboutissant pour la contrepartie à une exposition au risque de marché largement identique à celle qui existait avant l'événement.
Fin par anticipation	ETRM	Fin d'une transaction existante avant sa date d'expiration.
Compensation	CLRG	Procédure (compensation centrale) suivant laquelle une contrepartie centrale s'interpose entre les contreparties aux transactions, devenant l'acheteur pour chaque vendeur et le vendeur pour chaque acheteur, garantissant ainsi l'exécution des transactions en cours et ayant pour effet de mettre fin à la transaction existante entre l'acheteur et le vendeur.
Exercice	EXER	Exercice complet ou partiel d'une option ou d'une swaption par l'une des contreparties à la transaction.
Affectation	ALOC	Procédure suivant laquelle des parties d'une ou plusieurs transactions sont attribuées à une ou plusieurs autres contreparties et déclarées comme des transactions nouvelles <sup>83</sup> .
Compensation et affectation	CLAL	Événement simultané de compensation et d'affectation par une contrepartie centrale.
Événement de crédit	CREV	Événement entraînant la modification ou la fin d'une transaction de crédit précédemment transmise. S'applique uniquement aux dérivés de crédit.
Transfert	PTNG	Procédure suivant laquelle une transaction est transférée à un autre référentiel central et ayant pour effet la clôture de la transaction dans un référentiel central et l'ouverture de la même transaction avec le même UTI dans un référentiel central différent (nouveau).
Inclusion dans la position	INCP	Inclusion d'une transaction compensée par une contrepartie centrale ou d'autres transactions fongibles dans une position à l'occasion de la résiliation d'une transaction existante et de la création d'une nouvelle position ou de la modification du notionnel de la position existante.
Événement d'entreprise	CORP	Processus par lequel une intervention d'entreprise à l'égard d'une action qui est un sous-jacent a une incidence sur les transactions portant sur cette action.
Mise à jour	UPDT	Mise à jour d'une transaction en cours en vue d'en assurer la conformité avec les obligations de déclaration modifiées.

<sup>83</sup> Lorsqu'un dérivé est conclu par un mandataire de contreparties et que l'opération est exécutée avant l'attribution du dérivé aux contreparties représentées par ce mandataire, nous préférons que la contrepartie déclarante ne déclare pas l'opération avant son attribution, mais attende de recevoir l'attribution de la part du mandataire et, une fois celle-ci traitée, déclare uniquement les dérivés attribués, à l'intérieur des intervalles de temps précisés au chapitre 31 des règlements sur la déclaration des opérations. Nous sommes néanmoins disposés à accepter la déclaration des opérations avant attribution de la manière décrite dans le *Manuel technique*; c'est pourquoi nous avons prévu « ALOC » comme valeur autorisée. Voir aussi l'exemple 4.4.



### 3.8 Définitions des valeurs autorisées pour les types d'action

Type d'action	Valeur autorisée	Définition
Nouveau	NEWT	Création de la première transaction donnant naissance à un nouvel UTI.
Modifier	MODI	Modification des modalités d'une transaction précédemment déclarée, en raison d'une modification nouvellement négociée ou l'ajout de renseignements qui n'étaient pas disponibles (par exemple dans le cas d'une transaction à tarification reportée), à l'exception de toute correction d'une transaction déclarée précédemment.
Corriger	CORR	Correction des données erronées d'une transaction déclarée précédemment.
Mettre fin	TERM	Résiliation d'une transaction déclarée précédemment.
Erreur	EROR	Annulation d'une transaction complète déclarée à tort, alors qu'elle n'a jamais pris naissance ou n'était pas soumise aux obligations de déclaration de la législation d'un territoire donné, ou annulation d'une déclaration en double.
Relancer	REVI	Action rétablissant une transaction déclarée avec le type d'action « Erreur », résiliée par erreur ou encore expirée en raison de la déclaration incorrecte de sa date d'expiration.
Valorisation	VALU	Mise à jour de la valorisation d'une transaction. Aucun type d'événement correspondant.
Mise à jour de sûreté/marge	MARU	Mise à jour des données sur les sûretés et les marges. Aucun type d'événement correspondant.
Élément de position	POSC	Déclaration d'une nouvelle transaction qui est incluse dans une déclaration de position distincte le même jour.
Transférer	PRT0	Transfert d'une transaction d'un référentiel central à un autre (changement de référentiel central).

## 4 Exemples

### 4.1 Transactions sur plateforme d'exécution de swaps – anonymes et compensées

Cet exemple illustre la déclaration de transactions anonymes qui sont compensées par la suite.

Rangée	Type d'action	Type d'événement	Horodatage de l'événement	Identifiant unique de transaction (UTI)	UTI antérieur	Montant notionnel	Horodatage de l'exécution	Horodatage de la réception pour compensation	Identifiant de l'initiateur	Contrepartie centrale	Contrepartie 1 (contrepartie déclarante)	Contrepartie 2	Compensé	Identifiant de la plateforme
1	NEWT	TRAD	2023-04-01T14:15:36Z	LEI1RPT0001ALPHA		10000	2023-04-01T14:15:36Z	NULL	LEI1SEF0001	NULL	LEI1RPT0001	LEI2CP0002	I	ABCD
2	TERM	CLRG	2023-04-01T14:40:36Z	LEI1RPT0001ALPHA		10000	2023-04-01T14:15:36Z	2023-04-01T14:40:36Z	LEI1SEF0001	NULL	LEI1RPT0001	LEI2CP0002	I	ABCD
3	NEWT	CLRG	2023-04-01T14:41:36Z	LEI1RPT0001BETA	LEI1RPT0001ALPHA	10000	2023-04-01T14:41:36Z	2023-04-01T14:40:36Z	LEI1CCP0004	LEI1CCP0004	LEI1CCP0004	LEI2CP0002	Y	NULL
4	NEWT	CLRG	2023-04-01T14:41:36Z	LEI1RPT0001GAMMA	LEI1RPT0001ALPHA	10000	2023-04-01T14:41:36Z	2023-04-01T14:40:36Z	LEI1CCP0004	LEI1CCP0004	LEI1CCP0004	LEI1RPT0001	Y	NULL

### 4.2 Paquet – prix/écart

Cet exemple illustre la déclaration de paquet de dérivés fondées soit sur le prix soit sur l'écart.

Rangée 1 : transmission d'un nouveau paquet de dérivés alors que le prix du paquet de dérivés n'est pas encore connu.

Rangée 2 : modification du paquet de dérivés pour la mise à jour du prix du paquet de dérivés.

Rangée 3 : transmission d'un nouveau paquet de dérivés avec un écart de paquet de dérivés.

Rangée	Type d'action	Type d'événement	Horodatage de l'événement	Identifiant unique de transaction (UTI)	Indicateur de paquet	Identifiant de paquet de dérivés	Prix du paquet de dérivés	Monnaie du prix du paquet de dérivés	Notation du prix du paquet de dérivés	Écart du paquet de dérivés	Monnaie de l'écart du paquet de dérivés	Notation de l'écart du paquet de dérivés	Prix	Monnaie du prix	Montant notionnel	Horodatage de l'exécution	Contrepartie 1 (contrepartie déclarante)	Contrepartie 2
1	NEWT	TRAD	2023-04-01T14:15:36Z	LEI1RPT0001EEE	Vrai	ABCD12	99999,99999999999999	NULL	1	NULL	NULL	NULL	10.23	EUR	10000	2023-04-01T14:15:36Z	LEI1RPT0001	LEI2CP0002
2	MODI	TRAD	2023-04-05T16:14:36Z	LEI1RPT0001EEE	Vrai	ABCD12	3.2	CAD	1	NULL	NULL	NULL	10.23	EUR	10000	2023-04-01T14:15:36Z	LEI1RPT0001	LEI2CP0002
3	NEWT	TRAD	2023-04-01T14:15:36Z	LEI1RPT0001FFF	Vrai	ABCD 34	NULL	NULL	NULL	200	NULL	4	20.23	EUR	10000	2023-04-01T14:15:36Z	LEI1RPT0001	LEI2CP0002

### 4.3 Résiliation/modification partielle, correction

Cet exemple illustre l'utilisation de différentes combinaisons de types d'action et d'événement pour la déclaration de changements subis par une transaction déclarée précédemment.

Rangée	Type d'action	Type d'événement	Indicateur de modification	Horodatage de l'événement	Date d'expiration	Identifiant unique de transaction (UTI)	UTI antérieur (pour les relations d'une à une et d'une à plusieurs entre les transactions)	Type d'option incorporée	Montant notionnel	Horodatage de l'exécution	Contrepartie 1 (contrepartie déclarante)	Contrepartie 2
1	NEWT	TRAD		2023-04-01T14:15:36Z	2024-01-01	LE1RPT0001AAAA			10000	2023-04-01T14:15:36Z	LE1RPT0001	LEI2CP0002
2	MODI	TRAD	Vrai	2023-04-02T10:22:10Z	2024-01-01	LE1RPT0001AAAA			9000	2023-04-01T14:15:36Z	LE1RPT0001	LEI2CP0002
3	MODI	TRAD	FALSE	2023-04-03T10:22:10Z	2024-01-01	LE1RPT0001AAAA		OPET	9000	2023-04-01T14:15:36Z	LE1RPT0001	LEI2CP0002
4	CORR			2023-04-04T10:22:10Z	2024-01-01	LE1RPT0001AAAA		EXTD	9000	2023-04-01T14:15:36Z	LE1RPT0001	LEI2CP0002

### 4.4 Affectation (ALOC)

Cet exemple illustre la déclaration des transactions d'affectation avant négociation et après négociation.

Rangée	Type d'action	Type d'événement	Indicateur de modification	Horodatage de l'événement	Identifiant unique de transaction (UTI)	UTI antérieur (pour les relations d'une à une et d'une à plusieurs entre les transactions)	Montant notionnel	Horodatage de l'exécution	Contrepartie 1 (contrepartie déclarante)	Contrepartie 2
1	NEWT	TRAD		2023-04-01T14:15:36Z	LE1RPT0001PREAA		10000	2023-04-01T14:15:36Z	LE1RPT0001	LEIFUNDMGR
2	TERM	ALOC		2023-04-02T10:22:10Z	LE1RPT0001PREAA		10000	2023-04-01T14:15:36Z	LE1RPT0001	LEIFUNDMGR
3	NEWT	ALOC		2023-04-02T10:22:10Z	LE1RPT0001POST1	LE1RPT0001PREAA	4000	2023-04-02T10:22:10Z	LE1RPT0001	LEI2CP00A1
4	NEWT	ALOC		2023-04-02T10:22:10Z	LE1RPT0001POST2	LE1RPT0001PREAA	6000	2023-04-02T10:22:10Z	LE1RPT0001	LEI2CP00A2

### 4.5 Position

Cet exemple illustre la déclaration d'un dérivé à l'occasion de son inclusion dans une position.

Rangées 1 et 2 : déclaration d'un nouveau dérivé qui est à l'origine d'une nouvelle position le même jour.

Rangée 3 : transmission de messages de valorisation de fin de journée au niveau de la position.

Rangées 4 et 5 : déclaration d'un nouveau dérivé inclus dans une position le même jour.

Rangées 6, 7 et 8 : déclaration d'un nouveau dérivé inclus dans une position le lendemain.

Rangées 9 et 10 : déclaration d'une fin par anticipation au niveau de la position en raison de transactions de vente.

Rangée 11 : maintien d'une position ouverte et déclaration quotidienne d'une valeur de contrat nulle.

Rangée 12 : fin d'une position.

Rangée	Type d'action	Type d'événement	Horodatage de l'événement	Identifiant d'événement	UTI	UTI de la position subséquente	Montant notionnel	Horodatage de l'exécution	Contrepartie 1	Contrepartie 2	Niveau	Montant de valorisation
1	POSC		2023-01-05T14:01:34Z		LEIRPT0001TRAD1	LEIRPT0001POSC1	1,000	2023-01-05T08:01:34Z	LEIRPT0001	LEICP0002	TCTN	
2	NEWT	INCP	2023-01-05T14:01:34Z		LEIRPT0001POSC1		1,000	2023-01-05T09:01:34Z	LEIRPT0001	LEICP0002	PSTN	

3	VALU		2023-01-05T18:01:34Z		LEIRPT0001POSC1		1,000	2023-01-05T09:01:34Z	LEIRPT0001	LEICP0002	PSTN	1,245
4	POSC		2023-01-07T08:01:34Z		LEIRPT0001TRAD2	LEIRPT0001POSC1	500	2023-01-06T12:01:34Z	LEIRPT0001	LEICP0002	TCTN	
5	MODI	INCP	2023-01-07T18:01:34Z		LEIRPT0001POSC1		1,500	2023-01-05T09:01:34Z	LEIRPT0001	LEICP0002	PSTN	
6	NEWT	TRAD	2023-01-08T18:01:34Z		LEIRPT0001TRAD3		700	2023-01-08T09:01:34Z	LEIRPT0001	LEICP0002	TCTN	-
7	TERM	INCP	2023-01-09T18:01:34Z		LEIRPT0001TRAD3	LEIRPT0001POSC1	700	2023-01-08T09:01:34Z	LEIRPT0001	LEICP0002	TCTN	-
8	MODI	INCP	2023-01-09T18:02:34Z		LEIRPT0001POSC1		2,200	2023-01-05T09:01:34Z	LEIRPT0001	LEICP0002	PSTN	
9	MODI	ETRM	2023-01-10T15:01:34Z		LEIRPT0001POSC1		1,000	2023-01-05T09:01:34Z	LEIRPT0001	LEICP0002	PSTN	
10	MODI	ETRM	2023-01-11T11:01:34Z		LEIRPT0001POSC1		0	2023-01-05T09:01:34Z	LEIRPT0001	LEICP0002	PSTN	
11	VALU		2023-01-11T18:01:34Z		LEIRPT0001POSC1		0	2023-01-05T09:01:34Z	LEIRPT0001	LEICP0002	PSTN	0
12	TERM	ETRM	2023-01-12T15:01:34Z		LEIRPT0001POSC1		0	2023-01-05T09:01:34Z	LEIRPT0001	LEICP0002	PSTN	

## 4.6 Erreur et relance

Cet exemple illustre le cas d'un dérivé comptabilisé par erreur, puis résilié, mais qui doit être relancé parce que résilié par erreur.

Rangée	Type d'action	Type d'événement	Indicateur de modification	Horodatage de l'événement	Identifiant unique de transaction (UTI)	UTI antérieur (pour les relations d'une à une et d'une à plusieurs entre les transactions)	Montant notionnel	Horodatage de l'exécution	Contrepartie 1 (contrepartie déclarante)	Contrepartie 2
1	NEWT	TRAD		2023-04-01T14:15:36Z	LEI1RPT0001GGG		10000	2023-04-01T14:15:36Z	LEI1RPT0001	LEI2CP0002
2	EROR			2023-04-04T14:21:36Z	LEI1RPT0001GGG		10000	2023-04-01T14:21:36Z	LEI1RPT0001	LEI2CP0002
3	REVI			2023-04-05T14:21:36Z	LEI1RPT0001GGG		10000	2023-04-01T14:21:36Z	LEI1RPT0001	LEI2CP0002

## 4.7 Dérivé sur cryptoactifs

Rangée	Type d'action	Type d'événement	Dérivé sur cryptoactifs	Horodatage de l'événement	Identifiant unique de transaction (UTI)	Identifiant unique de produit	Montant notionnel	Horodatage de l'exécution	Contrepartie 1 (contrepartie déclarante)	Contrepartie 2
1	NEWT	TRAD	Vrai	2023-04-01T14:15:36Z	LEI1RPT0001GGG	JESXCC	10000	2023-04-01T14:15:36Z	LEI1RPT0001	LEI2CP0002

## 4.8 Mise à niveau

Cet exemple illustre la déclaration d'un événement de type « Mise à niveau », destiné à assurer la conformité avec des obligations de déclaration modifiées.

Rangée 1 : Exécution d'un nouveau dérivé le 2023-04-01.

Rangée 2 : Mise en application de nouvelles obligations de déclaration; déclaration du dérivé existant comme « Modifier-Mise à niveau » (MODI-UPDT) pour assurer la conformité aux nouvelles exigences<sup>84</sup>.

Rangée	Type d'action	Type d'événement	Horodatage de l'événement	Identifiant unique de transaction (UTI)	Montant notionnel	Méthode de valorisation	Horodatage de l'exécution	Catégorie de sûreté	Contrepartie 1 (contrepartie déclarante)	Contrepartie 2	Identifiant de la plateforme	Compensé
1	NEWT	TRAD	2023-04-01T14:15:36Z	LEI1RPT0001FFF	10000	MarkToMarket	2023-04-01T14:15:36Z	FULLY	LEI1RPT0001	LEI2CP0002	NULL	N
2	MODI	UPDT	2024-05-04T14:21:36Z	LEI1RPT0001FFF	10000	MTMA	2023-04-01T14:21:36Z	FLCL	LEI1RPT0001	LEI2CP0002	BILT	N

<sup>84</sup> Veuillez noter que l'exemple présenté ne constitue pas une liste exhaustive des champs touchés par les obligations de déclaration modifiées. Nous vous recommandons donc de consulter la règle pour connaître tous les champs qui peuvent être touchés.

## ANNEXE C OBLIGATIONS DU RÉFÉRENTIEL CENTRAL RECONNU EN MATIÈRE DE DIFFUSION PUBLIQUE DES DONNÉES SUR LES DÉRIVÉS

La rubrique 1 de l'Annexe C décrit les types de dérivés que le référentiel central reconnu doit diffuser publiquement.

La diffusion publique des événements du cycle de vie dont les données ne font pas état d'un nouveau prix par rapport aux données sur les dérivés initialement déclarées relativement au dérivé n'est pas obligatoire.

### Tableau 2

Les identifiants indiqués dans la colonne « Identifiant de l'actif sous-jacent » vis-à-vis de la catégorie d'actifs « Taux d'intérêt » dans le Tableau 2 renvoient à ce qui suit :

« CAD-BA-CDOR » s'entend de toutes les échéances du Canadian Dollar Offered Rate (CDOR). Le taux CDOR est une référence financière pour les acceptations bancaires dont la durée est d'un an ou moins actuellement calculée et administrée par Refinitiv.

« USD-LIBOR-BBA » s'entend de toutes les échéances du U.S. Dollar ICE LIBOR. Le taux ICE LIBOR est une référence administrée par l'ICE Benchmark Administration qui fournit une indication du taux moyen auquel une banque participante peut obtenir du financement non garanti sur le marché interbancaire de Londres pour une période donnée et dans une monnaie donnée.

« EUR-EURIBOR-Reuters » s'entend de toutes les échéances de l'Euro Interbank Offered Rate (Euribor). L'Euribor est un taux de référence publié par l'Autorité bancaire européenne qui est calculé à partir des taux d'intérêt moyens auxquels des banques européennes de premier ordre sélectionnées empruntent les unes des autres.

« GBP-LIBOR-BBA » s'entend de toutes les échéances du GBP Pound Sterling ICE LIBOR. Le taux ICE LIBOR est une référence administrée par l'ICE Benchmark Administration qui fournit une indication du taux moyen auquel une banque participante peut obtenir du financement non garanti sur le marché interbancaire de Londres pour une période donnée et dans une monnaie donnée.

Les identifiants indiqués dans la colonne « Identifiant de l'actif sous-jacent » vis-à-vis des catégories d'actifs « Crédit » et « Capitaux propres » dans le Tableau 2 renvoient à ce qui suit :

« Tous les indices » : toute mesure statistique d'un groupe d'actifs administrée par une organisation qui n'est pas membre du même groupe que les contreparties et dont la valeur et les méthodes de calcul sont rendues publiques.

### Dispenses Rubrique 2

La rubrique 2 de l'Annexe C précise certains types de dérivés qui sont exclus de l'obligation de diffusion publique prévue au paragraphe 3 de l'article 39 du règlement relativement aux données sur les transactions. À titre d'exemple, en vertu du paragraphe *a* de cette rubrique, les swaps de devises seraient dispensés. Les types de dérivés exclus en vertu du paragraphe *b* découlent de la compression de portefeuilles effectuée chaque fois qu'un dérivé est modifié ou conclu afin de réduire l'exposition notionnelle brute d'un dérivé ou d'un groupe de dérivés en cours tout en maintenant l'exposition nette. En vertu du paragraphe *c*, les dérivés qui découlent d'une novation par une chambre de compensation déclarante dans le cadre de la compensation d'un dérivé entre contreparties ne sont pas non plus visées par l'obligation de diffusion. Par conséquent, dans le cas des dérivés faisant intervenir une chambre de compensation déclarante, l'obligation relative à la diffusion publique prévue au paragraphe 7 ne s'applique qu'aux dérivés conclus par cette chambre de compensation pour son propre compte.

**Arrondissement  
Rubrique 3**

Les seuils d'arrondissement doivent être appliqués au montant notionnel d'un dérivé dans la monnaie du dérivé. Par exemple, un dérivé libellé en dollars américains serait arrondi et diffusé dans cette monnaie et non dans l'équivalent en dollars canadiens.

**Plafonnement  
Rubrique 4**

Pour tout dérivé libellé dans une autre monnaie que le dollar canadien, la rubrique 4 de l'Annexe C oblige le référentiel central reconnu à comparer le montant notionnel arrondi du dérivé dans cette monnaie au montant notionnel arrondi plafonné en dollars canadiens correspondant à la catégorie d'actifs et à l'échéance du dérivé. Pour ce faire, il doit convertir cette monnaie en dollars canadiens afin d'établir si le montant excède le plafond. La méthode utilisée pour convertir la monnaie étrangère en dollars canadiens, et inversement, à des fins de comparaison et pour publier le montant notionnel plafonné doit être transparente et cohérente.

Par exemple, pour comparer le montant notionnel arrondi d'un dérivé libellé en livres sterling aux plafonds figurant dans le Tableau 4, le référentiel central reconnu doit le convertir en dollars canadiens. Si le montant notionnel équivalent en dollars canadiens du dérivé libellé en livres sterling excède le plafond, le référentiel central reconnu doit diffuser le montant notionnel arrondi plafonné reconverti dans la monnaie du dérivé suivant un processus cohérent et transparent.

**Rubrique 6**

La rubrique 6 de l'Annexe C oblige le référentiel central reconnu à ajuster le champ de la prime de l'option de manière cohérente et proportionnée si le montant notionnel arrondi du dérivé excède le montant notionnel arrondi plafonné. L'ajustement devrait être proportionnel au rapport entre ces deux montants.

**Délais de diffusion  
Rubrique 7**

La rubrique 7 de l'Annexe C précise le moment où le référentiel central reconnu doit diffuser publiquement l'information prévue dans le Tableau 1. Ce délai est prévu pour que les contreparties aient suffisamment de temps pour conclure tout dérivé de sens inverse nécessaire à la couverture de leurs positions. Le délai s'applique à tous les dérivés, quelle que soit leur taille.

**Rubrique 8**

La rubrique 8 de l'Annexe C porte sur les situations où le référentiel central reconnu a besoin de périodes d'indisponibilité pour procéder à des essais, à des travaux de maintenance et à des mises à niveau. Il doit diffuser publiquement l'information requise dans le Tableau 1 dès que technologiquement possible après la fin de la période d'interruption. Pour évaluer ce qui est considéré comme « technologiquement possible », l'Autorité tient compte de la prévalence, de la mise en œuvre et de l'utilisation de la technologie par des référentiels centraux comparables. Elle peut également réaliser des examens indépendants pour déterminer l'état de la technologie.

Nous nous attendons à ce que le référentiel central reconnu planifie les périodes d'indisponibilité dans les moments où il reçoit le moins de données sur les dérivés, et qu'il en avise préalablement ses participants et le public sur son site Web, si possible.

Seuls les travaux de maintenance et les mises à niveau impossibles à effectuer pendant les périodes d'indisponibilité régulières devraient être réalisés de façon exceptionnelle. En pareil cas, l'interruption devrait survenir dans la période troublant le moins l'exécution des obligations du référentiel central reconnu en vertu du règlement.

**MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU  
RÈGLEMENT 91-506 SUR LA DÉTERMINATION DES DÉRIVÉS**

1. Le chapitre 2 de l'*Instruction générale relative au Règlement 91-506 sur la détermination des dérivés* est modifié par l'addition, dans la quatrième phrase de l'alinéa sous le sous-intitulé « Marchandise » figurant sous l'intitulé « **Paragraphe d de l'article 2 – Marchandises** » et après les mots « les indices », des mots « , ni aux cryptoactifs qui pourraient être assimilés à des instruments financiers ».



**M.O., 2024-15****Order number 2024-15 of the Minister of Finance,  
October 11, 2024**

Derivatives Act  
(chapter I-14.01)

CONCERNING the Regulation to amend the Regulation 91-507 respecting Trade Repositories and Derivatives Data Reporting

WHEREAS subparagraphs 2, 3, 9, 11, 12, 26, 27 and 29 of the first paragraph of section 175 of the Derivatives Act (chapter I-14.01) stipulates that the *Autorité des marchés financiers* may make regulations concerning the matters referred to in those paragraphs;

WHEREAS the fourth and fifth paragraphs of section 175 of the said Act stipulate that a draft regulation shall be published in the *Bulletin de l'Autorité des marchés financiers*, accompanied with the notice required under section 10 of the Regulations Act (chapter R-18.1) and may not be submitted for approval or be made before 30 days have elapsed since its publication;

WHEREAS the second and sixth paragraphs of the said section stipulate that every regulation made under section 175 must be submitted to the Minister of Finance for approval with or without amendment and comes into force on the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec* or any later date specified in the regulation;

WHEREAS the Regulation 91-507 respecting Trade Repositories and Derivatives Data Reporting has been approved by ministerial order no. 2013-21 dated December 6, 2013 (2013, G.O. 2, 3631);

WHEREAS there is cause to amend this regulation;

WHEREAS the draft regulation to amend the Regulation 91-507 respecting Trade Repositories and Derivatives Data Reporting was published in the *Bulletin de l'Autorité des marchés financiers*, volume 19, no. 22 of June 9, 2022;

WHEREAS the Authority made, on September 25, 2024, by the decision no. 2024-PDG-0046, the Regulation to amend the Regulation 91-507 respecting Trade Repositories and Derivatives Data Reporting;

WHEREAS there is cause to approve this regulation without amendment;

CONSEQUENTLY, the Minister of Finance approves without amendment the Regulation to amend the Regulation 91-507 respecting Trade Repositories and Derivatives Data Reporting appended hereto.

October 11, 2024

ERIC GIRARD  
*Minister of Finance*

**REGULATION TO AMEND REGULATION 91-507 RESPECTING TRADE REPOSITORIES AND DERIVATIVES DATA REPORTING**

Derivatives Act

(chapter I-14.01, s. 175, 1<sup>st</sup> par., subpar. (2), (3), (9), (11), (12), (26), (27) and (29))

1. Section 1 of Regulation 91-507 respecting Trade Repositories and Derivatives Data Reporting (chapter I-14.01, r. 1.1) is amended:

(1) in paragraph (1):

(a) by replacing “asset category underlying” in the definition of “asset class” by “category of the underlying interest of”;

(b) by inserting, after the definition of “board of directors”, the following:

““collateral and margin data” means data relating to collateral and margin posted or collected as of the date of reporting, in respect of the data elements listed in Appendix A under the headings “Data Elements Related to Collateral and Margin” and “Data Elements Related to Actions and Events”;

“commodity derivative” means a derivative for which the only underlying interest is a commodity other than cash or currency;”;

(c) by replacing the definition of “creation data” by the following:

““creation data” means data in respect of the data elements listed in Appendix A, other than under the headings “Data Elements Related to Collateral and Margin” and “Data Elements related to Valuation”;

(d) by striking out, in the definition of “derivatives data”, “related to a transaction” and replacing “pursuant to” by “under”;

(e) by inserting, after the definition of “derivatives data”, the following:

““Derivatives Service Bureau” means the subsidiary of the Association of National Numbering Agencies incorporated as The Derivatives Service Bureau (DSB) Limited and recognized by the Financial Stability Board as both the service provider for the unique product identifier system for derivatives and the operator of the unique product identifier reference data library, or any successor thereto;”;

(f) by replacing “opérations”, in the French text of the definition of “Global Legal Entity Identifier System”, by “transactions”;

(g) by inserting, after the definition of “Global Legal Entity Identifier System”, the following:

“investment fund” has the meaning ascribed to it in Regulation 81-106 respecting Investment Fund Continuous Disclosure (chapter V-1.1, r. 42);”;

(h) by replacing “Finance Ministers” in the definition of “Legal Entity Identifier System Regulatory Oversight Committee” by “finance ministers” and “Central Bank Governors” by “central bank governors”;

(i) by replacing “life-cycle”, in the definition of “life-cycle event”, by “lifecycle” and “transaction” by “derivative”;

(j) by replacing the definition of “life-cycle event data” by the following:

“lifecycle event data” means changes to creation data resulting from a lifecycle event and data in respect of the data elements listed in Appendix A under the heading “Data Elements Related to Actions and Events”;

(k) by replacing “transaction if, at the time of the”, in the definition of “local counterparty”, by “derivative if, at the time of a”, and subparagraphs (b) and (c) by the following:

“(b) the counterparty is a person subject to the registration requirement as a dealer under the Derivatives Act (chapter I-14.01);

“(c) the counterparty is an affiliated entity of a person to which paragraph (a) applies, and the person is liable for all or substantially all of the liabilities of the counterparty”;

(l) by inserting, after the definition of “local counterparty”, the following:

“notional amount threshold derivatives dealer” means a person subject to the registration requirement as a dealer under the Act to which paragraphs 44(1) or (2) of Regulation 93-101 respecting derivatives: business conduct, approved by Order number I-14.01-2023-21 of the Minister of Finance dated December 5, 2023, (2023), 51 G.O. II, applies”;

(m) by inserting, after the definition of “participant”, the following:

“position level data” means the lifecycle event data, valuation data, and collateral and margin data, each reported on an aggregated basis”;

“qualified reporting counterparty” means a reporting counterparty that is any of the following:

(a) a person subject to the registration requirement as a dealer under the Act;

(b) a Canadian financial institution;

(c) a reporting clearing house;

(d) an affiliated entity of a person referred to in paragraph (a) or (b);

(n) by replacing “transaction”, in the definition of “reporting counterparty”, by “derivative”;

(o) by replacing “operation”, in the French text of the definition of “operation”, by “transaction”;

(p) by replacing “transaction”, in the definition of the expression “user”, by “derivative” and striking out “and”;

(q) by inserting, after the definition of the expression “user”, the following:

““UTI” means unique transaction identifier;

““validation procedure” means a written rule, policy or procedure reasonably designed to validate that the derivatives data reported under this Regulation satisfies the derivatives data elements listed in Appendix A;”;

(r) by replacing the definition of “valuation data” by the following:

““valuation data” means data in respect of the data elements listed in Appendix A under the headings “Data Elements Related to Valuation” and “Data Elements Related to Actions and Events”;”;

(2) by replacing “considered to be an affiliate”, in paragraph (3), by “an affiliated entity” and striking out “if” after “, or”;

(3) by replacing subparagraphs (c) and (d), in paragraph (4), by the following:

“(c) all of the following apply:

(i) the second party is a limited partnership;

(ii) the first party is a general partner of the limited partnership referred to in subparagraph (i);

(iii) the first party has the power to direct the management and policies of the second party by virtue of being a general partner of the second party;

“(d) all of the following apply:

(i) the second party is a trust;

(ii) the first party is a trustee of the trust referred to in subparagraph (i);

(iii) the first party has the power to direct the management and policies of the second party by virtue of being a trustee of the second party.”;

(4) by inserting, after paragraph (5), the following:

“(5.1) Despite subsections (3) and (4), an investment fund is not an affiliated entity of another person for the purposes of this Regulation.”.

**2.** Section 3 of the Regulation is amended by replacing paragraph (3) by the following:

“(3) For a change to a matter set out in Form 91-507F1 other than a change referred to in subsection (1) or (2), a recognized trade repository must file an amendment to Form 91-507F1 in the manner set out in that Form at least annually.”.

**3.** Section 7 of the Regulation is amended by replacing subparagraph (a) of paragraph (2) by the following:

“(a) the rules, policies and procedures and its contracts are consistent with the laws applicable to those rules, policies, procedures and contracts, and that any material risk arising from a conflict between the laws of Québec and the laws of another jurisdiction of Canada or a foreign jurisdiction that apply to a contract with its participants is reasonably mitigated.”.

**4.** Section 8 of the Regulation is amended, in paragraph (1):

(1) by replacing subparagraph (a) by the following:

“(a) establish a clear organizational structure with responsibilities and direct lines of accountability, including roles and responsibilities in relation to the identification, measurement, monitoring and management of risks”;

(2) by inserting, after subparagraph (a), the following:

“(a.1) establish a clear risk management framework that includes the tolerance levels for the identified risks of the recognized trade repository,

“(a.2) establish processes for making decisions, including making decisions relating to crises and emergencies, and rules of accountability in respect of decisions relating to risk.”;

(3) by inserting, in subparagraph (c) and after “repository”, “and ensure that participants can efficiently access its derivatives data reporting services”.

5. Section 9 is amended by adding, after paragraph (4), the following:

“(5) A recognized trade repository must establish, implement and maintain policies and procedures to review the overall performance of the board of directors and the performance of each board member on a regular basis.”.

6. Section 11 is amended by replacing “upon” in subparagraphs (d) and (e) of paragraph (3) by “after”;

7. Section 12 is amended:

(1) by replacing “All” by “Any”;

(2) by striking out, in paragraph (a), “and equitably”, and after “participants,”, “and”;

(3) by inserting, in paragraph (b) before “publicly”, “at all times” and replacing “data.” by “data, and”;

(4) by adding, after paragraph (b), the following:

“(c) reviewed on a regular basis, at least once every two calendar years.”.

8. Section 14 of the Regulation is replaced by the following:

**“Receiving derivatives data**

“14. A recognized trade repository must not refuse to receive derivatives data from a participant for all derivatives of an asset class set out in its recognition order and in respect of all data elements listed in Appendix A.”.

9. Section 15 of the Regulation is amended by striking out “policies,” in the heading.

10. The Regulation is amended by replacing section 16 by the following:

**“Due Process**

“16. (1) Before making a decision that directly and adversely affects a participant or an applicant that applies to become a participant, a recognized trade repository must give the participant or applicant an opportunity to be heard.

(2) A recognized trade repository must keep records of, give reasons for, and provide for reviews of its decisions, including, for each applicant, the reasons for granting, denying or limiting access.”.

**11.** Section 17 of the Regulation is amended by replacing “on a completed transaction”, in subparagraph (b) of paragraph (1), by “relating to a derivative”.

**12.** Section 18 of the Regulation is amended:

(1) by replacing “accurately, completely”, in paragraph (1), by “without error or omission”;

(2) by replacing “in relation to a transaction for the life of the transaction and for a further”, in paragraph (2), by “for” and “transaction expires” by “derivative expires”.

**13.** Section 21 of the Regulation is amended:

(1) by replacing “**risk requirements**”, in the heading, by “**risks**”;

(2) by replacing “transactions”, in subparagraph (ii) of subparagraph (b) of paragraph (3), by “derivatives data”;

(3) by replacing “provide a”, in subparagraph (c) of paragraph (3), by “provide as soon as practicable a written” and “as soon as practicable” by “and any remedial action that the recognized trade repository has taken or intends to take”.

**14.** Section 22 of the Regulation is amended by replacing “transaction”, in subparagraph (b) of paragraph (2), by “derivative”.

**15.** The Regulation is amended by inserting, after section 22, the following:

**“Transactions executed anonymously on a derivatives trading facility**

**“22.1.** A recognized trade repository must not disclose the identity or legal entity identifier of a counterparty to another counterparty in respect of a transaction involving a local counterparty that is executed anonymously on a derivatives trading facility and results in a derivative that is cleared through a reporting clearing house.

**“Validation of data**

**“22.2. (1)** A recognized trade repository must establish, implement, maintain and enforce a validation procedure.

(2) A recognized trade repository must, as soon as technologically practicable after receiving derivatives data, notify a reporting counterparty, including an agent acting on its behalf, whether the derivatives data satisfies its validation procedure.

(3) A recognized trade repository must accept derivatives data that satisfies its validation procedure.

(4) A recognized trade repository must create and maintain records of all the derivatives data reported that failed to satisfy its validation procedure.

(5) A recognized trade repository must, for all derivatives required to be reported under this Regulation, including derivatives that have expired or terminated, accept a correction from a participant to an error or omission in derivatives data that the participant reported if the corrected derivatives data satisfies its validation procedure.”.

16. Section 23 of the Regulation is replaced by the following:

**“Verification of data**

“23. (1) For the purposes of this section,

(a) “verification participant” means a participant that is, or is acting on behalf of, a reporting counterparty to a derivative and that is subject to verification requirements;

(b) “verification requirements” means the requirements set out under paragraphs 26.1(b) or (c);

(2) A recognized trade repository must establish, implement, maintain and enforce written rules, policies and procedures under which a verification participant is allowed and enabled to carry out its verification requirements.”.

17. Section 25 of the Regulation is amended:

(1) by replacing all occurrences of “transaction” in paragraphs (1) and (2) by “derivative”;

(2) by replacing “transaction”, in paragraph (3) before “involving” and “is”, by “derivative”;

(3) by replacing all occurrences of “transaction”, in paragraph (4), by “derivative”;

(4) by adding, after paragraph (4), the following:

“(5) A local counterparty to a derivative to which subsection (3) applies must

(a) keep a record of the written agreement referred to in that paragraph for 7 years after the date on which the derivative expires or terminates, and



(b) keep the record referred to in paragraph (a) in a safe location and in a durable form.

“(6) Despite section 40, a local counterparty that agrees under subsection (3) to be the reporting counterparty for a derivative to which section 40 applies must report derivatives data in accordance with this Regulation.”.

**18.** Section 26 of the Regulation is amended:

(1) by replacing “to a transaction”, in paragraph (1), by “in respect of a derivative”;

(2) by replacing all occurrences of “transaction”, in paragraph (2), by “derivative”;

(3) by striking out “timely and accurate” in paragraph (3);

(4) in paragraph (5):

(a) by replacing all occurrences of “transaction” by “derivative”;

(b) by striking out, in subparagraph (a), “(b) or”;

(c) in subparagraph (b):

(i) by replacing “pursuant to”, in the text preceding subparagraph (i), by “under”;

(ii) by inserting, in subparagraph (i) and after “province”, “or territory”;

(5) by replacing paragraphs (6) and (7) by the following:

“(6) A reporting counterparty must ensure that all reported derivatives data relating to a derivative satisfies the validation procedure of the recognized trade repository to which the derivative is reported.

“(7) A reporting counterparty must ensure that all reported derivatives data relating to a derivative is reported to the same recognized trade repository or, if reported to the Authority under subsection (4), to the Authority.”;

(6) by striking out paragraph (8);

(7) by replacing paragraph (9) by the following:

“(9) If a local counterparty, other than a reporting clearing house, to a derivative that is required to be reported under this Regulation, and that is cleared through a reporting clearing house, has specified a recognized trade repository to which derivatives data in relation to the derivative is to be reported, the reporting clearing house

(a) must report the derivatives data to the specified recognized trade repository, and

(b) must not report derivatives data to another trade repository without the consent of the local counterparty.”.

19. The Regulation is amended by inserting, after section 26, the following:

**““Verification of data**

**“26.1.** A reporting counterparty must

(a) ensure that reported derivatives data does not contain an error or omission,

(b) verify, in the case of a reporting counterparty that is a notional amount threshold derivatives dealer, that the reported derivatives data does not contain an error or omission, at least once every calendar quarter, provided that there are at least two calendar months between verifications, and

(c) verify, in the case of a reporting counterparty that is a reporting clearing house, a Canadian financial institution or a person subject to the registration requirement as a dealer under the Act that is not a notional amount threshold derivatives dealer, that the reported derivatives data does not contain an error or omission, at least every 30 days.

**“Derivatives reported in error**

**“26.2** A reporting counterparty that reports a derivative in error must report the error to the recognized trade repository or, if the derivatives data was reported to the Authority under subsection 26(4), to the Authority, as soon as practicable after discovery of the error, and in no event later than the end of the business day following the day of discovery of the error.

**“Notification of errors and omissions with respect to derivatives data**

**“26.3** (1) A local counterparty, other than the reporting counterparty, must notify the reporting counterparty of an error or omission with respect to derivatives data relating to a derivative to which it is a counterparty as soon as practicable after discovery of the error or omission, and in no event later than the end of the business day following the day of discovery of the error or omission.

(2) A reporting counterparty must notify the Authority of a significant error or omission with respect to derivatives data as soon as practicable after discovery of the error or omission.

**“Transferring a derivative to a different recognized trade repository**

**“26.4 (1)** A reporting counterparty must not change the recognized trade repository to which derivatives data relating to a derivative is reported, unless the reporting counterparty complies with subsections (2) and (3).

(2) At least 5 business days before a change referred to in subsection (1) is made by a reporting counterparty, the reporting counterparty must provide notice of the change to the following:

- (a) the other counterparty to the derivative,
- (b) the recognized trade repository to which the derivatives data is reported before the change, and
- (c) the recognized trade repository to which the derivatives data is reported after the change.

(3) The reporting counterparty must include in the notice referred to in subsection (2) the UTI of the derivative and the date on which the reporting counterparty will begin reporting the derivatives data to the recognized trade repository referred to in paragraph (2)(c).

(4) After providing the notice referred to in subsection (2), the reporting counterparty must report the change of recognized trade repository as if it were a lifecycle event under section 32 to the recognized trade repository referred to in paragraph (2)(b) and the recognized trade repository referred to in paragraph (2)(c) on the same day, and must use the same UTI to identify the derivative in the report to each recognized trade repository.

(5) After changing the recognized trade repository, the reporting counterparty must report all derivatives data relating to the derivative to the recognized trade repository referred to in paragraph (2)(c) unless the reporting counterparty subsequently changes the recognized trade repository under this section.”.

**20.** Section 27 is amended by replacing “transaction”, in paragraph (c), by “derivative” and “unique transaction identifier” by “UTI”.

**21.** Section 28 of the Regulation is amended:

- (1) by replacing paragraph (1) by the following:

“(1) In all recordkeeping and reporting that is required under this Regulation, a recognized trade repository and a reporting counterparty must identify each counterparty to a derivative by means of a single legal entity identifier.”;

(2) by inserting, in subparagraph (b) of paragraph (2) after “counterparty”, “to a derivative required to be reported under this Regulation”;

(3) by striking out paragraph (3);

(4) by replacing paragraph (4) by the following:

“(4) Despite subsection (1), if a counterparty to a derivative is an individual or is not eligible to receive a legal entity identifier as determined by the Global Legal Entity Identifier System, the reporting counterparty and the recognized trade repository must identify the counterparty with a single unique alternate identifier”;

(5) by striking out paragraph (5).

22. Section 28.1 of the Regulation is amended:

(1) by inserting the following heading:

“**Maintenance and renewal of legal entity identifiers**”;

(2) by replacing “transaction” by “derivative”.

23. Section 29 of the Regulation is replaced by the following:

“**Unique transaction identifiers**

“29. (1) In all recordkeeping and reporting that is required under this Regulation, a recognized trade repository and a reporting counterparty must identify each derivative and each position under section 33.1, by means of a single UTI.

(2) For each derivative that is required to be reported under this Regulation, the following person must assign a single UTI to the derivative:

(a) if the derivative is also required to be reported under the securities legislation of a jurisdiction of Canada other than Québec, or under the laws of a foreign jurisdiction under which a derivative must be reported before being reported under this Regulation, the person required to assign the UTI under the securities legislation of that jurisdiction, or under the laws of that foreign jurisdiction;

(b) if paragraph (a) does not apply to the derivative and the derivative is cleared through a reporting clearing house, the reporting clearing house;

(c) if paragraphs (a) and (b) do not apply to the derivative and the transaction relating to the derivative is executed on a derivatives trading facility that has assigned a UTI to the derivative, the derivatives trading facility;

(d) if paragraphs (a) to (c) do not apply to the derivative, the reporting counterparty or, if there are two reporting counterparties, the reporting counterparty with the first legal entity identifier determined by sorting the legal entity identifiers alphanumerically with the characters of the legal entity identifiers reversed.

(3) Despite paragraph 2(d), if paragraphs 2(a) to (c) do not apply to the derivative and the counterparties to the derivative have agreed in writing that one of them will be the person responsible for assigning the UTI to the derivative, the counterparty that is responsible for the assignment under that agreement must assign the UTI.

(4) Despite subsection (2), a person that is required to assign a UTI under subsection (2) may request that a recognized trade repository assign the UTI if the person is either of the following:

(a) a notional amount threshold derivatives dealer;

(b) not a reporting clearing house, a derivatives trading facility, a Canadian financial institution or a person subject to the registration requirement as a dealer under the Act.

(5) If a person makes a request under subsection (4), the recognized trade repository must assign a UTI as soon as technologically practicable following receipt of the request.

(6) The person referred to in subsection (2) must assign a UTI as soon as practicable after execution of the transaction relating to the derivative and in no event later than the time that the derivative is required to be reported to a recognized trade repository under this Regulation.

(7) If a derivatives trading facility is required to assign a UTI under subsection (2), the derivatives trading facility must provide the UTI as soon as technologically practicable to the following:

(a) each counterparty to the derivative;

(b) if the derivative is submitted for clearing, the reporting clearing house to which the derivative is submitted for clearing.

(8) Subject to subsection (4), if one of the counterparties to an uncleared derivative is required to assign a UTI under subsections (2) or (3), the counterparty must transmit the UTI as soon as practicable to the following:

(a) the other counterparty to the derivative;

(b) if the derivative is submitted for clearing, to the reporting clearing house to which the derivative is submitted for clearing.

(9) If a recognized trade repository assigns a UTI under subsection (4), it must provide the UTI as soon as technologically practicable to the following:

- (a) each counterparty to the derivative;
- (b) if the derivative is submitted for clearing, to the reporting clearing house to which the derivative is submitted for clearing.”.

**24.** Section 30 of the Regulation is amended:

(1) by inserting, in paragraph (1) and after “identifies a”, “type of” and replacing “in accordance with international or industry standards” by “by the Derivatives Service Bureau”;

(2) by replacing paragraph (2) by the following:

“(2) In all recordkeeping and reporting that is required under this Regulation, a recognized trade repository and a reporting counterparty must identify each type of derivative by means of a single unique product identifier.”;

(3) by striking out paragraphs (3) and (4).

**25.** Section 31 of the Regulation is amended:

(1) by replacing paragraph (1) by the following:

“(1) Upon execution of a transaction relating to a derivative that is required to be reported under this Regulation, a reporting counterparty must report the creation data relating to that derivative to a recognized trade repository.

(2) by inserting, in paragraph (2) before “reporting counterparty”, “qualified” and replacing “transaction” by “derivative”;

(3) by replacing “If”, in paragraph (3), by “Despite subsection (2), if” and inserting, before “reporting counterparty”, “qualified”;

(4) by adding, after paragraph (4), the following:

“(5) A reporting counterparty that is not a qualified reporting counterparty in respect of a derivative must report creation data no later than the end of the second business day following the execution date of the transaction”.

**26.** Section 32 of the Regulation is replaced by the following:

**““Lifecycle event data**

**“32.** (1) For a derivative that is required to be reported under this Regulation, a qualified reporting counterparty must report all lifecycle event data to a recognized trade repository by the end of the business day on which the lifecycle event occurs.

(2) Despite subsection (1), if it is not technologically practicable to report lifecycle event data by the end of the business day on which the lifecycle event occurs, a qualified reporting counterparty must report all lifecycle event data to a recognized trade repository no later than the end of the business day following the day on which the lifecycle event occurs.

(3) A reporting counterparty that is not a qualified reporting counterparty in respect of a derivative must report all lifecycle event data to a recognized trade repository no later than the end of the second business day following the day on which the lifecycle event occurs.

(4) Despite subsections (1) to (3), the reporting clearing house through which a derivative is cleared must report the termination of the original derivative to the recognized trade repository to which the derivatives data in respect of that original derivative was reported by the end of the business day following the day on which the original derivative is terminated.”.

27. Section 33 of the Regulation is replaced by the following:

**“Valuation data and collateral and margin data**

“33. (1) For a derivative that is required to be reported under this Regulation, a reporting counterparty that is a person subject to the registration requirement as a dealer under the Act, a reporting clearing house or a Canadian financial institution must report to a recognized trade repository each business day

- (a) valuation data, and
- (b) collateral and margin data.

(2) If position level data in respect of derivatives has been reported under section 33.1, the reporting counterparty must calculate and report on the net amount of all purchases and sales reported as position level data for the derivatives.”.

28. The Regulation is amended by inserting, after section 33, the following:

**“Position level data**

“33.1 (1) For the purpose of section 32, a reporting counterparty may report lifecycle event data as position level data if each derivative for which the lifecycle event data is aggregated,

- (a) is in a class of derivatives in which each derivative is fungible with all other derivatives in the class, and
- (b) has no fixed expiration date or is a commodity derivative.

(2) For the purpose of subsection 33(1), a reporting counterparty that is a person subject to the registration requirement as a dealer under the Act, a reporting clearing house or a Canadian financial institution may report valuation data and collateral and margin data as position level data if each derivative for which the valuation data and collateral and margin data is aggregated,

(a) is in a class of derivatives in which each derivative is fungible with all other derivatives in the class, and

(b) has no fixed expiration date or is a commodity derivative.”.

**29.** Section 35 of the Regulation is amended by inserting, after “Despite”, “subsection 26(7) and”.

**30.** Section 36 of the Regulation is amended by replacing paragraph (1) by the following:

“(1) A reporting counterparty must keep records relating to a derivative that is required to be reported under this Regulation, including transaction records, for seven years after the date on which the derivative expires or terminates.”.

**31.** The Regulation is amended by inserting, after section 36, the following:

**“Derivatives Trading Facility**

**“36.1.** (1) In this section, “anonymous derivative” means a derivative for which the transaction is executed anonymously on a derivatives trading facility and that, at the time the transaction is executed, is intended to be cleared.

(2) Section 25 does not apply with respect to an anonymous derivative.

(3) Despite subsection (2), with respect to an anonymous derivative,

(a) a reference to “reporting counterparty” in the following provisions must be read as a reference to “derivatives trading facility”: subsections 22.2(2), 26(1), (2), (3), (4), (6) and (7), paragraph 26.1(a), sections 26.2, 26.3, 26.4 and 27, subsections 28(1) and (4), 29(1), 30(2) and 31(1), sections 35 and 36, subsection 37(3) and section 41.2, and

(b) a reference to “qualified reporting counterparty” in subsections 31(2) and (3) must be read as a reference to “derivatives trading facility”.

(4) Despite subsection (2), with respect to an anonymous derivative, a derivatives trading facility

(a) may report the legal entity identifier of an agent of a counterparty in respect of Data Element Number 1 “Counterparty 1 (reporting counterparty)” and Data Element Number 2 “Counterparty 2 (non-reporting counterparty)” identified in Appendix A if a transaction relating to the derivative is executed before the derivative is allocated among the counterparties on whose behalf the agent is acting;



(b) is not required to report the following data elements identified in Appendix A:

- (i) Data Element Number 20 “Inter-affiliate indicator”;
- (ii) Data Element Number 24 “Master agreement type”;
- (iii) Data Element Number 25 “Master agreement version”;
- (iv) Data Element Number 77 “Clearing exceptions and exemptions - Counterparty 1”;
- (v) Data Element Number 78 “Clearing exceptions and exemptions - Counterparty 2”;
- (vi) Data Element Number 96 “Level”;
- (vii) Data Element Number 121 “Crypto asset underlying indicator”.

(5) Despite subsection (2), with respect to an anonymous derivative, if a derivatives trading facility makes diligent efforts on a reasonably frequent basis to determine whether a participant of the derivatives trading facility, or its customer, is a local counterparty under paragraph (c) of the definition of “local counterparty” in any jurisdiction of Canada, but the derivatives trading facility has not yet made that determination, the participant, or its customer, is not a local counterparty under that paragraph for the purpose of reporting by the derivatives trading facility under this Regulation until the earlier of

(a) the date the derivatives trading facility determines that the participant, or its customer, is a local counterparty under that paragraph, and

(b) July 31, 2029.”.

**32.** Section 37 of the Regulation is amended by replacing “such”, in paragraph (3), by “the”.

**33.** Section 38 of the Regulation is amended:

- (1) by replacing “counterparties”, in the heading, by “participants”;
- (2) by replacing “A recognized”, in paragraph (1), by “Subject to section 22.1, a recognized”, “counterparties to a transaction” by “a participant that is, or is acting on behalf of, a counterparty to a derivative” and “that transaction which” by “the derivative that”;
- (3) by replacing paragraph (2) by the following:

“(2) A recognized trade repository must have appropriate authorization procedures in place to enable access under subsection (1) by a participant that is a non-reporting counterparty or acting on behalf of a non-reporting counterparty.”;

(4) by replacing “Each”, in paragraph (3), by “Subject to section 22.1, each” and “transaction” by “derivative”;

(5) by replacing “transaction”, in paragraph (4), by “derivative”.

**34.** Section 39 of the Regulation is amended:

(1) by replacing “number and where applicable, price, relating to the transactions”, in paragraph (1), by “and number, relating to the derivatives”;

(2) by striking out, in paragraph (2), “, geographic location of reference entity or asset” and replacing “maturity” by “expiration” and “transaction” by “derivative”;

(3) by replacing “transaction” in paragraph (3) before “reported” by “derivative” and adding at the end “for at least one year after each report is first made available”;

(4) by replacing “disclosing”, in paragraph (4), by “making”, “required by” by “available for the purpose of” and “to the transaction” by “to the derivative”.

(5) by replacing “is not required to make public any derivatives data for transactions entered into between affiliated persons”, in paragraph (6), by “must not make public derivatives data relating to a derivative between affiliated entities, unless otherwise required by law”.

**35.** Section 40 of the Regulation is replaced by the following:

**“Commodity derivatives**

**“40.** (1) **Despite** Part 3, and subject to subsection 25(5) and subsection (2) of this section, a local counterparty is not required to report derivatives data relating to a commodity derivative, if

(a) the local counterparty is not a qualified reporting counterparty, and

(b) the aggregate month-end gross notional amount under all outstanding commodity derivatives of the local counterparty, and of each affiliated entity of the local counterparty that is a local counterparty in a jurisdiction of Canada, other than under paragraph (b) of the definition of “local counterparty”, excluding derivatives with an affiliated entity, did not, in any calendar month in the preceding 12 calendar months, exceed \$250 000 000.

(2) If a local counterparty ceases to satisfy a criterion under paragraph (1)(a) or (b), the local counterparty must, 180 days after the date that the criterion ceased to be satisfied, begin to report derivatives data unless, during that 180-day period, the local counterparty again satisfies the criterion.”

**36.** Section 41 is amended by striking out, in paragraph (e), “, or the Corporation d’hébergement du Québec”;

37. The Regulation is amended by inserting, after section 41, the following:

**“Derivatives between affiliated entities**

“41.1 Despite Chapter 3, a reporting counterparty is not required to report derivatives data relating to a derivative if, at the time the transaction is executed,

(a) the counterparties to the derivative are affiliated entities and their financial statements are prepared on a consolidated basis in accordance with the accounting principles, as defined in Regulation respecting 52-107 Acceptable Accounting Principles and Auditing Standards (chapter V-1.1, r. 25);

(b) neither counterparty is a qualified reporting counterparty;

(c) the derivative is subject to centralized risk evaluation, measurement and control procedures reasonably designed to identify and manage risks;

(d) there is a written agreement setting out the terms of the transaction between the counterparties;

(e) the counterparties to the derivative maintain records of the derivative and make the records available to the Authority upon request.

**“Derivatives between a non-resident person subject to the registration requirement as a dealer under the Act and a non-local counterparty**

“41.2. (1) Despite Chapter 3, a reporting counterparty is not required to report derivatives data relating to a derivative if the derivative is required to be reported solely because one or both counterparties is a local counterparty under paragraph (b) of the definition of “local counterparty”.

(2) Subsection (1) does not apply if the derivative involves a counterparty that is either of the following:

(a) a counterparty that is a local counterparty under paragraph (b) of the definition of “local counterparty” and a qualified person under section 82 of the Act;

(b) an individual who is a resident of Québec.”

38. The Regulation is amended by replacing Appendix A by the following:

**“Appendix A  
Minimum Data Elements Required to be Reported to a Recognized Trade Repository**

Under chapter 3 of this Regulation, the reporting counterparty is required to provide a response for each data element unless the data element is not applicable to the derivative.

This Appendix contains each data element, its description and whether the data element must be made available to the public under each of chapter 4 and Appendix C to the Regulation.

In this Appendix, “derivatives data reporting rules of any jurisdiction of Canada” means Manitoba Securities Commission Rule 91-507 *Derivatives: Trade Reporting*, Ontario Securities Commission Rule 91-507 *Derivatives: Trade Reporting, Regulation 91-507 respecting Trade Repositories and Derivatives Data Reporting* (Québec) or Multilateral Instrument 96-101 *Derivatives: Trade Reporting*.

#### Data Elements Related to Counterparties

Data Element Number	Data Element Name	Data Element Description	Made Available to the Public
1	Counterparty 1 (reporting counterparty)	Identifier of the reporting counterparty.	N
2	Counterparty 2 (non-reporting counterparty)	Identifier of the non-reporting counterparty.	N
3	Counterparty 2 identifier source	Type of Counterparty 2 identifier.	N
4	Buyer identifier	Identifier of the counterparty that is the buyer.	N
5	Seller identifier	Identifier of the counterparty that is the seller.	N
6	Payer identifier	Identifier of the counterparty of the payer leg.	N
7	Receiver identifier	Identifier of the counterparty of the receiver leg.	N
8	Broker identifier	Identifier of a broker that acts as an intermediary for Counterparty 1 without becoming a counterparty.	N
9	Country and Province or Territory of Individual (non-reporting counterparty)	If an individual is a non-reporting counterparty, the individual's country of residence and, if the individual's residence is in Canada, the province or territory.	N

10	Jurisdiction of Counterparty 1	Each jurisdiction in which Counterparty 1 is: <ul style="list-style-type: none"> <li>• a local counterparty under paragraphs (a) or (c) of the definition of “local counterparty” of the derivatives data reporting rules of any jurisdiction of Canada,</li> <li>• a local counterparty under paragraph (b) of the definition of “local counterparty” of the derivatives data reporting rules of any jurisdiction of Canada, if the non-reporting counterparty is an individual who is a resident of the jurisdiction, and/or</li> <li>• a local counterparty under paragraph (b) of the definition of “local counterparty” and is a qualified person under section 82 of the Act.</li> </ul>	N
11	Jurisdiction of Counterparty 2	Each jurisdiction in which Counterparty 2 is: <ul style="list-style-type: none"> <li>• a local counterparty under paragraphs (a) or (c) of the definition of “local counterparty” of the derivatives data reporting rules of any jurisdiction of Canada, and/or</li> <li>• a local counterparty under paragraph (b) of the definition of “local counterparty” and is a qualified person under section 82 of the Act.</li> </ul>	N

#### Data Elements Related to Derivatives

Data Element Number	Data Element Name	Data Element Description	Made Available to the Public
12	Effective date	Unadjusted date at which obligations under the derivative come into effect, as provided in the confirmation.	Y
13	Expiration date	Unadjusted date at which obligations under the derivative cease to be effective, as provided in the confirmation.	Y
14	Execution timestamp	Date and time of execution of a transaction.	Y
15	Reporting timestamp	Date and time of submission of the report to the trade repository.	N
16	Unique transaction identifier (UTI)	Unique identifier that identifies a derivative or position throughout its lifecycle.	N

17	Prior UTI (for one-to-one and one-to-many relations between transactions)	UTI assigned to a derivative before the occurrence of a lifecycle event that resulted in the current derivative.	N
18	Subsequent position UTI	UTI of the position in which a derivative is included.	N
19	Prior USI (for one-to-one and one-to-many relations between transactions)	Unique swap identifier (USI) assigned to a derivative before the occurrence of a lifecycle event that resulted in the current derivative.	N
20	Inter-affiliate indicator	Indicator of whether the derivative is between two affiliated entities.	N
21	Submitter identifier	Identifier of the entity submitting derivatives data to the trade repository.	N
22	Platform identifier	Identifier of the trading facility on which the transaction was executed.	Y
23	Platform anonymous execution indicator	Indicator of whether the transaction was executed anonymously on a trading facility.	N
24	Master agreement type	Type of master agreement.	N
25	Master agreement version	Year of the master agreement version.	N

#### Data Elements Related to Notional Amounts and Quantities

Data Element Number	Data Element Name	Data Element Description	Made Available to the Public
26	Notional amount	Notional amount for each leg of a derivative: <ul style="list-style-type: none"> <li>• if the derivative is negotiated in a monetary amount, the amount specified in the derivative.</li> <li>• if the derivative is negotiated in a non-monetary amount, convert to a monetary amount.</li> </ul>	Y
27	Notional currency	For each leg of a derivative, the currency of the notional amount.	Y
28	Call amount	Monetary amount that a person has the right to buy under an option.	N
29	Call currency	Currency of the call amount of an option.	N
30	Put amount	Monetary amount that a person has the right to sell under an option.	N
31	Put currency	Currency of the put amount of an option.	N
32	Notional quantity	For each leg of a derivative negotiated in a non-monetary amount, the fixed notional quantity for each schedule period.	N

33	Quantity frequency	Period for which the quantity is quoted.	N
34	Quantity frequency multiplier	Number of periods of the quantity frequency.	N
35	Quantity unit of measure	For each leg of a derivative, the unit of measure of the total notional quantity and notional quantity.	N
36	Total notional quantity	For each leg of a derivative, the aggregate notional quantity of the underlying interest for the term of the derivative.	N
37	Notional quantity schedule - Unadjusted date on which the associated notional quantity becomes effective	For each notional quantity set out in a schedule, the date (unadjusted for business day convention) on which the notional quantity becomes effective.	N
38	Notional quantity schedule - Unadjusted end date of the notional quantity	For each notional quantity set out in a schedule, the end date (unadjusted for business day convention) of the notional quantity.	N
39	Notional quantity schedule -Notional quantity in effect on associated effective date	Each notional quantity, as set out in a schedule, in effect from the date referred to in Data Element Number 37 to the date referred to in Data Element Number 38.	N
40	Notional amount schedule - notional amount in effect on associated effective date	Each notional amount, as set out in a schedule, in effect from the date referred to in Data Element Number 41 to the date referred to in Data Element Number 42.	N
41	Notional amount schedule - unadjusted effective date of the notional amount	For each notional amount set out in a schedule, the date (unadjusted for business day convention) on which the notional amount becomes effective.	N
42	Notional amount schedule - unadjusted end date of the notional amount	For each notional amount set out in a schedule, the end date (unadjusted for business day convention) of the notional amount.	N

#### Data Elements Related to Prices

Data Element Number	Data Element Name	Data Element Description	Made Available to the Public
43	Exchange rate	Exchange rate between 2 different currencies specified in the derivative.	N
44	Exchange rate basis	Currency pair and order in which the exchange rate is denominated.	N

45	Fixed rate	For each leg of a derivative with periodic payments, the annual rate of the fixed leg.	Y
46	Price	Price specified in the derivative.	Y
47	Price currency	Currency in which the price is denominated.	Y
48	Price notation	Manner in which the price is expressed.	Y
49	Price unit of measure	Unit of measure in which the price is expressed.	N
50	Price schedule - unadjusted effective date of the price	For each price set out in a schedule, the date (unadjusted for business day convention) on which the price becomes effective.	N
51	Price schedule - unadjusted end date of the price	For each price set out in a schedule, the end date (unadjusted for business day convention) of the price.	N
52	Price schedule - price	Each price, as set out in a schedule, in effect from the date referred to in Data Element Number 50 to the date referred to in Data Element Number 51.	N
53	Spread	For each leg of a derivative, the specified spread on the reference price.	Y
54	Spread currency	For each leg of a derivative, the currency in which a spread is denominated.	Y
55	Spread notation	For each leg of a derivative, the manner in which a spread is expressed.	Y
56	Strike price	For a derivative that is an option, the price at which the owner of the option can buy or sell the underlying interest of the option.	Y
57	Strike price currency/currency pair	Currency, or the currency pair and order, in which the strike price is denominated.	N
58	Strike price notation	Manner in which the strike price is expressed.	Y
59	Unadjusted effective date of the price	Effective date (unadjusted for business day convention) of the price.	N
60	Unadjusted end date of the price	End date (unadjusted for business day convention) of the price.	N
61	Price in effect between the unadjusted effective and end dates	Price in effect from the date referred to in Data Element Number 59 to the date referred to in Data Element Number 60.	N



62	Effective date of the strike price	Effective date (unadjusted for business day convention) of the strike price.	N
63	End date of the strike price	End date (unadjusted for business day convention) of the strike price.	N
64	Strike price in effect on associated effective date	Strike price in effect from the date referred to in Data Element Number 62 to the date referred to in Data Element Number 63.	N
65	Strike price schedule – Unadjusted effective date of the strike price	For each strike price set out in a schedule, the date (unadjusted for business day convention) on which the strike price becomes effective.	N
66	Strike price schedule – Unadjusted end date of the strike price	For each strike price set out in a schedule, the end date (unadjusted for business day convention) of the strike price.	N
67	Strike price schedule - strike price	Each strike price, as set out in a schedule, in effect from the date referred to in Data Element Number 65 to the date referred to in Data Element Number 66.	N
68	Non-standardized term indicator	Indicator of whether a derivative has one or more additional provisions that materially affect the price of the derivative and that have not been disclosed to the public.	Y
69	Day count convention	For each leg of a derivative, the day count convention used to determine how interest payments are calculated.	Y
70	Floating rate reset frequency period	For each floating leg of a derivative, the period of the frequency of resets.	Y
71	Floating rate reset frequency period multiplier	For each floating leg of a derivative, the number by which the floating rate reset frequency period is multiplied to determine the frequency of periodic payment dates in respect of a reset.	Y

### Data Elements Related to Clearing

Data Element Number	Data Element Name	Data Element Description	Made Available to the Public
72	Cleared	Indicator of whether a derivative has been cleared, or is intended to be cleared, by a clearing agency.	Y
73	Central counterparty identifier	Identifier of the clearing agency that cleared the derivative.	N
74	Clearing account origin	Indicator of whether the clearing member acts as principal or agent.	N

75	Clearing member identifier	Identifier of the clearing member through which a derivative is cleared by a clearing agency.	N
76	Clearing receipt timestamp	Date and time, expressed using Coordinated Universal Time, that the original derivative was recorded as being received by the clearing agency for clearing.	N
77	Clearing exceptions and exemptions - Counterparty 1	Type of exemption from or exception to a mandatory clearing requirement applicable to Counterparty 1.	N
78	Clearing exceptions and exemptions – Counterparty 2	Type of exemption from or exception to a mandatory clearing requirement applicable to Counterparty 2.	N

#### Data Elements Related to Collateral and Margin

Data Element Number	Data Element Name	Data Element Description	Made Available to the Public
79	Collateralisation category	Indicator of whether there is an agreement in respect of collateral between the counterparties and the nature of the collateralisation.	N
80	Portfolio containing non-reportable component indicator	If collateral is reported on a portfolio basis, indicator of whether the portfolio includes derivatives exempted or excepted from reporting.	N
81	Initial margin posted by the reporting counterparty (pre-haircut)	Monetary value of the initial margin posted by the reporting counterparty before a haircut is applied.	N
82	Initial margin posted by the reporting counterparty (post-haircut)	Monetary value of the initial margin posted by the reporting counterparty after a haircut is applied.	N
83	Currency of initial margin posted	Currency in which the initial margin posted is denominated.	N
84	Initial margin collected by the reporting counterparty (pre-haircut)	Monetary value of the initial margin collected by the reporting counterparty before a haircut is applied.	N
85	Initial margin collected by the reporting counterparty (post-haircut)	Monetary value of the initial margin collected by the reporting counterparty after a haircut is applied.	N
86	Currency of initial margin collected	Currency in which the initial margin collected is denominated.	N

87	Variation margin posted by the reporting counterparty (pre-haircut)	Monetary value of the variation margin posted by the reporting counterparty before a haircut is applied.	N
88	Variation margin posted by the reporting counterparty (post-haircut)	Monetary value of the variation margin posted by the reporting counterparty after a haircut is applied.	N
89	Currency of variation margin posted	Currency in which the variation margin posted is denominated.	N
90	Variation margin collected by the reporting counterparty (pre-haircut)	Monetary value of the variation margin collected by the reporting counterparty before a haircut is applied.	N
91	Variation margin collected by the reporting counterparty (post-haircut)	Monetary value of the variation margin collected by the reporting counterparty after a haircut is applied.	N
92	Currency of variation margin collected	Currency in which the variation margin collected is denominated.	N
93	Variation margin collateral portfolio code	If collateral is reported on a portfolio basis, a unique code assigned by the reporting counterparty that identifies the variation margin related to the open transactions that are included in the portfolio.	N
94	Initial margin collateral portfolio code	If collateral is reported on a portfolio basis, a unique code assigned by the reporting counterparty that identifies the initial margin related to the open transactions that are included in the portfolio.	N

#### Data Elements Related to Actions and Events

Data Element Number	Data Element Name	Data Element Description	Made Available to the Public
95	Event timestamp	Date and time of occurrence of an event relating to a derivative.	Y
96	Level	Indicator of whether the report is in respect of a derivative or a position.	N
97	Event identifier	Unique identifier that links derivatives relating to an event.	N
98	Action type	Indicator of the type of action or reporting relating to the derivative or position.	Y
99	Event type	Indicator of the type of lifecycle event or reason for the action referred to in Data Element Number 98.	Y

100	Amendment indicator	Indicator of whether an amendment to the derivative relates to an event.	Y
-----	---------------------	--	---

#### Data Elements Related to Valuation

Data Element Number	Data Element Name	Data Element Description	Made Available to the Public
101	Valuation amount	Value of the derivative.	N
102	Valuation currency	Currency in which the valuation amount is denominated.	N
103	Valuation method	Source and method used to value the derivative.	N
104	Valuation timestamp	Date and time that the value of the derivative referred to in Data Element Number 101 was determined.	N
105	Next floating reference reset date	Next date on which the floating reference will reset.	N
106	Last floating reference value	Value of the floating reference on the date referred to in Data Element Number 107.	N
107	Last floating reference reset date	Most recent date of the floating reference reset.	N
108	Delta	Ratio of the change in the price of the derivative to the change in the price of the underlying interest of the derivative.	N

#### Data Elements Related to Packages

Data Element Number	Data Element Name	Data Element Description	Made Available to the Public
109	Package indicator	Indicator of whether the derivative is a component of a package if (a) 2 or more derivatives that are reported separately by the reporting counterparty are entered into under a single agreement, or (b) 2 or more reports relate to the same derivative and the derivative cannot be reported using a single report as a result of the reporting requirements of one or more jurisdictions of Canada or one or more foreign jurisdictions.	Y
110	Package identifier	Identifier of the package referred to in Data Element Number 109.	N

111	Package transaction price	Price of the package referred to in Data Element Number 109.	N
112	Package transaction price currency	Currency in which the package transaction price is denominated.	N
113	Package transaction spread	Price of the package referred to in Data Element Number 109, expressed as a spread.	N
114	Package transaction spread currency	Currency in which the package transaction spread is denominated.	N
115	Package transaction spread notation	Manner in which the package transaction spread is expressed.	N
116	Package transaction price notation	Manner in which the package transaction price is expressed.	N

### Data Elements Related to Product

Data Element Number	Data Element Name	Data Element Description	Made Available to the Public
117	Unique product identifier	Identifier of a unique code assigned by the Derivatives Service Bureau for a type of derivative.	Y
118	CDS index attachment point	Point at which the level of losses in the underlying portfolio of a credit default swap reduces the notional of a tranche.	N
119	CDS index detachment point	Point beyond which losses in the underlying portfolio of a credit default swap no longer reduce the notional of a tranche.	N
120	Index factor	Factor of the index version, or the percentage, used to determine the notional amount of a credit default swap.	Y
121	Crypto asset underlying indicator	Indicator of whether the underlying interest of the derivative is a crypto asset.	N
122	Custom basket code	Unique identifier for a custom basket of reference assets.	N
123	Custom basket indicator	Indicator of whether the derivative has a custom basket as its underlying interest.	Y
124	Basket constituent identifier	Identifier of a reference asset in the custom basket.	N
125	Basket constituent identifier source	Source of the basket constituent identifier referred to in Data Element Number 124.	N
126	Basket constituent number of units	Number of units of each reference asset in the custom basket.	N

127	Basket constituent unit of measure	Unit of measure in which the number of units referred to in Data Element Number 126 is expressed.	N
128	Underlier ID (Other)	Identifier of each underlying interest of the derivative.	N
129	Underlier ID (Other) source	Source of the Underlier ID (Other) referred to in Data Element Number 128.	N
130	Underlying asset trading platform identifier	Identifier of the platform on which the underlying interest referred to in Data Element Number 128 is traded.	N
131	Underlying asset price source	Source of the price used to determine the value or level of the underlying interest referred to in Data Element Number 128.	N
132	Embedded option type	Type of optional provision in a derivative.	Y

#### Data Elements Related to Payments and Settlement

Data Element Number	Data Element Name	Data Element Description	Made Available to the Public
133	Final contractual settlement date	Date in the agreement by which all obligations under the derivative are to be satisfied.	N
134	Settlement location	Place of settlement of the derivative.	N
135	Settlement currency	For each leg of the derivative, the currency in which the cash settlement is denominated.	Y
136	Other payment amount	Amount of each payment under the derivative except an option premium amount under Data Element Number 144.	Y
137	Other payment currency	Currency in which the other payment amount referred to in Data Element Number 136 is denominated.	Y
138	Other payment date	Date on which the other payment amount referred to in Data Element Number 136 is to be paid.	N
139	Other payment payer	Identifier of the payer of the other payment amount referred to in Data Element Number 136.	N
140	Other payment receiver	Identifier of the receiver of the other payment amount referred to in Data Element Number 136.	N
141	Other payment type	Reason for the payment referred to in Data Element Number 136.	Y

142	Payment frequency period	For each leg of a derivative, the unit of time of the frequency of payments.	Y
143	Payment frequency period multiplier	For each leg of a derivative, the number by which the payment frequency period is multiplied to determine the frequency of periodic payment dates.	Y
144	Option premium amount	Premium paid by a buyer of an option or swaption.	Y
145	Option premium currency	Currency in which the premium referred to in Data Element Number 144 is denominated.	Y
146	Option premium payment date	Date on which the premium referred to in Data Element Number 144 is paid.	N
147	First exercise date	First date on which an option can be exercised.	Y
148	Fixing date	For each leg of a derivative, the date on which the reference rate is determined.	N

”

39. Appendix C of the Regulation is amended:

- (1) by striking out the heading “**Instructions:**”;
- (2) by replacing item 1 by the following:

“1. Subject to items 2 to 6, a recognized trade repository must make available to the public, at no cost, for each data element set out in Appendix A opposite a “Y” in the “Made Available to the Public” column of that appendix, the data elements contained in Table 1 for a derivative in any of the asset classes and underlying asset identifiers listed in Table 2 for all of the following:

- (a) each derivative reported to the recognized trade repository under this Regulation;
- (b) each lifecycle event that changes the pricing of an existing derivative reported to the recognized trade repository under this Regulation;
- (c) each cancellation of a reported transaction or a correction of data relating to a transaction that was previously made available to the public, in each case resulting in a derivative referred to in paragraph (a) or a lifecycle event referred to in paragraph (b).”;

(3) by replacing Table 1 and Table 2 by the following:

“Table 1

#	Data Element Name	Data Element Description	Data Element Format	Allowable Values for Data Element
D1	Dissemination identifier	Unique and random identifier assigned by a recognized trade repository for each data message made available to the public.	Varchar(52)	Up to 52 alphanumeric characters
D2	Original dissemination identifier	For the following action types reported to the recognized trade repository under Data Element Number 98 of Appendix A, the Dissemination identifier assigned under Data Element Number D1: (a) Correct; (b) Terminate; (c) Error; (d) Revive; (e) Modify, if the Amendment indicator in Data Element Number 100 of Appendix A is reported to the recognized trade repository as True.	Varchar(52)	Up to 52 alphanumeric characters
D3	Dissemination timestamp	Date and time, to the nearest second, that a recognized trade repository makes data available to the public.	YYYY-MM-DDThh:mm:ssZ, based on Coordinated Universal Time	Any valid date/time based on ISO 8601 Date and time format.
D4	Unique product identifier short name	A humanly readable description made available by the Derivatives Service Bureau corresponding to the unique product identifier.	A list of allowable values and their format will be published by the Derivatives Service Bureau.	A list of allowable values and their format will be published by the Derivatives Service Bureau.

“Table 2

Asset Class	Underlying Asset Identifier
Interest Rate	CAD-BA-CDOR
Interest Rate	USD-LIBOR-BBA
Interest Rate	EUR-EURIBOR-Reuters
Interest Rate	GBP-LIBOR-BBA
Credit	All Indexes
Equity	All Indexes

”.

(4) by striking out “:” in the heading “Exemptions:”;

(5) by replacing “Notwithstanding item 1, each of”, in item 2, by “Item 1 does not apply to” and striking out “is exempt from the requirement to be publicly disseminated”;



- (6) by striking out “a transaction in” in paragraph (a) of item 2;
- (7) by replacing “transaction” in paragraphs (b) and (c) of item 2 by “derivative”;
- (8) by replacing item 3 by the following:

**“Rounding**

“3. A recognized trade repository must round, in accordance with the rounding conventions contained in Table 3, the notional amount of a derivative for which it makes transaction level data available to the public in accordance with the Regulation and item 1 of this Appendix.”;

- (9) by replacing item 4 to 6 by the following:

**“Capping**

“4. If the rounded notional amount, as determined under item 3, of a derivative referred to in item 1 exceeds the capped rounded notional amount, in Canadian dollars, according to the asset class and expiration date less effective date set out in Table 4

for that derivative, a recognized trade repository must make available to the public the capped rounded notional amount for the derivative in place of the rounded notional amount.”;

“5. When making transaction level data for a derivative to which item 4 applies available to the public, a recognized trade repository must state that the notional amount for the derivative has been capped.

“6. For each derivative referred to in item 1 for which the capped rounded notional amount is made available to the public, if the data to be made available to the public includes an option premium, a recognized trade repository must adjust the option premium in a manner that is consistent with and proportionate to the capping and rounding of the reported notional amount of the derivative.”;

- (10) by replacing “**Maturity**”, in Table 4, by “**Expiration**”;
- (11) by replacing item 7 by the following:

**“Timing**

“7. A recognized trade repository must make the information referred to in item 1 available to the public 48 hours after the time reported for Data Element Number 14 of Appendix A for the derivative.”;

(12) by adding, after item 7, the following:

“8. If it is not technologically practicable to disseminate the required information 48 hours after the time and date represented by the execution timestamp field of the derivative due to periods of downtime required for operational maintenance, system upgrades, system repairs, disaster recovery exercises or any other exercises related to operating the recognized trade repository in accordance with this Regulation and its recognition order, the recognized trade repository must disseminate the required information as soon as technologically practicable following the conclusion of the period of downtime.”

40. Form 91-507F1 of the Regulation is amended by replacing all occurrences of “livres et dossiers”, in the French text, by “dossiers”.

41. Form 91-507F2 of the Regulation is amended, in the French text:

(1) by replacing “**RECONNAISSANCE**”, in the heading, by “**DE DÉSIGNATION**”;

(2) by replacing “et de reconnaissance”, in items 8, 9 et 10, by “et de désignation”;

(3) by replacing all occurrences of “reconnaissance”, in the paragraph under the heading “**AGENT CONSENT TO ACT AS AGENT FOR SERVICE**”, by “designation”.

42. Form 91-507F3 of the Regulation is amended by replacing “transaction”, in the paragraph under the heading “**Annexe C**”, by “derivative”.

43. This Regulation comes into force on July 25, 2025.

107067



## ***POLICY STATEMENT TO REGULATION 91-507 RESPECTING TRADE REPOSITORIES AND DERIVATIVES DATA REPORTING***

### **GENERAL COMMENTS**

#### **Introduction**

This Policy Statement sets out the views of the Autorité des marchés financiers (the “Authority” or “we”) on various matters relating to *Regulation 91-507 respecting Trade Repositories and Derivatives Data Reporting* (chapter I-14-01, r. 1.1) (the “Regulation”) and related securities legislation.

Except for Part 1, the numbering of Parts, sections and subsections in this Policy Statement generally corresponds to the numbering in the Regulation. Any general guidance for a Part or section appears immediately after the Part or section name. Any specific guidance on a section or subsection follows any general guidance. If there is no guidance for a Part, section or subsection, the numbering in this Policy Statement will skip to the next provision that does have guidance.

#### **Definitions and interpretation**

Unless defined in the Regulation or this Policy Statement, terms used in the Regulation and in this Policy Statement have the meaning given to them in the *Derivatives Act* (chapter I-14.01) (the “Act”), *Regulation 14-101 respecting Definitions* (chapter V-1.1, r.3) and *Regulation 14-501Q respecting Definitions* (chapter V-1.1, r.4).

In this Policy Statement,

“CPMI” means the Committee on Payments and Market Infrastructures<sup>1</sup>;

“cleared derivative” means a derivative that is created under the rules of a clearing house and to which the clearing house is a counterparty, including any derivative resulting from a novation of an original derivative upon acceptance of the original derivative for clearing;

“derivatives party”<sup>2</sup> means, in relation to a person subject to the registration requirement as a dealer under the Act any of the following:

(a) a person for which the person subject to the registration requirement as a dealer under the Act acts or proposes to act as an agent in relation to a transaction;

(b) a person that is, or is proposed to be, a party to a derivative if the person subject to the registration requirement as a dealer under the Act is the counterparty;

<sup>1</sup> Prior to September 1, 2014, CPMI was known as the Committee on Payment and Settlement Systems

<sup>2</sup> The term “derivatives party” is similar to the concept of a “client” in *Regulation 31-103 respecting Registration Requirements, Exemptions and Ongoing Registration Obligations* (chapter V-1.1, r. 10). We have used the term “derivatives party” instead of “client” to reflect the circumstance where a person subject to the registration requirement as a dealer under the Act may not regard its counterparty as its “client.”

“FMI” means a financial market infrastructure, as described in the PFMI Report,

“Global LEI System” means the Global Legal Entity Identifier System,

“IOSCO” means the Technical Committee of the International Organization of Securities Commissions,

“LEI” means a legal entity identifier,

“PFMI Report” means the April 2012 final report entitled *Principles for financial market infrastructures* published by CPMI and IOSCO, as amended from time to time,<sup>3</sup>

“principle” means, unless the context otherwise indicates, a principle set out in the PFMI Report,

“ROC” means the Legal Entity Identifier System Regulatory Oversight Committee;

“uncleared derivative” means a derivative that is not a cleared derivative, and includes both (i) an original derivative and (ii) a derivative that is not intended to be cleared (for example, under the terms of an ISDA Master Agreement),

“UPI” means a unique product identifier.

## **PART 1 DEFINITIONS AND INTERPRETATION**

### **Section 1 - Definitions and interpretation**

The definitions of “collateral and margin data”, “creation data” and “valuation data” refer to data elements listed in Appendix A to the Regulation. The CSA Derivatives Data Technical Manual, attached as Appendix A to this Policy, provides additional guidance relating to the data elements listed in Appendix A of the Regulation. This detailed guidance clarifies the technical aspects of data that should be included in “collateral and margin data”, “creation data” and “valuation data”.

#### **Section 1 – Definition of lifecycle event**

A “lifecycle event” is defined in the Regulation as an event that results in a change to derivatives data previously reported to a recognized trade repository. Where a lifecycle event occurs, the corresponding lifecycle event data must be reported under section 32 of the Regulation. When reporting a lifecycle event, there is no obligation to re-report derivatives data that has not changed – only new data and changes to previously reported data need to be reported. Examples of a lifecycle event include:

- a change to the termination date for the derivative,
- a change in the cash flows, payment frequency, currency, numbering convention, spread, benchmark, reference entity or rates originally reported,

<sup>3</sup> The PFMI Report is available on the Bank for International Settlements’ website ([www.bis.org](http://www.bis.org)) and the IOSCO website ([www.iosco.org](http://www.iosco.org)).

- the availability of a LEI for a counterparty previously identified by some other identifier,
- a corporate action affecting a security or securities on which the derivative is based (e.g., a merger, dividend, stock split, or bankruptcy),
- a change to the notional amount of a derivative including contractually agreed upon changes (e.g., amortization schedule),
- the exercise of a right or option that is an element of the derivative, and
- the satisfaction of a level, event, barrier or other condition contained in the derivative.

### **Section 1 – Definition of local counterparty**

The definition of “local counterparty” includes a number of factors that are different from the addresses under a counterparty’s LEI. As a result, the Authority does not view using the address information in a counterparty’s LEI as an acceptable substitute for determining whether the counterparty is a local counterparty in Québec.

With respect to the reference to “a person subject to the registration requirement as a dealer under the Derivatives Act” under paragraph (b), a person does not need to have a physical location, staff or other presence in Québec to be a person subject to the registration requirement as a dealer under the Act. A person subject to the registration requirement as a dealer under the Act is a person that conducts the described activities in Québec. For example, this would include a person that is located in Québec and that conducts dealing activities in Québec or in a foreign jurisdiction. This would also include a person located in a foreign jurisdiction that conducts dealing activities with a derivatives party located in Québec. Please see below under section 41.2 with respect to an exclusion from the reporting requirement that may be relevant in relation to this paragraph of the definition of “local counterparty”.

Even though the definition of “local counterparty” does not include an individual who is a resident of Québec, a person subject to the registration requirement as a dealer under the Act is required to report transactions with such individuals because the person subject to the registration requirement as a dealer under the Act is a local counterparty. Reporting counterparties are required to identify the “country and province of individual” in data element #9 specified in Appendix A to the Regulation, whether or not such individuals have an LEI.

#### *Person subject to the registration requirement as a dealer under the Act - Factors in determining a business purpose*

Obligations, under the Regulation, imposed on a person subject to the registration requirement as a dealer under the Act, apply to a person who engages or purports to engage in the business of derivatives trading, irrespective of whether the person is a registrant or is exempt from the registration requirement as a dealer under the Act.

In determining whether a person is engaged or purported to engage in the business of derivatives trading, a number of factors should be considered. Several factors that we consider relevant are described below. This is not a complete list and other factors may also be considered.

- *Acting as a market maker* – Market making is generally understood as the practice of routinely standing ready to transact derivatives by
  - responding to requests for quotes on derivatives, or
  - making quotes available to other persons that seek to transact derivatives, whether to hedge a risk or to speculate on changes in the market value of the derivative.

Market makers are typically compensated for providing liquidity through spreads, fees or other compensation, including fees or compensation paid by an exchange or a trading facility that do not relate to the change in the market value of the derivative transacted. A person that contacts another person about a transaction to accommodate its own risk management needs or to speculate on the market value of a derivative will not, typically, be considered to be acting as a market maker.

A person will be considered to be “routinely standing ready” to transact derivatives if it is responding to requests for quotes or it is making quotes available with some frequency, even if it is not on a continuous basis. Persons that respond to requests or make quotes available occasionally are not “routinely standing ready”.

A person would also typically be considered to be a market maker when it holds itself out as undertaking the activities of a market maker.

Engaging in bilateral discussions relating to the terms of a transaction will not, on its own, constitute market making activity.

- *Directly or indirectly carrying on the activity with repetition, regularity or continuity* – Frequent or regular transactions are a common indicator that a person may be engaged in trading for a business purpose. The activity does not have to be its sole or even primary endeavour for it to be in the business. We consider regularly trading in any way that produces, or is intended to produce, profits to be for a business purpose.

- *Facilitating or intermediating transactions* – The person provides services relating to the facilitation of trading or intermediation of transactions between third-party counterparties to derivatives contracts.

- *Transacting with the intention of being compensated* – The person receives, or expects to receive, any form of compensation for carrying on transaction activity. This would include any compensation that is transaction or value-based including compensation from spreads or built-in fees. It does not matter if the person actually receives compensation or what form the compensation takes. However, a person would not be considered to be a person subject to the registration requirement as a dealer under the Act solely by reason that it realizes a profit from changes in the market price for the derivative (or its underlying reference asset), regardless of whether the derivative is intended for the purpose of hedging or speculating.

- *Directly or indirectly soliciting in relation to transactions* – The person directly solicits transactions. Solicitation includes contacting someone by any means, including

communication that offers (i) transactions, (ii) participation in transactions or (iii) services relating to transactions. This would include providing quotes to a derivatives party or a potential derivatives party that are not provided in response to a request. This also includes advertising on the internet with the intention of encouraging transacting in derivatives by local persons. A person might not be considered to be soliciting solely because it contacts a potential derivatives party, or a potential derivatives party contacts them to enquire about a transaction, unless it is the person's intention or expectation to be compensated as a result of the contact. For example, a person that wishes to hedge a specific risk is not necessarily soliciting for the purpose of the Regulation if it contacts multiple potential derivatives parties to enquire about potential transactions to hedge the risk.

- *Engaging in activities similar to a dealer* – The person carries out any activities related to transactions involving derivatives that would reasonably appear, to a third party, to be similar to the activities discussed above. This would not include the operator of an exchange or a clearing house.
- *Providing derivatives clearing services* – The person provides services to allow third parties, including a derivatives party, to clear derivatives through a clearing house. These services are actions in furtherance of a derivative conducted by a person that would typically play the role of an intermediary in the derivatives market.

In determining whether or not it is, for the purposes of the Regulation, a person subject to the registration requirement as a dealer under the Act, a person should consider its activities holistically. We do not consider that all of the factors discussed above necessarily carry the same weight or that any one factor will be determinative.

*Factors in determining a business purpose – general*

Generally, we would consider a person that engages or purports to engage in the activities discussed above in an organized and repetitive manner to be a person subject to the registration requirement as a dealer under the Act. Ad hoc or isolated instances of the activities discussed above may not necessarily result in a person being subject to registration requirement as a dealer under the Act. Similarly, organized and repetitive proprietary trading, in and of itself, absent other factors described above, may not result in a person being considered to be a person subject to the registration requirement as a dealer under the Act for the purposes of the Regulation.

As stated above, a person does not need to have a physical location, staff or other presence in Québec to be a person subject to the registration requirement as a dealer under the Act; the person must conduct the activities described above in Québec. This would include a person located in a foreign jurisdiction that conducts dealing activities with a derivatives party located in Québec. This would also include a person that is located in Québec and that conducts dealing activities in a foreign jurisdiction.

In other words, where dealing activities are provided to a derivatives party in Québec or where dealing activities are otherwise conducted within Québec, regardless of the location of the derivatives party, we would generally consider a person to be subject to the registration requirement as a dealer under the Act.

## Section 1 – Definition of transaction

The term “transaction” is defined in the Regulation to reflect the fact that certain types of activities or events, must be reported as a unique derivative. The definition does not include material amendments and termination.

A material amendment to a derivative is not a “transaction” and is required to be reported as a lifecycle event in connection with an existing derivative under section 32. Similarly, a termination is not a “transaction”, as the expiry or termination of a derivative is required to be reported as a lifecycle event under section 32.

In addition, the definition of “transaction” in the Regulation includes a novation to a clearing house. Each derivative resulting from a novation of a bilateral derivative to a clearing house is required to be reported as a distinct derivative with reporting links to the original derivative.

## PART 2

### TRADE REPOSITORY RECOGNITION AND ONGOING REQUIREMENTS

#### Introduction

Part 2 contains rules for recognition of a trade repository and ongoing requirements for a recognized trade repository. To obtain and maintain a recognition as a trade repository, a person must comply with these rules and requirements in addition to all of the terms and conditions in the recognition order made by the Authority. In order to comply with the reporting obligations contained in Part 3, a reporting counterparty must report to a recognized trade repository. While there is no prohibition on an unrecognized trade repository operating in Québec, a counterparty that reports a derivative to an unrecognized trade repository would not be in compliance with its reporting obligations under the Regulation with respect to that derivative.

The legal entity that applies to be a recognized trade repository will typically be the entity that operates the facility and collects and maintains records of derivatives data reported to the trade repository by other persons. In some cases, the applicant may operate more than one trade repository facility. In such cases, the trade repository may file separate forms in respect of each trade repository facility, or it may choose to file one form to cover all of the different trade repository facilities. If the latter alternative is chosen, the trade repository must clearly identify the facility to which the information or changes submitted under this Part 2 apply.

#### Section 2 - Trade repository initial filing of information and recognition

In determining whether to recognize an applicant as a trade repository under sections 12 and 15 of the Act, it is anticipated that the Authority will consider a number of factors, including

- whether it is in the public interest to recognize the applicant,
- the manner in which the trade repository proposes to comply with the Regulation,
- whether the trade repository has meaningful representation, as described in subsection 9(2), on its governing body,



- whether the trade repository has sufficient financial and operational resources for the proper performance of its functions,
- whether the rules and procedures of the trade repository ensure that its business is conducted in an orderly manner that fosters fair, efficient and competitive capital markets, and improves transparency in the derivatives market,
- whether the trade repository has policies and procedures to effectively identify and manage conflicts of interest arising from its operation or the services it provides,
- whether the requirements of the trade repository relating to access to its services are fair and reasonable,
- whether the trade repository's process for setting fees is fair, transparent and appropriate,
- whether the trade repository's fees are inequitably allocated among the participants, have the effect of creating barriers to access or place an undue burden on any participant or class of participants,
- the manner and process for the Authority and other applicable regulatory agencies to receive or access derivatives data, including the timing, type of reports, and any confidentiality restrictions,
- whether the trade repository has robust and comprehensive policies, procedures, processes and systems to ensure the security and confidentiality of derivatives data, and
- whether the trade repository has entered into a memorandum of understanding with its local securities or derivatives regulator.

The Authority will examine whether the trade repository has been, or will be, in compliance with securities legislation. This includes compliance with the Regulation and any terms and conditions attached to the Authority's recognition order in respect of a recognized trade repository.

As part of this examination, a trade repository that is applying for recognition must demonstrate that it has established, implemented, maintained and enforced appropriate written rules, policies and procedures that are in accordance with standards applicable to trade repositories, as required by the Regulation. We consider that these rules, policies and procedures include, but are not limited to, the principles and key considerations and explanatory notes applicable to trade repositories in the PFMI Report. The applicable principles, which have been incorporated into the Regulation and the interpretation of which we consider ought to be consistent with the PFMI Report, are set out in the following chart, along with the corresponding sections of the Regulation:

<i>Principle in the PFMI Report applicable to a trade repository</i>	<i>Relevant section(s) of the Regulation</i>
Principle 1: Legal Basis	Section 7 – Legal framework Section 17 – Rules, policies and procedures (in part)
Principle 2: Governance	Section 8 – Governance Section 9 – Board of directors Section 10 – Management
Principle 3: Framework for the comprehensive management of risks	Section 19 – Comprehensive risk management framework Section 20 – General business risk (in part)
Principle 15: General business risk	Section 20 – General business risk
Principle 17: Operational risk	Section 21 – System and other operational risks Section 22 – Data security and confidentiality Section 24 – Outsourcing
Principle 18: Access and participation requirements	Section 13 – Access to recognized trade repository services Section 16 – Due process (in part) Section 17 – Rules, policies and procedures (in part)
Principle 19: Tiered participation arrangements	Section 7 – Legal Framework Section 19 – Comprehensive risk-management framework Section 21 – System and other operational risks
Principle 20: FMI links	Section 7 – Legal Framework Section 19 – Comprehensive risk-management framework Section 21 – System and other operational risks Section 24 – Outsourcing

Principle 21: Efficiency and effectiveness	Section 7 – Legal framework Section 8 - Governance Section 11 – Chief compliance officer Section 12 – Fees Section 21 – System and other operational risks
Principle 22: Communication procedures and standards	Section 15 – Communication policies, procedures and standards
Principle 23: Disclosure of rules, key procedures, and market data	Section 17 – Rules, policies and procedures (in part)
Principle 24: Disclosure of market data by trade repositories	Sections in Part 4 – Data Dissemination and Access to Data

It is anticipated that the Authority will apply the principles in its oversight activities of recognized trade repositories. Therefore, in complying with the Regulation, recognized trade repositories will be expected to observe the principles.

The forms filed by an applicant or recognized trade repository under the Regulation will be kept confidential in accordance with the provisions of the applicable legislation. The Authority is of the view that the forms generally contain proprietary financial, commercial and technical information, and that the cost and potential risks to the filers of disclosure outweigh the benefit of the principle requiring that forms be made available for public inspection. However, the Authority would expect a recognized trade repository to publicly disclose its responses to the CPMI-IOSCO consultative report entitled *Disclosure framework for financial market infrastructures*, which is a supplement to the PFMI Report<sup>4</sup>. In addition, much of the information that will be included in the forms that are filed will be required to be made publicly available by a recognized trade repository pursuant to the Regulation or the terms and conditions of the recognition order imposed by the Authority.

While Form 91-507F1 *Application for Recognition and Trade Repository Information Statement* and any amendments to it will be kept generally confidential, if the Authority considers that it is in the public interest to do so, it may require the applicant or recognized trade repository to publicly disclose a summary of the information contained in the form, or amendments to it.

Notwithstanding the confidential nature of the forms, an applicant's application itself (excluding forms) will be published for comment pursuant to section 14 of the Act.

<sup>4</sup> Publication available on the BIS website ([www.bis.org](http://www.bis.org)) and the IOSCO website ([www.iosco.org](http://www.iosco.org)).

### Section 3 – Change in information

#### *Significant changes*

Under subsection 3(1), a recognized trade repository is required to file an amendment to the information provided in Form 91-507F1 at least 45 days prior to implementing a significant change. The Authority would consider a change to be significant when it could significantly impact a recognized trade repository, its systems, its users, participants, market participants, or the capital markets (including derivatives markets and the markets for assets underlying a derivative). A change may significantly impact a recognized trade repository if it is likely to give rise to potential conflicts of interest, to limit access to its services, to make changes to its structure with direct impact to users, to affect regulators' access to data, or to result in additional costs.

The Authority would generally consider a significant change to include, but not be limited to, the following:

- a change in the structure of the recognized trade repository, including procedures governing how derivatives data is collected and maintained (including in any back-up sites), that has or may have a direct and significant impact on users in Québec,
- a change to the services provided by the recognized trade repository, or a change that affects the services provided, including the hours of operation, that has or may have a direct and significant impact on users in Québec,
- a change to means of access to the recognized trade repository's facility and its services, including changes to data formats or protocols, that has or may have a direct and significant impact on users in Québec,
- a change to the types of derivative asset classes or categories of derivatives that may be reported to the recognized trade repository,
- a change to the systems and technology used by the recognized trade repository that collect, maintain and disseminate derivatives data, including matters affecting capacity,
- a change to the governance of the recognized trade repository that involves a significant change to the structure of its board of directors or board committees and/or their related mandates,
- a change in control of the recognized trade repository,
- a change in entities that provide key services or systems to, or on behalf of, the recognized trade repository where such change may have a significant impact on the functioning of the recognized trade repository,
- a change to outsourcing arrangements for key services or systems of the recognized trade repository where such change may have a significant impact on the functioning of the recognized trade repository,

- a change to fees or the fee structure of the recognized trade repository,
- a change in the recognized trade repository's policies and procedures relating to risk management, including relating to business continuity and data security, that has or may have a direct and significant impact on the recognized trade repository's provision of services to its participants,
- the commencement of a new type of business activity, either directly or indirectly through an affiliated entity, and
- a change in the location of the recognized trade repository's head office or primary place of business, or a change in the location where the main data servers or contingency sites are housed, where such change in location is in a different province, territory or country than the current location.

The Authority generally considers a change in a recognized trade repository's fees or fee structure to be a significant change. However, the Authority acknowledges that recognized trade repositories may frequently change their fees or fee structure and may need to implement fee changes within timeframes that are shorter than the 45-day notice period contemplated in subsection (1). To facilitate this process, subsection 3(2) provides that a recognized trade repository may provide information that describes the change to fees or fee structure in a shorter timeframe (at least 15 days before the implementation date of the change to fees or fee structure). See below in relation to section 12 for guidance with respect to fee requirements applicable to recognized trade repositories.

The Authority will endeavour to review amendments to Form 91-507F1 filed in accordance with subsections 3(1) and (2) before the proposed date of implementation of the change. However, where the changes are complex, raise regulatory concerns, or when additional information is required, the Authority's review may exceed these timeframes.

#### *Changes that are not significant*

Subsection 3(3) sets out the filing requirements for changes to information provided in a filed Form 91-507F1 other than those described in subsections 3(1) or (2). Such changes to information are not considered significant and include the following:

- changes that would not have a direct and significant impact on the recognized trade repository's structure or participants, or more broadly on market participants or the capital markets;
- changes in the routine processes, policies, practices, or administration of the recognized trade repository that would not impact participants;
- changes due to standardization of terminology;
- changes to the types of recognized trade repository participants in Québec;
- necessary changes to conform to applicable regulatory or other legal requirements of a jurisdiction of Canada;

- minor system or technology changes that would not significantly impact the system or its capacity.

For the changes referred to in subsection 3(3), the Authority may review these filings to ascertain whether they have been categorized appropriately. If the Authority disagrees with the categorization, the recognized trade repository will be notified in writing. Where the Authority determines that changes reported under subsection 3(3) are in fact significant changes, the recognized trade repository will be required to file an amended Form 91-507F1 that will be subject to review by the Authority.

### **Section 6 – Ceasing to carry on business**

In addition to filing a completed Form 91-507F3 – *Cessation of Operations Report for Trade Repository* referred to in subsection 6(1), a recognized trade repository that intends to cease carrying on business in Québec as a recognized trade repository must make an application to voluntarily surrender its recognition to the Authority pursuant to section 53 of the Act. The Authority may accept the voluntary surrender subject to terms and conditions it determines<sup>5</sup>.

### **Section 7 – Legal framework**

Under subsection 7(1), we would generally expect recognized trade repositories to have rules, policies, and procedures in place that provide a legal basis for their activities in all relevant jurisdictions where they have activities, whether within Canada or any foreign jurisdiction.

References to “contracts” in paragraph 7(2)(a) include contracts with “links” as this term is referred to in the PFMI Report.

A recognized trade repository’s rules, policies and procedures may address risks arising from a conflict of law in various ways, including by providing that they are managed contractually.

### **Section 8 - Governance**

Recognized trade repositories are required to have in place governance arrangements that meet the minimum requirements and policy objectives set out in subsections 8(1) and (2).

Under subsection 8(1), the board of directors must establish well-defined, clear and transparent governance arrangements, which should ensure that the risk management and internal control functions have sufficient authority, independence, resources and access to the board of directors.

Under subsection 8(3), a recognized trade repository is required to make the written governance arrangements required under subsections 8(1) and (2) available to the public on its website. The Authority expects that this information will be posted on the trade repository’s publicly accessible website and that interested parties will be able to locate the information through a web search or through clearly identified links on the recognized trade repository’s website. Despite paragraph (3)(a), the Authority does not expect a recognized trade repository to publicly

<sup>5</sup>The transfer of derivatives data/information can be addressed through the terms and conditions imposed by the Authority on such application.

disclose governance arrangements where the recognized trade repository reasonably determines that such disclosure would be prejudicial to the interests of the recognized trade repository or could compromise the security of the recognized trade repository, its staff or derivatives data.

### **Section 9 - Board of directors**

The board of directors of a recognized trade repository is subject to various requirements, such as requirements pertaining to board composition and conflicts of interest. To the extent that a recognized trade repository is not organized as a corporation, the requirements relating to the board of directors may be fulfilled by a body that performs functions that are equivalent to the functions of a board of directors.

Paragraph 9(2)(a) requires individuals who comprise the board of directors of a recognized trade repository to have an appropriate level of skill and experience to effectively and efficiently oversee the management of its operations. This would include individuals with experience and skills in areas such as business recovery, contingency planning, financial market systems and data management.

Under paragraph 9(2)(b), the board of directors of a recognized trade repository must include individuals who are independent of the recognized trade repository. The Authority would view individuals who have no direct or indirect material relationship with the recognized trade repository as independent. The Authority would expect that independent directors of a recognized trade repository would represent the public interest by ensuring that regulatory and public transparency objectives are fulfilled, and that the interests of participants who are not persons subject to the registration requirement as a dealer under the Act are considered.

Under subsections 9(3) and (5), it is expected that in its governance arrangements, the recognized trade repository will clarify the roles and responsibilities of its board of directors, including procedures for its functioning. We expect such procedures to, among other things, identify, address, and manage board member conflicts of interest. The board of directors should also review its overall performance and the performance of its individual board members regularly.

### **Section 11 - Chief compliance officer**

References to harm to the capital markets in subsection 11(3) may be in relation to domestic or international capital markets.

### **Section 12 - Fees**

A recognized trade repository is responsible for ensuring that the fees it sets are in compliance with section 12. In assessing whether a recognized trade repository's fees and costs are fairly allocated among participants as required under paragraph 12(a), the Authority will consider a number of factors, including

- the number and complexity of the derivatives being reported,
- the amount of the fee or cost imposed relative to the cost of providing the services,
- the amount of fees or costs charged by other comparable trade repositories, where relevant, to report similar derivatives in the market,

- with respect to market data fees and costs, the amount of market data fees charged relative to the market share of the recognized trade repository, and
- whether the fees or costs represent a barrier to accessing the services of the recognized trade repository for any category of participant.

A recognized trade repository should provide clear descriptions of priced services for comparability purposes. Other than fees for individual services, a recognized trade repository should also disclose other fees and costs related to connecting to or accessing the trade repository. For example, a recognized trade repository should disclose information on the system design, as well as technology and communication procedures, that influence the costs of using the recognized trade repository. A recognized trade repository is also expected to provide timely notice to participants and the public of any changes to services and fees. A recognized trade repository should regularly review its fees, including any indirect charges to customers, to ensure fair allocation and efficiency and effectiveness of service, at least once every 2 calendar years.

### **Section 13 - Access to recognized trade repository services**

The criteria for participation established by a recognized trade repository under subsection 13(1) should not limit access to its services except in limited circumstances where the recognized trade repository has a reasonable belief that such access would result in risks to the trade repository, its technology systems or to the accuracy or integrity of the data it provides to the Authority or the public. In addition, such criteria could restrict access to a person that has failed to pay the recognized trade repository's fees, in whole or in part, that have been set in accordance with section 12 of the Regulation.

Under subsection 13(3), a recognized trade repository is prohibited from unreasonably limiting access to its services, permitting unreasonable discrimination among its participants, imposing unreasonable burdens on competition or requiring the use or purchase of another service in order for a person to utilize its trade reporting service. For example, a recognized trade repository should not engage in anti-competitive practices such as setting overly restrictive terms of use or engaging in anti-competitive price discrimination. A recognized trade repository should not develop closed, proprietary interfaces that result in vendor lock-in or barriers to entry with respect to competing service providers that rely on the data maintained by the recognized trade repository. As an example, a recognized trade repository that is an affiliated entity of a clearing house must not impose barriers that would make it difficult for a competing clearing house to report derivatives data to the recognized trade repository.

### **Section 14 - Receiving derivatives data**

Section 14 requires that a recognized trade repository not refuse to receive derivatives data for all derivatives of the asset class or classes set out in its recognition order. For example, if the recognition order of a recognized trade repository includes interest rate derivatives, the recognized trade repository is required to accept derivatives data for all types of interest rate derivatives that are entered into by a local counterparty. It is possible that a recognized trade repository may accept derivatives data for only a subset of a class of derivatives if this is indicated in its recognition order. For example, there may be recognized trade repositories that accept derivatives data for only certain types of commodity derivatives such as energy derivatives.



Section 14 also requires that a recognized trade repository not refuse to receive derivatives data in respect of all data elements listed in Appendix A. For example, a recognized trade repository is not permitted to choose to receive derivatives data in respect of only certain data elements.

Derivatives data received by a recognized trade repository is subject to its validation procedure under section 22.2.

### **Section 15 - Communication procedures and standards**

Section 15 sets out the communication standards required to be used by a recognized trade repository in communications with other specified entities. The reference in paragraph 15(d) to “other service providers” could include persons who offer technological or transaction processing or post-transaction services.

### **Section 16 – Due Process**

Section 16 imposes a requirement that a recognized trade repository provide participants or applicants with an opportunity to be heard before making a decision that directly and adversely affects the participant or applicant. We would generally expect that a recognized trade repository would meet this requirement by allowing the participant or applicant to make representations in any form.

### **Section 17 - Rules, policies and procedures**

Section 17 requires that the publicly disclosed written rules and procedures of a recognized trade repository be clear and comprehensive, and include explanatory material written in plain language so that participants can fully understand the system’s design and operations, their rights and obligations, and the risks of participating in the system. Moreover, a recognized trade repository should disclose to its participants and to the public, basic operational information and responses to the CPMI-IOSCO consultative report entitled *Disclosure framework for financial market infrastructures*.

Subsection 17(2) requires that a recognized trade repository monitor compliance with its rules and procedures. The methodology of monitoring such compliance should be fully documented.

Subsection 17(3) requires a recognized trade repository to implement processes for dealing with non-compliance with its rules and procedures. This subsection does not preclude enforcement action by any other person, including the Authority or other regulatory body.

### **Section 18 - Records of data reported**

We interpret the term “error or omission”, when used throughout the Regulation, to mean, in relation to derivatives data, that the derivatives data is not accurate or complete.

A recognized trade repository is a market participant under securities legislation and therefore subject to the record-keeping requirements under securities legislation. The record-

keeping requirements under section 18 are in addition to the requirements under securities legislation.

Subsection 18(2) requires that records be maintained for 7 years after the expiration or termination of a derivative. The requirement to maintain records for 7 years after the expiration or termination of a derivative, rather than from the date the derivative was entered into, reflects the fact that derivatives create ongoing obligations and information is subject to change throughout the life of a derivative. For example, under subsection 22.2(5), there is an ongoing requirement for a recognized trade repository to accept a correction to data relating to a derivative for 7 years after the expiration or termination of the derivative.

As part of the record-keeping requirements under section 18, we expect a recognized trade repository will maintain records relating to errors or omissions in derivatives data, including corrections to derivatives data that has previously been disseminated under Part 4. In addition, we expect a recognized trade repository will maintain records relating to derivatives data that does not satisfy the validation procedure of the recognized trade repository, including, but not limited to, validation errors, messages and timestamps.

A correction to derivatives data, whether before or after expiration or termination of the derivative, does not extend or reduce the maintenance period under subsection 18(2) unless the correction relates to the date of expiration or termination of the derivative. For example, if a derivative expired on December 31, 2020 and the notional amount of the derivative was subsequently corrected on December 31, 2021, the correction would not impact the record maintenance period. However, if the correction was to the expiration date, such that the derivative actually expired on December 31, 2019, then the record maintenance period should reflect the corrected expiration date.

## **Section 19 - Comprehensive risk-management framework**

Requirements for a comprehensive risk-management framework of a recognized trade repository are set out in section 19.

### *Features of framework*

A recognized trade repository should have a written risk-management framework (including policies, procedures, and systems) that enable it to identify, measure, monitor, and manage effectively the range of risks that arise in, or are borne by, a recognized trade repository. A recognized trade repository's framework should include the identification and management of risks that could materially affect its ability to perform or to provide services as expected, such as interdependencies.

### *Establishing a framework*

A recognized trade repository should have comprehensive internal processes to help its board of directors and senior management monitor and assess the adequacy and effectiveness of its risk-management policies, procedures, systems, and controls. These processes should be fully documented and readily available to the recognized trade repository's personnel who are responsible for implementing them.

*Maintaining a framework*

A recognized trade repository should regularly review the material risks it bears from, and poses to, other entities (such as other FMIs, settlement banks, liquidity providers, or service providers) as a result of interdependencies, if applicable, and develop appropriate risk-management tools to address these risks. These tools should include business continuity arrangements that allow for rapid recovery and resumption of critical operations and services in the event of operational disruptions and recovery or orderly wind-down plans should the trade repository become nonviable.

*Tiered Participation Arrangements and Links*

A recognized trade repository should identify, monitor, manage and regularly review

- any material risks to the recognized trade repository arising in connection with tiered participation arrangements (as such term is referred to in the PFMI Report), if applicable, and
- any risks to the recognized trade repository arising in connection with links, if applicable.

**Section 20 - General business risk**

Subsection 20(1) requires a recognized trade repository to manage its general business risk effectively. General business risk includes any potential impairment of the recognized trade repository's financial position (as a business concern) as a consequence of a decline in its revenues or an increase in its expenses, such that expenses exceed revenues and result in a loss that must be charged against capital or an inadequacy of resources necessary to carry on business as a recognized trade repository.

For the purposes of subsection 20(2), the amount of liquid net assets funded by equity that a recognized trade repository should hold is to be determined by its general business risk profile and the length of time required to achieve a recovery or orderly wind-down, as appropriate, of its critical operations and services, if such action is taken. Subsection 20(3) requires a recognized trade repository, for the purposes of subsection (2), to hold, at a minimum, liquid net assets funded by equity equal to no less than six months of current operating expenses. We expect a recognized trade repository or its board of directors to address any need for additional equity should it fall close to or below the amount required under subsection 20(3).

For the purposes of subsections 20(4) and (5), and in connection with developing a comprehensive risk-management framework under section 19, a recognized trade repository should identify scenarios that may potentially prevent it from being able to provide its critical operations and services as a going concern, and assess the effectiveness of a full range of options for recovery or orderly wind-down. These scenarios should take into account the various independent and related risks to which the recognized trade repository is exposed.

Based on the required assessment of scenarios under subsection 20(4) (and taking into account any constraints potentially imposed by legislation), the recognized trade repository should prepare an appropriate written plan for its recovery or orderly wind-down. The plan should contain, among other elements, a substantive summary of the key recovery or orderly wind-down strategies, the identification of the recognized trade repository's critical operations and services, and a description of the measures needed to implement the key strategies. The recognized trade

repository should maintain the plan on an ongoing basis, to achieve recovery and orderly wind-down, and should hold sufficient liquid net assets funded by equity to implement this plan (also see above subsections 20(2) and (3)). A recognized trade repository should also take into consideration the operational, technological, and legal requirements for participants to establish and move to an alternative arrangement in the event of an orderly wind-down.

### **Section 21 - Systems and other operational risks**

Subsection 21(1) sets out a general principle concerning the management of operational risk. In interpreting subsection 21(1), the following key considerations should be applied:

- a recognized trade repository should establish a robust operational risk-management framework with appropriate systems, policies, procedures, and controls to identify, monitor, and manage operational risks;
- a recognized trade repository should review, audit, and test systems, operational policies, procedures, and controls, periodically and after any significant changes; and
- a recognized trade repository should have clearly defined operational-reliability objectives and policies in place that are designed to achieve those objectives.

Under subsection 21(2), the board of directors of a recognized trade repository should approve the recognized trade repository's operational risk-management framework, which should include clear identification of the roles and responsibilities for addressing operational risks.

Paragraph 21(3)(a) requires a recognized trade repository to develop and maintain an adequate system of internal control over its systems as well as adequate general information-technology controls. The latter controls are implemented to support information technology planning, acquisition, development and maintenance, computer operations, information systems support, and security. COBIT<sup>6</sup> from ISACA may provide guidance as to what constitutes adequate information technology controls. A recognized trade repository should ensure that its information-technology controls address the integrity of the data that it maintains, by protecting all derivatives data submitted from corruption, loss, improper disclosure, unauthorized access and other processing risks.

Paragraph 21(3)(b) requires a recognized trade repository to thoroughly assess future needs and make systems capacity and performance estimates in a method consistent with prudent business practice at least once a year. The paragraph also imposes an annual requirement for recognized trade repositories to conduct periodic capacity stress tests. Ongoing changes in technology, risk management requirements and competitive pressures may require these activities or tests to be carried out more frequently.

Paragraph 21(3)(c) requires a recognized trade repository to notify the Authority of any material systems failure. The Authority would consider a failure, malfunction, delay or other disruptive incident to be "material" if the recognized trade repository would in the normal course of its operations escalate the incident to, or inform, its senior management that is responsible for technology, or the incident would have an impact on participants. The Authority also expects that,

<sup>6</sup> Control Objectives for Information and related Technology.

as part of this notification, the recognized trade repository will provide updates on the status of the failure, the resumption of service, and the results of its internal review of the failure. Further, the recognized trade repository should have comprehensive and well-documented procedures in place to record, analyze, and resolve all systems failures, malfunctions, delays and security incidents. In this regard, the recognized trade repository should undertake a “post-mortem” review to identify the causes and any required improvement to the normal operations or business continuity arrangements. Such reviews should, where relevant, include an analysis of the effects on the trade repository’s participants. The results of such internal reviews are required to be communicated to the Authority as soon as practicable.

Subsection 21(4) requires that a recognized trade repository establish, implement, maintain and enforce business continuity plans, including disaster recovery plans. The Authority believes that these plans should allow the recognized trade repository to provide continuous and undisrupted service, as back-up systems ideally should commence processing immediately. Where a disruption is unavoidable, a recognized trade repository is expected to provide prompt recovery of operations, meaning that it resumes operations within 2 hours following the disruptive event. Under paragraph 21(4)(c), an emergency event could include any external sources of operational risk, such as the failure of critical service providers or utilities or events affecting a wide metropolitan area, such as natural disasters, terrorism, and pandemics. Business continuity planning should encompass all policies and procedures to ensure uninterrupted provision of key services regardless of the cause of potential disruption.

Subsection 21(5) requires a recognized trade repository to test and audit its business continuity plans at least once a year. The expectation is that the recognized trade repository would engage relevant industry participants, as necessary, in tests of its business continuity plans, including testing of back-up facilities for both the recognized trade repository and its participants.

Subsection 21(6) requires a recognized trade repository to engage a qualified party to conduct an annual independent audit of the internal controls referred to in paragraphs 21(3)(a) and (b) and subsections 21(4) and (5). A qualified party is a person or a group of persons with relevant experience in both information technology and in the evaluation of related internal controls in a complex information technology environment, such as external auditors or third-party information system consultants. The Authority is of the view that this obligation may also be satisfied by an independent assessment by an internal audit department that is compliant with the *International Standards for the Professional Practice of Internal Auditing* published by the Institute of Internal Auditors. Before engaging a qualified party, the recognized trade repository should notify the Authority.

Subsection 21(8) requires recognized trade repositories to make public all material changes to technology requirements to allow participants a reasonable period to make system modifications and test their modified systems. In determining what a reasonable period is, the Authority is of the view that the recognized trade repository should consult with participants and that a reasonable period would allow all participants a reasonable opportunity to develop, implement and test systems changes. We expect that the needs of all types of participants would be considered, including those of smaller and less sophisticated participants.

Subsection 21(9) requires recognized trade repositories to make available testing facilities in advance of material changes to technology requirements to allow participants a reasonable period to test their modified systems and interfaces with the recognized trade repository. In

determining what a reasonable period is, the Authority of the view that the recognized trade repository should consult with participants and that a reasonable period would allow all participants a reasonable opportunity to develop, implement and test systems changes. We expect that the needs of all types of participants would be considered, including those of smaller and less sophisticated participants.

## **Section 22 - Data security and confidentiality**

Subsection 22(1) provides that a recognized trade repository must establish policies and procedures to ensure the safety, privacy and confidentiality of derivatives data to be reported to it under the Regulation. The policies must include limitations on access to confidential trade repository data and safeguards to protect against entities affiliated with the recognized trade repository from using trade repository data for their personal benefit or the benefit of others.

Subsection 22(2) prohibits a recognized trade repository from releasing reported derivatives data, for a commercial or business purpose, that is not required to be publicly disclosed under section 39 without the express written consent of the counterparties to the derivative. The purpose of this provision is to ensure that users of the recognized trade repository have some measure of control over their derivatives data.

### **Section 22.1 – Transactions executed anonymously on a derivatives trading facility**

The purpose of section 22.1 is to ensure that the identities of counterparties to an original derivative are not disclosed to users of the recognized trade repository post-execution where the transaction is executed anonymously on a derivatives trading facility and results in a cleared derivative. Only a derivative in respect of which a counterparty does not know the identity of its counterparty prior to or at the time of execution of the transaction is protected under section 22.1. For greater certainty, section 22.1 does not apply to data provided or made available to the Authority under the Regulation or pursuant to a recognized trade repository's recognition order.

A derivatives trading facility means a person that constitutes, maintains, or provides a facility or market that brings together buyers and sellers of over-the-counter derivatives, brings together the orders of multiple buyers and multiple sellers, and uses methods under which the orders interact with each other, and the buyers and sellers agree to the terms of trades. The following are examples of derivatives trading facilities: a "swap execution facility" as defined in the *Commodity Exchange Act* 7 U.S.C. §(1a)(50), a "security-based swap execution facility" as defined in the *Securities Exchange Act* of 1934 15 U.S.C. §78c(a)(77), a "multilateral trading facility" as defined in Directive 2014/65/EU Article 4(1)(22) of the European Parliament, and an "organized trading facility" as defined in Directive 2014/65/EU Article 4(1)(23) of the European Parliament.

### **Section 22.2 – Validation of data**

In accordance with subsection 22.2(1) and any other validation conditions set out in its recognition order, a recognized trade repository must validate that the derivatives data that it receives from a reporting counterparty satisfies the derivatives data elements listed in Appendix A of the Regulation and the administrative technical specifications set out in the CSA Derivatives Data Technical Manual, included as Appendix A to this Policy.

Subsection 22.2(2) requires a recognized trade repository, as soon as technologically practicable after receiving derivatives data, to notify a reporting counterparty (or agent acting on its behalf) whether or not the derivatives data satisfies the derivatives data validation procedure and the recognized trade repository will reject derivatives data that has failed to satisfy its validation procedure. In evaluating what will be considered to be “technologically practicable”, the Authority will take into account the prevalence, implementation and use of technology by comparable trade repositories. The Authority may also conduct independent reviews to determine the state of technology.

Under subsection 22.2(3), a recognized trade repository must accept derivatives data that satisfies its validation procedure. Only derivatives data that conforms to the derivatives data elements in Appendix A of the Regulation and the administrative technical specifications set out in the CSA Derivatives Data Technical Manual must be accepted.

The requirement in subsection 22.2(4) to create and maintain records of derivatives data that failed to satisfy the validation procedure applies both before and after the expiration or termination of a derivative, subject to the record retention period under section 18.

Subsection 22.2(5) requires a recognized trade repository to accept corrections to errors or omissions in derivatives data if the corrected derivatives data satisfies its validation procedure. This requirement applies both before and after the expiration or termination of the derivative, subject to the record retention period under section 18. We view the term “participant” under subsection 22.2(5) to be limited to counterparties to the derivative and their agents or service providers.

### **Section 23 – Verification of data**

Under paragraph 26.1(b), reporting counterparties that are notional amount threshold derivatives dealers must verify that the derivatives data that they are reporting does not contain an error or omission at least once every calendar quarter, with at least two calendar months between verifications. Under paragraph 26.1(c), reporting counterparties that are reporting clearing houses, or persons subject to the registration requirement as dealers under the Act that are not notional amount threshold derivatives dealers must verify that the derivatives data that they are reporting does not contain an error or omission at least every 30 days. Subsection 23(2) requires a recognized trade repository to maintain and adhere to written policies and procedures that are designed to enable such a reporting counterparty to meet its obligations under paragraph 26.1(b) or (c).

A recognized trade repository may satisfy its obligation under section 23 by providing the reporting counterparty, or its delegated third-party representative, where applicable, a means of accessing derivatives data for open derivatives involving the reporting counterparty that is maintained by the recognized trade repository as of the time of the reporting counterparty’s access to the derivatives data. Access provided to a third-party representative is in addition to, and not instead of, the access provided to a relevant counterparty.

### **Section 24 - Outsourcing**

Section 24 sets out requirements applicable to a recognized trade repository that outsources any of its key services or systems to a service provider. Generally, a recognized trade repository must establish policies and procedures to evaluate and approve these outsourcing arrangements. Such policies and procedures include assessing the suitability of potential service providers and

the ability of the recognized trade repository to continue to comply with securities legislation in the event of bankruptcy, insolvency or the termination of business of the service provider. A recognized trade repository is also required to monitor the ongoing performance of a service provider to which it outsources a key service, system or facility. The requirements under section 24 apply regardless of whether the outsourcing arrangements are with third-party service providers or affiliates of the recognized trade repository. A recognized trade repository that outsources its services or systems remains responsible for those services or systems and for compliance with securities legislation.

### **PART 3 DATA REPORTING**

#### **Introduction**

Part 3 addresses reporting obligations for derivatives that involve a local counterparty, including the determination of which counterparty is required to report derivatives data, when derivatives data is required to be reported, different types of derivatives data that are required to be reported, and other requirements regarding verification of data accuracy and reporting of errors and omissions.

#### **Section 25 - Reporting counterparty**

##### *Introduction*

Section 25 outlines a hierarchy for determining which counterparty to a derivative is required to report derivatives data based on the counterparty to the derivative that is best suited to fulfill the reporting obligation.

Under the definition of “transaction” in the Regulation, each act of entering into, assigning, selling, or otherwise acquiring or disposing of a derivative, or the novation of a derivative is a separate transaction that must be reported as a unique derivative. Market participants should consider the hierarchy under section 25 separately for each derivative.

The hierarchy under section 25 does not apply to an original derivative where the derivative is executed anonymously on a derivatives trading facility and the derivative is intended to be submitted for clearing contemporaneously with execution. In these circumstances, as provided under section 36.1, the derivatives trading facility has the reporting requirement instead of the reporting counterparty under subsection 25(1). However, the hierarchy applies to all other derivatives involving a local counterparty where the transaction is executed on a derivatives trading facility and to all derivatives involving a local counterparty where the transaction is not executed on a derivatives trading facility.

Please see above under Part 1 for guidance on the expression “a person subject to the registration requirement as a dealer under the Act” and the factors in determining whether a person is engaged or purported to engage in the business of derivatives trading.

The reporting obligation with respect to a derivative involving a local counterparty applies to a person subject to the registration requirement as a dealer under the Act as set out in the



hierarchy. Where such person is also a Canadian financial institution, its status as a dealer prevails for the purposes of section 25.

#### *Cleared derivatives*

Under subsection 25(1), derivatives data relating to a cleared derivative is required to be reported by the reporting clearing house. The reporting clearing house is required to report each cleared derivative resulting from a novation of the original derivative to the clearing house as a separate, new derivative with reporting links to the original derivative, and is also required to report the termination of the original derivative under subsection 32(4). For clarity, the reporting clearing house is not the reporting counterparty for the original derivative.

The following chart illustrates reporting responsibilities in respect of derivatives that are cleared:

<b>Derivative</b>	<b>Reporting counterparty</b>
Original derivative between Party A and Party B (sometimes referred to as the “ <i>alpha</i> ” transaction)	<p>If the transaction is executed anonymously on a derivatives trading facility, the derivatives trading facility has the reporting requirement under section 36.1.</p> <p>If the transaction is not executed anonymously on a derivatives trading facility, the reporting counterparty is determined under section 25. For example, if Party A were a person subject to the registration requirement as a dealer under the Act and Party B were not, Party A would be the reporting counterparty.</p>
Cleared derivative between Party A and the reporting clearing house (sometimes referred to as the “ <i>beta</i> ” transaction)	Reporting clearing house
Cleared derivative between Party B and the reporting clearing house (sometimes referred to as the “ <i>gamma</i> ” transaction)	Reporting clearing house
Termination of the original derivative between Party A and Party B	Reporting clearing house

#### *Agreement between counterparties*

Subsection 25(3) allows counterparties to agree amongst themselves which of them must act as the reporting counterparty if neither subsection 25(1) nor 25(2) applies. It may take the form of a multilateral agreement, for example, the ISDA 2015 Multilateral Non-Dealer Canadian Reporting Party Agreement publicly available at [www.isda.org](http://www.isda.org) that has been developed for

Canada in order to facilitate one-sided derivative reporting and provide a consistent method for determining the party required to act as the reporting counterparty.

In order for the counterparties to rely on subsection 25(3), the agreement must meet the conditions in that paragraph. Namely, the agreement must be in written form, have been entered into at or before the time the transaction occurs, and identify the reporting counterparty with respect to the derivative. The format of the written agreement is flexible. For example, an email between the counterparties is sufficient. A local counterparty to a derivative where the reporting counterparty is determined through such a written agreement must keep a record of the written agreement for 7 years, in a safe location and durable form, following expiration or termination of the derivative. A local counterparty has the obligation to retain this record even if it is not the reporting counterparty under the agreement.

Under subsection 25(4), if none of subsections 25(1) to (3) apply to a derivative involving a local counterparty, each local counterparty to the derivative has the reporting obligation under the Regulation. In this situation, a local counterparty may delegate the reporting obligation to a third-party service provider. Please see below under subsection 26(3) for further discussion regarding delegated reporting. For greater certainty, paragraph 25(4) applies to uncleared derivatives between two dealers who are subject to the registration requirement under the Act and that have not entered into a written agreement. In this situation, because the dealers who are subject to the registration requirement under the Act are local counterparties, both dealers have the reporting obligation.

Under subsection 25(5), a local counterparty to a transaction where the reporting counterparty is determined through a written agreement must keep a record of the written agreement for 7 years, in a safe location and durable form, following expiration or termination of the derivative. A local counterparty has the obligation to retain this record even if it is not the reporting counterparty under the agreement.

Subsection 25(6) provides that a local counterparty that agrees to be the reporting counterparty for a derivative under subsection 25(3) must fulfill all reporting obligations as the reporting counterparty in relation to that derivative even if that local counterparty would otherwise be excluded from the trade reporting obligation under section 40.

## **Section 26 - Duty to report**

Section 26 outlines the duty to report derivatives data. For certainty, the duty to report derivatives data does not apply to contracts or instruments prescribed not to be derivatives specified in *Regulation 91-506 respecting Derivatives Determination* (chapter I-14.01, r. 0.1).

Subsection 26(1) requires that, subject to certain limited exclusions under the Regulation, derivatives data for each derivative to which one or more counterparties is a local counterparty be reported to a recognized trade repository in accordance with the Regulation. The counterparty required to report the derivatives data is the reporting counterparty as determined under section 25.

Under subsection 26(2), the reporting counterparty for a derivative must ensure that all reporting obligations are fulfilled. This includes ongoing requirements such as the reporting of lifecycle event data, valuation data, collateral and margin data and position level data.

Subsection 26(3) permits the delegation of all reporting obligations of a reporting counterparty. This includes reporting of creation data, lifecycle event data, valuation data, collateral and margin data and position level data. For example, some or all of the reporting obligations may be delegated to either of the counterparties or to a third-party service provider.

A reporting delegation agreement does not alter the reporting counterparty obligation as determined under section 25. A reporting counterparty under the Regulation remains responsible for ensuring that the derivatives data does not contain an error or omission and is reported within the timeframes required under the Regulation. However, if Authority staff are provided with a reporting delegation agreement between the counterparties to a derivative, staff would in some situations attempt to address any reporting errors or omissions with the delegated party before addressing them with the delegating party. Counterparties should put into place contracts, systems and practices to implement delegation under subsection 26(3) before entering into a reportable derivative.

With respect to subsection 26(4), in this situation, market participants should contact the Authority in advance to make arrangements to report the data electronically.

Subsection 26(5) provides for limited substituted compliance with the Regulation where a derivative has been reported to a recognized trade repository under the securities legislation of a province or territory of Canada other than Québec or the laws of a foreign jurisdiction appearing on a list determined by the Authority, provided that the additional conditions set out in paragraphs (a) and (c) are satisfied. The Authority publishes on its website the list of the laws and regulations of the jurisdictions outside of Québec that are equivalent for the purposes of the deemed compliance provision in subsection 26(5). The derivatives data reported to a recognized trade repository under paragraph (b) may be provided to the Authority under paragraph (c) in the same form as required to be reported pursuant to the applicable foreign jurisdiction's requirements for reporting derivatives data.

Under subsection 26(6), the reporting counterparty to a derivative has not fulfilled its reporting obligations under the Regulation unless and until all derivatives data that it has reported satisfies the validation procedure of the recognized trade repository, which may include timing, methods of reporting, and data standards in respect of the elements listed in Appendix A to the Regulation and the technical specifications set out in the CSA Derivatives Data Technical Manual (which is included as Appendix A to this Policy). Under subsection 22.2(2) the recognized trade repository is required to notify a reporting counterparty or its agent whether or not the reported derivatives data satisfies its validation procedure and will reject derivatives data that does not satisfy its validation procedure.

The purpose of subsection 26(7) is to ensure the Authority has access to all derivatives data reported to a recognized trade repository for a particular derivative (from the initial submission to the recognized trade repository through all lifecycle events to termination or expiration) from one recognized trade repository. It is not intended to restrict counterparties' ability to report different derivatives to different trade repositories or from changing the recognized trade repository to which derivatives data relating to a derivative is reported (see below under section 26.4). Where the entity to which the derivative was originally reported is no longer a recognized trade repository, all derivatives data relevant to that derivative should be reported to another recognized trade repository as otherwise required by the Regulation.

We expect a reporting clearing house to report all derivatives data in respect of a cleared derivative to the recognized trade repository to which derivatives data was reported in respect of the original derivative, unless the reporting clearing house obtains the consent of the local counterparties to the original derivative or unless a local counterparty to the cleared derivative has specified a different recognized trade repository under subsection 26(9).

### **Section 26.1 – Verification of data**

Under paragraph 26.1(a), the reporting counterparty in respect of a derivative is responsible for ensuring that reported derivatives data does not contain an error or omission. To facilitate this, subsection 38(1) requires recognized trade repositories to provide counterparties with timely access to data. For greater certainty, paragraph 26.1(a) applies both to open derivatives and derivatives that have expired or terminated (unless the record-keeping requirements under section 36 have expired at the time that the error or omission is discovered).

A reporting counterparty that is a person subject to the registration requirement as a dealer under the Act or a reporting clearing house has the additional requirement, under paragraph 26.1(c), to verify at least every 30 days that the reported derivatives data does not contain an error or omission. In the case of a notional amount threshold derivatives dealer, verification must occur under paragraph 26.1(b) at least every calendar quarter, but there must be at least two calendar months between verifications. To verify data, a reporting counterparty must follow the rules, policies and procedures of the recognized trade repository (established under section 23) to compare all derivatives data for each derivative for which it is the reporting counterparty with all derivatives data contained in its internal books and records to ensure that there are no errors or omissions. Paragraphs 26.1 (b) and (c) do not apply to derivatives that have expired or terminated.

Reporting counterparties should implement verification in a manner that is reasonably designed to provide an effective verification that the data does not contain an error or omission, for example, by comparing data in the recognized trade repository against data in the reporting counterparty's source systems.

Similar to the reporting obligations under section 26, the obligations under section 26.1 can also be delegated under subsection 26(3) to a third party.

Please see above under section 18 for the Authority's views on the term "error or omission".

### **Section 26.2 – Derivatives reported in error**

Section 26.2 addresses situations where a reporting counterparty erroneously reports a derivative, for example, where the transaction in respect of the derivative never occurred, or where the report was a duplicate. In these situations, the reporting counterparty must report the error to the recognized trade repository as soon as practicable after discovery of the error and in any case no later than the end of the business day following the day on which the error is discovered. This requirement is satisfied by reporting an "error" action type. Section 26.2 does not address other errors such as errors in particular data elements. This requirement applies both to open and expired or terminated derivatives, subject to the record retention period under section 36.

## Section 26.3 – Notification of errors and omissions with respect to derivatives data

### *Introduction*

For purposes of this section, we consider an error or omission to be any error or omission including, for example, derivatives that were not reported, reports relating to transactions that never occurred, derivatives for which there are duplicate reports, and derivatives that were reported with missing or erroneous data.

### *Reporting of errors and omissions by the non-reporting counterparty*

Under subsection 26.3(1) where a local counterparty that is not a reporting counterparty discovers an error or omission in respect of derivatives data that is reported to a recognized trade repository, such local counterparty has an obligation to report the error or omission to the reporting counterparty as soon as practicable after discovery of the error or omission and in any case no later than the end of the business day following the day on which the error or omission is discovered.

### *Notifying the Authority of significant errors or omissions*

Under subsection 26.3(2) a reporting counterparty must notify the Authority of a significant error or omission that has occurred as soon as practicable after discovery of the error or omission. We consider a significant error or omission to be an error or omission that, due to its scope, type or duration, or due to other circumstances, may impair the ability of the Authority to fulfill its mandate. These factors operate independently of each other and the presence of any one factor may impact the ability of the Authority to fulfill its mandate.

- **Scope** – This factor refers to the number of derivatives in respect of which an error or omission has occurred. We generally consider the scope to be significant if it affects, at any time while the error or omission persists, more than 10% of the reporting counterparty's derivatives, for which it is the reporting counterparty, and that are required to be reported under the Regulation. This factor applies to errors in reported derivatives data and unreported derivatives.

#### Exception for this factor:

- o If the error relates to non-reporting, we only consider this factor significant if reporting is delayed beyond 24 hours after the reporting deadline, provided none of the other factors are present.

- **Type** – This factor refers to the nature of the error or omission. We generally consider the type to be significant if it is related to any of the following and persists for longer than 7 business days:

- o Counterparty 1 (Data Element Number 1)
- o Counterparty 2 (Data Element Number 2)
- o Jurisdiction of Counterparty 1 (Data Element Number 10)
- o Jurisdiction of Counterparty 2 (Data Element Number 11)
- o Notional amount (Data Element Number 26)
- o Notional currency (Data Element Number 27)

- o Notional quantity (Data Element 32)
- o Price (Data Element Number 46)
- o Valuation amount (Data Element Number 101)
- o Valuation currency (Data Element Number 102)
- o Data Elements related to Collateral and Margin (Data Element Numbers 79-94)
- o Unique Product Identifier (Data Element Number 117)

- **Duration** – This factor refers to the length of time an error or omission has persisted. We would generally consider the duration to be significant if it is longer than 3 months. This time period refers to the total period during which the error or omission is outstanding, regardless of when it was discovered.

- **Other Circumstances** – This factor refers to an error or omission in respect of a derivative that involves

- o a counterparty that was, at the time of the error or omission, in default under the terms of the derivative, or
- o a counterparty or underlying asset that was, at the time of the error or omission, determined to be in a credit event under the terms of the derivative.

Exception for this factor:

- o If the error or omission occurred more than three years before it is discovered, we do not consider it significant, provided none of the other factors are present.

The requirement under subsection 26.3(2) applies both to open and expired or terminated derivatives, subject to the record retention period under section 36. It also applies even if the reporting counterparty has already corrected the error before the Authority has been notified.

If errors or omissions are reasonably related and were discovered at approximately the same time, the reporting counterparty may provide a single notification in respect of all such errors or omissions.

The reporting counterparty should describe the general nature of the error or omission, the reason the error or omission is significant, the number of derivatives impacted, the date and duration of the error, the steps taken to remedy the error or omission, and any planned remediation steps including dates the remediation will occur. For errors that involve derivatives that were required to be reported under the rules of two or more jurisdictions, reporting counterparties are expected to notify each relevant regulatory authority, or may request that a regulatory authority provide relevant details and the reporting counterparty's contact information to the other relevant securities regulatory authorities.

The timeframe under subsection 26.3(2) refers to “as soon as practicable after discovery”. With respect to this timeframe:

- We recognize that, at the time an error or omission is discovered, the reporting counterparty may not be in a position to determine whether it is significant. In this situation, we expect the reporting counterparty to diligently and expeditiously determine whether the error or

omission meets any of the above factors and notify us as soon as practicable after discovery of the error or omission meeting any of the above factors.

- We recognize that a reporting counterparty may have determined that an error or omission is significant, but it may not yet have a complete understanding of the error or omission. For example, it may have determined that an error is significant because it impacts the notional data element for certain derivatives, but it may still be in the process of researching the precise list of impacted derivatives. In this situation, we would expect the reporting counterparty to advise us with the information available as soon as practicable after discovery of the significant error or omission and be kept updated as the reporting counterparty diligently assesses the full scope of the breach and develops a remediation plan.

Under the Regulation, a reporting counterparty is required to report data that does not contain an error or omission. We expect reporting counterparties to correct all errors and omissions relating to derivatives data that they reported, or failed to report, and thereby comply with the reporting requirements, as soon as possible. This applies both to open and expired or terminated derivatives, subject to the record retention period under section 36.

#### **Section 26.4 – Transferring a derivative to a different recognized trade repository**

Should a reporting counterparty wish to report derivatives data relating to a derivative to a different recognized trade repository, it must follow the process set out in this section.

#### **Section 28 - Legal entity identifiers**

Subsection 28(1) is intended to ensure that a recognized trade repository, a reporting counterparty, and a derivatives trading facility that has the reporting requirement under section 36.1 identify all counterparties to a derivative by a LEI under the Global LEI System. The Global LEI System is a G20 endorsed initiative that uniquely identifies parties to derivatives. It is designed and implemented under the direction of the ROC, a governance body endorsed by the G20.

The “Global Legal Entity Identifier System” referred to in subsection 28(2) means the G20 endorsed system that serves as a public-good utility responsible for overseeing the issuance of LEIs globally to counterparties who enter into derivatives. LEIs can only be obtained from a Local Operating Unit (LOU) endorsed by the ROC.<sup>7</sup>

Some counterparties to a reportable derivative are not eligible to receive an LEI. In such cases, an alternate identifier must be used to identify each counterparty that is ineligible for an LEI. The alternate identifier must be unique for each such counterparty, and the same alternate identifier must be used in respect of all derivatives involving that counterparty.

An individual is not required to obtain an LEI. An alternate identifier must be used to identify each counterparty that is an individual.

<sup>7</sup> The list of LEI ROC-endorsed LOUs and their contact information is available at <https://www.gleif.org/> or <https://www.leiroc.org>".

## Section 28.1. – Maintenance and renewal of legal entity identifiers

Under section 28.1, a local counterparty (other than an individual), that is party to a derivative that is required to be reported to a recognized trade repository must obtain, maintain and renew an LEI regardless of whether the local counterparty is the reporting counterparty. For greater certainty, this obligation applies to a person subject to the registration requirement as a dealer under the Act under paragraph (b) of the definition of “local counterparty”, and the exclusion under section 41.2 is not available in respect of this requirement.

This requirement applies for such time as the counterparty has open derivatives. When all of the counterparty’s derivatives that are required to be reported under the Regulation have expired or terminated, the counterparty is no longer required to maintain or renew its LEI until such time as it may enter into a new derivative.

Maintenance of an LEI means ensuring that the reference data associated with the LEI assigned to the counterparty is updated with all relevant and accurate information in a timely manner. Renewal of an LEI means providing the associated Local Operating Unit with acknowledgement that the reference data associated with the LEI assigned to the counterparty is accurate.

The Regulation does not require a reporting counterparty to verify that its counterparties to each derivative that it reports have maintained and renewed their LEIs, although the reporting counterparty must maintain and renew its own LEI.

## Section 29 - Unique transaction identifiers

### *Introduction*

Subsection 29(1) is intended to ensure that a recognized trade repository, a reporting counterparty, and a derivatives trading facility that has the reporting requirement under section 36.1 identify each derivative, and each position under section 33.1, by means of a single UTI, the form of which is set out in the CSA Derivatives Data Technical Manual (Data Element Number 16).

Subsection 29(2) outlines a hierarchy for determining which person has the obligation to assign a UTI for a derivative that is required to be reported. Further to the February 2017 publication of *Technical Guidance on the Harmonisation of the Unique Transaction Identifier* by the CPMI-IOSCO working group for the harmonization of key OTC derivatives data elements, section 29 intends to achieve a globally common UTI generator outcome, while generally aligning with the framework of the Regulation.

### *Allocated derivatives*

Where an agent facilitates and executes a transaction on behalf of several principals, and subsequently allocates a portion of the derivative among these principals, each derivative between a principal and its counterparty is a separate derivative and therefore requires a separate UTI. For example, if a fund manager, acting as agent, executes a transaction with a counterparty on behalf of several of the funds that it manages, each allocated derivative between a fund and its counterparty requires a separate UTI.



*Earlier UTI generator*

Paragraph 29(2)(a) provides that where a derivative is required to be reported under the securities legislation of a jurisdiction of Canada other than Québec or under the laws of a foreign jurisdiction under an earlier reporting deadline, the person required to assign the UTI under the laws of that other jurisdiction or foreign jurisdiction must assign the UTI. This reflects the intention that a derivative should be assigned the same UTI for the purposes of all global trade reporting requirements.

*Cleared derivatives*

Under paragraph 29(2)(b), where derivatives are cleared through a reporting clearing house, the reporting clearing house must assign the UTI. For clarity, the clearing house does not assign the UTI in respect of an original derivative that is intended to be cleared, to which it is not a counterparty.

*Transactions executed on a derivatives trading facility*

A counterparty must not assign another UTI to a derivative, in respect of a transaction that is executed on a derivatives trading facility where that derivatives trading facility (whether or not it has the reporting requirement under section 36.1) has already assigned a UTI to the derivative. This is intended to ensure that a derivative is identified by means of only one UTI. Please see above under section 22.1 for the Authority's views on the term "derivatives trading facility".

*Last resort determination*

Paragraph 29(2)(d) provides that if none of the other fallbacks apply, the reporting counterparty must assign the UTI. This paragraph includes a "last resort" determination in the event that there are two reporting counterparties and none of the other paragraphs under the hierarchy apply. In this event, the counterparty that assigns the UTI is determined by a reverse LEI sorting of the LEIs of the counterparties. Therefore, the counterparty whose LEI with the characters reversed would appear first if the reversed LEIs of the counterparties were sorted in alphanumeric (ASCII) order, where digits are sorted before letters, and the number "0" is sorted before the number "1", as in the following examples:

	<b>Example 1</b>	<b>Example 2</b>
LEI of Counterparty 1	1111ABCDEABCDEABC123	ABCDEABCDEABCDE12345
LEI of Counterparty 2	1111AAAAABBBBBCCC23	ABCDEABCDEAAAAA12344
Characters reversed for the LEI of Counterparty 1	321CBAEDCBAEDCBA1111	54321EDCBAEDCBAEDCBA A
Characters reversed for the LEI of Counterparty 2	32CCCBBBBBAAAAA1111	44321AAAAAEDCBAEDCBA A
First appearing after sorting on a character by character basis in ASCII order	321CBAEDCBAEDCBA1111 because "1" (digit) comes before "C" (letter)	44321AAAAAEDCBAEDCBA A because "4" comes before "5"
Entity that assigns the UTI under paragraph 29(2)(d)	Counterparty 1	Counterparty 2

*Agreement*

Under subsection 29(3), if the counterparties to the derivative have agreed in writing that one of them will be the person responsible for generating the UTI for the derivative, the counterparty that is responsible under the terms of that agreement must assign the UTI instead of the reporting counterparty. This does not apply if paragraphs 29(2)(a), (b) or (c) apply.

*UTI generation by a recognized trade repository*

Paragraph 29(4) applies to a person that is either (a) a notional amount threshold derivatives dealer or (b) not a clearing house, derivatives trading facility or person subject to the registration requirement as a dealer under the Act. Instead of assigning a UTI as required under subsection 29(2), these entities may, at their option, instead request that a recognized trade repository assign the UTI. In this situation, we expect that the recognized trade repository may need the person making this request to inform the recognized trade repository whether the derivative is intended to be cleared and, if so, the clearing house. This is because this information must be provided by the recognized trade repository to the clearing house under paragraph 29(9)(b). We expect the person to provide this information if required, and that the recognized trade repository will establish a process for these participants to provide this request.

*Timeframe*

In evaluating what will be considered to be “technologically practicable” with respect to assigning and providing the UTI, the Authority will take into account the prevalence, implementation and use of technology by comparable persons located in Canada and in comparable foreign jurisdictions. The Authority may also conduct independent reviews to determine the state of technology. In particular, the Authority notes that the timing for reporting obligations are predicated on UTIs being assigned and provided in an expedient manner.

*Provision of UTI to others*

Subsections 29(7), (8) and (9) address requirements to provide the UTI to others that may be required to report it. If the person responsible for assigning the UTI is the reporting counterparty, it must also report the UTI to the recognized trade repository as part of the derivatives data that it is required to report under the Regulation (Data Element Number 16 in Appendix A to the Regulation).

*Delegation*

Similar to the reporting requirements in section 26, the requirements to assign and provide a UTI under section 29 can be delegated to a third party, but the person responsible for assigning and providing the UTI remains ultimately responsible for ensuring compliance with section 29.

**Section 30 - Unique product identifiers**

Section 30 is intended to ensure that a recognized trade repository, a reporting counterparty, and a derivatives trading facility that has the reporting requirement under section 36.1 identify

each type of derivative by means of a single UPI. The UPI must be obtained from the Derivatives Service Bureau.

### **Section 31 - Creation data**

For qualified reporting counterparties, section 31 requires that reporting of creation data be made in real time. We interpret “real time” as immediately after execution of the transaction. If it is not technologically practicable to report creation data in real time, it must be reported as soon as technologically practicable. In all cases, the outside limit for reporting is the end of the business day following execution of the transaction. In evaluating what will be considered to be “technologically practicable”, the Authority will take into account the prevalence, implementation and use of technology by comparable counterparties located in Canada and in comparable foreign jurisdictions. The Authority may also conduct independent reviews to determine the state of technology.

We are of the view that it is not technologically practicable for a reporting counterparty to report creation data in respect of a derivative entered into by an agent of a counterparty if the transaction is executed before the derivative is allocated among the counterparties on whose behalf the agent is acting, until the reporting counterparty receives and, as soon as technologically practicable, processes this allocation from the agent. We expect that an agent will inform the reporting counterparty of the identities of the reporting counterparty’s counterparties resulting from the allocation as soon as technologically practicable after execution. For example, if a fund manager executes a transaction on behalf of several of the funds that it manages, but has not allocated the derivative among these funds, it would not be technologically practicable for the reporting counterparty to report each derivative between itself and each allocated fund until it receives and, as soon as technologically practicable, processes the allocation. However, in all cases, the outside limit for reporting by qualified reporting counterparties is the end of the business day following execution of the transaction.

Subsection 31(5) requires non-qualified reporting counterparties to report creation data no later than the end of the second business day following execution of the transaction.

### **Section 32 – Lifecycle event data**

For qualified reporting counterparties, lifecycle event data is not required to be reported in real time but rather at the end of the business day on which the lifecycle event occurs. The end of business day report may include multiple lifecycle events that occurred on that day. If it is not technologically practicable to report lifecycle event data by the end of the business day on which the lifecycle event occurs, it must be reported by the end of the business day following the day on which the lifecycle event occurs. In evaluating what will be considered to be “technologically practicable”, the Authority will take into account the prevalence, implementation and use of technology by comparable counterparties located in Canada and in comparable foreign jurisdictions. The Authority may also conduct independent reviews to determine the state of technology.

Subsection 32(3) requires non-qualified reporting counterparties to report lifecycle event data no later than the end of the second business day on which the lifecycle event occurs. This report may include multiple lifecycle events that occurred on that day.

The Authority notes that, in accordance with subsection 26(7), all reported derivatives data relating to a particular derivative must be reported to the same recognized trade repository, or to the Authority for derivatives for which derivatives data was reported to the Authority in accordance with subsection 26(4).

A reporting clearing house is required to report the termination of the original derivative in respect of a cleared derivative under subsection 32(4). The termination report must be made to the same recognized trade repository to which the original derivative was reported by the end of the business day following the day on which the original derivative is terminated. We stress that the reporting counterparty of the original derivative is required to report that derivative accurately and must correct any errors or omissions in respect of that original derivative. Reporting counterparties of the original derivative and clearing houses should ensure accurate data reporting so that original derivatives that have cleared can be reported as terminated.

### **Section 33 - Valuation data and collateral and margin data**

Under subsection 33(1), a reporting counterparty that is a person subject to the registration requirement as a dealer under the Act or a clearing house must report valuation data and collateral and margin data with respect to a derivative that is subject to the reporting obligations under the Regulation each business day until the derivative is terminated or expires. The Authority notes that, in accordance with subsection 26(7), all reported derivatives data relating to a particular derivative must be reported to the same recognized trade repository.

Subsection 33(2) requires a reporting counterparty that is reporting position level data for certain derivatives under section 33.1 to calculate and report valuation data and collateral and margin data on the net amount of all purchases and sales reported as position level data for such derivatives.

#### **Section 33.1 – Position level data**

As an alternative to reporting lifecycle event data in relation to each derivative, a reporting counterparty may, at its option, report aggregated position level data. Likewise, as an alternative to reporting valuation data and collateral and margin data in relation to each derivative, a reporting counterparty that is a person subject to the registration requirement as a dealer under the Act or a clearing agency may, at its option, report aggregated position level data. These options are only available in respect of derivatives that meet the criteria under section 33.1.

Section 33.1 allows for position level reporting in two cases:

- derivatives that are commonly referred to as “contracts for difference”, where each derivative included in the reported position is fungible with all other derivatives in the reported position and has no fixed expiration date;
- derivatives for which the only underlying interest is a commodity other than cash or currency, where each derivative included in the reported position is fungible with all other derivatives in the reported position.

The Regulation does not apply to a commodity derivative that is an excluded derivative under paragraph 2(d) of *Regulation 91-506 respecting Derivatives Determination*. An example of a commodity derivative to which section 33.1 could apply is a fungible derivative in relation to a

physical commodity that allows for cash settlement in place of delivery. We take the position that commodities include goods such as agricultural products, forest products, products of the sea, minerals, metals, hydrocarbon fuel, precious stones or other gems, electricity, oil and natural gas (and by-products, and associated refined products, thereof), and water. We also consider certain intangible commodities, such as carbon credits and emission allowances, to be commodities. In contrast, this provision will not apply to financial commodities such as currencies, interest rates, securities and indexes, as well as crypto assets that could be considered to be financial commodities.

We view the term “fungible” in this section to refer to derivatives that have certain contract specifications that are identical and replaceable with one another or can be bought or sold to offset a prior derivative having these identical contract specifications. The contract specifications that we expect to be identical are the identity of the counterparties, the maturity date, the underlying asset, and the delivery location. However, we do not expect other contract specifications to be identical, including the execution date, notional amount, price or notional quantity. Derivatives within each reported position must be fungible with all other derivatives in the same reported position.

If a person is the reporting counterparty in respect of some derivatives that meet this criteria and others that do not, it may only report position level data in respect of the derivatives that meet this criteria and must report lifecycle events under section 32 and, if applicable, valuation data and collateral and margin data under section 33, in respect of derivatives that do not.

Contracts for difference and commodity derivatives may not be reported in the same position.

If a reporting counterparty chooses not to report position level data, it must instead report lifecycle events under section 32, and if applicable, valuation data and collateral and margin data under subsection 33(1), in relation to each derivative.

A reporting counterparty that is not a person subject to the registration requirement as a dealer under the Act or a clearing house that opts to report position level data is only required to report lifecycle event data as position level data, and is not required to report valuation data, collateral and margin data.

Creation data cannot be reported as an aggregated position under section 33.1. Reporting counterparties must report creation data separately for each derivative. The CSA Derivatives Data Technical Manual provides technical specifications on reporting position level data.

### **Section 36 – Records of data reported**

A reporting counterparty must keep records relating to a derivative that is required to be reported under this Regulation, including transaction records, for 7 years after the expiration or termination of a derivative. The requirement to maintain records for 7 years after the expiration or termination of a derivative, rather than from the date the derivative was entered into, reflects the fact that derivatives create on-going obligations and information is subject to change throughout the life of a derivative.

As part of the record-keeping requirements under section 36, we expect a reporting counterparty will maintain records of each verification it performs to confirm the accuracy of reported derivatives data as well as records relating to any errors or omissions discovered in reported derivatives data or any corrections to such data.

A correction to derivatives data, whether before or after expiration or termination of the derivative, does not extend or reduce the maintenance period under section 36 unless the correction relates to the date of expiration or termination of the derivative. For example, if a derivative expired on December 31, 2020 and the notional amount of the derivative was subsequently corrected on December 31, 2021, the correction would not impact the record maintenance period. However, if the correction was to the expiration date, such that the derivative actually expired on December 31, 2019, then the record maintenance period should reflect the corrected expiration date.

### Section 36.1 – Derivatives trading facility

Under subsection 36.1(2), where a transaction is executed anonymously on a derivatives trading facility, and at the time of execution, is intended to be cleared, the reporting hierarchy under section 25 does not apply with respect to the derivative. Instead, under subsection 36.1(3) certain provisions in the Regulation that refer to “reporting counterparty” and “qualified reporting counterparty” must be read as referring to “derivatives trading facility”. These provisions are summarized in the following table:

Provision	Summary
22.2(2)	A recognized trade repository must, as soon as technologically practicable after receiving the derivatives data, notify a derivatives trading facility (including, for greater certainty, an agent acting on its behalf) whether or not the derivatives data received by the recognized trade repository from the derivatives trading facility, or from a party to whom a derivatives trading facility has delegated its reporting obligation under the Regulation, satisfies the validation procedure of the recognized trade repository.
26(1)	A derivatives trading facility must report, or cause to be reported, the data required to be reported under Part 3 to a recognized trade repository; however, this only applies to creation data.
26(2)	A derivatives trading facility must ensure that all reporting obligations in respect of the derivative have been fulfilled.
26(3)	The derivatives trading facility may delegate reporting obligations under the Regulation, but remains responsible for ensuring the timely and accurate reporting of derivatives data required by the Regulation.
26(4)	A derivatives trading facility must electronically report the data required to be reported by Part 3 to the Authority if no recognized trade repository accepts the data required to be reported by Part 3.

26(6)	A derivatives trading facility must ensure that all reported derivatives data relating to a derivative satisfies the validation procedure of the recognized trade repository to which the derivative is reported.
26(7)	A derivatives trading facility must ensure that all reported derivatives data relating to a derivative is reported to the same recognized trade repository or, if reported to the Authority under s. 26(4), to the Authority.
26.1(a)	A derivatives trading facility must ensure that all reported derivatives data does not contain an error or omission.
26.2	If a derivatives trading facility reports a derivative in error, it must report the error to the recognized trade repository or, if the derivatives data was reported to the Authority under subsection 26(4), to the Authority, as soon as practicable after discovery of the error, and in no event later than the end of the business day following the day of discovery of the error.
26.3(1)	Where a derivatives trading facility has the reporting requirement, a local counterparty must notify the derivatives trading facility of an error or omission with respect to derivatives data relating to a derivative to which it is a counterparty as soon as practicable after discovery of the error or omission, and in no event later than the end of the business day following the day of discovery of the error or omission.
26.3(2)	A derivatives trading facility must notify the Authority of a significant error or omission as soon as practicable after discovery of the error or omission.
26.4	A derivatives trading facility may change the recognized trade repository to which derivatives data relating to a derivative is reported by following the procedures set out in this section (although in practice we do not expect that a derivatives trading facility would use these procedures, given that the facility is only required to report creation data for original derivatives that should be terminated once they are cleared).
27	A derivatives trading facility must include the following in every report required by Part 3: (a) the LEI of each counterparty to the derivative as set out in section 28, (b) the unique transaction identifier for the derivative as set out in section 29, and (c) the unique product identifier for the type of derivative as set out in section 30.
28(1)	In all recordkeeping and reporting that is required under the Regulation, a derivatives trading facility must identify each counterparty to a derivative by means of a single LEI.
28(4)	If a counterparty to a derivative is an individual or is not eligible to receive a LEI as determined by the Global Legal Entity Identifier System, a derivatives trading facility must identify such a counterparty with a single unique alternate identifier.
29(1)	In all recordkeeping and reporting that is required under the Regulation, a derivatives trading facility must identify each derivative by means of a single UTI.
29(7)	A derivatives trading facility is required to provide the UTI that it has assigned, as set out in this subsection.
30(2)	In all recordkeeping and reporting that is required under the Regulation, a derivatives trading facility must identify each type of derivative by means of a single unique product identifier.

31(1) 31(2) 31(3)	Upon execution of a transaction relating to a derivative that is required to be reported under the Regulation, a derivatives trading facility must report the creation data relating to that derivative to a recognized trade repository in real time. If it is not technologically practicable to report creation data in real time, the derivatives trading facility must report creation data as soon as technologically practicable and in no event later than the end of the business day following the day on which the data would otherwise be required to be reported.
35	Where a recognized trade repository ceases operations or stops accepting derivatives data for a certain asset class of derivatives, the derivatives trading facility may fulfill its reporting obligations under the Regulation by reporting the derivatives data to another recognized trade repository, or the Authority if there is not an available recognized trade repository, within a reasonable period of time.
36	A derivatives trading facility must keep records relating to a derivative for which it has the reporting requirement, including transaction records, for 7 years after the date on which the derivative expires or terminates. It must keep these records in a safe location and in a durable form.
37(3)	A derivatives trading facility must use its best efforts to provide the Authority with access to all derivatives data that it is required to report pursuant to the Regulation, including instructing a trade repository to provide the Authority with access to such data.
41.2	A derivatives trading facility is not required to report derivatives data relating to a derivative if the derivative is required to be reported solely because one or both counterparties is a local counterparty under paragraph (b) of the definition of “local counterparty”. This exclusion is not available in respect of derivatives data relating to a derivative involving an individual who is a resident of Québec or a person that is both a local counterparty under paragraph (b) of the definition of “local counterparty” and a qualified person under section 82 of the Act.

Please see above under section 22.1 for the Authority’s views on the term “derivatives trading facility”.

This section is only intended to apply to original derivatives (sometimes referred to as “alpha” transaction) and to exclude derivatives that have cleared, and for which the clearing house is the reporting counterparty. The chart above under section 25 illustrates the distinction between original derivatives and cleared derivatives.

Subsection 36.1(2) applies only where it is not possible for a counterparty to establish the identity of the other counterparty prior to execution of a transaction.

Subsection 36.1(4) provides for certain exceptions where an anonymous derivative is intended to be cleared. We expect that paragraph 36.1(4) would apply to, for example, a fund manager that is allocating a derivative among funds that it manages.

Subsection 36.1(5) provides for a grace period to enable derivatives trading facilities to determine whether their participants, and their customers, are a local counterparty under paragraph (c) of the definition of “local counterparty” under derivatives data reporting rules of any jurisdiction of Canada. The grace period only applies if the derivatives trading facility makes diligent efforts on a reasonably frequent basis to determine this.



## **PART 4 DATA DISSEMINATION AND ACCESS TO DATA**

### **Introduction**

Part 4 includes requirements on recognized trade repositories to make data available to the Authority, counterparties and the public.

### **Section 37 - Data available to regulators**

The derivatives data covered by this subsection is data that is necessary to carry out the Authority's mandate. This includes derivatives data with respect to any derivative that may impact Québec's capital markets.

Derivatives that reference an underlying asset or class of assets with a nexus to Québec or Canada can impact Québec's capital markets even if the counterparties to the derivative are not local counterparties. Therefore, the Authority has a regulatory interest in derivatives involving such underlying interests even if such data is not submitted pursuant to the reporting obligations in the Regulation, but is held by a recognized trade repository.

Electronic access under paragraph 37(1)(a) includes the ability of the Authority to access, download, or receive a direct real-time feed of derivatives data maintained by the recognized trade repository.

When a participant corrects an error or omission in derivatives data, the Authority does not expect recognized trade repositories to re-issue any static reports that were previously provided to the Authority to reflect the correction. However, any new static reports provided to the Authority, as soon as technologically practicable after recording the correction, should reflect the correction, if applicable. Similarly, the Authority expects the data that it accesses through its electronic access to be updated to reflect any corrections as soon as technologically practicable after the recognized trade repository recorded the correction. In evaluating what will be considered to be "technologically practicable", the Authority will take into account the prevalence, implementation and use of technology by comparable trade repositories. The Authority may also conduct independent reviews to determine the state of technology.

Subsection 37(2) requires a recognized trade repository to conform to internationally accepted regulatory access standards applicable to trade repositories. Trade repository regulatory access standards have been developed by CPMI and IOSCO. It is expected that all recognized trade repositories will comply with the access recommendations in CPMI-IOSCO's final report<sup>8</sup>.

The Authority interprets the requirement under subsection 37(3) for a reporting counterparty to use best efforts to provide the Authority with access to derivatives data to mean, at a minimum, instructing the recognized trade repository to release derivatives data to the Authority.

---

<sup>8</sup> See report entitled Authorities' access to trade repository data available at <http://www.bis.org/publ/cpss110.htm>

### **Section 38 - Data available to participants**

Subsections 38(1) and (2) are intended to ensure that each counterparty, and any person acting on behalf of a counterparty, has access to all derivatives data relating to its derivative(s) in a timely manner and that recognized trade repositories have appropriate authorization procedures in place to enable such access. The Authority is of the view that where a counterparty has provided consent to a trade repository to grant access to data to a third-party service provider, the trade repository should grant such access on the terms consented to.

We note that reporting counterparties require access to derivatives data relating to their derivatives in order to fulfill their obligation under paragraph 26.1(a) to ensure the accuracy of reported data.

We expect that data made available by a recognized trade repository to counterparties and any person acting on their behalf will not include the identity or LEI of the other counterparty in respect of transactions executed anonymously on a derivatives trading facility, as required under section 22.1.

### **Section 39 - Data available to public**

Subsection 39(1) requires a recognized trade repository to make available to the public, at no cost, certain aggregate data for all derivatives reported to it under the Regulation including open positions (which refers to derivatives that have not expired or terminated), volume, and number of derivatives. It is expected that a recognized trade repository will provide aggregate data by notional amounts outstanding and level of activity. Such aggregate data is expected to be available on the recognized trade repository's website.

When a participant corrects an error or omission in derivatives data, the Authority does not expect recognized trade repositories to re-publish aggregate data that was previously published before the correction was recorded. However, any new publication of aggregate data, as soon as technologically practicable after recording the correction, should reflect the correction, if applicable. In evaluating what will be considered to be "technologically practicable" the Authority will take into account the prevalence, implementation and use of technology by comparable trade repositories. The Authority may also conduct independent reviews to determine the state of technology.

Subsection 39(2) requires that the aggregate data that is disclosed under subsection 39(1), be broken down into various categories of information. The following are examples of the aggregate data required under subsection 39(2):

- currency of denomination (the currency in which the derivative is denominated);
- asset class of underlier (e.g., fixed income, credit, or equity);
- product type (e.g., options, forwards, or swaps);
- cleared or uncleared;
- expiration (broken down into expiration ranges).

Subsection 39(3) requires a recognized trade repository to make available to the public at no cost transaction level reports that meet the requirements under Appendix C to the Regulation. These transaction level reports are expected to be available on the recognized trade repository's

website for at least one year after the initial public dissemination. We expect recognized trade repositories, as soon as technologically practicable after recording a correction to derivatives data by a participant, to publicly disseminate the correction as required under paragraph 1(c) of Appendix C to the Regulation. While the correction is required to be publicly disseminated, the recognized trade repository is not required to edit previously published transaction level reports to reflect the corrected data. In evaluating what will be considered to be “technologically practicable”, the Authority will take into account the prevalence, implementation and use of technology by comparable trade repositories. The Authority may also conduct independent reviews to determine the state of technology.

Subsection 39(4) provides that a recognized trade repository must not disclose the identity of either counterparty to the derivative. This means that published data must be anonymized, and the names or LEIs of counterparties must not be published. This provision is not intended to create a requirement for a recognized trade repository to determine whether anonymized published data could reveal the identity of a counterparty based on the terms of the derivative.

## **PART 5 EXCLUSIONS**

### **Introduction**

Part 5 provides for various exclusions from the reporting requirements under the Regulation.

### **Section 40 - Commodity derivatives**

Section 40 provides an exclusion for a derivative for which the only underlying interest is a commodity other than cash or currency. The Regulation does not apply to a commodity derivative that is an excluded derivative under paragraph 2(d) of *Regulation 91-506 respecting Derivatives: Determination*.

An example of a commodity derivative to which section 40 could apply (subject to the other terms set out in that section) is a derivative in relation to a physical commodity that allows for cash settlement in place of delivery. We take the position that commodities include goods such as agricultural products, forest products, products of the sea, minerals, metals, hydrocarbon fuel, precious stones or other gems, electricity, oil and natural gas (and by-products, and associated refined products, thereof), and water. We also consider certain intangible commodities, such as carbon credits and emission allowances, to be commodities. In contrast, this exclusion will not apply to financial commodities such as currencies, interest rates, securities, indexes, as well as crypto assets that could be considered to be financial commodities.

This exclusion does not apply to a local counterparty that is a qualified reporting counterparty.

In calculating the month-end notional outstanding for any month, the notional amount of all outstanding derivatives required to be reported under the Regulation and relating to a commodity other than cash or currency, with all counterparties other than affiliated entities, whether domestic or foreign, should be included. A notional amount that is not denominated as a

monetary amount should be converted to a monetary amount using the methodology set out in Appendix 3.1 of the CSA Derivatives Data Technical Manual.

A local counterparty that qualifies for this exclusion is required to report a derivative involving an asset class other than a commodity or involving cash or currency, if it is the reporting counterparty for the derivative under section 25.

As provided under subsection 25(6), a local counterparty that agrees to be the reporting counterparty for a derivative under subsection 25(3) must fulfill all reporting obligations as the reporting counterparty in relation to that derivative even if that local counterparty would otherwise be excluded from the trade reporting obligation under section 40.

This exclusion is not relevant to an original derivative where the transaction is executed anonymously on a derivatives trading facility. In this situation, even if both local counterparties to the derivative would otherwise qualify for this exclusion, the derivatives trading facility must report the original derivative under section 36.1.

In a derivative between two local counterparties, where the reporting counterparty is determined under subsection 25(4), and where section 36.1 does not apply, each local counterparty should determine whether it qualifies for this exclusion. If only one local counterparty to the derivative qualifies for the exclusion, the other local counterparty must still report the derivative. If each local counterparty qualifies for the exclusion, the derivative is not required to be reported under the Regulation.

In a derivative between a local counterparty that qualifies for this exclusion and a non-local counterparty, where the reporting counterparty is determined under subsection 25(4) and where section 36.1 does not apply, the derivative is not required to be reported under the Regulation.

#### **Section 41.1 – Derivatives between affiliated entities**

Section 41.1 provides an exclusion from the reporting requirement for derivatives between non-qualified reporting counterparties. For example, if an affiliated entity of a local counterparty that is subject to the registration requirement as a dealer under the Act enters into a derivative with its affiliated local counterparty that is subject to the registration requirement as a dealer under the Act, or with another affiliated entity of the local counterparty that is subject to the registration requirement as a dealer, this exclusion does not apply.

Also, the exclusion does not apply to a derivatives trading facility with respect to derivatives data for a transaction that is executed anonymously on such facility and intended to be cleared.

#### **Section 41.2 – Derivatives between a non-resident person subject to the registration requirement as a dealer under the Act and a non-local counterparty**

Section 41.2 provides an exclusion from the reporting requirement in respect of derivatives that are only required to be reported because one or both counterparties is a local counterparty under paragraph (b) of the definition of “local counterparty”. This exclusion applies to a foreign person subject to the registration requirement as a dealer under the Act that is a local counterparty under paragraph (b) of that definition, in respect of derivatives with another foreign person subject to the

registration requirement as a dealer under the Act, or a foreign person who is not subject to the registration requirement as a dealer under the Act.

However, this exclusion is not available where a derivative involves:

- a person that is both a local counterparty under paragraph (b) of the definition of “local counterparty” and a qualified person under section 82 of the Act or
- an individual who is a resident of Québec. A person who is subject to the registration requirement as a dealer under the Act is required to report derivatives with such an individual, even though the individual is not a “local counterparty”.

The following chart includes examples to illustrate whether this exclusion applies:

Counterparty A	Counterparty A “local counterparty” status	Counterparty B	Counterparty B “local counterparty” status	Result
European bank that is a person subject to the registration requirement as a dealer under the Act and is not a qualified person under section 82 of the Act	“local counterparty” only under para. (b) of that definition	European bank	Either a non-local counterparty or a “local counterparty” only under para. (b) of that definition	Exclusion applies
U.S. bank that is a person subject to the registration requirement as a dealer under the Act and is not a qualified person under section 82 of the Act	“local counterparty” only under para. (b) of that definition	U.S. based counterparty (not guaranteed by a local counterparty)	Non-local counterparty	Exclusion applies
Japanese bank that is a person subject to the registration requirement as a dealer under the Act	“local counterparty” only under para. (b) of that definition	Québec pension fund	Local counterparty under para. (a) of that definition	Exclusion does not apply – derivative is reportable
U.K. bank that is a person subject to the registration requirement as a	“local counterparty” only under para. (b) of that definition	Individual resident in Québec	Non-local counterparty	Exclusion does not apply – derivative is reportable

dealer under the Act				
Canadian bank that is a person subject to the registration requirement as a dealer under the Act	“local counterparty” under paras. (a) and (b) of that definition	Not relevant	Not relevant	Exclusion does not apply – derivative is reportable

**APPENDIX A****MINIMUM DATA FIELDS REQUIRED TO BE REPORTED TO A RECOGNIZED TRADE REPOSITORY**

Appendix A to the Regulation should be read in conjunction with the CSA Derivatives Data Technical Manual, in Appendix A to this Policy, which provides the formats and allowable values for the derivatives data specifications required to be reported by a reporting counterparty under Part 3 of the Regulation.





# CSA Derivatives Data Technical Manual

---

Technical specifications for over-the-counter derivatives data reporting

July 25, 2024

Version 1.0

# Table of Contents

---

<b>1</b>	<b>INTRODUCTION</b>	<b>4</b>
1.1	<b>Background</b>	<b>4</b>
1.1.1	Format of technical specifications	4
1.2	<b>Explanation of Certain Data Elements or Categories</b>	<b>6</b>
1.2.1	Direction of the transaction	6
1.2.2	Repeating data elements or leg-based products	6
1.2.3	Schedules	6
1.2.4	Actions and Events	6
1.2.5	Validations	6
1.2.6	Unique Product Identifier	7
1.2.7	Other payment fields	7
1.2.8	Packages	8
1.2.9	Position reporting	8
1.2.10	Prior UTI	8
1.3	<b>Historical Derivatives</b>	<b>9</b>
<b>2</b>	<b>TECHNICAL SPECIFICATIONS</b>	<b>10</b>
2.1	Position reporting guidelines	52
<b>3</b>	<b>APPENDIX</b>	<b>56</b>
3.1	Notional amount	56
3.2	Mapping of Day count convention allowable values to ISO 20022, FpML, and FIX/FIXML values	57
3.3	Valuation method	65
3.4	Collateralisation category	66
3.5	Action and event reporting	66

3.6	Allowable Action Type Sequences	68
3.7	Definitions for Event Type Allowable Values	69
3.8	Definitions for Action Type Allowable Values	70
<b>4</b>	<b>EXAMPLES</b>	<b>71</b>
4.1	SEF Transactions – Anonymous and cleared	71
4.2	Package- Price/Spread	71
4.3	Partial Termination/Amendment, Correction	72
4.4	Allocation	72
4.5	Position	72
4.6	Error and Revive	73
4.7	Crypto	74
4.8	Upgrade	74

# 1 Introduction

## 1.1 Background

The technical specifications in this CSA Derivatives Data Technical Manual (the **Technical Manual**) specify the definition, format, and allowable values for each data element that is required to be reported under Manitoba Securities Commission Rule 91-507 *Derivatives: Trade Reporting*, Ontario Securities Commission Rule 91-507 *Derivatives: Trade Reporting, Regulation 91-507 respecting Trade Repositories and Derivatives Data Reporting* (Québec) and, in the remaining provinces and territories, Multilateral Instrument 96-101 *Derivatives: Trade Reporting* (collectively, the **TR Rules**) and are sourced primarily from the *Revised CDE Technical Guidance - version 3: Harmonisation of critical OTC derivatives data elements (other than UTI and UPI)*<sup>1</sup> (the **CDE Technical Guidance**).

The Technical Manual is intended to assist market participants in reporting under amendments to the TR Rules that are expected to become effective on July 25, 2025.

All terms in the Technical Manual that are defined in a TR Rule have the same meaning as in the applicable TR Rule, unless otherwise provided in the Technical Manual or unless the context otherwise requires.

Where data elements align with the data elements prescribed by the Commodity Futures Trading Commission (the **CFTC**), the Technical Manual has generally adopted the name, definition, format, and allowable values as set out by the CFTC.

It is expected that the Technical Manual will be updated on a periodic basis to reflect updates from the Canadian Securities Administrators (**CSA**) and international updates.

### 1.1.1 Format of technical specifications

- (1) **#:** all data elements are assigned a number for ease of reference. The data element number is referenced throughout the Technical Manual and in Appendix A to each of the TR Rules.
- (2) **Source:** this column contains "CDE", "CSA", "CFTC" or "ESMA". "CDE" refers to a data element in the CDE Technical Guidance. "CFTC" refers to a data element sourced from the Commodities Futures Trading Commission. "ESMA" refers to a data element sourced from the European Securities and Markets Authority.
- (3) **Category:** data elements are grouped by topic or category.
- (4) **Data Element Description:** a concise description of the data element that is set out in Appendix A to each of the TR Rules and reproduced in the Technical Manual for convenience. These descriptions are intended to comply with CSA rule drafting standards while substantively aligning with the corresponding detailed explanation.
- (5) **Detailed Explanation of Data Element:** for CDE data elements, the explanation is sourced from the CDE Technical Guidance, with footnotes added to provide clarity based on the CFTC's regulations. For CFTC data elements, the explanation is sourced from the CFTC Technical Specification, with footnotes added to provide clarity. For ESMA data elements, the explanation is sourced from EMIR REFIT validation rules. Data elements sourced from the CFTC and ESMA apply regardless of reporting requirements in the U.S. or Europe. For example, data elements sourced from the CFTC apply to all derivatives that are required to be reported under the TR Rules, as applicable, and not only to swaps under CFTC rules. Further, they apply under the TR Rules regardless of whether the derivative is otherwise required to be reported under CFTC rules.
- (6) **Format:** see Table below that illustrates the meaning of formats used throughout the document.

<sup>1</sup> See Revised CDE Technical Guidance – version 3 - Harmonisation of critical OTC derivative data elements (other than UTI and UPI), September 2023, [https://www.leiroc.org/publications/gls/roc\\_20230929.pdf](https://www.leiroc.org/publications/gls/roc_20230929.pdf)

Format	Content in brief	Additional Explanation	Example(s)
YYYY-MM-DD	Date	YYYY = four-digit year MM = two-digit month DD = two-digit day	2015-07-06 (corresponds to 6 July 2015)
YYYY-MM-DDTh:mm:ssZ	Date and time	YYYY, MM, DD as above hh = two-digit hour (00 through 23) (am/pm NOT allowed) mm = two-digit minute (00 through 59) ss = two-digit second (00 through 59) T is fixed and indicates the beginning of the time element. Z is fixed and indicates that times are expressed in UTC (Coordinated Universal Time) and not in local time.	2014-11-05T13:15:30Z (corresponds to 5 November 2014, 1:15:30 pm, Coordinated Universal time, or 5 November 2014, 8:15:30 am US Eastern Standard Time)
Num(25,5)	Up to 25 numerical characters including up to five decimal places	The length is not fixed but limited to 25 numerical characters including up to five numerical characters after the decimal point. Should the value have more than five digits after the decimal, reporting counterparties should round half-up.	1352.67 12345678901234567890.12345 1234567890123456789012345 0 -20000.25 -0.257
Num(5) <sup>2</sup>	Up to five numerical characters, no decimals are allowed	The length is not fixed but limited to five numerical characters	12345 123 20
Char(3)	Three alphanumeric characters	The length is fixed at three alphanumeric characters.	USD X1X 999
Varchar(25)	Up to 25 alphanumeric characters	The length is not fixed but limited at up to 25 alphanumeric characters. No special characters are permitted. If permitted, it would be explicitly stated in the format of the data element.	asgaGEH3268EFdsagtTRCF543 aaaaaaaaa x
Boolean	Boolean characters	Either "True" or "False" or "true" or "false" <sup>3</sup>	True / true False / false

Table 1 – Explanation of formats used in the Technical Specification

<sup>2</sup> Num(5) format is equivalent to Num(5,0) used in this Technical Manual and does not allow decimals.

<sup>3</sup> Both upper case and lower case are allowed until the ISO 20022 message standard is adopted by CSA.

## 1.2 Explanation of Certain Data Elements or Categories

### 1.2.1 Direction of the transaction

The Technical Manual requires the reporting of Buyer/Seller or Payer/Receiver for this data element. This is a slightly different approach from that taken in the CDE Technical Guidance, which provides two options for reporting Direction. The reporting counterparty should not report both Buyer/Seller and Payer/Receiver for a given transaction, but instead use the reporting method appropriate for the type of instrument reported.

### 1.2.2 Repeating data elements or leg-based products

Depending on the product being reported and the related market convention, a multi-leg or multi-stream product could be reported using a particular data element more than once. Unless the data element is listed as "leg", it cannot be reported more than once. For products where the multi-leg or multi-stream concept is not applicable, report values in the designated data element for the first leg (Leg 1) for all fields that are specified as leg-based data elements. For products having two legs where one leg references a fixed value and the other leg references a floating value, Leg 1 elements should refer to the leg that references a fixed value and Leg 2 elements should refer to the leg that references a floating value. For products having two legs where each leg references a floating value respectively, the legs should be ordered based on the alphabetical ordering of the names of the respective underliers. In cases where the names of the respective underliers are the same, but they are differentiated by a tenor, Leg 1 elements should refer to the leg referencing the underlier with the shorter tenor.

### 1.2.3 Schedules

Derivatives involving schedules which specify the details known at the time of execution of the transaction are required to be reported as part of creation data. Fields that require reporting of multiple values in a single field can be reported using a delimiter between the reported values. The choice of delimiter is left to the discretion of the trade repository but the delimiter usage must be the same in all files. Fields that allow multiple values for submission have a standard variable length of 500 characters as the data type regardless of how each trade repository is collecting from their participants. Public dissemination is required for the first 10 values in schedule fields.

### 1.2.4 Actions and Events

Appendix 3.5 illustrates how different events should be reported in transaction reporting, position reporting and end-of-day (valuation and collateral) reporting.

At a minimum, any data elements that are impacted as part of actions and events should be reported. It is at the trade repository's discretion whether other elements should be included for event message types.

Corrections of valuation and collateral are allowed and should be reported using "VALU" and "MARU" action types.

### 1.2.5 Validations

Validations are generally intended to be the same as the CFTC's as specified in its Part 45 swap data reporting requirements when the Technical Manual data element is also required by the CFTC. A trade repository may limit the number of data elements required to be submitted for Action Type TERM, PRTO, and EROR.

#### Reporting Types:

Transaction = Creation data and Lifecycle Event data: Transaction means entering into, assigning, selling or otherwise acquiring or disposing of a derivative or the novation of a derivative. Each transaction must be reported as a unique derivative under the TR Rules.

Valuation= Valuation Data: Valuation data means data that reflects the current value of the derivative and includes the data in the elements listed in Appendix A under the heading "Data Elements Related to Valuation".

Collateral = Margin Data: Collateral and margin data means data that reflects the current amount of collateral and margin posted or collected as described in the elements listed in Appendix A under the heading "Data Elements Related to Collateral and Margin".

#### Values:

M=Mandatory (The data element is mandatory and any additional validation rules, if specified, must also be followed)

C= Conditional (The data element is required if the conditions set out in the validation rules are fulfilled. Additional validation rules, if specified, must also be followed)

NR= Not Required (The data element is not required to be included in the report)

O= Optional (The data element should be included in the transaction if applicable. Additional validation rules, if specified, may be applied when populated)

#### Leg-based data elements:

Validations in the Technical Manual included for leg-based data elements are meant to apply to the first leg (Leg 1). However, it should not be presumed that the validations apply similarly to the second leg (Leg 2). This is largely due to the conditionality between leg fields, and the fact that trade repository specific data elements can alter the application of published validations in ways not contemplated in the Technical Manual. Given this, trade repositories may incorporate other validations for leg-level data elements, should they deem it necessary.

A value may be provided where there is an else {blank}. It may be interpreted as "else optional".

## 1.2.6 Unique Product Identifier

#### Data elements related to underlying asset:

This set of data elements captures information related to underliers when the information cannot be derived from the UPI. These data elements apply to all asset classes and should support any underliers.

- Data elements 128 and 129 should be used when the UPI Service Provider does not receive the identifier and its source for a particular underlier. In these cases, values for both 'Underlier ID' and 'Underlier ID source' are submitted as 'OTHER' to the UPI service provider.
- Data elements 130 and 131 are necessary to determine the price of an underlier asset or index that cannot be derived from the given UPI.
- Data element 121 is necessary to easily identify the derivative transactions based on crypto assets that cannot be identified from the given UPI.

## 1.2.7 Other payment fields

The set of data elements related to other payments can be reported multiple times in the case of multiple payments.

## 1.2.8 Packages

Package identifier should be used by reporting counterparties or entities responsible for reporting as a unique link between reports belonging to the same derivative contract, where the table of fields does not enable submitting the details in only one report and where the package transaction is composed of a combination of derivative contracts that are negotiated together as the product of a single economic agreement.

If a derivative contract ceases to exist, but gives rise to another derivative, those two contracts should be considered individually and not be reported as a package transaction, thus no package identifier should be used to link those reports in such circumstance, while at the same time the field 'Prior UTI' should be reported.

The reporting field 'Package transaction price' and 'Package transaction price currency' should be populated with the relevant price and currency for the entire package transaction rather than the price and currency of the individual components. If the individual components have individual prices and currencies those should be populated in the relevant report in field 'Price' and 'Price currency' in addition to the population of the field 'Package transaction price'.

## 1.2.9 Position reporting

Position reporting is an optional method of reporting for derivatives that meet the requirements under section 33.1 of the TR Rules. The "Position Reporting guidelines" in section 2.1 sets out how to report lifecycle events in relation to certain data elements. Lifecycle events may be reported at the position level in respect of all relevant data elements where derivatives meet these conditions. Refer to example 4.5 to review how positions are to be reported.

Positions may not be reported without previously reporting the derivatives separately at transaction level. Derivatives at transaction level should be updated to have an appropriate status, so that it is clear that they are no longer open and to avoid double-counting of the derivatives that were included in positions. The reporting counterparty should report the terminations of all the derivatives at transaction level that enter into the position. For new derivatives that are included in the position on the same day, action type "POSC" with no event type should be used. For derivatives that are included in the position on all other days, action type "TERM" and event type "INCP" should be used.

Where a position valuation becomes zero, there are only two possible ways to proceed:

- Termination of the position and reporting of a new one using a different UTI at a later stage. No valuations are reported between the termination of the first position and the creation of the latter.
- Maintaining the position open and reporting a zero contract value on a daily basis.

## 1.2.10 Prior UTI

Prior UTI should be assigned to the predecessor derivative that has given rise to the reported derivative due to a lifecycle event, in a one-to-one relation between derivatives. This data element is not applicable when reporting many-to-one and many-to-many relations between derivatives (e.g., in the case of a compression). In particular, the prior UTI will be applicable in the following events:

- Full or partial novation (reported with Action Type: NEWT and Event Type: NOVA and includes Prior UTI);
- Clearing;
- Exercise (in the case of swaptions),
- Allocation (reported with Action Type: NEWT and Event Type: ALOC and includes Prior UTI),
- Corporate event (in the case of a split).



## 1.3 Historical Derivatives

Counterparties should not create a new UTI for outstanding derivatives, even if the original UTI is not fully compliant with e.g., new format requirements under the Technical Manual. For existing derivatives that utilize a USI (Unique Swap Identifier), the trade repository can allow for these to be submitted in a separate data element.

All existing derivatives should eventually be updated with the new data requirements and reported using the action field Modify (MODI) and event type Upgrade (UPDT).

## 2 Technical Specifications

### Data Elements Related to Counterparties

Data Element Number	Source	Data Element Name	Data Element Description <i>(from Appendix A to the TR Rules)</i>	Detailed Explanation of Data Element	Format	Values	Made Available to the Public	Validations
1	CDE	Counterparty 1 (reporting counterparty)	Identifier of the reporting counterparty.	<p>Identifier of the counterparty to an OTC derivative transaction<sup>4</sup> who is fulfilling its reporting obligation via the report in question.</p> <p>In jurisdictions where both parties must report the transaction, the identifier of Counterparty 1 always identifies the reporting counterparty.</p> <p>In the case of an allocated derivative transaction executed by a fund manager on behalf of a fund, the fund and not the fund manager is reported as the counterparty. However, if the allocation of the block trade to specific funds does not take place prior to the reporting deadline, then the fund manager executing the transaction on behalf of the fund can be reported as the counterparty.</p> <p>If a trading facility is fulfilling the reporting obligation, the identifier of Counterparty 1 identifies one of the counterparties to the transaction.</p>	Char(20) for an LEI code	<ul style="list-style-type: none"> <li>ISO 17442 LEI code that is included in the LEI data as published by the Global LEI Foundation (GLEIF, <a href="http://www.gleif.org/">www.gleif.org/</a>).</li> </ul>	N	Transaction-M Collateral-M Valuation-M
2	CDE	Counterparty 2 (non-reporting counterparty)	Identifier of the non-reporting counterparty.	<p>Identifier of the second counterparty<sup>5</sup> to an OTC derivative transaction.</p> <p>In the case of an allocated derivative transaction executed by a fund manager on behalf of a fund, the fund and not the fund manager is reported as the counterparty. However, if the allocation of the block trade to specific funds does not take place prior to the reporting deadline, then the fund manager executing the transaction on behalf of the fund can be reported as the counterparty.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Char(20) for an LEI code or</li> <li>Varchar(72), for natural persons who are acting as private individuals and not eligible for an LEI per the ROC Statement - Individuals Acting in a Business Capacity or</li> <li>Varchar(72), Internal identifier code for a non-reporting counterparty subject to Blocking Law</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>ISO 17442 LEI code that is included in the LEI data as published by the Global LEI Foundation (GLEIF, <a href="http://www.gleif.org/">www.gleif.org/</a>).</li> <li>For natural persons who are acting as private individuals(not eligible for an LEI per the ROC Statement – Individuals Acting in a Business Capacity): LEI of the reporting counterparty followed by a unique identifier assigned and maintained consistently by the reporting counterparty for that natural person(s) for regulatory reporting purpose.</li> <li>An internal identifier code as non-reporting counterparty identifier if such counterparty or transaction is subject to Blocking Law and the reporting counterparty has exemptive relief from such derivatives data reporting requirements.</li> </ul>	N	Transaction-M Collateral-M Valuation-M

<sup>4</sup> References to "OTC derivative" and "transaction" in CDE data element explanations and in the Appendices to the Technical Manual should be read to mean derivative.

<sup>5</sup> Only one counterparty should be reported. In cases where multiple counterparties are legally responsible as the second counterparty (for example joint and several liability, or solidary liability in Quebec), report only one of the counterparties and use the same counterparty for all continuation data and lifecycle events.

Data Element Number	Source	Data Element Name	Data Element Description <i>(from Appendix A to the TR Rules)</i>	Detailed Explanation of Data Element	Format	Values	Made Available to the Public	Validations
3	CFTC	Counterparty 2 identifier source	Type of Counterparty 2 identifier.	Source used to identify the Counterparty 2.	Char(4)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• LEID = Legal Entity Identifier</li> <li>• NPID = Natural Person Identifier, to identify person who are acting as private individuals, not business entities</li> <li>• PLID = An internal identifier only if (1) Counterparty 2 is subject to a blocking law or consent requirement, (2) the applicable CSA regulatory authority has issued a relief decision to the reporting counterparty relating to blocking laws and consent requirements, and (3) the reporting counterparty is complying with the conditions of the relief decision.</li> </ul>	N	Transaction- M Collateral - M Valuation - M
4	CDE	Buyer identifier	Identifier of the counterparty that is the buyer.	<p>Identifier of the counterparty that is the buyer, as determined at the time of the transaction.</p> <p>A non-exhaustive list of examples of instruments for which this data element could apply are:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• most forwards and forward-like contracts (except for foreign exchange forwards and foreign exchange non-deliverable forwards)</li> <li>• most options and option-like contracts including swaptions, caps and floors</li> <li>• credit default swaps (buyer/seller of protection)</li> <li>• variance, volatility and correlation swaps</li> <li>• contracts for difference and spreadbets</li> </ul> <p>This data element is not applicable to instrument types covered by data elements Payer identifier and Receiver identifier.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Char(20) for an LEI code or</li> <li>• Varchar(72), for natural persons who are acting as private individuals and not eligible for an LEI per the ROC Statement - Individuals Acting in a Business Capacity or</li> <li>• Varchar(72), Internal identifier code for a non-reporting counterparty subject to Blocking Law</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• ISO 17442 LEI code that is included in the LEI data as published by the Global LEI Foundation (GLEIF, <a href="http://www.gleif.org/">www.gleif.org/</a>).</li> <li>• For natural persons who are acting as private individuals (not eligible for an LEI per the ROC Statement – Individuals Acting in a Business Capacity): LEI of the reporting counterparty followed by a unique identifier assigned and maintained consistently by the reporting counterparty for that natural person(s) for regulatory reporting purpose.</li> <li>• An internal identifier code as non-reporting counterparty identifier if such counterparty or transaction is subject to Blocking Law and the reporting counterparty has exemptive relief from such derivatives data reporting requirements.</li> </ul>	N	Transaction- C if [Payer identifier] and [Receiver identifier] are not populated, else {blank}; When populated, the value shall match the value in [Counterparty 1 (reporting counterparty)] or [Counterparty 2]  Collateral- NR Valuation- NR
5	CDE	Seller identifier	Identifier of the counterparty that is the seller.	<p>Identifier of the counterparty that is the seller as determined at the time of the transaction.</p> <p>A non-exhaustive list of examples of instruments for which this data element could apply are:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• most forwards and forward-like contracts (except for foreign exchange forwards and foreign exchange non-deliverable forwards)</li> <li>• most options and option-like contracts including swaptions, caps and floors</li> <li>• credit default swaps (buyer/seller of protection)</li> <li>• variance, volatility and correlation swaps</li> <li>• contracts for difference and spreadbets</li> </ul> <p>This data element is not applicable to instrument types covered by data elements Payer identifier and Receiver identifier.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Char(20) for an LEI code or</li> <li>• Varchar(72), for natural persons who are acting as private individuals and not eligible for an LEI per the ROC Statement - Individuals Acting in a Business Capacity or</li> <li>• Varchar(72), Internal identifier code for a non-reporting counterparty subject to Blocking Law</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• ISO 17442 LEI code that is included in the LEI data as published by the Global LEI Foundation (GLEIF, <a href="http://www.gleif.org/">www.gleif.org/</a>).</li> <li>• For natural persons who are acting as private individuals (not eligible for an LEI per the ROC Statement – Individuals Acting in a Business Capacity): LEI of the reporting counterparty followed by a unique identifier assigned and maintained consistently by the reporting counterparty for that natural person(s) for regulatory reporting purpose.</li> <li>• An internal identifier as non-reporting counterparty identifier if such counterparty or transaction is subject to Blocking Law and the reporting counterparty has exemptive relief from such derivatives data reporting requirements.</li> </ul>	N	Transaction- C if [Payer identifier] and [Receiver identifier] are not populated, else {blank}; When populated, the value shall match the value in [Counterparty 1 (reporting counterparty)] or [Counterparty 2]  Collateral- NR Valuation- NR

Data Element Number	Source	Data Element Name	Data Element Description <i>(from Appendix A to the TR Rules)</i>	Detailed Explanation of Data Element	Format	Values	Made Available to the Public	Validations
6	CDE	Payer identifier [Payer identifier-Leg 1] [Payer identifier-Leg 2]	Identifier of the counterparty of the payer leg.	Identifier of the counterparty of the payer leg as determined at the time of the transaction.  A non-exhaustive list of examples of instruments for which this • most swaps and swap-like contracts including interest rate swaps <sup>6</sup> , credit total return swaps, and equity swaps (except for credit default swaps, variance, volatility, and correlation swaps) • foreign exchange swaps, forwards, non-deliverable forwards  This data element is not applicable to instrument types covered by data elements Buyer identifier and Seller identifier.	• Char(20) for an LEI code or  • Varchar(72), for natural persons who are acting as private individuals and not eligible for an LEI per the ROC Statement - Individuals Acting in a Business Capacity or  • Varchar(72), Internal identifier code for a non-reporting counterparty subject to Blocking Law	• ISO 17442 LEI code that is included in the LEI data as published by the Global LEI Foundation (GLEIF, <a href="http://www.gleif.org">www.gleif.org</a> ).  • For natural persons who are acting as private individuals (not eligible for an LEI per the ROC Statement – Individuals Acting in a Business Capacity): LEI of the reporting counterparty followed by a unique identifier assigned and maintained consistently by the reporting counterparty for that natural person(s) for regulatory reporting purpose.  • An internal identifier as non-reporting counterparty identifier if such counterparty or transaction is subject to Blocking Law and the reporting counterparty has exemptive relief from such reporting requirements.	N	Transaction- C if [Buyer identifier] and [Seller identifier] are not populated, else (blank); When populated, the value shall match the value in [Counterparty 1 (reporting counterparty)] or [Counterparty 2]  Collateral- NR  Valuation- NR
7	CDE	Receiver identifier [Receiver identifier-Leg 1] [Receiver identifier-Leg 2]	Identifier of the counterparty of the receiver leg.	Identifier of the counterparty of the receiver leg as determined at the time of the transaction.  A non-exhaustive list of examples of instruments for which this data element could apply are: • most swaps and swap-like contracts including interest rate swaps <sup>7</sup> , credit total return swaps, and equity swaps (except for credit default swaps, variance, volatility, and correlation swaps) • foreign exchange swaps, forwards, non-deliverable forwards  This data element is not applicable to instrument types covered by data elements Buyer identifier and Seller identifier.	• Char(20) for an LEI code or  • Varchar(72), for natural persons who are acting as private individuals and not eligible for an LEI per the ROC Statement - Individuals Acting in a Business Capacity or  • Varchar(72), Internal identifier code for a non-reporting counterparty subject to Blocking Law	• ISO 17442 LEI code that is included in the LEI data as published by the Global LEI Foundation (GLEIF, <a href="http://www.gleif.org">www.gleif.org</a> ).  • For natural persons who are acting as private individuals (not eligible for an LEI per the ROC Statement – Individuals Acting in a Business Capacity): LEI of the reporting counterparty followed by a unique identifier assigned and maintained consistently by the reporting counterparty for that natural person(s) for regulatory reporting purpose.  • An internal identifier code as non-reporting counterparty identifier if such counterparty or transaction is subject to Blocking Law and the reporting counterparty has exemptive relief from such reporting requirements.	N	Transaction- C if [Buyer identifier] and [Seller identifier] are not populated, else (blank); When populated, the value shall match the value in [Counterparty 1 (reporting counterparty)] or [Counterparty 2]  Collateral- NR  Valuation- NR
8	ESMA	Broker identifier <sup>8</sup>	Identifier of a broker that acts as an intermediary for Counterparty 1 without becoming a counterparty.	In the case a broker acts as intermediary for the counterparty 1 without becoming a counterparty itself, the counterparty 1 shall identify this broker by legal entity identifier.	Char(20)	• LEI code that is included in the LEI data as published by the Global LEI Foundation (GLEIF, <a href="http://www.gleif.org">www.gleif.org</a> )	N	Transaction- O Collateral - NR Valuation - NR
9	CSA	Country and Province or Territory of Individual (non-reporting counterparty)	If an individual is a non-reporting counterparty, the individual's country of residence and, if the individual's residence is in	If the non-reporting counterparty is an individual, the individual's country of residence and, if the individual's residence is in Canada, the province or territory.	Char(5)	Any valid value based on ISO 3166-2.	N	Transaction- O Collateral - NR Valuation - NR

<sup>6</sup> For fixed-floating interest rate swaps, the payer is the counterparty paying the fixed rate.

<sup>7</sup> For fixed-floating interest rate swaps, the receiver is the counterparty receiving the fixed rate.

<sup>8</sup> The ESMA Data Element Name is "Broker ID".

Data Element Number	Source	Data Element Name	Data Element Description <i>(from Appendix A to the TR Rules)</i>	Detailed Explanation of Data Element	Format	Values	Made Available to the Public	Validations
			Canada, the province or territory.					
10	CSA	Jurisdiction of Counterparty 1	<p>Each jurisdiction in which Counterparty 1 is:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a local counterparty under paragraph (a) or (c) of the definition of local counterparty in the derivatives data reporting rules of any jurisdiction of Canada,</li> <li>a local counterparty under paragraph (b) of the definition of local counterparty in the derivatives data reporting rules of any jurisdiction of Canada, if the non-reporting counterparty is an individual who is a resident of the jurisdiction, and/or</li> <li>a local counterparty under paragraph (b) of the definition of local counterparty in <i>Regulation 91-507 respecting Trade Repositories and Derivatives Data Reporting</i> (Québec) and is a qualified person under section 82 of the <i>Derivatives Act</i> (Québec).</li> </ul>	<p>Each jurisdiction in which Counterparty 1 is:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a local counterparty under paragraph (a) or (c) of the definition of local counterparty in the derivatives data reporting rules of any jurisdiction of Canada,</li> <li>a local counterparty under paragraph (b) of the definition of local counterparty in the derivatives data reporting rules of any jurisdiction of Canada, if the non-reporting counterparty is an individual who is a resident of the jurisdiction, and/or</li> <li>a local counterparty under paragraph (b) of the definition of local counterparty in <i>Regulation 91-507 respecting Trade Repositories and Derivatives Data Reporting</i> (Québec) and is a qualified person under section 82 of the <i>Derivatives Act</i> (Québec).<sup>9</sup></li> </ul>	To be determined by the designated/recognized trade repository in coordination with the CSA.	To be determined by the designated/recognized trade repository in coordination with the CSA.	N	Transaction – M Collateral – NR Valuation - NR
11	CSA	Jurisdiction of Counterparty 2	<p>Each jurisdiction in which Counterparty 2 is:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a local counterparty under paragraph (a) or (c) of the definition of local counterparty in the derivatives data reporting rules of any</li> </ul>	<p>Each jurisdiction in which Counterparty 2 is:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a local counterparty under paragraph (a) or (c) of the definition of local counterparty in the derivatives data reporting rules of any jurisdiction of Canada, and/or</li> <li>a local counterparty under paragraph (b) of the definition of local counterparty in <i>Regulation 91-507 respecting Trade Repositories and Derivatives Data Reporting</i> (Québec) and is</li> </ul>	To be determined by the designated/recognized trade repository in coordination with the CSA.	To be determined by the designated/recognized trade repository in coordination with the CSA.	N	Transaction – M Collateral – NR Valuation – NR

<sup>9</sup> A list of qualified persons is available here: <https://lautorite.qc.ca/en/professionals/securities-and-derivatives/regulation-of-derivatives-markets-in-quebec>

Data Element Number	Source	Data Element Name	Data Element Description <i>(from Appendix A to the TR Rules)</i>	Detailed Explanation of Data Element	Format	Values	Made Available to the Public	Validations
			jurisdiction of Canada, and/or  • a local counterparty under paragraph (b) of the definition of local counterparty in <i>Regulation 91-507 respecting Trade Repositories and Derivatives Data Reporting</i> (Québec) and is a qualified person under section 82 of the <i>Derivatives Act</i> (Québec).	a qualified person under section 82 of the <i>Derivatives Act</i> (Québec).				

## Data Elements Related to Derivatives

Data Element Number	Source	Data Element Name	Data Element Description <i>(from Appendix A to the TR Rules)</i>	Detailed Explanation of Data Element	Format	Values	Made Available to the Public	Validations
12	CDE	Effective date <sup>10</sup>	Unadjusted date at which obligations under the derivative come into effect, as provided in the confirmation.	Unadjusted date at which obligations under the OTC derivative transaction come into effect, as included in the confirmation.	YYYY-MM-DD, based on UTC.	Any valid date based on ISO 8601 Date and time format.	Y	Transaction- M Collateral- NR Valuation- NR
13	CDE	Expiration date <sup>11</sup>	Unadjusted date at which obligations under the derivative cease to be effective, as provided in the confirmation.	Unadjusted date at which obligations under the OTC derivative transaction stop being effective, as included in the confirmation. Early termination does not affect this data element.	YYYY-MM-DD, based on UTC.	Any valid date based on ISO 8601 Date and time format.	Y	Transaction- C if UPL.[ReturnorPayoutTrigger] is not 'Contract for Difference (CFD)' else {blank}. When populated, the value shall be equal to or later than the value in [Effective date]  Collateral- NR Valuation- NR

<sup>10</sup> For commodities swaps, report the pricing start date.

<sup>11</sup> For commodities swaps, report the pricing end date.

Data Element Number	Source	Data Element Name	Data Element Description <i>(from Appendix A to the TR Rules)</i>	Detailed Explanation of Data Element	Format	Values	Made Available to the Public	Validations
14	CDE	Execution timestamp	Date and time of execution of a transaction.	Date and time a transaction was originally executed, resulting in the generation of a new UTI. This data element remains unchanged throughout the life of the UTI. <sup>12</sup>	YYYY-MM-DDThh:mm:ssZ, based on UTC. <sup>13</sup> If the time element is not required in a particular jurisdiction, time may be dropped given that – in the case of representations with reduced accuracy – ISO 8601 allows the complete representation to be omitted, the omission starting from the extreme right-hand side (in the order from the least to the most significant).	Any valid date/time.	Y	Transaction- M Collateral- NR Valuation- NR
15	CDE	Reporting timestamp <sup>14</sup>	Date and time of submission of the report to the trade repository.	Date and time of the submission of the report as reported to the trade repository.	YYYY-MM-DDThh:mm:ssZ, based on UTC.	Any valid date/time.	N	Transaction- M, the value shall be equal to or later than the value in [Execution timestamp] Collateral- M Valuation- M
16	CDE	Unique transaction identifier (UTI)	Unique identifier that identifies a derivative or position throughout its lifecycle.	A unique identifier assigned at the transaction or position level which identifies them uniquely throughout their lifecycle and used for all recordkeeping and reporting.	Varchar(52)	ISO 23897 Unique transaction identifier, up to 52 alphanumeric characters. New UTIs should be constructed solely from the upper-case alphabetic characters A–Z or the digits 0–9, inclusive in both cases. UTI is comprised of the LEI of the generating entity and a unique alphanumeric code.	N	Transaction- M Collateral- C if [Initial margin collateral portfolio code] = 'TRANSACTION-LEVEL', else {blank} Valuation- M
17	CDE	Prior UTI (for one-to-one and one-to-many relations between transactions)	UTI assigned to a derivative before the occurrence of a lifecycle event that resulted in the current derivative.	UTI assigned to the predecessor transaction that has given rise to the reported transaction due to a lifecycle event, in a one-to-one relation between transactions (e.g., in the case of a novation, when a transaction is terminated, and a new transaction is generated) or in a one-to-many relation between transactions (e.g., in clearing or if a transaction is split into several different transactions). This data element is not applicable when reporting many-to-one and many-to-many relations between transactions (e.g., in the case of a compression).	Varchar(52)	ISO 23897 Unique transaction identifier, up to 52 alphanumeric characters. New UTIs should be constructed solely from the upper-case alphabetic characters A–Z or the digits 0–9, inclusive in both cases.	N	Transaction- C if [Action type] = 'NEWT' and ([Event type] = 'NOVAT' or 'CLRG' or 'EXER' or 'ALOC' or 'CLAL') and [Prior USI (for one-to-one and one-to-many relations between transactions)] is not populated, else {blank} Collateral- NR Valuation- NR

<sup>12</sup> For cleared derivatives, the execution timestamp is the date and time when the clearing agency accepts the original derivative for clearing.

<sup>13</sup> Both the date and time portion are required to be reported.

<sup>14</sup> Reporting timestamp (#15) is recorded and reported by the submitter.

Data Element Number	Source	Data Element Name	Data Element Description <i>(from Appendix A to the TR Rules)</i>	Detailed Explanation of Data Element	Format	Values	Made Available to the Public	Validations
18	ESMA	Subsequent position UTI	UTI of the position in which a derivative is included.	The UTI of the position in which a derivative is included. This field is applicable only for the reports related to the termination of a derivative due to its inclusion in a position.	Up to 52 alphanumeric characters, only the upper-case alphabetic characters A–Z and the digits 0–9 are allowed	Upper-case alphabetic characters A–Z and digits 0–9 allowed	N	Transaction – C if ([Action type] = 'POSC') or ([Action type] = 'TERM' and [Event type] = 'INCP'), else {blank}  Collateral – NR  Valuation - NR
19	CFTC	Prior USI (for one-to-one and one-to-many relations between transactions)	Unique swap identifier (USI) assigned to a derivative before the occurrence of a lifecycle event that resulted in the current derivative.	Unique swap identifier (USI) assigned to the predecessor transaction that has given rise to the reported transaction due to a lifecycle event, in a one-to-one relation between transactions (e.g., in the case of a novation, when a transaction is terminated, and a new transaction is generated) or in a one-to-many relation between transactions (e.g., in clearing or if a transaction is split into several different transactions).  This data element is not applicable when reporting many-to-one and many-to-many relations between transactions (e.g., in the case of a compression).	Varchar(42)	Refer to: CFTC USI Data Standard  Up to 42 alphanumeric characters	N	Transaction- C if [Action type] = 'NEWT' and ([Event type] = 'NOVAT' or 'CLRG' or 'EXER' or 'ALOC' or 'CLAL') and [Prior UTI (for one-to-one and one-to-many relations between transactions)] is not populated, else {blank}  Collateral- NR  Valuation- NR
20	CSA	Inter-affiliate indicator	Indicator of whether the derivative is between two affiliated entities.	Indicate whether the derivative is between two affiliated entities.	Boolean	•TRUE = contract entered into as an inter-affiliate transaction •FALSE = contract not entered into as an inter-affiliate transaction	N	Transaction – M  Collateral – NR  Valuation - NR
21	CFTC	Submitter identifier	Identifier of the entity submitting derivatives data to the trade repository.	Identifier of the entity submitting the data to the swap data repository. <sup>15</sup> The submitter identifier will be the same as the reporting counterparty or swap execution facility (SEF), <sup>16</sup> unless they use a third-party service provider to submit the data to SDR in which case, report the identifier of the third-party service provider.	Char(20)	LEI code that is included in the LEI data as published by the Global LEI Foundation (GLEIF, <a href="http://www.gleif.org">www.gleif.org</a> ).	N	Transaction- M  Collateral -M  Valuation -M

<sup>15</sup> References to “swap data repository” or “SDR” in CFTC data element explanations should be read to mean designated / recognized trade repository.

<sup>16</sup> References to “swap execution facility” or “SEF” in CFTC data element explanations should be read to mean derivatives trading facility / facility or platform for trading derivatives.



Data Element Number	Source	Data Element Name	Data Element Description <i>(from Appendix A to the TR Rules)</i>	Detailed Explanation of Data Element	Format	Values	Made Available to the Public	Validations
22	CDE	Platform identifier	Identifier of the trading facility on which the transaction was executed.	Identifier of the trading facility (e.g., exchange, multilateral trading facility, swap execution facility) on which the transaction was executed.	Char(4)	ISO 10383 Segment Market Identifier Code. <sup>17</sup> If no trading facility was involved in the transaction: • XOFF, for transactions in listed instruments • XXXX, for transactions in instruments that are not listed in any venue • BILT, if the reporting counterparty cannot determine whether the instrument is listed or not, as per jurisdictional requirements.	Y	Transaction- C if [Cleared] = 'N' or 'I'; NR if [Cleared] = 'Y' Collateral- NR Valuation- NR
23	CSA	Platform anonymous execution indicator	Indicator of whether the transaction was executed anonymously on a trading facility.	Indicator of whether the transaction was executed anonymously on a trading facility.	Boolean	• True = transaction was executed anonymously on a platform • False = transaction was not executed anonymously on a platform or not applicable	N	Transaction – M Collateral – NR Valuation - NR
24	ESMA	Master agreement type	Type of master agreement.	Reference to the master agreement type under which the counterparties concluded a derivative.	Char(4)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 'ISDA' - ISDA</li> <li>• 'CDEA' - FIA-ISDA Cleared Derivatives Execution Agreement</li> <li>• 'EUUMA' - European Master Agreement</li> <li>• 'FPCA' - FOA Professional Client Agreement</li> <li>• 'FMAT' - FBF Master Agreement relating to transactions on forward financial instruments</li> <li>• 'DERV' - Deutscher Rahmenvertrag für Finanztermingeschäfte (DRV)</li> <li>• 'CMOP' - Contrato Marco de Operaciones Financieras</li> <li>• 'CHMA' - Swiss Master Agreement</li> <li>• 'IDMA' - Islamic Derivative Master Agreement</li> <li>• 'EFMA' - EFET Master Agreement</li> <li>• 'GMRA' - GMRA</li> <li>• 'GMSL' - GMSLA</li> <li>• 'BIAG' - bilateral agreement</li> <li>• Or 'OTHR' if the master agreement type is not included in the above list</li> </ul>	N	Transaction – M Collateral – NR Valuation - NR
25	ESMA	Master agreement version	Year of the master agreement version.	Reference to the year of the master agreement (e.g. 1992, 2002) relevant to the reported derivative, if applicable.	YYYY	ISO 8601 Date in the format YYYY	N	Transaction – C if [Master agreement type] is populated with a value different from 'BIAG' or 'OTHR', this field shall be populated. Collateral – NR Valuation – NR

<sup>17</sup> Where the Segment MIC does not exist, use the Operating MIC.

## Data Elements Related to Notional Amounts and Quantities

Data Element Number	Source	Data Element Name	Data Element Description <i>(from Appendix A to the TR Rules)</i>	Detailed Explanation of Data Element	Format	Values	Made Available to the Public	Validations
26	CDE	Notional amount <sup>18</sup> [Notional amount-Leg 1] [Notional amount-Leg 2]	Notional amount for each leg of a derivative: <ul style="list-style-type: none"> <li>if the derivative is negotiated in a monetary amount, the amount specified in the derivative.</li> <li>if the derivative is negotiated in a non-monetary amount, convert to a monetary amount.</li> </ul>	For each leg of the transaction, where applicable: <ul style="list-style-type: none"> <li>for OTC derivative transactions negotiated in monetary amounts, the amount specified in the contract.</li> <li>for OTC derivative transactions negotiated in non-monetary amounts, refer to Appendix 3.1 for converting notional amounts for non-monetary amounts.</li> <li>For OTC derivative transactions with a notional amount schedule, the initial notional amount, agreed by the counterparties at the inception of the transaction, is reported in this data element.</li> <li>For OTC foreign exchange options, in addition to this data element, the amounts are reported using the data elements Call amount and Put amount.</li> <li>For amendments or lifecycle events<sup>19</sup>, the resulting outstanding notional amount is reported; (steps in notional amount schedules are not considered to be amendments or lifecycle events);</li> <li>Where the notional amount is not known when a new transaction is reported, the notional amount is updated as it becomes available.</li> </ul>	Num(25,5)	Any value (Negative values are only allowed for commodity derivatives when applies, e.g. to account for the cost of storage.) <sup>20</sup>	Y	Transaction- FX M, if UPI.[Instrument type] = 'Option', the value shall match the value in [Call amount] or [Put amount]  Transaction – CR/FX/CO/EQ - M  Collateral- NR  Valuation- NR
27	CDE	Notional currency [Notional currency-Leg 1] [Notional currency-Leg 2]	For each leg of a derivative, the currency of the notional amount.	For each leg of the transaction, where applicable: currency in which the notional amount is denominated.	Char(3)	Currencies included in ISO 4217 Currency codes.	Y	Transaction - M, if UPI.[Instrument type] = 'Option', the value shall match the value in [Call currency] or [Put currency]  Collateral - NR  Valuation - NR
28	CDE	Call amount	Monetary amount that a person or company has the right to buy under an option.	For foreign exchange options, the monetary amount that the option gives the right to buy.	Num(25,5)	Any value greater than or equal to zero.	N	Transaction – FX C if UPI.[Instrument type] = 'Option', at least one is required: ([Call amount] or [Put amount])  Transaction – CR/EQ/IR/CO – NR  Collateral - NR  Valuation NR

<sup>18</sup> Notional amount for CDS should reflect the gross amount and not the net amount after reflecting version incrementing due to a credit event.

<sup>19</sup> In the case of a lifecycle event that is a full termination before the maturity date, the full terminated value should be reported in the notional data element.

<sup>20</sup> "99999999999999999999.99999" is accepted when the value is not available. 25 numerical characters including decimals.

Data Element Number	Source	Data Element Name	Data Element Description <i>(from Appendix A to the TR Rules)</i>	Detailed Explanation of Data Element	Format	Values	Made Available to the Public	Validations
29	CDE	Call currency	Currency of the call amount of an option.	For foreign exchange options, the currency in which the Call amount is denominated.	Char(3)	Currencies included in ISO 4217 Currency codes.	N	Transaction – FX C if [Call amount] is populated, else {blank} Transaction – CR/EQ/IR/CO – NR Collateral - NR Valuation - NR
30	CDE	Put amount	Monetary amount that a person or company has the right to sell under an option.	For foreign exchange options, the monetary amount that the option gives the right to sell.	Num(25,5)	Any value greater than or equal to zero.	N	Transaction - FX C if UPL.[Instrument type] = 'Option', at least one is required:([Call amount] or [Put amount]) Transaction – CR/EQ/IR/CO – NR Collateral - NR Valuation - NR
31	CDE	Put currency	Currency of the put amount of an option.	For foreign exchange options, the currency in which the Put amount is denominated.	Char(3)	Currencies included in ISO 4217 Currency codes.	N	Transaction – FX C if [Put amount] is populated, else {blank} Transaction – CR/EQ/IR/CO – NR Collateral - NR Valuation - NR
32	CFTC	Notional quantity [Notional quantity-Leg 1] [Notional quantity-Leg 2]	For each leg of a derivative negotiated in a non-monetary amount, the fixed notional quantity for each schedule period.	For each leg of the swap transaction <sup>21</sup> where applicable, for swap transactions negotiated in non-monetary amounts, the fixed notional quantity for each schedule period (i.e., 50 barrels per month). The frequency is reported in Quantity frequency and the unit of measure is reported in Quantity unit of measure.	Num(25,5)	Any value greater than or equal to zero.	N	Transaction – CO O Transaction – IR/FX/CR/EQ – NR Collateral - NR Valuation - NR
33	CFTC	Quantity frequency <sup>22</sup> [Quantity frequency-Leg 1] [Quantity frequency-Leg 2]	Period for which the quantity is quoted.	For each leg of the swap transaction where applicable, the rate at which the quantity is quoted on the transaction. e.g., hourly, daily, weekly, monthly.	Char(4)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• HOUL = Hourly</li> <li>• DAIL = Daily</li> <li>• WEEK = Weekly</li> <li>• MNTH = Monthly</li> <li>• ONDE = OnDemand</li> <li>• YEAR = Yearly</li> <li>• EXPI = End of term</li> <li>• ADHO = Ad hoc which applies when payments are irregular</li> </ul>	N	Transaction - CO C if [Notional quantity] is populated, else {blank} Transaction – IR/FX/CR/EQ - NR Collateral - NR Valuation - NR

<sup>21</sup> References to “swap” and “swap transaction” in CFTC data element explanations should be read as derivative.

<sup>22</sup> To represent quarterly, report [Quantity frequency] = 'MNTH' and [Quantity frequency multiplier] = '3'. For semi-annual, report [Quantity frequency] = 'MNTH' and [Quantity frequency multiplier] = '6'.



Data Element Number	Source	Data Element Name	Data Element Description <i>(from Appendix A to the TR Rules)</i>	Detailed Explanation of Data Element	Format	Values	Made Available to the Public	Validations
38	CDE	Notional quantity schedule - Unadjusted end date of the notional quantity  [End date of the notional quantity-Leg 1]  [End date of the notional quantity -Leg 2]	For each notional quantity set out in a schedule, the end date (unadjusted for business day convention) of the notional quantity.	For each leg of the transaction, where applicable: for OTC derivative transactions negotiated in nonmonetary amounts with a Notional quantity schedule.  The initial notional quantity and associated unadjusted effective and end date are reported as the first values of the schedule.  This data element is not applicable to OTC derivative transactions with notional quantities that are condition- or event-dependent. The quantity unit of measure for the varying notional quantities in the schedule is reported in Quantity unit of measure.	YYYY-MM-DD, based on UTC.	Any valid date based on ISO 8601 Date and time format.	N	Transaction – CO C if [Notional quantity schedule - notional quantity in effect on associated effective date] is populated, else {blank}  Collateral – NR  Valuation - NR
39	CDE	Notional quantity schedule - Notional quantity in effect on associated effective date  [Notional quantity in effect on associated effective date-Leg 1]  [Notional quantity in effect on associated effective date-Leg 2]	Each notional quantity, as set out in a schedule, in effect from the date referred to in Data Element Number 37 to the date referred to in Data Element Number 38.	For each leg of the transaction, where applicable: for OTC derivative transactions negotiated in non-monetary amounts with a Notional quantity schedule • Notional quantity which becomes effective on the associated unadjusted effective date.  The initial notional quantity and associated unadjusted effective and end date are reported as the first values of the schedule.  This data element is not applicable to OTC derivative transactions with notional quantities that are condition- or event-dependent. The quantity unit of measure for the varying notional quantities in the schedule is reported in Quantity unit of measure.	Num(25,5)	Any value greater than or equal to zero.	N	Transaction – CO O  Transaction – CR/IR/FX/EQ – NR  Collateral - NR  Valuation - NR
40	CDE	Notional amount schedule - notional amount in effect on associated effective date  [Notional amount in effect on associated effective date-Leg 1]  [Notional amount in effect on associated effective date-Leg 2]	Each notional amount, as set out in a schedule, in effect from the date referred to in Data Element Number 41 to the date referred to in Data Element Number 42.	For each leg of the transaction, where applicable: for OTC derivative transactions negotiated in monetary amounts with a notional amount schedule: • Notional amount which becomes effective on the associated unadjusted effective date.  The initial notional amount and associated unadjusted effective and end date are reported as the first values of the schedule.  This data element is not applicable to OTC derivative transactions with notional amounts that are condition- or event-dependent. The currency of the varying notional amounts in the schedule is reported in Notional currency.	Num(25,5)	Any value based on ISO 20022 : Derivative/Notional/CurrencyAndAmount	N	Transaction - IR C if UPL.[Notional schedule] ≠ 'Constant', else {blank}  The number of notional amount values must equal the number of start and end date intervals.  Transaction – CR/FX/CO/EQ - O  Collateral - NR  Valuation - NR
41	CDE	Notional amount schedule - unadjusted effective date of the notional amount  [Effective date of the notional amount-Leg 1]  [Effective date of the notional amount-Leg 2]	For each notional amount set out in a schedule, the date (unadjusted for business day convention) on which the notional amount becomes effective.	For each leg of the transaction, where applicable: for OTC derivative transactions negotiated in monetary amounts with a notional amount schedule: • Unadjusted date on which the associated notional amount becomes effective  This data element is not applicable to OTC derivative transactions with notional amounts that are condition- or event-dependent. The currency of the varying notional amounts in the schedule is reported in Notional currency.	YYYY-MM-DD, based on UTC.	Any valid date based on ISO 8601 Date and time format.	N	Transaction C if [Notional amount schedule - notional amount in effect on associated effective date] is populated, else {blank}  The number of date values must equal the number of notional amount values.  Collateral - NR  Valuation - NR

Data Element Number	Source	Data Element Name	Data Element Description <i>(from Appendix A to the TR Rules)</i>	Detailed Explanation of Data Element	Format	Values	Made Available to the Public	Validations
42	CDE	Notional amount schedule - unadjusted end date of the notional amount  [End date of the notional amount-Leg 1]  [End date of the notional amount-Leg 2]	For each notional amount set out in a schedule, the end date (unadjusted for business day convention) of the notional amount.	For each leg of the transaction, where applicable: for OTC derivative transactions negotiated in monetary amounts with a notional amount schedule: • Unadjusted end date of the notional amount (not applicable if the unadjusted end date of a given schedule's period is back-to-back with the unadjusted effective date of the subsequent period).  This data element is not applicable to OTC derivative transactions with notional amounts that are condition- or event-dependent. The currency of the varying notional amounts in the schedule is reported in Notional currency.	YYYY-MM-DD, based on UTC.	Any valid date based on ISO 8601 Date and time format.	N	Transaction C if [Notional amount schedule - notional amount in effect on associated effective date] is populated, else {blank}  The number of date values must equal the number of notional amount values.  Collateral - NR  Valuation - NR

## Data Elements Related to Prices

Data Element Number	Source	Data Element Name	Data Element Description <i>(from Appendix A to the TR Rules)</i>	Detailed Explanation of Data Element	Format	Values	Made Available to the Public	Validations
43	CDE	Exchange rate <sup>24</sup>	Exchange rate between 2 different currencies specified in the derivative.	Exchange rate between the two different currencies specified in the OTC derivative transaction agreed by the counterparties at the inception of the transaction, expressed as the rate of exchange from converting the unit currency into the quoted currency. In the example 0.9426 USD/EUR, USD is the unit currency and EUR is the quoted currency; USD 1 = EUR 0.9426. Forward exchange rate should be reported.	Num(18,13)	Any value greater than zero.	N	Transaction – FX – M  Transaction – IR/CR/CO/EQ - NR  Collateral – NR  Valuation – NR
44	CDE	Exchange rate basis  [Exchange rate basis-Leg 1]  [Exchange rate basis-Leg 2]	Currency pair and order in which the exchange rate is denominated.	Currency pair and order in which the exchange rate is denominated, expressed as unit currency/quoted currency. In the example 0.9426 USD/EUR, USD is the unit currency and EUR is the quoted currency, USD 1 = EUR 0.9426.	Char(3)/Char(3); [Unit currency/Quoted currency], without restricting the currency pair ordering (i.e., the exchange rate basis may be USD/EUR or EUR/USD.	Any pair of currencies included in ISO 4217.	N	Transaction – FX – M  Transaction – IR/CR/CO/EQ - NR  Collateral – NR  Valuation – NR
45	CDE	Fixed rate  [Fixed rate-Leg 1]  [Fixed rate-Leg 2]	For each leg of a derivative with periodic payments, the annual rate of the fixed leg.	For each leg of the transaction, where applicable: for OTC derivative transactions with periodic payments, per annum rate of the fixed leg(s).	Num(11,10)	Positive and negative values expressed as decimal (e.g., 0.0257 instead of 2.57%)	Y	Transaction – CR C if [Spread] is not populated and [Other payment type] ≠ 'UFRO', and UPI.[Instrument type] ≠ 'Option', else {blank}  Transaction - IR C if [Spread] is not populated [and UPI.[Instrument type] ≠ 'Option', else {blank}

<sup>24</sup> For FX, forward exchange rate would be reported in this data element.

Data Element Number	Source	Data Element Name	Data Element Description <i>(from Appendix A to the TR Rules)</i>	Detailed Explanation of Data Element	Format	Values	Made Available to the Public	Validations
								Transaction - CO C if [Price] or [Spread] is not populated and UPL.[Instrument type] ≠ 'Option', else {blank}  Transaction – FX/EQ - NR  Collateral - NR  Valuation - NR
46	CDE	Price <sup>25</sup>	Price specified in the derivative.	<p>Price specified in the OTC derivative transaction. It does not include fees, taxes or commissions.</p> <p>For commodity fixed/float swaps and similar products<sup>26</sup> with periodic payments, this data element refers to the fixed price of the fixed leg(s).</p> <p>For commodity and equity forwards and similar products, this data element refers to the forward price of the underlying or reference asset.</p> <p>For equity swaps, portfolios swaps, and similar products, this data element refers to the initial price of the underlying or reference asset.</p> <p>For contracts for difference and similar products, this data element refers to the initial price of the underlier.</p> <p>This data element is not applicable to:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Interest rate swaps and forward rate agreements, as it is understood that the information included in the data elements Fixed rate and Spread may be interpreted as the price of the transaction.</li> <li>• Interest rate options and interest rate swaptions as it is understood that the information included in the data elements Strike price and Option premium may be interpreted as the price of the transaction.</li> <li>• Commodity basis swaps as it is understood that the information included in the data element Spread may be interpreted as the price of the transaction.</li> <li>• Foreign exchange swaps, forwards and options, as it is understood that the information included in the data elements Exchange rate, Strike price, and Option premium may be interpreted as the price of the transaction.</li> <li>• Equity options as it is understood that the information included in the data elements Strike price and Option premium may be interpreted as the price of the transaction.</li> <li>• Credit default swaps and credit total return swaps, as it is understood that the information included in the data elements Fixed rate, Spread and Upfront payment (Other payment type: Upfront payment) may be interpreted as the price of the transaction.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Num(18,13), if Price notation = 1</li> <li>• Num(11,10), if Price notation = 3</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Any value, if Price notation = 1</li> <li>• Any value expressed as decimal (e.g., 0.0257 instead of 2.57%), if Price notation = 3</li> </ul>	Y	<p>Transaction - EQ C if [Spread] is not populated, and UPL.[Instrument type] ≠ 'Option', else {blank}</p> <p>Transaction - CO C if ([Fixed rate] or [Spread] is not populated), and UPL.[Instrument type] ≠ 'Option', else {blank}</p> <p>Transaction – IR/FX/CR - NR</p> <p>Collateral – NR</p> <p>Valuation - NR</p>

<sup>25</sup> While Price (#46) captures the prices at which counterparties negotiate contracts, market prices are reflected in the valuation amounts.

<sup>26</sup> References to “product” in CDE data element explanations should be read to mean derivative.

Data Element Number	Source	Data Element Name	Data Element Description <i>(from Appendix A to the TR Rules)</i>	Detailed Explanation of Data Element	Format	Values	Made Available to the Public	Validations
				<ul style="list-style-type: none"> <li>Commodity options, as it is understood that the information included in the data elements Strike price and Option premium may be interpreted as the price of the transaction.</li> </ul> <p>Where the price is not known when a new transaction is reported, the price is updated as it becomes available.</p> <p>For transactions that are part of a package, this data element contains the price of the component transaction where applicable.</p>				
47	CDE	Price currency	Currency in which the price is denominated.	<p>Currency in which the price is denominated.</p> <p>Price currency is only applicable if Price notation = 1.</p>	Char(3)	Currencies included in ISO 4217.	Y	<p>Transaction - EQ/CO C if [Price notation] = '1', else {blank}</p> <p>Transaction - IR/FX/CR - NR</p> <p>Collateral - NR</p> <p>Valuation - NR</p>
48	CDE	Price notation	Manner in which the price is expressed.	Manner in which the price is expressed.	Char(1)	<ul style="list-style-type: none"> <li>1 = Monetary amount</li> <li>3 = Decimal</li> </ul>	Y	<p>Transaction - EQ/CO C if [Price] is populated, else {blank}</p> <p>Transaction - IR/FX/CR - NR</p> <p>Collateral - NR</p> <p>Valuation - NR</p>
49	CDE	Price unit of measure	Unit of measure in which the price is expressed.	Unit of measure in which the price is expressed.	Char(4)	ISO 20022: UnitOfMeasureCode codeset or other TR approved UOM codeset	N	<p>Transaction - EQ/CO C if [Price] is populated, else {blank}</p> <p>Transaction - IR/FX/CR - NR</p> <p>Collateral - NR</p> <p>Valuation - NR</p>
50	CDE	Price schedule - unadjusted effective date of the price	For each price set out in a schedule, the date (unadjusted for business day convention) on which the price becomes effective.	<p>For OTC derivative transactions with prices varying throughout the life of the transaction:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Unadjusted effective date of the price.</li> </ul> <p>Price schedule is only applicable if the price varies per schedule. The currency, notation, and unit of measure for the varying prices in the schedule are reported in Price currency, Price notation, and Price unit of measure data elements.</p>	YYYY-MM-DD, based on UTC	Any valid date based on ISO 8601 Date and time format.	N	<p>Transaction - EQ/CO C if [Price schedule - price] is populated, else {blank}</p> <p>Transaction - CR/IR/FX - NR</p> <p>Collateral - NR</p> <p>Valuation - NR</p>



Data Element Number	Source	Data Element Name	Data Element Description <i>(from Appendix A to the TR Rules)</i>	Detailed Explanation of Data Element	Format	Values	Made Available to the Public	Validations
51	CDE	Price schedule - unadjusted end date of the price	For each price set out in a schedule, the end date (unadjusted for business day convention) of the price.	For OTC derivative transactions with prices varying throughout the life of the transaction:  • Unadjusted end date of the price (not applicable if the unadjusted end date of a given schedule's period is back-to-back with the unadjusted effective date of the subsequent period).  Price schedule is only applicable if the price varies per schedule. The currency, notation, and unit of measure for the varying prices in the schedule are reported in Price currency, Price notation, and Price unit of measure data elements.	YYYY-MM-DD, based on UTC.	Any valid date based on ISO 8601 Date and time format.	N	Transaction - EQ/CO C if [Price schedule - price] is populated, else {blank}  Transaction - CR/IR/FX - NR  Collateral - NR  Valuation - NR
52	CDE	Price schedule - price	Each price, as set out in a schedule, in effect from the date referred to in Data Element Number 50 to the date referred to in Data Element Number 51.	For OTC derivative transactions with prices varying throughout the life of the transaction:  • Price in effect between the unadjusted effective date and unadjusted end date inclusive.  Price schedule is only applicable if the price varies per schedule. The currency, notation, and unit of measure for the varying prices in the schedule are reported in Price currency, Price notation, and Price unit of measure data elements.	• Num(18,13), if Price notation = 1 • Num(11,10), if Price notation = 3	• Any value greater than zero, if Price notation = 1 • Any value expressed as decimal (eg 0.0257 instead of 2.57%), if Price notation = 3	N	Transaction - EQ C if [Price] or [Spread] is not populated, and UPL[Instrument type] ≠ 'Option', else {blank}  Transaction - CO C if ([Price], [Fixed rate], or [Spread] is not populated) and UPL[Instrument type] ≠ 'Option', else {blank}  Transaction - CR/IR/FX - NR  Collateral - NR  Valuation - NR
53	CDE	Spread <sup>27</sup> [Spread-Leg 1] [Spread-Leg 2]	For each leg of a derivative, the specified spread on the reference price.	For each leg of the transaction, where applicable: for OTC derivative transactions with periodic payments (e.g., interest rate fixed/float swaps, interest rate basis swaps, commodity swaps), • spread on the individual floating leg(s) index reference price, in the case where there is a spread on a floating leg(s). For example, USD-LIBOR-BBA plus .03 or WTI minus USD 14.65; or • difference between the reference prices of the two floating leg indexes. For example, the 9.00 USD "Spread" for a WCS vs. WTI basis swap where WCS is priced at 43 USD and WTI is priced at 52 USD.	• Num(18,13), if Spread notation = 1 • Num(11,10), if Spread notation = 3 • Num(5), if Spread notation = 4	• Any value, if Spread notation = 1 • Any value expressed as decimal (e.g., 0.0257 instead of 2.57%), if Spread notation = 3 • Any integer value expressed in basis points (e.g., 257 instead of 2.57%), if Spread notation = 4	Y	Transaction - CR C if [Fixed rate] is not populated and [Other payment type] ≠ 'Upfront payment UFRO', and UPL[Instrument type] ≠ 'Option', else {blank}  Transaction - IR C if [Fixed rate] is not populated, and UPL[Instrument type] ≠ 'Option', else {blank}  Transaction - EQ C if [Price] is not populated, and UPL[Instrument type] ≠ 'Option', else {blank}  Transaction - CO C if [Price] or [Fixed rate] is not populated, and UPL[Instrument type] ≠ 'Option', else {blank}

<sup>27</sup> For equity swaps, portfolio swaps, and contract for difference (CFDs), report the weighted overall spread for the basket instead of individual legs.

Data Element Number	Source	Data Element Name	Data Element Description <i>(from Appendix A to the TR Rules)</i>	Detailed Explanation of Data Element	Format	Values	Made Available to the Public	Validations
								Transaction – FX - NR Collateral – NR Valuation – NR
54	CDE	Spread currency [Spread currency-Leg 1] [Spread currency-Leg 2]	For each leg of a derivative, the currency in which a spread is denominated.	For each leg of the transaction, where applicable: the currency in which the spread is denominated.  This data element is only applicable if Spread notation = 1.	Char(3)	Currencies included in ISO 4217.	Y	Transaction – CR/IR/EQ/CO C if [Spread notation] = '1', else {blank}  Transaction – FX - NR Collateral – NR Valuation - NR
55	CDE	Spread notation [Spread-Leg 1] [Spread-Leg 2]	For each leg of a derivative, the manner in which a spread is expressed.	For each leg of the transaction, where applicable: the manner in which the spread is expressed.	Char(1)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 = Monetary amount</li> <li>• 3 = Decimal</li> <li>• 4 = Basis points</li> </ul>	Y	Transaction - CR/IR/EQ/CO C if [Spread] is populated, else {blank}  Transaction – FX - NR Collateral - NR Valuation - NR
56	CDE	Strike price	For a derivative that is an option, the price at which the owner of the option can buy or sell the underlying interest of the option.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• For options other than FX<sup>28</sup> options, swaptions and similar products, the price at which the owner of an option can buy or sell the underlying asset of the option.</li> <li>• For FX options, the exchange rate at which the option can be exercised, expressed as the rate of exchange from converting the unit currency into the quoted currency. In the example 0.9426 USD/EUR, USD is the unit currency and EUR is the quoted currency; USD 1 = EUR 0.9426. Where the strike price is not known when a new transaction is reported, the strike price is updated as it becomes available.</li> <li>• For volatility and variance swaps and similar products, the volatility / variance strike price.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Num(18,13), if Strike price notation = 1</li> <li>• Num(11,10), if Strike price notation = 3</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Any value (e.g., USD 6.39) expressed as 6.39, for equity options, commodity options, foreign exchange options and similar products, if Strike price notation = 1</li> <li>• Any value expressed as decimal (e.g., 0.021 instead of 2.1%), for interest rate options, interest rate and credit swaptions quoted in spread, and similar products, if Strike price notation = 3</li> </ul>	Y	Transaction - C if UPI.[Instrument type] = 'Option', else {blank}  Collateral - NR Valuation - NR
57	CDE	Strike price currency/currency pair	Currency, or the currency pair and order, in which the strike price is denominated.	For equity options, commodity options, and similar products, the currency in which the strike price is denominated. For foreign exchange options: the currency pair and order in which the strike price is expressed. The strike price is expressed as unit currency/quoted currency. In the example 0.9426 USD/EUR, USD is the unit currency and EUR is the quoted currency, USD 1 = EUR 0.9426 Strike price currency/currency pair is only applicable if Strike price notation = 1.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Char(3)</li> <li>• For foreign exchange options: Char(3)/Char(3); [Unit currency/Quoted currency] without restricting the currency pair ordering (i.e., the Strike price currency pair may be USD/EUR or EUR/USD).</li> </ul>	Currencies included in ISO 4217.	N	Transaction - C if [Strike price notation] = '1', else {blank}  Collateral - NR Valuation - NR

<sup>28</sup> References to "FX" in CDE data element explanations should be read to mean foreign exchange.

Data Element Number	Source	Data Element Name	Data Element Description <i>(from Appendix A to the TR Rules)</i>	Detailed Explanation of Data Element	Format	Values	Made Available to the Public	Validations
58	CDE	Strike price notation	Manner in which the strike price is expressed.	Manner in which the strike price is expressed.	Char(1)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 = Monetary amount</li> <li>• 3 = Decimal</li> </ul>	Y	Transaction - C if [Strike price] is populated, else {blank}  Collateral - NR  Valuation - NR
59	CDE	Unadjusted effective date of the price	Effective date (unadjusted for business day convention) of the price.	Unadjusted effective date of the price	YYYY-MM-DD, based on UTC.	Any valid date based on ISO 8601 Date and time format.	N	Transaction C if [Price schedule - Price in effect between the unadjusted effective date and end date] is populated, else {blank}  Collateral - NR  Valuation - NR
60	CDE	Unadjusted end date of the price	End date (unadjusted for business day convention) of the price.	Unadjusted end date of the price (not applicable if the unadjusted end date of a given schedule's period is back-to-back with the unadjusted effective date of the subsequent period).	YYYY-MM-DD, based on UTC.	Any valid date based on ISO 8601 Date and time format.	N	Transaction C if [Price schedule - Price in effect between the unadjusted effective date and end date] is populated, else {blank}  Collateral - NR  Valuation - NR
61	CDE	Price in effect between the unadjusted effective and end dates	Price in effect from the date referred to in Data Element Number 59 to the date referred to in Data Element Number 60.	Price in effect between the unadjusted effective date and unadjusted end date inclusive. Price schedule is only applicable if the price varies per schedule.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Num(18,13), if Price notation = 1</li> <li>• Num(11,10), if Price notation = 3</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Any value greater than zero, if Price notation = 1</li> <li>• Any value expressed as decimal (e.g. 0.0257 instead of 2.57%), if Price notation = 3</li> </ul>	N	Transaction - O  Collateral - NR  Valuation - NR
62	CDE	Effective date of the strike price	Effective date (unadjusted for business day convention) of the strike price.	Unadjusted effective date of the strike price.	YYYY-MM-DD, based on UTC.	Any valid date based on ISO 8601 Date and time format.	N	Transaction - C if [Strike price schedule - strike price in effect on associated effective date] is populated, else {blank}  Collateral - NR  Valuation - NR

Data Element Number	Source	Data Element Name	Data Element Description <i>(from Appendix A to the TR Rules)</i>	Detailed Explanation of Data Element	Format	Values	Made Available to the Public	Validations
63	CDE	End date of the strike price	End date (unadjusted for business day convention) of the strike price.	Unadjusted end date of the strike price (not applicable if the unadjusted end date of a given schedule's period is back-to-back with the unadjusted effective date of the subsequent period).	YYYY-MM-DD, based on UTC.	Any valid date based on ISO 8601 Date and time format.	N	Transaction – C if [Strike price schedule – strike price in effect on associated effective date] is populated, else {blank}  Collateral – NR Valuation - NR
64	CDE	Strike price in effect on associated effective date	Strike price in effect from the date referred to in Data Element Number 62 to the date referred to in Data Element Number 63.	Strike price in effect between the unadjusted effective date and unadjusted end date inclusive. Strike price schedule is only applicable if the strike price varies per schedule.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Num(18,13), if Strike price notation = 1</li> <li>• Num(11,10), if Strike price notation = 2</li> <li>• Num(11,10) if Strike price notation = 3</li> </ul>	Any value greater than zero: <ul style="list-style-type: none"> <li>• Any value (e.g. USD 6.39) expressed as 6.39, for equity options, commodity options, foreign exchange options and similar products if Strike price notation = 1.</li> <li>• Any value expressed as percentage (e.g. 2.1 instead of 2.1%), for interest rate options, interest rate and credit swaptions quoted in spread, and similar products, if Strike price notation = 2.</li> <li>• Any value expressed as decimal (e.g. 0.021 instead of 2.1%), for interest rate options, interest rate and credit swaptions quoted in spread, and similar products, if Strike price notation = 3.</li> </ul>	N	Transaction – O  Collateral – NR Valuation - NR
65	CDE	Strike price schedule – Unadjusted effective date of the strike price	For each strike price set out in a schedule, the date (unadjusted for business day convention) on which the strike price becomes effective.	For options, swaptions and similar products with strike prices varying throughout the life of the transaction: <ul style="list-style-type: none"> <li>• Unadjusted effective date of the strike price.</li> </ul> Strike price schedule is only applicable if the strike price varies per schedule. The currency for the varying strike prices in the schedule is reported in Strike price currency data element.	YYYY-MM-DD, based on UTC.	Any valid date based on ISO 8601 Date and time format.	N	Transaction C if [Strike price schedule - strike price] is populated, else {blank}  Collateral - NR Valuation - NR
66	CDE	Strike price schedule – Unadjusted end date of the strike price	For each strike price set out in a schedule, the end date (unadjusted for business day convention) of the strike price.	For options, swaptions and similar products with strike prices varying throughout the life of the transaction: <ul style="list-style-type: none"> <li>• Unadjusted end date of the strike price (not applicable if the unadjusted end date of a given schedule's period is back-to-back with the unadjusted effective date of the subsequent period).</li> </ul> Strike price schedule is only applicable if the strike price varies per schedule. The currency for the varying strike prices in the schedule is reported in Strike price currency data element.	YYYY-MM-DD, based on UTC.	Any valid date based on ISO 8601 Date and time format.	N	Transaction C if [Strike price schedule - strike price] is populated, else {blank}  Collateral - NR Valuation - NR
67	CDE	Strike price schedule - strike price	Each strike price, as set out in a schedule, in effect from the date referred to in Data Element Number 65 to the date referred to in Data Element Number 66.	For options, swaptions and similar products with strike prices varying throughout the life of the transaction: <ul style="list-style-type: none"> <li>• Strike price in effect between the unadjusted effective date and unadjusted end date inclusive.</li> </ul> Strike price schedule is only applicable if the strike price varies per schedule. The currency for the varying strike prices in the schedule is reported in Strike price currency data element.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Num(18,13), if Strike price notation = 1</li> <li>• Num(11,10), if Strike price notation = 3</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Any value (e.g. USD 6.39) expressed as 6.39, for equity options, commodity options, foreign exchange options and similar products, if Strike price notation = 1</li> <li>• Any value expressed as decimal (e.g. 0.021 instead of 2.1%), for interest rate options, interest rate and credit swaptions quoted in spread, and similar products, if Strike price notation = 3</li> </ul>	N	Transaction C if [Strike price] is not populated, and UPL[Instrument type] = 'Option', else {blank}  Collateral - NR Valuation - NR

Data Element Number	Source	Data Element Name	Data Element Description <i>(from Appendix A to the TR Rules)</i>	Detailed Explanation of Data Element	Format	Values	Made Available to the Public	Validations
68	CFTC	Non-standardized term indicator	Indicator of whether a derivative has one or more additional provisions that materially affect the price of the derivative and that have not been disclosed to the public.	Indicator of whether the swap transaction has one or more additional term(s) or provision(s), other than those disseminated to the public pursuant to part 43, <sup>29</sup> that materially affect(s) the price of the transaction.	Boolean	<ul style="list-style-type: none"> <li>• True</li> <li>• False</li> </ul>	Y	Transaction - C if [Cleared] = 'N'; NR if [Cleared] = 'Y' or 'I' Collateral - NR Valuation - NR
69	CDE	Day count convention [Fixed rate day count convention-leg 1] [Fixed rate day count convention-leg 2] [Floating rate day count convention-leg 1] [Floating rate-day count convention-leg 2]	For each leg of a derivative, the day count convention used to determine how interest payments are calculated.	For each leg of the transaction, where applicable: day count convention (often also referred to as day count fraction or day count basis or day count method) that determines how interest payments are calculated. It is used to compute the year fraction of the calculation period, and indicates the number of days in the calculation period divided by the number of days in the year. See Appendix 3.2 for definitions of values.	Char(4)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• A001 = IC30360ISDAor30360AmericanBasicRule</li> <li>• A002 = IC30365</li> <li>• A003 = IC30Actual</li> <li>• A004 = Actual360</li> <li>• A005 = Actual365Fixed</li> <li>• A006 = ActualActualICMA</li> <li>• A007 = IC30E360orEuroBondBasismodel1</li> <li>• A008 = ActualActualISDA</li> <li>• A009 = Actual365LorActuActubasisRule</li> <li>• A010 = ActualActualAFB</li> <li>• A011 = IC30360ICMAor30360basicrule</li> <li>• A012 = IC30E2360orEurobondbasismodel2</li> <li>• A013 = IC30E3360orEurobondbasismodel3</li> <li>• A014 = Actual365NL</li> <li>• A015 = ActualActualUltimo</li> <li>• A016 = IC30EPlus360</li> <li>• A017 = Actual364</li> <li>• A018 = Business252</li> <li>• A019 = Actual360NL</li> <li>• A020 = 1/1</li> <li>• NARR = Narrative</li> </ul>	Y	Transaction – CR/IR/FX O  Transaction – CO/EQ C if [Payment frequency period] is populated, else {blank}  Collateral - NR  Valuation - NR
70	CFTC	Floating rate reset frequency period [Floating rate reset frequency period-leg 1] [Floating rate reset frequency period-leg 2]	For each floating leg of a derivative, the period of the frequency of resets.	For each floating leg of the swap transaction where applicable, time unit associated with the frequency of resets, e.g., day, week, month, year or term of the stream.	Char(4)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• DAIL = Daily</li> <li>• WEEK = Weekly</li> <li>• MNTH = Monthly</li> <li>• YEAR = Yearly</li> <li>• ADHO = Ad hoc which applies when payments are irregular</li> <li>• EXPI = Payment at term</li> </ul>	Y	Transaction – IR C if UPI.[Instrument type] = 'Swap' and UPI.Undertier type ≠ 'Fixed - Fixed', else {blank} When populated with 'EXPI', [Floating rate reset frequency period multiplier] must be '1'  Transaction – CR/FX/EQ/CO - NR  Collateral - NR  Valuation - NR

<sup>29</sup> The reporting counterparty may report this data element in a manner that reflects public dissemination under the requirements of any regulator (for example, under CFTC Part 43 or the TR Rules).

Data Element Number	Source	Data Element Name	Data Element Description <i>(from Appendix A to the TR Rules)</i>	Detailed Explanation of Data Element	Format	Values	Made Available to the Public	Validations
71	CFTC	Floating rate reset frequency period multiplier  [Floating rate reset frequency period multiplier-leg 1]  [Floating rate reset frequency period multiplier-leg 2]	For each floating leg of a derivative, the number by which the floating rate reset frequency period is multiplied to determine the frequency of periodic payment dates in respect of a reset.	For each floating leg of the swap transaction, where applicable, number of time units (as expressed by the Floating rate reset frequency period) that determines the frequency at which periodic payment dates for reset occur. For example, a transaction with reset payments occurring every two months is represented with a Floating rate reset frequency period of "MNTM" (monthly) and a Floating rate reset frequency period multiplier of 2.  This data element is not applicable if the Floating rate reset frequency period is "ADHO". If Floating rate reset frequency period is "EXPI", then the Floating rate reset frequency period multiplier is 1. If the reset frequency period is intraday, then the Floating rate reset frequency period is "DAIL" and the Floating rate reset frequency period multiplier is 0.	Num(3,0)	Any value greater than or equal to zero.	Y	Transaction C if [Floating rate reset frequency period] ≠ 'ADHO', else {blank} Collateral - NR Valuation - NR

## Data Elements Related to Clearing

Data Element Number	Source	Data Element Name	Data Element Description <i>(from Appendix A to the TR Rules)</i>	Detailed Explanation of Data Element	Format	Values	Made Available to the Public	Validations
72	CDE	Cleared	Indicator of whether a derivative has been cleared, or is intended to be cleared, by a clearing agency.	Indicator of whether the transaction has been cleared, or is intended to be cleared, by a central counterparty. <sup>30</sup>	Char(1)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Y = Yes, centrally cleared, for beta and gamma transactions.</li> <li>• N = No, not centrally cleared.</li> <li>• I = Intent to clear, for alpha transactions that are planned to be submitted to clearing.</li> </ul>	Y	Transaction- M Collateral - NR Valuation - NR
73	CDE	Central counterparty identifier	Identifier of the clearing agency that cleared the derivative.	Identifier of the central counterparty (CCP) that cleared the transaction. This data element is not applicable if the value of the data element "Cleared" is "N" ("No, not centrally cleared") or "I" ("Intent to clear").	Char(20)	ISO 17442 LEI code that is included in the LEI data as published by the Global LEI Foundation (GLEIF, <a href="http://www.gleif.org/">www.gleif.org/</a> ).	N	Transaction - C if [Cleared] = 'Y'. When populated, the value shall match the value in [Counterparty 1 (reporting counterparty)];  NR if [Cleared] = 'N';  O if [Cleared] = 'I'  Collateral - NR Valuation - NR

<sup>30</sup> References to "central counterparty" in CDE data element explanations should be read to mean clearing agency or, in Quebec, clearing house.

Data Element Number	Source	Data Element Name	Data Element Description <i>(from Appendix A to the TR Rules)</i>	Detailed Explanation of Data Element	Format	Values	Made Available to the Public	Validations
74	CFTC	Clearing account origin	Indicator of whether the clearing member acts as principal or agent.	Indicator of whether the clearing member acted as principal for a house trade or an agent for a customer trade.	Char(4)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• HOUS = House</li> <li>• CLIE = Client</li> </ul>	N	Transaction C if [Cleared] = 'Y';  NR if [Cleared] = 'N' or 'I'  Collateral - NR  Valuation - NR
75	CDE	Clearing member identifier	Identifier of the clearing member through which a derivative is cleared by a clearing agency.	Identifier of the clearing member through which a derivative transaction was cleared at a central counterparty.  This data element is applicable to cleared transactions under both the agency clearing model and the principal clearing model. <sup>31</sup> <ul style="list-style-type: none"> <li>• In the case of the principal clearing model, the clearing member is identified as clearing member and also as a counterparty in both transactions resulting from clearing: (i) in the transaction between the central counterparty and the clearing member; and (ii) in the transaction between the clearing member and the counterparty to the original alpha transaction.</li> <li>• In the case of the agency clearing model, the clearing member is identified as clearing member but not as the counterparty to transactions resulting from clearing. Under this model, the counterparties are the central counterparty and the client. This data element is not applicable if the value of the data element "Cleared" is "N" ("No, not centrally cleared") or "I" ("Intent to clear").</li> </ul>	Char(20), for an LEI code	ISO 17442 LEI code that is included in the LEI data as published by the Global LEI Foundation (GLEIF, www.gleif.org/).	N	Transaction - C if [Cleared] = 'Y'; NR if [Cleared] = 'N' or 'I'  Collateral - NR  Valuation - NR
76	CFTC	Clearing receipt timestamp	Date and time, expressed using Coordinated Universal Time, that the original derivative was recorded as being received by the clearing agency for clearing.	The date and time, expressed in Coordinated Universal Time (UTC), the original swap was received by the derivatives clearing organization (DCO) for clearing and recorded by the DCO's system. <sup>32</sup>	YYYY-MM-DDThh:mm:ssZ, based on UTC.	Any valid date based on ISO 8601 Date and time format.	N	Transaction - C if ([Cleared] = 'Y' or ([Cleared] = 'I' and [Action type] = 'TERM')) and [Event type] = 'CLRG', else (blank); NR if [Cleared] = 'N'  Collateral - NR  Valuation - NR
77	CFTC	Clearing exceptions and exemptions - Counterparty 1	Type of exemption from or exception to a mandatory clearing requirement applicable to Counterparty 1.	The type of clearing exception or exemption that Counterparty 1 has elected or otherwise falls under. <sup>33</sup>  All applicable exceptions and exemptions must be selected.  The values may be repeated as applicable.	Char(4)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• AFFL = Inter-affiliate exemption,</li> <li>• OTHR = Other exceptions or exemptions</li> </ul> Additional values only relevant to CFTC: <ul style="list-style-type: none"> <li>• ENDU = End-user exception,</li> <li>• SMBK = Small bank exemption,</li> <li>• COOP = Cooperative exemption,</li> <li>• NOAL = No-action Letter</li> </ul>	N	Transaction - O if [Cleared] = 'N'; NR if [Cleared] = 'Y' or 'I'  Collateral - NR  Valuation - NR

<sup>31</sup> Reporting counterparties should report "clearing swaps" according to the agency clearing model.

<sup>32</sup> References to "derivatives clearing organization" or "DCO" in CFTC data element explanations should be read to mean clearing agency or, in Quebec, clearing house.

<sup>33</sup> Refer to Parts 3 and 5 of NI 94-101 *Mandatory Central Counterparty Clearing of Derivatives*. However, reporting counterparties may provide clearing exceptions for Data Elements # 77 and 78 that are relevant to CFTC. As a result, reporting counterparties should not need to report these data elements differently under the TR Rules compared to how they are reported for the CFTC.

Data Element Number	Source	Data Element Name	Data Element Description <i>(from Appendix A to the TR Rules)</i>	Detailed Explanation of Data Element	Format	Values	Made Available to the Public	Validations
78	CFTC	Clearing exceptions and exemptions – Counterparty 2	Type of exemption from or exception to a mandatory clearing requirement applicable to Counterparty 2.	Identifies the type of the clearing exception or exemption that Counterparty 2 has elected or otherwise falls under.  All applicable exceptions and exemptions must be selected.  The values may be repeated as applicable.	Char(4)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• AFFL = Inter-affiliate exemption,</li> <li>• OTHR = Other exceptions or exemptions</li> </ul> <i>Additional values only relevant to CFTC:</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>• ENDU = End-user exception,</li> <li>• SMBK = Small bank exemption,</li> <li>• COOP = Cooperative exemption,</li> <li>• NOAL = No-action Letter</li> </ul>	N	Transaction - O if [Cleared] = 'N'; NR if [Cleared] = 'Y' or 'I'  Collateral - NR  Valuation - NR

## Data Elements Related to Collateral and Margin

Data Element Number	Source	Data Element Name	Data Element Description <i>(from Appendix A to the TR Rules)</i>	Detailed Explanation of Data Element	Format	Values	Made Available to the Public	Validations
79	CDE	Collateralisation category	Indicator of whether there is an agreement in respect of collateral between the counterparties and the nature of the collateralisation.	Indicator of whether a collateral agreement (or collateral agreements) between the counterparties exists (uncollateralised/partially collateralised/one-way collateralised/fully collateralised). This data element is provided for each transaction or each portfolio, depending on whether the collateralisation is performed at the transaction or portfolio level, and is applicable to both cleared and uncleared transactions.	Char(4)	<ul style="list-style-type: none"> <li>•UNCL</li> <li>•PRC1</li> <li>•PRC2</li> <li>•PRCL</li> <li>•OWC1</li> <li>•OWC2</li> <li>•OWP1</li> <li>•OWP2</li> <li>•FLCL</li> </ul>	N	Transaction - NR  Collateral - M  Valuation - NR
80	CFTC	Portfolio containing non-reportable component indicator	If collateral is reported on a portfolio basis, indicator of whether the portfolio includes derivatives exempted or excepted from reporting.	If collateral is reported on a portfolio basis, indicator of whether the collateral portfolio includes swap transactions exempt from reporting.	Boolean	<ul style="list-style-type: none"> <li>• True</li> <li>• False</li> </ul>	N	Transaction – NR  Collateral – M  Valuation - NR



Data Element Number	Source	Data Element Name	Data Element Description <i>(from Appendix A to the TR Rules)</i>	Detailed Explanation of Data Element	Format	Values	Made Available to the Public	Validations
81	CDE	Initial margin posted by the reporting counterparty (pre-haircut)	Monetary value of the initial margin posted by the reporting counterparty before a haircut is applied.	<p>Monetary value of initial margin that has been posted by the reporting counterparty, including any margin that is in transit and pending settlement unless inclusion of such margin is not allowed under the jurisdictional requirements.</p> <p>If the collateralisation is performed at portfolio level, the initial margin posted relates to the whole portfolio; if the collateralisation is performed for single transaction, the initial margin posted relates to such single transaction.</p> <p>This refers to the total current value of the initial margin, rather than to its daily change.</p> <p>The data element refers both to uncleared and centrally cleared transactions. For centrally cleared transactions, the data element does not include default fund contributions, nor collateral posted against liquidity provisions to the central counterparty, i.e., committed credit lines.</p> <p>If the initial margin posted is denominated in more than one currency, those amounts are converted into a single currency chosen by the reporting counterparty and reported as one total value.</p>	Num(25,5)	Any value greater than or equal to zero.	N	Transaction - NR Collateral - C if ((Collateralisation category) = 'OWC1' or 'OWP1' or 'FLCL'), else {blank} <sup>34</sup> Valuation - NR
82	CDE	Initial margin posted by the reporting counterparty (post-haircut)	Monetary value of the initial margin posted by the reporting counterparty after a haircut is applied.	<p>Monetary value of initial margin that has been posted by the reporting counterparty, including any margin that is in transit and pending settlement unless inclusion of such margin is not allowed under the jurisdictional requirements.</p> <p>If the collateralisation is performed at portfolio level, the initial margin posted relates to the whole portfolio; if the collateralisation is performed for single transaction, the initial margin posted relates to such single transaction.</p> <p>This refers to the total current value of the initial margin after application of the haircut (if applicable), rather than to its daily change.</p> <p>The data element refers both to uncleared and centrally cleared transactions. For centrally cleared transactions, the data element does not include default fund contributions, nor collateral posted against liquidity provisions to the central counterparty, i.e., committed credit lines.</p> <p>If the initial margin posted is denominated in more than one currency, those amounts are converted into a single currency chosen by the reporting counterparty and reported as one total value.</p>	Num(25,5)	Any value greater than or equal to zero.	N	Transaction - NR Collateral - C if ((Collateralisation category) = 'OWC1' or 'OWP1' or 'FLCL'), else {blank} <sup>35</sup> Valuation - NR

<sup>34</sup> In the case where collateral agreements(s) exists but no initial margin is exchanged primarily between the counterparties (eg. Because the exposure doesn't meet the negotiated threshold) for a given portfolio, report zero until such time an exchange/transfer occurs.

<sup>35</sup> In the case where collateral agreements(s) exists but no initial margin is exchanged primarily between the counterparties (e.g., Because the exposure doesn't meet the negotiated threshold) for a given portfolio, report zero until such time an exchange/transfer occurs.

Data Element Number	Source	Data Element Name	Data Element Description <i>(from Appendix A to the TR Rules)</i>	Detailed Explanation of Data Element	Format	Values	Made Available to the Public	Validations
83	CDE	Currency of initial margin posted <sup>36</sup>	Currency in which the initial margin posted is denominated.	Currency in which the initial margin posted is denominated. If the initial margin posted is denominated in more than one currency, this data element reflects one of those currencies into which the reporting counterparty has chosen to convert all the values of posted initial margins.	Char(3)	Currencies included in ISO 4217.	N	Transaction - NR Collateral C if [Initial margin posted by the reporting counterparty (post-haircut)] or [Initial margin posted by the reporting counterparty (pre-haircut)] is populated, else {blank} Valuation - NR
84	CDE	Initial margin collected by the reporting counterparty (pre-haircut)	Monetary value of the initial margin collected by the reporting counterparty before a haircut is applied.	Monetary value of initial margin that has been collected by the reporting counterparty, including any margin that is in transit and pending settlement unless inclusion of such margin is not allowed under the jurisdictional requirements. If the collateralisation is performed at portfolio level, the initial margin collected relates to the whole portfolio; if the collateralisation is performed for single transaction, the initial margin collected relates to such single transaction. This refers to the total current value of the initial margin, rather than to its daily change. The data element refers both to uncleared and centrally cleared transactions. For centrally cleared transactions, the data element does not include collateral collected by the central counterparty as part of its investment activity. If the initial margin collected is denominated in more than one currency, those amounts are converted into a single currency chosen by the reporting counterparty and reported as one total value.	Num(25,5)	Any value greater than or equal to zero.	N	Transaction - NR Collateral C if ([Collateralisation category] = 'OWC2' or 'OWP2' or 'FLCL'), else {blank} <sup>37</sup> Valuation - NR
85	CDE	Initial margin collected by the reporting counterparty (post-haircut)	Monetary value of the initial margin collected by the reporting counterparty after a haircut is applied.	Monetary value of initial margin that has been collected by the reporting counterparty, including any margin that is in transit and pending settlement unless inclusion of such margin is not allowed under the jurisdictional requirements. If the collateralisation is performed at portfolio level, the initial margin collected relates to the whole portfolio; if the collateralisation is performed for single transaction, the initial margin collected relates to such single transaction. This refers to the total current value of the initial margin after application of the haircut (if applicable), rather than to its daily change. The data element refers both to uncleared and centrally cleared transactions. For centrally cleared transactions, the data element does not include collateral collected by the central counterparty as part of its investment activity. If the initial margin collected is denominated in more than one currency, those amounts are converted into a single currency	Num(25,5)	Any value greater than or equal to zero.	N	Transaction - NR Collateral C if ([Collateralisation category] = 'OWC2' or 'OWP2' or 'FLCL'), else {blank} <sup>38</sup> Valuation - NR

<sup>36</sup> For portfolio with multiple currencies, it must be converted in to a single currency chosen by the reporting counterparty and reported.

<sup>37</sup> In the case where collateral agreements(s) exists but no initial margin is exchanged primarily between the counterparties (e.g. because the exposure doesn't meet the negotiated threshold) for a given portfolio, report zero until such time an exchange/transfer occurs.

<sup>38</sup> In the case where collateral agreements(s) exists but no initial margin is exchanged primarily between the counterparties (e.g. because the exposure doesn't meet the negotiated threshold) for a given portfolio, report zero until such time an exchange/transfer occurs.

Data Element Number	Source	Data Element Name	Data Element Description <i>(from Appendix A to the TR Rules)</i>	Detailed Explanation of Data Element	Format	Values	Made Available to the Public	Validations
				chosen by the reporting counterparty and reported as one total value.				
86	CDE	Currency of initial margin collected <sup>39</sup>	Currency in which the initial margin collected is denominated.	Currency in which the initial margin collected is denominated. If the initial margin collected is denominated in more than one currency, this data element reflects one of those currencies into which the reporting counterparty has chosen to convert all the values of collected initial margins.	Char(3)	Currencies included in ISO 4217.	N	Transaction - NR Collateral C if [Initial margin collected by the reporting counterparty (post-haircut)] or [Initial margin collected by the reporting counterparty (pre-haircut)] is populated, else {blank} Valuation - NR
87	CDE	Variation margin posted by the reporting counterparty (pre-haircut) <sup>40</sup>	Monetary value of the variation margin posted by the reporting counterparty before a haircut is applied.	Monetary value of the variation margin posted by the reporting counterparty (including the cash-settled one), and including any margin that is in transit and pending settlement unless inclusion of such margin is not allowed under the jurisdictional requirements. Contingent variation margin is not included. If the collateralisation is performed at portfolio level, the variation margin posted relates to the whole portfolio; if the collateralisation is performed for single transaction, the variation margin posted relates to such single transaction. This data element refers to the total current value of the variation margin, cumulated since the first reporting of variation margins posted for the portfolio/transaction. If the variation margin posted is denominated in more than one currency, those amounts are converted into a single currency chosen by the reporting counterparty and reported as one total value.	Num(25,5)	Any value greater than or equal to zero.	N	Transaction - NR Collateral C if ([Collateralisation category] = 'PRC1' or 'PRCL' or 'OWC1' or 'OWP1' or 'OWP2' or 'FLCL'), else {blank} <sup>41</sup> Valuation - NR
88	CDE	Variation margin posted by the reporting counterparty (post-haircut)	Monetary value of the variation margin posted by the reporting counterparty after a haircut is applied.	Monetary value of the variation margin posted by the reporting counterparty (including the cash-settled one), and including any margin that is in transit and pending settlement unless inclusion of such margin is not allowed under the jurisdictional requirements. Contingent variation margin is not included. If the collateralisation is performed at portfolio level, the variation margin posted relates to the whole portfolio; if the collateralisation is performed for single transaction, the variation margin posted relates to such single transaction.	Num(25,5)	Any value greater than or equal to zero.	N	Transaction - NR Collateral C if ([Collateralisation category] = 'PRC1' or 'PRCL' or 'OWC1' or 'OWP1' or 'OWP2' or 'FLCL'), else {blank} <sup>42</sup> Valuation - NR

<sup>39</sup> For portfolio with multiple currencies, it must be converted into a single currency chosen by the reporting counterparty and reported.

<sup>40</sup> This data element must be reported daily regardless of whether there is a change in the value since the last reporting.

<sup>41</sup> In the case where collateral agreements(s) exists but no variation margin is exchanged primarily between the counterparties (e.g. because the exposure doesn't meet the negotiated threshold) for a given portfolio, report zero until such time an exchange/transfer occurs.

<sup>42</sup> In the case where collateral agreements(s) exists but no variation margin is exchanged primarily between the counterparties (e.g. because the exposure doesn't meet the negotiated threshold) for a given portfolio, report zero until such time an exchange/transfer occurs.

Data Element Number	Source	Data Element Name	Data Element Description <i>(from Appendix A to the TR Rules)</i>	Detailed Explanation of Data Element	Format	Values	Made Available to the Public	Validations
				This data element refers to the total current value of the variation margin after application of the haircut (if applicable), cumulated since the first reporting of posted variation margins for the portfolio /transaction.  If the variation margin posted is denominated in more than one currency, those amounts are converted into a single currency chosen by the counterparty 1 and reported as one total value.				
89	CDE	Currency of variation margin posted	Currency in which the variation margin posted is denominated.	Currency in which the variation margin posted is denominated. If the variation margin posted is denominated in more than one currency, this data element reflects one of those currencies into which the reporting counterparty has chosen to convert all the values of posted variation margins.	Char(3)	Currencies included in ISO 4217.	N	Transaction - NR  Collateral C if [Variation margin posted by the reporting counterparty (pre- haircut)] is populated, else {blank}  Valuation - NR
90	CDE	Variation margin collected by the reporting counterparty (pre-haircut) <sup>43</sup>	Monetary value of the variation margin collected by the reporting counterparty before a haircut is applied.	Monetary value of the variation margin collected by the reporting counterparty (including the cash-settled one), and including any margin that is in transit and pending settlement unless inclusion of such margin is not allowed under the jurisdictional requirements.  Contingent variation margin is not included. If the collateralisation is performed at portfolio level, the variation margin collected relates to the whole portfolio; if the collateralisation is performed for single transaction, the variation margin collected relates to such single transaction.  This refers to the total current value of the variation margin, cumulated since the first reporting of collected variation margins for the portfolio/ transaction. If the variation margin collected is denominated in more than one currency, those amounts are converted into a single currency chosen by the reporting counterparty and reported as one total value.	Num(25,5)	Any value greater than or equal to zero.	N	Transaction - NR  Collateral C if ([Collateralisation category] = PRC2' or PRCL' or 'OWC2 or OWP1' or OWP2' or FLCL'), else {blank} <sup>44</sup>  Valuation - NR
91	CDE	Variation margin collected by the reporting counterparty (post-haircut)	Monetary value of the variation margin collected by the reporting counterparty after a haircut is applied.	Monetary value of the variation margin collected by the reporting counterparty (including the cash-settled one), and including any margin that is in transit and pending settlement unless inclusion of such margin is not allowed under the jurisdictional requirements. Contingent variation margin is not included. If the collateralisation is performed at portfolio level, the variation margin collected relates to the whole portfolio; if the collateralisation is performed for single transaction, the variation margin collected relates to such single transaction.	Num(25,5)	Any value greater than or equal to zero.	N	Transaction - NR  Collateral C if ([Collateralisation category] = PRC2' or PRCL' or 'OWC2 or OWP1' or OWP2' or FLCL'), else {blank} <sup>45</sup>  Valuation - NR

<sup>43</sup> This data element must be reported daily regardless of whether there is a change in the value since the last reporting.

<sup>44</sup> In the case where collateral agreements(s) exists but no variation margin is exchanged primarily between the counterparties (e.g. because the exposure doesn't meet the negotiated threshold) for a given portfolio, report zero until such time an exchange/transfer occurs.

<sup>45</sup> In the case where collateral agreements(s) exists but no variation margin is exchanged primarily between the counterparties (e.g. because the exposure doesn't meet the negotiated threshold) for a given portfolio, report zero until such time an exchange/transfer occurs.

Data Element Number	Source	Data Element Name	Data Element Description <i>(from Appendix A to the TR Rules)</i>	Detailed Explanation of Data Element	Format	Values	Made Available to the Public	Validations
				This refers to the total current value of the variation margin collected after application of the haircut (if applicable), cumulated since the first reporting of collected variation margins for the portfolio /transaction.  If the variation margin collected is denominated in more than one currency, those amounts are converted into a single currency chosen by the counterparty 1 and reported as one total value.				
92	CDE	Currency of variation margin collected	Currency in which the variation margin collected is denominated.	Currency in which the variation margin collected is denominated.  If the variation margin collected is denominated in more than one currency, this data element reflects one of those currencies into which the reporting counterparty has chosen to convert all the values of collected variation margins.	Char(3)	Currencies included in ISO 4217.	N	Transaction - NR  Collateral C if [Variation margin collected by the reporting counterparty (pre- haircut)] is populated, else {blank}  Valuation - NR
93	CFTC	Variation margin collateral portfolio code	If collateral is reported on a portfolio basis, a unique code assigned by the reporting counterparty that identifies the variation margin related to the open transactions that are included in the portfolio.	If collateral is reported on a portfolio basis, a unique code assigned by the reporting counterparty to the portfolio that tracks the aggregate variation margin related to a set of open transactions. This data element is not applicable if the collateralisation was performed on a transaction level basis, or if there is no collateral agreement, or if no collateral is posted or received. The portfolio code is required for both collateral reporting and valuation reporting in order to link the 2 data sets.	Varchar(52)	Up to 52 alphanumeric characters <sup>46</sup>	N	Transaction – O  Collateral - M  Valuation - M
94	CFTC	Initial margin collateral portfolio code	If collateral is reported on a portfolio basis, a unique code assigned by the reporting counterparty that identifies the initial margin related to the open transactions that are included in the portfolio.	If collateral is reported on a portfolio basis, a unique code assigned by the reporting counterparty to the portfolio that tracks the aggregate initial margin of a set of open transactions. This data element is not applicable if the collateralisation was performed on a transaction level basis, or if there is no collateral agreement, or if no collateral is posted or received.  The portfolio code is required for both collateral reporting and valuation reporting in order to link the 2 data sets.	Varchar(52)	Up to 52 alphanumeric characters <sup>47</sup>	N	Transaction – O  Collateral - M  Valuation - M

<sup>46</sup> If collateralization was performed on a transaction level basis, "TRANSACTIONLEVEL" is accepted. "NOTAPPLICABLE" is accepted if (i) collateralization was performed on a portfolio basis and there is no VM portfolio code, or (ii) it is a submission from a DCO.

<sup>47</sup> If collateralization was performed on a transaction level basis, "TRANSACTIONLEVEL" is accepted. "NOTAPPLICABLE" is accepted if (i) collateralization was performed on a portfolio basis and there is no IM portfolio code, or (ii) it is a submission from a DCO.

## Data Elements Related to Actions and Events

Data Element Number	Source	Data Element Name	Data Element Description <i>(from Appendix A to the TR Rules)</i>	Detailed Explanation of Data Element	Format	Values	Made Available to the Public	Validations
95	CDE	Event timestamp	Date and time of occurrence of an event relating to a derivative.	Date and time of occurrence of the event. In the case of a modification agreed for a future date, this data element should reflect the date, the modification occurs (becomes effective) and not when it was negotiated. In the case of a correction, this data element should reflect the date and time as of when the correction is applicable. In the case of a clearing event, this data element should reflect the recorded date and time when the alpha transaction is accepted by the central counterparty (CCP) for clearing. In the case of collateral update, the date and time for which the information contained in the report is provided.	YYYY-MM-DDThh:mm:ssZ, based on UTC. <sup>48</sup>	Any valid date/time based on ISO 8601 Date and time format.	Y	Transaction - M, The value shall be equal to or later than the value in [Execution timestamp]  Collateral - M  Valuation - NR
96	CDE	Level	Indicator of whether the report is in respect of a derivative or a position.	Indication whether the report is done at trade or position level. Position level report can be used as a supplement to trade level reporting to report post trade events and if individual trades have been replaced by the position.	Char(4)	<ul style="list-style-type: none"> <li>TCTN = Trade</li> <li>PSTN = Position</li> </ul>	N	Transaction – M Collateral – NR Valuation - NR
97	CDE	Event identifier	Unique identifier that links derivatives relating to an event.	Unique identifier to link transactions entering into and resulting from an event, which may be, but is not limited to, compression or other post trade risk reduction exercises, credit event, etc. The unique identifier may be assigned by the reporting counterparty or a service provider or CCP providing the service <sup>49</sup> .	Varchar(52)	ISO 17442 LEI code of the entity assigning the event identifier followed by a unique identifier up to 32 characters.	N	Transaction C if [Event type] = 'COMP' or 'CREV', else {blank} Collateral - NR Valuation - NR
98	CDE	Action type <sup>50</sup>	Indicator of the type of action or reporting relating to the derivative or position.	Type of action taken on the transaction or type of end-of-day reporting. See Appendix 3.8 for a description of the allowable values.	Char(4)	<ul style="list-style-type: none"> <li>NEWT = New</li> <li>MODI = Modify</li> <li>CORR = Correct</li> <li>EROR = Error</li> <li>REVI = Revive</li> <li>TERM = Terminate</li> <li>PRTO = Transfer out</li> <li>VALU = Valuation</li> <li>MARU = Collateral/ Margin Update</li> <li>POSC = Position Component</li> </ul>	Y	Transaction - M, for valid Action type and Event type, see Appendix 3.5 Collateral - M, must equal 'MARU' Valuation - M, must equal 'VALU'

<sup>48</sup> Both the date and time portion are required to be reported. The time element is as specific as technologically practicable. If the time portion is not available, report "00:00:00" for the time portion.

<sup>49</sup> The identifier which relates to the same event should be unique per event.

<sup>50</sup> Only one Action type value is allowed per submission. Multiple Action type values should not be submitted in one transaction report. For example, if a data element needs to be corrected on a previously submitted transaction that is getting terminated, the Correct (CORR) value should be submitted as a separate submission prior to the submission of the Terminate (TERM) transaction.

Data Element Number	Source	Data Element Name	Data Element Description <i>(from Appendix A to the TR Rules)</i>	Detailed Explanation of Data Element	Format	Values	Made Available to the Public	Validations
99	CDE	Event type	Indicator of the type of lifecycle event or reason for the action referred to in Data Element Number 98.	Explanation or reason for the action being taken on the transaction. See Appendix 3.7 for a description of the allowable values.	Char(4)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• TRAD = Trade</li> <li>• NOVA = Novation/Step-in</li> <li>• COMP = Post trade risk reduction exercise</li> <li>• ETRM = Early termination</li> <li>• CLRG = Clearing</li> <li>• EXER = Exercise</li> <li>• ALOC = Allocation</li> <li>• CLAL = Clearing &amp; Allocation</li> <li>• CREV = Credit Event</li> <li>• PTNG = Transfer</li> <li>• INCP = Inclusion in position</li> <li>• CORP = Corporate event</li> <li>• UPDT = Update</li> </ul>	Y	Transaction C, for valid Action type and Event type, see Appendix 3.5 Collateral - NR Valuation - NR
100	CFTC	Amendment indicator	Indicator of whether an amendment to the derivative relates to an event.	Indicator of whether the modification of the transaction reflects newly agreed upon term(s) from the previously negotiated terms.	Boolean	<ul style="list-style-type: none"> <li>• True</li> <li>• False</li> </ul>	Y	Transaction C if [Action type] = 'MODI', else {blank} Collateral - NR Valuation - NR

## Data Elements Related to Valuation

Data Element Number	Source	Data Element Name	Data Element Description <i>(from Appendix A to the TR Rules)</i>	Detailed Explanation of Data Element	Format	Values	Made Available to the Public	Validations
101	CDE	Valuation amount <sup>51</sup>	Value of the derivative.	Current value of the outstanding contract without applying any valuation adjustments (some examples include XVA adjustment such as CVA, DVA, etc). Valuation amount is expressed as the exit cost of the contract or components of the contract, i.e., the price that would be received to sell the contract (in the market in an orderly transaction at the valuation date).	Num(25,5)	Any numerical value.	N	Transaction - NR Collateral - NR Valuation - M
102	CDE	Valuation currency	Currency in which the valuation amount is denominated.	Currency in which the valuation amount is denominated.	Char(3)	Currencies included in ISO 4217.	N	Transaction - NR Collateral - NR Valuation - M

<sup>51</sup> Valuation amount must be reported daily regardless of whether there is a change in the value since the last reporting.

Data Element Number	Source	Data Element Name	Data Element Description <i>(from Appendix A to the TR Rules)</i>	Detailed Explanation of Data Element	Format	Values	Made Available to the Public	Validations
103	CDE	Valuation method	Source and method used to value the derivative.	Source and method used for the valuation of the transaction by the reporting counterparty. If at least one valuation input is used that is classified as mark-to-model in Appendix 3.3, then the whole valuation is classified as mark-to-model. If only inputs are used that are classified as mark-to-market in Appendix 3.3, then the whole valuation is classified as mark-to-market.	Char(1)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• MTMA = Mark-to-market</li> <li>• MTMO = Mark-to-model</li> <li>• CCPV = Clearing agency's valuation</li> </ul> (Classification of valuation inputs are provided in Appendix 3.3)	N	Transaction - NR Collateral - NR Valuation - M, when populated with 'CCPV', [Cleared] must be 'Y'
104	CDE	Valuation timestamp	Date and time that the value of the derivative referred to in Data Element Number 101 was determined.	Date and time of the last valuation marked to market, provided by the central counterparty (CCP) <sup>52</sup> or calculated using the current or last available market price of the inputs. If for example a currency exchange rate is the basis for a transaction's valuation, then the valuation timestamp reflects the moment in time that exchange rate was current.	YYYY-MM-DDThh:mm:ssZ, based on UTC <sup>53</sup> . If the time element is not required in a particular jurisdiction, time may be dropped given that – in the case of representations with reduced accuracy – ISO 8601 allows the complete representation to be omitted, the omission starting from the extreme right-hand side (in the order from the least to the most significant).	Any valid date/time based on ISO 8601 Date and time format.	N	Transaction - NR Collateral - NR Valuation - M
105	CFTC	Next floating reference reset date [Next floating reference reset date – Leg 1] [Next floating reference reset date – Leg 2]	Next date on which the floating reference will reset.	The nearest date in the future that the floating reference resets on.	YYYY-MM-DD	Any valid date based on ISO 8601 Date and time format.	N	Transaction - NR Collateral - NR Valuation - O
106	CFTC	Last floating reference value [Last floating reference value-Leg 1] [Last floating reference value-Leg 2]	Value of the floating reference on the date referred to in Data Element Number 107.	The most recent sampling of the value of the floating reference for the purposes of determining cash flow. Ties to Last floating reference reset date data element.	Num(11,10)	Positive and negative values expressed as decimal (e.g., 0.0257 instead of 2.57%)	N	Transaction - NR Collateral - NR Valuation - O
107	CFTC	Last floating reference reset date [Last floating reference reset date-Leg 1] [Last floating reference reset date-Leg 2]	Most recent date of the floating reference reset.	The date of the most recent sampling of the floating reference for the purposes of determining cash flow. Ties to Last floating reference value data element.	YYYY-MM-DD	Any valid date based on ISO 8601 Date and time format.	N	Transaction - NR Collateral - NR Valuation - O

<sup>52</sup> Reported by the clearing agency for cleared derivatives and by the derivatives dealer for uncleared derivatives.

<sup>53</sup> The timestamp portion is not required to be represented for Valuation timestamp. The format must be reported as YYYY-MM-DD.



Data Element Number	Source	Data Element Name	Data Element Description <i>(from Appendix A to the TR Rules)</i>	Detailed Explanation of Data Element	Format	Values	Made Available to the Public	Validations
108	CDE	Delta <sup>54</sup>	Ratio of the change in the price of the derivative to the change in the price of the underlying interest of the derivative.	The ratio of the change in the price of an OTC derivative transaction to the change in the price of the underlier.	Num(25,5)	Any value	N	Transaction - NR Collateral - NR Valuation - C if UPI.[Instrument type] = 'Option', else {blank}

## Data Elements Related to Packages

Data Element Number	Source	Data Element Name	Data Element Description <i>(from Appendix A to the TR Rules)</i>	Detailed Explanation of Data Element	Format	Values	Made Available to the Public	Validations
109	CFTC	Package indicator	Indicator of whether the derivative is a component of a package if  (a) 2 or more derivatives that are reported separately by the reporting counterparty are entered into under a single agreement, or  (b) 2 or more reports relate to the same derivative and the derivative cannot be reported using a single report as a result of the reporting requirements of one or more jurisdictions of Canada or one or more foreign jurisdictions.	Indicator of whether the swap transaction is part of a package transaction.	Boolean	• True • False	Y	Transaction - M Collateral - NR Valuation - NR
110	CDE	Package identifier <sup>55</sup>	Identifier of the package referred to in Data Element Number 109.	Identifier (determined by the reporting counterparty) in order to connect  • two or more transactions that are reported separately by the reporting counterparty, but that are negotiated together as the product of a single economic agreement.  • two or more reports pertaining to the same transaction whenever jurisdictional reporting requirement does not allow the transaction to be reported with a single report to trade repositories.	Varchar(100)	Up to 100 alphanumeric characters. <sup>57</sup>	N	Transaction - C if [Package indicator] = 'True', else {blank} Collateral - NR Valuation - NR

<sup>54</sup> Delta must be reported daily regardless of whether there is a change in the value since the last reporting.

<sup>55</sup> To report a collar, this field should be populated to link the cap and floor legs. To report a straddle, this field should be populated to link the payer swaption and receiver swaption legs.

<sup>57</sup> "UNKNOWN" is accepted when the value is not available.

Data Element Number	Source	Data Element Name	Data Element Description <i>(from Appendix A to the TR Rules)</i>	Detailed Explanation of Data Element	Format	Values	Made Available to the Public	Validations
				<p>A package<sup>56</sup> may include reportable and non-reportable transactions.</p> <p>This data element is not applicable</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• if no package is involved, or</li> <li>• to allocations</li> </ul> <p>Where the package identifier is not known when a new transaction is reported, the package identifier is updated as it becomes available.</p>				
111	CDE	Package transaction price	Price of the package referred to in Data Element Number 109.	<p>Traded price of the entire package in which the reported derivative transaction is a component.</p> <p>This data element is not applicable if</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• no package is involved, or</li> <li>• package transaction spread is used</li> </ul> <p>Prices and related data elements of the transactions (Price currency, Price notation, Price unit of measure) that represent individual components of the package are reported when available.</p> <p>The Package transaction price may not be known when a new transaction is reported but may be updated later</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Num(18,13), if Package transaction price notation = 1</li> <li>• Num(11,10), if Package transaction price notation = 3</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Any value, if Package transaction price notation = 1</li> <li>• Any value expressed as decimal (e.g., 0.0257 instead of 2.57%), if Package transaction price notation = 3<sup>58</sup></li> </ul>	N	<p>Transaction - C if [Package indicator] = 'True' and [Package transaction spread] is not populated, else {blank}</p> <p>Collateral - NR</p> <p>Valuation - NR</p>
112	CDE	Package transaction price currency	Currency in which the package transaction price is denominated.	<p>Currency in which the Package transaction price is denominated.</p> <p>This data element is not applicable if:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• no package is involved, or</li> <li>• Package transaction spread is used, or</li> <li>• Package transaction price notation = 3</li> </ul>	Char(3)	Currencies included in ISO 4217.	N	<p>Transaction - C if [Package transaction price notation] = '1', else {blank}</p> <p>Collateral - NR</p> <p>Valuation - NR</p>
113	CDE	Package transaction spread	Price of the package referred to in Data Element 109, expressed as a spread.	<p>Traded price of the entire package in which the reported derivative transaction is a component of a package transaction.</p> <p>Package transaction price when the price of the package is expressed as a spread, difference between two reference prices.</p> <p>This data element is not applicable if</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• no package is involved, or</li> <li>• Package transaction price is used</li> </ul> <p>Spread and related data elements of the transactions (spread currency) that represent individual components of the package are reported when available.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Num(18,13), if Package transaction spread notation = 1</li> <li>• Num(11,10), if Package transaction spread notation = 3</li> <li>• Num(5), if Package transaction spread notation = 4</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Any value, if Package transaction spread notation = 1</li> <li>• Any value expressed as decimal (e.g. 0.0257 instead of 2.57%), Package spread price notation = 3</li> <li>• Any integer value expressed in basis points (e.g. 257 instead of 2.57%), if Package transaction spread notation = 4</li> </ul>	N	<p>Transaction - C if [Package indicator] = 'True' and [Package transaction price] is not populated, else {blank}</p> <p>Collateral - NR</p> <p>Valuation - NR</p>

<sup>56</sup> In addition, a "package transaction" also includes a transaction involving two or more instruments: (1) that is executed between two or more counterparties; (2) that is priced or quoted as one economic transaction with simultaneous or near simultaneous execution of all components; (3) where the execution of each component is contingent upon the execution of all other components; (4) where each component is assigned a Unique Swap Identifier (USI) or Unique Transaction Identifier (UTI); and (5) each component is reported separately.

<sup>58</sup> Default value with all 9's, for any of the allowable formats, is accepted when the value is unknown. When [Package transaction price notation] = '1' use "99999.999999999999" (18 numerical characters including 13 decimal places). When [Package transaction price notation] = '3' use "9.999999999" (11 numerical characters including 10 decimal places).

Data Element Number	Source	Data Element Name	Data Element Description <i>(from Appendix A to the TR Rules)</i>	Detailed Explanation of Data Element	Format	Values	Made Available to the Public	Validations
				Package transaction spread may not be known when a new transaction is reported but may be updated later. <sup>59</sup>				
114	CDE	Package transaction spread currency	Currency in which the package transaction spread is denominated.	Currency in which the Package transaction spread is denominated. This data element is not applicable if <ul style="list-style-type: none"> <li>•no package is involved, or</li> <li>•Package transaction price is used, or</li> <li>•Package transaction spread is expressed as decimal or basis points</li> </ul>	Char(3)	Currencies included in ISO 4217 Currency codes.	N	Transaction - C if [Package transaction price notation] = '1', else {blank} Collateral - NR Valuation - NR
115	CDE	Package transaction spread notation	Manner in which the package transaction spread is expressed.	Manner in which the Package transaction spread is expressed. This data element is not applicable if <ul style="list-style-type: none"> <li>• no package is involved, or</li> <li>• Package transaction price is used.</li> </ul>	Char(1)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 = Monetary amount</li> <li>• 3 = Decimal</li> <li>• 4 = Basis points</li> </ul>	N	Transaction - C if [Package transaction spread] is populated, else {blank} Collateral - NR Valuation - NR
116	CDE	Package transaction price notation	Manner in which the package transaction price is expressed.	Manner in which the Package transaction price is expressed. This data element is not applicable if no package is involved	Char(1)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 = Monetary amount</li> <li>• 3 = Decimal</li> </ul>	N	Transaction - C if [Package transaction price] is populated, else {blank} Collateral - NR Valuation - NR

<sup>59</sup> Default value with all 9's, for any of the allowable formats, is accepted when the value is unknown. When [Package transaction price notation] = '1' use "99999.99999999999999" (18 numerical characters including 13 decimal places). When [Package transaction price notation] = '3' use "9.9999999999" (11 numerical characters including 10 decimal places). When [Package transaction spread notation] = '4' use "99999" (5 numerical characters with no decimal places).

## Data Elements Related to Product

Data Element Number	Source	Data Element Name	Data Element Description <i>(from Appendix A to the TR Rules)</i>	Detailed Explanation of Data Element	Format	Values	Made Available to the Public	Validations
117	CDE	Unique product identifier <sup>60</sup>	Identifier of a unique code assigned by the Derivatives Service Bureau for a type of derivative.	A unique set of characters that represents a particular OTC derivative.	Char(12)	A list of allowable values and their format will be published by the Derivatives Service Bureau (UPI issuer).  Until the above UPI is available reporting counterparties will continue to report the product-related data elements unique to each TR.	Y	Transaction- M Collateral - NR Valuation - NR
118	CDE	CDS index attachment point	Point at which the level of losses in the underlying portfolio of a credit default swap reduces the notional of a tranche.	Defined lower point at which the level of losses in the underlying portfolio reduces the notional of a tranche. For example, the notional in a tranche with an attachment point of 3% will be reduced after 3% of losses in the portfolio have occurred. This data element is not applicable if the transaction is not a CDS tranche transaction (index or custom basket).	Num(11,10)	Any value between 0 and 1 (including 0 and 1), expressed as decimal (e.g., 0.05 instead of 5%).	N	Transaction - CR C if UPI. Underlier type = 'Index tranche', else {blank}; When populated, the value shall be less than the value in [CDS index detachment point];  Transaction – IR/FX/CO/EQ - NR Collateral - NR Valuation - NR
119	CDE	CDS index detachment point	Point beyond which losses in the underlying portfolio of a credit default swap no longer reduce the notional of a tranche.	Defined point beyond which losses in the underlying portfolio no longer reduce the notional of a tranche. For example, the notional in a tranche with an attachment point of 3% and a detachment point of 6% will be reduced after there have been 3% of losses in the portfolio. 6% losses in the portfolio deplete the notional of the tranche. This data element is not applicable if the transaction is not a CDS tranche transaction (index or custom basket).	Num(11,10)	Any value between 0 and 1 (including 0 and 1), expressed as decimal (e.g., 0.05 instead of 5%).	N	Transaction - CR C if UPI. Underlier type = 'Index tranche', else {blank}; When populated, the value shall be greater than the value in [CDS index attachment point];  Transaction – IR/FX/CO/EQ - NR Collateral -NR Valuation -NR
120	CFTC	Index factor	Factor of the index version, or the percentage, used to determine the notional amount of a credit default swap.	The index version factor or percent, expressed as a decimal value, that multiplied by the Notional amount yields the notional amount covered by the seller of protection for credit default swap.	Num(11,10)	Any value between 0 and 1 (including 0 and 1), expressed as decimal (e.g., 0.05 instead of 5%).	Y	Transaction - CR C if UPI. Underlier type= 'Index' or 'Index tranche', else {blank}  Transaction – IR/FX/CO/EQ - NR Collateral NR Valuation NR

<sup>60</sup> Refer to section 1.2.6 Use of UPI Instrument Types for explanation on Unique Product Identifiers

Data Element Number	Source	Data Element Name	Data Element Description <i>(from Appendix A to the TR Rules)</i>	Detailed Explanation of Data Element	Format	Values	Made Available to the Public	Validations
121	CDE	Crypto asset underlying indicator  [Crypto asset underlying indicator – Leg 1]  [Crypto asset underlying indicator – Leg 2]	Indicator of whether the underlying interest of the derivative is a crypto asset.	Indicator of whether the underlying of the derivative is crypto asset. This element should be reported as 'true' if any of the underlyings is a crypto asset (immediate or ultimate underlying as well as where the derivative is based on a mix of crypto assets and other underlyings).	Boolean	<ul style="list-style-type: none"> <li>• true, if underlying is a crypto asset</li> <li>• false, if underlying is not crypto asset</li> </ul>	N	Transaction – CO O  Collateral – NR  Valuation - NR
122	CDE	Custom basket code	Unique identifier for a custom basket of reference assets.	If the OTC derivative transaction is based on a custom basket, unique code assigned by the structurer of the custom basket to link its constituents.  This data element is not applicable if no custom basket is involved or no unique code has been assigned to it.	Varchar(72)	ISO 17442 Legal Entity Identifier (LEI) code of the basket structurer <sup>61</sup> followed by a unique identifier up to 52 alphanumeric characters.	N	Transaction – C if [Custom basket indicator] = 'True', else {blank}  Collateral – NR  Valuation – NR
123	CFTC	Custom basket indicator	Indicator of whether the derivative has a custom basket as its underlying interest.	Indicator of whether the swap transaction is based on a custom basket.	Boolean	<ul style="list-style-type: none"> <li>• True</li> <li>• False</li> </ul>	Y	Transaction -M  Collateral - NR  Valuation - NR
124	CDE	Basket constituent identifier	Identifier of a reference asset in the custom basket.	An identifier that represents a constituent of an underlying custom basket in line with the Underlier ID within the ISO 4914 UPI reference data elements, as maintained by the UPI Service Provider or in line with an identifier that would be reported as an Underlier ID (Other) where the UPI Underlier ID is 'OTHER'.  This data element is not applicable if no custom basket is involved.	Varchar(350)	An identifier that can be used to determine an asset, index or benchmark included in a basket. <sup>62</sup>  Up to 350 alphanumeric characters.	N	Transaction – C if [Custom basket indicator] = 'True', else {blank}  Collateral – NR  Valuation - NR
125	CDE	Basket constituent identifier source	Source of the basket constituent identifier referred to in Data Element Number 124.	The origin, or publisher, of the associated Basket constituent identifier, in line with the Underlier ID source within the ISO 4914 UPI reference data elements as maintained by the UPI Service Provider or in line with the allowable value that would be reported as an Underlier ID (Other) source where the UPI Underlier ID is 'OTHER'.  This data element is not applicable if no custom basket is involved.	Varchar(350)	The origin, or publisher <sup>63</sup> , of the associated basket constituent identifier.  Up to 350 alphanumeric characters.	N	Transaction – C if [Basket constituent identifier] is populated, else {blank}  Collateral - NR  Valuation - NR

<sup>61</sup> The LEI code should represent the LEI of the entity assigning the basket code.

<sup>62</sup> In line with the Underlier ID within the UPI reference data elements, as maintained by the UPI service provider, or in accordance with section 5.2 of the CPMI-IOSCO Technical Guidance: Harmonization of the Unique Product Identifier.

<sup>63</sup> In line with the Underlier ID within the UPI reference data elements, as maintained by the UPI service provider, or in accordance with section 5.2 of the CPMI-IOSCO Technical Guidance: Harmonization of the Unique Product Identifier.

Data Element Number	Source	Data Element Name	Data Element Description <i>(from Appendix A to the TR Rules)</i>	Detailed Explanation of Data Element	Format	Values	Made Available to the Public	Validations
126	CDE	Basket constituent number of units	Number of units of each reference asset in the custom basket.	The number of units of a particular constituent in a custom basket. This data element is not applicable if no custom basket is involved.	Num(18,13)	Any value greater than zero. <sup>64</sup>	N	Transaction – C if [Basket constituent identifier] is populated, else {blank}  The number of constituent number of units values must equal the number of constituent identifier, unit of measure, and identifier source values.  Collateral – NR  Valuation - NR
127	CDE	Basket constituent unit of measure	Unit of measure in which the number of units referred to in Data Element Number 126 is expressed.	Unit of measure in which the number of units of a particular custom basket constituent is expressed. This data element is not applicable if no custom basket is involved.	Char(4)	ISO 20022 approved external UnitOfMeasureCode codeset	N	Transaction – C if [Basket constituent identifier] is populated, else {blank} The number of constituent unit of measure values must equal the number of constituent identifier, number of units, and identifier source values.  Collateral – NR  Valuation – NR
128	CDE	Underlier ID (Other) [Underlier ID (Other) – Leg 1] [Underlier ID (Other) – Leg 2]	Identifier of each underlying interest of the derivative.	The asset(s), index (indices) or benchmark underlying a contract or, in the case of a foreign exchange derivative, identification of index. <sup>65</sup> This data element is applicable when the value of Underlier ID is submitted as 'OTHER' to the UPI service provider. <sup>66</sup>	Varchar(350)	An identifier <sup>67</sup> that can be used to determine the asset(s), index (indices) or benchmark underlying a contract. Up to 350 alphanumeric characters.	N	Transaction – C if UPI.[Underlier ID <sup>68</sup> ] = 'Other', else {blank}  Collateral – NR  Valuation - NR

<sup>64</sup> For commodities baskets where calculated formula of different % weights of indices are used, provide values without the %. For example, 10% should be reported as "10".

<sup>65</sup> If more than one underlier exists, the derivative should be considered a basket and the corresponding basket fields should be used.

<sup>66</sup> When a particular underlier ID is not supported by the UPI service provider (Underlier ID is 'Other'), that underlier ID is reported in this field to the trade repository.

<sup>67</sup> In line with the Underlier ID within the UPI reference data elements, as maintained by the UPI service provider, or in accordance with section 5.2 of the CPMI-IOSCO Technical Guidance: Harmonization of the Unique Product Identifier.

<sup>68</sup> Depending on the product DSB may use attributes with names such as Reference Rate, Underlying Instrument Index, Underlying instrument ISIN, Underlying instrument LEI, or another name to denote the asset or index underlying the derivative.

Data Element Number	Source	Data Element Name	Data Element Description <i>(from Appendix A to the TR Rules)</i>	Detailed Explanation of Data Element	Format	Values	Made Available to the Public	Validations
129	CDE	Underlier ID (Other) source  [Underlier ID (Other) source – Leg 1]  [Underlier ID (Other) source – Leg 2]	Source of the Underlier ID (Other) referred to in Data Element Number 128.	The origin, or publisher, of the associated Underlier ID (Other). This data element is applicable when the value of Underlier ID source is submitted as 'OTHER' to the UPI service provider.	Varchar(350)	The origin, or publisher <sup>69</sup> , of the associated Underlier ID. Up to 350 alphanumeric characters.	N	Transaction – C if [Underlier ID (Other)] is populated, else {blank}  Collateral – NR  Valuation - NR
130	CDE	Underlying asset trading platform identifier  [Underlying asset trading platform identifier – Leg 1]  Underlying asset trading platform identifier – Leg 2]	Identifier of the platform on which the underlying interest referred to in Data Element Number 128 is traded.	For a platform (e.g. exchange) traded underlying asset, the platform on which the asset is traded. <sup>70</sup> This data element is not applicable to OTC derivative transactions with custom basket constituents.	Char(4)	ISO 10383 Segment Market Identifier Code (MIC)	N	Transaction – EQ/CR O Collateral – NR Valuation - NR
131	CDE	Underlying asset price source  [Underlying asset price source – Leg 1]  [Underlying asset price source – Leg 2]	Source of the price used to determine the value or level of the underlying interest referred to in Data Element Number 128.	For an underlying asset or benchmark not traded on a platform, the source of the price used to determine the value or level of the asset or benchmark. This data element is not applicable to OTC derivative transactions with custom basket constituents.	Varchar(50)	Up to 50 alphanumeric characters.	N	Transaction – O Collateral – NR Valuation - NR
132	CFTC	Embedded option type	Type of optional provision in a derivative.	Type of option or optional provision embedded in a contract.	Char(4)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• MDET = Mandatory early termination</li> <li>• OPET = Optional early termination</li> <li>• CANC = Cancelable</li> <li>• EXTD = Extendible</li> <li>• OTHR = Other</li> </ul>	Y	Transaction - O Collateral - NR Valuation - NR

<sup>69</sup> In line with the Underlier ID within the UPI reference data elements, as maintained by the UPI service provider, or in accordance with section 5.2 of the CPMI-IOSCO Technical Guidance: Harmonization of the Unique Product Identifier.

<sup>70</sup> The platform provided should be the platform from where the underlying asset gets its pricing information.

## Data Elements Related to Payments and Settlement

Data Element Number	Source	Data Element Name	Data Element Description <i>(from Appendix A to the TR Rules)</i>	Detailed Explanation of Data Element	Format	Values	Made Available to the Public	Validations
133	CDE	Final contractual settlement date	Date in the agreement by which all obligations under the derivative are to be satisfied.	Unadjusted date as per the contract, by which all transfer of cash or assets should take place and the counterparties should no longer have any outstanding obligations to each other under that contract.  For products that may not have a final contractual settlement date (e.g., American options), this data element reflects the date by which the transfer of cash or asset would take place if termination were to occur on the expiration date.	YYYY-MM-DD, based on UTC.	Any valid date.	N	Transaction - C if UPI.[ReturnorPayoutTrigger] is not 'Contract for Difference (CFD)', else {blank}. When populated, - the value shall be equal to or later than the value in [Expiration date]  Collateral - NR Valuation - NR
134	CDE	Settlement location	Place of settlement of the derivative.	Place of settlement of the transaction as stipulated in the contract. This data element is only applicable for transactions that involve an offshore currency (i.e. a currency which is not included in the ISO 4217 currency list, for example CNH).	Char(2)	ISO 3166 Country codes (using two-letter code (alpha-2))	N	Transaction - O  Collateral - NR Valuation - NR
135	CDE	Settlement currency [Settlement currency-Leg 1] [Settlement currency-Leg 2]	For each leg of the derivative, the currency in which the cash settlement is denominated.	Currency for the cash settlement of the transaction when applicable.  For multi-currency products that do not net, the settlement currency of each leg.  This data element is not applicable for physically settled products (e.g., physically settled swaptions).	Char(3)	Currencies included in ISO 4217 Currency codes.	Y	Transaction - C if UPI.[Delivery type] = 'Cash', else {blank}  Collateral - NR Valuation - NR
136	CDE	Other payment amount <sup>71</sup>	Amount of each payment under the derivative except an option premium amount under Data Element Number 144.	Payment amounts with corresponding payment types to accommodate requirements of transaction descriptions from different asset classes.	Num(25,5)	Any value greater than or equal to zero.	Y	Transaction - C if [Other payment type] is populated, else {blank} Collateral - NR Valuation - NR

<sup>71</sup> The set of data elements related to other payments (Other payment type [#141], Other payment amount [#142], Other payment currency [#143], Other payment date [#144], Other payment payer [#139], Other payment receiver [#140]) can be reported multiple times in the case of multiple payments.



Data Element Number	Source	Data Element Name	Data Element Description <i>(from Appendix A to the TR Rules)</i>	Detailed Explanation of Data Element	Format	Values	Made Available to the Public	Validations
137	CDE	Other payment currency	Currency in which the other payment amount referred to in Data Element Number 136 is denominated.	Currency in which Other payment amount is denominated.	Char(3)	Currencies included in ISO 4217.	Y	Transaction - C if [Other payment amount] is populated, else (blank) Collateral - NR Valuation - NR
138	CDE	Other payment date	Date on which the other payment amount referred to in Data Element Number 136 is to be paid.	Unadjusted date on which the Other payment amount is paid.	YYYY-MM-DD, based on UTC.	Any valid date.	N	Transaction - C if [Other payment amount] is populated, else (blank) Collateral - NR Valuation - NR
139	CDE	Other payment payer	Identifier of the payer of the other payment amount referred to in Data Element Number 136.	Identifier of the payer of Other payment amount.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Char(20) for an LEI code or</li> <li>• Varchar(72), for natural persons who are acting as private individuals and not eligible for an LEI per the ROC Statement - Individuals Acting in a Business Capacity or</li> <li>• Varchar(72), Internal identifier code for a non-reporting counterparty subject to Blocking Law</li> </ul>	<p>ISO 17442 LEI code that is included in the LEI data as published by the Global LEI Foundation (GLEIF, <a href="http://www.gleif.org/">www.gleif.org/</a>).</p> <p>For natural persons who are acting as private individuals(not eligible for an LEI per the ROC Statement – Individuals Acting in a Business Capacity): LEI of the reporting counterparty followed by a unique identifier assigned and maintained consistently by the reporting counterparty for that natural person(s) for regulatory reporting purpose.</p> <p>An internal identifier code as non-reporting counterparty identifier if such counterparty or transaction is subject to Blocking Law and the reporting counterparty has exemptive relief from such derivatives data reporting requirements.</p>	N	Transaction - C if [Other payment amount] is populated, else (blank)  Collateral - NR  Valuation - NR
140	CDE	Other payment receiver	Identifier of the receiver of the other payment amount referred to in Data Element Number 136.	Identifier of the receiver of Other payment amount.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Char(20) for an LEI code or</li> <li>• Varchar(72), for natural persons who are acting as private individuals and not eligible for an LEI per the ROC Statement - Individuals Acting in a Business Capacity or</li> <li>• Varchar(72), Internal identifier code for a non-reporting counterparty subject to Blocking Law</li> </ul>	<p>ISO 17442 LEI code that is included in the LEI data as published by the Global LEI Foundation (GLEIF, <a href="http://www.gleif.org/">www.gleif.org/</a>).</p> <p>For natural persons who are acting as private individuals(not eligible for an LEI per the ROC Statement – Individuals Acting in a Business Capacity): LEI of the reporting counterparty followed by a unique identifier assigned and maintained consistently by the reporting counterparty for that natural person(s) for regulatory reporting purpose.</p> <p>An internal identifier code as non-reporting counterparty identifier if such counterparty or transaction is subject to Blocking Law and the reporting counterparty has exemptive relief from such derivatives data reporting requirements.</p>	N	Transaction - C if [Other payment amount] is populated, else (blank)  Collateral - NR  Valuation - NR

Data Element Number	Source	Data Element Name	Data Element Description <i>(from Appendix A to the TR Rules)</i>	Detailed Explanation of Data Element	Format	Values	Made Available to the Public	Validations
141	CDE	Other payment type	Reason for the payment referred to in Data Element Number 136.	Type of Other payment amount. Option premium payment is not included as a payment type as premiums for option are reported using the option premium dedicated data element.	Char(4)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• UFRO = Upfront Payment, i.e., the initial payment made by one of the counterparties either to bring a transaction to fair value or for any other reason that may be the cause of an off-market transaction</li> <li>• UWIN = Unwind or Full termination, i.e., the final settlement payment made when a transaction is unwound prior to its end date; Payments that may result due to full termination of derivative transaction(s)</li> <li>• PEXH = Principal Exchange, i.e., Exchange of notional values for cross-currency swaps</li> </ul>	Y	Transaction - CR C, at least one is required: ([Fixed rate] or [Spread] or [Other payment type] = 'UFRO'). Allowable values UWIN' and PEXH' are optional and independent of the above condition  Transaction – IR/FX/EQ/CO O  Collateral - NR  Valuation - NR
142	CDE	Payment frequency period <sup>72</sup>  [Fixed rate payment frequency period-Leg 1]  [Fixed rate payment frequency period-Leg 2]  [Floating rate payment frequency period-Leg 1]  [Floating rate payment frequency period-Leg 2]	For each leg of a derivative, the unit of time of the frequency of payments.	For each leg of the transaction, where applicable: time unit associated with the frequency of payments, e.g., day, week, month, year or term of the stream.	Char(4)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• DAIL = Daily</li> <li>• WEEK = Weekly</li> <li>• MNTH = Monthly</li> <li>• YEAR = Yearly</li> <li>• ADHO = Ad hoc which applies when payments are irregular</li> <li>• EXPI<sup>73</sup> = Payment at term</li> </ul>	Y	Transaction – CR/IR/EQ/CO O when populated with 'EXPI', [Payment frequency period multiplier] must be '1'  Transaction – FX - NR  Collateral - NR  Valuation - NR
143	CDE	Payment frequency period multiplier  [Fixed rate payment frequency period multiplier-Leg 1]  [Fixed rate payment frequency period multiplier-Leg 2]  [Floating rate payment frequency period multiplier-Leg 1]  [Floating rate payment frequency period multiplier-Leg 2]	For each leg of a derivative, the number by which the payment frequency period is multiplied to determine the frequency of periodic payment dates.	For each leg of the transaction, where applicable: number of time units (as expressed by the Payment frequency period) that determines the frequency at which periodic payment dates occur. For example, a transaction with payments occurring every two months is represented with a Payment frequency period of "MNTH" (monthly) and a Payment frequency period multiplier of 2.  This data element is not applicable if the Payment frequency period is "ADHO." If Payment frequency period is "EXPI", then the Payment frequency period multiplier is 1. If the Payment frequency is intraday, then the Payment frequency period is "DAIL" and the Payment frequency multiplier is 0.	Num(3,0)	Any value greater than or equal to zero.	Y	Transaction – CR/IR/EQ/CO C if [Payment frequency period] ≠ 'ADHO', else {blank}  Transaction – FX - NR  Collateral - NR  Valuation - NR

<sup>72</sup> To represent quarterly payment, report [Payment frequency period] = 'MNTH' and [Payment frequency period multiplier] = '3'. For semi-annual payment, report [Payment frequency period] = 'MNTH' and [Payment frequency period multiplier] = '6'.

<sup>73</sup> Throughout this Technical Manual, for the allowable value 'EXPI' in frequency period related data elements, two different descriptions 'Payment at term' and 'End of term' are being used which in essence has the same meaning and represents the frequency/rate of payment/quantity.

Data Element Number	Source	Data Element Name	Data Element Description <i>(from Appendix A to the TR Rules)</i>	Detailed Explanation of Data Element	Format	Values	Made Available to the Public	Validations
144	CDE	Option premium amount	Premium paid by a buyer of an option or swaption.	For options and swaptions of all asset classes, monetary amount paid by the option buyer.  This data element is not applicable if the instrument is not an option or does not embed any optionality.	Num(25,5)	Any value greater than or equal to zero.	Y	Transaction C if UPI.[Instrument type] = 'Option', else (blank)  Collateral - NR  Valuation - NR
145	CDE	Option premium currency	Currency in which the premium referred to in Data Element Number 144 is denominated.	For options and swaptions of all asset classes, currency in which the option premium amount is denominated. This data element is not applicable if the instrument is not an option or does not embed any optionality.	Char(3)	Currencies included in ISO 4217.	Y	Transaction C if [Option premium amount] > 0, else (blank)  Collateral - NR  Valuation - NR
146	CDE	Option premium payment date	Date on which the premium referred to in Data Element Number 144 is paid.	Unadjusted date on which the option premium is paid.	YYYY-MM-DD, based on UTC.	Any valid date based on ISO 8601 Date and time format.	N	Transaction C if [Option premium amount] > 0, else (blank)  Collateral - NR  Valuation - NR
147	CDE	First exercise date	First date on which an option can be exercised.	First unadjusted date during the exercise period in which an option can be exercised.  For European-style options, this date is same as the Expiration date. For American-style options, the first possible exercise date is the unadjusted date included in the Execution timestamp.  For knock-in options, where the first exercise date is not known when a new transaction is reported, the first exercise date is updated as it becomes available.  This data element is not applicable if the instrument is not an option or does not embed any optionality.	YYYY-MM-DD, based on UTC.	Any valid date based on ISO 8601 Date and time format.	Y	Transaction C if UPI.[Instrument type] = 'Option', else (blank)  Collateral - NR  Valuation - NR
148	CFTC	Fixing date [Fixing date-Leg 1] [Fixing date-Leg 2]	For each leg of a derivative, the date on which the reference rate is determined.	Describes the specific date when a non-deliverable forward as well as various types of FX OTC options such as cash-settled options will "fix" against a particular exchange rate, which will be used to compute the ultimate cash settlement.	YYYY-MM-DD	Any valid date based on ISO 8601 Date and time format.	N	Transaction - CR/IR/EQ/CO O Transaction - FX C if (UPI.[Instrument type] = 'Forward' or 'Option') and UPI.[Delivery type] = 'Cash', else (blank)  Collateral - NR  Valuation - NR

## 2.1 Position reporting guidelines

Data Element Name	Detailed Explanation of Data Element	Position Reporting
Buyer identifier	<p>Identifier of the counterparty that is the buyer, as determined at the time of the transaction.</p> <p>A non-exhaustive list of examples of instruments for which this data element could apply are:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• most forwards and forward-like contracts (except for foreign exchange forwards and foreign exchange non-deliverable forwards)</li> <li>• most options and option-like contracts including swaptions, caps and floors</li> <li>• credit default swaps (buyer/seller of protection)</li> <li>• variance, volatility and correlation swaps</li> <li>• contracts for difference and spreadbets</li> </ul> <p>This data element is not applicable to instrument types covered by data elements Payer identifier and Receiver identifier.</p>	Where Buyer Identifier is applicable, the buyer/seller determination is made on the net of all position components.
Seller identifier	<p>Identifier of the counterparty that is the seller as determined at the time of the transaction.</p> <p>A non-exhaustive list of examples of instruments for which this data element could apply are:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• most forwards and forward-like contracts (except for foreign exchange forwards and foreign exchange non-deliverable forwards)</li> <li>• most options and option-like contracts including swaptions, caps and floors</li> <li>• credit default swaps (buyer/seller of protection)</li> <li>• variance, volatility and correlation swaps</li> <li>• contracts for difference and spreadbets</li> </ul> <p>This data element is not applicable to instrument types covered by data elements Payer identifier and Receiver identifier.</p>	Where Seller Identifier is applicable, the buyer/seller determination is made on the net of all position components.
Payer identifier [Payer identifier-Leg 1] [Payer identifier-Leg 2]	<p>Identifier of the counterparty of the payer leg as determined at the time of the transaction.</p> <p>A non-exhaustive list of examples of instruments for which this data element could apply are:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• most swaps and swap-like contracts including interest rate swaps, credit total return swaps, and equity swaps (except for credit default swaps, variance, volatility, and correlation swaps)</li> <li>• foreign exchange swaps, forwards, non-deliverable forwards</li> </ul> <p>This data element is not applicable to instrument types covered by data elements Buyer identifier and Seller identifier.</p>	Where Payer Identifier is applicable, the payer/receiver determination is made on the net of all position components.
Receiver identifier [Receiver identifier-Leg 1] [Receiver identifier-Leg 2]	<p>Identifier of the counterparty of the receiver leg as determined at the time of the transaction.</p> <p>A non-exhaustive list of examples of instruments for which this data element could apply are:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• most swaps and swap-like contracts including interest rate swaps, credit total return swaps, and equity swaps (except for credit default swaps, variance, volatility, and correlation swaps)</li> <li>• foreign exchange swaps, forwards, non-deliverable forwards</li> </ul> <p>This data element is not applicable to instrument types covered by data elements Buyer identifier and Seller identifier.</p>	Where Receiver Identifier is applicable, the payer/receiver determination is made on the net of all position components.
Effective date	Unadjusted date at which obligations under the OTC derivative transaction come into effect, as included in the confirmation.	Effective date initially reported when position was entered into.
Unique transaction identifier (UTI)	A unique identifier assigned to all derivatives reported at the transaction or position level which identifies it uniquely throughout its lifecycle and used for all recordkeeping.	New UTI created for position.
Notional amount [Notional amount-Leg 1] [Notional amount-Leg 2]	<p>For each leg of the transaction, where applicable:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• for OTC derivative transactions negotiated in monetary amounts, the amount specified in the contract.</li> <li>• for OTC derivative transactions negotiated in non-monetary amounts, refer to Appendix 3.1 for converting notional amounts for non-monetary amounts.</li> </ul> <p>In addition:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• For OTC derivative transactions with a notional amount schedule, the initial notional amount, agreed by the counterparties at the inception of the transaction, is reported in this data</li> </ul>	The notional amount is calculated as the net of buyer/seller or payer/receiver position components.

	<p>element. • For OTC foreign exchange options, in addition to this data element, the amounts are reported using the data elements Call amount and Put amount. • For amendments or lifecycle events, the resulting outstanding notional amount is reported; (steps in notional amount schedules are not considered to be amendments or lifecycle events); • Where the notional amount is not known when a new transaction is reported, the notional amount is updated as it becomes available.</p>	
<p>Call amount</p> <p>[Call amount-Leg 1]</p> <p>[Call amount-Leg 2]</p>	<p>For foreign exchange options, the monetary amount that the option gives the right to buy.</p>	<p>The call amount is calculated as the sum of all call amounts included in the position.</p>
<p>Put amount</p> <p>[Put amount-Leg 1]</p> <p>[Put amount-Leg 2]</p>	<p>For foreign exchange options, the monetary amount that the option gives the right to sell.</p>	<p>The put amount is calculated as the sum of all put amounts included in the position.</p>
<p>Notional quantity</p> <p>[Notional quantity-Leg 1]</p> <p>[Notional quantity-Leg 2]</p>	<p>For each leg of the transaction, where applicable, for derivative transactions negotiated in non-monetary amounts with fixed notional quantity for each schedule period (e.g., 50 barrels per month).</p> <p>The frequency is reported in Quantity frequency and the unit of measure is reported in Quantity unit of measure.</p>	<p>The notional quantity is calculated as the net of buyer/seller position components' notional quantity.</p>
<p>Total notional quantity</p> <p>[Total notional quantity-Leg 1]</p> <p>[Total notional quantity-Leg 2]</p>	<p>For each leg of the transaction, where applicable: aggregate Notional quantity of the underlying asset for the term of the transaction.</p> <p>Where the Total notional quantity is not known when a new transaction is reported, the Total notional quantity is updated as it becomes available.</p>	<p>The total notional quantity is calculated as the net of buyer/seller position components' total notional quantity.</p>
<p>Price</p>	<p>Price specified in the OTC derivative transaction. It does not include fees, taxes or commissions.</p> <p>For commodity fixed/float swaps and similar products with periodic payments, this data element refers to the fixed price of the fixed leg(s).</p> <p>For commodity and equity forwards and similar products, this data element refers to the forward price of the underlying or reference asset.</p> <p>For equity swaps, portfolios swaps, and similar products, this data element refers to the initial price of the underlying or reference asset.</p> <p>For contracts for difference and similar products, this data element refers to the initial price of the underlier.</p> <p>This data element is not applicable to:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Interest rate swaps and forward rate agreements, as it is understood that the information included in the data elements Fixed rate and Spread may be interpreted as the price of the transaction.</li> <li>• Interest rate options and interest rate swaptions as it is understood that the information included in the data elements Strike price and Option premium may be interpreted as the price of the transaction.</li> <li>• Commodity basis swaps and the floating leg of commodity fixed/float swaps as it is understood that the information included in the data element Spread may be interpreted as the price of the transaction.</li> <li>• Foreign exchange swaps, forwards and options, as it is understood that the information included in the data elements Exchange rate, Strike price, and Option premium may be interpreted as the price of the transaction.</li> <li>• Equity options as it is understood that the information included in the data elements Strike price and Option premium may be interpreted as the price of the transaction.</li> <li>• Credit default swaps and credit total return swaps, as it is understood that the information included in the data elements Fixed rate, Spread and Upfront payment (Other payment type: Upfront payment) may be interpreted as the price of the transaction.</li> <li>• Commodity options, as it is understood that the information included in the data elements Strike price and Option premium may be interpreted as the price of the transaction.</li> </ul> <p>Where the price is not known when a new transaction is reported, the price is updated as it becomes available.</p> <p>For transactions that are part of a package, this data element contains the price of the component transaction where applicable.</p>	<p>Volume Weighted Average Price.</p>
<p>Spread</p> <p>[Spread-Leg 1]</p> <p>[Spread-Leg 2]</p>	<p>For each leg of the transaction, where applicable: for OTC derivative transactions with periodic payments (e.g. interest rate fixed/float swaps, interest rate basis swaps, commodity swaps),</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• spread on the individual floating leg(s) index reference price, in the case where there is a spread on a floating leg(s). For example, USD-LIBOR-BBA plus .03 or WTI minus USD 14.65; or</li> <li>• difference between the reference prices of the two floating leg indexes. For example, the 9.00 USD "Spread" for a WCS vs. WTI basis swap where WCS is priced at 43 USD and WTI is priced at 52 USD.</li> </ul>	<p>Volume Weighted Average Spread.</p>

Initial margin posted by the reporting counterparty (post-haircut)	<p>Monetary value of initial margin that has been posted by the reporting counterparty, including any margin that is in transit and pending settlement unless inclusion of such margin is not allowed under the jurisdictional requirements.</p> <p>If the collateralisation is performed at portfolio level, the initial margin posted relates to the whole portfolio; if the collateralisation is performed for single transactions, the initial margin posted relates to such single transaction.</p> <p>This refers to the total current value of the initial margin after application of the haircut (if applicable), rather than to its daily change. The data element refers both to uncleared and centrally cleared transactions. For centrally cleared transactions, the data element does not include default fund contributions, nor collateral posted against liquidity provisions to the clearing agency, i.e., committed credit lines.</p> <p>If the initial margin posted is denominated in more than one currency, those amounts are converted into a single currency chosen by the reporting counterparty and reported as one total value.</p>	Sum of initial margin posted for all derivatives in the same position.
Initial margin posted by the reporting counterparty (pre-haircut)	<p>Monetary value of initial margin that has been posted by the reporting counterparty, including any margin that is in transit and pending settlement unless inclusion of such margin is not allowed under the jurisdictional requirements.</p> <p>If the collateralisation is performed at portfolio level, the initial margin posted relates to the whole portfolio; if the collateralisation is performed for single transactions, the initial margin posted relates to such single transaction. This refers to the total current value of the initial margin, rather than to its daily change.</p> <p>The data element refers both to uncleared and centrally cleared transactions. For centrally cleared transactions, the data element does not include default fund contributions, nor collateral posted against liquidity provisions to the clearing agency, i.e., committed credit lines.</p> <p>If the initial margin posted is denominated in more than one currency, those amounts are converted into a single currency chosen by the reporting counterparty and reported as one total value.</p>	Sum of initial margin posted for all derivatives in the same position.
Initial margin collected by the reporting counterparty (post-haircut)	<p>Monetary value of initial margin that has been collected by the reporting counterparty, including any margin that is in transit and pending settlement unless inclusion of such margin is not allowed under the jurisdictional requirements.</p> <p>If the collateralisation is performed at portfolio level, the initial margin collected relates to the whole portfolio; if the collateralisation is performed for single transactions, the initial margin collected relates to such single transaction. This refers to the total current value of the initial margin after application of the haircut (if applicable), rather than to its daily change.</p> <p>The data element refers both to uncleared and centrally cleared transactions. For centrally cleared transactions, the data element does not include collateral collected by the clearing agency as part of its investment activity.</p> <p>If the initial margin collected is denominated in more than one currency, those amounts are converted into a single currency chosen by the reporting counterparty and reported as one total value.</p>	Sum of initial margin collected for all derivatives in the same position.
Initial margin collected by the reporting counterparty (pre-haircut)	<p>Monetary value of initial margin that has been collected by the reporting counterparty, including any margin that is in transit and pending settlement unless inclusion of such margin is not allowed under the jurisdictional requirements.</p> <p>If the collateralisation is performed at portfolio level, the initial margin collected relates to the whole portfolio; if the collateralisation is performed for single transactions, the initial margin collected relates to such single transaction. This refers to the total current value of the initial margin, rather than to its daily change.</p> <p>The data element refers both to uncleared and centrally cleared transactions. For centrally cleared transactions, the data element does not include collateral collected by the clearing agency as part of its investment activity.</p> <p>If the initial margin collected is denominated in more than one currency, those amounts are converted into a single currency chosen by the reporting counterparty and reported as one total value.</p>	Sum of initial margin collected for all derivatives in the same position.
Variation margin posted by the reporting counterparty (post-haircut)	<p>Monetary value of the variation margin posted by the counterparty 1 (including the cash-settled one) and including any margin that is in transit and pending settlement. Contingent variation margin is not included.</p> <p>If the collateralisation is performed at portfolio level, the variation margin posted relates to the whole portfolio; if the collateralisation is performed for single transactions, the variation margin posted relates to such single transaction.</p> <p>This data element refers to the total current value of the variation margin after application of the haircut (if applicable), cumulated since the first reporting of posted variation margins for the portfolio /transaction.</p>	Sum of variation margin posted for all derivatives in the same position.

	If the variation margin posted is denominated in more than one currency, those amounts are converted into a single currency chosen by the counterparty 1 and reported as one total value.	
Variation margin posted by the reporting counterparty (pre-haircut)	<p>Monetary value of the variation margin posted by the reporting counterparty (including the cash-settled one) and including any margin that is in transit and pending settlement unless inclusion of such margin is not allowed under the jurisdictional requirements. Contingent variation margin is not included.</p> <p>If the collateralisation is performed at portfolio level, the variation margin posted relates to the whole portfolio; if the collateralisation is performed for single transactions, the variation margin posted relates to such single transaction.</p> <p>This data element refers to the total current value of the variation margin, cumulated since the first reporting of variation margins posted for the portfolio/transaction</p> <p>If the variation margin posted is denominated in more than one currency, those amounts are converted into a single currency chosen by the reporting counterparty and reported as one total value.</p>	Sum of variation margin posted for all derivatives in the same position.
Variation margin collected by the reporting counterparty (post-haircut)	<p>Monetary value of the variation margin collected by the counterparty 1 (including the cash-settled one) and including any margin that is in transit and pending settlement. Contingent variation margin is not included. If the collateralisation is performed at portfolio level, the variation margin collected relates to the whole portfolio; if the collateralisation is performed for single transactions, the variation margin collected relates to such single transaction.</p> <p>This refers to the total current value of the variation margin collected after application of the haircut (if applicable), cumulated since the first reporting of collected variation margins for the portfolio /transaction.</p> <p>If the variation margin collected is denominated in more than one currency, those amounts are converted into a single currency chosen by the counterparty 1 and reported as one total value.</p>	Sum of variation margin collected for all derivatives in the same position.
Variation margin collected by the reporting counterparty (pre-haircut)	<p>Monetary value of the variation margin collected by the reporting counterparty (including the cash-settled one) and including any margin that is in transit and pending settlement unless inclusion of such margin is not allowed under the jurisdictional requirements. Contingent variation margin is not included.</p> <p>If the collateralisation is performed at portfolio level, the variation margin collected relates to the whole portfolio; if the collateralisation is performed for single transactions, the variation margin collected relates to such single transaction.</p> <p>This refers to the total current value of the variation margin, cumulated since the first reporting of collected variation margins for the portfolio/ transaction.</p> <p>If the variation margin collected is denominated in more than one currency, those amounts are converted into a single currency chosen by the reporting counterparty and reported as one total value.</p>	Sum of variation margin collected for all derivatives in the same position.
Valuation amount	<p>Current value of the outstanding contract.</p> <p>Valuation amount is expressed as the exit cost of the contract or components of the contract, i.e., the price that would be received to sell the contract (in the market in an orderly transaction at the valuation date).</p>	Sum of valuation amounts for all derivatives in the position or valuation of the position itself if it is evaluated as a single element.
Final contractual settlement date	<p>Unadjusted date as per the contract, by which all transfer of cash or assets should take place and the counterparties should no longer have any outstanding obligations to each other under that contract.</p> <p>For products that may not have a final contractual settlement date (e.g., American options), this data element reflects the date by which the transfer of cash or asset would take place if termination were to occur on the expiration date.</p>	Maximum of all final contractual settlement dates of all derivatives in the position.

## 3 Appendix

From Revised CDE Technical Guidance – version 3: Harmonisation of critical OTC derivatives data elements (other than UTI and UPI)<sup>74</sup>

### 3.1 Notional amount

Product	Converted Amount
Equity options and similar products	Product of the strike price and the number of shares or index units
Equity forwards and similar products	Product of the forward price and the number of shares or index units
Equity dividend swaps and similar products	Product of the period fixed strike and the number of shares or index units
Equity swaps, portfolio swaps, and similar products	Product of the initial price and the number of shares or index units
Equity variance swaps and similar products	Variance amount
Equity volatility swaps and similar products	Vega notional amount
Equity CFDs and similar products	Product of the initial price and the number of shares or index units
Commodity options and similar products	Product of the strike price, and the total notional quantity
Commodity forwards and similar products	Product of the forward price and the total notional quantity
Commodity fixed/float swaps and similar products	Product of the fixed price and the total notional quantity
Commodity basis swaps and similar products	Product of the last available spot price at the time of the transaction of the underlying asset of the leg with no spread and the total notional quantity of the leg with no spread
Commodity swaptions and similar products	Notional amount of the underlying contract
Commodity CFDs and similar products	Product of the initial price and the total notional quantity

Notes to the conversion table for derivatives negotiated in non-monetary amounts:

**Note 1:** for derivatives where the quantity unit of measure differs from the price unit of measure, the price or total quantity is converted to a unified unit of measure.

**Note 2:** if applicable to the derivative, the notional amount reflects any multipliers and option entitlements.

**Note 3:** for basket-type contracts, the notional amount of the derivative is the sum of the notional amounts of each constituent of the basket.

<sup>74</sup> CDE Technical Guidance – version 3: Harmonisation of critical OTC derivatives data elements (other than UTI and UPI), [https://www.leiroc.org/publications/gls/roc\\_20220829.pdf](https://www.leiroc.org/publications/gls/roc_20220829.pdf)



## 3.2 Mapping of Day count convention allowable values to ISO 20022, FpML, and FIX/FIXML values

Allowable value	ISO 20022 name	ISO 20022 definition <sup>75</sup>	FIX/FIXML <sup>76</sup> code value	FIX/FIXML code value description	FIX/FIXML definition	FpML <sup>77</sup> code	FpML definition
A001	IC30360ISDAor30360AmericanBasicRule	Method whereby interest is calculated based on a 30-day month and a 360-day year. Accrued interest to a value date on the last day of a month shall be the same as to the 30th calendar day of the same month, except for February, and provided that the interest period started on a 30th or a 31st. This means that a 31st is assumed to be a 30th if the period started on a 30th or a 31st and the 28 Feb (or 29 Feb for a leap year) is assumed to be the 28th (or 29th). This is the most commonly used 30/360 method for US straight and convertible bonds.	1	30/360 (30U/360 Bond Basis)	Mainly used in the United States with the following date adjustment rules: (1) If the investment is End-Of-Month and Date1 is the last day of February and Date2 is the last day of February, then change Date2 to 30; (2) If the investment is End-Of-Month and Date1 is the last day of February, then change Date1 to 30; (3) If Date2 is 31 and Date1 is 30 or 31, then change Date2 to 30; (4) If Date1 is 31, then change Date1 to 30. See also 2006 ISDA Definitions, Section 4.16. Day Count Fraction, paragraph (f). [Symbolic name: ThirtyThreeSixtyUS]	30/360	Per 2006 ISDA Definitions, Section 4.16. Day Count Fraction, paragraph (f) or Annex to the 2000 ISDA Definitions (June 2000 Version), Section 4.16. Day Count Fraction, paragraph (e). The number of days in the Calculation Period or Compounding Period in respect of which payment is being made divided by 360, calculated on a formula basis as follows: Day Count Fraction = $[360 * (Y2 - Y1) + 30 * (M2 - M1) + (D2 - D1)] / 360$ "D1" is the first calendar day, expressed as a number, of the Calculation Period or Compounding Period, unless such number would be 31, in which case D1, will be 30; and "D2" is the calendar day, expressed as a number, immediately following the last day included in the Calculation Period or Compounding Period, unless such number would be 31 and D1 is greater than 29, in which case D2 will be 30 <sup>78</sup>
A002	IC30365	Method whereby interest is calculated based on a 30-day month in a way similar to the 30/360 (basic rule) and a 365-day year. Accrued interest to a value date on the last day of a month shall be the same as to the 30th calendar day of the same month, except for February. This means that a 31st is assumed to be the 30th and the 28 Feb (or 29 Feb for a leap year) is assumed to be the 28th (or 29th).					

<sup>75</sup> The information contained in this column refers to the ISO 20022 data dictionary.

<sup>76</sup> The source of information contained in this column is FIX Trading Community, <http://fiximate.fixtrading.org/latestEP/>

<sup>77</sup> The definitions contained herein are copyright 2006 by International Swaps and Derivatives Association, Inc. (ISDA) and reproduced by permission of ISDA. All Rights Reserved.

<sup>78</sup> Note that the algorithm defined for this day count fraction has changed between the 2000 ISDA Definitions and 2006 ISDA Definitions. See Introduction to the 2006 ISDA Definitions for further information relating to this change.

Allowable value	ISO 20022 name	ISO 20022 definition <sup>75</sup>	FIX/FIXML <sup>76</sup> code value	FIX/FIXML code value description	FIX/FIXML definition	FpML <sup>77</sup> code	FpML definition
A003	IC30Actual	Method whereby interest is calculated based on a 30-day month in a way similar to the 30/360 (basic rule) and the assumed number of days in a year in a way similar to the Actual/Actual (ICMA). Accrued interest to a value date on the last day of a month shall be the same as to the 30th calendar day of the same month, except for February. This means that the 31st is assumed to be the 30th and 28 Feb (or 29 Feb for a leap year) is assumed to be the 28th (or 29th). The assumed number of days in a year is computed as the actual number of days in the coupon period multiplied by the number of interest payments in the year.					
A004	Actual360	Method whereby interest is calculated based on the actual number of accrued days in the interest period and a 360-day year.	6	Act/360	The actual number of days between Date1 and Date2, divided by 360. See also 2006 ISDA Definitions, Section 4.16. Day Count Fraction, paragraph (e). [Symbolic name: ActThreeSixty]	ACT/360	Per 2006 ISDA Definitions, Section 4.16. Day Count Fraction, paragraph (e) or Annex to the 2000 ISDA Definitions (June 2000 Version), Section 4.16. Day Count Fraction, paragraph (d). The actual number of days in the Calculation Period or Compounding Period in respect of which payment is being made divided by 360.
A005	Actual365Fixed	Method whereby interest is calculated based on the actual number of accrued days in the interest period and a 365-day year.	7	Act/365 (FIXED)	The actual number of days between Date1 and Date2, divided by 365. See also 2006 ISDA Definitions, Section 4.16. Day Count Fraction, paragraph (d). [Symbolic name: ActThreeSixtyFiveFixed]	ACT/365. FIXED	Per 2006 ISDA Definitions, Section 4.16. Day Count Fraction, paragraph (d) or Annex to the 2000 ISDA Definitions (June 2000 Version), Section 4.16. Day Count Fraction, paragraph (c). The actual number of days in the Calculation Period or Compounding Period in respect of which payment is being made divided by 365.

Allowable value	ISO 20022 name	ISO 20022 definition <sup>75</sup>	FIX/FIXML <sup>76</sup> code value	FIX/FIXML code value description	FIX/FIXML definition	FpML <sup>77</sup> code	FpML definition
A006	ActualActualICMA	Method whereby interest is calculated based on the actual number of accrued days and the assumed number of days in a year, i.e., the actual number of days in the coupon period multiplied by the number of interest payments in the year. If the coupon period is irregular (first or last coupon), it is extended or split into quasi-interest periods that have the length of a regular coupon period and the computation is operated separately on each quasi-interest period and the intermediate results are summed up.	9	Act/Act (ICMA)	The denominator is the actual number of days in the coupon period multiplied by the number of coupon periods in the year. Assumes that regular coupons always fall on the same day of the month where possible. See also 2006 ISDA Definitions, Section 4.16. Day Count Fraction, paragraph (c). [Symbolic name: ActActICMA]	ACT/ACT. ICMA	Per 2006 ISDA Definitions, Section 4.16. Day Count Fraction, paragraph (c). This day count fraction code is applicable for transactions booked under the 2006 ISDA Definitions. Transactions under the 2000 ISDA Definitions should use the ACT/ACT.ISMA code instead. A fraction equal to "number of days accrued/number of days in year", as such terms are used in Rule 251 of the statutes, by-laws, rules and recommendations of the International Capital Markets Association (the "ICMA Rule Book"), calculated in accordance with Rule 251 of the ICMA Rule Book as applied to non-US dollar-denominated straight and convertible bonds issued after 31 December 1998, as though the interest coupon on a bond were being calculated for a coupon period corresponding to the Calculation Period or Compounding Period in respect of which payment is being made.
A007	IC30E360orEuroBondBasismodel1	Method whereby interest is calculated based on a 30-day month and a 360-day year. Accrued interest to a value date on the last day of a month shall be the same as to the 30th calendar day of the same month. This means that the 31st is assumed to be the 30th and the 28 Feb (or 29 Feb for a leap year) is assumed to be equivalent to 30 Feb. However, if the last day of the maturity coupon period is the last day of February, it will not be assumed to be the 30th. It is a variation of the 30/360 (ICMA) method commonly used for eurobonds. The usage of this variation is only relevant when the coupon periods are scheduled to end on the last day of the month.	5	30E/360 (ISDA)	Date adjustment rules are: (1) if Date1 is the last day of the month, then change Date1 to 30; (2) if D2 is the last day of the month (unless Date2 is the maturity date and Date2 is in February), then change Date2 to 30. See also 2006 ISDA Definitions, Section 4.16. Day Count Fraction, paragraph (h). [Symbolic name: ThirtyEThreeSixtyISDA]	30E/360.1 SDA	Per 2006 ISDA Definitions, Section 4.16. Day Count Fraction, paragraph (h). Note the algorithm for this day count fraction under the 2006 ISDA Definitions is designed to yield the same results in practice as the version of the 30E/360 day count fraction defined in the 2000 ISDA Definitions. See Introduction to the 2006 ISDA Definitions for further information relating to this change. The number of days in the Calculation Period or Compounding Period in respect of which payment is being made divided by 360, calculated on a formula basis as follows: Day Count Fraction = $[360 \times (Y2 - Y1) + 30 \times (M2 - M1) + (D2 - D1)] / 360$ . "D1" is the first calendar day, expressed as a number, of the Calculation Period or Compounding Period, unless such number would be 31, in which case D1, will be 30; "D2" is the calendar day, expressed as a number, immediately following the last day included in the Calculation Period or Compounding Period, unless such number would be 31, in which case D2 will be 30.

Allowable value	ISO 20022 name	ISO 20022 definition <sup>75</sup>	FIX/FIXML <sup>76</sup> code value	FIX/FIXML code value description	FIX/FIXML definition	FpML <sup>77</sup> code	FpML definition
A008	ActualActualISDA	Method whereby interest is calculated based on the actual number of accrued days of the interest period that fall (falling on a normal year, year) divided by 365, added to the actual number of days of the interest period that fall (falling on a leap year, year) divided by 366.	11	Act/Act (ISDA)	The denominator varies depending on whether a portion of the relevant calculation period falls within a leap year. For the portion of the calculation period falling in a leap year, the denominator is 366 and for the portion falling outside a leap year, the denominator is 365. See also 2006 ISDA Definitions, Section 4.16. Day Count Fraction, paragraph (b). [Symbolic name: ActActISDA]	ACT/ACT. ISDA	Per 2006 ISDA Definitions, Section 4.16. Day Count Fraction, paragraph (b) or Annex to the 2000 ISDA Definitions (June 2000 Version), Section 4.16. Day Count Fraction, paragraph (b). Note that going from FpML 2.0 Recommendation to the FpML 3.0 Trial Recommendation the code in FpML 2.0 "ACT/365.ISDA" became "ACT/ACT.ISDA". The actual number of days in the Calculation Period or Compounding Period in respect of which payment is being made divided by 365 (or, if any portion of that Calculation Period or Compounding Period falls in a leap year, the sum of (i) the actual number of days in that portion of the Calculation Period or Compounding Period falling in a leap year divided by 366 and (ii) the actual number of days in that portion of the Calculation Period or Compounding Period falling in a non-leap year divided by 365).
A009	Actual365LorActuActubasisRule	Method whereby interest is calculated based on the actual number of accrued days and a 365-day year (if the coupon payment date is NOT in a leap year) or a 366-day year (if the coupon payment date is in a leap year).	14	Act/365L	The number of days in a period equal to the actual number of days. The number of days in a year is 365, or if the period ends in a leap year 366. Used for sterling floating rate notes. May also be referred to as ISMA Year. See also 2006 ISDA Definitions, Section 4.16. Day Count Fraction, paragraph (i). [Symbolic name: ActThreeSixtyFiveL]	ACT/365L	Per 2006 ISDA Definitions, Section 4.16. Day Count Fraction, paragraph (i). The actual number of days in the Calculation Period or Compounding Period in respect of which payment is being made divided by 365 (or, if the later Period End Date of the Calculation Period or Compounding Period falls in a leap year, divided by 366).

Allowable value	ISO 20022 name	ISO 20022 definition <sup>75</sup>	FIX/FIXML <sup>76</sup> code value	FIX/FIXML code value description	FIX/FIXML definition	FpML <sup>77</sup> code	FpML definition
A010	ActualActualAFB	Method whereby interest is calculated based on the actual number of accrued days and a 366-day year (if 29 Feb falls in the coupon period) or a 365-day year (if 29 Feb does not fall in the coupon period). If a coupon period is longer than one year, it is split by repetitively separating full year subperiods counting backwards from the end of the coupon period (a year backwards from 28 Feb being 29 Feb, if it exists). The first of the subperiods starts on the start date of the accrued interest period and thus is possibly shorter than a year. Then the interest computation is operated separately on each subperiod and the intermediate results are summed up.	8	Act/Act (AFB)	The actual number of days between Date1 and Date2, the denominator is either 365 (if the calculation period does not contain 29 February) or 366 (if the calculation period includes 29 February). See also AFB Master Agreement for Financial Transactions - Interest Rate Transactions (2004) in Section 4. Calculation of Fixed Amounts and Floating Amounts, paragraph 7 Day Count Fraction, subparagraph (i). [Symbolic name: ActActAFB]	ACT/ACT. AFB	The Fixed/Floating Amount will be calculated in accordance with the "BASE EXACT/EXACT" day count fraction, as defined in the "Définitions Communes plusieurs Additifs Techniques" published by the Association Française des Banques in September 1994. The denominator is either 365 (if the calculation period does not contain 29 February) or 366 (if the calculation period includes 29 February) – where a period of longer than one year is involved, two or more calculations are made: interest is calculated for each full year, counting backwards from the end of the calculation period, and the remaining initial stub period is treated in accordance with the usual rule. When counting backwards for this purpose, if the last day of the relevant period is 28 February, the full year should be counted back to the previous 28 February unless 29 February exists, in which case, 29 February should be used.
A011	IC30360ICMAor30360basicrule	Method whereby interest is calculated based on a 30-day month and a 360-day year. Accrued interest to a value date on the last day of a month shall be the same as to the 30th calendar day of the same month, except for February. This means that the 31st is assumed to be the 30th and 28 Feb (or 29 Feb for a leap year) is assumed to be the 28th (or 29th). It is the most commonly used 30/360 method for non-US straight and convertible bonds issued before 1 January 1999.	4	30E/360 (Eurobond Basis)	Also known as 30/360.ISMA, 30S/360, or Special German. Date adjustment rules are: (1) If Date1 falls on the 31st, then change it to the 30th; (2) If Date2 falls on the 31st, then change it to the 30th. See also 2006 ISDA Definitions, Section 4.16. Day Count Fraction, paragraph (g). [Symbolic name: ThirtyEThreeSixty]	30E/360	Per 2006 ISDA Definitions, Section 4.16. Day Count Fraction, paragraph (g) or Annex to the 2000 ISDA Definitions (June 2000 Version), Section 4.16. Day Count Fraction, paragraph (f). Note that the algorithm defined for this day count fraction has changed between the 2000 ISDA Definitions and 2006 ISDA Definitions. See Introduction to the 2006 ISDA Definitions for further information relating to this change.

Allowable value	ISO 20022 name	ISO 20022 definition <sup>75</sup>	FIX/FIXML <sup>76</sup> code value	FIX/FIXML code value description	FIX/FIXML definition	FpML <sup>77</sup> code	FpML definition
A012	IC30E2360orEurobondbasismodel2	<p>Method whereby interest is calculated based on a 30-day month and a 360-day year. Accrued interest to a value date on the last day of a month shall be the same as to the 30th calendar day of the same month, except for the last day of February whose day of the month value shall be adapted to the value of the first day of the interest period if the latter is higher and if the period is one of a regular schedule. This means that the 31st is assumed to be the 30th and 28 Feb of a non-leap year is assumed to be equivalent to 29 Feb when the first day of the interest period is the 29th, or to 30 Feb when the first day of the interest period is the 30th or the 31st. The 29th day of February in a leap year is assumed to be equivalent to 30 Feb when the first day of the interest period is the 30th or the 31st. Similarly, if the coupon period starts on the last day of February, it is assumed to produce only one day of interest in February as if it was starting on 30 Feb when the end of the period is the 30th or the 31st, or two days of interest in February when the end of the period is the 29th, or three days of interest in February when it is 28 Feb of a non-leap year and the end of the period is before the 29th.</p>					

Allowable value	ISO 20022 name	ISO 20022 definition <sup>75</sup>	FIX/FIXML <sup>76</sup> code value	FIX/FIXML code value description	FIX/FIXML definition	FpML <sup>77</sup> code	FpML definition
A013	IC30E3360orEurobondbasismodel3	Method whereby interest is calculated based on a 30-day month and a 360-day year. Accrued interest to a value date on the last day of a month shall be the same as to the 30th calendar day of the same month. This means that the 31st is assumed to be the 30th and 28 Feb (or 29 Feb for a leap year) is assumed to be equivalent to 30 Feb. It is a variation of the 30E/360 (or Eurobond basis) method where the last day of February is always assumed to be the 30th, even if it is the last day of the maturity coupon period.					
A014	Actual365NL	Method whereby interest is calculated based on the actual number of accrued days in the interest period, excluding any leap day from the count, and a 365-day year.	15	NL365	The number of days in a period equal to the actual number of days, with the exception of leap days (29 February) which are ignored. The number of days in a year is 365, even in a leap year. [Symbolic name: NLThreeSixtyFive]		
A015	ActualActualUltimo	Method whereby interest is calculated based on the actual number of days in the coupon period divided by the actual number of days in the year. This method is a variation of the ActualActualICMA method with the exception that it assumes that the coupon always falls on the last day of the month. Method equal to ACT/ACT.ISMA in the FpML model and Act/Act (ICMA Ultimo) in the FIX/FIXML model.	10	Act/Act (ICMA Ultimo)	The Act/Act (ICMA Ultimo) differs from Act/Act (ICMA) method only that it assumes that regular coupons always fall on the last day of the month. [Symbolic name: ActActISMAUltimo]	ACT/ACT. ISMA	The Fixed/Floating Amount will be calculated in accordance with Rule 251 of the statutes, by-laws, rules and recommendations of the International Securities Market Association, as published in April 1999, as applied to straight and convertible bonds issued after 31 December 1998, as though the Fixed/Floating Amount were the interest coupon on such a bond. This day count fraction code is applicable for transactions booked under the 2000 ISDA Definitions. Transactions under the 2006 ISDA Definitions should use the ACT/ACT.ICMA code instead.

Allowable value	ISO 20022 name	ISO 20022 definition <sup>75</sup>	FIX/FIXML <sup>76</sup> code value	FIX/FIXML code value description	FIX/FIXML definition	FpML <sup>77</sup> code	FpML definition
A016	IC30EPlus360	Method whereby interest is calculated based on a 30-day month and a 360-day year. Accrued interest to a value date on the last day of a month shall be the same as to the 30th calendar day of the same month. This means that the 31st is assumed to be the 30th and 28 Feb (or 29 Feb for a leap year) is assumed to be equivalent to 30 Feb. This method is a variation of the 30E360 method with the exception that if the coupon falls on the last day of the month, change it to 1 and increase the month by 1 (i.e., next month). Method equal to ThirtyEPlusThreeSixty in the FIX/FIXML model.	13	30E+/360	Variation on 30E/360. Date adjustment rules: (1) If Date1 falls on the 31st, then change it to the 30th; (2) If Date2 falls on the 31st, then change it to 1 and increase Month2 by one, i.e., next month. [Symbolic name: ThirtyEPlusThreeSixty]		
A017	Actual364	Method whereby interest is calculated based on the actual number of accrued days in the interest period divided by 364. Method equal to Act364 in the FIX/FIXML model.	17	Act/364	The actual number of days between Date1 and Date2, divided by 364. [Symbolic name: Act364]		
A018	Business252	Method whereby interest is calculated based on the actual number of business days in the interest period divided by 252. Usage: Brazilian Currency Swaps. Method equal to BUS/252 in the FpML model and BusTwoFiftyTwo in the FIX/FIXML model.	12	BUS/252	Used for Brazilian real swaps, which is based on business days instead of calendar days. The number of business days divided by 252. [Symbolic name: BusTwoFiftyTwo]	BUS/252	The number of Business Days in the Calculation Period or Compounding Period in respect of which payment is being made divided by 252.
A019	Actual360NL	Method whereby interest is calculated based on the actual number of accrued days in the interest period, excluding any leap day from the count, and a 360-day year.	16	NL360	This is the same as Act/360, with the exception of leap days (29 February) which are ignored. [Symbolic name: NLThreeSixty]		
A020	1/1	If parties specify the Day Count Fraction to be 1/1 then in calculating the applicable amount, 1 is simply input into the calculation as the relevant Day Count Fraction. See also 2006 ISDA Definitions, Section 4.16. Day Count Fraction, paragraph (a).	0	1/1	If parties specify the Day Count Fraction to be 1/1 then in calculating the applicable amount, 1 is simply input into the calculation as the relevant Day Count Fraction. See also 2006 ISDA Definitions, Section 4.16. Day Count Fraction, paragraph (a). [Symbolic name: OneOne]	1/1	Per 2006 ISDA Definitions, Section 4.16. Day Count Fraction, paragraph (a) or Annex to the 2000 ISDA Definitions (June 2000 Version), Section 4.16. Day Count Fraction, paragraph (a).



Allowable value	ISO 20022 name	ISO 20022 definition <sup>75</sup>	FIX/FIXML <sup>76</sup> code value	FIX/FIXML code value description	FIX/FIXML definition	FpML <sup>77</sup> code	FpML definition
NARR	Narrative	Other method.			Other FIX/FIXML code values not listed above and FIX/FIXML code values that are reserved for user extensions, in the range of integer values of 100 and higher.		

### 3.3 Valuation method

#### Classification of valuation inputs

Bucket	Input used	Valuation method <sup>79</sup>
1	Quoted prices in active markets for identical assets or liabilities that the entity can access at the measurement date [IFRS 13:76/ASC 820-10-35-40]. A quoted market price in an active market provides the most reliable evidence of fair value and is used without adjustment to measure fair value whenever available, with limited exceptions. [IFRS 13:77/ASC 820-10-35-41]  An active market is a market in which transactions for the asset or liability take place with sufficient frequency and volume to provide pricing information on an ongoing basis. [IFRS 13: Appendix A/ASC 820-10-20].	Mark-to-market
2	Quoted prices for similar assets or liabilities in active markets [IFRS 13:81/ASC 820-10-35-47] (other than quoted market prices included within bucket 1 that are observable for the asset or liability, either directly or indirectly)	Mark-to-market
3	Quoted prices for identical or similar assets or liabilities in markets that are not active [IFRS 13:81/ASC 820-10-35-48(b)] (other than quoted market prices included within bucket 1 that are observable for the asset or liability, either directly or indirectly).	Mark-to-model – historic prices from inactive markets should not be directly used
4	Inputs other than quoted prices that are observable for the asset or liability, for example interest rates and yield curves observable at commonly quoted intervals, implied volatilities, credit spreads [IFRS 13:81/ASC 820-10-35-48(c)] (other than quoted market prices included within bucket 1 that are observable for the asset or liability, either directly or indirectly)	Mark-to-market
5	Inputs that are derived principally from or corroborated by observable market data by correlation or other means (“market-corroborated inputs”) [IFRS 13:81/ASC 820-10-35-48(d)] (other than quoted market prices included within bucket 1 that are observable for the asset or liability, either directly or indirectly).	Mark-to-model – the inputs can be derived “principally” from observable market data, meaning that unobservable inputs can be used
6	Unobservable inputs for the asset or liability. [IFRS 13:86/ASC 820-10-35-52] Unobservable inputs are used to measure fair value to the extent that relevant observable inputs are not available, thereby allowing for situations in which there is little, if any, market activity for the asset or liability at the measurement date. An entity develops unobservable inputs using the best information available in the circumstances, which might include the entity’s own data, taking into account all information about market participant assumptions that is reasonably available. [IFRS 13:87-89/ASC 820-10-35-53 - 35-54A]	Mark-to-model – unobservable inputs are used

<sup>79</sup> The classification provided in this column is independent from IFRS 13/ASC 820 and is for the sole purpose of reporting critical data elements of OTC derivative transactions.

### 3.4 Collateralisation category

Value	Name	Definition
UNCL	Uncollateralised	There is no collateral agreement between the counterparties or the collateral agreement(s) between the counterparties stipulates that no collateral (neither initial margin nor variation margin) has to be posted with respect to the derivative transaction.
PRC1	Partially collateralised: Counterparty 1 only	The collateral agreement(s) between the counterparties stipulates that the reporting counterparty regularly posts only variation margin and that the other counterparty does not post any margin with respect to the derivative transaction.
PRC2	Partially collateralised: Counterparty 2 only	The collateral agreement(s) between the counterparties stipulates that the other counterparty regularly posts only variation margin and that the reporting counterparty does not post any margin with respect to the derivative transaction.
PRCL	Partially collateralised	The collateral agreement(s) between the counterparties stipulates that both counterparties regularly post only variation margin with respect to the derivative transaction.
OWC1	One-way collateralised: Counterparty 1 only	The collateral agreement(s) between the counterparties stipulates that the reporting counterparty posts the initial margin and regularly posts variation margin and that the other counterparty does not post any margin with respect to the derivative transaction.
OWC2	One-way collateralised: Counterparty 2 only	The collateral agreement(s) between the counterparties stipulates that the other counterparty posts the initial margin and regularly posts variation margin and that the reporting counterparty does not post any margin with respect to the derivative transaction.
OWP1	One-way/partially collateralised: Counterparty 1	The collateral agreement(s) between the counterparties stipulates that the reporting counterparty posts the initial margin and regularly posts variation margin and that the other counterparty regularly posts only variation margin.
OWP2	One-way/partially collateralised: Counterparty 2	The collateral agreement(s) between the counterparties stipulates that the other counterparty posts the initial margin and regularly posts variation margin and that the reporting counterparty regularly posts only variation margin.
FLCL	Fully collateralised	The collateral agreement(s) between the counterparties stipulates that both counterparties post initial margin and regularly post variation margin with respect to the derivative transaction.

### 3.5 Action and event reporting

The below table specifies the allowable combinations of [Action type] and [Event type]. It also sets out whether they apply at transaction level, position level or both. The last column of the table indicates when a given [Action type] can be reported without [Event type].

## Event Type

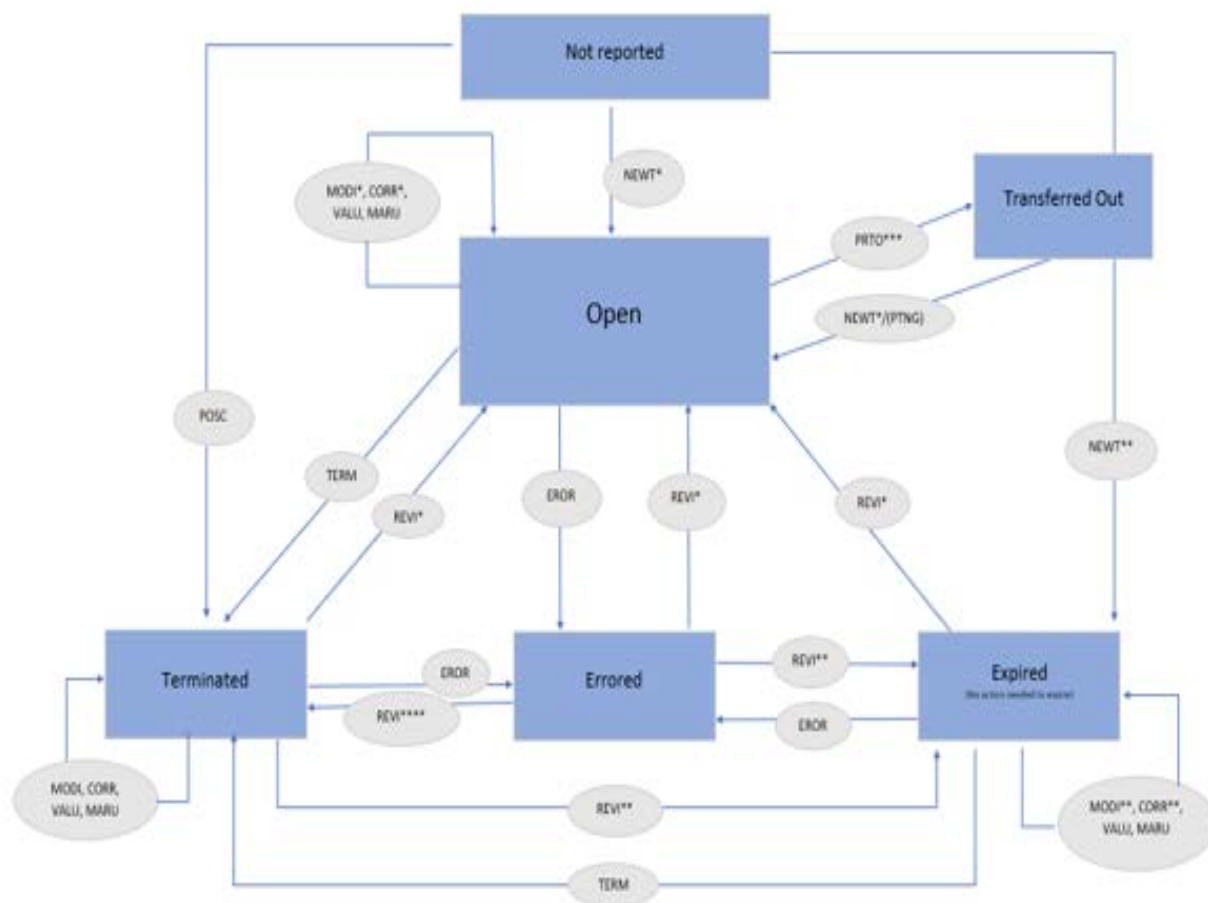
Action Type	Event Type														
	Action type & Event type combinations	Trade (TRAD)	Novation (NOVA)	Compression or Risk Reduction Exercise (COMP)	Early Termination (ETRM)	Clearing (CLRG)	Exercise (EXER)	Allocation (ALOC)	Clearing & Allocation (CLAL)	Credit Event (CREV)	Transfer (PTNG)	Corporate Event (CORP)	Upgrade (UPDT)	Inclusion In Position (INCP)	No Event Type Required
	New (NEWT)	T	T,P	T		T	T	T	T		T,P	T,P	T <sup>80</sup>	P	
	Modify (MODI)	T,P	T,P	T	T,P		T	T		T		T,P	T,P	P	
	Correct (CORR)														T,P
	Terminate (TERM)		T,P	T	T,P	T	T	T	T	T		T,P		T,P <sup>81</sup>	
	Error (EROR)														T,P
	Revive (REVI)														T,P
	Transfer out (PRTO) <sup>82</sup>										T,P				
	Valuation (VALU)														T,P
	Collateral (MARU)														T,P
	Position component(POSC)														T

<sup>80</sup> NEWT-UPDT is used for upgrading existing 'exotic', 'complex', or 'non-standard' swaps to accurately report and comply with the Technical Manual

<sup>81</sup> If a derivative is traded and immediately added to a position, it must be reported using the action type 'POSC'. However, if a derivative is reported as a new transaction ('NEWT') but then later added into a position, it should be reported using the action type 'TERM' and event type 'INCP'.

<sup>82</sup> Any live or dead (terminated or expired) transactions can be transferred out except for the transactions that are previously reported as an error. Once a transaction is reported as 'transfer out' to a trade repository no further submission is allowed to the same trade repository for that transaction unless the transaction is transferred back in to the same trade repository. Combination 'NEWT-PTNG' should be used in this case.

### 3.6 Allowable Action Type Sequences



Reporting is facilitated by combinations of action type and event type. The action type sequence is designed to avoid illogical submissions by reporting counterparties. A submission with an action type that is not possible based on the previous action type should not satisfy the trade repository's validation procedure.

Notes: The status of the derivative after revival; depends on the maturity date:  
 \* with Expiration Date >= today  
 \*\* with Expiration Date < today  
 \*\*\* PRTO is also accepted (but not expected) for termination or expired  
 \*\*\*\* With Early Termination Date reported and < today

## 3.7 Definitions for Event Type Allowable Values

Event type	Allowable value	Definition
Trade	TRAD	Creation or modification of a transaction.
Novation/Step-in	NOVA	A novation or step-in legally moves part or all of the financial risks of a transaction from a transferor to a transferee and has the effect of terminating/modifying the original transaction so that it is either terminated or its notional is modified.
Post trade risk reduction exercise	COMP	Compressions and other post trade risk reduction exercises generally have the effect either of terminating or modifying (i.e., reducing the notional value) a set of existing transactions and/or of creating a set of new transaction(s). These processes result in largely the same exposure of market risk that existed prior to the event for the counterparty.
Early termination	ETRM	Termination of an existing transaction prior to expiration date.
Clearing	CLRG	Central clearing is a process where a central counterparty (CCP) interposes itself between counterparties to transactions, becoming the buyer to every seller and the seller to every buyer and thereby ensuring the performance of open transactions. It has the effect of terminating an existing transaction between the buyer and the seller.
Exercise	EXER	The full or partial exercise of an option or swaption by one counterparty of the transaction.
Allocation	ALOC	The process by which portions of a single transaction (or multiple transactions) are allocated to one or multiple different counterparties and reported as new transactions. <sup>83</sup>
Clearing & Allocation	CLAL	A simultaneous clearing and allocation event in a central counterparty (CCP).
Credit event	CREV	An event that results in a modification or a termination of a previously submitted credit transaction. Applies only to credit derivatives.
Transfer	PTNG	The process by which a transaction is transferred to another trade repository that has the effect of the closing of the transaction at one trade repository and opening of the same transaction using the same UTI in a different trade repository (new).
Inclusion in position	INCP	Inclusion of a CCP-cleared transaction or other fungible transactions into a position, where an existing transaction is terminated and either a new position is created or the notional of an existing position is modified.
Corporate event	CORP	The process by which a corporate action is taken on equity underlying that impacts the transactions on that equity.
Update	UPDT	Update of an outstanding transaction performed in order to ensure its conformity with the amended reporting requirements.

<sup>83</sup> Where a derivative is entered into by an agent of a counterparty and the transaction is executed before the derivative is allocated among the counterparties on whose behalf the agent is acting, we would prefer for the reporting counterparty not to report derivatives data in respect of the pre-allocation transaction and instead, once it receives and processes the allocation from the agent, to report only the allocated derivatives within the time periods set out in section 31 of the TR Rules. However, we would accommodate reporting in respect of the pre-allocation transaction as set out in this Technical Manual, and for that reason we have provided ALOC as an allowable value. Please also see Example 4.4.

### 3.8 Definitions for Action Type Allowable Values

Action type	Allowable value	Definition
New	NEWT	The creation of the first transaction resulting in the generation of a new UTI.
Modify	MODI	A modification of the terms of a previously reported transaction due to a newly negotiated modification (amendment) or a filling in of not available missing information (e.g., post price transaction). It does not include correction of a previously reported transaction.
Correct	CORR	A correction of erroneous data of a previously reported transaction.
Terminate	TERM	A termination of a previously reported transaction.
Error	EROR	A cancellation of a wrongly submitted entire transaction in case it never came into existence or was not subject to the reporting requirements under the applicable law of a given jurisdiction, or a cancellation of a duplicate report.
Revive	REVI	An action that reinstates a reported transaction that was reported with action type "Error" or terminated by mistake or expired due to an incorrectly reported Expiration date.
Valuation	VALU	An update of a valuation of a transaction. There will be no corresponding Event type.
Collateral/Margin update	MARU	An update to collateral margin data. There will be no corresponding Event type.
Position component	POSC	A report of a new transaction that is included in a separate position report on the same day.
Transfer out	PRT0	A transfer of a transaction from one trade repository to another trade repository (change of trade repository).

## 4 Examples

### 4.1 SEF Transactions – Anonymous and cleared

This example illustrates the reporting of anonymous transactions that are subsequently cleared.

Row	Action type	Event type	Event timestamp	Unique transaction identifier (UTI)	Prior UTI	Notional amount	Execution timestamp	Clearing receipt timestamp	Submitter identifier	Central counterparty	Counterparty 1 (reporting counterparty)	Counterparty 2	Cleared	Platform identifier
1	NEWT	TRAD	2023-04-01T14:15:36Z	LE1RPT0001ALPHA		10000	2023-04-01T14:15:36Z	NULL	LE1SEF0001	NULL	LE1RPT0001	LEI2CP0002	I	ABCD
2	TERM	CLRG	2023-04-01T14:40:36Z	LE1RPT0001ALPHA		10000	2023-04-01T14:15:36Z	2023-04-01T14:40:36Z	LE1SEF0001	NULL	LE1RPT0001	LEI2CP0002	I	ABCD
3	NEWT	CLRG	2023-04-01T14:41:36Z	LE1RPT0001BETA	LE1RPT0001ALPHA	10000	2023-04-01T14:41:36Z	2023-04-01T14:40:36Z	LE1CCP0004	LE1CCP0004	LE1CCP0004	LEI2CP0002	Y	NULL
4	NEWT	CLRG	2023-04-01T14:41:36Z	LE1RPT0001GAMMA	LE1RPT0001ALPHA	10000	2023-04-01T14:41:36Z	2023-04-01T14:40:36Z	LE1CCP0004	LE1CCP0004	LE1CCP0004	LE1RPT0001	Y	NULL

### 4.2 Package- Price/Spread

This example illustrates how to report package transactions based on either the price or spread.

Row 1 – Submission of a new package transaction but the package transaction price is not known yet.

Row 2 – Modifying the package transaction to update the package transaction price.

Row 3 – Submission of a new package transaction with a package transaction spread.

Row	Action type	Event type	Event timestamp	Unique transaction identifier (UTI)	Package Indicator	Package identifier	Package transaction price	Package transaction price currency	Package transaction price notation	Package transaction spread	Package transaction spread currency	Package transaction spread notation	Price	Price currency	Notional amount	Execution timestamp	Counterparty 1 (reporting counterparty)	Counterparty 2
1	NEWT	TRAD	2023-04-01T14:15:36Z	LE1RPT0001EEE	True	ABCD12	99999.999999999999	NULL	1	NULL	NULL	NULL	10.23	EUR	10000	2023-04-01T14:15:36Z	LE1RPT0001	LEI2CP0002
2	MODI	TRAD	2023-04-05T16:14:36Z	LE1RPT0001EEE	True	ABCD12	3.2	CAD	1	NULL	NULL	NULL	10.23	EUR	10000	2023-04-01T14:15:36Z	LE1RPT0001	LEI2CP0002
3	NEWT	TRAD	2023-04-01T14:15:36Z	LE1RPT0001FFF	True	ABCD34	NULL	NULL	NULL	200	NULL	4	20.23	EUR	10000	2023-04-01T14:15:36Z	LE1RPT0001	LEI2CP0002

## 4.3 Partial Termination/Amendment, Correction

This example illustrates how different Action – Event type combinations are used to report changes to a previously submitted transaction.

Row	Action type	Event type	Amendment indicator	Event timestamp	Expiration date	Unique transaction identifier (UTI)	Prior UTI (for one-to-one and one-to-many relations between transactions)	Embedded option type	Notional amount	Execution timestamp	Counterparty 1 (reporting counterparty)	Counterparty 2
1	NEWT	TRAD		2023-04-01T14:15:36Z	2024-01-01	LE1RPT0001AAAA			10000	2023-04-01T14:15:36Z	LE1RPT0001	LEI2CP0002
2	MODI	TRAD	True	2023-04-02T10:22:10Z	2024-01-01	LE1RPT0001AAAA			9000	2023-04-01T14:15:36Z	LE1RPT0001	LEI2CP0002
3	MODI	TRAD	FALSE	2023-04-03T10:22:10Z	2024-01-01	LE1RPT0001AAAA		OPET	9000	2023-04-01T14:15:36Z	LE1RPT0001	LEI2CP0002
4	CORR			2023-04-04T10:22:10Z	2024-01-01	LE1RPT0001AAAA		EXTD	9000	2023-04-01T14:15:36Z	LE1RPT0001	LEI2CP0002

## 4.4 Allocation

This example illustrates how pre- and post- "Allocation" transactions are reported.

Row	Action type	Event type	Amendment indicator	Event timestamp	Unique transaction identifier (UTI)	Prior UTI (for one-to-one and one-to-many relations between transactions)	Notional amount	Execution timestamp	Counterparty 1 (reporting counterparty)	Counterparty 2
1	NEWT	TRAD		2023-04-01T14:15:36Z	LE1RPT0001PREAA		10000	2023-04-01T14:15:36Z	LE1RPT0001	LEIFUNDMGR
2	TERM	ALOC		2023-04-02T10:22:10Z	LE1RPT0001PREAA		10000	2023-04-01T14:15:36Z	LE1RPT0001	LEIFUNDMGR
3	NEWT	ALOC		2023-04-02T10:22:10Z	LE1RPT0001POST1	LE1RPT0001PREAA	4000	2023-04-02T10:22:10Z	LE1RPT0001	LEI2CP00A1
4	NEWT	ALOC		2023-04-02T10:22:10Z	LE1RPT0001POST2	LE1RPT0001PREAA	6000	2023-04-02T10:22:10Z	LE1RPT0001	LEI2CP00A2

## 4.5 Position

This example illustrates how a derivative is reported when it is included in a position.

Row 1,2- Submitting new derivative that is the start of a new position on the same day.

Row 3 - Submitting end of day valuation messages at position level.

Row 4,5 – Submitting new derivative that is included in a position on the same day.

Row 6,7,8 – Submitting new derivative that is included in a position on the next day.

Row 9,10 – Submitting early termination at position level due to sell activity.

Row 11 – Maintaining the position open and reporting a zero contract value on a daily basis.

Row 12 – Termination of the position.

Row	Action type	Event type	Event timestamp	Event Identifier	UTI	Subsequent position UTI	Notional amount	Execution timestamp	Counterparty 1	Counterparty 2	Level	Valuation Amount
1	POSC		2023-01-05T14:01:34Z		LEIRPT0001TRAD1	LEIRPT0001POSC1	1,000	2023-01-05T08:01:34Z	LEIRPT0001	LEICP0002	TCTN	
2	NEWT	INCP	2023-01-05T14:01:34Z		LEIRPT0001POSC1		1,000	2023-01-05T09:01:34Z	LEIRPT0001	LEICP0002	PSTN	
3	VALU		2023-01-05T18:01:34Z		LEIRPT0001POSC1		1,000	2023-01-05T09:01:34Z	LEIRPT0001	LEICP0002	PSTN	1,245



4	POSC		2023-01-07T08:01:34Z		LEIRPT0001TRAD2	LEIRPT0001POSC1	500	2023-01-06T12:01:34Z	LEIRPT0001	LEICP0002	TCTN	
5	MODI	INCP	2023-01-07T18:01:34Z		LEIRPT0001POSC1		1,500	2023-01-05T09:01:34Z	LEIRPT0001	LEICP0002	PSTN	
6	NEWT	TRAD	2023-01-08T18:01:34Z		LEIRPT0001TRAD3		700	2023-01-08T09:01:34Z	LEIRPT0001	LEICP0002	TCTN	-
7	TERM	INCP	2023-01-09T18:01:34Z		LEIRPT0001TRAD3	LEIRPT0001POSC1	700	2023-01-08T09:01:34Z	LEIRPT0001	LEICP0002	TCTN	-
8	MODI	INCP	2023-01-09T18:02:34Z		LEIRPT0001POSC1		2,200	2023-01-05T09:01:34Z	LEIRPT0001	LEICP0002	PSTN	
9	MODI	ETRM	2023-01-10T15:01:34Z		LEIRPT0001POSC1		1,000	2023-01-05T09:01:34Z	LEIRPT0001	LEICP0002	PSTN	
10	MODI	ETRM	2023-01-11T11:01:34Z		LEIRPT0001POSC1		0	2023-01-05T09:01:34Z	LEIRPT0001	LEICP0002	PSTN	
11	VALU		2023-01-11T18:01:34Z		LEIRPT0001POSC1		0	2023-01-05T09:01:34Z	LEIRPT0001	LEICP0002	PSTN	0
12	TERM	ETRM	2023-01-12T15:01:34Z		LEIRPT0001POSC1		0	2023-01-05T09:01:34Z	LEIRPT0001	LEICP0002	PSTN	

## 4.6 Error and Revive

*This example illustrates a derivative that was booked in error and subsequently cancelled, but needs to be revived as it was cancelled by mistake.*

Row	Action type	Event type	Amendment Indicator	Event timestamp	Unique transaction identifier (UTI)	Prior UTI (for one-to-one and one-to-many relations between transactions)	Notional amount	Execution timestamp	Counterparty 1 (reporting counterparty)	Counterparty 2
1	NEWT	TRAD		2023-04-01T14:15:36Z	LE1RPT0001GGG		10000	2023-04-01T14:15:36Z	LE1RPT0001	LEI2CP0002
2	EROR			2023-04-04T14:21:36Z	LE1RPT0001GGG		10000	2023-04-01T14:21:36Z	LE1RPT0001	LEI2CP0002
3	REVI			2023-04-05T14:21:36Z	LE1RPT0001GGG		10000	2023-04-01T14:21:36Z	LE1RPT0001	LEI2CP0002

## 4.7 Crypto

Row	Action type	Event type	Derivative based on cryptoassets	Event timestamp	Unique transaction identifier (UTI)	Unique product identifier	Notional amount	Execution timestamp	Counterparty 1 (reporting counterparty)	Counterparty 2
1	NEWT	TRAD	True	2023-04-01T14:15:36Z	LE1RPT0001GGG	JESXCC	10000	2023-04-01T14:15:36Z	LE1RPT0001	LEI2CP0002

## 4.8 Upgrade

This example illustrates how to report an upgrade event type in order to ensure its conformity with the amended reporting requirements.

Row 1: A new derivative executed on 2023-04-01.

Row 2: New reporting requirements were implemented, the existing derivative is reported as Modify-Upgrade (MODI-UPDT) in order to comply with the new requirements.<sup>84</sup>

Row	Action type	Event type	Event timestamp	Unique transaction identifier (UTI)	Notional amount	Valuation Method	Execution timestamp	Collateralisation category	Counterparty 1 (reporting counterparty)	Counterparty 2	Platform Identifier	Cleared
1	NEWT	TRAD	2023-04-01T14:15:36Z	LE1RPT0001FFF	10000	MarkToMarket	2023-04-01T14:15:36Z	FULLY	LE1RPT0001	LEI2CP0002	NULL	N
2	MODI	UPDT	2024-05-04T14:21:36Z	LE1RPT0001FFF	10000	MTMA	2023-04-01T14:21:36Z	FLCL	LE1RPT0001	LEI2CP0002	BILT	N

<sup>84</sup> Please note that the example provided is not an exhaustive list of the fields affected by the amended reporting requirements. Therefore, it is recommended that you review the rule to identify all fields that may be impacted.

## APPENDIX C

### RECOGNIZED TRADE REPOSITORY REQUIREMENTS FOR THE PUBLIC DISSEMINATION OF DERIVATIVES DATA

Item 1 of Appendix C describes the types of derivatives that must be publicly disseminated by the recognized trade repository.

Public dissemination is not required for lifecycle events that do not contain new price information compared to the derivatives data initially reported for the derivative.

#### Table 2

The identifiers listed under the Underlying Asset Identifier for the Interest Rate Asset Class in Table 2 refer to the following:

“CAD-BA-CDOR” means all tenors of the Canadian Dollar Offered Rate (CDOR). CDOR is a financial benchmark for bankers’ acceptances with a term to maturity of one year or less currently calculated and administered by Refinitiv.

“USD-LIBOR-BBA” means all tenors of the U.S. Dollar ICE LIBOR. ICE LIBOR is a benchmark administered by ICE Benchmark Administration and provides an indication of the average rate at which a contributor bank can obtain unsecured funding in the London interbank market for a given period, in a given currency.

“EUR-EURIBOR-Reuters” means all tenors of the Euro Interbank Offered Rate (Euribor). Euribor is a reference rate published by the European Banking Authority based on the average interest rates at which selected European prime banks borrow funds from one another.

“GBP-LIBOR-BBA” means all tenors of the GBP Pound Sterling, ICE LIBOR. ICE LIBOR is a benchmark administered by ICE Benchmark Administration providing an indication of the average rate at which a contributor bank can obtain unsecured funding in the London interbank market for a given period, in a given currency.

The identifiers listed under the Underlying Asset Identifier for the Credit and Equity Asset Classes in Table 2 refer to the following:

“All indexes” means any statistical measure of a group of assets that is administered by an organization that is not affiliated with the counterparties and whose value and calculation methodologies are publicly available.

#### Exemptions

##### Item 2

Item 2 of Appendix C specifies certain types of derivatives that are excluded from the public dissemination requirement under subsection 39(3) of the Regulation with respect to transaction level data. An example of a derivative excluded under item 2(a) is cross currency swaps. The types of derivatives excluded under item 2(b) result from portfolio compression activity which occurs whenever a derivative is amended or entered into in order to reduce the gross

notional exposure of an outstanding derivative or group of derivatives without impacting the net exposure. Under item 2(c), derivatives resulting from novation on the part of a reporting clearing house when facilitating the clearing of a derivative between counterparties are excluded from public dissemination. As a result, with respect to derivatives involving a reporting clearing house, the public dissemination requirements under paragraph 7 apply only to derivatives entered into by the reporting clearing house on its own behalf.

## **Rounding**

### **Item 3**

The rounding thresholds are to be applied to the notional amount of a derivative in the currency of the derivative. For example, a derivative denominated in US dollars would be rounded and disseminated in US dollars and not the CAD equivalent.

## **Capping**

### **Item 4**

For derivatives denominated in a non-CAD currency, item 4 of Appendix C requires the recognized trade repository to compare the rounded notional amount of the derivative in a non-CAD currency to the capped rounded notional amount in CAD that corresponds to the asset class and tenor of that derivative. Therefore, the recognized trade repository must convert the non-CAD currency into CAD in order to determine whether it would be above the capping threshold. The recognized trade repository must utilize a transparent and consistent methodology for converting to and from CAD for the purposes of comparing and publishing the capped notional amount.

For example, in order to compare the rounded notional amount of a derivative denominated in GBP to the thresholds in Table 4, the recognized trade repository must convert this amount to a CAD equivalent amount. If the CAD equivalent notional amount of the GBP denominated derivative is above the capping threshold, the recognized trade repository must disseminate the capped rounded notional amount converted back to the currency of the derivative using a consistent and transparent process.

### **Item 6**

Item 6 of Appendix C requires the recognized trade repository to adjust the option premium field in a consistent and proportionate manner if the derivative's rounded notional amount is greater than the capped rounded notional amount. The option premium field adjustment should be proportionate to the size of the capped rounded notional amount compared to the rounded notional amount.

## **Timing**

### **Item 7**

Item 7 of Appendix C sets out when the recognized trade repository must publicly disseminate the required information from Table 1. The purpose of the public reporting delay is to ensure that counterparties have adequate time to enter into any offsetting derivative that may be necessary to hedge their positions. The time delay applies to all derivatives, regardless of derivative size.

**Item 8**

Item 8 of Appendix C allows for certain periods of downtime for a recognized trade repository to perform testing, maintenance and upgrades. The recognized trade repository must publicly disseminate the required information from Table 1 as soon as technologically practicable following the conclusion of the period of downtime. In evaluating what will be considered to be “technologically practicable”, the Authority will take into account the prevalence, implementation and use of technology by comparable trade repositories. The Authority may also conduct independent reviews to determine the state of technology.

We expect periods of downtime will be scheduled during times when the recognized trade repository receives the least amount of derivatives data. A recognized trade repository should provide prior notice to its participants and to the public of such downtime on its website, where possible.

Only maintenance and upgrades that cannot otherwise be performed during routine downtime should be performed on an ad hoc basis. In such cases, the downtime should be during a time that would be least disruptive to the recognized trade repository’s obligations under the Regulation.

**AMENDMENTS TO POLICY STATEMENT TO REGULATION 91-506  
RESPECTING DERIVATIVES DETERMINATION**

1. Part 2 of *Policy Statement to Regulation 91-506 respecting Derivatives Determination* is amended by adding, in the fourth sentence of the paragraph under the subtitle "Commodity" located under the title "**Paragraph 2(d) – Commodities**" and after the word "indexes", the words ", as well as crypto assets that could be considered to be financial commodities".

### 6.3 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

## 6.4 SANCTIONS ADMINISTRATIVES PÉCUNIAIRES

L'Autorité des marchés financiers publie dans cette section la liste des sanctions administratives pécuniaires. Les décisions de révision des sanctions administratives pécuniaires imposées aux émetteurs ainsi qu'aux initiés sont publiées à la section 6.4.3, distinctement des sections 6.4.1 et 6.4.2 qui contiennent les décisions initiales imposées à la suite d'un défaut de respecter une disposition prévue au titre III de la *Loi sur les valeurs mobilières* (« LVM ») ou encore, les articles 96 à 98 ou 102 de cette même loi. (274.1 LVM / 271.13, 271.14 *Règlement sur les valeurs mobilières* (« RVM »)).

### 6.4.1 Émetteurs assujettis

Le tableau publié dans cette section présente les sanctions administratives pécuniaires imposées aux émetteurs assujettis à la suite d'un défaut de respecter une disposition prévue au titre III de la *Loi sur les valeurs mobilières*. (274.1 *Loi sur les valeurs mobilières* et 271.13 et 271.15 *Règlement sur les valeurs mobilières* (« RVM »)).

#### 271.13 RVM

Tout émetteur assujetti qui contrevient à une disposition du titre III de la Loi, parce qu'il a fait défaut de déposer un document d'information périodique, est tenu au paiement d'une sanction administrative pécuniaire de 100 \$ par document pour chaque jour ouvrable au cours duquel il est en défaut, jusqu'à concurrence d'une somme maximale de 5 000 \$ au cours d'un même exercice financier de l'Autorité.

#### 271.15 RVM

Une sanction administrative pécuniaire est exigible à compter du moment où l'Autorité en transmet avis.

L'imposition d'une sanction administrative pécuniaire, en application de l'article 271.13 RVM, est sans préjudice quant à tout autre recours dont peut se prévaloir l'Autorité des marchés financiers.

Le tableau produit ci-dessous indique le nom de l'émetteur concerné, la date où a été prise la décision d'imposer une sanction administrative pécuniaire ainsi que le montant imposé.

Émetteur	N° référence	Date de décision	Montant imposé
PROMINO NUTRITIONAL SCIENCES INC.	2024-IC-1063431	2024-10-11	400,00 \$

### 6.4.2 Initiés

Le tableau publié dans cette section présente les sanctions administratives pécuniaires imposées aux initiés suivant leur défaut de respecter l'une des dispositions des articles 96 à 98 ou 102 de la *Loi sur les*



valeurs mobilières. (274.1 Loi sur les valeurs mobilières et 271.14 et 271.15 Règlement sur les valeurs mobilières (« RVM »)).

#### 271.14.

Tout initié ou dirigeant réputé initié qui contrevient à une disposition des articles 96 à 98 ou 102 de la Loi, parce qu'il a fait défaut de déclarer son emprise sur des titres ou une modification à cette emprise, est tenu au paiement d'une sanction administrative pécuniaire de 100 \$ par omission de déclarer pour chaque jour au cours duquel il est en défaut, jusqu'à concurrence d'une somme maximale de 5 000 \$.

#### 271.15.

Une sanction administrative pécuniaire est exigible à compter du moment où l'Autorité en transmet avis.

L'imposition d'une sanction administrative pécuniaire, en application de l'article 271.14 RVM, est sans préjudice quant à tout autre recours dont peut se prévaloir l'Autorité des marchés financiers.

Le tableau ci-dessous indique le nom de l'initié concerné, le nom de l'émetteur à l'égard duquel il n'a pas fait la déclaration requise, la date où a été prise la décision d'imposer une sanction administrative pécuniaire ainsi que le montant imposé.

Nom de l'initié	Émetteur	N° référence	Date de décision	Montant imposé
-----------------	----------	--------------	------------------	----------------

Aucune information

### 6.4.3 Décisions de révision

Les tableaux ci-dessous présentent les informations relatives aux décisions de révision de sanctions administratives pécuniaires.

Il s'agit plus particulièrement des cas où l'Autorité, dans le cadre d'un processus de révision, a décidé de maintenir, de réduire ou encore d'annuler le montant de la sanction administrative pécuniaire précédemment imposée.

#### 6.4.3.1 Émetteurs assujettis

Le tableau publié dans cette section présente les décisions de révision de sanctions administratives pécuniaires qui concernent les émetteurs assujettis.

Émetteur	N° référence	Date de décision	Montant imposé initialement	Montant révisé
----------	--------------	------------------	-----------------------------	----------------

Aucune information.

#### 6.4.3.2 Initiés

Le tableau publié dans cette section présente les décisions de révision de sanctions administratives pécuniaires qui concernent les initiés.

Émetteur	N° référence	Date de décision	Montant imposé initialement	Montant révisé
----------	--------------	------------------	-----------------------------	----------------

Aucune information.

## 6.5 INTERDICTIONS

Aucune information.

## 6.6 PLACEMENTS

### 6.6.1 Visas de prospectus

#### 6.6.1.1 Prospectus provisoires

Le tableau suivant dresse la liste des émetteurs qui ont déposé un prospectus provisoire pour lequel un visa a été octroyé par l'Autorité des marchés financiers ou par une autre autorité canadienne en valeurs mobilières agissant à titre d'autorité principale sous le régime du passeport. Ces derniers visas de prospectus provisoires sont réputés octroyés par l'Autorité des marchés financiers en vertu du premier paragraphe de l'article 3.3 du *Règlement 11-102 sur le régime du passeport* :

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale <sup>1</sup>
MANDAT PRIVÉ TITANIUM ACTIONS AMÉRICAINES	22 octobre 2024	Québec
MANDAT PRIVÉ TITANIUM ACTIONS CANADIENNES		- Colombie-Britannique
		- Alberta
		- Saskatchewan
		- Manitoba
		- Ontario
MANDAT PRIVÉ TITANIUM ACTIONS INTERNATIONALES		- Nouveau-Brunswick
		- Nouvelle-Écosse
		- Île-du-Prince-Édouard
MANDAT PRIVÉ TITANIUM OPPORTUNITÉS STRATÉGIQUES MONDIALES		- Terre-Neuve-et-Labrador
		- Territoires du Nord-Ouest
		- Yukon
		- Nunavut
MANDAT PRIVÉ TITANIUM REVENU FIXE CANADIEN		
MANDAT PRIVÉ TITANIUM REVENU FIXE MONDIAL		
FONDS DE REVENU CONSERVATEUR PRIMERICA	17 octobre 2024	Ontario
GLOBAL X ARTIFICIAL INTELLIGENCE INFRASTRUCTURE INDEX ETF	17 octobre 2024	Ontario
GLOBAL X EQUAL WEIGHT CANADIAN GROCERIES & STAPLES INDEX ETF		
GLOBAL X EQUAL WEIGHT CANADIAN INSURANCE INDEX ETF		
GLOBAL X EQUAL WEIGHT		

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale <sup>1</sup>
CANADIAN OIL & GAS INDEX ETF		
GLOBAL X EQUAL WEIGHT CANADIAN TELECOMMUNICATIONS INDEX ETF		
GLOBAL X GOLD PRODUCERS INDEX ETF		
GLOBAL X LONG-TERM GOVERNMENT BOND PREMIUM YIELD ETF		
GLOBAL X MID-TERM GOVERNMENT BOND PREMIUM YIELD ETF		
GLOBAL X RUSSELL 2000 COVERED CALL ETF		
GLOBAL X RUSSELL 2000 INDEX ETF		

<sup>1</sup> Si l'Autorité des marchés financiers agit comme autorité principale, un visa sera réputé octroyé par les autres autorités en valeurs mobilières énumérées sous « Québec ».

Pour plus de détails ou pour obtenir copie de ces visas, veuillez consulter le site Internet de SEDAR+ à l'adresse : [www.sedarplus.ca](http://www.sedarplus.ca).

#### 6.6.1.2 Prospectus définitifs

Le tableau suivant dresse la liste des émetteurs qui ont déposé un prospectus pour lequel un visa a été octroyé par l'Autorité des marchés financiers ou par une autre autorité canadienne en valeurs mobilières agissant à titre d'autorité principale sous le régime du passeport. Ces derniers visas de prospectus sont réputés octroyés par l'Autorité des marchés financiers en vertu du deuxième paragraphe de l'article 3.3 du *Règlement 11-102 sur le régime du passeport* :

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale <sup>1</sup>
ANTHEM CITIZEN REAL ESTATE DEVELOPMENT TRUST	16 octobre 2024	Colombie-Britannique
EMBARK STUDENT PLAN	15 octobre 2024	Ontario

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale <sup>1</sup>
FINB BMO MSCI EAFE DE HAUTE QUALITÉ	21 octobre 2024	Ontario
FNB ACTIF D'OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS DYNAMIQUE FNB ACTIF D'OBLIGATIONS DYNAMIQUE	22 octobre 2024	Ontario
FONDS À RENDEMENT ABSOLU DE TITRES DE CRÉANCE DYNAMIQUE FONDS D'OPPORTUNITÉS DE CRÉDIT DYNAMIQUE FONDS DE PERFORMANCE ALPHA II DYNAMIQUE FONDS DE RENDEMENT À PRIME PLUS DYNAMIQUE FONDS DE REVENU IMMOBILIER ET INFRASTRUCTURE II DYNAMIQUE FONDS DE TITRES DE CRÉANCE À COURT TERME PLUS DYNAMIQUE FONDS D'OCCASIONS MONDIALES DE CROISSANCE DYNAMIQUE MANDAT PRIVE SPECIALISE LIQUIDE DYNAMIQUE	22 octobre 2024	Ontario
JUSHI HOLDINGS INC.	18 octobre 2024	Ontario
NEXT EDGE BIOTECH AND LIFE SCIENCES OPPORTUNITIES FUND NEXT EDGE STRATEGIC METALS AND COMMODITIES FUND VERITAS NEXT EDGE PREMIUM YIELD FUND	21 octobre 2024	Ontario

<sup>1</sup> Si l'Autorité des marchés financiers agit comme autorité principale, un visa sera réputé octroyé par les autres autorités en valeurs mobilières énumérées sous « Québec ».

Pour plus de détails ou pour obtenir copie de ces visas, veuillez consulter le site Internet de SEDAR+ à l'adresse : [www.sedarplus.ca](http://www.sedarplus.ca).

#### 6.6.1.3 Modifications de prospectus

Le tableau suivant dresse la liste des émetteurs qui ont déposé une modification du prospectus pour laquelle un visa a été octroyé par l'Autorité des marchés financiers ou par une autre autorité canadienne en valeurs mobilières agissant à titre d'autorité principale sous le régime du passeport. Ces derniers visas de modifications du prospectus sont réputés octroyés par l'Autorité des marchés financiers en vertu du deuxième paragraphe de l'article 3.3 du *Règlement 11-102 sur le régime du passeport* :

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale <sup>1</sup>
EHP STRATEGIC INCOME ALTERNATIVE FUND	22 octobre 2024	Ontario
FONDS ALTERNATIF EHP AVANTAGE		
FONDS ALTERNATIF EHP SÉLECT		

<sup>1</sup> Si l'Autorité des marchés financiers agit comme autorité principale, un visa sera réputé octroyé par les autres autorités en valeurs mobilières énumérées sous « Québec ».

Pour plus de détails ou pour obtenir copie de ces visas, veuillez consulter le site Internet de SEDAR+ à l'adresse : [www.sedarplus.ca](http://www.sedarplus.ca).

#### 6.6.1.4 Dépôt de suppléments

Le tableau suivant dresse la liste des émetteurs qui ont déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers un supplément de prospectus qui complète l'information contenue au prospectus préalable ou simplifié de ces émetteurs pour lequel un visa a été octroyé par l'Autorité des marchés financiers ou par une autre autorité canadienne en valeurs mobilières :

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable ou du prospectus simplifié
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	15 octobre 2024	19 septembre 2024
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE	15 octobre 2024	19 septembre 2024

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable ou du prospectus simplifié
COMMERCE		
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	15 octobre 2024	19 septembre 2024
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	15 octobre 2024	19 septembre 2024
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	15 octobre 2024	19 septembre 2024
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	15 octobre 2024	19 septembre 2024
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	15 octobre 2024	19 septembre 2024
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	15 octobre 2024	19 septembre 2024
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	15 octobre 2024	19 septembre 2024
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	15 octobre 2024	19 septembre 2024
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	15 octobre 2024	19 septembre 2024
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	15 octobre 2024	19 septembre 2024
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	15 octobre 2024	19 septembre 2024
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	15 octobre 2024	19 septembre 2024



Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable ou du prospectus simplifié
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	15 octobre 2024	19 septembre 2024
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	15 octobre 2024	19 septembre 2024
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	15 octobre 2024	19 septembre 2024
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	15 octobre 2024	19 septembre 2024
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	15 octobre 2024	19 septembre 2024
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	15 octobre 2024	19 septembre 2024
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	15 octobre 2024	19 septembre 2024
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	15 octobre 2024	19 septembre 2024
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	15 octobre 2024	19 septembre 2024
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	15 octobre 2024	19 septembre 2024
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	15 octobre 2024	19 septembre 2024
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	15 octobre 2024	19 septembre 2024

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable ou du prospectus simplifié
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	15 octobre 2024	19 septembre 2024
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	17 octobre 2024	19 septembre 2024
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	17 octobre 2024	19 septembre 2024
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	17 octobre 2024	19 septembre 2024
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	17 octobre 2024	19 septembre 2024
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	17 octobre 2024	19 septembre 2024
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	17 octobre 2024	19 septembre 2024
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	17 octobre 2024	19 septembre 2024
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	17 octobre 2024	19 septembre 2024
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	17 octobre 2024	19 septembre 2024
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	17 octobre 2024	19 septembre 2024
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	17 octobre 2024	19 septembre 2024

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable ou du prospectus simplifié
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	17 octobre 2024	19 septembre 2024
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	17 octobre 2024	19 septembre 2024
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	17 octobre 2024	19 septembre 2024
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	17 octobre 2024	19 septembre 2024
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	17 octobre 2024	19 septembre 2024
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	18 octobre 2024	19 septembre 2024
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	21 octobre 2024	19 septembre 2024
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	21 octobre 2024	19 septembre 2024
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	21 octobre 2024	19 septembre 2024
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	21 octobre 2024	19 septembre 2024
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	21 octobre 2024	19 septembre 2024
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	21 octobre 2024	19 septembre 2024

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable ou du prospectus simplifié
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	21 octobre 2024	19 septembre 2024
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	21 octobre 2024	19 septembre 2024
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	21 octobre 2024	19 septembre 2024
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	21 octobre 2024	19 septembre 2024
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	21 octobre 2024	19 septembre 2024
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	21 octobre 2024	19 septembre 2024
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	21 octobre 2024	19 septembre 2024
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	21 octobre 2024	19 septembre 2024
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	21 octobre 2024	19 septembre 2024
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	21 octobre 2024	19 septembre 2024
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	21 octobre 2024	19 septembre 2024
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	21 octobre 2024	19 septembre 2024

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable ou du prospectus simplifié
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	21 octobre 2024	19 septembre 2024
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	21 octobre 2024	19 septembre 2024
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	21 octobre 2024	19 septembre 2024
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	21 octobre 2024	19 septembre 2024
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	21 octobre 2024	19 septembre 2024
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	21 octobre 2024	19 septembre 2024
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	21 octobre 2024	19 septembre 2024
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	21 octobre 2024	19 septembre 2024
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	21 octobre 2024	19 septembre 2024
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	21 octobre 2024	19 septembre 2024
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	21 octobre 2024	19 septembre 2024
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	21 octobre 2024	19 septembre 2024

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable ou du prospectus simplifié
BANQUE DE MONTRÉAL	15 octobre 2024	25 mai 2023
BANQUE DE MONTRÉAL	15 octobre 2024	25 mai 2023
BANQUE DE MONTRÉAL	15 octobre 2024	25 mai 2023
BANQUE DE MONTRÉAL	15 octobre 2024	25 mai 2023
BANQUE DE MONTRÉAL	15 octobre 2024	25 mai 2023
BANQUE DE MONTRÉAL	16 octobre 2024	25 mai 2023
BANQUE DE MONTRÉAL	16 octobre 2024	25 mai 2023
BANQUE DE MONTRÉAL	16 octobre 2024	25 mai 2023
BANQUE DE MONTRÉAL	16 octobre 2024	25 mai 2023
BANQUE DE MONTRÉAL	16 octobre 2024	25 mai 2023
BANQUE DE MONTRÉAL	16 octobre 2024	25 mai 2023
BANQUE DE MONTRÉAL	16 octobre 2024	25 mai 2023
BANQUE DE MONTRÉAL	16 octobre 2024	25 mai 2023
BANQUE DE MONTRÉAL	17 octobre 2024	25 mai 2023
BANQUE DE MONTRÉAL	17 octobre 2024	25 mai 2023
BANQUE DE MONTRÉAL	17 octobre 2024	25 mai 2023
BANQUE DE MONTRÉAL	17 octobre 2024	25 mai 2023
BANQUE DE MONTRÉAL	17 octobre 2024	25 mai 2023

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable ou du prospectus simplifié
BANQUE DE MONTRÉAL	18 octobre 2024	25 mai 2023
BANQUE DE MONTRÉAL	18 octobre 2024	25 mai 2023
BANQUE DE MONTRÉAL	18 octobre 2024	25 mai 2023
BANQUE DE MONTRÉAL	18 octobre 2024	25 mai 2023
BANQUE DE MONTRÉAL	18 octobre 2024	25 mai 2023
BANQUE DE MONTRÉAL	18 octobre 2024	25 mai 2023
BANQUE DE MONTRÉAL	18 octobre 2024	25 mai 2023
BANQUE DE MONTRÉAL	21 octobre 2024	25 mai 2023
BANQUE DE MONTRÉAL	21 octobre 2024	25 mai 2023
BANQUE DE MONTRÉAL	21 octobre 2024	25 mai 2023
BANQUE DE MONTRÉAL	21 octobre 2024	25 mai 2023
BANQUE DE MONTRÉAL	21 octobre 2024	25 mai 2023
BANQUE DE MONTRÉAL	21 octobre 2024	25 mai 2023
BANQUE DE MONTRÉAL	21 octobre 2024	25 mai 2023
BANQUE DE MONTRÉAL	21 octobre 2024	25 mai 2023
BANQUE DE MONTRÉAL	21 octobre 2024	25 mai 2023

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable ou du prospectus simplifié
BANQUE DE MONTRÉAL	21 octobre 2024	25 mai 2023
BANQUE DE MONTRÉAL	21 octobre 2024	25 mai 2023
BANQUE DE MONTRÉAL	21 octobre 2024	25 mai 2023
BANQUE NATIONALE DU CANADA	15 octobre 2024	27 juin 2024
BANQUE NATIONALE DU CANADA	15 octobre 2024	27 juin 2024
BANQUE NATIONALE DU CANADA	15 octobre 2024	27 juin 2024
BANQUE NATIONALE DU CANADA	15 octobre 2024	27 juin 2024
BANQUE NATIONALE DU CANADA	15 octobre 2024	27 juin 2024
BANQUE NATIONALE DU CANADA	15 octobre 2024	27 juin 2024
BANQUE NATIONALE DU CANADA	15 octobre 2024	27 juin 2024
BANQUE NATIONALE DU CANADA	15 octobre 2024	27 juin 2024
BANQUE NATIONALE DU CANADA	16 octobre 2024	27 juin 2024
BANQUE NATIONALE DU CANADA	16 octobre 2024	27 juin 2024
BANQUE NATIONALE DU CANADA	16 octobre 2024	27 juin 2024
BANQUE NATIONALE DU CANADA	16 octobre 2024	27 juin 2024
BANQUE NATIONALE DU CANADA	16 octobre 2024	27 juin 2024



Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable ou du prospectus simplifié
BANQUE NATIONALE DU CANADA	16 octobre 2024	27 juin 2024
BANQUE NATIONALE DU CANADA	16 octobre 2024	27 juin 2024
BANQUE NATIONALE DU CANADA	16 octobre 2024	27 juin 2024
BANQUE NATIONALE DU CANADA	16 octobre 2024	27 juin 2024
BANQUE NATIONALE DU CANADA	16 octobre 2024	27 juin 2024
BANQUE NATIONALE DU CANADA	17 octobre 2024	27 juin 2024
BANQUE NATIONALE DU CANADA	17 octobre 2024	27 juin 2024
BANQUE NATIONALE DU CANADA	17 octobre 2024	27 juin 2024
BANQUE NATIONALE DU CANADA	17 octobre 2024	27 juin 2024
BANQUE NATIONALE DU CANADA	17 octobre 2024	27 juin 2024
BANQUE NATIONALE DU CANADA	17 octobre 2024	27 juin 2024
BANQUE NATIONALE DU CANADA	17 octobre 2024	27 juin 2024
BANQUE NATIONALE DU CANADA	17 octobre 2024	27 juin 2024
BANQUE NATIONALE DU CANADA	17 octobre 2024	27 juin 2024
BANQUE NATIONALE DU CANADA	17 octobre 2024	27 juin 2024
BANQUE NATIONALE DU CANADA	17 octobre 2024	27 juin 2024

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable ou du prospectus simplifié
BANQUE NATIONALE DU CANADA	17 octobre 2024	27 juin 2024
BANQUE NATIONALE DU CANADA	17 octobre 2024	27 juin 2024
BANQUE NATIONALE DU CANADA	18 octobre 2024	27 juin 2024
BANQUE NATIONALE DU CANADA	18 octobre 2024	27 juin 2024
BANQUE NATIONALE DU CANADA	18 octobre 2024	27 juin 2024
BANQUE NATIONALE DU CANADA	21 octobre 2024	27 juin 2024
BANQUE NATIONALE DU CANADA	21 octobre 2024	27 juin 2024
BANQUE NATIONALE DU CANADA	21 octobre 2024	27 juin 2024
BANQUE NATIONALE DU CANADA	21 octobre 2024	27 juin 2024
BANQUE NATIONALE DU CANADA	21 octobre 2024	27 juin 2024
BANQUE NATIONALE DU CANADA	21 octobre 2024	27 juin 2024
BANQUE ROYALE DU CANADA	16 octobre 2024	15 mars 2024
BANQUE ROYALE DU CANADA	16 octobre 2024	15 mars 2024
BANQUE ROYALE DU CANADA	16 octobre 2024	15 mars 2024
BANQUE ROYALE DU CANADA	16 octobre 2024	15 mars 2024
BANQUE ROYALE DU CANADA	16 octobre 2024	15 mars 2024

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable ou du prospectus simplifié
BANQUE ROYALE DU CANADA	16 octobre 2024	15 mars 2024
BANQUE ROYALE DU CANADA	16 octobre 2024	15 mars 2024
BANQUE ROYALE DU CANADA	16 octobre 2024	15 mars 2024
BANQUE ROYALE DU CANADA	16 octobre 2024	15 mars 2024
BANQUE ROYALE DU CANADA	16 octobre 2024	15 mars 2024
BANQUE ROYALE DU CANADA	16 octobre 2024	15 mars 2024
BANQUE ROYALE DU CANADA	16 octobre 2024	15 mars 2024
BANQUE ROYALE DU CANADA	16 octobre 2024	15 mars 2024
BANQUE ROYALE DU CANADA	16 octobre 2024	15 mars 2024
BANQUE ROYALE DU CANADA	16 octobre 2024	15 mars 2024
BANQUE ROYALE DU CANADA	16 octobre 2024	15 mars 2024
BANQUE ROYALE DU CANADA	16 octobre 2024	15 mars 2024
BANQUE ROYALE DU CANADA	16 octobre 2024	15 mars 2024
BANQUE ROYALE DU CANADA	16 octobre 2024	15 mars 2024
BANQUE ROYALE DU CANADA	17 octobre 2024	15 mars 2024
BANQUE ROYALE DU CANADA	17 octobre 2024	15 mars 2024

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable ou du prospectus simplifié
BANQUE ROYALE DU CANADA	17 octobre 2024	15 mars 2024
BANQUE ROYALE DU CANADA	17 octobre 2024	15 mars 2024
BANQUE ROYALE DU CANADA	17 octobre 2024	15 mars 2024
BANQUE ROYALE DU CANADA	17 octobre 2024	15 mars 2024
BANQUE ROYALE DU CANADA	17 octobre 2024	15 mars 2024
BANQUE ROYALE DU CANADA	18 octobre 2024	15 mars 2024
BANQUE ROYALE DU CANADA	21 octobre 2024	15 mars 2024
BANQUE ROYALE DU CANADA	21 octobre 2024	15 mars 2024
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	15 octobre 2024	4 mars 2024
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	15 octobre 2024	4 mars 2024
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	15 octobre 2024	4 mars 2024
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	15 octobre 2024	4 mars 2024
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	15 octobre 2024	4 mars 2024
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	15 octobre 2024	4 mars 2024
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	15 octobre 2024	4 mars 2024
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	16 octobre 2024	4 mars 2024

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable ou du prospectus simplifié
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	16 octobre 2024	4 mars 2024
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	16 octobre 2024	4 mars 2024
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	17 octobre 2024	4 mars 2024
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	17 octobre 2024	4 mars 2024
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	17 octobre 2024	4 mars 2024
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	17 octobre 2024	4 mars 2024
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	17 octobre 2024	4 mars 2024
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	17 octobre 2024	4 mars 2024
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	17 octobre 2024	4 mars 2024
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	17 octobre 2024	4 mars 2024
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	18 octobre 2024	4 mars 2024
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	18 octobre 2024	4 mars 2024
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	18 octobre 2024	4 mars 2024
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	18 octobre 2024	4 mars 2024
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	18 octobre 2024	4 mars 2024
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	18 octobre 2024	4 mars 2024
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	18 octobre 2024	4 mars 2024

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable ou du prospectus simplifié
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	21 octobre 2024	4 mars 2024
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	21 octobre 2024	4 mars 2024
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	21 octobre 2024	4 mars 2024
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	21 octobre 2024	4 mars 2024
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	21 octobre 2024	4 mars 2024
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	21 octobre 2024	4 mars 2024
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	21 octobre 2024	4 mars 2024
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	15 octobre 2024	9 septembre 2024
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	15 octobre 2024	9 septembre 2024
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	15 octobre 2024	9 septembre 2024
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	15 octobre 2024	9 septembre 2024
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	16 octobre 2024	9 septembre 2024
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	16 octobre 2024	9 septembre 2024
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	16 octobre 2024	9 septembre 2024
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	16 octobre 2024	9 septembre 2024
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	16 octobre 2024	9 septembre 2024

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable ou du prospectus simplifié
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	16 octobre 2024	9 septembre 2024
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	18 octobre 2024	9 septembre 2024
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	18 octobre 2024	9 septembre 2024
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	18 octobre 2024	9 septembre 2024
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	21 octobre 2024	9 septembre 2024
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	21 octobre 2024	9 septembre 2024
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	21 octobre 2024	9 septembre 2024
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	21 octobre 2024	9 septembre 2024
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	21 octobre 2024	9 septembre 2024

Pour plus de détails ou pour obtenir copie de ces suppléments, veuillez consulter le site Internet de SEDAR+ à l'adresse : [www.sedarplus.ca](http://www.sedarplus.ca).

### 6.6.2 Dispenses de prospectus

#### **Omineca Mining and Metals Ltd. (l'« émetteur »)** **Demande de dispense**

Vu la demande présentée par l'émetteur auprès de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») le 2 octobre 2024 (la « demande »);

Vu l'article 263 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, RLRQ, c. V-1.1 (la « Loi »);

Vu le sous-paragraphe 2.1(3)(f) et le paragraphe 7.1(1) du *Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus*, RLRQ, c. V-1.1, r. 21 (le « Règlement 45-106 »);

Vu la Loi, le *Règlement 14-101 sur les définitions*, RLRQ, c. V-1.1, r. 3, le Règlement 45-106 et les termes définis suivants :

« actions » : les actions ordinaires émises et en circulation de l'émetteur;

« avis de placement de droits » : l'avis de placement de droits prévu au sous-paragraphe 2.1(3)(c) du Règlement 45-106;

« dispense demandée » : la dispense de l'obligation d'établir une version française de la notice de placement de droits prévue au sous-paragraphe 2.1(3)(f) du Règlement 45-106;

« notice de placement de droits » : la notice de placement de droits de l'émetteur en lien avec le placement de droits;

« placement de droits » : le placement de droits que l'émetteur a effectué le 3 octobre 2024;

Vu la demande visant à obtenir la dispense demandée;

Vu l'acte d'autorisation de signature de certains actes, documents ou écrits pris en vertu de l'article 24.1 de la *Loi sur l'encadrement du secteur financier*, RLRQ, c. E-6.1 et les pouvoirs délégués conformément à l'article 24 de cette même loi;

Vu les considérations suivantes :

1. L'émetteur est un émetteur assujéti en Alberta, Colombie-Britannique et Saskatchewan;
2. Les actions de l'émetteur sont inscrites à la Bourse de croissance TSX et sur l'OTCQB;
3. En date du 11 septembre 2024, l'émetteur avait 180 084 575 actions émises et en circulation;
4. En date du 18 septembre 2024, il y avait 57 porteurs véritables dont l'adresse de résidence était située au Québec, lesquels détenaient collectivement 1 562 190 actions, soit environ 0,87 % des actions émises et en circulation.

Vu les déclarations faites par l'émetteur.

En conséquence, l'Autorité accorde la dispense demandée à la condition que l'avis de placement devant être envoyé aux porteurs québécois soit établi en français.

Fait le 18 octobre 2024.

Benoît Gascon  
Directeur principal du financement des sociétés

Décision n° : 2024-FS-1064861

Les autorités canadiennes en valeurs mobilières, autre que l'Autorité des marchés financiers, qui ont agi à titre d'autorité principale sous le régime du passeport ont rendu des décisions qui ont pour effet de dispenser les personnes visées de l'application de dispositions équivalentes en vigueur au Québec en vertu de l'article 4.7 du *Règlement 11-102 sur le régime du passeport* ou de l'article 4.8 de ce règlement, selon le cas.

Pour consulter ces décisions, en obtenir copie ou effectuer une recherche à l'égard de celles-ci, veuillez vous rendre au site Internet de l'Institut canadien d'information juridique (CanLII) à l'adresse [www.canlii.org](http://www.canlii.org).

### 6.6.3 Déclarations de placement avec dispense



L'Autorité publie ci-dessous l'information concernant les placements effectués sous le bénéfice des dispenses prévues au *Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus* (« Règlement 45-106 ») et au *Règlement 45-513 sur la dispense de prospectus pour placement de titres auprès de porteurs existants* (« Règlement 45-513 »).

Nous rappelons qu'il est de la responsabilité des émetteurs de s'assurer qu'ils bénéficient des dispenses prévues au Règlement 45-106 ou au Règlement 45-513, selon le cas, avant d'effectuer un placement. Les émetteurs doivent aussi s'assurer du respect des délais impartis pour déclarer les placements et fournir une information exacte. Toute contravention aux dispositions législatives et réglementaires pertinentes constitue une infraction.

L'information contenue aux déclarations de placement avec dispense déposées conformément au Règlement 45-106 ou au Règlement 45-513 est publiée ci-dessous tel qu'elle est fournie par les émetteurs concernés. L'Autorité ne saurait être tenue responsable de quelque lacune ou erreur que ce soit dans ces déclarations.

Depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2015, l'information sur les placements avec dispense est présentée sous un nouveau format.

#### SECTION RELATIVE AUX SOCIÉTÉS

Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
ALAMOS GOLD INC.	2024-06-21	15 000 026 \$
ANGELLIST ADVISORS, LLC	2023-05-04	13 610 \$
ANTRIM BALANCED MORTGAGE FUND LTD.	2024-10-03 au 2024-10-10	5 982 901 \$
ARIANNE PHOSPHATE INC.	2024-10-10	3 808 269 \$
AURANIA RESOURCES LTD.	2024-05-09	4 247 037 \$
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2024-10-04	1 000 000 \$
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2024-10-11	20 549 051 \$
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2024-10-09	1 764 490 \$

Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2024-10-08	500 000 \$
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2024-10-10	4 694 000 \$
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2024-10-10	2 714 600 \$
BLACKSTONE ENERGY TRANSITION PARTNERS IV L. P.	2024-09-30	6 749 500 \$
BMW CANADA INC.	2024-10-10	449 976 000 \$
CASSIAR GOLD CORP. (FORMERLY MARGAUX RESOURCES LTD.)	2024-05-03	6 815 558 \$
CNH INDUSTRIEL CAPITAL CANADA LTÉE	2024-10-10	299 892 000 \$
COMMERCE RESOURCES CORP.	2023-10-30	5 453 980 \$
CPPIB CAPITAL INC.	2024-10-09	95 810 834 \$
ECAPITAL BOND CORP.	2024-10-15 au 2024-10-18	3 840 000 \$
ENMAX CORPORATION	2024-10-09	400 000 000 \$
EQUISPHERES INC.	2024-03-01	34 775 809 \$
EQUITON REAL ESTATE INCOME AND DEVELOPMENT FUND TRUST	2024-10-07	621 295 \$
EQUITON RESIDENTIAL INCOME FUND TRUST	2024-10-07	2 386 442 \$

Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
ESPRESSO VENTURE DEBT TRUST	2024-10-07	3 354 184 \$
F4 URANIUM CORP.	2024-10-11	2 084 746 \$
FIBRACAST LTD.	2024-10-10	882 191 \$
FOCUS GRAPHITE INC.	2024-10-08	400 000 \$
FONDS DE PLACEMENT IMMOBILIER CROMBIE	2024-10-11	299 937 000 \$
FONDS DE PLACEMENT IMMOBILIER DE BASE CANADIEN RBC	2024-01-25	6 159 653 \$
FONDS D'OPPORTUNITÉS CANADIENNES BRIGHTSPARK SOCIETE EN COMMANDITE	2024-10-09	5 000 000 \$
FORAN MINING CORPORATION	2024-08-08	289 052 853 \$
FORTE GROUP HOLDINGS INC.	2024-10-11	667 150 \$
FOUNDRY JV HOLDCO LLC	2024-05-07	188 443 750 \$
FREEMAN GOLD CORP.	2024-10-16	3 600 000 \$
GITENNES EXPLORATION INC.	2024-10-09	600 000 \$
GROUPE PRIME DRINK CORP.	2024-10-15	2 193 500 \$
HARBOUR EQUITY JV DEVELOPMENT FUND VIVELOPMENT FUND VI	2024-10-10	4 534 750 \$

Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
JFL EQUITY INVESTORS VI, L. P.	2024-10-01	15 192 000 \$
KENSINGTON PRIVATE EQUITY FUND	2024-10-03	3 654 463 \$
KINGDOM OF SPAIN	2024-10-01	129 702 275 \$
KOMMUNALBANKEN AS	2024-10-01	191 937 450 \$
LOMBARD STREET CAPITAL CORP.	2024-04-30	1 000 000 \$
MATIV HOLDINGS, INC.	2024-10-07	16 671 025 \$
MCF ENERGY LTD.	2024-07-31	6 044 091 \$
MINES ABCOURT INC.	2024-10-10	1 252 000 \$
MYRIAD URANIUM CORP.	2024-10-07	1 845 890 \$
NORTHERN SUPERIOR RESOURCES INC.	2024-05-28	6 178 194 \$
ORION GROUP HOLDINGS, INC.	2024-09-12	6 824 381 \$
OSISKO DÉVELOPPEMENT CORP.	2024-10-01	32 636 279 \$
OSISKO DÉVELOPPEMENT CORP.	2024-10-11	14 210 106 \$
OURCROWD (INVESTMENT IN USVP SELECT I) L.P.	2024-10-13	87 750 \$
PACIFIC RIDGE EXPLORATION LTD.	2024-03-22	1 675 420 \$

Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
PINNACLE LIFESTYLES FUND III INCORPORATED	2024-10-18	250 000 \$
PLACEMENTS OMÉGA S.E.C.	2024-10-07 au 2024-10-15	800 000 \$
PROVENANCE GOLD CORP.	2024-10-09	1 466 500 \$
RESSOURCES E-POWER INC.	2024-07-24	100 000 \$
RISE PROPERTIES TRUST	2024-10-11	60 000 \$
SHORE CAPITAL BUSINESS SERVICES PARTNERS FUND II, L. P.	2024-10-01	1 012 800 \$
SHORE CAPITAL HEALTHCARE ADVANTAGE FUND, L. P.	2024-10-01	1 350 400 \$
SIENNA SENIOR LIVING INC. (FORMERLY LEISUREWORLD SENIOR CARE CORPORATION)	2024-10-17	149 500 000 \$
SIMPLE VENTURES, L.P.	2024-10-07 au 2024-10-16	1 775 000 \$
SMARTCENTRES REAL ESTATE INVESTMENT TRUST	2023-05-29	300 000 000 \$
SOCIETE EN COMMANDITE HOLDING FPI GRANITE	2024-10-04	800 000 000 \$
STACK 12 LP	2024-10-03	4 265 100 \$
STANDARD AERO, INC.	2024-10-03	48 630 264 \$

Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
STARTON THERAPEUTICS INC. (FORMERLY CHEMIOCARE INC.)	2024-10-10	12 237 830 \$
TAJIRI RESOURCES CORP.	2024-10-09	495 000 \$
TD GREYSTONE INFRASTRUCTURE FUND (CANADA) LP	2024-10-10	4 324 812 \$
THE GREYBROOK CAMBRIDGE II TRUST	2024-06-18	13 787 300 \$
TREZ CAPITAL YIELD TRUST	2024-10-07 au 2024-10-11	507 308 \$
TREZ CAPITAL YIELD TRUST US (CANADIAN \$)	2024-10-07 au 2024-10-11	3 319 150 \$
TROY MINERALS INC.	2024-07-31	892 750 \$
WESTERN COPPER AND GOLD CORPORATION	2023-05-01	2 311 268 \$
WFO EVEREST EVS S.E.C.	2024-10-09	7 565 621 \$
YORKVILLE HEALTH CARE FUND	2024-05-03	4 581 065 \$

## SECTION RELATIVE AUX FONDS D'INVESTISSEMENT

Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
ARES INFRASTRUCTURE DEBT FUND VI (ONTARIO USD U) LP	2024-09-27 au 2024-09-27	67 495 000 \$

Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
BAM LONG SHORT EQUITY FUND	2023-01-01 au 2023-12-31	27 770 823 \$
FIERA ASFI - ACTIVE LONG TERM BOND FUND	2023-01-01 au 2023-12-31	149 567 929 \$
FIERA CRS BALANCED ETHICAL FUND	2023-01-01 au 2023-12-31	9 114 757 \$
FONDS ACCRÉDITIVE MEI II	2024-10-10 au 2024-10-10	1 361 080 \$
FONDS D' ACTIONS MARCHÉS ÉMERGENTS Q CC&L	2023-01-01 au 2023-12-31	420 088 280 \$
FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS ET DES TRAVAILLEUSES DU QUÉBEC (FTQ)	2023-01-01 au 2023-12-31	24 530 023 \$
FONDS DE VALEUR D' ACTIONS AMÉRICAINES	2023-01-01 au 2023-12-31	300 869 242 \$
FONDS FIERA ACTIONS CANADIENNES "CORE"	2023-01-01 au 2023-12-31	63 783 309 \$
FONDS FIERA ACTIONS INTERNATIONALES	2023-01-01 au 2023-12-31	165 353 808 \$
FONDS FIERA ASFI - GESTION ACTIVE OBLIGATIONS CANADIENNES UNIVERS (ANCIENNEMENT FONDS FIERA OBLIGATIONS - GESTION ACTIVE	2023-01-01 au 2023-12-31	210 407 116 \$
FONDS FIERA DE GESTION ACTIVE D'ENCAISSE	2023-01-01 au 2023-12-31	1 014 285 842 \$

Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
FONDS FIERA DE GESTION DES RISQUES LIÉS AUX RÉGIMES P.D. (LONG TERME)	2023-01-01 au 2023-12-31	507 562 379 \$
FONDS FIERA GESTION INTÉGRÉE - COURT TERME	2023-01-01 au 2023-12-31	47 169 237 \$
FONDS FIERA SCEPTRE ÉQUILIBRÉ "CORE"	2023-01-01 au 2023-12-31	116 370 932 \$
FONDS OBLIGATIONS DURABLES BONIFIÉES NYMBUS	2023-01-01 au 2023-12-31	48 390 100 \$
FONDS OPTIMUM ACTIONS CANADIENNES À FAIBLE VOLATILITÉ	2023-01-01 au 2023-12-31	10 808 135 \$
FONDS OPTIMUM ACTIONS MONDIALES	2023-01-01 au 2023-12-31	17 275 780 \$
FONDS PRIVÉ GPD INTÉRÊTS ÉLEVÉS	2023-01-01 au 2023-12-31	2 624 116 139 \$
FONDS REIT NYMBUS	2023-01-01 au 2023-12-31	10 214 199 \$
FORMULA GROWTH GLOBAL OPPORTUNITIES FUND	2023-01-01 au 2023-12-31	164 480 \$
HAMILTON LANE GLOBAL PRIVATE ASSETS FUND	2023-06-01 au 2023-11-02	1 085 059 \$
HAMILTON LANE SENIOR CREDIT OPPORTUNITIES CANADA (FEEDER) FUND	2023-01-03 au 2023-12-01	209 203 449 \$
ICG SENIOR DEBT PARTNERS FUND - ICG SDP 2	2023-01-01 au 2023-12-31	828 905 \$



Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
LEON FRAZER CANADIAN DIVIDEND FUND	2023-01-01 au 2023-12-31	14 154 482 \$
POLAR MULTI-STRATEGY FUND (CANADA)	2023-01-03 au 2023-12-01	131 440 962 \$
SPRINGFIELD GLOBAL EQUITY POOL	2023-01-03 au 2023-06-14	5 381 316 \$
STEWARDSHIP ALTERNATIVE INCOME FUND	2023-01-06 au 2023-12-22	56 180 900 \$
STEWARDSHIP ALTERNATIVE INCOME FUND	2023-01-06 au 2023-12-12	56 180 900 \$
UBS (LUX) EQUITY SICAV - LONG TERM	2023-02-07 au 2023-04-21	56 768 \$
UBS (LUX) EQUITY SICAV - US TOTAL YIELD	2023-02-02 au 2023-04-19	27 200 \$
UBS (LUX) REAL ESTATE FUNDS SELECTION- GLOBAL	2023-01-01 au 2023-12-31	25 090 515 \$

Pour de plus amples renseignements relativement aux placements énumérés ci-dessus, veuillez consulter les dossiers disponibles à la salle des dossiers de l'Autorité.

#### 6.6.4 Refus

Aucune information.

#### 6.6.5 Divers

Aucune information.

Les autorités canadiennes en valeurs mobilières, autre que l'Autorité des marchés financiers, qui ont agi à titre d'autorité principale sous le régime du passeport ont rendu des décisions qui ont pour effet de dispenser les personnes visées de l'application de dispositions équivalentes en vigueur au Québec en vertu de l'article 4.7 du *Règlement 11-102 sur le régime du passeport* ou de l'article 4.8 de ce règlement, selon le cas.

Pour consulter ces décisions, en obtenir copie ou effectuer une recherche à l'égard de celles-ci, veuillez vous rendre au site Internet de l'Institut canadien d'information juridique (CanLII) à l'adresse [www.canlii.org](http://www.canlii.org).

## 6.7 AGRÉMENTS, AUTORISATIONS ET OPÉRATIONS SUR DÉRIVÉS DE GRÉ À GRÉ

Aucune information.

## 6.8 OFFRES PUBLIQUES

Aucune information.

## 6.9 INFORMATION SUR LES VALEURS EN CIRCULATION

Aucune information.

## 6.10 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

## 6.11 ANNEXES ET AUTRES RENSEIGNEMENTS

**ANNEXE 1 DÉPÔTS DE DOCUMENTS D'INFORMATION****RAPPORTS TRIMESTRIELS**

	Date du document
AMERICAN EXPRESS COMPANY	2024-09-30
BELL COPPER CORPORATION	2024-09-30
CAPHA PHARMACEUTICALS INC.	2024-09-30
COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER NATIONAUX DU CANADA	2024-09-30
CUBICFARM SYSTEMS CORP.	2024-03-31
GENERAL MOTORS COMPANY	2024-09-30
NEW KLONDIKE EXPLORATION LTD.	2024-08-31
OUTDOORPARTNER MEDIA CORPORATION	2024-08-31
PINETREE CAPITAL LTD.	2024-09-30
PULSE SEISMIC INC.	2024-09-30
TFI INTERNATIONAL INC.	2024-09-30

**ÉTATS FINANCIERS ANNUELS**

	Date du document
DGTL HOLDINGS INC. (FORMERLY CONSCIENCE CAPITAL INC.)	2024-05-31
MINES ABCOURT INC.	2024-06-30
STRATEGIC RESOURCES INC.	2024-06-30



**RAPPORTS ANNUELS**

Date du document

DGTL HOLDINGS INC. (FORMERLY CONSCIENCE CAPITAL INC.)	2024-05-31
---	------------

MINES ABCOURT INC.	2024-06-30
--------------------	------------

STRATEGIC RESOURCES INC.	2024-06-30
--------------------------	------------

**CIRCULAIRES EN VUE DE LA SOLLICITATION DE PROCURATION**

Date du document

FONDS D'OPPORTUNITÉS DE REVENU TACTIQUE PIMCO

FONDS DE REVENU MULTISECTORIEL PIMCO

FONDS DE REVENU TACTIQUE PIMCO

FREQUENCY EXCHANGE CORP.

GIYANI METALS CORP.

GRAPHENE MANUFACTURING GROUP LTD.

GUNGNIR RESOURCES INC.

RECONNAISSANCE ENERGY AFRICA LTD.

RESSOURCES GÉOMÉGA INC.

TUDOR GOLD CORP.

WESTGOLD RESOURCES LIMITED

*NOTICE ANNUELLE*

Date du document

AUCUNE INFORMATION DISPONIBLE

*AVIS D'EMPLOI DU PRODUIT*

Date du document

AUCUNE INFORMATION DISPONIBLE

## ANNEXE 2 DÉCLARATIONS D'INITIÉS (FORMAT ÉLECTRONIQUE - SEDI)

**Liste des symboles employés pour les déclarations en format SEDI (Système électronique de déclaration des initiés)**

<b>RELATIONS AVEC L'ÉMETTEUR ASSUJETTI</b>	45 : Contrepartie d'un bien
1 : Émetteur assujetti ayant acquis ses propres titres	46 : Contrepartie de services
2 : Filiale de l'émetteur assujetti	47 : Acquisition ou aliénation par don
3 : Porteur de titres qui détient en propriété véritable ou contrôle plus de 10 % des titres d'un émetteur assujetti ( <i>Loi sur les valeurs mobilières</i> du Québec – 10 % d'une catégorie d'actions) comportant le droit de vote ou droit de participer, sans limite, au bénéfice et au partage en cas de liquidation	48 : Acquisition par héritage ou aliénation par legs
4 : Administrateur d'un émetteur assujetti	<b>Dérivés émis par l'émetteur</b>
5 : Dirigeant d'un émetteur assujetti	50 : Attribution d'options
6 : Administrateur ou dirigeant d'un porteur de titres visé en 3	51 : Levée d'options
7 : Administrateur ou dirigeant d'un initié à l'égard de l'émetteur assujetti ou d'une filiale de l'émetteur assujetti, autre que 4, 5 et 6	52 : Expiration d'options
8 : Initié présumé – six mois avant de devenir initié	53 : Attribution de bons de souscription
<b>NATURE DE L'OPÉRATION</b>	54 : Exercice de bons de souscription
<b>Généralités</b>	55 : Expiration de bons de souscription
00 : Solde d'ouverture – Déclaration initiale format SEDI	56 : Attribution de droits de souscription
10 : Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	57 : Exercice de droits de souscription
11 : Acquisition ou aliénation effectuée privément	58 : Expiration de droits de souscription
15 : Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	59 : Exercice au comptant
16 : Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	<b>Dérivés émis par un tiers</b>
22 : Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, un regroupement ou une acquisition	70 : Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers
30 : Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	71 : Exercice d'un dérivé émis par un tiers
35 : Dividende en actions	72 : Autre règlement d'un dérivé émis par un tiers
36 : Conversion ou échange	73 : Expiration d'un dérivé émis par un tiers
37 : Division ou regroupement d'actions	<b>Divers</b>
38 : Rachat – annulation	90 : Changements relatifs à la propriété
40 : Vente à découvert	97 : Autres
	99 : Correction d'information
	<b>NATURE DE L'EMPRISE</b>
	D : Propriété directe
	I : Propriété indirecte
	C : Contrôle
	<b>AUTRES MENTIONS</b>
	O : Opération originale
	M : Première modification
	M' : Deuxième modification
	M'' : Troisième modification, etc.
	R : Opération déclarée hors délai (en retard).

**AVIS**

L'information publiée dans cette annexe provient du Système électronique de déclaration des initiés (SEDI). Les initiés assujettis doivent déclarer leur emprise ou une modification à leur emprise sur les titres d'un émetteur assujetti dans un délai de **cinq jours**, sauf dans certains cas précis.

Émetteur	Relation	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
<b>01 Communique Laboratory Inc.</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Train, William, Archibald	4	O	2024-10-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	0.0400	ON
		O	2024-10-16	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 000	0.0400	ON
<b>A&amp;W Revenue Royalties Income Fund</b>								
<i>Parts de fiducie</i>								
A&W Food Services of Canada Inc.	3	O	2002-02-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2024-10-18	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	14 585 673	37.0000	BC
Anderson, Catherine Isabel	5	O	2024-10-18	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(219)	37.0000	BC
Anthony Ryan Anderson	PI	O	2024-10-18	C	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(241)	37.0000	BC
Atkinson, Michael	5	O	2024-10-18	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(3 995)	37.0000	BC
Blankstein, Kelly Anne	5	O	2024-10-18	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(670)	37.0000	BC
Dunn, Andrew William	4	O	2024-10-18	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(3 000)	37.0000	BC
		O	2024-10-18	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(2 000)	37.0000	BC
Fussey, Robert	6	O	2024-10-18	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(200)	37.0000	BC
		O	2024-10-18	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(325)	37.0000	BC
Glowinsky, Fern Tammy	4	O	2024-10-18	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(906)	37.0000	BC
Hollands, Paul Francis Bruce	6	O	2024-10-18	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(2 000)	37.0000	BC
John W. Hollands	PI	O	2024-10-18	C	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(1 540)	37.0000	BC
Maria Wiesner	PI	O	2024-10-18	C	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(4 751)	37.0000	BC
Wavin' In The Breeze Holdings Inc.	PI	O	2024-10-18	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(61 233)	37.0000	BC
Mahoney, Kevin	4	O	2024-10-18	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(1 000)	37.0000	BC
Mindell, David Allen	4	O	2024-10-18	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(2 104)	37.0000	BC
The Cedarhurst Foundation	PI	O	2024-10-18	C	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(53 021)	37.0000	BC
MOONEY, JEFFERSON	6							
Weeo Gweat Enterprises Inc.	PI	O	2024-10-18	I	36 - Conversion ou échange	(153 772)		BC
Parente, Patricia	6	O	2024-10-18	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(121)	37.0000	BC
John G Parente	PI	O	2024-10-18	C	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(149)	37.0000	BC
Senecal, Susan	6	O	2024-10-18	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(21 499)	37.0000	BC
Todd, Brent	6							
Stella Todd	PI	O	2024-10-18	C	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(635)	37.0000	BC
<b>ACT Energy Technologies Ltd.</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Tremblay, Dale E.	4	O	2024-10-18	D	51 - Exercice d'options	13 000	4.2000	AB
<i>Options</i>								

Émetteur	Relation	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
<b>ADCORE Inc.</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Puar, Sukvinder Sokhie	4	O	2021-01-03	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2024-10-15	D	97 - Autre	248 950	0.3300	ON
<b>Alamos Gold Inc.</b>								
<i>Actions ordinaires Class A</i>								
Bostwick, Christopher John	5	O	2024-09-26	D	30 - Acquisition ou alié- nation en vertu d'un régime d'actionnariat	64	27.5300	ON
		O	2024-09-30	D	30 - Acquisition ou alié- nation en vertu d'un régime d'actionnariat	200	27.8745	ON
Chavez - Martinez, Mario Luis	5	O	2024-09-26	D	30 - Acquisition ou alié- nation en vertu d'un régime d'actionnariat	3	27.5300	ON
		O	2024-09-30	D	30 - Acquisition ou alié- nation en vertu d'un régime d'actionnariat	200	20.6476USD	ON
Elhaj, Khalid	5	O	2024-09-26	D	30 - Acquisition ou alié- nation en vertu d'un régime d'actionnariat	11	27.5300	ON
		O	2024-09-30	D	30 - Acquisition ou alié- nation en vertu d'un régime d'actionnariat	130	27.8745	ON
Engelstad, Nils Frederik Jonas	5, 8	O	2024-09-30	D	30 - Acquisition ou alié- nation en vertu d'un régime d'actionnariat	226	27.8745	ON
Fisher, Gregory S.	5	O	2024-09-26	D	30 - Acquisition ou alié- nation en vertu d'un régime d'actionnariat	36	27.5300	ON
		O	2024-09-30	D	30 - Acquisition ou alié- nation en vertu d'un régime d'actionnariat	188	27.8745	ON
Fitzgerald, John Michael	5	O	2024-09-26	D	30 - Acquisition ou alié- nation en vertu d'un régime d'actionnariat	17	27.5300	ON
		O	2024-09-30	D	30 - Acquisition ou alié- nation en vertu d'un régime d'actionnariat	173	27.8745	ON
Guimond, Luc	5	O	2024-09-26	D	30 - Acquisition ou alié- nation en vertu d'un régime d'actionnariat	1	27.5300	ON
		O	2024-09-30	D	30 - Acquisition ou alié- nation en vertu d'un régime d'actionnariat	293	27.8745	ON
Lichowit, Nicole Marie	5	O	2024-09-30	D	30 - Acquisition ou alié- nation en vertu d'un régime d'actionnariat	158	27.8745	ON
McCluskey, John	4, 5	O	2024-09-26	D	30 - Acquisition ou alié- nation en vertu d'un régime d'actionnariat	58	27.5300	ON
		O	2024-09-30	D	30 - Acquisition ou alié- nation en vertu d'un régime d'actionnariat	483	27.8745	ON
Parsons, Scott Kyle	5	O	2024-09-26	D	30 - Acquisition ou alié- nation en vertu d'un régime d'actionnariat	50	27.5300	ON
		O	2024-09-30	D	30 - Acquisition ou alié- nation en vertu d'un régime d'actionnariat	170	27.8745	ON
Parsons, Scott Russell Gordon	5	O	2024-09-26	D	30 - Acquisition ou alié- nation en vertu d'un régime d'actionnariat	8	27.5300	ON
		O	2024-09-30	D	30 - Acquisition ou alié- nation en vertu d'un régime d'actionnariat	169	27.8745	ON
PAULSE, ADRIAN	5	O	2024-09-26	D	30 - Acquisition ou alié- nation en vertu d'un régime d'actionnariat	34	27.5300	ON
		O	2024-09-30	D	30 - Acquisition ou alié- nation en vertu d'un régime d'actionnariat	146	27.8745	ON
Sherry, Lynsey Suzanne	5	O	2024-09-26	D	30 - Acquisition ou alié- nation en vertu d'un régime d'actionnariat	2	27.5300	ON
		O	2024-09-30	D	30 - Acquisition ou alié- nation en vertu d'un régime d'actionnariat	125	27.8745	ON
Tang, Grace	5	O	2024-09-26	D	30 - Acquisition ou alié- nation en vertu d'un régime d'actionnariat	4	27.5300	ON
		O	2024-09-30	D	30 - Acquisition ou alié- nation en vertu d'un régime d'actionnariat	126	27.8745	ON
Thompson, Rebecca	5	O	2024-09-26	D	30 - Acquisition ou alié- nation en vertu d'un régime d'actionnariat	11	27.5300	ON
		O	2024-09-30	D	30 - Acquisition ou alié- nation en vertu d'un régime d'actionnariat	135	27.8745	ON
Webster, Colin	5	O	2024-09-26	D	30 - Acquisition ou alié- nation en vertu d'un régime d'actionnariat	33	27.5300	ON
		O	2024-09-30	D	30 - Acquisition ou alié- nation en vertu d'un régime d'actionnariat	117	27.8745	ON
<i>Droits Deferred Share Units</i>								
Ellingham, Elaine	4	O	2024-09-26	D	30 - Acquisition ou alié- nation en vertu d'un régime d'actionnariat	126	27.5300	ON
Fleck, David Alexander	4	O	2024-09-26	D	30 - Acquisition ou alié- nation en vertu d'un régime d'actionnariat	210	27.5300	ON
Gower, David Patrick	4	O	2024-09-26	D	30 - Acquisition ou alié- nation en vertu d'un régime d'actionnariat	202	27.5300	ON
Kennedy, Claire Marie Catherine	4	O	2024-09-26	D	30 - Acquisition ou alié- nation en vertu d'un régime d'actionnariat	196	27.5300	ON
Mercier, Monique	4	O	2024-09-26	D	30 - Acquisition ou alié- nation en vertu d'un régime d'actionnariat	101	27.5300	ON
Murphy, Paul	4	O	2024-09-26	D	30 - Acquisition ou alié- nation en vertu d'un régime d'actionnariat	324	27.5300	ON
Prichard, John Robert Stobo	4	O	2024-09-26	D	30 - Acquisition ou alié- nation en vertu d'un régime d'actionnariat	167	27.5300	ON
		O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou alié- nation en vertu d'un régime d'actionnariat	224		ON
Usmar, Shaun Alleyne	4	O	2024-09-26	D	30 - Acquisition ou alié- nation en vertu d'un régime d'actionnariat	19	27.5300	ON
<i>Droits Restricted Share Units</i>								
Bostwick, Christopher John	5	O	2024-09-26	D	30 - Acquisition ou alié- nation en vertu d'un régime d'actionnariat	25	27.5300	ON
Chavez - Martinez, Mario Luis	5	O	2024-09-26	D	30 - Acquisition ou alié- nation en vertu d'un régime d'actionnariat	22	27.5300	ON
Elhaj, Khalid	5	O	2024-09-26	D	30 - Acquisition ou alié- nation en vertu d'un régime d'actionnariat	32	27.5300	ON
Engelstad, Nils Frederik Jonas	5, 8	O	2024-09-26	D	30 - Acquisition ou alié- nation en vertu d'un régime d'actionnariat	25	27.5300	ON
Fisher, Gregory S.	5	O	2024-09-26	D	30 - Acquisition ou alié- nation en vertu d'un régime d'actionnariat	37	27.5300	ON
Fitzgerald, John Michael	5	O	2024-09-26	D	30 - Acquisition ou alié- nation en vertu d'un régime d'actionnariat	36	27.5300	ON
Guimond, Luc	5	O	2024-09-26	D	30 - Acquisition ou alié- nation en vertu d'un régime d'actionnariat	85	27.5300	ON
Lichowit, Nicole Marie	5	O	2024-09-26	D	30 - Acquisition ou alié- nation en vertu d'un régime d'actionnariat	10	27.5300	ON

Émetteur	Relation	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-ri- se	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
<i>Initié</i>								
<i>Porteur inscrit</i>								
McCluskey, John	4, 5	O	2024-09-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	196	27.5300	ON
Parsons, Scott Kyle	5	O	2024-09-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	36	27.5300	ON
Parsons, Scott Russell Gordon	5	O	2024-09-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	26	27.5300	ON
PAULSE, ADRIAN	5	O	2024-09-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	20	27.5300	ON
Sherry, Lynsey Suzanne	5	O	2024-09-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	7	27.5300	ON
Tang, Grace	5	O	2024-09-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	38	27.5300	ON
Thompson, Rebecca	5	O	2024-09-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	20	27.5300	ON
Webster, Colin	5	O	2024-09-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	21	27.5300	ON
<i>Droits Rights Performance Share Units</i>								
Bostwick, Christopher John	5	O	2024-09-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	79	27.5300	ON
Chavez - Martinez, Mario Luis	5	O	2024-09-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	72	27.5300	ON
Elhaj, Khalid	5	O	2024-09-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	43	27.5300	ON
Engelstad, Nils Frederik Jonas	5, 8	O	2024-09-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	77	27.5300	ON
Fisher, Gregory S.	5	O	2024-09-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	84	27.5300	ON
Fitzgerald, John Michael	5	O	2024-09-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	73	27.5300	ON
Guimond, Luc	5	O	2024-09-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	107	27.5300	ON
Lichowit, Nicole Marie	5	O	2024-09-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	21	27.5300	ON
McCluskey, John	4, 5	O	2024-09-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	392	27.5300	ON
Parsons, Scott Kyle	5	O	2024-09-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	73	27.5300	ON
Parsons, Scott Russell Gordon	5	O	2024-09-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	60	27.5300	ON
PAULSE, ADRIAN	5	O	2024-09-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	47	27.5300	ON
Sherry, Lynsey Suzanne	5	O	2024-09-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	16	27.5300	ON
Tang, Grace	5	O	2024-09-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	23	27.5300	ON
Thompson, Rebecca	5	O	2024-09-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	47	27.5300	ON
Webster, Colin	5	O	2024-09-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	69	27.5300	ON
<b>Alaska Energy Metals Corporation</b>								
<i>RSU</i>								
Breytenbach, Tyrone	4	O	2024-07-19	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2024-10-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 500 000		BC
Stalker, John	4	O	2024-07-18	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2024-10-21	D	97 - Autre	3 000 000		BC
VETRO, MARIO	4	O	2024-07-19	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2024-10-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	900 000		BC
<b>Algonquin Power &amp; Utilities Corp.</b>								
<i>Deferred Share Units</i>								
Barnes, Melissa Stapleton	4	O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 334	6.9165	ON
Carter, Brett	4	O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	81	6.9165	ON
Chande, Ameer	4	O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	556	6.9165	ON
Goldberg, Daniel S.	4	O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	643	6.9165	ON
Huskilson, Christopher	4	O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	506	6.9165	ON
Laney, Randy David	4	O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 177	6.9165	ON
Levenson, David	4	O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	156	6.9165	ON
Lopez, Christopher Felix	4	O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	142	6.9165	ON
Samil, Dilek	4	O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 532	6.9165	ON
<i>Performance Share Units</i>								
MacDonald, Sarah Ruth	5	O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	656	6.9165	ON
Myers, Darren	5	O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	392	6.9165	ON
		O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 671	6.9165	ON
		O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 771	6.9165	ON
Norman, Jeffery Todd	5	O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	449	6.9165	ON
		O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	865	6.9165	ON
		O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 008	6.9165	ON
Penny, Colin Michael	5	O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	163	6.9165	ON
		O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	313	6.9165	ON
		O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	354	6.9165	ON
Tindale, Jennifer Sara	5	O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	416	6.9165	ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	802	6.9165	ON
		O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	958	6.9165	ON
<i>Restricted Share Units</i>								
Huskilson, Christopher	4	O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 927	6.9165	ON
		O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	6 576	6.9165	ON
MacDonald, Sarah Ruth	5	O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	44	6.9165	ON
		O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	175	6.9165	ON
Myers, Darren	5	O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	252	6.9165	ON
		O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 114	6.9165	ON
		O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	590	6.9165	ON
Norman, Jeffery Todd	5	O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	221	6.9165	ON
		O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	288	6.9165	ON
		O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	275	6.9165	ON
		O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	209	6.9165	ON
		O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	336	6.9165	ON
Penny, Colin Michael	5	O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	290	6.9165	ON
		O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	117	6.9165	ON
Tindale, Jennifer Sara	5	O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	509	6.9165	ON
		O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	320	6.9165	ON
<b>Allied Properties Real Estate Investment Trust</b>								
<i>Parts</i>								
Andrade, Matthew Philip	4							
Family RESP	PI	O	2024-10-15	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3	19.6698	ON
Monica Andrade LIRA	PI	O	2024-10-15	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2	19.6698	ON
Monica Andrade Spousal RRSP	PI	O	2024-10-15	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1	19.6698	ON
<b>Altus Group Limited</b>								
<i>Deferred Share Units</i>								
Au, Wai-Fong	4	O	2024-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	985	53.0200	ON
		O	2024-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	18	53.0200	ON
Brown, Angela Louise	4	O	2024-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 310	53.0200	ON
		O	2024-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	94	53.0200	ON
Dyer, Colin	4	O	2024-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 343	53.0200	ON
		O	2024-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	46	53.0200	ON
Gordon, Michael	4	O	2024-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 180	53.0200	ON
		O	2024-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	28	53.0200	ON
Long, Anthony	4	O	2024-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	692	53.0200	ON
		O	2024-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	65	53.0200	ON
Mikulich, Raymond	4	O	2024-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 642	53.0200	ON
		O	2024-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	151	53.0200	ON
Schuetz, Carolyn Margaret	4	O	2024-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	692	53.0200	ON
		O	2024-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	14	53.0200	ON
Warsop, III, Thomas Woodrow	4	O	2024-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	693	53.0200	ON
		O	2024-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	1	53.0200	ON
Woodruff, Janet Patricia	4	O	2024-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	692	53.0200	ON
		O	2024-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	82	53.0200	ON
<b>Americas Gold and Silver Corporation</b>								
<i>Options</i>								
Blasutti, Darren John	5	O	2024-10-15	D	50 - Attribution d'options	700 000		ON
Carson, Christine	4	O	2024-10-15	D	50 - Attribution d'options	250 000		ON
Davidson, Alexander John	4	O	2024-10-15	D	50 - Attribution d'options	250 000		ON
Edwards, Alan R.	4	O	2024-10-15	D	50 - Attribution d'options	250 000		ON
Kipp, Bradley Robert	4	O	2024-10-15	D	50 - Attribution d'options	250 000		ON
McCann, Christopher	5	O	2024-10-15	D	50 - Attribution d'options	225 000		ON
McRae, Peter	5	O	2024-10-15	D	50 - Attribution d'options	525 000		ON
Pridham, Gordon E.	4	O	2024-10-15	D	50 - Attribution d'options	250 000		ON
RIVERA RABA, MANUEL ALBERTO	4	O	2024-10-15	D	50 - Attribution d'options	250 000		ON

Émetteur	Relation	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-ri- se	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
<b>Titre</b>								
<b>Initié</b>								
<b>Porteur inscrit</b>								
Varga, Warren	5	O	2024-10-15	D	50 - Attribution d'options	525 000		ON
Waisberg, Lorie	4	O	2024-10-15	D	50 - Attribution d'options	250 000		ON
<b>Americas Petrogas Inc.</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Coloured Ties Capital Inc.	1	O	2013-06-20	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		M	2022-07-13	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		M'	2022-07-13	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		M''	2022-07-13	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
<b>Amex Exploration inc.</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
2176423 Ontario Ltd.	3	O	2024-10-18	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	909 091	1.1000	QC
		M	2024-10-18	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	870 000	1.1500	QC
Sprott, Eric	3							
2176423 Ontario Ltd.	PI	O	2024-10-18	I	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	909 091	1.1000	QC
		M	2024-10-18	I	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	870 000	1.1500	QC
<i>Bons de souscription</i>								
2176423 Ontario Ltd.	3	O	2024-10-18	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	454 546	1.1000	QC
		M	2024-10-18	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	435 000	1.4000	QC
Sprott, Eric	3							
2176423 Ontario Ltd.	PI	O	2024-10-18	I	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	454 546	1.1000	QC
		M	2024-10-18	I	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	435 000	1.4000	QC
<b>Artis Real Estate Investment Trust</b>								
<i>Deferred Units</i>								
Irwin, Heather-Anne	4	O	2024-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	249	8.0400	MB
Moss, Jacqueline Crysler	4	O	2024-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	11	8.0400	MB
Rodney, Benjamin Ryan	4	O	2024-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	781	8.0400	MB
Shaikh, Mazhar H. (Mike)	4	O	2024-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	356	8.0400	MB
Wigmore, Elisabeth Shirley	4	O	2024-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	395	8.0400	MB
<i>Parts</i>								
Artis Real Estate Investment Trust	1	O	2024-10-18	D	38 - Rachat ou annulation	196 700	8.2871	MB
<i>Restricted Units</i>								
Koenig, Jaclyn	5	O	2024-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	417	8.0400	MB
Manji, Samir Aziz	4, 6, 5	O	2024-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 193	8.0400	MB
Martens, Philip	5	O	2024-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	104	8.0400	MB
Riley, Kimberly	5	O	2024-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	430	8.0400	MB
Watson, Kara	5	O	2024-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	126	8.0400	MB
<b>ATCO LTD.</b>								
<i>Actions sans droit de vote Class I</i>								
Armstrong, James	5	O	2024-06-27	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(24)		AB
<b>Aurinia Pharmaceuticals Inc.</b>								
<i>Options</i>								
Tang, Kevin	4							
Tang Capital Partners, LP	PI	O	2024-10-18	C	52 - Expiration d'options	(30 000)	6.0000USD	AB
<b>Banque de Montréal</b>								
<i>Deferred Share Units</i>								
Bakhshi, Nandita	7	O	2024-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	202	127.8600	QC
Casper, David Robert	5	O	2024-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	715	127.8600	QC
Cepeda, Adela	7	O	2024-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	202	127.8600	QC
Connelly, Kevin Michael	7	O	2024-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	580	127.8600	QC
Cooper, Diane Louise	7	O	2024-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	337	127.8600	QC
Cope, George	4	O	2024-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	202	127.8600	QC
Edwards, Christine A.	4	O	2024-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	512	127.8600	QC
Matthews, Charles Raymond	7	O	2024-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	512	127.8600	QC
Munce, Claudia Fan	7	O	2024-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	202	127.8600	QC
Van Handel, Michael	7	O	2024-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	364	127.8600	QC
<b>Blue Moon Metals Inc</b>								



Émetteur	Relation	État opéré	Date de l'opération	Emprise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
<b>Actions ordinaires</b>								
Belanger, Maryse	4	O	2024-10-17	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
Hodaly, Haytham Henry	4	O	2024-10-17	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
Kargl-Simard, Christian Peter	4	O	2024-10-17	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
<b>Brookfield Corporation (formerly Brookfield Asset Management Inc.)</b>								
<i>Actions ordinaires Class A Limited Voting</i>								
Lawson, Brian	6, 5	O	2024-10-16	D	90 - Changements relatifs à la propriété	(31 978)		ON
The Brian and Joanna Lawson Family Foundation	PI	O	2024-10-16	I	90 - Changements relatifs à la propriété	31 978		ON
<b>BRP Inc.</b>								
<i>Deferred Share Units</i>								
Beaudoin, Elaine	4	O	2024-10-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	6	80.3900	QC
Beaudoin, Pierre	4	O	2024-10-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	21	80.3900	QC
Bekenstein, Joshua	4	O	2024-10-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	21	80.3900	QC
Bombardier, Charles	4	O	2024-10-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	19	80.3900	QC
Hernández, Ernesto M.	4	O	2024-10-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	16	80.3900	QC
Katherine, Kountze	4	O	2024-10-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	16	80.3900	QC
Nomicos, Nicholas George	4	O	2024-10-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	21	80.3900	QC
Philip, Edward Michael	4	O	2024-10-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	86	80.3900	QC
Ross, Michael	4	O	2024-10-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	8	80.3900	QC
Samardzich, Barbara Jean	4	O	2024-10-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	37	80.3900	QC
<b>Calian Group Ltd.</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Calian Technologies Ltd	1	O	2024-10-16	D	38 - Rachat ou annulation	1 750	50.7000	ON
		O	2024-10-16	D	38 - Rachat ou annulation	(1 750)		ON
		O	2024-10-17	D	38 - Rachat ou annulation	800	50.7500	ON
		O	2024-10-17	D	38 - Rachat ou annulation	(800)		ON
		O	2024-10-18	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	51.0600	ON
		O	2024-10-18	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)		ON
		O	2024-10-21	D	38 - Rachat ou annulation	1 750	50.6200	ON
		O	2024-10-21	D	38 - Rachat ou annulation	(1 750)		ON
		O	2024-10-22	D	38 - Rachat ou annulation	1 700	50.6000	ON
		O	2024-10-22	D	38 - Rachat ou annulation	(1 700)		ON
<b>Canadian Western Bank</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Bibby, Andrew John	4							
RRSP	PI	O	2024-09-26	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	76		AB
TFSA	PI	O	2024-09-26	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	9		AB
<b>CGI inc.</b>								
<i>Deferred Stock Unit (DSUs) / Unités d'actions différées UAD</i>								
Brochu, Sophie	4	O	2024-10-17	D	56 - Attribution de droits de souscription	412	157.7200	QC
Cope, George	4	O	2024-10-17	D	56 - Attribution de droits de souscription	460	157.7200	QC
Cote, Jacynthe	4	O	2024-10-17	D	56 - Attribution de droits de souscription	357	157.7200	QC
Labbé, Gilles	4	O	2024-10-17	D	56 - Attribution de droits de souscription	412	157.7200	QC
Pedersen, Mike	4	O	2024-10-17	D	56 - Attribution de droits de souscription	412	157.7200	QC
Poloz, Stephen S.	4	O	2024-10-17	D	56 - Attribution de droits de souscription	178	157.7200	QC
Powell, Mary Grace	4	O	2024-10-17	D	56 - Attribution de droits de souscription	178	157.7200	QC
Waller, Kathy Nadine	4	O	2024-10-17	D	56 - Attribution de droits de souscription	178	157.7200	QC
Witter, Frank	4	O	2024-10-17	D	56 - Attribution de droits de souscription	179	157.7200	QC
<b>Cleghorn Minerals Ltd.</b>								
<i>Options</i>								
Gauthier, Isabelle	5	O	2024-10-18	D	50 - Attribution d'options	100 000		QC
Groia, Joseph	4, 3	O	2024-10-18	D	50 - Attribution d'options	175 000		QC
Mullan, Glenn J	4, 5, 3	O	2024-10-18	D	50 - Attribution d'options	175 000		QC
Rees, Karen Joanne	4	O	2024-10-18	D	50 - Attribution d'options	175 000	0.0500	QC
Wirth, Christian	4	O	2024-10-18	D	50 - Attribution d'options	175 000		QC

Émetteur	Relation	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-ri- se	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
<b>Coelacanth Energy Inc.</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
GMT Capital Corp	3							
Bay II Resource Partners LP	PI	O	2024-10-17	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(41 200)	0.7600	AB
		O	2024-10-18	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(13 600)	0.7518	AB
Bay Resource Partners LP	PI	O	2024-10-17	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(63 000)	0.7600	AB
		O	2024-10-18	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(20 800)	0.7518	AB
Bay Resource Partners Offshore Master Fund LP	PI	O	2024-10-17	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(73 600)	0.7600	AB
		O	2024-10-18	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(24 300)	0.7518	AB
Thomas Claugus	PI	O	2024-10-17	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(7 700)	0.7600	AB
		O	2024-10-18	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 500)	0.7518	AB
<b>Compagnie Pétrolière Impériale Ltée</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Exxon Mobil Corporation	3							
Roytor & Co.	PI	O	2024-10-15	I	38 - Rachat ou annulation	(175 316)	103.6700	AB
		O	2024-10-16	I	38 - Rachat ou annulation	(175 315)	104.8100	AB
		O	2024-10-17	I	38 - Rachat ou annulation	(175 316)	106.8300	AB
		O	2024-10-18	I	38 - Rachat ou annulation	(175 316)	106.3100	AB
		O	2024-10-21	I	38 - Rachat ou annulation	(175 316)	106.6800	AB
<b>Condor Energies Inc.</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
EurAsia Resource Value SE	3	O	2024-10-17	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	2.1685	AB
		O	2024-10-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	30 000	2.2131	AB
		O	2024-10-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 000	2.2041	AB
<b>Corporation Cameco</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Aitken, Lisa Lorene	5	O	2024-10-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			SK
<i>Droits Restricted Share Units</i>								
Aitken, Lisa Lorene	5	O	2024-10-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			SK
<b>Corporation Fiera Capital</b>								
<i>Actions à droit de vote subalterne Class A</i>								
Petty, Robert	5	O	2024-10-18	D	90 - Changements relatifs à la propriété	468 586		QC
ADI Holdings	PI	O	2024-10-18	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(148 388)		QC
RA Asia Holdings	PI	O	2024-10-18	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(751 139)		QC
RDP Holdings	PI	O	2024-10-18	I	90 - Changements relatifs à la propriété	430 941		QC
<b>Corporation TC Énergie</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Evans, Lee	7							
The Trustee of TC Energy's Employee Savings Plan	PI	O	2024-10-09	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
<i>Performance Share Units (formerly Executive Share Units)</i>								
Evans, Lee	7	O	2024-10-09	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		M	2024-10-09	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
<i>Restricted Share Units</i>								
Evans, Lee	7	O	2024-10-09	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
<b>Dream Industrial Real Estate Investment Trust</b>								
<i>Deferred Trust Units</i>								
Schiff, Vicky Lee	4	O	2024-10-17	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 872)		ON
<i>Parts</i>								
Schiff, Vicky Lee	4	O	2024-10-17	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 872		ON
		O	2024-10-17	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(210)	13.9547	ON
<b>Dream Office Real Estate Investment Trust</b>								
<i>Droits deferred trust units</i>								
Leitch, Kellie	4	O	2024-10-17	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 784)		ON
<i>Parts de fiducie Series A</i>								
Leitch, Kellie	4	O	2024-10-17	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 784		ON
		O	2024-10-17	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 784)	22.6767	ON

Émetteur	Relation	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-ri- se	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
<b>Dundee Corporation</b>								
<i>Actions à droit de vote subalterne Class A</i>								
Chernett, Jorey	3							
Jorey A Chernett Revocable Living Trust	PI	O	2024-09-01	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2024-09-20	I	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	201 800	1.4200	ON
		O	2024-09-24	I	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	48 200	1.4300	ON
		O	2024-09-26	I	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	29 800	1.4300	ON
		O	2024-09-27	I	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	45 000	1.5900	ON
		O	2024-10-02	I	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	35 200	1.5900	ON
Pointillist Partners, LLC	PI	O	2024-09-01	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
<i>Droits Deferred Share Units</i>								
McLeod, Donald Bruce	4	O	2024-10-15	D	50 - Attribution d'options	8 814	1.4890	ON
Palmiere, Allen J.	4	O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliéation en vertu d'un régime d'actionnariat	5 876	1.4890	ON
<b>Dundee Precious Metals Inc.</b>								
<i>Droits Deferred Share Units</i>								
Donovan, Jaimie	4	O	2024-10-15	D	35 - Dividende en actions	374	13.6300	ON
<i>Droits Performance Share Units</i>								
Chen, Xuefeng	7	O	2024-10-15	D	35 - Dividende en actions	97	13.6300	ON
DeCooman, William John Jr.	1	O	2024-07-15	D	35 - Dividende en actions	69	11.8700	ON
		O	2024-10-15	D	35 - Dividende en actions	60	13.6300	ON
Dyal, Navin	5	O	2024-10-15	D	35 - Dividende en actions	280	13.6300	ON
Garkov, Iliya	5	O	2024-10-15	D	35 - Dividende en actions	215	13.6300	ON
Haynov, Lyubomir Georgiev	7	O	2024-10-15	D	35 - Dividende en actions	53	13.6300	ON
Hristov, Nikolay	7	O	2024-10-15	D	35 - Dividende en actions	160	13.6300	ON
RAE, DAVID	5	O	2024-10-15	D	35 - Dividende en actions	1 055	13.6300	ON
Stark-Anderson, Kelly Elizabeth	5	O	2024-10-15	D	35 - Dividende en actions	328	13.6300	ON
Tsakova, Irena	7	O	2024-10-15	D	35 - Dividende en actions	17	13.6300	ON
Velkov, Tsvetomir	7	O	2024-10-15	D	35 - Dividende en actions	53	13.6300	ON
<i>Droits Restricted Share Units</i>								
Chen, Xuefeng	7	O	2024-10-15	D	35 - Dividende en actions	52	13.6300	ON
DeCooman, William John Jr.	1	O	2024-07-15	D	35 - Dividende en actions	51	11.8700	ON
		O	2024-10-15	D	35 - Dividende en actions	42	13.6300	ON
Dyal, Navin	5	O	2024-10-15	D	35 - Dividende en actions	167	13.6300	ON
Garkov, Iliya	5	O	2024-10-15	D	35 - Dividende en actions	124	13.6300	ON
Haynov, Lyubomir Georgiev	7	O	2024-10-15	D	35 - Dividende en actions	63	13.6300	ON
Hristov, Nikolay	7	O	2024-10-15	D	35 - Dividende en actions	83	13.6300	ON
Karaivanova, Tsvetanka	7	O	2024-10-15	D	35 - Dividende en actions	75	13.6300	ON
RAE, DAVID	5	O	2024-10-15	D	35 - Dividende en actions	541	13.6300	ON
Stark-Anderson, Kelly Elizabeth	5	O	2024-10-15	D	35 - Dividende en actions	166	13.6300	ON
Tsakova, Irena	7	O	2024-10-15	D	35 - Dividende en actions	72	13.6300	ON
Velkov, Tsvetomir	7	O	2024-10-15	D	35 - Dividende en actions	63	13.6300	ON
<b>E Automotive Inc. d/b/a E Inc.</b>								
<i>DSU</i>								
McConkey, Bob	4, 3	O	2024-10-17	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 350	10.0000	ON
<b>E3 Lithium Ltd.</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Pantazopoulos, John	4	O	2024-10-21	D	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	5 000	1.2100	AB
<b>Elemental Altus Royalties Corp.</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Baker, David Christopher	5	O	2024-10-17	D	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	15 000	1.1900	BC
Robins, John Edward	4	O	2024-10-17	D	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	25 000	1.1800	BC
<b>enCore Energy Corp.</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Nieuwoudt, Stacy	4	O	2024-10-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
<i>Options</i>								
Nieuwoudt, Stacy	4	O	2024-10-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC

Émetteur	Relation	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-ri- se	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2024-10-17	D	50 - Attribution d'options	225 000	5.6100	BC
<b>Endeavour Mining plc</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Carroll, Morgan Denis	5	O	2024-10-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(23 000)	17.3000GBP	
		O	2024-10-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(29 267)	31.5200	
		O	2024-10-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(23 000)	17.2500GBP	
La Mancha Capital Management GP	3							
La Mancha Investments S.à r.l.	PI	O	2024-10-18	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(128 454)	18.4700GBP	
		O	2024-10-18	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(248 670)	33.0286	
		O	2024-10-18	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(224 211)	33.8900	
		O	2024-10-21	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(322 350)	18.9766GBP	
		O	2024-10-22	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(300 000)	34.2266	
La Mancha Investments S.à r.l.	3	O	2024-10-18	D	71 - Exercice d'un dérivé émis par un tiers	(128 454)	18.4700GBP	
		O	2024-10-18	D	71 - Exercice d'un dérivé émis par un tiers	(248 670)	33.0286	
		O	2024-10-18	D	71 - Exercice d'un dérivé émis par un tiers	(224 211)	33.8900	
		O	2024-10-21	D	71 - Exercice d'un dérivé émis par un tiers	(322 350)	18.9766GBP	
		O	2024-10-22	D	71 - Exercice d'un dérivé émis par un tiers	(300 000)	34.2266	
Loza-Sawiris, Yousriya	3							
La Mancha Investments S.à r.l.	PI	O	2024-10-18	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(128 454)	18.4700GBP	
		O	2024-10-22	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(248 670)	33.0286	
		M	2024-10-18	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(248 670)	33.0286	
		O	2024-10-18	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(224 211)	33.8900	
		O	2024-10-21	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(322 350)	18.9766GBP	
		O	2024-10-22	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(300 000)	34.2266	
<b>enGene Holdings Inc.</b>								
<i>Options</i>								
Cheung, Anthony	5	O	2024-10-21	D	50 - Attribution d'options	100 000		QC
Connolly, Joan	5	O	2024-10-21	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2024-10-21	D	50 - Attribution d'options	210 000		QC
<b>Enghouse Systems Limited</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Lai, Alex	1	O	2024-10-16	D	38 - Rachat ou annulation	15 091	31.2000	ON
		O	2024-10-16	D	38 - Rachat ou annulation	(15 091)	31.2000	ON
		O	2024-10-17	D	38 - Rachat ou annulation	15 091	31.3000	ON
		O	2024-10-17	D	38 - Rachat ou annulation	(15 091)	31.3000	ON
<b>Ensign Energy Services Inc.</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Carson, Donna Jeanne	4	O	2023-12-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2024-10-16	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	17 443	2.8700	AB
<i>Options</i>								
Culshaw, Eldon John	5	O	2024-10-11	D	51 - Exercice d'options	(3 800)	0.5400	AB
<b>Entreprises internationales de prospection</b>								
<i>Options</i>								
De Vega, Quirico (Rico)	6, 5	O	2024-10-18	D	50 - Attribution d'options	265 000		QC
Jobin-Bevans, Laurence Scott	4, 5	O	2024-10-18	D	50 - Attribution d'options	500 000		QC
Mullan, Glenn J	4, 6, 5	O	2024-10-18	D	50 - Attribution d'options	500 000		QC
Smith, Donald Charles	4	O	2024-10-18	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2024-10-18	D	50 - Attribution d'options	500 000		QC
Valliant, Robert Irwin	4	O	2024-10-18	D	50 - Attribution d'options	500 000		QC
Zinke, Jens	4	O	2024-10-18	D	50 - Attribution d'options	500 000		QC
<b>Entreprises Minières Globex Inc.</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Atkinson, Ian	4	O	2024-10-16	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	1.0306	ON
		O	2024-10-16	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(20 300)	1.0300	ON
BRYAN, Chris	4	O	2024-10-17	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(30 500)	1.0000	ON
<b>EQB Inc. (formerly Equitable Group Inc.)</b>								

Émetteur	Relation	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-ri- se	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
<b>Porteur inscrit</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Moor, Andrew	5	O	2024-10-16	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 200)	107.7600	ON
<b>Exco Technologies Limited</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Riganelli, Paul	5							
RRSP	PI	O	2024-10-17	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	8.6000	ON
		O	2024-10-18	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 500)	8.6000	ON
		O	2024-10-21	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(6 300)	8.5000	ON
<b>Fiducie de placement immobilier résidentielle Dream</b>								
<i>Deferred Trust Units</i>								
Schiff, Vicky Lee	4	O	2024-10-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(3 476)		ON
<i>Parts de fiducie</i>								
Schiff, Vicky Lee	4	O	2024-10-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 476		ON
		O	2024-10-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(409)	7.3000USD	ON
<b>First Majestic Silver Corp.</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Anderson, Cory Christopher	5	O	2024-10-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	4 983	8.6000	BC
		O	2024-10-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 668)	8.6000	BC
Arias, Jill Anne	5	O	2024-10-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(8 317)	10.4000	BC
<i>Droits Restricted Share Units</i>								
Anderson, Cory Christopher	5	O	2024-10-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	(4 983)		BC
<b>First National Financial Corporation</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Smith Financial Corporation	3	O	2024-03-27	D	47 - Acquisition ou aliénation par don	(24 084)	37.3700	ON
		M	2024-03-27	D	47 - Acquisition ou aliénation par don	(24 084)	37.3700	ON
<b>Frontera Energy Corporation</b>								
<i>Deferred Stock Units</i>								
Alarcon Mantilla, Luis	4	O	2024-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 809	8.1289	AB
		O	2024-10-16	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 370	8.1838	AB
Armstrong, William Ellis	4	O	2024-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 915	8.1289	AB
		O	2024-10-16	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 527	8.1838	AB
De Alba, Gabriel	4	O	2024-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	8 464	8.1289	AB
		O	2024-10-16	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 836	8.1838	AB
Ford, Russell	4	O	2024-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 756	8.1289	AB
		O	2024-10-16	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 246	8.1838	AB
Giry, Veronique	4	O	2024-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 597	8.1289	AB
		O	2024-10-16	D	56 - Attribution de droits de souscription	638	8.1838	AB
<i>Restricted Stock Units</i>								
Arevalo Vergara, Ivan Dario	5	O	2024-10-16	D	56 - Attribution de droits de souscription	891	8.1838	AB
Bonilla Lagos, Alejandra	5	O	2024-10-16	D	56 - Attribution de droits de souscription	930	8.1838	AB
Burgos Diaz, Rene Roberto	5	O	2024-10-16	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 529	8.1838	AB
Cabrales Segovia, Orlando	4, 5	O	2024-10-16	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 050	8.1838	AB
Campagnaro, Renata	5	O	2024-10-16	D	56 - Attribution de droits de souscription	968	8.1838	AB
Vega, Victor	5	O	2024-10-16	D	56 - Attribution de droits de souscription	814	8.1838	AB
<b>George Weston Limitee</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Weston, Willard Galen Garfield	4, 5, 3							
Wittington Investments, Limited	PI	O	2024-10-11	I	38 - Rachat ou annulation	(6 483)	223.4000	ON
		M	2024-10-11	I	38 - Rachat ou annulation	(6 483)	222.4900	ON
		O	2024-10-15	I	38 - Rachat ou annulation	(6 486)	223.5600	ON
		O	2024-10-16	I	38 - Rachat ou annulation	(6 473)	223.6900	ON
		O	2024-10-17	I	38 - Rachat ou annulation	(6 495)	222.5900	ON
		O	2024-10-18	I	38 - Rachat ou annulation	(6 514)	223.3600	ON
<b>Glass House Brands Inc. (formerly Mercer Park Brand Acquisition Corp.)</b>								
<i>Subordinate, Restricted and Limited Voting Shares</i>								

Émetteur	Relation	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-ri se	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
<b>Porteur inscrit</b>								
De La Torre, Hector	4	O	2024-07-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		M	2024-07-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2024-10-12	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	2 713		ON
<b>goeasy Ltd.</b>								
<i>Restricted Share Unit</i>								
Ali Khan, Mir Farhan	5	O	2024-10-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 748	181.8900	ON
Anzini, Sabrina	5	O	2024-10-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 748	181.8900	ON
Appel, Jason	5	O	2024-10-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 123	181.8900	ON
Cooper, David Thomas	4	O	2024-10-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 748	181.8900	ON
Eubanks, Michael Anthony	5	O	2024-10-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 748	181.8900	ON
Khouri, Halim	5	O	2024-10-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 497	181.8900	ON
Metel, Ali Sahap	5	O	2024-10-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 497	181.8900	ON
<b>Gold Reserve Ltd.</b>								
<i>Actions ordinaires Class A Common Shares</i>								
Camac Partners, LLC	3							
Camac Fund, LP	PI	O	2024-10-16	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	22 000	2.5600USD	ON
		O	2024-10-17	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	62 400	2.5600USD	ON
		O	2024-10-18	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	45 600	2.5600USD	ON
<b>GoldMining Inc. (formerly Brazil Resources Inc.)</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Adnani, Amir	4							
Amir Adnani Corp.	PI	O	2024-10-22	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 000	1.3674	BC
		O	2024-10-22	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	1.3784	BC
		O	2024-10-22	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 000	1.3600	BC
		O	2024-10-22	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	1.3676	BC
		O	2024-10-22	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 000	1.3700	BC
		O	2024-10-22	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	1.3700	BC
Still, Alastair	5							
AC Still Management Inc.	PI	O	2024-10-22	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	12 500	1.3773	BC
<b>Goliath Resources Limited</b>								
<i>Droits</i>								
Turna, Rein	4	O	2024-10-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	125 000		ON
<i>Droits RSU</i>								
Rosmus, Roger	4, 5	O	2024-10-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 625 000		ON
<i>RSU</i>								
Warren, Graham	5	O	2024-10-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 000 000		ON
<b>Gran Tierra Energy Inc.</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Abraham, Phillip David	5							
ESPP	PI	O	2024-10-16	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	308	6.3900USD	AB
Ellson, Ryan Paul	5							
ESPP	PI	O	2024-10-16	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	237	6.3900USD	AB
Evans, Jim	5							
ESPP	PI	O	2024-10-16	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	189	6.3900USD	AB
Morin, Sebastien	5							
ESPP	PI	O	2024-10-16	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	473	6.3900USD	AB
<i>Droits Deferred Stock Units</i>								
Dey, Peter James	4	O	2024-10-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 687		AB
Hazell, Evan James	4	O	2024-10-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 393		AB
Hodgins, Robert Bruce	4	O	2024-10-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 379		AB
Redford, Alison	4	O	2024-10-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 400		AB
Royal, Ronald William	4	O	2024-10-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 101		AB
Wade, Brooke Nelson	4	O	2024-10-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 800		AB
<i>Options</i>								
Dey, Peter James	4	O	2024-10-01	D	52 - Expiration d'options	(1 088)	11.7000USD	AB
Hazell, Evan James	4	O	2024-10-01	D	52 - Expiration d'options	(1 088)	11.7000USD	AB

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
<b>Porteur inscrit</b>								
Royal, Ronald William	4	O	2024-10-01	D	52 - Expiration d'options	(1 088)	11.7000USD	AB
Smith, David Paul	4	O	2024-10-01	D	50 - Attribution d'options	1 685	6.5400USD	AB
		O	2024-10-01	D	52 - Expiration d'options	(1 088)	11.7000USD	AB
<b>Granite Real Estate Investment Trust</b>								
<i>Performance Units</i>								
Clarfield, Lawrence	5	O	2024-10-15	D	35 - Dividende en actions	33	78.0300	ON
KUMER, LORNE	5	O	2024-10-15	D	35 - Dividende en actions	40	78.0300	ON
Neto, Teresa	5	O	2024-10-15	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	39	78.0300	ON
Ramparas, Michael Anthony	5	O	2024-10-15	D	35 - Dividende en actions	38	78.0300	ON
<i>Restricted Units</i>								
Clarfield, Lawrence	5	O	2024-10-15	D	35 - Dividende en actions	21	78.0300	ON
KUMER, LORNE	5	O	2024-10-15	D	35 - Dividende en actions	25	78.0300	ON
Neto, Teresa	5	O	2024-10-15	D	35 - Dividende en actions	38	78.0300	ON
Ramparas, Michael Anthony	5	O	2024-10-15	D	35 - Dividende en actions	34	78.0300	ON
<b>Great-West Lifeco Inc.</b>								
<i>Restricted Share Units</i>								
Nielsen, Jon	5	O	2024-10-18	D	59 - Exercice au comptant	(59 551)	44.4662	MB
<b>Groupe Forage Major International Inc.</b>								
<i>Deferred Share Units</i>								
Gignac, Louis-Pierre	4	O	2024-10-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 587	8.2200	NB
<b>HPQ SILICIUM INC.</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Drapeau, Noëlle	4, 5	O	2024-10-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(7 000)	0.3550	QC
Levasseur, Patrick	4	O	2024-10-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200 000)	0.3500	QC
		O	2024-10-15	D	51 - Exercice d'options	200 000	0.2150	QC
<i>Options</i>								
Levasseur, Patrick	4	O	2024-10-15	D	51 - Exercice d'options	(200 000)	0.2150	QC
<b>Hudbay Minerals Inc.</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Kukielski, Peter Gerald Jan	4, 5							
Cynthia Kukielski Brokerage Account	PI	O	2024-09-20	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	22	10.7200	ON
Cynthia Kukielski Spousal Trust	PI	O	2024-09-20	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	23	10.7200	ON
<i>Droits Deferred Share Units</i>								
Banducci, Carol	4	O	2024-09-20	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	211		ON
		O	2024-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 309		ON
Gonzales, Igor	4	O	2024-09-20	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	145		ON
		O	2024-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 299		ON
HULL, JEANE	4	O	2024-09-20	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	16		ON
		O	2024-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 013		ON
Knickel, Carin Shirley	4	O	2024-09-20	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	253		ON
		O	2024-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 299		ON
Kukielski, Peter Gerald Jan	4, 5	O	2024-09-20	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	184		ON
Lafond, George Earl	4	O	2024-09-20	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	51		ON
		O	2024-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 712		ON
Lang, Stephen A.	4	O	2024-09-20	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	154		ON
		O	2024-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 758		ON
Osborne, Colin	4	O	2024-09-20	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	189		ON
		O	2024-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 309		ON
Rogers, Paula	4	O	2024-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 300		ON
		O	2024-09-20	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	13		ON
Smith, David	4	O	2024-09-20	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	86		ON
		O	2024-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 299		ON
<b>Imperial Metals Corporation</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Lebel, Pierre	4	O	2024-10-16	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 300	2.1900	BC
		O	2024-10-16	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 300	2.2100	BC

Émetteur	Relation	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2024-10-17	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 300	2.2200	BC
<b>Information Services Corporation</b>								
<i>Droits Deferred Share Units</i>								
Biemans, Amber	4	O	2024-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	24	28.7800	SK
Brandvold, Roger	4	O	2024-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	50	28.7800	SK
Guglielmin, Anthony Robert	4	O	2024-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	173	28.7800	SK
Pourian, Iraj	4	O	2024-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	137	28.7800	SK
Powers, Laurie Lynn	4	O	2024-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	105	28.7800	SK
Roche, James Norman	4	O	2024-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	50	28.7800	SK
Ross, Heather	4	O	2024-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	105	28.7800	SK
Tchorzewski, Dion Edwin	4	O	2024-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	173	28.7800	SK
Teal, Joel Douglas	4	O	2024-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	312	28.7800	SK
<i>Droits Performance Share Units</i>								
Antochow, Robert Jeffrey	5	O	2024-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	61	28.7800	SK
Cisyk, Loren Allen	5	O	2024-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	63	28.7800	SK
Fallowfield, Jeffrey Paul	7	O	2024-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	21	28.7800	SK
Garven, Laurel	5	O	2024-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	50	28.7800	SK
Hillman-Weir, Katherine	5	O	2024-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	62	28.7800	SK
McLean, Catherine Irene	5	O	2024-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	50	28.7800	SK
Peters, Shawn	5	O	2024-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	197	28.7800	SK
<i>Droits Restricted Share Unit</i>								
Hackshaw, Jonathan Andrew Robert	5	O	2024-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	9	28.7800	SK
Medak, Sharon	5	O	2024-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	9	28.7800	SK
<b>InPlay Oil Corp.</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Bartole, Douglas	4, 5	O	2024-10-16	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 668	2.0300	AB
Dittmer, Darren W.	5	O	2024-10-16	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 135	2.0300	AB
Howard, Brent Michael	5	O	2024-10-16	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 929	2.0300	AB
Yakiwchuk, Kevin	5	O	2024-10-16	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 135	2.0300	AB
<b>Intact Corporation financière</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Clarke de Dromantin, Emmanuel Jacques	4	O	2024-10-15	D	46 - Contrepartie de services	200	265.1753	ON
Russell, Stuart Jonathan	4	O	2024-10-15	D	46 - Contrepartie de services	224	265.1753	ON
<b>Jamieson Wellness Inc.</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Bird, Donald	5	O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	189	35.0300	ON
<b>Journey Energy Inc.</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Bell, Aaron P	5	O	2024-10-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	49 854		AB
Boklaschuk, Brett	1	O	2024-10-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	83 114		AB
		O	2024-10-18	D	59 - Exercice au comptant	(39 895)		AB
De Ciancio, Guido	5	O	2024-10-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	49 854		AB
Gilewicz, Gerald	5	O	2024-10-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	120 629		AB
		O	2024-10-18	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(120 629)		AB
Gilewicz Trust	PI	O	2024-10-18	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	120 629		AB
Hansen, Craig Henry	4	O	2024-10-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	19 134		AB
KAYE, JENNA	4	O	2022-07-28	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2024-10-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	9 000		AB
		O	2024-10-18	D	59 - Exercice au comptant	(3 018)		AB
Mullane, Tom	4	O	2024-10-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	14 500		AB
		O	2024-10-18	D	59 - Exercice au comptant	(4 797)		AB
Smith, Reginald Stevenson	4	O	2024-10-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	14 500		AB
Tracy, Richard	5	O	2024-10-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	49 854		AB
		O	2024-10-18	D	59 - Exercice au comptant	(23 930)		AB
Treadwell, Scott Antony	4	O	2022-06-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2024-10-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	9 000		AB



Émetteur	Relation	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
<i>Initié</i>								
<i>Porteur inscrit</i>								
		O	2024-10-18	D	59 - Exercice au comptant	(3 018)		AB
Verge, Alexander G.	4, 5	O	2024-10-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	152 925		AB
Yates, Ryan	5	O	2024-10-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	38 343		AB
		O	2024-10-18	D	59 - Exercice au comptant	(18 405)		AB
<i>Droits Performance Share Unit</i>								
Bell, Aaron P	5	O	2024-10-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(13 668)		AB
Boklaschuk, Brett	1	O	2024-10-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(27 332)		AB
De Ciancio, Guido	5	O	2024-10-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(13 668)		AB
Gilewicz, Gerald	5	O	2024-10-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(40 668)		AB
Tracy, Richard	5	O	2024-10-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(13 668)		AB
Verge, Alexander G.	4, 5	O	2024-10-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(52 000)		AB
Yates, Ryan	5	O	2024-10-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(10 000)		AB
<i>Droits Restricted Share Unit</i>								
Bell, Aaron P	5	O	2024-10-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(22 518)		AB
Boklaschuk, Brett	1	O	2024-10-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(28 450)		AB
De Ciancio, Guido	5	O	2024-10-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(22 518)		AB
Gilewicz, Gerald	5	O	2024-10-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(39 293)		AB
Hansen, Craig Henry	4	O	2024-10-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(19 134)		AB
KAYE, JENNA	4	O	2024-10-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(9 000)		AB
Mullane, Tom	4	O	2024-10-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(14 500)		AB
Smith, Reginald Stevenson	4	O	2024-10-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(14 500)		AB
Tracy, Richard	5	O	2024-10-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(22 518)		AB
Treadwell, Scott Antony	4	O	2024-10-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(9 000)		AB
Verge, Alexander G.	4, 5	O	2024-10-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(48 925)		AB
Yates, Ryan	5	O	2024-10-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(18 343)		AB
<b>Kits Eyecare Ltd.</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Abdulla, Arshil	5, 3							
LD Group Holdings Ltd.	Pl	O	2024-10-11	I	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	(10 125)	10.1500	BC
Bozikis, Nicholas	4	O	2024-10-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	2 007		BC
Kavanagh, Anne	4	O	2024-10-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	2 007		BC
Lee, Peter	4	O	2024-10-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	2 007		BC
Reid, Andrew Michael	4	O	2024-06-05	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2024-10-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	306		BC
<i>Droits Restricted Share Rights</i>								
Bozikis, Nicholas	4	O	2024-10-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 007)		BC
Kavanagh, Anne	4	O	2024-10-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 007)		BC
Lee, Peter	4	O	2024-10-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 007)		BC
Reid, Andrew Michael	4	O	2024-10-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	(669)		BC
<b>Kontrol Technologies Corp.</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Kontrol Technologies Corp.	1	O	2024-10-17	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.1800	ON
		O	2024-10-17	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.1850	ON
<b>Kraken Robotics Inc.</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Shea, David	5	O	2020-06-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(28 000)	0.5300	ON
<i>Options</i>								
Shea, David	5	O	2022-09-08	D	52 - Expiration d'options	(200 000)		ON
<b>La Societe de Gestion AGF Limitee</b>								
<i>Actions ordinaires Deferred Share Units</i>								
BUCHAN, JANE MELISSA	4	O	2024-10-17	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 747	10.9700	ON
Clarke, Ian Leigh Theodore	4	O	2024-10-17	D	56 - Attribution de droits de souscription	419	10.9700	ON
Dottori-Attanasio, Laura Lee	4	O	2024-10-17	D	56 - Attribution de droits de souscription	61	10.9700	ON
Guay, Charles	4	O	2024-10-17	D	56 - Attribution de droits de souscription	699	10.9700	ON
MCCREADIE, KEVIN ANDREW	5	O	2024-10-17	D	56 - Attribution de droits de souscription	9 188	10.9700	ON
Negris, Cybele	4	O	2024-10-17	D	56 - Attribution de droits de souscription	323	10.9700	ON

Émetteur	Relation	État opé-	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
<b>Porteur inscrit</b>								
Squibb, Geoffrey Wayne	4	O	2024-10-17	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 277	10.9700	ON
<b>Actions ordinaires Restricted Share Units</b>								
Jackson, Charles Christopher	5	O	2024-10-17	D	56 - Attribution de droits de souscription	768	10.9700	ON
Lawrence, Ashley	5	O	2024-10-17	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 534	10.9700	ON
MCCREADIE, KEVIN ANDREW	5	O	2024-10-17	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 169	10.9700	ON
Tsang, Ken Sin King	5	O	2024-10-17	D	56 - Attribution de droits de souscription	141	10.9700	ON
<b>Restricted Share Units</b>								
Goldring, Blake Charles	4, 5	O	2024-10-17	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 656	10.9700	ON
Goldring, Judy	4, 5	O	2024-10-17	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 360	10.9700	ON
<b>Lake Winn Resources Corp. (formerly Equitorial Exploration Corp.)</b>								
<b>Actions ordinaires</b>								
Doyle, Buddy James	4							
Lithosphere Services Inc.	PI	O	2024-10-21	I	37 - Division ou regroupement d'actions	(600 000)		BC
Jassal, Brijender (Binny) Jassal	4, 5							
BJ Financial Accounting Consulting Inc.	PI	O	2024-10-14	I	37 - Division ou regroupement d'actions	(694 500)		BC
<b>Bons de souscription</b>								
Doyle, Buddy James	4							
Lithosphere Services Inc.	PI	O	2016-09-16	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2024-10-21	I	55 - Expiration de bons de souscription	(416 667)	0.1200	BC
<b>Options</b>								
Doyle, Buddy James	4	O	2024-10-21	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(400 000)	0.2300	BC
		O	2024-10-21	D	37 - Division ou regroupement d'actions	40 000	2.3000	BC
		O	2024-10-21	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(475 000)	0.0750	BC
		O	2024-10-21	D	37 - Division ou regroupement d'actions	47 500	0.7500	BC
Jassal, Brijender (Binny) Jassal	4, 5	O	2024-10-21	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(400 000)	0.2300	BC
		O	2024-10-21	D	37 - Division ou regroupement d'actions	40 000	2.2300	BC
		O	2024-10-21	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(450 000)	0.0750	BC
		O	2024-10-21	D	37 - Division ou regroupement d'actions	45 000	0.7500	BC
<b>LeddarTech Holdings Inc.</b>								
<b>Dette Convertible 2024 (Actions ordinaires)</b>								
Investissement Québec	3	O	2024-10-15	D	11 - Acquisition ou aliéation effectuée privément	\$ 888 666.00		QC
<b>les aliments High Liner incorporee</b>								
<b>Actions ordinaires</b>								
High Liner Foods Incorporated	1	O	2024-10-16	D	38 - Rachat ou annulation	3 719	13.4999	NS
		O	2024-10-16	D	38 - Rachat ou annulation	(3 719)	13.4999	NS
		O	2024-10-17	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	13.4307	NS
		O	2024-10-17	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	13.4307	NS
		O	2024-10-21	D	38 - Rachat ou annulation	3 719	13.4377	NS
		O	2024-10-21	D	38 - Rachat ou annulation	(3 719)	13.4377	NS
		O	2024-10-22	D	38 - Rachat ou annulation	3 719	13.4435	NS
		O	2024-10-22	D	38 - Rachat ou annulation	(3 719)	13.4435	NS
<b>Les Compagnies Loblaw Limitee</b>								
<b>Actions ordinaires</b>								
George Weston Limited	3							
RBC Dominion Securities Inc. - ASDP	PI	O	2024-10-15	I	38 - Rachat ou annulation	(25 070)	177.5500	ON
		O	2024-10-16	I	38 - Rachat ou annulation	(25 050)	177.1100	ON
		O	2024-10-17	I	38 - Rachat ou annulation	(25 052)	177.3300	ON
		O	2024-10-18	I	38 - Rachat ou annulation	(25 068)	177.2300	ON
<b>Liberty Gold Corp. (formerly Pilot Gold Inc.)</b>								
<b>Actions ordinaires</b>								
Everett, Calvin Clovis	5	O	2024-10-22	D	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	100 000	0.3700	BC
<b>LIONS GATE ENTERTAINMENT CORP.</b>								
<b>Actions sans droit de vote Class B</b>								
Liberty 77 Capital L.P.	3							
Managed Accounts	PI	O	2024-10-16	C	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	89 445	6.7398USD	BC

Émetteur	Relation	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2024-10-17	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	191 078	6.7452USD	BC
Liberty 77 Fund International L.P.	3	O	2024-10-16	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	70 068	6.7398USD	BC
		O	2024-10-17	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	149 683	6.7452USD	BC
<b>Maple Gold Mines Ltd.</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Lee, Wilhelmina	5	O	2024-07-03	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 963	0.0800	BC
		O	2024-07-18	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 589	0.0900	BC
		O	2024-08-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4 036	0.0800	BC
		O	2024-08-19	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4 037	0.0800	BC
		O	2024-09-04	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4 305	0.0700	BC
		O	2024-09-18	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 589	0.0900	BC
		O	2024-10-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4 419	0.0700	BC
Patankar, Kiran Uday	4, 5	O	2024-07-03	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	8 055	0.0800	BC
		O	2024-07-18	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	7 292	0.0900	BC
		O	2024-08-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	8 203	0.0800	BC
		O	2024-08-19	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	8 203	0.0800	BC
		O	2024-09-04	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	8 750	0.0700	BC
		O	2024-09-18	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	7 292	0.0900	BC
		O	2024-10-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	8 981	0.0700	BC
Rukus, Michael Ernest	5	O	2024-07-03	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4 091	0.0800	BC
		O	2024-07-18	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 704	0.0900	BC
		O	2024-08-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4 166	0.0800	BC
		O	2024-08-19	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4 167	0.0800	BC
		O	2024-09-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 703	0.0900	BC
		O	2024-10-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4 562	0.0700	BC
<b>Marimaca Copper Corp.</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Haworth, Michael John	4	O	2024-10-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	3.9027	BC
		O	2024-09-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	3.9023	BC
<b>Metalla Royalty &amp; Streaming Ltd.</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Roulston, Lawrence	4	O	2024-10-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	4.9300	BC
<b>METAUX GENIUS INC.</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Goulet, Guy	5	O	2024-10-16	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.0600	QC
		O	2024-10-17	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.0800	QC
<b>Mines Agnico Eagle Limitée</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Girard, Dominique	5	O	2024-09-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	199	112.7100	ON
Gosselin, Guy	5	O	2024-09-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	200	112.7100	ON
Plummer-Therault, Carol-Ann	5	O	2024-09-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	193	112.7100	ON
Porter, James	5	O	2024-09-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	259	112.7100	ON
Robitaille, Jean	5	O	2024-09-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	222	112.7100	ON
Vaz, Natasha Nella Dominica	5	O	2024-09-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	241	112.7100	ON
Vollmershausen, Christopher Charles Norman	5	O	2024-09-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	193	112.7100	ON
<b>Mines Indépendantes Chibougamau Inc.</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Lotan Holdings Inc.	3	O	2024-10-17	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	24 000	0.1300	QC
		O	2024-10-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	0.1200	QC
Lotan, David	4							
Lotan Holdings Inc.	PI	O	2024-10-17	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	24 000	0.1300	QC
		O	2024-10-15	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	0.1200	QC
<b>Morguard Corporation</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Morguard Corporation	1	O	2024-10-16	D	38 - Rachat ou annulation	100	122.4600	ON
		O	2024-10-16	D	38 - Rachat ou annulation	(100)		ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2024-10-17	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	123.2100	ON
		O	2024-10-17	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)		ON
		O	2024-10-18	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	126.1700	ON
		O	2024-10-18	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)		ON
<b>Morguard North American Residential Real Estate Investment Trust</b>								
<i>Parts de fiducie</i>								
Morguard North American Residential Real Estate Investment T	1	O	2024-10-16	D	38 - Rachat ou annulation	6 634	19.1400	ON
		O	2024-10-16	D	38 - Rachat ou annulation	(6 634)		ON
		O	2024-10-17	D	38 - Rachat ou annulation	6 634	18.8900	ON
		O	2024-10-17	D	38 - Rachat ou annulation	(6 634)		ON
		O	2024-10-18	D	38 - Rachat ou annulation	6 634	18.9095	ON
		O	2024-10-18	D	38 - Rachat ou annulation	(6 634)		ON
<b>Morguard Real Estate Investment Trust</b>								
<i>Débiteures convertibles 5.25 convertible unsecured subordinated debentures</i>								
Armoian, Sime	3							
G2S2 Capital Inc.	PI	O	2024-10-16	C	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(\$ 500 000.00)	98.5000	ON
<i>Parts</i>								
Morguard Corporation	3	O	2024-10-16	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	17 600	5.6802	ON
		O	2024-10-17	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	39 400	5.7436	ON
		O	2024-10-18	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	20 100	5.7925	ON
<b>New Pacific Metals Corp.</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Hoyles, Jonathan	5	O	2023-07-17	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2024-10-16	D	57 - Exercice de droits de souscription	2 500		BC
VanDoorselaere, Dustin Simon	5	O	2024-10-16	D	57 - Exercice de droits de souscription	8 333		BC
<i>Droits Restricted Share Units</i>								
Hoyles, Jonathan	5	O	2024-10-16	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 500)		BC
VanDoorselaere, Dustin Simon	5	O	2024-10-16	D	57 - Exercice de droits de souscription	(8 333)		BC
<b>Nexus Industrial REIT</b>								
<i>Parts de fiducie</i>								
McLaughlin, Edwin E jointly held with spouse	6 PI	O	2024-10-15	C	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	1 844	8.6700	ON
<b>NGEx Minerals Ltd.</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Lundin, Adam Ian	4	O	2024-10-17	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	12 900	11.5600	BC
<b>Nickel 28 Capital Corp. (formerly, Conic Metals Corp.)</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Colley, Edward A.	4, 6							
Pelham Investment Partners	PI	O	2024-10-15	C	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	26 500	0.7900	ON
		O	2024-10-16	C	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	14 000	0.7900	ON
		O	2024-10-17	C	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	1 000	0.7900	ON
Pelham Investment Partners	3	O	2024-10-15	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	26 500	0.7900	ON
		O	2024-10-16	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	14 000	0.7900	ON
		O	2024-10-17	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	1 000	0.7900	ON
<b>Nova Cannabis Inc.</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Kiziak, Marcie Catherine	4, 5	O	2024-10-21	D	59 - Exercice au comptant	(106 669)	1.7500	AB
		M	2024-10-21	D	22 - Acquisition ou aliénéation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(106 669)	1.7500	AB
<b>Oceanic Iron Ore Corp.</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Keep, Gordon	4, 5							
Fiore Management & Advisory Corp.	PI	O	2024-10-18	C	54 - Exercice de bons de souscription	60 000	0.0700	BC
		O	2024-10-18	C	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(60 000)	0.1800	BC

Émetteur	Relation	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-ri- se	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
<b>Titre</b>								
<b>Initié</b>								
<b>Porteur inscrit</b>								
<b>Bons de souscription</b>								
Keep, Gordon	4, 5							
Fiore Management & Advisory Corp.	PI	O	2024-10-18	C	54 - Exercice de bons de souscription	(60 000)		BC
<b>Omai Gold Mines Corp. (formerly Anconia Resources Corp.)</b>								
<b>Options</b>								
Anwyll, Edward William Drew	4	O	2024-10-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2024-10-16	D	50 - Attribution d'options	1 000 000		ON
<b>Papiers Tissu KP Inc.</b>								
<b>Actions ordinaires</b>								
BIANCO, DINO JOE	4, 5	O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	457	8.4336	ON
Stewart, Charles William Alexander	5	O	2023-10-18	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	33	9.9300	ON
		O	2024-01-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	37	8.9900	ON
		O	2024-04-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	40	8.5200	ON
		O	2024-07-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	41	8.5200	ON
<b>Deferred Share Units (DSU)</b>								
Hardy, James Richmond	4	O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	350	8.3400	ON
Vimard, Francois	4, 7	O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	388	8.3400	ON
Wright, Jay John Ashforth	4	O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	130	8.3400	ON
<b>Droits to acquire common shares pursuant to Exchange Agreement</b>								
Kruger II, Joseph	7, 6, 3							
Kruger Inc.	PI	O	2024-10-15	C	56 - Attribution de droits de souscription	741 980	8.3400	ON
Kruger Inc.	3	O	2024-07-15	D	71 - Exercice d'un dérivé émis par un tiers	718 712	8.5200	ON
		M	2024-07-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	718 712	8.5200	ON
		O	2024-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	741 980	8.3400	ON
<b>Pason Systems Inc.</b>								
<b>Actions ordinaires</b>								
Smith, Russell	5	O	2024-06-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	17.2500	AB
		M	2024-06-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(13 000)	17.2500	AB
<b>Patriot Battery Metals Inc.</b>								
<b>CHES Depository Interests</b>								
Eastwood, Alexander	5	O	2024-08-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
<b>Options</b>								
Eastwood, Alexander	5	O	2024-08-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2024-08-29	D	50 - Attribution d'options	400 000	4.5971	BC
<b>Perpetual Energy Inc.</b>								
<b>Actions ordinaires</b>								
Goosen, Ryan	5	O	2022-08-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(239 013)	1.1375	AB
<b>Pieridae Energy Limited</b>								
<b>Actions ordinaires</b>								
Alberta Investment Management Corporation	3							
Seibu Investments Ltd.	PI	O	2019-10-16	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
singh, kiren	4	O	2024-10-08	D	57 - Exercice de droits de souscription	183 596		AB
		O	2024-10-16	D	99 - Correction d'information	(45 000)		AB
<b>Droits</b>								
singh, kiren	4	O	2024-10-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	257 550	0.2448	AB
		M	2024-10-08	D	57 - Exercice de droits de souscription	(257 550)	0.2448	AB
<b>Droits DSU</b>								
singh, kiren	4	O	2021-08-19	D	99 - Correction d'information	45 000	0.3000	AB
<b>Platinum Group Metals Ltd.</b>								
<b>Actions ordinaires</b>								
Begic, Kris	5	O	2024-10-17	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	2.3000	BC
		O	2024-10-18	D	51 - Exercice d'options	33 195	1.8100	BC
		O	2024-10-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(33 195)	2.4100	BC
Engelbrecht, Schalk Willem Burger	5	O	2024-10-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(19 200)	2.4400	BC
		O	2024-10-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(142)	2.4000	BC

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2024-10-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 700)	2.3600	BC
		O	2024-10-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 800)	2.3500	BC
		O	2024-10-21	D	51 - Exercice d'options	20 000	1.8100	BC
<i>Options</i>								
Begic, Kris	5	O	2024-10-18	D	51 - Exercice d'options	(133 334)	1.8100	BC
Engelbrecht, Schalk Willem Burger	5	O	2024-10-21	D	51 - Exercice d'options	(20 000)	1.8100	BC
<b>Pollard Banknote Limited</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Westbury, Jennifer Doris	5	O	2024-10-16	D	51 - Exercice d'options	6 250	21.3300	MB
<i>Options</i>								
Westbury, Jennifer Doris	5	O	2024-10-16	D	51 - Exercice d'options	(6 250)	21.3300	MB
<b>Premier American Uranium Inc.</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Rotolo, Timothy James	4, 6, 5, 3							
Sachem Cove P3 Fund, LP	PI	O	2024-10-15	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	2.0236	
		O	2024-10-16	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	1.9614	
		O	2024-10-17	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	167 200	2.0179	
<b>Pulse Seismic Inc.</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Pulse Seismic Inc.	1	O	2024-10-10	D	38 - Rachat ou annulation	2 600	2.2773	AB
		O	2024-10-11	D	38 - Rachat ou annulation	2 600	2.2900	AB
		O	2024-10-15	D	38 - Rachat ou annulation	2 400	2.3450	AB
		O	2024-10-16	D	38 - Rachat ou annulation	2 600	2.3500	AB
		O	2024-10-17	D	38 - Rachat ou annulation	2 600	2.3396	AB
<b>PYROGENÈSE CANADA INC.</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Pascali, Photis Peter	4, 5, 3							
FIDUCIE DE CRÉDIT MELLON TRUST	PI	O	2024-10-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(30 700)	0.8372	QC
		O	2024-10-16	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(28 600)	0.7866	QC
		O	2024-10-17	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(50 000)	0.7471	QC
		O	2024-10-18	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(21 200)	0.7500	QC
		O	2024-10-21	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(18 300)	0.8795	QC
		O	2024-10-22	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(50 000)	0.8222	QC
		O	2024-10-23	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(21 800)	0.7847	QC
<b>Queen's Road Capital Investment Ltd.</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Granger, Alex	4, 5	O	2024-10-11	D	51 - Exercice d'options	1 158 600	0.3000	BC
<i>Options</i>								
Granger, Alex	4, 5	O	2024-10-11	D	51 - Exercice d'options	(1 158 600)	0.3000	BC
<b>Quincaillerie Richelieu Ltée</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Auclair, Antoine reer	5 PI	O	2024-10-08	D I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	34 78	39.5919	QC QC
Grenier, Guy	5	O	2024-10-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	73	39.5919	QC
Lord, Richard	4, 5	O	2024-10-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	73	39.5919	QC
Quincaillerie Richelieu Ltée	1	O	2024-10-16	D	38 - Rachat ou annulation	100 000	37.8280	QC
		O	2024-10-16	D	38 - Rachat ou annulation	(100 000)	37.8280	QC
		O	2024-10-17	D	38 - Rachat ou annulation	35 723	38.6875	QC
		O	2024-10-17	D	38 - Rachat ou annulation	(35 723)	38.6875	QC
		O	2024-10-18	D	38 - Rachat ou annulation	48 300	39.2575	QC
		O	2024-10-18	D	38 - Rachat ou annulation	(48 300)	39.2575	QC
		O	2024-10-21	D	38 - Rachat ou annulation	34 000	38.8757	QC
		O	2024-10-21	D	38 - Rachat ou annulation	(34 000)	38.8757	QC
		O	2024-10-22	D	38 - Rachat ou annulation	54 100	38.6501	QC
		O	2024-10-22	D	38 - Rachat ou annulation	(54 100)	38.6501	QC

Émetteur	Relation	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-ri- se	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
<b>Rakovina Therapeutics Inc. (formerly, Vincero Capital Corp.)</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
De Lucrezia, Alfredo	4, 5	O	2024-10-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	14 000	0.0750	BC
		O	2024-10-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	48 000	0.0750	BC
<b>Red Pine Exploration Inc.</b>								
<i>Options</i>								
Josipovic, Eric Ivan	5	O	2024-10-16	D	50 - Attribution d'options	50 000		ON
Michaud, Michael Julien	4, 5	O	2024-10-16	D	50 - Attribution d'options	1 000 000		ON
Montreuil, Jean-Francois	5	O	2024-10-16	D	50 - Attribution d'options	75 000		ON
<b>REDEVANCES AURIFÈRES OSISKO LTÉE</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Card, Duncan Cornell	7	O	2024-10-15	D	51 - Exercice d'options	5 000	16.4600	QC
		O	2024-10-15	D	51 - Exercice d'options	5 000	14.2700	QC
		O	2024-10-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	27.0331	QC
<i>Options</i>								
Card, Duncan Cornell	7	O	2024-10-15	D	51 - Exercice d'options	(5 000)	16.4600	QC
		O	2024-10-15	D	51 - Exercice d'options	(5 000)	14.2700	QC
<b>Ressources Altai Inc.</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Kacira, Orhan Kursat	4, 5							
Kacira Holdings Ltd.	PI	O	2024-10-21	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
<i>Options</i>								
Kacira, Orhan Kursat	4, 5	O	2024-10-21	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		M	2024-10-21	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		M'	2024-10-21	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2024-10-21	D	50 - Attribution d'options	200 000		ON
		O	2024-10-21	D	50 - Attribution d'options	200 000		ON
<b>Ressources Cerro de Pasco Inc. (anciennement Les propriétés Genius Ltée)</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
2176423 Ontario Ltd.	3	O	2024-10-16	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	250 500	0.1800	QC
		O	2024-10-17	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200 000	0.1934	QC
		O	2024-10-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300 000	0.2000	QC
		O	2024-10-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	157 000	0.2270	QC
Sprott, Eric	3							
2176423 Ontario Ltd.	PI	O	2024-10-16	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	250 500	0.1800	QC
		O	2024-10-17	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200 000	0.1934	QC
		O	2024-10-18	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300 000	0.2000	QC
		O	2024-10-21	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	157 000	0.2270	QC
<b>Ressources E-Power inc.</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Cross, James P	5	O	2023-02-28	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2024-10-15	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	500 000	0.0500	QC
<i>Options Restricted Share Units</i>								
Cross, James P	5	O	2023-02-28	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
<b>Ressources Mason Inc.</b>								
<i>Options</i>								
McDowall, Roy	4	O	2024-10-07	D	38 - Rachat ou annulation	(400 000)	0.4600	QC
<b>Ressources Minières Radisson Inc.</b>								
<i>Actions ordinaires Catégorie A</i>								
Manson, Matthew Lamont	5	O	2024-10-22	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	312 500	0.3200	QC
Parent Bouchard, Hubert	5	O	2024-10-22	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	84 783	0.3600	QC
<b>SANDSTORM GOLD LTD.</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Orion Mine Finance Management II Limited	3							
Orion Mine Finance Fund II LP	PI	O	2024-10-18	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(8 266 177)	7.9500	BC

Émetteur	Relation	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-ri se	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
<b>Orion Mine Finance Management III LLC</b>								
Orion Mine Finance Fund III LP	PI	O	2024-10-18	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(1 733 823)	7.9500	BC
<b>Services Alimentaires A &amp; W Du Canada Inc.</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Anderson, Catherine Isabel	5	O	2024-10-17	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		M	2024-10-18	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Anthony Ryan Anderson	PI	O	2024-10-17	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		M	2024-10-18	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Atkinson, Michael	5	O	2024-10-18	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Blankstein, Kelly Anne	5	O	2024-10-18	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Dunn, Andrew William	4	O	2024-10-17	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		M	2024-10-18	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Christine L Dunn	PI	O	2024-10-17	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		M	2024-10-18	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Farmer, Neil	5	O	2024-10-17	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		M	2024-10-18	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Fussey, Robert	5	O	2024-10-17	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		M	2024-10-18	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Marilyn Fussey	PI	O	2024-10-17	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		M	2024-10-18	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Glowinsky, Fern Tammy	4	O	2024-10-17	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		M	2024-10-18	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
MOONEY, JEFFERSON	4							
WEEO GWEAT ENTERPRISES INC.	PI	O	2024-10-18	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Parente, Patricia	5	O	2024-10-18	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
John G Parente	PI	O	2024-10-18	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Senecal, Susan	4, 5	O	2024-10-18	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Todd, Brent	5	O	2024-10-17	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		M	2024-10-18	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
<b>Sherritt International Corporation</b>								
<i>Deferred Share Units</i>								
Blais, Louise	4	O	2024-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	171 053	0.1900	ON
Brown, Shelley Ann Marie	4	O	2024-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	103 669	0.1900	ON
Goldman, Steven Harold	4	O	2024-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	171 053	0.1900	ON
Hancock, Peter James	4	O	2024-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	171 053	0.1900	ON
Laphorne, Sir Richard Douglas	4	O	2024-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	171 053	0.1900	ON
Lo, Chih-Ting	4	O	2024-10-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	171 053	0.1900	ON
<b>Shopify Inc.</b>								
<i>Actions à droit de vote subalterne Class A Subordinate Voting Shares</i>								
Finkelstein, Harley Michael	5	O	2024-10-16	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(1 650)	82.0032USD	ON
<b>Sierra Metals Inc. (formerly Exploration Dia Bras Inc.)</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Arias, J. Alberto	6							
Arias Resource Capital Fund II (Mexico) L.P.	PI	O	2024-10-17	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 336)	0.6195USD	ON
		O	2024-10-18	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(886)	0.6155USD	ON
		O	2024-10-21	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 370)	0.6373USD	ON
		O	2024-10-22	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 370)	0.6546USD	ON
Arias Resource Capital Fund II L.P.	PI	O	2024-10-17	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(41 164)	0.6195USD	ON
		O	2024-10-18	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(15 614)	0.6155USD	ON
		O	2024-10-21	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(94 630)	0.6373USD	ON
		O	2024-10-22	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(94 630)	0.6546USD	ON
<b>SILVERCORP METALS INC.</b>								
<i>Actions ordinaires without par value</i>								
Hoyle, Jonathan	5	O	2024-10-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 500)	7.0100	BC
Liu, Derek Zhuhua	5	O	2024-10-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(20 000)	6.9850	BC



Émetteur	Relation	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
<b>Droits Restricted Share Units</b>								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2024-10-21	D	57 - Exercice de droits de souscription	24 334		BC
Liu, Yikang	4	O	2024-10-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 534)	7.0004	BC
		O	2024-10-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 800)	7.0000	BC
		O	2024-10-21	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 167		BC
<b>Droits Restricted Share Units</b>								
Liu, Derek Zhihua	5	O	2024-10-21	D	57 - Exercice de droits de souscription	(24 334)		BC
Liu, Yikang	4	O	2024-10-21	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 167)		BC
<b>Société Asbestos Limitée</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Tremblay, Robert	6	O	2024-10-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 500	0.8100	QC
<b>Société Financière Manuvie</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Costantini, Marc	5	O	2024-09-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4 041		ON
		O	2024-09-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	147		ON
Dai, Ka Ming (Kenneth)	7	O	2024-09-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	67		ON
DeCamillo, Aimee	7	O	2024-09-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	71		ON
		O	2024-09-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	6		ON
Finch, Steve	5	O	2024-09-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	236		ON
Gallagher, James D.	5	O	2024-09-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	170		ON
Gori, Rocco	4, 5	O	2024-09-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 992		ON
Gough, Dara	7	O	2024-09-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	149		ON
		O	2024-09-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	64		ON
Hatch, John Richard	7	O	2024-09-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	71		ON
Hirji, Rahim	5	O	2024-09-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	102		ON
		O	2024-09-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	238		ON
Irshad, Naveed	5	O	2024-09-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	221		ON
Joshi, Rahul Madhav	5	O	2024-09-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	276		ON
Kalita von dem Hagen, Halina	5	O	2024-09-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	63		ON
		O	2024-09-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	37		ON
Kimmet, Pamela O'Brien	5	O	2024-09-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	293		ON
Kreel, Trevor	5	O	2024-09-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	90		ON
		O	2024-09-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	273		ON
Ku, Tin	7	O	2024-09-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	67		ON
		O	2024-09-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1		ON
Leggett, Karen	5	O	2024-09-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	173		ON
Lorentz, Paul	5	O	2024-09-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	69		ON
		O	2024-09-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	442		ON
Orlandella, Sarah Seery	7	O	2024-09-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	28		ON
Ross, Kenneth Michael	7	O	2024-09-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	103		ON
		O	2024-09-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	75		ON
Silva, Anthony Alex	7	O	2024-09-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	155		ON
		O	2024-09-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	17		ON
Simpson, Colin Lloyd	7, 5	O	2024-09-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 593		ON
		O	2024-09-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	61		ON
Springer-Haynes, Renee	7	O	2024-09-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	76		ON
		O	2024-09-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	86		ON
Tassell, Anne-Maree	5	O	2024-09-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	24		ON
Tingle, Brooks	7, 5	O	2024-09-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	330		ON
Weiland, Shamus Edward	5	O	2024-09-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	321		ON
Witherington, Philip James	7, 5	O	2024-09-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	503		ON
Wong, Christopher Chiu Lun	7	O	2024-09-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	106		ON
		O	2024-09-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	103		ON
Wong, Henry	7	O	2024-09-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	93		ON
<b>Softchoice Corporation</b>								
<i>Restricted Share Units</i>								
Davies, Scott P.	5	O	2024-10-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	127		ON

Émetteur Titre	Relation	État opé- ration	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
Porteur inscrit								
De Palma, Vincent Rudolph	4	O	2024-10-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	765		ON
Denomey, Sean Edward	5	O	2024-10-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	121		ON
Odoardi, Maria A.	5	O	2024-10-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	160		ON
Reis, Jeff	5	O	2024-10-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	117		ON
Roiter, Jonathan	5	O	2024-10-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	289		ON
Scott, Karen Bernadette	5	O	2024-10-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	75		ON
Syed, Habeeb	5	O	2024-10-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	175		ON
Woodin, Christopher Glen Edward	5	O	2024-10-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	220		ON
<b>Spin Master Corp.</b>								
<i>Deferred Share Units</i>								
Clark, William Edmund	4	O	2024-10-11	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	16		ON
		O	2024-10-11	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	20		ON
		O	2024-10-11	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	16		ON
		O	2024-10-11	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	17		ON
		O	2024-10-11	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	17		ON
		O	2024-10-11	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	7		ON
		O	2024-10-11	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	13		ON
		O	2024-10-11	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	16		ON
		O	2024-10-11	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	13		ON
		O	2024-10-11	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	14		ON
		O	2024-10-11	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	18		ON
		O	2024-10-11	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	11		ON
		O	2024-10-11	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	12		ON
		O	2024-10-11	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	15		ON
Fils-Aime, Reginald	4	O	2024-10-11	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3		ON
<i>Performance Share Units</i>								
De Vellis, Marc Loren	5	O	2024-10-11	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	5		ON
		O	2024-10-11	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3		ON
		O	2024-10-11	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4		ON
Deakin, Tara Lise	5	O	2024-10-11	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	33		ON
		O	2024-10-11	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	20		ON
		O	2024-10-11	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	27		ON
Harary, Ronnen	4, 3	O	2024-10-11	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	48		ON
		O	2024-10-11	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	36		ON
		O	2024-10-11	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	43		ON
Kanabar, Sachin Lalit	5	O	2024-10-11	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	14		ON
Voss, David	5	O	2024-10-11	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	26		ON
Wadleigh, Douglas	5	O	2024-10-11	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	43		ON
		O	2024-10-11	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	16		ON
		O	2024-10-11	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	29		ON
<i>Restricted Share Units</i>								
De Vellis, Marc Loren	5	O	2024-10-11	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	7		ON
		O	2024-10-11	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2		ON
		O	2024-10-11	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4		ON
		O	2024-10-11	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	25		ON
Deakin, Tara Lise	5	O	2024-10-11	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	22		ON
		O	2024-10-11	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4		ON
		O	2024-10-11	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	12		ON
		O	2024-10-11	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1		ON
		O	2024-10-11	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	322		ON
Harary, Ronnen	4, 3	O	2024-10-11	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	32		ON
		O	2024-10-11	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	8		ON
		O	2024-10-11	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	19		ON
Kanabar, Sachin Lalit	5	O	2024-10-11	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	10		ON
		O	2024-10-11	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	28		ON
Voss, David	5	O	2024-10-11	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	17		ON

Émetteur	Relation	État opé-	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
<b>SSC Security Services Corp.</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Wadleigh, Douglas	5	O	2024-10-11	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	38		ON
		O	2024-10-11	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	29		ON
		O	2024-10-11	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3		ON
		O	2024-10-11	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	9		ON
		O	2024-10-11	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	75		ON
		O	2024-10-11	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	37		ON
<b>Standard Lithium Ltd.</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Farquhar, Bradley Douglas Nomad Holdings Ltd.	4 PI	O	2024-10-18	I	47 - Acquisition ou aliénation par don	(35 000)	2.5800	ON
<b>Stardust Solar Energy Inc.</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Cross, Robert Melvin Douglas	4	O	2024-10-16	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(50 000)	2.8100	BC
<b>StorageVault Canada Inc.</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Access Self Storage Inc.	3	O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	85 038	4.6634	ON
<b>Stria Lithium Inc.</b>								
<i>Options</i>								
Birak, Donald James	4	O	2024-10-16	D	50 - Attribution d'options	100 000		ON
<b>Suncor Energy Inc.</b>								
<i>Climate Performance Share Units</i>								
Albeldawi, Adam Husain	5	O	2024-10-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
Little, Troy Ward	5	O	2024-10-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
<i>Options - Suncor Energy Option Plan (Post August 1, 2009)</i>								
Albeldawi, Adam Husain	5	O	2024-10-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
Little, Troy Ward	5	O	2024-10-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
<i>Performance Share Units</i>								
Albeldawi, Adam Husain	5	O	2024-10-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
Little, Troy Ward	5	O	2024-10-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
<i>Restricted Share Unit</i>								
Albeldawi, Adam Husain	5	O	2024-10-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
Little, Troy Ward	5	O	2024-10-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
<b>Superior Plus Corp.</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
MacDonald, Allan Angus	4, 5	O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4 036	7.4059	ON
<i>Droits Deferred Share Units</i>								
Best, Catherine May	4	O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 571	7.3500	ON
Gottschalk, Patrick Edward	4	O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 566	7.3500	ON
Grigsby, Jennifer M.	4	O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	547	7.3500	ON
Harrison, Douglas	4	O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 598	7.3500	ON
Jacober, Calvin Blain	4	O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	400	7.3500	ON
Jordan, Mary	4	O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 827	7.3500	ON
Smith, David Paul	4	O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	5 637	7.3500	ON
<i>Droits Performance Share Units</i>								
Carron, Richard Paul	5	O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 509	7.3500	ON
Cherednichenko, Natasha Anne	5	O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 364	7.3500	ON

Émetteur	Relation	État opé-	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
<i>Initié</i>								
<i>Porteur inscrit</i>								
Colter, Grier Barrett	5	O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 047	7.3500	ON
Fortin, Jason Tobler	5	O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	625	7.3500	ON
Hribar, Darren Bart	5	O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 882	7.3500	ON
MacDonald, Allan Angus	4, 5	O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	10 612	7.3500	ON
Manion, Steven Thomas	5	O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	345	7.3500	ON
Olsen, Kirsten	5	O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	458	7.3500	ON
Quinn, Steven Alexander	5	O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	197	7.3500	ON
Rajendra, Ashish	5	O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	478	7.3500	ON
Vammen, Shawn Bradley	7	O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 098	7.3500	ON
<i>Droits Restricted Share Units</i>								
Carron, Richard Paul	5	O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 103	7.3500	ON
Cherednichenko, Natasha Anne	5	O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 833	7.3500	ON
Colter, Grier Barrett	5	O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 047	7.3500	ON
Fortin, Jason Tobler	5	O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	476	7.3500	ON
Hribar, Darren Bart	5	O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 348	7.3500	ON
MacDonald, Allan Angus	4, 5	O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	8 166	7.3500	ON
Manion, Steven Thomas	5	O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	569	7.3500	ON
Olsen, Kirsten	5	O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 525	7.3500	ON
Quinn, Steven Alexander	5	O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	197	7.3500	ON
Rajendra, Ashish	5	O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	333	7.3500	ON
Vammen, Shawn Bradley	7	O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	768	7.3500	ON
<b>Tamarack Valley Energy Ltd.</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Baker, Rocky (Rawleen)	5	O	2024-10-18	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 426	3.9400	AB
Buytels, Steven	5	O	2024-10-18	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 631	3.9400	AB
Chrumka, Lynne Patricia	5	O	2024-10-18	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 902	3.9400	AB
Ezinga, Christine	5	O	2024-10-18	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 851	3.9400	AB
Johnston, Kevin James	5	O	2024-10-18	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 712	3.9400	AB
Schmidt, Brian Leslie	5	O	2024-10-18	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 550	3.9400	AB
Screen, Kevin	5	O	2024-10-18	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 346	3.9400	AB
Shimek, Scott	5	O	2024-10-18	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 997	3.9400	AB
Stoodley, Benjamin Wayne	5	O	2024-10-18	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 946	3.9400	AB
<b>Terra Balcanica Resources Corp.</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Miskovic, Aleksandar	4, 5, 3	O	2024-10-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 000	0.0900	BC
<b>TerraVest Industries Inc. (formerly TerraVest Capital Inc.)</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Fournier, Pierre	2	O	2024-10-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	150	95.3000	AB
<b>The North West Company Inc.</b>								
<i>Options</i>								
Sie, Kevin Thomas Peter	5	O	2024-10-16	D	51 - Exercice d'options	(3 937)		MB
		O	2024-10-16	D	38 - Rachat ou annulation	(5 065)		MB
<i>Variable Voting and Common Voting Shares</i>								
Sie, Kevin Thomas Peter	5	O	2024-10-16	D	51 - Exercice d'options	3 937	52.3545	MB
		O	2024-10-16	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 937)	52.6000	MB
<b>The Real Brokerage Inc.</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Gamzu, Guy	4, 6, 3							
Cubit Investments Ltd.	PI	O	2024-10-18	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(600)	5.0800USD	ON
		O	2024-10-18	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	5.0850USD	ON
		O	2024-10-18	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 300)	5.0900USD	ON
		O	2024-10-18	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(800)	5.0950USD	ON
		O	2024-10-18	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	5.1100USD	ON
		O	2024-10-18	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 014)	5.1200USD	ON
		O	2024-10-18	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	5.1250USD	ON
		O	2024-10-18	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 809)	5.1300USD	ON

Émetteur	Relation	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2024-10-18	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(600)	5.1350USD	ON
		O	2024-10-18	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(25 022)	5.1400USD	ON
		O	2024-10-18	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 900)	5.1450USD	ON
		O	2024-10-18	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(9 133)	5.1500USD	ON
		O	2024-10-18	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 200)	5.1550USD	ON
		O	2024-10-18	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(7 300)	5.1600USD	ON
		O	2024-10-18	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(900)	5.1650USD	ON
		O	2024-10-18	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 037)	5.1700USD	ON
		O	2024-10-18	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 900)	5.1750USD	ON
		O	2024-10-18	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 658)	5.1800USD	ON
		O	2024-10-18	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(700)	5.1900USD	ON
		O	2024-10-18	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	5.1950USD	ON
		O	2024-10-18	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 341)	5.2000USD	ON
		O	2024-10-18	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 200)	5.2200USD	ON
		O	2024-10-18	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 600)	5.2300USD	ON
		O	2024-10-18	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 300)	5.2400USD	ON
		O	2024-10-18	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(519)	5.2500USD	ON
		O	2024-10-18	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	5.2600USD	ON
		O	2024-10-18	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 200)	5.2700USD	ON
		O	2024-10-18	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(900)	5.2750USD	ON
		O	2024-10-18	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 500)	5.2800USD	ON
<b>Theratechnologies Inc.</b>								
<i>Options</i>								
Weil, Dale	4	O	2024-10-11	D	50 - Attribution d'options	22 727	1.7500	QC
<i>Unités d'actions différées (DSU)</i>								
Marsolais, Christian	5	O	2023-07-31	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(4 734)		QC
<b>Thinkific Labs Inc.</b>								
<i>Actions à droit de vote subalterne</i>								
Thinkific Labs Inc.	1	O	2024-10-16	D	38 - Rachat ou annulation	3 900	2.7000	BC
		O	2024-10-17	D	38 - Rachat ou annulation	(34 580)		BC
		O	2024-10-17	D	38 - Rachat ou annulation	3 700	2.5930	BC
		O	2024-10-18	D	38 - Rachat ou annulation	1 700	2.6010	BC
		O	2024-10-21	D	38 - Rachat ou annulation	4 096	2.6040	BC
<b>ThreeD Capital Inc.</b>								
<i>Options</i>								
Inwentash, Jakson Samuel	4, 3	O	2024-10-18	D	52 - Expiration d'options	(62 500)		ON
<b>Tintina Mines Limited</b>								
<i>Options</i>								
Ferrari, Eugenio	4, 5	O	2024-10-18	D	50 - Attribution d'options	500 000		ON
Garrido Quintana, Cesar	4	O	2024-10-18	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2024-10-18	D	50 - Attribution d'options	150 000		ON
Irrazaval, Vicente Arturo	4	O	2024-06-26	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2024-10-18	D	50 - Attribution d'options	150 000		ON
Marrelli, Carmelo	4	O	2024-10-18	D	50 - Attribution d'options	250 000		ON
Rassmuss, Juan Enrique	4, 5	O	2024-10-18	D	50 - Attribution d'options	1 000 000		ON
<b>Toromont Industries Ltd.</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Cherniavsky, Benjamin David	4	O	2021-02-11	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		M	2021-02-11	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
RRSP	PI	O	2021-02-11	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		M	2021-02-11	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
<b>Tourmaline Oil Corp.</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
MacDonald, Andrew B.	4							
Georgina L. MacDonald	PI	O	2011-03-22	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2024-10-04	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat,	4 592		AB

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
					regroupement ou acquisition			
<b>Transcontinental inc.</b>								
<i>Unités d'actions différées (UAD)/Deferred share unit (DSU)</i>								
Bendavid, Salomon	7, 5	O	2024-10-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	101	17.7500	QC
Casey, Rebecca	5	O	2024-10-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	69	17.7500	QC
Desaulniers, Christine	7, 5	O	2024-10-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	501	17.7500	QC
Dyer, Dustin D.	5	O	2024-10-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	85	17.7500	QC
Hayden, Alexander	5	O	2024-10-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	111	17.7500	QC
Lasley, Jeffery T.	5	O	2024-10-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	302	17.7500	QC
LeCavalier, Donald	5	O	2024-10-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	283	17.7500	QC
Lutzy, Patrick	5	O	2024-10-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	171	17.7500	QC
Marcoux, Isabelle	4, 6	O	2024-10-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	113	17.7500	QC
Morin, Thomas Gaston Louis	5	O	2024-10-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	938	17.7500	QC
Nangia, Roopesh K.	5	O	2024-10-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	91	17.7500	QC
<i>Unités d'actions différées (UAD-administrateurs) / (DSU-directors)</i>								
Cote, Jacynthe	4	O	2024-10-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	878	17.7300	QC
Gentiletti, Nelson	4	O	2024-10-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	294	17.7300	QC
Leduc, Yves	4	O	2024-10-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	720	17.7300	QC
Marcoux, Nathalie	4, 6	O	2024-10-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	448	17.7300	QC
Martini, Anna	4	O	2024-10-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 489	17.7300	QC
Plourde, Mario	4	O	2024-10-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	963	17.7300	QC
Raymond, Jean	4	O	2024-10-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	782	17.7300	QC
Thabet, Annie	4	O	2024-10-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	547	17.7300	QC
<i>Unités d'actions différées liées au rendement (UADLR) (DPSU)</i>								
Morin, Thomas Gaston Louis	5	O	2024-10-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	728	17.7500	QC
<i>Unités d'actions restreintes (UAR) / Restricted share unit (RSU)</i>								
Bendavid, Salomon	7, 5	O	2024-10-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	481	17.7500	QC
Brayley, Patrick	5	O	2024-10-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	516	17.7500	QC
Casey, Rebecca	5	O	2024-10-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	286	17.7500	QC
Desaulniers, Christine	7, 5	O	2024-10-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	703	17.7500	QC
Dyer, Dustin D.	5	O	2024-10-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	274	17.7500	QC
Hayden, Alexander	5	O	2024-10-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	374	17.7500	QC
Lasley, Jeffery T.	5	O	2024-10-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	365	17.7500	QC
LeCavalier, Donald	5	O	2024-10-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 688	17.7500	QC
Lutzy, Patrick	5	O	2024-10-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	277	17.7500	QC
Marcoux, Isabelle	4, 6	O	2024-10-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 986	17.7500	QC
Morin, Thomas Gaston Louis	5	O	2024-10-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 812	17.7500	QC
Nangia, Roopesh K.	5	O	2024-10-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	346	17.7500	QC
Newcomb, Lynda Barbara	5	O	2024-10-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 119	17.7500	QC
<b>Trican Well Service Ltd.</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Trican Well Service Ltd.	1	O	2024-10-07	D	38 - Rachat ou annulation	40 000	4.8477	AB
		O	2024-10-08	D	38 - Rachat ou annulation	40 000	4.6465	AB
		O	2024-10-09	D	38 - Rachat ou annulation	40 000	4.6564	AB
		O	2024-10-10	D	38 - Rachat ou annulation	40 000	4.6727	AB
		O	2024-10-11	D	38 - Rachat ou annulation	40 000	4.6514	AB
		O	2024-10-15	D	38 - Rachat ou annulation	40 000	4.5190	AB
		O	2024-10-16	D	38 - Rachat ou annulation	40 000	4.5471	AB
		O	2024-10-17	D	38 - Rachat ou annulation	40 000	4.5668	AB
		O	2024-10-18	D	38 - Rachat ou annulation	40 000	4.4626	AB
<b>Trilogy Metals Inc. (formerly NovaCopper Inc.)</b>								
<i>Options</i>								
Gowans, James Kitchener	4	O	2024-10-20	D	52 - Expiration d'options	(550 000)	2.4200	BC
<b>True North Commercial Real Estate Investment Trust</b>								
<i>Parts de fiducie</i>								
True North Commercial Real Estate Investment Trust	1	O	2024-10-16	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4 200	12.8076	ON

Émetteur	Relation	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2024-10-17	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	4 200	12.7890	ON
		O	2024-10-18	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	3 800	13.0105	ON
		O	2024-10-21	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	4 100	12.6663	ON
		O	2024-10-22	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	3 200	12.6059	ON
<b>Tucows Inc.</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Noss, Elliot Lawrence	4, 5	O	2024-10-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	19.7000USD	ON
		O	2024-10-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	27.0500	ON
		O	2024-10-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	27.0500	ON
		O	2024-10-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	27.0500	ON
		O	2024-10-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	27.0500	ON
		O	2024-10-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	27.0100	ON
		O	2024-10-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	27.0100	ON
		O	2024-10-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	27.0100	ON
		O	2024-10-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	27.0000	ON
		O	2024-10-17	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	26.5800	ON
		O	2024-10-17	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	26.5700	ON
		O	2024-10-17	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	26.4000	ON
		O	2024-10-17	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	26.4000	ON
		O	2024-10-17	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	26.2800	ON
		O	2024-10-17	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	26.2700	ON
		O	2024-10-17	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	26.2600	ON
		O	2024-10-17	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	26.2600	ON
		O	2024-10-17	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	26.2500	ON
		O	2024-10-17	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	26.0100	ON
		O	2024-10-17	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	26.0100	ON
		O	2024-10-17	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	26.0100	ON
		O	2024-10-17	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	26.0100	ON
		M	2024-10-17	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	26.0000	ON
		O	2024-10-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	27.1100	ON
		O	2024-10-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	27.1100	ON
		O	2024-10-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	27.0100	ON
		O	2024-10-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	27.0000	ON
		O	2024-10-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	27.0000	ON
<b>Val-d'Or Mining Corporation (formerly Nunavik Nickel Mines Ltd.)</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Rosatelli, Michael P.	5	O	2024-10-18	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
TFSA	PI	O	2024-10-18	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
<i>Options</i>								
De Vega, Quirico (Rico)	6, 5	O	2024-10-18	D	50 - Attribution d'options	63 000		QC
Doyle, Louis	4	O	2024-10-18	D	50 - Attribution d'options	85 000		QC
Honig, Deborah Jane	4	O	2024-10-18	D	50 - Attribution d'options	85 000		QC
Mullan, Glenn J	4, 6	O	2024-10-18	D	50 - Attribution d'options	100 000		QC
Rosatelli, Michael P.	5	O	2024-10-18	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2024-10-18	D	50 - Attribution d'options	73 000		QC
Shewchuk, Lukas C.W.	4	O	2024-10-18	D	50 - Attribution d'options	85 000		QC
Zinke, Jens	4, 5	O	2024-10-18	D	50 - Attribution d'options	85 000		QC
<b>Vermilion Energy Inc.</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Epstein, Tamar Aileen	5	O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	159	13.8708	AB
		M	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	159	13.8780	AB

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
<b>Titre</b>								
<b>Initié</b>								
<b>Porteur inscrit</b>								
Glemser, Lars William	5	O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	274	13.8780	AB
Jeffery, Yvonne	5	O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	23	13.8780	AB
MacDonald, Geoffrey Robert	5	O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	28	13.8780	AB
McQuaig, Randy Lee Ernest	5	O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	20	13.8780	AB
Schraven, Averyl	5	O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	17	13.8780	AB
<b>VersaBank</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Kristo, Nikola	5	O	2013-08-20	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2024-10-21	D	51 - Exercice d'options	8 100	15.9000	ON
<i>Options</i>								
Kristo, Nikola	5	O	2024-10-21	D	51 - Exercice d'options	(8 100)	15.9000	ON
<b>VerticalScope Holdings Inc.</b>								
<i>Actions à droit de vote subalterne</i>								
Laidlaw, Rob	4, 5, 3							
The Kaizen 2015 Trust	PI	O	2024-10-21	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	7.7258	ON
<i>Restricted Share Units</i>								
Bellissimo, Vincenzo	5	O	2024-10-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	35 000		ON
Goodridge, Christopher Michael	5	O	2024-10-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	50 000		ON
Laidlaw, Rob	4, 5, 3	O	2024-10-17	D	50 - Attribution d'options	270 000		ON
Seibel, Brandon	5	O	2024-10-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	35 000		ON
Yu, Diane	5	O	2024-10-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	35 000		ON
<b>VISION MARINE TECHNOLOGIES INC.</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Mongeon, Alexandre	4, 5, 3	O	2024-10-08	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(17 576)		QC
9134-0489 Québec Inc.	PI	O	2024-08-22	I	37 - Division ou regroupement d'actions	(998 902)		QC
		O	2024-07-01	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(1 070 253)		QC
9335-1427 Québec Inc.	PI	O	2021-10-07	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		M	2021-10-07	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2024-08-22	I	37 - Division ou regroupement d'actions	(2 350)		QC
		M	2024-08-22	I	37 - Division ou regroupement d'actions	(9 400)		QC
		O	2024-10-08	I	37 - Division ou regroupement d'actions	(597)		QC
9519-0682 Québec Inc.	PI	M	2024-08-22	I	37 - Division ou regroupement d'actions	(998 902)		QC
		O	2021-10-07	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2024-07-01	I	90 - Changements relatifs à la propriété	1 070 253		QC
		O	2024-10-08	I	37 - Division ou regroupement d'actions	(63 423)		QC
<i>Options</i>								
Mongeon, Alexandre	4, 5, 3	O	2024-10-08	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(5 088)		QC
<b>WELL Health Technologies Corp.</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Chau, Hoi Shuen Solina Holly	3							
Oscar Time Limited	PI	O	2024-10-15	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
Perfect Spark Limited	PI	O	2024-10-15	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
Skyinvest Associates Limited	PI	O	2024-10-15	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
West Bellevue Limited	PI	O	2024-10-15	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
WELL Health Technologies Corp.	1	O	2024-10-15	D	38 - Rachat ou annulation	2 100	4.4167	BC
		O	2024-10-16	D	38 - Rachat ou annulation	2 100	4.4917	BC
		O	2024-10-17	D	38 - Rachat ou annulation	2 100	4.6286	BC
		O	2024-10-18	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	4.6878	BC
<b>Western Uranium &amp; Vanadium Corp. (formerly Western Uranium Corporation)</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Rutter, Michael	5	O	2024-01-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		M	2024-01-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
<b>Westshore Terminals Investment Corporation</b>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Canfield, Brian	4	O	2024-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	865	24.0000	BC



Émetteur	Relation	État opé- ration	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
<b>Whitemud Resources Inc.</b>								
<i>Options</i>								
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
Armstrong, Derrick Robert	4	O	2024-08-20	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2024-10-08	D	50 - Attribution d'options	200 000		AB

# 7.

## Bourses, chambres de compensation, organismes d'autorégulation et autres entités réglementées

---

- 7.1 Avis et communiqués
  - 7.2 Réglementation de l'Autorité
  - 7.3 Réglementation des bourses, des chambres de compensation, des OAR et d'autres entités réglementées
  - 7.4 Autres consultations
  - 7.5 Autres décisions
-

## 7.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

### **Publication du Rapport d'inspection de la Chambre de la sécurité financière**

L'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») a notamment pour mission l'encadrement des activités de distribution de produits et services financiers par la surveillance et le contrôle des organismes d'autorégulation reconnus, telle que la Chambre de la sécurité financière (la « Chambre »). En vertu du chapitre II du Titre III de la Loi sur l'encadrement du secteur financier, RLRQ, c. E-6.1, l'Autorité a le pouvoir de procéder à l'inspection de la Chambre afin de vérifier dans quelle mesure elle se conforme aux dispositions des lois et aux conditions de sa reconnaissance qui lui sont applicables ainsi qu'aux décisions de l'Autorité et de quelle manière elle exerce ses fonctions et pouvoirs.

Prenez avis que l'Autorité rend disponible aujourd'hui sur son site Web le Rapport d'inspection de la Chambre de l'assurance de dommages pour la période allant d'octobre 2021 à décembre 2023.



# Inspection de la Chambre de la sécurité financière

Rapport définitif

29 juillet 2024

## Table des matières

### Table des matières

<b>1. SOMMAIRE.....</b>	<b>3</b>
<b>2. LISTE DES RECOMMANDATIONS .....</b>	<b>4</b>
<b>3. FORMATION CONTINUE .....</b>	<b>5</b>
3.1 CONTEXTE	5
3.2 ABANDON DE MESURES DE CONTROLE LIE AU MANQUE DE RESSOURCE	5
3.3 DELAIS DE TRAITEMENT DES DEMANDES DE RECONNAISSANCE	6
3.3 DEDOUBLEMENT DE PROCEDURES	7
<b>ANNEXE I – CONTEXTE LÉGAL .....</b>	<b>8</b>
<b>ANNEXE II - MÉTHODOLOGIE .....</b>	<b>9</b>
PERIODE D'INSPECTION	9
OBJECTIFS DE L'INSPECTION	9
PROCESSUS D'AUTO-EVALUATION	9
PRIORITE DES RECOMMANDATIONS	10

## 1. SOMMAIRE

Période de l'inspection	
<p>La dernière inspection de la Chambre de la sécurité financière (la « Chambre ») par l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») a été réalisée durant l'été et l'automne 2021. Elle portait sur les volets déontologie et finances.</p> <p>La présente inspection vise les activités reliées à la formation continue obligatoire. Elle couvre la période comprise entre octobre 2021 et décembre 2023.</p> <p>Des précisions sur le contexte légal de l'inspection et sur la méthodologie utilisée sont présentées aux annexes I et II.</p>	
Faits saillants	
<p>La Chambre est en train d'automatiser et d'optimiser le processus de demande et de traitement de la reconnaissance des formations (Espace Partenaire de formation) et de simplifier ses processus en lien avec la reconnaissance d'activités de formation continue obligatoire.</p> <p>Ces travaux conduiront à la révision de la Politique sur la reconnaissance des activités de formation continue (la « Politique ») et des procédures qui en découlent. Le <i>Règlement sur la formation continue obligatoire de la Chambre</i> (le « Règlement ») pourra éventuellement nécessiter des modifications.</p> <p>Compte tenu des changements importants présentement en cours à la Chambre en ce qui concerne la formation continue obligatoire, une portion des travaux d'inspection a été réalisée par l'entremise d'un processus d'auto-évaluation.</p> <p>L'inspection visait notamment à apprécier dans quelle mesure la gestion des activités de formation continue obligatoire est conforme au Règlement ainsi qu'à la Politique et aux procédures dont la Chambre s'est dotée et à brosser le portrait de la situation actuelle.</p> <p>Au terme des travaux, l'Autorité constate que la Chambre ne procède plus à ses contrôles par audit pour assurer la conformité et la qualité de son processus interne de reconnaissance des activités de formation. La Chambre a également cessé d'utiliser les données recueillies par ses sondages d'appréciation des formations reconnues pour évaluer la qualité et détecter des problématiques.</p> <p><i>L'Autorité ne fait aucun commentaire et ne tire aucune conclusion quant aux opérations ou aux activités de la Chambre qui ne sont pas visées par la présente inspection.</i></p>	
Recommandations	Commentaires et plan d'action
<p>Au terme de l'inspection, quatre recommandations sont émises, dont une de niveau de priorité élevé, une de niveau moyen et deux de niveau faible<sup>1</sup>.</p> <p>Les recommandations ont été formulées sur la base des réponses de la CSF au questionnaire d'auto-évaluation, de l'information fournie et</p>	<p>La Chambre doit établir un plan d'action dans les 30 jours suivant la réception du rapport final et mettre en place les mesures correctives dans les délais requis.</p>

<sup>1</sup> Voir l'annexe II pour les définitions complètes des niveaux.

des entrevues réalisées auprès des membres du personnel.	
--	--

## 2. LISTE DES RECOMMANDATIONS

Recommandations	Priorité
1. Que la Chambre prenne les mesures nécessaires pour assurer la performance de son processus de reconnaissance et qu'elle ajuste ses procédures en conséquence.	<b>Élevée</b> (Répétition)
2. Que la Chambre prenne les mesures nécessaires pour mesurer la qualité des formations reconnues et pour intervenir lorsque des problématiques sont captées.  2.1 Que la Chambre prenne les mesures nécessaires pour respecter sa Politique.	<b>Moyenne</b>
3. Que la Chambre prenne les mesures nécessaires afin de respecter les délais de traitement des demandes de reconnaissance de formations prévues à sa Politique.	<b>Faible</b>
4. Que la Chambre consolide les procédures relatives au processus de reconnaissance et qu'elle s'assure d'éviter des incohérences entre sa Politique et ses procédures (ou entre ses procédures) afin d'éviter de créer de la confusion et/ou des doublons.	<b>Faible</b>

### 3. FORMATION CONTINUE

---

#### 3.1 Contexte

Depuis octobre 2023, la Chambre travaille sur le développement d'un nouvel Espace Partenaires de formation qu'elle prévoit tester à l'été 2024 et déployer au début de l'automne 2024.

Le nouvel espace vise à optimiser le processus de reconnaissance notamment pour le rendre plus fluide, diminuer les délais de traitement et éliminer la récupération manuelle d'informations autrefois incluses dans les demandes.

La Chambre a fait valoir que les investissements et les efforts déployés s'inscrivent notamment dans les orientations suivantes :

- définir sa stratégie de développement professionnel et de formation continue pour qu'elle réponde mieux aux besoins de ses membres tout en permettant d'assurer une protection optimale du public et de renforcer la confiance des consommateurs envers l'écosystème financier, notamment en démocratisant l'accès à des formations de qualité ;
- améliorer l'adéquation entre les besoins de ses membres et son offre de services en redéfinissant le périmètre de son offre de formation ; et
- rehausser le soutien à la pratique des membres avec des sujets et des thèmes qui portent sur des enjeux de société pertinents à la pratique de ses membres.

Ces efforts mèneront à la révision de sa Politique ainsi que de plusieurs procédures en vigueur dans la période d'inspection.

Dans ce contexte de changements importants en cours à la Chambre à l'égard de la formation continue obligatoire, une portion des travaux d'inspection a été réalisée par l'entremise d'un processus d'auto-évaluation.

À la demande de la Chambre, étant donné le surcroit de travail attribuable à la fin de période d'unités de formation continue (novembre 2023), l'Autorité a accordé un délai supplémentaire à cette dernière pour fournir ses réponses.

#### 3.2 Abandon de mesures de contrôle

La Chambre s'est dotée d'une Politique et de procédures pour encadrer ses activités de reconnaissance des formations.

Cependant, l'Autorité constate que la Chambre a délaissé depuis 2021 les audits prévus à ses procédures de reconnaissance des formations.

La Chambre a informé l'Autorité avoir abrogé ses procédures dans la période de validation du rapport préliminaire (Procédure Audit mensuel des formations (DDPQP-19-0001) et Procédure Audits externes des activités de formation continue (DDPQP-21-001)).



Par ailleurs, bien que la Chambre transmette toujours des sondages d'évaluation de la qualité des activités de formation aux participants comme prévu à sa Politique, la Chambre reconnaît que dans leur forme actuelle, les sondages ne répondent pas adéquatement au besoin et ne permettent pas de mesurer objectivement la conformité et la qualité. La Chambre n'utilise donc plus les données recueillies par sondage.

La Chambre a fait valoir que le manque de valeur ajoutée offert par ces contrôles (audits et sondages) a motivé leur délaissement. L'Autorité n'a pas analysé de données en support aux constats de la Chambre, mais comprend que dans leurs états, les contrôles et/ou sondages antérieurement déployés puissent ne pas avoir offert les bénéfices escomptés.

Cependant, avec plus de 3355 formations reconnues lors du dernier cycle de formation, l'Autorité est d'avis qu'il est nécessaire d'avoir des contrôles et des mécanismes pour évaluer la performance de son processus de reconnaissance et la qualité (et si possible la satisfaction des membres) des formations reconnues notamment pour intervenir en cas de signalements.

Au surplus, le processus de reconnaissance actuel repose essentiellement sur une seule ressource et ne prévoit pas, dans aucune situation, l'analyse des contenus de formation lors de la reconnaissance, ce qui ne contribue pas à mitiger les risques en amont.

#### Recommandations

Que la Chambre prenne les mesures nécessaires pour assurer la performance de son processus de reconnaissance et ajuste ses politiques et procédures en conséquence.	Niveau de priorité
	Élevé (Répétition)

Que la Chambre prenne les mesures nécessaires pour mesurer la qualité des formations reconnues et pour intervenir lorsque des problématiques sont captées.	Niveau de priorité
Que la Chambre prenne les mesures nécessaires pour respecter sa Politique.	Moyen

### 3.3 Délais de traitement des demandes de reconnaissance

L'Autorité constate que les délais moyens pour le traitement des demandes de reconnaissance sont en augmentation depuis 2021 et qu'ils ont légèrement dépassé, en 2023, la cible prévue à sa Politique. La Chambre est bien au fait de la situation et prévoit prendre des mesures pour corriger la situation telle que l'embauche d'une nouvelle ressource et la révision complète des processus d'affaires qui vise à en améliorer la fluidité (Espace Partenaires).

**Recommandation**

Que la Chambre prenne les mesures nécessaires afin de respecter les délais de traitement des demandes de reconnaissance de formations prévues à sa Politique.	Niveau de priorité
	Faible

**3.3 Dédoublement de procédures**

L'Autorité a constaté des dédoublements et des incohérences dans deux procédures distinctes<sup>2</sup> qui portent sur l'audit du processus de reconnaissance des activités de formation continue. Une incohérence quant aux délais prévus pour traiter certains types de demandes entre sa Politique et une procédure<sup>3</sup> a également été constatée.

Le dédoublement de procédures qui traitent de sujets similaires et/ou les incohérences qui peuvent survenir peuvent engendrer de la confusion. Au surplus, les modifications qui sont apportées à l'une des procédures nécessitent des modifications corrélatives dans l'autre ce qui est peu efficace et augmente le risque d'erreurs.

La Chambre est consciente de la situation. Elle entend revoir sa Politique et a abrogé deux procédures dans le cadre de la refonte de son Espace Partenaires de formation.

Que la Chambre consolide les procédures relatives au processus de reconnaissance et qu'elle s'assure d'éviter les incohérences entre sa Politique et ses procédures (ou entre ses procédures) afin d'éviter de créer de la confusion et/ou des dédoublements.	Niveau de priorité
	Faible

<sup>2</sup> Procédure Audit mensuel des formations (DDPQP-19-0001) et procédure Audits externes des activités de formation continue (DDPQP-21-001)

<sup>3</sup> Procédure Audit mensuel des formations (DDPQP-19-0001)

## ANNEXE I – CONTEXTE LÉGAL

---

La Chambre est un organisme d'autoréglementation (« OAR ») institué par la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (« Loi sur la distribution »).

Sa mission est édictée à l'article 312 de la Loi sur la distribution :

« **312.** Une chambre a pour mission d'assurer la protection du public en maintenant la discipline et en veillant à la formation et à la déontologie de ses membres.

Les chambres exercent les fonctions et pouvoirs prévus au présent chapitre, au chapitre III du présent titre et aux chapitres I et II du titre VI de la présente loi à titre d'organisme d'autoréglementation reconnu auquel s'appliquent les dispositions du titre III de la Loi sur l'Autorité des marchés financiers (chapitre A-33.2), compte tenu des adaptations nécessaires.

Elles exercent de plus, toute autre fonction et tout autre pouvoir que l'Autorité leur délègue en vertu de l'article 61 de cette loi... »

Conformément à la *Loi sur l'encadrement du secteur financier* (la « LESF »), l'Autorité des marchés financiers a notamment comme mission de superviser les OAR reconnus au Québec. L'Autorité a conclu avec la Chambre un [plan de supervision](#) dans lequel il est précisé la façon dont elle effectue sa supervision. Ce plan de supervision prévoit notamment que l'Autorité « réalise, au moins tous les trois ans, une inspection complète des activités de la [Chambre] à son siège [...] ».

## ANNEXE II - MÉTHODOLOGIE

---

### Période d'inspection

Cette inspection couvre la période d'octobre 2021 et décembre 2023. Toutefois, les constats de l'Autorité sont à jour en date de ce rapport. En effet, l'Autorité a tenu compte des modifications qui ont été apportées par la Chambre et soumises à son attention depuis l'inspection, le cas échéant.

### Objectifs de l'inspection

Les vérifications effectuées concernent les deux volets ci-dessous :

#### 1. Formation continue :

- Maintenir un système adéquat de gestion de la formation continue obligatoire et tenir les dossiers des membres conformément au règlement applicable;
- Reconnaître les formations pertinentes, accorder un nombre d'unités de formation continue adéquat et s'assurer de la qualité des formations dispensées.

### Processus d'auto-évaluation

L'auto-évaluation est un processus par lequel une organisation évalue sa propre situation, performance, activité ou résultat. Elle permet également de brosser le portrait d'une situation à un moment précis.

L'auto-évaluation est un moyen utilisé pour améliorer et maintenir la qualité et l'efficacité des processus et des résultats.

L'Autorité a fondé certaines de ses observations et recommandations sur la base des résultats de l'auto-évaluation complétés par les renseignements obtenus et les entrevues/présentations (et questions complémentaires) avec les membres du personnel de la Chambre responsable de la formation continue obligatoire.

## Priorité des recommandations

Les recommandations émises dans le cadre de cette inspection sont classées par niveau de priorité, soit élevé, moyen ou faible, en fonction des critères suivants :

**Niveau élevé :** La recommandation réfère à des constats importants, répétitifs ou qui sont en lien avec le cadre législatif applicable. Ces constats peuvent revêtir une incidence significative du point de vue du public ou des membres de la Chambre. Des **mesures correctives doivent être prises immédiatement** et **l'implantation doit s'effectuer selon un échéancier approuvé par l'Autorité, mais dans un délai maximal de six mois**. Au besoin, elle devrait mettre en œuvre des contrôles compensatoires avant de prendre des mesures correctives. La Chambre doit faire, auprès de l'Autorité, un suivi régulier de l'avancement des travaux.

**Niveau moyen:** La recommandation réfère à des constats qui relèvent de l'application des règles ou politiques internes. Ces constats peuvent revêtir une incidence du point de vue du public ou des membres de la Chambre. Des **mesures correctives doivent être prises dans un délai maximal de douze mois**. Au besoin, elle devrait mettre en œuvre des contrôles compensatoires avant de prendre des mesures correctives. La Chambre doit faire auprès de l'Autorité un suivi régulier de l'avancement des travaux.

**Niveau faible:** La recommandation réfère à des constats qui relèvent du fonctionnement administratif de la Chambre. Ces constats revêtent peu ou pas d'incidence pour le public ou les membres de la Chambre. Des **mesures correctives doivent être prises dans un délai maximal de dix-huit mois**. L'Autorité procédera à un suivi ponctuel des recommandations lors des prochaines inspections.

Conformément au plan de supervision établi entre l'Autorité et la Chambre, celle-ci devra transmettre à l'Autorité dans un délai de 30 jours de la réception du rapport final, un plan d'action faisant état des mesures qui seront prises afin de donner suite à toutes les recommandations émises par l'Autorité ainsi qu'un échéancier pour leur implantation. Le plan d'action devra par ailleurs contenir l'identité du ou des responsables du suivi des recommandations.

## 7.2 RÉGLEMENTATION DE L'AUTORITÉ

Aucune information.

### 7.3. RÉGLEMENTATION DES BOURSES, DES CHAMBRES DE COMPENSATION, DES OAR ET D'AUTRES ENTITÉS RÉGLEMENTÉES

#### 7.3.1 Consultation

Aucune information

#### 7.3.2 Publication

##### **Corporation canadienne de compensation des produits dérivés (la « CDCC ») – Modifications apportées aux règles de la CDCC (les « règles ») relatives au retrait volontaire de membres compensateurs lors d'une période de gestion de défaut et à leur responsabilité potentielle envers la CDCC.**

L'Autorité des marchés financiers publie, l'avis de conformité et la circulaire d'autocertification de la CDCC (N°:136-24), concernant les modifications apportées aux règles, afin de préciser que si un membre compensateur avise la CDCC de son intention de se retirer à titre de membre compensateur durant une période de gestion de défaut, ce retrait volontaire sera retardé et prendra effet après la fin de la période de gestion de défaut et lorsque le membre aura satisfait à l'ensemble de ses obligations envers la CDCC ou à une date déterminée par la CDCC. Les modifications visent également à préciser que la responsabilité d'un membre compensateur qui se retire volontairement se limite aux périodes de gestion de défaut en cours. Ainsi, une fois toutes les positions du membre compensateur liquidées, la responsabilité de ce dernier sera engagée pour un maximum d'une période de gestion de défaut additionnelle commencée après cette liquidation, le cas échéant. Finalement, les modifications visent à regrouper dans les règles de la CDCC tous les aspects de la définition de « période de gestion de défaut ».

La sollicitation de commentaires [n° 076-24](#) de la CDCC a été publiée au [Bulletin de l'Autorité](#), le 6 juin 2024, Volume 21, n° 22, page 250.

(Les textes sont reproduits ci-après).



## AVIS D'AUTOCERTIFICATION

### FICHE DE VÉRIFICATION

**MODIFICATION DE RÈGLE IMPORTANTE (ART. 6 RID)**

- 1° Texte approuvé
- 2° Résumé des commentaires lors de la consultation
- 3° Résumé de benchmarking
- 4° Analyse pros&cons – Raison motivant l'approbation
- 5° Date d'entrée en vigueur
- 6° Avis sur la conformité en vertu du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 22 LID
- 7° Autre information requise

**MODIFICATION EN VERTU DES ARTICLES 7 ET 8 RID**

- 1° Texte approuvé
- 2° N/A
- 3° N/A
- 4° Raison motivant l'approbation
- 5° Date d'entrée en vigueur
- 6° Avis sur la conformité en vertu du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 22 LID
- 7° Autre information requise

**NOUVEAU PRODUIT (ART. 10 RID)**

- 1° Texte approuvé
- 2° N/A
- 3° Résumé de benchmarking
- 4° Analyse pros&cons – Raison motivant l'approbation
- 5° Date d'entrée en vigueur
- 6° Avis sur la conformité en vertu du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 22 LID
- 7° Autre information requise
- 8° Toute modalité, convention accessoire et circonstance relatives à l'offre/négociation du nouveau produit (ie. Fiche de caractéristiques, contrat de licence, opinion légale, etc.)





## AVIS D'AUTOCERTIFICATION

### MODIFICATION DE RÈGLE IMPORTANTE (ART. 6 RID)

#### MODIFICATIONS APPORTÉES AUX RÈGLES DE LA CORPORATION CANADIENNE DE COMPENSATION DE PRODUITS DÉRIVÉS RELATIVES AU RETRAIT VOLONTAIRE ET À LA RESPONSABILITÉ LIMITÉE DES MEMBRES COMPENSATEURS

En vertu de l'article 6 du *Règlement sur les instruments dérivés*, la Corporation canadienne de compensation de produits dérivés (CDCC) dépose auprès de l'Autorité des marchés financiers un avis d'autocertification des modifications aux règles de la CDCC, et fournit les informations suivantes :

- 1° TEXTE APPROUVÉ**  
Veuillez vous référer aux documents ci-joints.
- 2° RÉSUMÉ DES COMMENTAIRES LORS DE LA CONSULTATION**  
Veuillez vous référer au tableau des commentaires ci-joint.
- 3° RÉSUMÉ DE TOUTE RECHERCHE, ÉTUDE OU ÉVALUATION COMPARATIVE**  
Veuillez vous référer au document d'analyse ci-joint.
- 4° ANALYSE – RAISON MOTIVANT L'APPROBATION**  
Veuillez vous référer au document d'analyse ci-joint.
- 5° DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR**  
La CDCC mettra en vigueur les modifications le **24 octobre 2024**, après la fermeture des marchés.
- 6° AVIS SUR LA CONFORMITÉ EN VERTU DU 1<sup>ER</sup> ALINÉA DE L'ARTICLE 22 LID**  
Veuillez vous référer à l'avis ci-joint.
- 7° AUTRE INFORMATION REQUISE**  
Copie conforme d'une résolution du conseil d'administration de la CDCC – document CONFIDENTIEL

**AVIS AUX MEMBRES**

No. 136-24

**Le 17 octobre 2024****AUTOCERTIFICATION****MODIFICATIONS APPORTÉES AUX RÈGLES DE LA CORPORATION CANADIENNE DE COMPENSATION DE PRODUITS DÉRIVÉS RELATIVES AU RETRAIT VOLONTAIRE ET À LA RESPONSABILITÉ LIMITÉE DES MEMBRES COMPENSATEURS**

Le 30 avril 2024, le Conseil d'administration de la Corporation canadienne de compensation de produits dérivés (la « **CDCC** ») a approuvé des modifications aux règles de la CDCC (les « **règles** ») afin de limiter l'exposition des membres compensateurs qui retirent leur statut de membre compensateur à une période de gestion de défaut suivant la liquidation de leurs positions en cours, ainsi que de regrouper dans les règles tous les aspects de la définition de période de gestion de défaut.

La CDCC désire aviser les membres compensateurs que ces modifications ont été autocertifiées conformément au processus d'autocertification prévu à la *Loi sur les instruments dérivés* (R.L.R.Q., chapitre I-14.01) et présentées à la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario conformément au Protocole de règles concernant l'examen et l'approbation des règles de la CDCC par la Commission.

Veillez trouver ci-joint les modifications qui entreront en vigueur et seront incorporées aux règles de la CDCC disponible sur le site Web de la CDCC ([www.cdcc.ca](http://www.cdcc.ca)) le **24 octobre 2024, après la fermeture des marchés**.

Les modifications visées par le présent avis ont fait l'objet d'une sollicitation de commentaires publiée par la CDCC le 6 juin 2024 (voir Avis [076-24](#)). Suite à la publication de cet avis, la CDCC a reçu des commentaires d'un membre compensateur, que vous trouverez ci-joint. Suite à la réception de ces commentaires, la CDCC a fait des modifications mineures à sa proposition de modification de ses règles afin d'y clarifier que la date de fin de la période de gestion de défaut correspond à la fin du jour ouvrable suivant la déclaration de la CDCC qui indique que le processus de gestion de défaut est achevé.

Si vous avez des questions ou des commentaires au sujet de cet avis, n'hésitez pas à communiquer avec Maxime Rousseau-Turenne, Conseiller juridique, par courriel au [maxime.rousseauturenne@tmx.com](mailto:maxime.rousseauturenne@tmx.com).

Maxime Rousseau-Turenne  
Conseiller juridique  
Corporation canadienne de compensation de produits dérivés

---

**Corporation canadienne de compensation de produits dérivés**  
100, rue Adelaïde ouest 1700-1190 avenue des Canadiens-de-Montréal  
3<sup>e</sup> étage C.P. 37  
Toronto ON M5H 1S3 Montréal QC H3B 0G7  
416-367-2470 514-871-3545  
[www.cdcc.ca](http://www.cdcc.ca)

## MODIFICATIONS APPORTÉES AUX RÈGLES DE LA CDCC

## VERSION AFFICHANT LES MODIFICATIONS

---

[...]

**Article A-1A09 Retrait volontaire**

1) Un membre compensateur peut en tout temps aviser la Société de son intention de se retirer à titre de membre compensateur de la Société en lui faisant parvenir un préavis écrit d'au moins 30 jours. Il cesse d'être un membre compensateur à la plus éloignée des dates suivantes : a) la date d'échéance de la période de préavis ~~et~~, b) la date, déterminée par la Société, à laquelle il a satisfait toutes ses obligations envers la Société et toute exigence applicable relative à son retrait, y compris la liquidation de la totalité de ses positions en cours et le respect de toute obligation liée à cette liquidation, ou c) la date à laquelle la Société accepte le retrait.

2) Si le retrait d'un membre compensateur devait prendre effet alors qu'une période de gestion de défaut est en cours, ce retrait ne prend pas effet et doit être reporté jusqu'à la fin de la période de gestion de défaut, et le membre compensateur cesse d'être un membre compensateur à la date, déterminée par la Société, à laquelle le membre compensateur a satisfait à toutes ses obligations envers la Société, ou à la date à laquelle la Société accepte le retrait. Si un membre compensateur présente un préavis de retrait à la Société et qu'une période de gestion de défaut commence avant la date d'entrée en vigueur du retrait, celui-ci ne prend pas effet avant la fin de la période de gestion de défaut et ce membre compensateur cesse d'être un membre compensateur à la date, déterminée par la Société, à laquelle le membre compensateur a satisfait à toutes ses obligations envers la Société.

3) Malgré les dispositions du paragraphe A-1A09 2), durant la période de préavis prévue au paragraphe A-1A09 1), le membre compensateur sera responsable envers la Société :

a) des obligations qui découlent de toutes les périodes de gestion de défaut lancées durant la période de préavis prévue au paragraphe A-1A09 1), pendant que le membre compensateur détient des positions en cours;

b) une fois que la totalité des positions du membre compensateur ont été liquidées, des obligations qui découlent d'une (1) période de gestion de défaut lancée après cette liquidation durant la période de préavis prévue au paragraphe A-1A09 1).

4) La Société informe tous les membres compensateurs lorsqu'elle reçoit un avis de retrait conformément au paragraphe A-1A09 1).

5) Lorsqu'elle reçoit un avis de retrait d'un membre non conforme conformément au paragraphe A-1A09 1), la Société doit en informer rapidement le Conseil, tous les membres compensateurs, les bourses, l'organisme d'autoréglementation ou l'organisme ayant compétence sur les activités du membre non conforme, tout organisme de réglementation ayant compétence sur les activités de la Société et toute autre entité ou tout autre organisme que la Société juge appropriées.

[...]

**Article A-411 - Période de gestion de défaut**

1) Le terme « **période de gestion de défaut** » désigne la période qui débute et se termine respectivement aux moments suivants :

- i) la date où la Société déclare la suspension d'un membre compensateur;
- ii) la date de fin de la période de gestion de défaut.

Il est cependant entendu que, si la Société déclare la suspension d'un membre compensateur lorsqu'une période de gestion de défaut est en cours en raison de la suspension antérieure d'un autre membre compensateur, les suspensions de ces membres compensateurs seront traitées dans le cadre d'une seule et unique période de gestion de défaut.

2) La date de fin de la période de gestion de défaut correspond à la fin du jour ouvrable suivant la déclaration de la Société qui indique que le processus de gestion de défaut est achevé, ainsi que les éléments suivants :

- i) soit les obligations, les pertes et les dépenses encourues par la Société relativement à la suspension d'un ou plusieurs membres non conformes sont connues ou peuvent être raisonnablement établies, et celles-ci ont été prises en charge ou autrement réglées;
- ii) soit les mesures, les recours et les droits auxquels la Société peut recourir à l'égard de la suspension des membres compensateurs et qu'elle a jugés nécessaires ont été mis en œuvre ou exercés;
- iii) ~~dans les deux cas, la période de gestion de défaut associée au membre compensateur ou aux membres compensateurs suspendus a pris fin~~ la Société a réussi à rétablir l'appariement des positions.

[...]

**MODIFICATIONS APPORTÉES AUX RÈGLES DE LA CDCC****VERSION AU PROPRE**

[...]

**Article A-1A09 Retrait volontaire**

1) Un membre compensateur peut en tout temps aviser la Société de son intention de se retirer à titre de membre compensateur de la Société en lui faisant parvenir un préavis écrit d'au moins 30 jours. Si le retrait d'un membre compensateur prend effet alors qu'une période de gestion de défaut est en cours, ce retrait ne prend pas effet et doit être reporté jusqu'à la fin de la période de gestion de défaut, et le membre compensateur cesse d'être un membre compensateur à la date, déterminée par la Société, à laquelle le membre compensateur a satisfait à toutes ses obligations envers la Société ou à la date à laquelle la Société accepte le retrait.

2) Si le retrait d'un membre compensateur devait prendre effet alors qu'une période de gestion de défaut est en cours, ce retrait ne prend pas effet et doit être reporté jusqu'à la fin de la période de gestion de défaut, et le membre compensateur cesse d'être un membre compensateur à la date, déterminée par la Société, à laquelle le membre compensateur a satisfait à toutes ses obligations envers la Société ou à la date à laquelle la Société accepte le retrait.

3) Malgré les dispositions du paragraphe A-1A09 2), durant la période de préavis prévue au paragraphe A-1A09 1), le membre compensateur sera responsable envers la Société :

a) des obligations qui découlent de toutes les périodes de gestion de défaut lancées durant la période de préavis prévue au paragraphe A-1A09 1), pendant que le membre compensateur détient des positions en cours;

b) une fois que la totalité des positions du membre compensateur ont été liquidées, des obligations qui découlent d'une (1) période de gestion de défaut lancée après cette liquidation durant la période de préavis prévue au paragraphe A-1A09 1).

4) La Société informe tous les membres compensateurs lorsqu'elle reçoit un avis de retrait conformément au paragraphe A-1A09 1).

5) Lorsqu'elle reçoit un avis de retrait d'un membre non conforme conformément au paragraphe A-1A09 1), la Société doit en informer rapidement le Conseil, tous les membres compensateurs, les bourses, l'organisme d'autoréglementation ou l'organisme ayant compétence sur les activités du membre non conforme, tout organisme de réglementation ayant compétence sur les activités de la Société et toute autre entité ou tout autre organisme que la Société juge appropriés.

[...]

**Article A-411 - Période de gestion de défaut**

1) Le terme « **période de gestion de défaut** » désigne la période qui débute et se termine respectivement aux moments suivants :

- i) la date où la Société déclare la suspension d'un membre compensateur;
- ii) la date de fin de la période de gestion de défaut.

Il est cependant entendu que, si la Société déclare la suspension d'un membre compensateur lorsqu'une période de gestion de défaut est en cours en raison de la suspension antérieure d'un autre membre compensateur, les suspensions de ces membres compensateurs seront traitées dans le cadre d'une seule et unique période de gestion de défaut.

2) La date de fin de la période de gestion de défaut correspond à la fin du jour ouvrable suivant la déclaration de la Société qui indique que le processus de gestion de défaut est achevé, ainsi que les éléments suivants :

- i) soit les obligations, les pertes et les dépenses encourues par la Société relativement à la suspension d'un ou plusieurs membres non conformes sont connues ou peuvent être raisonnablement établies, et celles-ci ont été prises en charge ou autrement réglées;
- ii) soit les mesures, les recours et les droits auxquels la Société peut recourir à l'égard de la suspension des membres compensateurs et qu'elle a jugés nécessaires ont été mis en œuvre ou exercés;
- iii) la Société a réussi à rétablir l'appariement des positions.

[...]

**AVIS AUX MEMBRES**

N° 076-24

Le 5 juin 2024

**SOLLICITATION DE COMMENTAIRES****MODIFICATIONS APPORTÉES AUX RÈGLES DE LA CORPORATION CANADIENNE DE COMPENSATION DE PRODUITS DÉRIVÉS RELATIVES AU RETRAIT VOLONTAIRE ET À LA RESPONSABILITÉ LIMITÉE DES MEMBRES COMPENSATEURS**

Le **30 avril 2024**, le Conseil d'administration de la Corporation canadienne de compensation de produits dérivés (la « **CDCC** ») a approuvé des modifications aux règles de la CDCC (les « **règles** ») afin de limiter l'exposition des membres compensateurs qui retirent leur statut de membre compensateur à une période de gestion de défaut suivant la liquidation de leurs positions en cours, ainsi que de regrouper dans les règles tous les aspects de la définition de *période de gestion de défaut*.

Veuillez trouver ci-joint un document d'analyse de même que les modifications proposées.

**Processus d'établissement de règles**

La CDCC est reconnue à titre de chambre de compensation en vertu de l'article 12 de la *Loi sur les instruments dérivés* (Québec) par l'Autorité des marchés financiers (l'« **Autorité** ») et à titre d'agence de compensation reconnue par la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (la « **CVMO** ») en vertu de l'article 21.2 de la *Loi sur les valeurs mobilières* (Ontario).

Le Conseil d'administration de la CDCC a le pouvoir d'adopter ou de modifier le Manuel des risques de la CDCC. Ces modifications sont présentées à l'Autorité conformément au processus d'autocertification ainsi qu'à la CVMO conformément au processus stipulé dans la décision de reconnaissance.

Les commentaires relatifs aux modifications proposées doivent nous être présentés avant le **5 juillet 2024**. Prière de soumettre ces commentaires à:

**Maxime Rousseau-Turenne**  
Conseiller juridique  
*Corporation canadienne de compensation de produits dérivés*  
1800-1190 av. des Canadiens-de-Montréal, C.P. 37  
Montréal QC H3B 0G7  
Courriel: [legal@tmx.com](mailto:legal@tmx.com)

Ces commentaires devront également être transmis à l'Autorité et à la CVMO à l'attention de :

M <sup>e</sup> Philippe Lebel Secrétaire général et directeur général des affaires juridiques Autorité des marchés financiers Place de la Cité, tour Cominar 2640, boulevard Laurier, bureau 400 Québec (Québec) G1V 5C1 Télécopieur : (514) 864-8381 Courriel : <a href="mailto:consultation-en-cours@lautorite.qc.ca">consultation-en-cours@lautorite.qc.ca</a>	Manager, Market Regulation Market Regulation Branch <i>Ontario Securities Commission</i> Suite 2200, 20 Queen Street West Toronto, Ontario, M5H 3S8 Télécopieur : 416-595-8940 Courriel : <a href="mailto:marketregulation@osc.gov.on.ca">marketregulation@osc.gov.on.ca</a>
---	---

Pour toutes questions ou informations, les membres compensateurs peuvent communiquer avec Maxime Rousseau-Turenne, Conseiller juridique, par courriel au [maxime.rousseauturenne@tmx.com](mailto:maxime.rousseauturenne@tmx.com).

George Kormas  
Président





## MODIFICATIONS APPORTÉES AUX RÈGLES DE LA CORPORATION CANADIENNE DE COMPENSATION DE PRODUITS DÉRIVÉS RELATIVES AU RETRAIT VOLONTAIRE ET À LA RESPONSABILITÉ LIMITÉE DES MEMBRES COMPENSATEURS

### I. DESCRIPTION

La Corporation canadienne de compensation de produits dérivés (la « CDCC ») propose par les présentes de modifier ses règles (les « règles ») dans le but de limiter l'exposition des membres compensateurs qui retirent leur statut de membre compensateur à une période de gestion de défaut suivant la liquidation de leurs positions en cours, ainsi que de regrouper dans les règles tous les aspects de la définition de *période de gestion de défaut* (les « modifications proposées »), suite aux discussions tenues à la fin de 2022 avec des membres compensateurs au sujet de la responsabilité potentiellement illimitée des membres compensateurs envers la CDCC en cas de défauts consécutifs de membres compensateurs, ainsi qu'au sujet de la durée de la période de gestion de défaut.

Les modifications proposées sont en phase avec des dispositions semblables d'autres territoires et témoignent de discussions approfondies entre la CDCC et ses membres compensateurs. Tout au long de ce processus, la CDCC a tenu compte de l'éclairage apporté par ses parties prenantes, tout en évaluant l'incidence des modifications proposées sur sa résilience. Les modifications proposées dissiperont une ambiguïté des règles en vigueur portant sur l'exposition à de multiples périodes de gestion de défaut des membres compensateurs qui retirent leur statut de membre compensateur, et viendront clarifier et uniformiser la définition de *période de gestion de défaut*.

À moins que d'autres définitions ne soient énoncées dans la présente analyse, tous les termes qui y sont employés ont le sens qui leur est attribué dans les règles.

### II. MODIFICATIONS PROPOSÉES

Par les présentes, la CDCC propose de modifier l'article A-1A09 de la règle A-1A afin de clarifier les dispositions existantes portant sur le retrait volontaire de membres compensateurs parallèlement à une période de gestion de défaut, ainsi que sur leur responsabilité potentielle envers la CDCC à la suite d'un tel retrait. Plus précisément, la CDCC propose de modifier le paragraphe A-1A09 2) afin de préciser que, si le retrait d'un membre compensateur prend effet pendant une période de gestion de défaut, ce retrait sera retardé et prendra effet après la fin de la période de gestion de défaut, à la date à laquelle le membre compensateur aura satisfait à l'ensemble de ses obligations envers la CDCC (ce qui comprend la liquidation de la totalité des positions en cours à la CDCC du membre compensateur qui se retire), ou à la date déterminée par la CDCC. Deuxièmement, la CDCC propose d'ajouter un paragraphe A-1A09 3) afin de

préciser que la responsabilité envers la CDCC d'un membre compensateur qui se retire se limitera aux obligations découlant des périodes de gestion de défaut en cours pendant que le membre compensateur détient toujours des positions en cours à la CDCC. Ainsi, lorsque toutes les positions à la CDCC du membre compensateur qui se retire auront été liquidées, la responsabilité du membre compensateur sera engagée pour un maximum d'une période de gestion de défaut additionnelle commencée après cette liquidation, le cas échéant.

Par ailleurs, la CDCC propose d'apporter de légères modifications à l'article A-411 des règles afin de consolider dans les règles la définition de *période de gestion de défaut* et de l'harmoniser avec les dispositions relatives à la période de gestion de défaut qui figurent dans son manuel des opérations.

Les modifications proposées figurent à l'annexe A des présentes.

### III. ANALYSE

#### a. Contexte

Au cours du quatrième trimestre de 2022, la CDCC a reçu des commentaires de membres compensateurs au sujet de la responsabilité potentiellement illimitée des membres compensateurs envers la CDCC en cas de défauts suivant le dépôt d'un avis de retrait volontaire auprès de la CDCC conformément à l'article A-1A09 des règles. Sur la base de ces commentaires, la CDCC a saisi l'occasion de réexaminer les dispositions visées de ses règles en procédant à une analyse comparative avec les dispositions d'autres chambres de compensation à contrepartie centrale et en organisant des séances de discussion plus poussée avec ses membres compensateurs.

Cet examen a fait ressortir une ambiguïté dans les règles qui pourrait être levée, parce que ces dernières ne définissent pas, à l'heure actuelle, la limite des obligations d'un membre compensateur envers la CDCC découlant d'une ou de plusieurs périodes de gestion de défaut suivant le dépôt, auprès de la CDCC, d'un avis de retrait volontaire de la part de ce membre compensateur. Une autre ambiguïté réside dans le fait que les règles exigent que les membres compensateurs doivent attendre durant une période prescrite de préavis de retrait de 30 jours, et ce, même si leur avis de retrait a été déposé pendant une période de gestion de défaut en cours. À la lumière de cette situation, certains membres compensateurs ont proposé que la CDCC instaure une période d'arrêt suivant une période de gestion de défaut, comme le font déjà certaines contreparties centrales, notamment celles du CME Group et du LCH Group. Toutefois, puisqu'une telle période d'arrêt pourrait diminuer les ressources financières d'une contrepartie centrale disponibles pour gérer d'autres défauts, la CDCC et ses membres compensateurs ont estimé qu'elle pourrait avoir une incidence négative sur la viabilité de la CDCC et sur la résilience du marché (*voir le point III c) ci-après*). Afin de maintenir la résilience de la CDCC, mais également de permettre aux membres compensateurs de mieux quantifier leur exposition maximale lors d'un retrait, la CDCC a décidé de clarifier le libellé des règles de manière à limiter cette exposition sans devoir instaurer de période d'arrêt.

#### b. Objectifs

Les modifications proposées visent à aborder et à régler la question de la responsabilité potentiellement illimitée des membres compensateurs durant une ou des périodes de gestion de défaut. La CDCC enrichira le libellé des règles qui définit une période de gestion de défaut et précisera le libellé à la règle A-1A09 – Retrait volontaire afin de permettre aux membres compensateurs de mieux quantifier leur exposition maximale envers la CDCC, tout en préservant la viabilité de la CDCC et la résilience du marché.

### c. Analyse comparative

La CDCC a effectué une analyse comparative rigoureuse par rapport à d'autres contreparties centrales mondiales. La plupart des contreparties centrales ont instauré, dans leurs règles, une période d'arrêt qui consiste en une période pendant laquelle une contrepartie centrale ne peut pas faire d'appel de liquidités au-delà d'un plafond auprès des membres compensateurs, et ce, peu importe que d'autres membres compensateurs soient en défaut. À l'heure actuelle, le plafond de la responsabilité des membres compensateurs envers la CDCC se situe à 200 % par période de gestion de défaut, mais la CDCC n'a pas instauré de période d'arrêt formelle, ce qui expose les membres compensateurs à une responsabilité en cas de défauts supplémentaires. Puisque la CDCC maintient seulement un premier seuil de couverture<sup>1</sup> alors que la plupart des contreparties centrales de l'analyse maintiennent un second seuil de couverture<sup>2</sup>, la calibration des ressources de la séquence de défaillance qu'effectue la CDCC se fonde sur l'hypothèse de la couverture du défaut d'un seul membre compensateur. En cas de défauts multiples, les membres compensateurs doivent reconstituer les ressources de la séquence de défaillance après les périodes de gestion de défaut. Ainsi, puisque la composition de l'effectif des membres de la CDCC est plus concentrée que celle d'autres contreparties centrales, le risque d'exposition de la CDCC est également plus élevé en cas de défauts multiples de membres compensateurs. La CDCC a décidé pour ces raisons de ne pas mettre en place de période d'arrêt.

Sous l'angle du retrait volontaire, la plupart des contreparties centrales, dont la CDCC, exigent que les membres soient responsables de leurs obligations de compensation jusqu'à l'achèvement complet du processus de retrait. Le processus de retrait est approuvé seulement si toutes les positions à compenser ont été liquidées. De plus, il est pratique courante chez la plupart des contreparties centrales que les membres demeurent responsables de toute contribution ultérieure à leur fonds de défaillance en cas de déclaration d'un défaut à la suite du retrait d'un membre compensateur. Les modifications proposées visent à préciser le libellé des règles de la CDCC en ce qui a trait à la période de gestion de défaut et à la responsabilité limitée des membres compensateurs qui se retirent s'harmonisent avec ces pratiques.

---

<sup>1</sup> Le premier seuil de couverture s'entend de la valeur d'un fonds de défaillance qui est suffisante pour assurer la couverture en cas de défaillance du plus important membre compensateur dans des conditions de marché extrêmes, mais plausibles.

<sup>2</sup> Le second seuil de couverture s'entend de la valeur d'un fonds de défaillance qui est suffisante pour assurer la couverture en cas de défaillance des deux plus importants membres compensateurs dans des conditions de marché extrêmes, mais plausibles.

L'analyse comparative effectuée par rapport à d'autres contreparties centrales mondiales figure dans le tableau ci-dessous.

	CME (2 <sup>e</sup> seuil de couverture)	LCH (2 <sup>e</sup> seuil de couverture)	SGX (1 <sup>er</sup> seuil de couverture – le membre le plus important; 2 <sup>e</sup> seuil de couverture – les deux membres les moins importants)	ASX (2 <sup>e</sup> seuil de couverture)	CC&G (Italie) (2 <sup>e</sup> seuil de couverture)	B3 (Brésil) (2 <sup>e</sup> seuil de couverture)
<b>Période de gestion de défaut/période d'arrêt</b>	5 jours ouvrables après le défaut d'un membre compensateur	30 jours civils suivant l'avis d'achèvement de la gestion de défaut	90 jours civils après le défaut d'un membre compensateur	Période d'achèvement de la gestion de défaut, plus une période d'arrêt de 22 jours civils	Période d'achèvement de la gestion de défaut (aucune période d'arrêt)	Période d'achèvement de la gestion de défaut, plus une période d'arrêt de 20 jours ouvrables
<b>Plafond de reconstitution des ressources pour une ou plusieurs périodes de gestion de défaut indépendantes</b>	- 2,75 fois le fonds de garantie de base - 5,5 fois le fonds de garantie de base en cas de défauts multiples	- 1 fois la contribution - Jusqu'à 3 défauts par période de 6 mois donnée	- 1 fois la contribution - 1 fois la contribution par défaut en cas de défauts multiples	- 2 fois la contribution	- Reconstitution du fonds de défaillance minimal, nouveau fonds de défaillance calculé 30 jours après le défaut	- 3 fois la contribution
<b>Retrait lors d'une période de gestion de défaut</b>	Si les conditions de retrait sont remplies, le membre compensateur n'est soumis à aucune évaluation résiduelle ayant pour but de couvrir les pertes en cas de défauts survenant après la période d'arrêt de base connexe	Obligation de maintenir la totalité ou une partie de ses contributions jusqu'après l'achèvement du processus de gestion de défaut (même si la date de prise d'effet du retrait survient avant la fin du processus)	30 jours d'avis; aucun renseignement trouvé sur le défaut	Le participant est tenu d'envoyer un avis à l'ASX. Le retrait prend effet le dernier jour de la période de défaut	Intention de retrait pendant une période de 2 jours. En vigueur pendant 20 jours par la suite si les positions sont liquidées	Le participant est tenu d'envoyer un avis à B3. Le retrait prend effet le dernier jour de la période de défaut si les conditions sont remplies

<b>Incidence du retrait sur la reconstitution des ressources</b>	Responsabilité envers les appels de fonds et la reconstitution des ressources jusqu'à la prise d'effet du retrait	Aucune responsabilité de participer à la reconstitution des ressources si le retrait et la liquidation des positions ont lieu pendant la suspension de l'obligation de participer à la reconstitution	Responsabilité envers les défauts déclarés avant la prise d'effet du retrait Plafond établi à 2 fois la contribution des participants compensateurs, et évaluation supplémentaire au moment du retrait	Aucune participation à la reconstitution des ressources après que la contrepartie centrale a accepté le retrait (même si le retrait n'a pas encore pris effet)	Obligation de conserver un niveau de fonds au 2 <sup>e</sup> seuil de couverture Aucune responsabilité de participer à la reconstitution du nouveau fonds de défaillance	Si les conditions de retrait sont remplies, le participant n'est soumis à aucune participation à la reconstitution des ressources à la fin de la période d'arrêt
--	---	---	---	--	---	--

#### **d. Analyse des incidences**

##### **i. Incidences sur le marché**

Les modifications proposées visent à clarifier davantage le processus de retrait de la CDCC et la période de gestion de défaut. Les modifications proposées dissiperont une ambiguïté relevée par les membres compensateurs et leur permettront de mieux quantifier leur exposition maximale de responsabilité envers la CDCC, tout en les incitant à gérer de manière proactive leurs positions après avoir déposé une demande de retrait volontaire auprès de la CDCC, conformément à l'article A-1A09. Les modifications proposées n'auront aucune autre incidence sur le marché et ses participants.

##### **ii. Incidences sur la technologie**

Les modifications proposées n'auront aucun impact sur SOLA, système de compensation de la CDCC. Le système actuel permettra de mettre à jour manuellement le calcul de la valeur du fonds de compensation, incluant, lorsque nécessaire, l'exclusion d'un membre compensateur du calcul de la valeur du fonds de compensation au moment de sélectionner le membre ayant enregistré la plus lourde perte historique ainsi que le déficit à l'échelle du groupe de celui-ci pendant la période de référence, et/ou l'exclusion d'un membre compensateur de la répartition relative au fonds de compensation global calculé.

##### **iii. Incidences sur les fonctions de négociation**

Les modifications proposées n'auront aucune incidence sur les règles ou les systèmes de négociation de Bourse de Montréal inc.

##### **iv. Intérêt public**

La CDCC estime que les modifications proposées sont dans l'intérêt du public puisqu'elles dissiperont une ambiguïté de ses règles et harmoniseront ces dernières aux meilleures pratiques d'autres chambres de compensation, tout en restant conformes aux exigences des Principes pour les infrastructures de marchés financiers (les « PIMF »), le tout afin de répondre à la demande de ses membres compensateurs. Les modifications proposées permettront aux membres compensateurs de mieux quantifier leur exposition maximale, tout en permettant à la CDCC de maintenir sa viabilité et la résilience de son marché.

#### **IV. PROCESSUS**

Les modifications proposées, de même que la présente analyse, doivent être approuvées par le conseil d'administration de la CDCC, puis présentées à l'Autorité des marchés financiers, conformément au processus d'autocertification réglementaire, ainsi qu'à la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario, conformément aux règles énoncées à l'appendice A de l'annexe A de l'ordonnance de reconnaissance de la CDCC datée du 15 juin 2023. Les modifications proposées et l'analyse seront également soumises à la Banque du Canada, conformément à l'accord de surveillance. Sous réserve de la sollicitation de commentaires publique et de

l'approbation réglementaire, la prise d'effet des modifications proposées est prévue pour le troisième trimestre de 2024.

## ANNEXE A – MODIFICATIONS APPORTÉES AUX RÈGLES DE LA CDCC

## VERSION AFFICHANT LES MODIFICATIONS

---

[...]

**Article A-1A09 Retrait volontaire**

1) Un membre compensateur peut en tout temps aviser la Société de son intention de se retirer à titre de membre compensateur de la Société en lui faisant parvenir un préavis écrit d'au moins 30 jours. Il cesse d'être un membre compensateur à la plus éloignée des dates suivantes : a) la date d'échéance de la période de préavis ~~et~~, b) la date, déterminée par la Société, à laquelle il a satisfait toutes ses obligations envers la Société et toute exigence applicable relative à son retrait, y compris la liquidation de la totalité de ses positions en cours et le respect de toute obligation liée à cette liquidation, ou c) la date à laquelle la Société accepte le retrait.

2) Si le retrait d'un membre compensateur devait prendre effet alors qu'une période de gestion de défaut est en cours, ce retrait ne prend pas effet et doit être reporté jusqu'à la fin de la période de gestion de défaut, et le membre compensateur cesse d'être un membre compensateur à la date, déterminée par la Société, à laquelle le membre compensateur a satisfait à toutes ses obligations envers la Société, ou à la date à laquelle la Société accepte le retrait. Si un membre compensateur présente un préavis de retrait à la Société et qu'une période de gestion de défaut commence avant la date d'entrée en vigueur du retrait, celui-ci ne prend pas effet avant la fin de la période de gestion de défaut et ce membre compensateur cesse d'être un membre compensateur à la date, déterminée par la Société, à laquelle le membre compensateur a satisfait à toutes ses obligations envers la Société.

3) Malgré les dispositions du paragraphe A-1A09 2), durant la période de préavis prévue au paragraphe A-1A09 1), le membre compensateur sera responsable envers la Société :

a) des obligations qui découlent de toutes les périodes de gestion de défaut lancées durant la période de préavis prévue au paragraphe A-1A09 1), pendant que le membre compensateur détient des positions en cours;

b) une fois que la totalité des positions du membre compensateur ont été liquidées, des obligations qui découlent d'une (1) période de gestion de défaut lancée après cette liquidation durant la période de préavis prévue au paragraphe A-1A09 1).

4) La Société informe tous les membres compensateurs lorsqu'elle reçoit un avis de retrait conformément au paragraphe A-1A09 1).

5) Lorsqu'elle reçoit un avis de retrait d'un membre non conforme conformément au paragraphe A-1A09 1), la Société doit en informer rapidement le Conseil, tous les membres compensateurs, les bourses, l'organisme d'autoréglementation ou l'organisme ayant compétence sur les activités du membre non conforme, tout organisme de réglementation ayant compétence sur les activités de la Société et toute autre entité ou tout autre organisme que la Société juge appropriées.

[...]



**Article A-411 - Période de gestion de défaut**

1) Le terme « **période de gestion de défaut** » désigne la période qui débute et se termine respectivement aux moments suivants :

- i) la date où la Société déclare la suspension d'un membre compensateur;
- ii) la date de fin de la période de gestion de défaut.

Il est cependant entendu que, si la Société déclare la suspension d'un membre compensateur lorsqu'une période de gestion de défaut est en cours en raison de la suspension antérieure d'un autre membre compensateur, les suspensions de ces membres compensateurs seront traitées dans le cadre d'une seule et unique période de gestion de défaut.

2) La date de fin de la période de gestion de défaut correspond au jour ouvrable suivant la déclaration de la Société qui indique [que le processus de gestion de défaut est achevé, ainsi que](#) les éléments suivants :

- i) soit les obligations, les pertes et les dépenses encourues par la Société relativement à la suspension d'un ou plusieurs membres non conformes sont connues ou peuvent être raisonnablement établies, et celles-ci ont été prises en charge ou autrement réglées;
- ii) soit les mesures, les recours et les droits auxquels la Société peut recourir à l'égard de la suspension des membres compensateurs et qu'elle a jugés nécessaires ont été mis en œuvre ou exercés;
- iii) ~~dans les deux cas, la période de gestion de défaut associée au membre compensateur ou aux membres compensateurs suspendus a pris fin~~ [la Société a réussi à rétablir l'appariement des positions.](#)

[...]

**MODIFICATIONS APPORTÉES AUX RÈGLES DE LA CDCC****VERSION AU PROPRE**

[...]

**Article A-1A09 Retrait volontaire**

1) Un membre compensateur peut en tout temps aviser la Société de son intention de se retirer à titre de membre compensateur de la Société en lui faisant parvenir un préavis écrit d'au moins 30 jours. Si le retrait d'un membre compensateur prend effet alors qu'une période de gestion de défaut est en cours, ce retrait ne prend pas effet et doit être reporté jusqu'à la fin de la période de gestion de défaut, et le membre compensateur cesse d'être un membre compensateur à la date, déterminée par la Société, à laquelle le membre compensateur a satisfait à toutes ses obligations envers la Société ou à la date à laquelle la Société accepte le retrait.

2) Si le retrait d'un membre compensateur devait prendre effet alors qu'une période de gestion de défaut est en cours, ce retrait ne prend pas effet et doit être reporté jusqu'à la fin de la période de gestion de défaut, et le membre compensateur cesse d'être un membre compensateur à la date, déterminée par la Société, à laquelle le membre compensateur a satisfait à toutes ses obligations envers la Société ou à la date à laquelle la Société accepte le retrait.

3) Malgré les dispositions du paragraphe A-1A09 2), durant la période de préavis prévue au paragraphe A-1A09 1), le membre compensateur sera responsable envers la Société :

a) des obligations qui découlent de toutes les périodes de gestion de défaut lancées durant la période de préavis prévue au paragraphe A-1A09 1), pendant que le membre compensateur détient des positions en cours;

b) une fois que la totalité des positions du membre compensateur ont été liquidées, des obligations qui découlent d'une (1) période de gestion de défaut lancée après cette liquidation durant la période de préavis prévue au paragraphe A-1A09 1).

4) La Société informe tous les membres compensateurs lorsqu'elle reçoit un avis de retrait conformément au paragraphe A-1A09 1).

5) Lorsqu'elle reçoit un avis de retrait d'un membre non conforme conformément au paragraphe A-1A09 1), la Société doit en informer rapidement le Conseil, tous les membres compensateurs, les bourses, l'organisme d'autoréglementation ou l'organisme ayant compétence sur les activités du membre non conforme, tout organisme de réglementation ayant compétence sur les activités de la Société et toute autre entité ou tout autre organisme que la Société juge appropriés.

[...]

**Article A-411 - Période de gestion de défaut**

1) Le terme « **période de gestion de défaut** » désigne la période qui débute et se termine respectivement aux moments suivants :

- i) la date où la Société déclare la suspension d'un membre compensateur;
- ii) la date de fin de la période de gestion de défaut.

Il est cependant entendu que, si la Société déclare la suspension d'un membre compensateur lorsqu'une période de gestion de défaut est en cours en raison de la suspension antérieure d'un autre membre compensateur, les suspensions de ces membres compensateurs seront traitées dans le cadre d'une seule et unique période de gestion de défaut.

2) La date de fin de la période de gestion de défaut correspond au jour ouvrable suivant la déclaration de la Société qui indique que le processus de gestion de défaut est achevé, ainsi que les éléments suivants :

- i) soit les obligations, les pertes et les dépenses encourues par la Société relativement à la suspension d'un ou plusieurs membres non conformes sont connues ou peuvent être raisonnablement établies, et celles-ci ont été prises en charge ou autrement réglées;
- ii) soit les mesures, les recours et les droits auxquels la Société peut recourir à l'égard de la suspension des membres compensateurs et qu'elle a jugés nécessaires ont été mis en œuvre ou exercés;
- iii) la Société a réussi à rétablir l'appariement des positions.

[...]

**Avis 076-24 : MODIFICATIONS APPORTÉES AUX RÈGLES DE LA CORPORATION CANADIENNE DE COMPENSATION DE PRODUITS DÉRIVÉS  
RELATIVES AU RETRAIT VOLONTAIRE ET À LA RESPONSABILITÉ LIMITÉE DES MEMBRES COMPENSATEURS**

**Commentaires reçus d'un membre compensateur et réponses de CDCC**

	Commentaires du membre compensateur	Réponses de CDCC				
<b>Courriel reçu le 3 juillet 2024</b>						
1.	<p>We refer to your request for comment from June 5, 2024, regarding the amendments to the rule of CDCC related to the voluntary withdrawal and the limited liability of clearing members. Clearing Member, as a member of CDCC considers the current member liability rules to be of an uncapped nature. Such membership liabilities are a primary focus to Clearing Member, not only because we believe this transpose systemic risk from a clearinghouse to its member base, but also as we receive questions from our global regulators on why we have and maintain memberships at clearinghouses where member liability is uncapped. As a result, we appreciate the efforts of CDCC to amend its rules with the aim to cap a member's liability.</p> <p>SUMMARY: The primary issue with the proposed rule changes to obtain a capped liability designation is, that there is no fixed timeframe in the current definition of a Default Management Period, such that there is lack of certainty around the period over which a member would have a cap on its liability. Effectively, the Default Management Period could be too short for a resigning member to reasonably close out its positions. As a result, such resigning member, is not afforded the protection of sectionA-1A09.3. b</p>	<p>We received your feedback regarding the amendments to the rules of CDCC related to voluntary withdrawal and the limited liability of Clearing Members and we thank you for the opportunity to review our initiative and provide clarifications. We understand that capping member liability towards clearing houses is an important risk management practice for our Members we are of the view that the current proposal is aligned with this goal. In that spirit, we reviewed your comments and would like to provide some observations and clarifications for each proposed Clearing Member approach:</p> <table border="1" data-bbox="1094 987 1923 1052"> <thead> <tr> <th data-bbox="1094 987 1446 1052">CM proposed approach</th> <th data-bbox="1446 987 1923 1052">CDCC observations</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td data-bbox="1094 1052 1446 1412"></td> <td data-bbox="1446 1052 1923 1412"></td> </tr> </tbody> </table>	CM proposed approach	CDCC observations		
CM proposed approach	CDCC observations					

resulting in such member being exposed to an unquantifiable (and therefore uncapped) default fund replenishment. It is for this reason that we strongly recommend CDCC to insert a minimum length for the default management period which would align with the minimum amount of time in which a resigning member can reasonably close out its positions. While this timeframe could vary depending on the products cleared, a period of at least five business days would be aligned with the capped period contemplated by other major Futures CCPs in Americas.

**FURTHER DETAIL:**

- The proposed Section A-1A09 - Voluntary Withdrawal (1) rules provide CDCC with significant discretion on the date on which the withdrawal of the clearing member takes effect as this could extend beyond a 30-day period.
- The proposed Section A-1A09 - Voluntary Withdrawal (3) rules state that withdrawing clearing members will be subject to losses from any default management periods (“DMP”) that commence before such member closes out its open positions. Given that a DMP could theoretically only take 3 hours, replenishments of a newly sized Guarantee Fund become due as resigning member has not yet closed out its positions and therefore is not afforded the protection of rule A-1A09.3.b (*see below an example with a Clearing Member being subjected to three DMPs prior to closing out its open positions*).

Based on the proposed rule amendments, uncapped liability for withdrawing members continues to exist as a result of:

**Approach 1 (preferred approach):** *CDCC should aim to introduce a formal cooling-off period under which maximum losses for single and multiple defaults within such period are consolidated and limited to a pre-defined cap. As this approach provides a cap for continuing members, it reduces incentive to withdraw to limit liability and thereby preventing a rush to exit. The duration of such cooling off period should be aligned with notice period for resigning members (i.e., 30 days).*

While we are not aware of a Canadian regulatory-defined concept of a cooling-off period, and there is no specific Canadian regulatory obligation to introduce one, CDCC understands the paramount importance of Clearing Members being able to quantify their maximum exposure vis-a-vis the CCP in case of a participant default. Currently, CDCC rules explicitly cap Clearing Members' exposure at 200% of their Clearing Fund contributions per the Default event. Please note that this cap is in place regardless of the number of Clearing Members defaulting within one Default Management Period. As a result, CM can at any time assess its exposure to CDCC.

The proposed implementation of a defined cooling-off period, as per Approach 1, presents a significant challenge for CDCC. This challenge stems from CDCC's status as a Cover-1 CCP, as its default fund size is designed to cover the default of the largest Clearing Member only in extreme yet plausible scenarios. In contrast, other CCPs with Cover-2 status boast a more substantial amount of prefunded resources at their disposal to manage a potential consecutive default during the 30-day cooling-off period. Moreover, considering

- Inability to predict the number of DMPs that could occur prior to withdrawing member position close out.
- The ability of CDCC to resize the Default Fund that members need to replenish post each DMP. This amount is not known ex-ante.
- While we have assumed withdrawing members do not need to replenish their DF contribution once they close out their positions, if this is not the case, then this too contributes to uncapped liability.

#### PROPOSED SOLUTIONS:

To address the above issues, we have outlined below three proposals to enable members to quantify their maximum Default Fund liability and arrive at a capped liability.

- **Approach 1 (preferred approach):** CDCC should aim to introduce a formal cooling off period under which maximum losses for single and multiple defaults within such period are consolidated and limited to a pre-defined cap. As this approach provides a cap for continuing members, it reduces incentive to withdraw to limit liability and thereby preventing a rush to exit. The duration of such cooling off period should be aligned with notice period for resigning members (i.e., 30 days).
- **Approach 2:** Defining the length of the DMP to a minimum fixed length so that members can close out their positions within this period. This can be done through revising the proposed clause (c) under Section A-411 to read:
  - **Section A-411 - Default Management Period - (2)** "The Default Management

the high concentration of CDCC with a relatively small number of larger financial institutions, the introduction of the Cover-2 status would inevitably lead to a substantial increase in collateral requirements for CDCC Clearing Members.



Period End Date shall occur at the later of five (5) Business Days after the Corporation declares the suspension of a Clearing Member or the Business Day following the declaration by the Corporation that the Default Management Process is completed and: ...”

- **Approach 3: CDCC should aim to limit the member liability by withdrawal.**
  - **Section A-1A09 – Voluntary Withdrawal** - If a Default Management Period is, or successive Default Management Periods are, initiated during the notice period of a resigning member referred to under Section A-1A09(1), the Clearing Member shall only be liable towards CDCC for the obligations resulting from the first Default Management Period initiated, as the case may be.

**Numerical Illustration of the issue:**

- CM DF requirement = \$100
- CM 1 submits withdrawal notice on Day2 post Default 2
- CM 1 closes out open positions on Day 3 post Default 3

Default event	Day	Time	Max CM DF liability = 3x DF (1x funded DF + 1x replensihment + 1x recovery	Number of DMPs CM 1 subjects to

**Approach 2:** *Defining the length of the DMP to a minimum fixed length so that members can close out their positions within this period. This can be done through revising the proposed clause (c) under Section A-411 to read:*

**Section A-411 - Default Management Period - (2)**  
*“The Default Management Period End Date shall occur at the later*

- *of five (5) Business Days after the Corporation declares the suspension of a Clearing Member or the Business Day following the declaration by the Corporation that the Default Management Process is completed and:*

CDCC currently applies rigorous risk management procedures to protect Clearing Members in case of default events. Margin, Default Risk Capital, Clearing Fund requirements and a 2-day MPOR period are calibrated to manage a default event effectively and minimize the potential impact on the market, with the goal of limiting loss allocation to extreme market scenarios involving large portfolios.

The process for loss allocation is governed by CDCC’s Default Management Plan and Recovery Plan, which are regularly updated, tested, and subject to regulatory oversight.

Each default event is unique and depends on several factors including the size of the defaulter’s portfolio, market conditions our ability to liquidate the defaulter’s portfolio and collateral, and the level of involvement of the surviving Clearing Members. Defaults are rare events in the history of global CCPs and there is no precise definition of the length of a default from PFMI or our regulators. As such, we do not have sufficient data to establish a specific justifiable length for the Default Management Period and CDCC doesn’t want to bind itself to a potentially too



				assessment	
CM DF requirement = \$100					
Default 1 - DMP start	1	9:30 AM	\$300	1	
Default 1 - DMP end	1	3:00 PM			
CDCC resized DF post default – CM 1 updated DF requirement = \$120					
Default 2 - DMP Start	1	4:00 PM	\$360	2	
Default 2 - DMP end	2	10:00 AM			
CDCC resized DF post default - CM 1 updated DF requirement = \$130					
<b>CM 1 submits withdrawal notice</b>	<b>2</b>	<b>10:30 AM</b>		3	
Default 3 - DMP start	2	1:00 PM	\$390		
Default 3 - DMP end	3	10:00 AM			
CDCC resized DF post default - CM 1 updated DF requirement = \$150					
<b>CM 1 closes out</b>	<b>3</b>	<b>10:30 AM</b>			Uncapped liability

..."

aggressive or too long period.

However, it is important to note that managing the default of a Clearing Member involves several critical steps that can vary in duration:

- **Declaration of Default:** Immediate upon determination.
- **Seizure of Defaulter's Collateral and Pledging to Liquidity Facilities:** Same day.
- **Communication to Clearing Members and Regulators:** Same day.
- **Liquidation of Defaulter's Positions via a Broker:** 1+ days, depending on portfolio size.
- **Default Management Auction:** 1-2 days, based on the competitiveness of bids.

**Porting of Client Positions to Surviving Clearing Members:** 2-3 days, contingent on client numbers and receiving

- CM approvals.
- **Replenishments of the Clearing Fund:** Each replenishment takes at least 1





		<p><b>Approach 3: CDCC should aim to limit the member liability by withdrawal.</b></p> <p><b>Section A-1A09 – Voluntary Withdrawal - If a Default Management Period is, or successive Default Management Periods</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>are, initiated during the notice period of a resigning member referred to under Section A-1A09(1), the Clearing Member shall only be liable towards CDCC for the obligations resulting from the first Default Management Period initiated, as the case may be.</i></li> </ul>	<p>CDCC aims to limit Clearing Member liability by withdrawal, in conjunction with the closing out of the withdrawing Member's positions at CDCC. The rule change proposal would limit the withdrawing Clearing Members' liability to <b>one (1)</b> Default Management Period initiated after the close-out of such Members' positions during the prior notice period referred to under Section A-1A09(1). Clearing Members who still hold open positions after submitting a voluntary withdrawal prior notice will continue to be subject to the same obligations as other Clearing Members as long as they have open positions.</p>
		<p>Given that Clearing Members utilize their individual assumptions to define their maximum exposure to CDCC and to calculate the minimum/maximum time period required for closing their positions, it</p>	

		<p>may be prudent for Clearing Members to establish an assumption for the minimum duration of the Default Management Period which would encompass the minimum time for CDCC's to utilize its Default Waterfall Resources and Recovery Tools fully.</p> <p>As a result and based on the above answers, CDCC considers that the solution submitted to its Clearing Members is the appropriate approach, given the nature of its activities, the number and the size of its Clearing Members, and the volume of trading of its Clearing Members.</p>
<b>Courriel reçu le 6 août 2024</b>		
2.	<p>Thank you for taking the time to respond to our suggestions for this member consultation. We appreciate your considerations and the insights that you've shared.</p> <p>We noted your responses to each of our proposed approaches and, while we are of a different view, we understand your current stance on these matters. While Clearing Member appreciates that CDCC is concerned on binding itself to a fixed length of DMP, we kindly request you to consider slightly amending the definition of the DMP end date in the proposed rules for better clarity (see suggested edits in red below). To your point about clearing members making their own assumptions on the time for closing out their positions, the following proposed edits would similarly help us making these assumptions and thus in quantifying our maximum losses over a DMP.</p> <p><b>Proposed amendments to Section A-411 – Default Management Period:</b></p>	<p>We believe that the proposed clarification may indeed assist our Clearing Members in quantifying the maximum exposure to CDCC. We will incorporate your suggestion in the final version of the rule update.</p>

A Default Management Period means the period: (a) commencing on the day that the Corporation declares the suspension of a Clearing Member, and (b) concluding on the Default Management Period End Date; provided, however, that if the Corporation declares the suspension of a Clearing Member when a Default Management Period is ongoing due to the prior suspension of another Clearing Member, multiple Clearing Members' suspensions will be processed in a single Default Management Period. (2) The Default Management Period End Date shall occur **at the end of** the Business Day following the declaration by the Corporation that the Default Management Process is completed and ...

As you can see, the above minor edit helps us establish a defined timeframe within which we could achieve a close out of our positions and thus quantify our maximum liability.

We hope this small adjustment is amendable for CDCC as this would help us greatly in addressing our liability concerns.

**NOTICE TO MEMBERS**

No. 136-24

**October 17, 2024****SELF-CERTIFICATION****AMENDMENTS TO THE RULES OF THE CANADIAN DERIVATIVES CLEARING CORPORATION REGARDING  
VOLUNTARY WITHDRAWAL AND THE LIMITED LIABILITY OF CLEARING MEMBERS**

On April 30, 2024, the Board of Directors of the Canadian Derivatives Clearing Corporation (“CDCC”) approved certain amendments to the rules of CDCC (the “Rules”) to limit withdrawing Clearing Members’ exposure to one Default Management Period (“DMP”) following the closing of their outstanding positions and to consolidate in the Rules all aspects of the definition of the DMP.

CDCC wishes to inform the Clearing Members that these amendments have been self-certified pursuant to the self-certification process set forth in the *Derivatives Act* (C.Q.L.R., c I-14.01) and submitted to the Ontario Securities Commission in accordance with the Rule Protocol Regarding the Review and Approval of CDCC Rules by the Commission.

You will find attached hereto the amendments set to come into force and to be incorporated into the Rules of CDCC that will be made available on the CDCC website at [www.cdcc.ca](http://www.cdcc.ca) on **October 24, 2024, after market close**.

The amendments described in the present notice were published for public comment by CDCC on June 6, 2024 (see Notice [076-24](#)). Further to the publication of this notice, CDCC received comments from one Clearing Member, which you will find attached hereto. Further to the reception of these comments, CDCC made a minor modification to its proposed amendments by adding a slight amendment to its Rules to clarify that the Default Management Period End Date shall occur at the end of the Business Day following the declaration by CDCC that the Default Management Process is completed.

If you have any questions or concerns regarding this notice, please contact Maxime Rousseau-Turenne, Legal Counsel, by email at [maxime.rousseauturenne@tmx.com](mailto:maxime.rousseauturenne@tmx.com).

Maxime Rousseau-Turenne  
Legal Counsel  
Canadian Derivatives Clearing Corporation

---

**Canadian Derivatives Clearing Corporation**  
100 Adelaide Street W 1700-1190 av des Canadiens-de-Montréal  
3<sup>rd</sup> Floor P.O. Box 37  
Toronto ON M5H 1S3 Montreal, Quebec H3B 0G7  
416.367.2470 514.871.3545  
[www.cdcc.ca](http://www.cdcc.ca)

## AMENDMENTS TO THE CDCC RULES

## BLACKLINE VERSION

---

[...]

**Section A-1A09 - Voluntary Withdrawal**

(1) A Clearing Member may, at any time, notify the Corporation that it wishes to withdraw as a Clearing Member of the Corporation, by giving a minimum of 30 ~~days~~ days prior written notice. The Clearing Member shall cease to be a Clearing Member on the later of (a) the date of expiry of the notice period ~~or~~ (b) the date, as determined by the Corporation, on which the Clearing Member has satisfied all of its obligations toward the Corporation and any applicable requirements for withdrawal, including the closing of all the Clearing Member's Open Positions and the performance of any obligation arising in connection with the closing of such Open Positions; or (c) the date on which the Corporation agrees to the withdrawal.

(2) If the withdrawal ~~Withdrawal~~ of a Clearing Member ~~which has provided a prior notice of withdrawal to the Corporation, in the event that becomes effective while~~ a Default Management Period is ~~initiated before the effective date of ongoing, such~~ withdrawal, shall not occur and shall be postponed until the end of the Default Management Period, and ~~such the~~ Clearing Member shall cease to be a Clearing Member ~~at on~~ the date, as determined by the Corporation, on which the Clearing Member has satisfied all of its obligations toward the Corporation, or the date on which the Corporation agrees to the withdrawal.

(3) Notwithstanding the provisions of Section A-1A09(2), during the prior notice period referred to under Section A-1A09(1), the Clearing Member shall be liable to the Corporation for:

(a) while the Clearing Member has outstanding positions, the obligations resulting from all Default Management Periods initiated during such prior notice period referred to under Section A-1A09(1);

(b) once all of the Clearing Member's positions have been closed, the obligations resulting from one (1) Default Management Period initiated after such close-out during the prior notice period referred to under Section A-1A09(1).

(4) The Corporation shall notify all Clearing Members upon receipt of a notice of withdrawal pursuant to Section A-1A09(1).

(5) Upon receipt of a notice of withdrawal pursuant to Section A-1A09(1) from a Non-Conforming Member, the Corporation shall promptly notify the Board, all Clearing Members, the Exchanges, the self-regulatory organization or agency having jurisdiction over the activities of such Non-Conforming Member and any regulatory agency having jurisdiction over the activities of the Corporation and any other entity or organization that the Corporation may consider appropriate, that it has received a notice of withdrawal from such Non-Conforming Member.

[...]

**Section A-411 - Default Management Period**

(1) A Default Management Period means the period:

(a) commencing on the day that the Corporation declares the suspension of a Clearing Member, and

(b) concluding on the Default Management Period End Date;

provided, however, that if the Corporation declares the suspension of a Clearing Member when a Default Management Period is ongoing due to the prior suspension of another Clearing Member, multiple Clearing Members' suspensions will be processed in a single Default Management Period.

(2) The Default Management Period End Date shall occur ~~at the end of~~ the Business Day following the declaration by the Corporation that the Default Management Process is completed and:

(a) the obligations, losses or expenses incurred or sustained by the Corporation in connection with the suspension(s) of Non-Conforming Member(s) are known, or can reasonably be determined, and have been satisfied or otherwise settled; or

(b) any of the actions, rights or remedies available to the Corporation with respect to the suspension of any Clearing Member that were deemed necessary by the Corporation have been taken; and

(c) ~~the Default Management Period with respect to the suspended Clearing Member(s) has been completed~~ the Corporation has successfully reestablished a matched book.

[...]

**AMENDMENTS TO THE CDCC RULES****CLEAN VERSION**

---

[...]

**Section A-1A09 - Voluntary Withdrawal**

(1) A Clearing Member may, at any time, notify the Corporation that it wishes to withdraw as a Clearing Member of the Corporation; by giving a minimum of 30 days prior written notice. The Clearing Member shall cease to be a Clearing Member on the later of (a) the date of expiry of the notice period; (b) the date, as determined by the Corporation, on which the Clearing Member has satisfied all of its obligations toward the Corporation and any applicable requirements for withdrawal, including the closing of all the Clearing Member's Open Positions and the performance of any obligation arising in connection with the closing of such Open Positions; or (c) the date on which the Corporation agrees to the withdrawal.

(2) If the withdrawal of a Clearing Member becomes effective while a Default Management Period is ongoing, such withdrawal shall not occur and shall be postponed until the end of the Default Management Period, and the Clearing Member shall cease to be a Clearing Member on the date, as determined by the Corporation, on which the Clearing Member has satisfied all of its obligations toward the Corporation, or the date on which the Corporation agrees to the withdrawal.

(3) Notwithstanding the provisions of Section A-1A09(2), during the prior notice period referred to under Section A-1A09(1), the Clearing Member shall be liable to the Corporation for:

(a) while the Clearing Member has outstanding positions, the obligations resulting from all Default Management Periods initiated during such prior notice period referred to under Section A-1A09(1);

(b) once all of the Clearing Member's positions have been closed, the obligations resulting from one (1) Default Management Period initiated after such close-out during the prior notice period referred to under Section A-1A09(1).

(4) The Corporation shall notify all Clearing Members upon receipt of a notice of withdrawal pursuant to Section A-1A09(1).

(5) Upon receipt of a notice of withdrawal pursuant to Section A-1A09(1) from a Non-Conforming Member, the Corporation shall promptly notify the Board, all Clearing Members, the Exchanges, the self-regulatory organization or agency having jurisdiction over the activities of such Non-Conforming Member and any regulatory agency having jurisdiction over the activities of the Corporation and any other entity or organization that the Corporation may consider appropriate, that it has received a notice of withdrawal from such Non-Conforming Member.

[...]

**Section A-411 - Default Management Period**



(1) A Default Management Period means the period:

(a) commencing on the day that the Corporation declares the suspension of a Clearing Member, and

(b) concluding on the Default Management Period End Date;

provided, however, that if the Corporation declares the suspension of a Clearing Member when a Default Management Period is ongoing due to the prior suspension of another Clearing Member, multiple Clearing Members' suspensions will be processed in a single Default Management Period.

(2) The Default Management Period End Date shall occur at the end of the Business Day following the declaration by the Corporation that the Default Management Process is completed and:

(a) the obligations, losses or expenses incurred or sustained by the Corporation in connection with the suspension(s) of Non-Conforming Member(s) are known, or can reasonably be determined, and have been satisfied or otherwise settled; or

(b) any of the actions, rights or remedies available to the Corporation with respect to the suspension of any Clearing Member that were deemed necessary by the Corporation have been taken; and

(c) the Corporation has successfully reestablished a matched book.

[...]

**NOTICE TO MEMBERS**

N° 076-24

June 5, 2024

**REQUEST FOR COMMENTS****AMENDMENTS TO THE RULES OF THE CANADIAN DERIVATIVES CLEARING CORPORATION REGARDING  
VOLUNTARY WITHDRAWAL AND THE LIMITED LIABILITY OF CLEARING MEMBERS**

On **April 30, 2024**, the Board of Directors of Canadian Derivatives Clearing Corporation (“**CDCC**”) approved certain amendments to the rules of CDCC (the “**Rules**”) to limit withdrawing Clearing Members’ exposure to one Default Management Period (“**DMP**”) following the closing of their outstanding positions and to consolidate in the Rules all aspects of the definition of the DMP.

Please find enclosed an analysis document as well as the proposed amendments.

**Process for Changes to the Rules**

CDCC is recognized as a clearing house under section 12 of the *Derivatives Act* (Québec) by the Autorité des marchés financiers (“**AMF**”) and as a recognized clearing agency under section 21.2 of the *Securities Act* (Ontario) by the Ontario Securities Commission (“**OSC**”).

The Board of Directors of CDCC has the power to approve the adoption or amendment of the Rules of CDCC. Amendments are submitted to the AMF in accordance with the self-certification process and to the OSC in accordance with the process provided in the Recognition Order.

Comments on the proposed amendments must be submitted before **July 5, 2024**. Please submit your comments to:

**Maxime Rousseau-Turenne**

Legal Counsel

*Canadian Derivatives Clearing Corporation*

1800-1190 av. des Canadiens-de-Montréal, P.O. Box 37

Montreal, Quebec H3B 0G7

Email: [legal@tmx.com](mailto:legal@tmx.com)



A copy of these comments shall also be forwarded to the AMF and to the OSC to:

<p>M<sup>e</sup> Philippe Lebel          Corporate Secretary and          Executive Director, Legal Affairs          Autorité des marchés financiers          Place de la Cité, tour Cominar          2640 Laurier boulevard, suite 400          Québec (Québec) G1V 5C1          Fax : (514) 864-8381          E-mail: <a href="mailto:consultation-encours@lautorite.qc.ca">consultation-encours@lautorite.qc.ca</a></p>	<p>Manager, Market Regulation          Market Regulation Branch  <i>Ontario Securities Commission</i>          Suite 2200,          20 Queen Street West          Toronto, Ontario, M5H 3S8          Fax: 416-595-8940          Email: <a href="mailto:marketregulation@osc.gov.on.ca">marketregulation@osc.gov.on.ca</a></p>
--	---

For any question or clarification, Clearing Members may contact Maxime Rousseau-Turenne, Legal Counsel, at [maxime.rousseau-turenne@tmx.com](mailto:maxime.rousseau-turenne@tmx.com)

George Kormas  
 President

---

**Canadian Derivatives Clearing Corporation**  
 100 Adelaide Street W 1800-1190 av des Canadiens-de-Montréal  
 3<sup>rd</sup> Floor P.O. Box 37  
 Toronto ON M5H 1S3 Montreal, Quebec H3B 0G7  
 416.367.2470 514.871.3545  
[www.cdcc.ca](http://www.cdcc.ca)



## **AMENDMENTS TO THE RULES OF THE CANADIAN DERIVATIVES CLEARING CORPORATION REGARDING VOLUNTARY WITHDRAWAL AND THE LIMITED LIABILITY OF CLEARING MEMBERS**

### **I. DESCRIPTION**

Further to various discussions held by the Canadian Derivatives Clearing Corporation (“CDCC”) with Clearing Members (“CMs”) in late 2022 pertaining to the potential uncapped liability of CMs towards CDCC in the event of successive CM defaults, as well as to the length of the Default Management Period (“DMP”), CDCC hereby proposes to amend its rules (the “Rules”) to limit withdrawing CMs’ exposure to one Default Management Period following the closing of the CM’s outstanding positions and to consolidate in the Rules all aspects of the definition of the DMP (the “Proposed Change”).

The Proposed Change aligns with similar provisions in other jurisdictions and reflects in-depth discussions held between CDCC and its CMs. Through this process, CDCC considered insights from its stakeholders, while also considering the impact of the Proposed Change on its resiliency. The Proposed Change will remove current ambiguity in the Rules related to withdrawing CMs’ exposure to multiple DMPs and add further clarity and homogenization to the definition of said DMP.

Unless otherwise defined herein, any defined term used in this analysis will have the meaning described in the Rules.

### **II. PROPOSED AMENDMENTS**

CDCC hereby proposes to amend Section A-1A09 in Rule A-1A of the Rules to clarify current CDCC provisions with regards to the voluntary withdrawal of CMs concurrently to a Default Management Period, and to their potential liability towards CDCC further to such withdrawal. More specifically, CDCC proposes to modify Paragraph A-1A09(2) to specify that, should the withdrawal of a CM become effective while a DMP is ongoing, such withdrawal will be postponed and become effective after the end of the DMP, on such date where the CM will have satisfied all its obligations towards CDCC (including the closing of all of the withdrawing CM’s outstanding positions at CDCC), or on the date agreed upon by CDCC. Secondly, CDCC proposes to introduce Paragraph A-1A09(3) to clarify that a withdrawing CM’s liability towards CDCC will be limited to the obligations arising from the DMPs ongoing while the CM still has outstanding positions at CDCC. Accordingly, once all of the withdrawing CM’s positions at CDCC have been closed, the CM shall be liable to CDCC for a maximum of one additional Default Management Period initiated after such close-out, if any.

Additionally, CDCC proposes some minor adjustments to Section A-411 of the Rules to consolidate in the Rules the definition of Default Management Period and align it with the DMP provisions of its Operations Manual.

The Proposed Change is provided herein in Appendix "A".

### III. ANALYSIS

#### a. Background

In the course of Q4-2022, CDCC received comments from Clearing Members pertaining to the potential uncapped liability of CMs towards CDCC in the event of defaults subsequent to the submission of a voluntary withdrawal notice to CDCC pursuant to Section A-1A09 of the Rules. Further to these comments, CDCC decided to assess the opportunity to review applicable provisions in its Rules by conducting benchmarking analyses against the provisions of other central counterparty clearing houses ("CCPs") and organize further discussion sessions with its CMs.

The results of CDCC's review were that ambiguity could be removed from its Rules, as the limit of the obligations of a CM towards CDCC resulting from DMP(s) subsequent to the submission by the CM to CDCC of a voluntary withdrawal notice is not currently defined. Further ambiguity was found in that the Rules meanwhile provide that CMs need to wait for the prescribed 30-day withdrawal period, even if their withdrawal notice were submitted in the course of an ongoing DMP. In light of the situation, some CMs proposed that CDCC introduce a cooling-off period following a DMP in the same way some CCPs - including those of the CME Group and LCH Group - are implementing. However, since introducing such a cooling-off period may reduce the financial resources available to a CCP to manage additional defaults, both CDCC and its CMs considered it may have a negative impact on CDCC's sustainability and market resilience (see *section III c) below*). As a solution to maintain CDCC's resiliency, but to still allow CMs to better quantify their maximum exposure when withdrawing, CDCC decided to clarify the language in the Rules to limit exposure without the need for a cooling-off period.

#### b. Objectives

The objective of the Proposed Change is to address and correct CMs' potential uncapped liability in the event of DMP(s). CDCC will enhance the language in the Rules defining the DMP and clarify the language used in Rule A-1A09 - *Voluntary Withdrawal* to allow CMs to better quantify their maximum exposure to CDCC, while maintaining CDCC's sustainability and market resilience.

#### c. Comparative Analysis

CDCC conducted a thorough comparative analysis against other global CCPs. Most of the CCPs have introduced in their rules a cooling-off period, which consists of a period where a CCP cannot call for cash assessments from CMs over the cap, regardless of whether additional CMs default. Currently, the CMs' liability in CDCC is capped at 200% per DMP, but CDCC has not introduced a formal cooling-off period, exposing CMs to liability in the event of additional

defaults. As CDCC only maintains cover 1 status,<sup>1</sup> while most of the CCPs in the analysis maintain cover 2 status<sup>2</sup>, the Default Waterfall Resources (the “DWR”) calibration by CDCC is based on the assumption of covering the default of one Clearing Member. In the case of multiple defaults, CMs need to replenish the DWR after the DMPs. Therefore, since CDCC has a more concentrated membership, it has a higher exposure risk compared to other CCPs in the case of multiple CM defaults. Based on the rationale above, CDCC decided not to implement a cooling-off period.

From the perspective of voluntary withdrawal, most CCPs, including CDCC, require members to be responsible for their clearing obligations until the resignation process is fully completed. The resignation process is only accepted if all clearing positions have been extinguished. Moreover, it is common practice for most CCPs that members also continue to be responsible for any further contributions to their default fund if a default is declared following the resignation of a clearing member. The Proposed Change to further clarify the language used in CDCC Rules regarding the Default Management Period and limited liability of withdrawing CMs aligns with these practices.

---

<sup>1</sup> Cover 1 status refers to a default fund size that covers the default of the largest clearing member in extreme but plausible situations.

<sup>2</sup> Cover 2 status refers to a default fund size that covers the default of the two largest clearing members in extreme but plausible situations.

The following table shows the benchmarking analysis held against other global CCPs.

	CME (Cover 2)	LCH (Cover 2)	SGX (1 largest & 2 smallest)	ASX (Cover 2)	CC&G (Italy) (Cover 2)	B3 (Brazil) (Cover 2)
<b>Default / Cool-off period</b>	5 business days after the default of a clearing member	30 calendar days from default management completion notice	90 calendar days after the default of a clearing member	Default management completion period + 22 calendar days cooling-off period	Default management completion period (No cool-off period)	Default management completion period + 20 business days cooling-off period
<b>Cap on replenishment for single and multiple independent DMP</b>	- 2.75 x Base guaranty fund - 5.5 x Base guaranty fund in case of multiple defaults	- 1x contribution - Up to 3 defaults in any 6 months	- 1x contribution - 1x contribution per default for multiple defaults	- 2x contribution	- Replenishment to minimum default fund, new default fund calculated 30 days after default.	- 3x contribution
<b>Resignation during the DMP</b>	If the withdrawing conditions are satisfied, the clearing member is not subject to any residual assessment to cover losses for defaults occurring after the related base cooling-off period	Required to maintain some or all of its contribution until after the completion of the default management process (even if the resignation effective date might occur prior to the end of process)	30 days' notice, no information regarding the default found	Participant to send notice to ASX. Resignation becomes effective on the last day of the default period.	The intention of resignation during a 2-day period. Effective 20 days after if positions are closed.	Participant to send notice to B3. Resignation becomes effective on the last day of the default period if conditions are met.
<b>Impact of resignation on replenishment</b>	Liable for assessments and replenishment till resignation effective	Not liable for replenishment if resign and close out whilst replenishment obligation suspended.	Liable for defaults declared before resignation effective. Capped at 2x clearing participants' contribution and further assessment of time of resignation	No replenishment once CCP accepts resignation (even if not effective yet).	Required to maintain Cover 2 level of funds. Not liable to replenish new default fund	If resignation conditions are met, participant is not subjected to replenishment at the end of the cooling-off period.

#### **d. Analysis of Impacts**

##### **i. Impacts on Market**

The Proposed Change aims to provide further clarification to the current CDCC withdrawal process and Default Management Period. The Proposed Change will remove ambiguity identified by CMs and allow them to better quantify their maximum exposure to CDCC, as well as incentivize them to proactively manage their positions after submitting a voluntary withdrawal request to CDCC pursuant to Section A-1A09. The Proposed Change will have no further impacts on the market and its participants.

##### **ii. Impacts on Technology**

The Proposed Change does not impact CDCC's clearing system (SOLA). Existing features will be used to manually resize Clearing Fund ("CF") requirements, including, when applicable, the exclusion of a Clearing Member from the CF sizing when selecting the historical worst stressed member and affiliate level shortfall within the CF lookback period and/or the exclusion of a Clearing Member from the distribution of the calculated global CF.

##### **iii. Impacts on Trading Functions**

The Proposed Change will have no impact on Bourse de Montréal Inc.'s trading systems or rules.

##### **iv. Public Interest**

CDCC considers the Proposed Change to be in the interest of the public as it will remove ambiguity from its Rules and align them with the best practices of other clearing houses, while remaining compliant with PFMI requirements, the whole at the request of its own Clearing Members. The Proposed Change will allow CMs to better quantify their maximum exposure, while continue to maintain CDCC's sustainability and market resilience.

#### **IV. PROCESS**

The Proposed Change, including this analysis, must be approved by CDCC's board of directors and submitted to the Autorité des marchés financiers, in accordance with the regulatory self-certification process, and to the Ontario Securities Commission in accordance with the rules stated in Appendix "A" of Schedule "A" CDCC Recognition Order dated June 15, 2023. The Proposed Change and analysis will also be submitted to the Bank of Canada in accordance with the Oversight Agreement. Subject to public comments and following regulatory approval, the Proposed Change is expected to take effect during Q3-2024.



## APPENDIX A: AMENDMENTS TO THE CDCC RULES

## BLACKLINE VERSION

[...]

**Section A-1A09 - Voluntary Withdrawal**

(1) A Clearing Member may, at any time, notify the Corporation that it wishes to withdraw as a Clearing Member of the Corporation; by giving a minimum of 30 ~~days~~ days prior written notice. The Clearing Member shall cease to be a Clearing Member on the later of (a) the date of expiry of the notice period ~~or~~ (b) the date, as determined by the Corporation, on which the Clearing Member has satisfied all of its obligations toward the Corporation and any applicable requirements for withdrawal, including the closing of all the Clearing Member's Open Positions and the performance of any obligation arising in connection with the closing of such Open Positions; or (c) the date on which the Corporation agrees to the withdrawal.

(2) If the withdrawal Withdrawal of a Clearing Member which has provided a prior notice of withdrawal to the Corporation, in the event that becomes effective while a Default Management Period is initiated before the effective date of ongoing, such withdrawal, shall not occur and shall be postponed until the end of the Default Management Period, and such the Clearing Member shall cease to be a Clearing Member at on the date, as determined by the Corporation, on which the Clearing Member has satisfied all of its obligations toward the Corporation, or the date on which the Corporation agrees to the withdrawal.

(3) Notwithstanding the provisions of Section A-1A09(2), during the prior notice period referred to under Section A-1A09(1), the Clearing Member shall be liable to the Corporation for:

(a) while the Clearing Member has outstanding positions, the obligations resulting from all Default Management Periods initiated during such prior notice period referred to under Section A-1A09(1);

(b) once all of the Clearing Member's positions have been closed, the obligations resulting from one (1) Default Management Period initiated after such close-out during the prior notice period referred to under Section A-1A09(1).

(4) The Corporation shall notify all Clearing Members upon receipt of a notice of withdrawal pursuant to Section A-1A09(1).

(5) Upon receipt of a notice of withdrawal pursuant to Section A-1A09(1) from a Non-Conforming Member, the Corporation shall promptly notify the Board, all Clearing Members, the Exchanges, the self-regulatory organization or agency having jurisdiction over the activities of such Non-Conforming Member and any regulatory agency having jurisdiction over the activities of the Corporation and any other entity or organization that the Corporation may consider appropriate, that it has received a notice of withdrawal from such Non-Conforming Member.

[...]

#### **Section A-411 - Default Management Period**

(1) A Default Management Period means the period:

(a) commencing on the day that the Corporation declares the suspension of a Clearing Member, and

(b) concluding on the Default Management Period End Date;

provided, however, that if the Corporation declares the suspension of a Clearing Member when a Default Management Period is ongoing due to the prior suspension of another Clearing Member, multiple Clearing Members' suspensions will be processed in a single Default Management Period.

(2) The Default Management Period End Date shall occur on the Business Day following the declaration by the Corporation that [the Default Management Process is completed and](#):

(a) the obligations, losses or expenses incurred or sustained by the Corporation in connection with the suspension(s) of Non-Conforming Member(s) are known, or can reasonably be determined, and have been satisfied or otherwise settled; or

(b) any of the actions, rights or remedies available to the Corporation with respect to the suspension of any Clearing Member that were deemed necessary by the Corporation have been taken; and

(c) ~~the Default Management Period with respect to the suspended Clearing Member(s) has been completed~~ [the Corporation has successfully reestablished a matched book.](#)

[...]

**AMENDMENTS TO THE CDCC RULES****CLEAN VERSION**

---

[...]

**Section A-1A09 - Voluntary Withdrawal**

(1) A Clearing Member may, at any time, notify the Corporation that it wishes to withdraw as a Clearing Member of the Corporation; by giving a minimum of 30 days prior written notice. The Clearing Member shall cease to be a Clearing Member on the later of (a) the date of expiry of the notice period; (b) the date, as determined by the Corporation, on which the Clearing Member has satisfied all of its obligations toward the Corporation and any applicable requirements for withdrawal, including the closing of all the Clearing Member's Open Positions and the performance of any obligation arising in connection with the closing of such Open Positions; or (c) the date on which the Corporation agrees to the withdrawal.

(2) If the withdrawal of a Clearing Member becomes effective while a Default Management Period is ongoing, such withdrawal shall not occur and shall be postponed until the end of the Default Management Period, and the Clearing Member shall cease to be a Clearing Member on the date, as determined by the Corporation, on which the Clearing Member has satisfied all of its obligations toward the Corporation, or the date on which the Corporation agrees to the withdrawal.

(3) Notwithstanding the provisions of Section A-1A09(2), during the prior notice period referred to under Section A-1A09(1), the Clearing Member shall be liable to the Corporation for:

(a) while the Clearing Member has outstanding positions, the obligations resulting from all Default Management Periods initiated during such prior notice period referred to under Section A-1A09(1);

(b) once all of the Clearing Member's positions have been closed, the obligations resulting from one (1) Default Management Period initiated after such close-out during the prior notice period referred to under Section A-1A09(1).

(4) The Corporation shall notify all Clearing Members upon receipt of a notice of withdrawal pursuant to Section A-1A09(1).

(5) Upon receipt of a notice of withdrawal pursuant to Section A-1A09(1) from a Non-Conforming Member, the Corporation shall promptly notify the Board, all Clearing Members, the Exchanges, the self-regulatory organization or agency having jurisdiction over the activities of such Non-Conforming Member and any regulatory agency having jurisdiction over the activities of the Corporation and any other entity or organization that the Corporation may consider appropriate, that it has received a notice of withdrawal from such Non-Conforming Member.

[...]

**Section A-411 - Default Management Period**

(1) A Default Management Period means the period:

(a) commencing on the day that the Corporation declares the suspension of a Clearing Member, and

(b) concluding on the Default Management Period End Date;

provided, however, that if the Corporation declares the suspension of a Clearing Member when a Default Management Period is ongoing due to the prior suspension of another Clearing Member, multiple Clearing Members' suspensions will be processed in a single Default Management Period.

(2) The Default Management Period End Date shall occur on the Business Day following the declaration by the Corporation that the Default Management Process is completed and:

(a) the obligations, losses or expenses incurred or sustained by the Corporation in connection with the suspension(s) of Non-Conforming Member(s) are known, or can reasonably be determined, and have been satisfied or otherwise settled; or

(b) any of the actions, rights or remedies available to the Corporation with respect to the suspension of any Clearing Member that were deemed necessary by the Corporation have been taken; and

(c) the Corporation has successfully reestablished a matched book.

[...]

**Notice 076-24 : AMENDMENTS TO THE RULES OF THE CANADIAN DERIVATIVES CLEARING CORPORATION REGARDING VOLUNTARY  
WITHDRAWAL AND THE LIMITED LIABILITY OF CLEARING MEMBERS**

**Comments received from a Clearing Member and responses from CDCC**

No.	Clearing Member Comments	CDCC Responses				
<b>Email received on July 3, 2024</b>						
1.	<p>We refer to your request for comment from June 5, 2024, regarding the amendments to the rule of CDCC related to the voluntary withdrawal and the limited liability of clearing members. Clearing Member, as a member of CDCC considers the current member liability rules to be of an uncapped nature. Such membership liabilities are a primary focus to Clearing Member, not only because we believe this transpose systemic risk from a clearinghouse to its member base, but also as we receive questions from our global regulators on why we have and maintain memberships at clearinghouses where member liability is uncapped. As a result, we appreciate the efforts of CDCC to amend its rules with the aim to cap a member's liability.</p> <p><b>SUMMARY:</b> The primary issue with the proposed rule changes to obtain a capped liability designation is, that there is no fixed timeframe in the current definition of a Default Management Period, such that there is lack of certainty around the period over which a member would have a cap on its liability. Effectively, the Default Management Period could be too short for a resigning member to reasonably close out its positions. As a result, such resigning</p>	<p>We received your feedback regarding the amendments to the rules of CDCC related to voluntary withdrawal and the limited liability of Clearing Members and we thank you for the opportunity to review our initiative and provide clarifications. We understand that capping member liability towards clearing houses is an important risk management practice for our Members we are of the view that the current proposal is aligned with this goal. In that spirit, we reviewed your comments and would like to provide some observations and clarifications for each proposed Clearing Member approach:</p> <table border="1" data-bbox="1087 1019 1921 1079"> <thead> <tr> <th data-bbox="1087 1019 1444 1079">CM proposed approach</th> <th data-bbox="1444 1019 1921 1079">CDCC observations</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td> </td> <td> </td> </tr> </tbody> </table>	CM proposed approach	CDCC observations		
CM proposed approach	CDCC observations					

member, is not afforded the protection of section A-1A09.3. b resulting in such member being exposed to an unquantifiable (and therefore uncapped) default fund replenishment. It is for this reason that we strongly recommend CDCC to insert a minimum length for the default management period which would align with the minimum amount of time in which a resigning member can reasonably close out its positions. While this timeframe could vary depending on the products cleared, a period of at least five business days would be aligned with the capped period contemplated by other major Futures CCPs in Americas.

FURTHER DETAIL:

- The proposed Section A-1A09 - Voluntary Withdrawal (1) rules provide CDCC with significant discretion on the date on which the withdrawal of the clearing member takes effect as this could extend beyond a 30-day period.
- The proposed Section A-1A09 - Voluntary Withdrawal (3) rules state that withdrawing clearing members will be subject to losses from any default management periods (“DMP”) that commence before such member closes out its open positions. Given that a DMP could theoretically only take 3 hours, replenishments of a newly sized Guarantee Fund become due as resigning member has not yet closed out its positions and therefore is not afforded the protection of rule A-1A09.3.b (*see below an example with a Clearing Member being subjected to three DMPs prior to closing out its open positions*).

**Approach 1 (preferred approach):** *CDCC should aim to introduce a formal cooling-off period under which maximum losses for single and multiple defaults within such period are consolidated and limited to a pre-defined cap. As this approach provides a cap for continuing members, it reduces incentive to withdraw to limit liability and thereby preventing a rush to exit. The duration of such cooling off period should be aligned with notice period for resigning members (i.e., 30 days).*

While we are not aware of a Canadian regulatory-defined concept of a cooling-off period, and there is no specific Canadian regulatory obligation to introduce one, CDCC understands the paramount importance of Clearing Members being able to quantify their maximum exposure vis-a-vis the CCP in case of a participant default. Currently, CDCC rules explicitly cap Clearing Members' exposure at 200% of their Clearing Fund contributions per the Default event. Please note that this cap is in place regardless of the number of Clearing Members defaulting within one Default Management Period. As a result, CM can at any time assess its exposure to CDCC.

The proposed implementation of a defined cooling-off period, as per Approach 1, presents a significant challenge for CDCC. This challenge stems from CDCC's status as a Cover-1 CCP, as its default fund size is designed to cover the default of the largest Clearing Member only in extreme yet plausible scenarios. In contrast, other CCPs with Cover-2 status boast a more substantial amount of prefunded resources at their disposal to manage a potential consecutive default during the 30-day cooling-off period. Moreover, considering

Based on the proposed rule amendments, uncapped liability for withdrawing members continues to exist as a result of:

- Inability to predict the number of DMPs that could occur prior to withdrawing member position close out.
- The ability of CDCC to resize the Default Fund that members need to replenish post each DMP. This amount is not known ex-ante.
- While we have assumed withdrawing members do not need to replenish their DF contribution once they close out their positions, if this is not the case, then this too contributes to uncapped liability.

#### PROPOSED SOLUTIONS:

To address the above issues, we have outlined below three proposals to enable members to quantify their maximum Default Fund liability and arrive at a capped liability.

- **Approach 1 (preferred approach):** CDCC should aim to introduce a formal cooling off period under which maximum losses for single and multiple defaults within such period are consolidated and limited to a pre-defined cap. As this approach provides a cap for continuing members, it reduces incentive to withdraw to limit liability and thereby preventing a rush to exit. The duration of such cooling off period should be aligned with notice period for resigning members (i.e., 30 days).
- **Approach 2:** Defining the length of the DMP to a minimum fixed length so that members can close out their positions within this period. This can be done

the high concentration of CDCC with a relatively small number of larger financial institutions, the introduction of the Cover-2 status would inevitably lead to a substantial increase in collateral requirements for CDCC Clearing Members.

through revising the proposed clause (c) under Section A-411 to read:

- **Section A-411 - Default Management Period - (2)** “The Default Management Period End Date shall occur at the later of five (5) Business Days after the Corporation declares the suspension of a Clearing Member or the Business Day following the declaration by the Corporation that the Default Management Process is completed and: ...”
- **Approach 3: CDCC should aim to limit the member liability by withdrawal.**
  - **Section A-1A09 – Voluntary Withdrawal** - If a Default Management Period is, or successive Default Management Periods are, initiated during the notice period of a resigning member referred to under Section A-1A09(1), the Clearing Member shall only be liable towards CDCC for the obligations resulting from the first Default Management Period initiated, as the case may be.

**Numerical Illustration of the issue:**

- CM DF requirement = \$100
- CM 1 submits withdrawal notice on Day2 post Default 2
- CM 1 closes out open positions on Day 3 post Default 3

**Approach 2:** *Defining the length of the DMP to a minimum fixed length so that members can close out their positions within this period. This can be done through revising the proposed clause (c) under Section A-411 to read:*

**Section A-411 - Default Management Period - (2)**

*“The Default Management Period End Date shall occur at the later*

- *of five (5) Business Days after the Corporation declares the suspension of a Clearing Member or the Business Day following the declaration by the Corporation that the Default Management Process is completed and:*

CDCC currently applies rigorous risk management procedures to protect Clearing Members in case of default events. Margin, Default Risk Capital, Clearing Fund requirements and a 2-day MPOR period are calibrated to manage a default event effectively and minimize the potential impact on the market, with the goal of limiting loss allocation to extreme market scenarios involving large portfolios.

The process for loss allocation is governed by CDCC’s Default Management Plan and Recovery Plan, which are regularly updated, tested, and subject to regulatory oversight.

Each default event is unique and depends on several factors including the size of the defaulter’s portfolio, market conditions our ability to liquidate the defaulter’s portfolio and collateral, and the level of involvement of the surviving Clearing Members. Defaults are rare events in the history of global CCPs and there is no precise definition of the length of a default from PFMI or our regulators. As such, we do not have sufficient data to establish a specific justifiable length for the Default Management Period and CDCC doesn’t





Default event	Day	Time	Max CM DF liability = 3x DF (1x funded DF + 1x replenishment + 1x recovery assessment)	Number of DMPs CM 1 subjects to
CM DF requirement = \$100				
Default 1 - DMP start	1	9:30 AM	\$300	1
Default 1 - DMP end	1	3:00 PM		
CDCC resized DF post default – CM 1 updated DF requirement = \$120				
Default 2 - DMP Start	1	4:00 PM	\$360	2
Default 2 - DMP end	2	10:00 AM		
CDCC resized DF post default - CM 1 updated DF requirement = \$130				
<b>CM 1 submissions withdrawal notice</b>	<b>2</b>	<b>10:30 AM</b>		3
Default 3 - DMP start	2	1:00 PM	\$390	

..."

want to bind itself to a potentially too aggressive or too long period.

However, it is important to note that managing the default of a Clearing Member involves several critical steps that can vary in duration:

- **Declaration of Default:** Immediate upon determination.
- **Seizure of Defaulter's Collateral and Pledging to Liquidity Facilities:** Same day.
- **Communication to Clearing Members and Regulators:** Same day.
- **Liquidation of Defaulter's Positions via a Broker:** 1+ days, depending on portfolio size.
- **Default Management Auction:** 1-2 days, based on the competitiveness of bids.

**Porting of Client Positions to Surviving Clearing Members:** 2-3 days, contingent on client numbers and receiving

- CM approvals.
- **Replenishments of the**



Default 3 - DMP end	3	10:00 AM		
CDCC resized DF post default - CM 1 updated DF requirement = \$150				
<b>CM 1 closes out open positions</b>	<b>3</b>	<b>10:30 AM</b>		Uncapped liability as at time that member resigns the \$150 DF requirement is unknown
Default 4 - DMP start	4	11:00 AM	\$450	
Default 4 - DMP end	4	3:30 PM		
CDCC resized DF post default - CM 1 updated DF requirement = \$0				
Default 5 - DMP start	5	10:00 AM	\$0	No liability for CM 1 given position close-out under the proposed Section A-1A09 - Voluntarily Withdrawal rules
Default 5 - DMP end	6	10:00 AM		

**Clearing Fund:** Each replenishment takes at least 1 business day.

- **Loss Allocation Process and Notification to Clearing Members:** At least 2 hours.

In addition to the abovementioned steps, in order to use all of the Clearing Members' resources, CDCC will also need to declare recovery and apply all the available recovery tools. Rigorous execution of these processes following best practices may warrant a longer length of the Default Management Period for which a fixed length would create additional risk for the CCP.

Given these steps, using all the capped Clearing Member resources would likely extend beyond 3 days. Thus, a 5-day period, similar to other major Futures CCPs in the Americas, appears to be a reasonable conservative assumption for the minimum length of the Default Management Period on the Clearing Member side.

		<p><b>Approach 3: CDCC should aim to limit the member liability by withdrawal.</b></p> <p><b>Section A-1A09 – Voluntary Withdrawal</b> - <i>If a Default Management Period is, or successive Default Management Periods</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>are, initiated during the notice period of a resigning member referred to under Section A-1A09(1), the Clearing Member shall only be liable towards CDCC for the obligations resulting from the first Default Management Period initiated, as the case may be.</i></li> </ul> <p>CDCC aims to limit Clearing Member liability by withdrawal, in conjunction with the closing out of the withdrawing Member's positions at CDCC. The rule change proposal would limit the withdrawing Clearing Members' liability to <b>one (1)</b> Default Management Period initiated after the close-out of such Members' positions during the prior notice period referred to under Section A-1A09(1). Clearing Members who still hold open positions after submitting a voluntary withdrawal prior notice will continue to be subject to the same obligations as other Clearing Members as long as they have open positions.</p> <p>Given that Clearing Members utilize their individual assumptions to define their maximum exposure to CDCC and to calculate the</p>
--	--	--

		<p>minimum/maximum time period required for closing their positions, it may be prudent for Clearing Members to establish an assumption for the minimum duration of the Default Management Period which would encompass the minimum time for CDCC's to utilize its Default Waterfall Resources and Recovery Tools fully.</p> <p>As a result and based on the above answers, CDCC considers that the solution submitted to its Clearing Members is the appropriate approach, given the nature of its activities, the number and the size of its Clearing Members, and the volume of trading of its Clearing Members.</p>
<b>Email received on August 6, 2024</b>		
2.	<p>Thank you for taking the time to respond to our suggestions for this member consultation. We appreciate your considerations and the insights that you've shared.</p> <p>We noted your responses to each of our proposed approaches and, while we are of a different view, we understand your current stance on these matters. While Clearing Member appreciates that CDCC is concerned on binding itself to a fixed length of DMP, we kindly request you to consider slightly amending the definition of the DMP end date in the proposed rules for better clarity (see suggested edits in red below). To your point about clearing members making their own assumptions on the time for closing out their positions, the following proposed edits would similarly</p>	<p>We believe that the proposed clarification may indeed assist our Clearing Members in quantifying the maximum exposure to CDCC. We will incorporate your suggestion in the final version of the rule update.</p>

help us making these assumptions and thus in quantifying our maximum losses over a DMP.

**Proposed amendments to Section A-411 – Default Management Period:**

A Default Management Period means the period: (a) commencing on the day that the Corporation declares the suspension of a Clearing Member, and (b) concluding on the Default Management Period End Date; provided, however, that if the Corporation declares the suspension of a Clearing Member when a Default Management Period is ongoing due to the prior suspension of another Clearing Member, multiple Clearing Members' suspensions will be processed in a single Default Management Period. (2) The Default Management Period End Date shall occur **at the end of** the Business Day following the declaration by the Corporation that the Default Management Process is completed and ...

As you can see, the above minor edit helps us establish a defined timeframe within which we could achieve a close out of our positions and thus quantify our maximum liability.

We hope this small adjustment is amendable for CDCC as this would help us greatly in addressing our liability concerns.



## AVIS DE CONFORMITÉ

EN VERTU DE L'ARTICLE 22 DE LA LOI SUR LES INSTRUMENTS DÉRIVÉS

### MODIFICATIONS APPORTÉES AUX RÈGLES DE LA CORPORATION CANADIENNE DE COMPENSATION DE PRODUITS DÉRIVÉS RELATIVES AU RETRAIT VOLONTAIRE ET À LA RESPONSABILITÉ LIMITÉE DES MEMBRES COMPENSATEURS

La soussignée confirme que les modifications et, s'il y a lieu, les ajouts et les abrogations aux règles de la Corporation canadienne de compensation de produits dérivés ont été apportés conformément à la *Loi sur les instruments dérivés* (L.R.Q., chapitre I14.01).

FAIT à MONTRÉAL le 15 octobre 20 24

DocuSigned by:  
  
8000CE00CFS4DE  
Maxime Rousseau-Turenne, Conseiller juridique  
CORPORATION CANADIENNE DE COMPENSATION DE PRODUITS DÉRIVÉS

**COPIE CONFORME D'UNE RÉOLUTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA CORPORATION  
CANADIENNE DE COMPENSATION DE PRODUITS DÉRIVÉS (LA « SOCIÉTÉ »)  
TENUE LE 30 AVRIL 2024**

**MODIFICATIONS APPORTÉES AUX RÈGLES DE LA CORPORATION CANADIENNE DE COMPENSATION DE  
PRODUITS DÉRIVÉS RELATIVES AU RETRAIT VOLONTAIRE ET À LA RESPONSABILITÉ LIMITÉE DES  
MEMBRES COMPENSATEURS**

« Sur motion dûment proposée, appuyée et approuvée à l'unanimité, la résolution suivante est adoptée :

IL EST RÉSOLU CE QUI SUIT :

1. Les modifications qu'il est proposé d'apporter aux règles, de la Société, essentiellement conformes à celles présentées aux membres du conseil d'administration de la Société, sont par les présentes approuvées en français et en anglais, et tout administrateur ou tout dirigeant de la Société est par les présentes autorisé à apporter les modifications qu'il approuve (y compris des modifications faisant suite aux commentaires reçus de l'Autorité des marchés financiers, de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario, de la Banque du Canada ou du public, s'il y a lieu), et leur remise au nom et pour le compte de la Société est par les présentes autorisée et approuvée. Les modifications proposées entreront en vigueur à la date qui sera fixée par la direction de la Société conformément aux dispositions de la *Loi sur les instruments dérivés*, L.R.Q., c. I-14.01, dans sa version modifiée à l'occasion, et sous réserve de l'approbation réglementaire de la Banque du Canada et de Commission des valeurs mobilières de l'Ontario.
2. Tous les administrateurs et dirigeants de la Société reçoivent par les présentes l'autorisation et l'instruction de signer et de remettre, au nom et pour le compte de la Société, que ce soit sous le sceau de la Société ou non, tous les autres certificats, instruments, conventions, documents et avis et d'accomplir tous les actes et de prendre toutes les mesures jugées nécessaires ou souhaitables pour donner effet à la présente résolution. »

Je, Maxime Rousseau-Turenne, Conseiller juridique  
de la Corporation canadienne de compensation de  
produits dérivés, certifie par les présentes que ce  
qui précède est la traduction fidèle d'une



## AVIS DE CONFORMITÉ

EN VERTU DE L'ARTICLE 22 DE LA LOI SUR LES INSTRUMENTS DÉRIVÉS

**MODIFICATIONS APPORTÉES AUX RÈGLES DE LA CORPORATION CANADIENNE DE COMPENSATION DE PRODUITS DÉRIVÉS RELATIVES AU RETRAIT VOLONTAIRE ET À LA RESPONSABILITÉ LIMITÉE DES MEMBRES COMPENSATEURS**

La soussignée confirme que les modifications et, s'il y a lieu, les ajouts et les abrogations au règles de la Corporation canadienne de compensation de produits dérivés ont été apportés conformément à la *Loi sur les instruments dérivés* (L.R.Q., chapitre I14.01).

FAIT à MONTRÉAL le 15 octobre 20 24

Maxime Rousseau-Turenne

Maxime Rousseau-Turenne, Conseiller juridique  
CORPORATION CANADIENNE DE COMPENSATION DE PRODUITS DÉRIVÉS



## 7.4 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

## 7.5 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

# 8.

## Mesures de transparence dans les industries minière, pétrolière et gazière

---

- 8.1 Avis et communiqués
  - 8.2 Règlementation
  - 8.3 Sanctions administratives pécuniaires
  - 8.4 Décisions de révision
  - 8.5 Annexes et autres renseignements
-

## 8.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

## 8.2 RÈGLEMENTATION

Aucune information.

### 8.3 SANCTIONS ADMINISTRATIVES PÉCUNIAIRES

Aucune information.

## 8.4 DÉCISIONS DE RÉVISION

Aucune information.

## 8.5 ANNEXES ET AUTRES RENSEIGNEMENTS

Aucune information.



# 9.

## Régimes volontaires d'épargne-retraite

---

- 9.1 Avis et communiqués
  - 9.2 Réglementation
  - 9.3 Autorisation d'agir comme administrateur d'un régime volontaire  
d'épargne-retraite
  - 9.4 Autres décisions
-

## 9.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

## 9.2 RÉGLEMENTATION

Aucune information.

### 9.3 AUTORISATION D'AGIR COMME ADMINISTRATEUR D'UN RÉGIME VOLONTAIRE D'ÉPARGNE-RETRAITE

Aucune information.

## 9.4 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

# 10.

## Agents d'évaluation du crédit

---

- 10.1 Avis et communiqués
  - 10.2 Réglementation et lignes directrices
  - 10.3 Désignation à titre d'agent d'évaluation du crédit
  - 10.4 Sanctions administratives
  - 10.5 Autres décisions
-

## 10.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

## **10.2. RÉGLEMENTATION ET LIGNES DIRECTRICES**

### **10.2.1. Consultation**

Aucune information.

### **10.2.2. Publication**

#### **Avis de publication**

**Règlement sur la gestion et le signalement des incidents de sécurité de l'information de certaines institutions financières et des agents d'évaluation du crédit**

(Voir section 5.2.2 du présent bulletin)



### 10.3 DÉSIGNATION À TITRE D'AGENT D'ÉVALUATION DU CRÉDIT

Aucune information.

## 10.4 SANCTIONS ADMINISTRATIVES

Aucune information.

## 10.5 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.